Institut d'études politiques de Paris

ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

Programme doctoral de Science politique, mention Théorie politique
Centre de recherches politiques
Doctorat en science politique

L'écologie politique face à l'effondrement systémique

Enquête sur la collapsologie et ses interprétations politiques

Anne Rumin

Thèse dirigée par Gil Delannoi, Directeur de recherche, Sciences Po, CEVIPOF

Soutenance le 29 novembre 2024

Jury :

M. Antoine CHOLLET, maître d'enseignement et de recherche, Université de Lausanne, Centre Walras-Pareto

M. Gil DELANNOI, directeur de recherche, Sciences Po, CEVIPOF

Mme Sylvie OLLITRAULT, directrice de recherche, CNRS, EHESP

Mme Elsa RICHARD, chercheuse pour l'association Adapticité, conseillère régionale des Pays de la Loire

M. Luc SEMAL, maître de conférences, Muséum national d'Histoire naturelle MNHN, et chercheur, CESCO

Mme Virginie TOURNAY, directrice de recherche, CNRS, CEVIPOF

Remerciements

La thèse est un exercice solitaire. Pourtant, durant ces cinq années, j'ai été soutenue par un ensemble de relations, scientifiques, politiques, affectives, dont témoigne ce présent texte. Aussi me dois-je d'exprimer toute ma gratitude à celles et ceux qui ont soutenu ce travail et aidé à sa réalisation.

Je tiens tout d'abord à adresser mes sincères remerciements à mon directeur de thèse, Gil Delannoi. Son soutien a débuté bien avant que ne commence ma recherche, alors que j'en maturais le projet. Sa bienveillance, sa confiance, ses recommandations théoriques et conseils méthodologiques ont été très précieux tout au long de mon parcours.

Je souhaite ensuite remercier les équipes de l'association Auxilia, cabinet de conseil ayant permis la réalisation de cette thèse. Je pense tout particulièrement à mon encadrante, Elsa Richard, dont l'accompagnement aura très largement dépassé les modalités d'intervention pensées par le dispositif CIFRE. Son regard sur mon travail, sa curiosité intellectuelle et son courage politique m'ont beaucoup inspirée. Je remercie également Bertil de Fos pour son intérêt sincère pour ce sujet de recherche et les conversations que nous en avons tirées, ainsi que Philippe Archias pour ses conseils.

Cette thèse n'aurait pas vu le jour sans le concours des personnes qui ont accepté de me rencontrer et de se prêter au jeu de l'entretien. Je tiens donc à remercier très sincèrement Delphine Batho, Julie Chabaud, Jean-Luc Gleyze, Olivier « Le Collapso », Corinne Martinez, Clément Montfort, Grégory Poinsenet, Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Nicolas Voisin, ainsi que toutes les personnes enquêtées et anonymées dans l'enquête. Ce travail leur doit beaucoup.

Parmi ces personnes, je remercie Yves Cochet, président de l'Institut Momentum, pour ses remarques stimulantes sur mon travail, pour son engagement en faveur de la décroissance et pour son humour. Ce travail m'a en effet amenée à côtoyer différents cercles intellectuels, académiques ou associatifs, parmi lesquels cet institut que j'ai rejoint en 2017. Les discussions que nous y menons sur la décroissance, comme nos divergences sur la collapsologie et l'effondrement, comptent pour beaucoup dans ma réflexion. Je remercie donc chaleureusement Agnès Sinaï, pour l'énergie qu'elle voue à cette association et son exigence intellectuelle et politique qui forcent mon admiration. Merci aux membres du conseil d'administration de l'Institut Momentum, Flore d'Ambrosio-Boudet, Alice Canabate, Sylvie Decaux, Christophe Laurens, Alice Le Roy, Luc Semal, Mathilde Szuba, ainsi qu'à nos complices de la revue

Topophile, parmi lesquels Martin Paquot. Je remercie bien sûr, dans cet écosystème, Loïs Mallet, interlocuteur de choix depuis le début de mon travail, et Inès Bel Mokhtar.

Je remercie également les membres du collectif Rivage, Maëliss Le Bricon, Loïc Bernard-Chabrier et Pascale Bosboeuf, pour nos discussions autour de l'écologie et de l'articulation entre sciences, arts et politique. Merci aux équipes de la Maison Forte, à commencer par Philippe Brzezanski, Bruno Caillet, Victoire Dubruel, Marion Blancher et Mathieu Brand, pour leur générosité et leur fantaisie. Je veux aussi remercier Renda Belmallem d'être une partenaire intellectuelle, camarade et amie formidable, dans tous les moments de la thèse et de la vie, dans un séminaire comme sur une piste de danse, dans un atelier associatif comme à travers les champs.

Merci aux chercheuses et chercheurs rencontré·es durant ces années, au Cevipof ou ailleurs, dont les remarques m'ont aidée : mon directeur de mémoire, Frédéric Gros, mais aussi Astrid von Busekist et Annabelle Lever. Je pense également à la bienveillance de Cyprien Tasset, soucieux d'encourager les doctorant·es dans leurs recherches sur la collapsologie. Je remercie mes étudiants et étudiantes de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, dont les questions m'ont poussée à affiner ma réflexion, et Mathilde Szuba pour sa confiance.

Merci à mon incroyable équipe de relecteurs et relectrices : Joséphine, Loïs, Yves, Inès E., Baptiste, Léna, Martin, Olga, Violaine.

Je remercie celles et ceux qui partagent ma vie, famille et ami·es. Merci à ma mère, pour son indéfectible soutien, nos conversations précieuses, sa détermination féministe. Merci à mon père pour ses encouragements. Merci à mes mamies. Merci à Joséphine, Mathilde, Corentin, Inès, Olga, Louis, Solène, Alexandre, Léo (et ses conseils constructifs, dans ma thèse comme dans ma vie), Lucie, Gaël, Mehdi, Morgan, Julie, Sophie, Martin, Mathias, Margot, Yann, Flavie, Jeanne, Romane, Adriana…

Merci à toutes celles et ceux qui luttent avec courage pour défendre une société plus juste.

Merci à Baptiste d'être de ceux-là. Que ce soit depuis les plages normandes, face aux collines de la Drôme ou au cœur d'une forêt allemande, nichés dans une cabane haut perchée, merci d'inventer avec moi une vie plus digne et plus belle.

Sommaire synthétique

REMERCIEMENTS **2**

SOMMAIRE SYNTHETIQUE **4**

LISTE DES ACRONYMES **7**

AVANT-PROPOS **8**

INTRODUCTION GENERALE **9**

1. Face à l'effondrement systémique *10*

2. La collapsologie peut-elle profiter à l'écologie politique ? *17*

3. La collapsologie, une écologie sans politique *27*

4. Questionner l'écologie politique depuis la collapsologie : Une enquête au sein des milieux effondristes *39*

PREMIERE PARTIE **43**

UNE ENQUETE A L'INTERSECTION DE L'ECOLOGIE POLITIQUE ET DE LA COLLAPSOLOGIE **43**

LA COLLAPSOLOGIE SIGNE-T-ELLE L'ECHEC DE L'ECOLOGIE POLITIQUE ? **44**

CHAPITRE 1. LA CONSTRUCTION DE L'ECOLOGIE POLITIQUE : UNE IDEOLOGIE A PART ENTIERE ? **46**

1. L'écologie politique, une approche inédite du politique *47*

2. La singularisation idéologique de l'écologie politique *59*

3. La diversification théorique de l'écologie politique *74*

CHAPITRE 2. LA NAISSANCE DE LA COLLAPSOLOGIE : UNE REFORMULATION DE LA PERSPECTIVE CATASTROPHISTE **94**

1. Des eschatologies millénaristes au catastrophisme nucléaire de Günther Anders *95*

2. Les redéfinitions du catastrophisme et ses controverses *107*

3. La spécificité de la collapsologie : Un resserrement de la perspective catastrophiste autour du motif de l'effondrement systémique *122*

CHAPITRE 3. ENQUETER EN ECOLOGISTE SUR LA COLLAPSOLOGIE **136**

1. Du succès médiatique de la collapsologie à sa disqualification académique et militante . *137*

2. Hypothèses de recherche et posture méthodologique *153*

3. Présentation de l'enquête : Echelles d'observation, outils méthodologiques et axes d'analyse *173*

ÉCLAIRER LES APPORTS POSSIBLES DE LA COLLAPSOLOGIE A L'ECOLOGIE POLITIQUE **187**

DEUXIEME PARTIE **188**

VERS UNE NOUVELLE GENERATION D'ECOLOGISTES ? **188**

COMMENT LES EFFONDRISTES S'EMPARENT-ILS DE LA COLLAPSOLOGIE ? **189**

CHAPITRE 4. LES DYNAMIQUES DE DIFFUSION DE LA COLLAPSOLOGIE : UN CATASTROPHISME GRAND PUBLIC **190**

1. Présentation générale des espaces enquêtés 191

2. L'influence de la collapsologie sur les espaces enquêtés : Une nécessaire critériologie 208

3. La diffusion de la collapsologie sur les espaces enquêtés : Une rumeur qui s'estompe..... 230

CHAPITRE 5. LES RECEPTIONS PLURIELLES DE LA COLLAPSOLOGIE : UNE PERSPECTIVE CATASTROPHISTE REINTERPRETEE 246

1. Qui sont les effondristes ? Un essai de typologie..... 247

2. Réceptions et interprétations du discours de la collapsologie 260

3. Une écologisation des représentations et comportements politiques ?..... 271

RECONNAITRE L'AGENTIVITE DES EFFONDRISTES 286

TROISIEME PARTIE 287

RECOMPOSITIONS ECOLOGISTES FACE A L'EFFONDREMENT SYSTEMIQUE 287

QUELS APPORTS DE LA COLLAPSOLOGIE AU PROJET DEMOCRATIQUE DE L'ECOLOGIE POLITIQUE ? 288

CHAPITRE 6. UNE LECTURE ANDERSIENNE DE LA COLLAPSOLOGIE : SINGULARISER L'ECOLOGIE POLITIQUE DEPUIS LE CATASTROPHISME 290

1. Imaginer, prophétiser, anticiper l'effondrement : La grande diversité des régimes du futur mobilisés par les effondristes 291

2. L'écologie politique, prise entre la durée et le délai : quelle construction politique du temps adopter ? 307

3. La collapsologie, une stratégie pour réhabiliter une eschatologie catastrophiste subversive 319

CHAPITRE 7. UNE LECTURE CONSTRUCTIVISTE DE LA COLLAPSOLOGIE : AFFIRMER LA METHODE DE L'ECOLOGIE POLITIQUE DEPUIS UNE APPROCHE POLITIQUE DES SCIENCES 328

1. Des trajectoires d'engagement largement marquées par la science..... 329

2. L'écologie politique face à une crise de confiance envers les sciences : Quelle articulation entre science et politique ?..... 343

3. La collapsologie, une tentative de remettre en politique les sciences 352

CHAPITRE 8. UNE LECTURE ECOFEMINISTE DE LA COLLAPSOLOGIE : ÉLARGIR LE FRONT DE L'ECOLOGIE POLITIQUE DEPUIS L'ANGLE DE LA FAMILLE 363

1. Une politisation des catégories d'âge et liens de parenté : Protéger sa famille, une revendication alimentée par la collapsologie 364

2. L'écologie politique face à la notion de famille : Entre dépolitisation et politiques réactionnaires ?..... 377

3. La collapsologie, une invitation à repenser la famille dans une perspective écoféministe 393

RECOMPOSER L'ECOLOGIE POLITIQUE DEPUIS LA COLLAPSOLOGIE 409

CONCLUSION ET PERSPECTIVES 410

BIBLIOGRAPHIE GENERALE 415

Ouvrages..... 415

Articles de revues et chapitres d'ouvrages *426*
Thèses et mémoires *439*
Rapports, séminaires et conférences *440*
Articles de journaux et magazines *443*
Sites internet et billets de blog *443*

TABLE DES MATIERES DETAILLEE **445**

TABLE DES ILLUSTRATIONS : LES TABLEAUX **454**

TABLE DES ILLUSTRATIONS : LES FIGURES **455**

ANNEXES **456**

ANNEXE 1 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE **457**
ANNEXE 2 : TALON SOCIOLOGIQUE DES PERSONNES RENCONTREES **464**
ANNEXE 3 : LISTE DES DOCUMENTS RELATIFS AUX DEUX TERRAINS PRINCIPAUX **470**

RESUME **473**

Liste des acronymes

APPSB : Association pour la Protection et la Promotion du Saumon en Bretagne

BAD : Base d'Autonomie Durable

CAP : Certificat d'aptitude professionnelle

CIB : Commune Imaginée du Bandiat

COP : Conférences des Parties

CSP : Catégorie socio-professionnelle

DGA : Direction Générale Adjointe

DGS : Direction Générale des Services

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EELV : Europe Ecologie Les Verts

GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

GSPR : Groupe de Sécurité du Président de la République

IPCC : Intergovernmental Panel on Climate Change

MJS : Mouvement des Jeunes Socialistes

NMS : Nouveaux Mouvements Sociaux

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

PS : Parti Socialiste

SAS : Société par Actions Simplifiée

SCIC : Société Coopérative d'Intérêt Collectif

SDM : Suite Du Monde

XR : Extinction Rébellion

ZAD : Zone À Défendre

ZID : Zone Identitaire à Défendre

Avant-propos

« La perspective collapsologique a ceci d'effrayant qu'elle absorbe toute autre considération politique qui devient seconde par rapport à l'unique priorité : réduire le nombre de morts. » Yves Cochet m'écrit ces mots le 3 août 2023, ici reproduits avec son accord, alors que nous échangeons au sujet de ma thèse. Je réalise en le lisant que tout le problème se tient là : ai-je envie de vivre, ou plutôt de survivre, dans un monde où « l'unique priorité » politique consiste à « réduire le nombre de morts » ?

Introduction générale

Le 9 avril 2015, Pablo Servigne et Raphaël Stevens publient *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*[1]. Le livre s'ouvre sur une première partie, « Prémices d'un effondrement[2] », où sont recensées les connaissances acquises sur le désastre écologique en cours : dérèglement climatique, extinction de la biodiversité, épuisement de la ressource en eau, perturbation des cycles biochimiques de l'azote et du phosphore… Le dépassement des limites planétaires y est méthodiquement exposé, à grand renfort de graphiques, de courbes et de métaphores. Notre thèse pourrait s'ouvrir sur une même accumulation de constats et de chiffres. Nous mentionnerions ainsi la parution, en mars 2023, du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui souligne une accélération inédite du dérèglement climatique, envisageant un réchauffement de 3,2 degrés d'ici 2100 et qui rappelle combien les effets catastrophiques de cette évolution sont en grande partie déjà inévitables, malgré les mesures éventuellement adoptées à l'avenir[3]. Nous évoquerions également les catastrophes affectant dès aujourd'hui de nombreuses populations ; cyclones meurtriers et sécheresses en Afrique australe et Amérique, « mégafeux [4]» australiens, inondations en Asie du Sud. *Et cetera* : nous pourrions continuer de la sorte, d'énumération en énumération, pour tenir un même inventaire du désastre. Or, dans le cas de la collapsologie, qui se veut une « science de l'effondrement [5]», cet exercice n'a rien d'anodin. Cette juxtaposition de faits dramatiques sert le propos des collapsologues, qui concluent : « L'idée à retenir […] est que nous sommes cernés[6] ».

---

[1] Pablo SERVIGNE, Raphaël STEVENS et Yves COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Le Seuil, 2015.

[2] *Ibid.* p.29 -137.

[3] INTERGOVERNMENTAL PANEL ON CLIMATE CHANGE (IPCC), CORE WRITING TEAM, Hoesung LEE et José ROMERO, *Climate Change 2023 : Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Geneva, Switzerland, 2023.

[4] Le terme, qui a notamment été popularisé par les travaux de Joëlle Zask, désigne des incendies aux dimensions particulièrement importantes : Joëlle ZASK, *Quand la forêt brûle : Penser la nouvelle catastrophe écologique*, Paris, Premier Parallèle, 2019.

[5] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, *op. cit*. p.22.

[6] *Ibid.* p.88.

Au contraire, nous proposerons d'exposer le contexte dans lequel s'inscrit notre recherche en nous abstenant de tenir un même catalogue du ravage en cours, et en explorant plutôt les logiques que poursuivent de tels inventaires - à cette occasion, nous esquisserons une courte histoire de la collapsologie. Puis, nous présenterons le problème que soulève selon nous notre objet : la collapsologie restreint-elle le projet démocratique de l'écologie politique à la seule survie ? Pour les théoriciens et théoriciennes[7] du politique, la collapsologie s'apparente en effet à une écologie sans politique ; une écologie vidée de son contenu idéologique, poussant les individus à renoncer à l'action politique pour seulement chercher à se sauver. Au contraire, en enquêtant au sein des milieux effondristes[8], nous envisagerons que la collapsologie puisse devenir le point de départ d'une recomposition de l'écologie politique.

1. Face à l'effondrement systémique

L'inventaire du désastre qui ne sera pas fait

Dans les discours de la collapsologie, la logique de l'inventaire est un dispositif argumentatif entérinant l'idée selon laquelle « tout peut s'effondrer ». Derrière cette formule, les collapsologues désignent un processus par lequel un système complexe, en l'occurrence nos sociétés « thermo-industrielles », retourne à un niveau de complexité moindre sous l'effet de différentes perturbations. L'effondrement systémique s'incarnerait ainsi en un ensemble de défaillances des chaînes de production et des institutions nationales et internationales, mises en crise par le désastre écologique, et menant les populations à ne plus pouvoir « subvenir à leurs besoins » via des « services encadrés par la loi[9] ». S'en suivraient guerres, famines et épidémies : c'est ainsi que tout pourrait s'effondrer. L'essai de Pablo Servigne et Raphaël Stevens poursuit alors deux

[7] Dans cette thèse, plusieurs formes d'écriture inclusive seront mobilisées.

[8] Le terme désigne les personnes reconnaissant la possibilité d'un effondrement systémique à venir. Il a été forgé au sein des communautés effondristes elles-mêmes, et repris par la sociologie.

[9] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, *op. cit.* p.15. ; Yves COCHET, « L'effondrement, catabolique ou catastrophique ? », séminaire de l'Institut Momentum, 27/05/2011, disponible sur : https://institutmomentum.org/l-effondrement-catabolique-ou-catastrophique ; consulté le 10 septembre 2023.

objectifs. Premièrement, il s'agit de rendre compte auprès d'un large public des risques relatifs à cet effondrement systémique. Le terme de « manuel », inclus dans le sous-titre de l'ouvrage, rappelle combien leur ambition relève de la vulgarisation scientifique. Deuxièmement, ces auteurs espèrent fonder une nouvelle science : les chercheurs et chercheuses de toutes les disciplines devraient travailler ensemble à décrire et analyser cet effondrement. Ainsi, dès cette première publication, le geste des collapsologues s'avère ambigu puisqu'ils s'adressent à un public scientifique, et d'un même mouvement, entendent démocratiser autant qu'ils le peuvent l'hypothèse d'un effondrement. Voilà qui contredit les mécanismes de production du savoir traditionnellement observés, plus lents, où la diffusion de la recherche succède à de premières confrontations entre pairs, dans des cercles plus restreints[10]. Cet empressement s'explique aisément. Comme l'indique le sous-titre de leur ouvrage, les collapsologues écrivent pour les « générations présentes », plus que pour les générations futures, puisque l'effondrement, selon eux, doit être imminent. Il y aurait donc urgence à s'emparer du sujet, avant même que « tout » s'effondre. Dès lors, et comme le souligne Jean-Baptiste Fressoz, la collapsologie vient lier des effondrements de nature très différentes : celui de la biodiversité, par exemple, contre lequel les écologistes luttent, et celui d'un système productiviste et capitaliste, dont la chute paraît souhaitable selon les sensibilités politiques[11]. Les collapsologues traquent les indices de la fragilité de ce grand « tout », pour étayer leur hypothèse d'un effondrement systémique et mondial à venir dans les prochaines années.

Bien sûr, tous les inventaires du désastre ne se donnent pas pour objectif d'alimenter une même argumentation collapsologique. La logique descriptive de ces énumérations permet également d'inscrire une recherche dans un contexte historique et politique. Dans le cadre de notre thèse, le diagnostic adopté est le suivant : tout ne s'est pas effondré, tout ne s'effondre pas. Ou pas encore, et nous pourrions dire, peut-être un peu légèrement, peu importe : nous ne cherchons pas à vérifier la validité de l'hypothèse collapsologique, à savoir si oui ou non, tout va s'effondrer, ni quand, ni comment. Ce faisant, notre recherche s'appuie sur un constat. Le désastre écologique, l'accroissement des inégalités sociales qu'il alimente, ses effets catastrophiques sur les populations, à

[10] Cette ambiguïté a également été remarquée par Bruno Villalba. Bruno VILLALBA, *Les Collapsologues et leurs ennemis*, Paris, Le Pommier, 2021.

[11] Jean-Baptiste FRESSOZ, « La collapsologie : un discours réactionnaire ? », *Libération*, 07/11/2018, disponible sur : https://www.liberation.fr/debats/2018/11/07/la-collapsologie-un-discours-reactionnaire_1690596/, consulté le 12 octobre 2019.

commencer par celles des pays du Sud global, comme l'origine humaine de ces bouleversements, ne font aucun doute. Les mutations écologiques questionnent le fonctionnement des démocraties, leur capacité à les prendre en charge et à se maintenir. Ce doute renforce une crise de la représentation politique. Dans ce contexte, quoique certaines populations fassent déjà l'expérience d'un effondrement, celui qu'envisagent les collapsologues, brutal, rapide et mondial, suspendant le cours des événements pour toutes et tous, n'a pas eu lieu. Tout ne s'effondre pas : comme l'écrit Dominique Bourg, « rien ne change, tout change [12]». Le désastre s'accroît, de secousses en secousses, sans que « tout » s'écroule.

À la logique descriptive des inventaires s'articule une seconde logique, plus analytique et normative, consistant à nommer ce à quoi nous assistons. Bien que tout ne s'effondre pas encore, il nous faut pourtant tenter de qualifier le contexte qui est le nôtre. Ainsi, nous excluons de notre propos le terme de « crise écologique », qui suggère un possible retour à un état de stabilité, alors même que nous savons combien les conséquences de l'extinction de la biodiversité comme du dérèglement climatique sont en grande partie irréversibles. À partir d'une même condamnation de la notion de « crise », plusieurs expressions ont été forgées par les auteurs et autrices se souciant d'écologie. Bruno Latour, rappelant combien la situation environnementale et climatique constitue moins une exception passagère qu'une nouvelle réalité dans laquelle nous devons désormais vivre, évoque un « Nouveau Régime Climatique [13]». L'expression souligne un changement de paradigme, comme on change de régime politique, tout en se gardant d'apprécier négativement cette évolution. Dans une autre perspective, les auteurs catastrophistes[14] tels que Jean-Pierre Dupuy ou Luc Semal, évoquent une « catastrophe au singulier[15] », ou encore, une « catastrophe écologique globale [16]». Ici, il s'agit moins de désigner un événement ponctuel ayant lieu dans un périmètre restreint, qu'un ensemble de bouleversements composant une seule et même dynamique destructrice, excluant tout retour à la normale. La formule, que nous emploierons dans cette thèse, place la réflexion

[12] Dominique BOURG, « I. Rien ne change, tout change. Nous n'avons rien vu venir ! », *in La démocratie écologique*, Paris, Hermann, 2022, p. 27-34.

[13] Bruno LATOUR, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte, 2017.

[14] Nous utilisons ce terme en référence à l'écologie catastrophiste, que nous définirons plus loin dans cette introduction.

[15] Jean-Pierre DUPUY, *La marque du sacré*, Paris, Champs - Flammarion, 2010.

[16] Luc SEMAL, *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes*, Paris, Presses Universitaires de France PUF, 2019.

à une autre échelle que celle de la vie humaine, en rappelant combien la situation actuelle, considérée depuis le temps long des mutations géologiques, est bel et bien exceptionnelle. Enfin, le terme de « désastre », comme celui de « ravage », ont notamment été avancés par Isabelle Stengers[17]. Cette dernière notion se décline volontiers, pour penser l'ambiguïté des dynamiques dans lesquelles les individus sont pris, évoluant dans un milieu à la fois « ravageur et ravagé[18] ». Dès lors, penser à partir de cette double acception du ravage engage à une responsabilité : « se rendre à nouveau capable de cultiver ce qui est systématiquement détruit dans les milieux où nous vivons […], garder sans cesse à l'esprit que nous ne savons pas ce dont les humains pourraient devenir capables. Pour le meilleur et pour le pire[19] ».

S'il nous faut nommer ce à quoi nous assistons, beaucoup tentent également de qualifier ce qui est à l'origine du ravage. Une telle démarche est bien évidemment chargée d'enjeux politiques. Identifier et nommer les causes du désastre, c'est lui associer des coupables, des responsables, et peu à peu, entrer dans la conflictualité politique[20]. Ainsi, le terme d' « Anthropocène », théorisé par le chimiste Paul Crutzen à la fin du XXème siècle, s'est progressivement imposé dans le débat public pour désigner une ère géologique nouvelle, marquée par l'impact des activités humaines sur les cycles géochimiques. Plus récemment, la notion a été mise en débat par des auteurs et autrices souhaitant préciser davantage l'origine du ravage écologique. Andreas Malm propose ainsi de parler de « Capitalocène » : le désastre est moins lié à l'espèce humaine en tant que tel, qu'à un système de production et de consommation capitaliste, d'abord porté par les sociétés occidentales. De la même manière, Donna Haraway évoque les notions de « Plantationocène » ou encore de « Chthulucène [21]». Nous nous garderons bien, dans ce débat, de trancher pour une école ou pour une autre. Nous proposons plutôt de désigner trois dynamiques pesant dans le désastre, et étroitement liées : le productivisme, ici défini comme recherche illimitée de l'accroissement des biens matériels, reposant sur l'extraction et l'exploitation maximale des ressources ; le capitalisme, compris comme régime économique adopté par le productivisme depuis plusieurs siècles ; et le néo-

[17] Isabelle STENGERS, *Résister au désastre*, Paris, Wildproject, 2019.

[18] *Ibid.*

[19] *Ibid.*p.19.

[20] P. ZITTOUN, *La fabrique politique des politiques publiques. Une approche pragmatique des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

[21] Donna HARAWAY, « Anthropocène, Capitalocène, Plantationocène, Chthulucène. Faire des parents. », *Multitudes*, 65, 2016.

libéralisme, comme doctrine politique et économique permettant la reproduction contemporaine du capitalisme[22].

Courte histoire de la collapsologie

Cette recherche s'inscrit dans ce contexte douloureux, où prolifèrent de nouveaux mots, parmi lesquels celui de collapsologie. Le néologisme ne date que de 2015, mais les théories de l'effondrement émergent dès les années 1970. En effet, le célèbre Rapport Meadows, publié en 1972 à la demande du Club de Rome, alerte sur les risques entraînés par le développement économique et démographique des sociétés occidentales, qui pourrait mener à un effondrement situé autour de 2030[23]. Par la suite, les travaux de Joseph Tainter, qui publie en 1988 *The Collapse of Complex Societies*[24], ceux du biologiste Jared Diamond, auteur de *Collapse. How Societies choose to fail or succeed*[25], paru en 2005, ou encore de Dmitry Orlov, publiant en 2013 *The five stages of Collapse* [26], explorent différentes conceptions de cet effondrement à venir : selon les auteurs, celui-ci est présenté comme plus ou moins progressif, plus ou moins inévitable. En France, plusieurs organisations jouent un rôle déterminant dans la diffusion de cette littérature. Premièrement, la revue *Entropia,* fondée par Serge Latouche, Alain Gras, Jean-Paul Besset et Jean-Claude Besson-Girard, consacre son septième numéro, publié en 2009, à l'effondrement[27]. Dans le prolongement de cette revue, Yves Cochet et Agnès Sinaï créent en 2011 l'Institut Momentum, laboratoire d'idées dédié aux thématiques de l'Anthropocène, de la décroissance et de l'effondrement. Lors du séminaire inaugural de l'Institut Momentum, l'ancien ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement confronte une approche catabolique de l'effondrement à une conception

[22] Stéphane HABER, « Le néolibéralisme est-il une phase du capitalisme ? », *Raisons politiques*, 52-4, 2013, p. 25-35.

[23] Donella MEADOWS, Dennis MEADOWS et Jorgen RANDERS, *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, 1972.

[24] Joseph TAINTER, *The Collapse of Complex Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

[25] Jared DIAMOND, *Collapse: How Societies Choose to Fail or Succeed*, New York, Penguin Books, 2005.

[26] Dmitry ORLOV, *The Five Stages of Collapse: Survivors' Toolkit*, Gabriola, BC, New Society Publishers, 2013.

[27] Jean-Claude BESSON-GIRARD (DIR), « L'effondrement : et après ? », *Entropia. Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, 7, Paris, Parangon, 2009. La revue explore la dimension théorique et politique de la décroissance.

plus proprement catastrophique de celui-ci, avançant que la seconde est plus probable[28]. Pour lui, l'effondrement aura lieu dans un futur très proche et selon un rythme particulièrement brutal. Plus tard, il postface *Comment tout peut s'effondrer*, avant de publier en 2020 *Devant l'effondrement : Essai de collapsologie*, décrivant plus largement sa conception de l'effondrement[29]. Parallèlement, l'association Adrastia, fondée en 2014 par Vincent Mignerot, Joëlle Leconte, Laurent Aillet et Régis Perrot, vulgarise la littérature relative à l'effondrement systémique, tout en valorisant des initiatives concrètes pour s'y préparer[30]. Parmi ces membres, Laurent Aillet et Laurent Testot dirigent un ouvrage collectif publié en 2020, *Collapsus*, se voulant une synthèse sur la question de l'effondrement : l'ouvrage réunit ainsi des contributions de Pablo Servigne, Dominique Bourg, Jean-Baptiste Fressoz, Valérie Cabanes, Philippe Bihouix ou encore Delphine Batho[31].

Le terme de « collapsologie » vient donc qualifier *a posteriori* une littérature anglo-saxonne et des réseaux associatifs français qui lui préexistent. Revenons alors à la genèse du projet de la collapsologie. En 2014, Yves Cochet confie à Pablo Servigne la réalisation d'un rapport, *Nourrir l'Europe en temps de crise : Vers des systèmes alimentaires résilients*[32]. Pablo Servigne, ingénieur agronome, est effrayé par les vulnérabilités du système alimentaire européen qu'il découvre à cette occasion, et s'intéresse aux risques systémiques pesant sur les sociétés occidentales. Au cours de ces recherches, il fait la connaissance de Raphaël Stevens, qui travaille sur la notion de résilience : ensemble, ils créent des conférences et ateliers autour de l'effondrement systémique, destinés à un grand public, dans une logique d'éducation populaire. Ils sont contactés par Christophe Bonneuil, éditeur de la collection Anthropocène du Seuil, qui les invite à écrire un livre sur le sujet, *Comment tout peut s'effondrer*. Dans la lignée de ce premier essai, Pablo Servigne et ses coauteurs Raphaël Stevens et Gauthier Chapelle publient de nouveaux ouvrages. *Aux origines de la catastrophe : Pourquoi en sommes-*

---

[28] Y. COCHET, « L'effondrement, catabolique ou catastrophique ? », *op. cit.*, Un effondrement catabolique est progressif, connaît plusieurs stades et s'étend dans le temps, là où un effondrement catastrophique doit avoir lieu de manière brutale, sur une durée moins importante.

[29] Yves COCHET, *Devant l'effondrement : Essai de collapsologie*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2020.

[30] ADRASTIA, *Site internet de l'association Adrastia*, https://www.adrastia.org/, consulté le 7 février 2024.

[31] Laurent AILLET et Laurent TESTOT (DIR), *Collapsus. Changer ou disparaître ? Le vrai bilan sur notre planète*, Paris, Albin Michel, 2020.

[32] Le rapport sera publié en 2017 : Pablo SERVIGNE, *Nourrir l'Europe en temps de crise : Vers des systèmes alimentaires résilients*, Arles, Actes Sud, 2017.

nous arrivés là ? recense les dynamiques devant mener à terme à un effondrement, et évoque aussi bien la course à la croissance que le patriarcat[33]. *L'entraide : L'autre loi de la jungle* est un pas de côté vis-à-vis de la collapsologie, s'y adossant néanmoins pour prôner, face à un effondrement, l'efficacité des liens de solidarité[34]. *Une autre fin du monde est possible : Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)* propose d'adopter une « collapsosophie », soit une sagesse de l'effondrement, pour faire le deuil d'un monde voué à périr[35]. Enfin, *L'effondrement (et après) expliqué à nos enfants … et à nos parents* est une discussion intergénérationnelle autour de la perspective d'effondrement[36]. Ces ouvrages, comme ceux cités plus haut, constituent le corpus francophone de la collapsologie et présentent la particularité de moins s'adresser spécifiquement à la communauté scientifique qu'au grand public. Pablo Servigne et Raphaël Stevens rencontrent avec *Comment tout peut s'effondrer* un succès éditorial et médiatique bien renseigné par Olivier Gadeau[37]. En effet, la collapsologie s'affirme dans les médias à partir de l'été 2018, dans un contexte français marqué par une canicule douloureuse, la démission du Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et d'importantes manifestations pour le climat. L'essor de la collapsologie est alors activement soutenu par sa diffusion via les outils numériques : *blogs*, *pure-players*, et réseaux sociaux mènent à la création de véritables communautés en ligne, dédiées au sujet[38]. Or, à mesure que le motif de l'effondrement systémique s'ancre sur la scène médiatique, la collapsologie connaît des critiques de plus en plus houleuses. Des militants et militantes en dénoncent les insuffisances politiques[39], des chercheurs et chercheuses en

---

[33] Pablo SERVIGNE et Raphaël STEVENS (DIR), *Aux origines de la catastrophe : Pourquoi en sommes-nous arrivés là?*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2020.

[34] Pablo SERVIGNE et Gauthier CHAPELLE, *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2017.

[35] Pablo SERVIGNE, Raphaël STEVENS et Gauthier CHAPELLE, *Une autre fin du monde est possible. Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*, Paris, Seuil, 2018.

[36] Gauthier CHAPELLE et Pablo SERVIGNE, *L'effondrement (et après) expliqué à nos enfants … et à nos parents*, Paris, Seuil, 2022.

[37] Olivier GADEAU, « Brève chronologie de la médiatisation de la collapsologie en France (2015-2019) », *Multitudes*, 76-3, 2019, p. 121-123.

[38] O. GADEAU, « Brève chronologie de la médiatisation de la collapsologie en France (2015-2019) », art. cit ; Cyprien TASSET, « Les « effondrés anonymes » ? S'associer autour d'un constat de dépassement des limites planétaires », *La Pensée écologique*, 3-1, 2019, p. 53-62.

[39] On pense par exemple aux critiques répétées du militant de *Deep Green Resistance* Nicolas Casaux : Nicolas CASAUX, « Le problème de la collapsologie », 28/01/2018, disponible sur https://www.partage-le.com/2018/01/28/8648/, consulté le 18 octobre 2020 ; Nicolas CASAUX, « Quelques petits problèmes concernant le discours d'Aurélien Barrau », 03/10/2018, disponible sur https://www.partage-le.com/2018/10/03/quelques-petits-problemes-concernant-le-discours-daurelien-barrau-par-nicolas-casaux/, consulté le 18 octobre 2020 ; Nicolas CASAUX, « La collapsologie comme lamentation bourgeoise de l'effondrement de la civilisation », 19/08/2020, disponible sur

interrogent à la fois la scientificité et les effets sur celles et ceux qui s'emparent de cette littérature.

2. La collapsologie peut-elle profiter à l'écologie politique ?

La collapsologie confisque-t-elle l'agentivité de ses publics ?

Pour ses détracteurs, la collapsologie signerait l'échec de l'écologie politique. Cette critique se décline en trois axes. Premièrement, la collapsologie serait un discours démobilisant : en agitant le spectre effrayant de l'effondrement, elle plongerait ses publics dans une sidération empêchant toute forme d'engagement. Deuxièmement, si la collapsologie sidère, c'est parce qu'elle oppose au politique la catastrophe, dissimulée derrière le motif de l'effondrement systémique, alors même que catastrophe et politique ne feraient pas bon ménage. Ce faisant, troisièmement, la collapsologie viderait l'écologie politique de son contenu idéologique, limitant ses ambitions à la seule recherche de la survie, unique possibilité restante face à l'imminence de la catastrophe. La collapsologie, par le truchement de nombreuses publications, est ainsi la cible d'une entreprise de disqualification[40]. En 2018, Jean-Baptiste Fressoz publie dans *Libération* une tribune intitulée « La collapsologie : un discours réactionnaire ? », procédant à des distinctions conceptuelles bienvenues quant à la notion d'effondrement[41]. La même année, Benedikte Zitouni et François Thoreau publient dans la revue en ligne *L'entonnoir* une importante critique de la collapsologie : ils vouent aux gémonies l'usage qui y est fait des émotions, relevant selon eux d'une infantilisation, et fustigent une vision mécaniste de l'histoire,

https://www.partage-le.com/2020/08/19/la-collapsologie-comme-lamentation-bourgeoise-de-leffondrement-de-la-civilisation-par-nicolas-casaux/, consulté le 18 octobre 2020.

[40] La formule « entreprise de disqualification », peut surprendre, laissant penser que la collapsologie aurait fait l'objet d'une action concertée de scientifiques s'en prenant intentionnellement aux collapsologues pour en nuancer le succès. L'affirmer serait abusif. Cependant, la critique de la collapsologie repose moins, à ses débuts, sur la publication d'ouvrages scientifiques que sur celle d'essais grand public, d'articles journalistiques, et de quelques articles plus directement scientifiques. Jacques Igalens publie en 2017 dans *The Conversation* un court article, peu critique sur le plan politique, avançant cependant que la collapsologie ne peut guère prétendre être une science, puisqu'elle ne présente pas de cadre méthodologique commun pour cerner toutes les dimensions qu'elle entend observer. Jacques IGALENS, « La collapsologie est-elle une science ? », *The Conversation,* 23/11/2017, disponible sur http://theconversation.com/la-collapsologie-est-elle-une-science-87416, consulté le 17 avril 2023.

[41] J.-B. FRESSOZ, « La collapsologie, un discours réactionnaire ? », art.cit.

« coupant l'herbe sous le pied [42]» aux mobilisations écologistes déjà existantes. En 2019, Pierre Charbonnier publie à son tour, dans *La Revue du Crieur*, un article intitulé « Splendeurs et misères de la collapsologie », dans lequel il s'interroge quant à « l'engagement à l'égard de l'avenir[43] » des collapsologues. Ils lui paraissent jouer de la sidération provoquée chez leur auditoire, tout en prônant des liens de solidarité apolitiques et naturalisant les rapports sociaux. Un an plus tard, dans un numéro de *Philosophie Magazine*, Michaël Fœssel avance que la collapsologie ignore la conflictualité politique[44]. Enfin, Jean-Pierre Dupuy publie dans la revue *AOC* deux articles qui en remettent en cause la dimension scientifique : « Simplismes de l'écologie catastrophiste » et « Contre les collapsologues et les optimistes béats, réaffirmer le catastrophisme éclairé »[45]. À ces premiers articles, font suite un ensemble d'essais : Catherine et Raphaël Larrère publient en 2020 *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, qui reprend et développe des critiques déjà adressées à la collapsologie, relatives à sa scientificité comme à son caractère trop peu politique[46]. Puis, plusieurs auteurs proposent une lecture anticapitaliste de la collapsologie : Renaud Garcia signe *La collapsologie ou l'écologie mutilée*[47], Benoît Bohy-Bunel, *Une critique anticapitaliste de la collapsologie*[48], et Philippe Pelletier, *Effondrement et capitalisme vert : La collapsologie en question* [49].

Ainsi, chez les théoriciens et théoriciennes du politique notamment, la collapsologie est mal-aimée, réduite à une « littérature médiocre[50] », dont on présume les effets négatifs : la collapsologie, dépolitisante et fantasque, exercerait une emprise sur ses

---

[42] Benedikte ZITOUNI et François THOREAU, « Contre l'effondrement : agir pour des milieux vivaces », *L'entonnoir*, 13/12/2018, disponible sur : https://www.entonnoir.org/2018/12/13/contre-leffondrement/, consulté le 08 janvier 2019.

[43] Pierre CHARBONNIER, « Splendeurs et misères de la collapsologie », *Revue du Crieur*, 13-2, 2019, p. 88-95.

[44] Victorine DE OLIVEIRA, « La critique de Michaël Fœssel. "La collapsologie ignore les rapports de forces" », *Philosophie Magazine*, 2020, disponible sur https://www.philomag.com/articles/la-critique-de-michael-foessel-la-collapsologie-ignore-les-rapports-de-forces, consulté le 10 septembre 2023.

[45] Jean-Pierre DUPUY, « Contre les collapsologues et les optimistes béats, réaffirmer le catastrophisme éclairé - AOC media », *AOC media - Analyse Opinion Critique*, 2020.

[46] Catherine LARRERE et Raphaël LARRERE, *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, Paris, Premier Parallèle, 2020.

[47] Renaud GARCIA, *La Collapsologie ou l'écologie mutilée*, Paris, Les Éditions L'échappée, 2020.

[48] Benoît BOHY-BUNEL, *Une critique anticapitaliste de la collapsologie*, Paris, L'Harmattan, 2023.

[49] Philippe PELLETIER, *Effondrement et capitalisme vert : La collapsologie en question*, Paris, Broché, 2020.

[50] Jean-Pierre DUPUY, *Simplismes de l'écologie catastrophiste – Contre les collapsologues et les optimistes béats, réaffirmer le catastrophisme éclairé*, AOC Broché, 2021.

publics[51]. Pourtant, ces effets néfastes demeurent… supposés. Ces auteurs et autrices s'appuient sur une approche argumentative de la collapsologie sans s'intéresser à ce que, très concrètement, elle peut entraîner pour les individus. Toute possible réinterprétation et réappropriation du discours sur l'effondrement systémique est ainsi ignorée. Mais peut-on vraiment, ne serait-ce que méthodologiquement, affirmer que la collapsologie ne suscite guère qu'une promotion de la survie sans aller vérifier, empiriquement, ce qu'en font celles et ceux qui s'en emparent ? Peut-on véritablement étudier la collapsologie, ou ne serait-ce que porter un discours à son propos, sans même s'interroger sur la nature du lien qui unit la collapsologie à ses publics ?

Quelle articulation entre catastrophe et politique la collapsologie suggère-t-elle ?

La critique de la supposée emprise de la collapsologie sur ses publics, peu voire pas vérifiée, s'appuie sur un autre problème, relatif à la relation entre effondrement et politique : la collapsologie substituerait au politique une quête de survie face à un événement menaçant nos existences. En effet, selon les collapsologues, l'effondrement systémique ne relève pas du risque, lequel peut être anticipé et évité via l'action politique. Il aurait fallu agir dans les années 1970 et il est désormais trop tard : pour eux, l'effondrement est certain. Nous sommes contraints à adopter une « unique priorité », « réduire le nombre de morts [52]». Sommes-nous alors face à la fin du monde, tenue pour inévitable et annihilant tout à fait le politique ? Les collapsologues affirment pourtant le contraire, expliquant que l'effondrement n'est pas à proprement parler une apocalypse, mais la fin d'un monde, celui que nous avons connu jusqu'à présent[53]. Ainsi, quelle place la collapsologie offre-t-elle à l'action politique ? Pour le comprendre, nous proposons de définir l'effondrement, tel que le théorisent Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Yves

[51] Les critiques de la collapsologie abondent, sous la forme de pamphlets, d'essais ou de tribunes. Cependant, les études scientifiques essayant d'en souligner les éventuels apports paraissent… à peu près inexistantes. Seul Bruno Villalba, en 2021, recense ces critiques pour y répondre, dans son essai *Les collapsologues et leurs ennemis* : le politologue réarticule alors collapsologie et écologie politique, avançant que l'entreprise de disqualification dont elle fait l'objet nous renseigne moins sur les collapsologues eux-mêmes que sur les préférences idéologiques de leurs détracteurs. B. VILLALBA, *Les Collapsologues et leurs ennemis*, *op. cit*.

[52] Nous nous référons ici à la citation d'Yves Cochet présentée en avant-propos.

[53] Cela est rappelé dès la quatrième de couverture du premier livre de Pablo Servigne et de ses coauteurs. Pablo SERVIGNE, Raphaël STEVENS et Yves COCHET, *Comment tout peut s'effondrer, op.cit.*

Cochet, comme une catastrophe à dimension apocalyptique. Or, la notion de catastrophe supporte bien des définitions et ses liens au politique, là encore, n'ont rien d'évident.

Dans un premier temps, la catastrophe peut se comprendre comme un événement situé spatialement et temporellement : c'est le cas de la catastrophe naturelle. Dans ce sens, la catastrophe peut certes toucher au politique, mais « de l'extérieur [54] », en tant qu'elle appelle une prise en charge politique. Une tornade, par exemple, ne se soumet pas aux négociations politiques qui sont affaires humaines, elle s'abat selon une logique que Mathilde Szuba qualifierait d'« extrasociale [55] ». Elle ne devient politique que lorsqu'elle fait l'objet de politiques publiques qui tentent de l'éviter ou d'en prendre en charge les conséquences, ou si les causes anthropiques en sont soulignées et ramenées à un problème public déjà identifié. Dans le cas de la tornade, il s'agira de montrer que nous sommes en présence d'une manifestation, limitée dans le temps et dans l'espace, d'une problématique plus globale et concernant le politique[56], le dérèglement climatique. La science politique, la sociologie, l'anthropologie et l'histoire s'emparent de ces événements extrêmes, d'abord comme terrains d'études : pour Gaëlle Clavandier, la catastrophe, avant d'être pensée en tant que concept, est étudiée empiriquement[57]. Cette approche des catastrophes pourrait rappeler la sociologie des risques : la catastrophe est politique quand on tente de « la prévenir, l'anticiper, l'éviter, la maîtriser[58] ». Ici, l'événement se trouve pourtant nié dans sa singularité, inséré dans la temporalité de l'action publique, supportant les calculs

[54] M. FŒSSEL, F. WORMS, S. LEPLATRE et M.-O. PADIS, « La catastrophe est-elle une politique ? », *Esprit*, Mai-5, 2011.

[55] Mathilde SZUBA, « Gouverner dans un monde fini : des limites globales au rationnement individuel, sociologie environnementale du projet britannique de politique de Carte carbone (1996-2010) »Université Panthéon Sorbonne Paris 1, 2014.

[56] P. ZITTOUN, *La fabrique politique des politiques publiques. Une approche pragmatique des politiques publiques*, *op. cit*.

[57] Gaëlle CLAVANDIER, « Un retour de la catastrophe sur la scène scientifique ? Enjeux et débats », *Communications*, 96-1, 2015, p. 93-105. Ainsi, Sandrine Revet s'attache à décrire les coulées de boue affectant le Venezuela en 1999. Sandrine REVET, « Le risque négocié. Conflits et ajustements autour de la reconstruction de Vargas (Venezuela) », *Autrepart*, 37-1, 2006, p. 163-181. Julien Langumier analyse la façon dont les populations survivent aux inondations. De la même manière, Julien LANGUMIER, *Survivre à l'inondation : Pour une ethnologie de la catastrophe*, Lyon, ENS Éditions, 2008. On pense aussi à Bridget Hanna, qui retrace l'histoire de la catastrophe industrielle de Bhopal. Bridget HANNA, « Bhopal : catastrophe et résistances durables », *Vacarme*, 34-1, 2006, p. 133-137. Et ainsi de suite, de manière à « constituer une *sociologie* ou une *anthropologie* des catastrophes ». G. CLAVANDIER, « Un retour de la catastrophe sur la scène scientifique ? », art. cit. À cette occasion, les prises en charges politiques de ces événements sont étudiées : Emeline Comby et Yves-François le Lay, par exemple, montrent que l'ouragan Katrina entraîne des recompositions dans les jeux d'acteurs, interrogeant l'enchâssement des échelles décisionnelles. Emeline COMBY et Yves-François LE LAY, « Les trajectoires discursives et politiques des inondations du fleuve Sacramento : entre risque et catastrophe, entre ici et ailleurs », *Annales de géographie*, 726-2, 2019, p. 31-57.

[58] G. CLAVANDIER, « Un retour de la catastrophe sur la scène scientifique ? », art. cit.

probabilistes[59]. Pourtant, l'usage même du terme de catastrophe pour désigner ces événements, et le projet de ces travaux, qui donnent à voir une époque marquée par l'incertitude, l'accélération et la multiplication des événements extrêmes, dépassent cette approche par les risques qui semble désormais datée [60]. En sociologie, se substitue en effet à l'approche par les risques une conception de la catastrophe qui la tient pour un « fait social total[61] », nous invitant à reconsidérer l'ensemble des rapports sociaux et leurs recompositions[62]. Ainsi, il convient de distinguer la catastrophe, comme événement empirique interrogeant toutes les dimensions de la société et se soustrayant aux logiques prévisionnistes, du seul risque.

Puis, la catastrophe peut s'appréhender de façon plus conceptuelle. Frédéric Worms différencie alors la catastrophe, qui convoquerait et relancerait le politique, de l'apocalypse, qui l'annihilerait au contraire[63]. Pourtant, les deux notions ont des similarités et leur comparaison permet de saisir toute l'ambiguïté des liens entre catastrophe et politique. En effet, les textes religieux rapprochent catastrophe et apocalypse en suggérant que la première soit annonciatrice de la seconde : dans la Bible, la fin des temps doit être précédée d'une série d'événements catastrophiques. Plus encore, l'apocalypse est paradigmatique de la catastrophe ; elle est la catastrophe parmi les catastrophes, et la dernière. Or, le motif de l'apocalypse profite depuis le Moyen-Âge à des projets politiques contradictoires. D'une part, l'eschatologie joue à cette époque un rôle au moins conservateur : comme le rappelle Jérôme Baschet, l'ordre politique et social d'alors, largement ecclésial, se maintient en s'appuyant sur le sentiment apocalyptique et en incitant les populations à observer une certaine docilité, à « renoncer au péché et à faire pénitence pour assurer son salut[64] » face à l'imminence de la fin des temps.

[59] *Ibid.*

[60] Jean-Pierre Dupuy, pour ne citer que lui, aura très largement contribué à mettre en lumière les insuffisances du paradigme du risque. J.-P. DUPUY, *La marque du sacré, op. cit* ; Jean-Pierre DUPUY, « Penser les évènements extrêmes », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 57-1, 2010, p. 10-15.

[61] G. CLAVANDIER, « Un retour de la catastrophe sur la scène scientifique ? », art. cit. La sociologue applique ici à la catastrophe un concept de Marcel Mauss : la catastrophe mobiliserait l'ensemble des institutions sociales.

[62] On pense ainsi aux travaux de Gaëlle Clavandier, mais aussi à ceux de Frédérick Lemarchand. Frédérick LEMARCHAND, « Pour dépasser le concept de risque », *in Du risque à la menace*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 127-144.

[63] M. FŒSSEL, F. WORMS, S. LEPLATRE et M.-O. PADIS, « La catastrophe est-elle une politique ? », *art. cit.*

[64] Jérôme BASCHET, « Une "première révolution européenne" ? Y a-t-il eu des révolutions dans l'occident médiéval ? », *in Une histoire globale des révolutions*, Paris, La Découverte, 2023, p. 170-186.

Cependant, le motif de l'apocalypse peut aussi profiter à la contestation de cet ordre établi, entraînant de véritables révoltes populaires[65]. Tout comme Jérôme Baschet, Jean Séguy[66], Claudine Gauthier[67], Luc Semal[68] ou encore Frédéric Gros[69], soulignent la dimension révolutionnaire des mouvements millénaristes qui marquent le Moyen-Âge : puisque l'apocalypse doit être précédée d'un millénium heureux d'immanence divine sur terre, se passant de médiation institutionnelle, l'Église perd toute son autorité. La catastrophe, pensée depuis le prisme de l'apocalypse, présente donc une irréductible ambiguïté.

Catastrophe et apocalypse sont donc historiquement liées par les textes religieux et leurs exégèses. Par ailleurs, le rapprochement souvent observé entre les deux notions repose également sur une proximité de sens que suggèrent leurs étymologies. La catastrophe renvoie à un renversement, un dénouement ; l'apocalypse à une révélation, un dévoilement. Dans les deux cas, on assiste à une rupture dans le cours des événements, qui peut exposer au grand jour ce qui, jusqu'alors, était dissimulé. Ainsi, pour Jean Vioulac, l'apocalypse est une « *catastrophe révélatrice*, une catastrophe signifiante[70] » et réciproquement, la catastrophe a une dimension apocalyptique lorsqu'elle constitue non plus « un ensemble de faits empiriques dont on devrait se désoler avant de passer à autre chose », mais bien « un événement essentiel en lequel se révèle une vérité jusque-là dissimulée [71]». Tout en distinguant apocalypse et catastrophe, nous pouvons reconnaître que la catastrophe comporte une dimension apocalyptique et que celle-ci lui confère un caractère politique. La catastrophe, lorsqu'elle joue un rôle heuristique, convoque le politique : elle révèle les défaillances de ce que nous avons, jusqu'à son irruption, admis comme normes. Elle dévoile un ensemble d'injustices, et ce faisant, en appelle à une activité politique réparatrice, exhibant une faim de politique et un besoin de justice. Voilà pourquoi Frédéric Worms soutient que la catastrophe est « toujours, intrinsèquement »

[65] *Ibid.*

[66] Jean SEGUY, « Messianismes et Millénarismes. Ou de l'attente comme catégorie de l'agir social », *in Action collective et mouvements sociaux*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993.

[67] Claudine GAUTHIER, « Messianismes et millénarismes », *Archives de sciences sociales des religions*, 156, 2011, p. 43-59.

[68] L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit.*

[69] Frédéric GROS, *Le principe sécurité*, Paris, Editions Gallimard, 2013.

[70] Jean VIOULAC, « § 10. Catastrophisme et philosophie », *in Anarchéologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2022, p. 165-176.

[71] *Ibid.*

politique, en tant qu'elle « rappelle [le politique] dans sa spécificité[72] » : quelle que soit sa cause et sa nature, parce qu'elle est révélatrice, elle dispose du pouvoir de « relancer et orienter [73]» le politique.

Ainsi, l'effondrement systémique que les collapsologues entendent étudier est d'abord une catastrophe empirique à venir, un « fait social total » interrogeant l'ensemble de nos institutions. Mais il se pourrait également que cet événement comporte une dimension heuristique : à partir du motif de l'effondrement, la catastrophe s'érigerait en un prisme analytique pour comprendre le politique, caractérisant adéquatement notre époque contemporaine. Or, cette dimension de la catastrophe, comme le potentiel insurrectionnel du motif de l'apocalypse, sont souvent méconnus[74]. Voilà toute la difficulté à laquelle se heurte la collapsologie : l'ombre d'un réductionnisme politique la menace toujours. Mais ne peut-on pas plutôt envisager une autre lecture de la collapsologie ? Se pourrait-il que notre objet permette de « relancer et orienter » le politique depuis le prisme de la catastrophe, renouant ainsi avec son héritage théorique, l'écologie catastrophiste[75] ?

La collapsologie vide-t-elle l'écologie politique de son contenu idéologique ?

Enfin, s'appuyant les critiques déjà bien éprouvées du lien entre catastrophe et politique, les commentateurs de la collapsologie avancent qu'elle viderait l'écologie politique de son contenu idéologique[76]. Or, l'écologie politique présente-t-elle vraiment une proposition idéologique stabilisée ? Ce présupposé fait débat au sein de la théorie

[72] M. FŒSSEL, F. WORMS, S. LEPLATRE et M.-O. PADIS, « La catastrophe est-elle une politique ? », art. cit.

[73] *Ibid.* Si tel n'était pas le cas, si la catastrophe ne devait rien révéler et donc amener à renoncer au politique, ou réduire celui-ci à une seule activité de survie, alors ce serait là, selon Worms, « une autre catastrophe, dans la catastrophe ».

[74] De nos jours, le rapprochement entre catastrophe et apocalypse sert principalement à disqualifier un adversaire politique qui tenterait, par exemple, d'alerter quant aux bouleversements environnementaux et climatiques, en le désignant comme irrationnel et réactionnaire. L. SEMAL, *Face à l'effondrement*, *op. cit*. Par ailleurs, Jean Vioulac montre bien que la catastrophe et l'apocalypse ne sont pas essentiellement réactionnaires, contrairement à l'idée de décadence, qui, elle, « repose sur l'idéalisation niaise de telle ou telle époque passée supposée édénique ». J. VIOULAC, « § 10. Catastrophisme et philosophie », art. cit.

[75] L'écologie catastrophiste, que nous présenterons plus largement plus loin, retiendra toute notre attention.

[76] La notion d'idéologie supporte bien des définitions. Dans le cadre de cette thèse, nous reprendrons la conception qu'en adoptent Andrew Dobson et Luc Semal : une idéologie suppose une grille de lecture pour expliquer la société, un idéal de société et un projet politique pour atteindre cet idéal. Andrew DOBSON, *Green Political Thought*, Londres -New York, Routledge, 1990.

politique. Concédons d'abord que la pensée écologique présente la spécificité d'ancrer le politique dans un cadre théorique reconnaissant les limites planétaires et l'interdépendance des sociétés humaines et milieux écosystémiques. Il n'est pas aisé de dater l'émergence de cette pensée. Si elle emprunte aux critiques de l'industrialisation existant depuis le XIXème siècle, son essor est plus traditionnellement situé dans les années 1970, dans le prolongement des insurrections de mai et juin 68. Plus encore, les origines de cette écologie politique pourraient se trouver dans les années 1940 et 1950, alors marquées par la Seconde Guerre Mondiale et les catastrophes nucléaires qu'elle entraîne[77]. Quoi qu'il en soit, l'écologie politique, en tant que pensée, questionne la capacité des démocraties à prendre en charge les bouleversements environnementaux et climatiques et, non sans lien, interroge la place occupée par la technique au sein de nos sociétés.

A partir de ces questionnements, la pensée écologique développe alors différents positionnements politiques, efficacement recensés par Dominique Bourg et Kerry Whiteside dans leur article de 2017 « Écologies politiques : essai de typologie[78] ». Parmi celles-ci, on distingue notamment un courant dit « arcadien[79] », au sein duquel dialoguent Ivan Illich[80], André Gorz[81], Jacques Ellul[82], Bernard Charbonneau[83] ou encore, plus tardivement, Cornelius Castoriadis[84] et Félix Guattari[85]. L'énumération de ces noms, sans aucun doute, gomme un peu rapidement les dissensus qui agitent ces auteurs, mais ceux-ci ont en commun de dénoncer les impasses du productivisme, pour en appeler à retrouver la « norme du suffisant[86] », une forme de simplicité volontaire dans nos modes de vie,

[77] Dominique BOURG et Kerry WHITESIDE, « Écologies politiques : essai de typologie », *La Pensée écologique*, 1-1, 2017.

[78] *Ibid.*

[79] *Ibid.*

[80] Ivan ILLICH, *La Convivialité*, Paris, Points, 2014.

[81] André GORZ, *Ecologica*, Paris, Galilée, 2008 ; Michel BOSQUET et André GORZ, *Ecologie et liberté*, Paris, Galilée, 1977.

[82] Bernard CHARBONNEAU et Jacques ELLUL, *La Nature du combat. Pour une révolution écologique*, Paris, L'Échappée, 2021.

[83] Bernard CHARBONNEAU, *Le Feu vert : Autocritique du mouvement écologique*, Paris, L'Échappée, 2022 ; B. CHARBONNEAU et J. ELLUL, *La Nature du combat. Pour une révolution écologique*, *op. cit.*

[84] Cornelius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Points, 1999.

[85] Félix GUATTARI, *Les Trois Écologies*, Paris, Galilée, 1989.

[86] D. BOURG et K. WHITESIDE, « Écologies politiques », art. cit. André GORZ, *Eloge du suffisant*, Paris, Presses Universitaires de France, 2019.

reposant sur la redéfinition de nos systèmes de production[87]. Par ailleurs, l'écologie arcadienne peut se montrer très critique de l'Etat, ici compris comme instance centralisée et technicienne, et des institutions qui en reproduisent le projet idéologique, telle que l'école[88]. Ses auteurs peuvent alors éventuellement plaider pour des formes plus radicales et participatives de démocratie. Sur ce point, l'écologie arcadienne peut rencontrer une écologie d'inspiration plus directement anarchiste, qui se développe dès le XIXème siècle à travers les écrits d'Elisée Reclus, et qui s'affirme au cours du siècle suivant, notamment à partir de l'impulsion des travaux de Murray Bookchin sur le municipalisme libertaire[89]. Dominique Bourg et Kerry Whiteside évoquent également une écologie dite « autoritaire », soulignant les limites des démocraties face aux enjeux environnementaux, envisagerait le recours à un « gouvernement hiérarchique et centralisé[90] ». Une écologie « institutionnaliste », peut-être plus anglo-saxonne, esquisse au contraire une voie qui, tout en prenant le contre-pied de tout éco-autoritarisme, préfère aux approches d'inspiration libertaire une réforme des institutions de la démocratie représentative[91]. Enfin, les politistes énumèrent quatre autres branches de l'écologie politique : une branche « malthusienne », qui émerge bien avant l'écologie politique qui nous intéresse ici et qui se trouve historiquement très marquée à droite ; une branche « *grassroots* »,

[87] Il s'agit par exemple de limiter ou de réduire la production et consommation matérielle et donc le travail salarié, pour lui substituer un travail de subsistance articulé à un ensemble d'« outils conviviaux ». I. ILLICH, *La Convivialité*, *op. cit*. C'est pourquoi le courant arcadien inspire en partie les mouvements de la décroissance, et notamment ceux existants en France.

[88] Ivan ILLICH, *Une société sans école*, Paris, Seuil, 2003.

[89] Murray BOOKCHIN, *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*, trad. fr. Catherine BARRET, Montréal (Québec), Ecosociété, 1993 ; Murray BOOKCHIN, *Changer sa vie sans changer le monde. L'anarchisme contemporain entre émancipation individuelle et révolution sociale*, trad. fr. Xavier CREPIN, Marseille, Agone-Contre-Feux, 2019 ; Murray BOOKCHIN, *Pouvoir de détruire, pouvoir de créer : Vers une écologie sociale et libertaire*, trad.fr. Helen ARNOLD, Daniel BLANCHARD et Renaud GARCIA, Paris, L'Échappée, 2019 ; Murray BOOKCHIN, *Pour un municipalisme libertaire*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2018.

[90] *Ibid.* Il est ainsi fait référence au philosophe Hans Jonas, qui envisage, dans son célèbre *Principe Responsabilité* de 1979, une forme de « tyrannie bienveillante et bien informée » - bien qu'il soit assez réducteur de limiter à ce seul aspect la pensée politique jonassienne. H. JONAS, *Le principe de responsabilité : Une éthique pour la civilisation technologique*, trad. fr. Jean GREISCH, Paris, Champs, 1995.

[91] Tim Hayward propose ainsi de constitutionnaliser les droits environnementaux. Tim HAYWARD, *Constitutional Environmental Rights*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2004. Andrew Dobson envisage une réforme du système parlementaire intégrant la représentation des générations futures. Andrew DOBSON, « Representative Democracy and the Environment », *in Democracy and the Environment. Problems and Prospects*, Cheltenham, Edward Elgar, 1998, p. 131-135. Enfin, des auteurs comme John Dryzek ou Robyn Eckersley défendent une redéfinition délibérative des institutions, reposant, par exemple, sur la création d'une chambre délibérative dédiée à la protection de ces générations futures. John DRYZEK et David SCHLOSBERG, *Debating the Earth : The Environmental Politics Reader*, Oxford England ; New York, Oxford University Press, 1998 ; Robyn ECKERSLEY, *Environmentalism and Political Theory : Toward an Ecocentric Approach*, Albany, State University of New York Press, 1992.

alimentant notamment la « *deep ecology* » d'Arne Naess[92] ; une branche « constructiviste », bien représentée par les travaux de Bruno Latour[93] ; et enfin, une huitième et dernière branche qui retiendra toute notre attention, l'écologie catastrophiste.

Que faut-il retenir de cette énumération des différents positionnements politiques entraînés par la pensée écologique ? L'impression qui s'en dégage est double. D'abord, et bien évidemment, celle-ci nous renseigne quant à la richesse, la fertilité des questionnements nés de la friction entre enjeux politiques et écologiques. Pourtant, ce foisonnement théorique, et les importantes divergences qui s'y devinent, peuvent aussi et comme le remarque Luc Semal, donner le tournis[94]. Le socle commun de ces pensées paraît presque se dissiper. Ainsi, en avançant que la collapsologie puisse constituer une écologie dénuée d'idéologie, les critiques de son discours rouvrent une controverse historique de la théorie politique environnementale[95] : l'écologie politique est-elle seulement une idéologie ? Si tel est le cas, se peut-il que la collapsologie remette en question la teneur idéologique de l'écologie politique en lui opposant la catastrophe ? Ou peut-on au contraire penser que la collapsologie, depuis la catastrophe, invoque précisément une restructuration idéologique de l'écologie politique ? Et si oui, comment ? Ainsi, à partir d'une question *a priori* simple, envisageant que la collapsologie puisse profiter à l'écologie politique, nous avons soulevé trois axes problématiques convergents, que nous pouvons reformuler de la sorte : en convoquant en politique le motif de la

[92] Arne NÆSS, *Vers l'écologie profonde*, trad. fr. Dominique BELLEC, Paris, Wildproject, 2017.

[93] Bruno LATOUR, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 2006.

[94] Luc SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », *in* Guillaume BLANC, Élise DEMEULENAERE et Wolf FEUERHAHN (dir.), *Humanités environnementales*, Éditions de la Sorbonne, 2017, p. 181-200.

[95] L'écologie politique questionne les systèmes de valeurs existants, leurs incarnations pratiques et reproductions quotidiennes, pour leur opposer d'autres modèles et hypothèses politiques à même de prendre en charge les mutations environnementales et climatiques : ces interrogations relèvent de la théorie politique. Et en effet, dès la moitié du XXème siècle, les théoriciens et théoriciennes du politique prennent acte du foisonnement théorique que nous avons décrit et travaillent à comprendre ce que les bouleversements écologiques entraînés par le productivisme font à la pensée politique. Peu à peu, émerge la théorie politique environnementale : celle-ci est d'abord défendue dans les pays anglo-saxons et en langue anglaise, derrière l'expression « *green political theory* », popularisée par le philosophe Robert Goodin en 1992, avant de se répandre en France. Robert E. GOODIN, *Green Political Theory*, Cambridge, Polity, 1992. Cependant, comme le rappelle Luc Semal dans un chapitre de *Humanités environnementales*, « Les chantiers de la théorie politique verte », celle-ci peine parfois à trouver une entière légitimité au sein de la théorie politique, de telle manière que les travaux en théorie politique environnementale relèvent souvent d'un engagement scientifique et politique des chercheurs et chercheuses. De la même manière, ces difficultés entraînent un certain nombre de porosités : entre le champ de la théorie politique et celui de la philosophie, de l'histoire ou de la sociologie, mais aussi entre travail théorique et travail militant. L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art. cit.

catastrophe, la collapsologie vide-t-elle l'écologie politique de son contenu idéologique pour exercer sur ses publics une douloureuse sidération ? En d'autres termes, la collapsologie restreint-elle le projet démocratique de l'écologie politique à une seule quête de survie ?

3. La collapsologie, une écologie sans politique

La supposée emprise de la collapsologie sur ses publics, nuancée par de premières études sociologiques

La théorie politique et la sociologie, se confrontant à ce problème, lui apportent des réponses fort différentes. Face à la collapsologie, les théoriciens et théoriciennes du politique se montrent réticents. Au-delà des tribunes, essais et courts articles déjà évoqués dans ces pages et décriant les effets néfastes de la collapsologie sur son lectorat, rares sont les politistes qui font du discours sur l'effondrement un objet de recherche à part entière[96]. Ce n'est qu'en 2022 qu'est publiée une étude collective interrogeant les liens entre collapsologie, écologie politique et pensée critique : *Penser les effondrements. Critique d'un discours dominant*, coordonné par Jean-Paul Deléage et Michèle Descolonge, à partir d'un numéro de la revue *Ecologie & Politique*[97]. L'ambition est la suivante : articuler au récit de l'effondrement une pluralité de perspectives politiques, qu'il s'agisse d'une « géographie de l'atterrissage[98] », proposée par Agnès Sinaï ; de refontes institutionnelles, travaillées par Bruno Villalba[99] ; ou encore de perspectives écoféministes, évoquées par Jacques Luzi[100]. Notre recherche s'inscrit dans une

[96] Notons cependant que Luc Semal aborde la collapsologie et la notion d'effondrement dans un livre publié en 2019 et tiré de sa thèse de doctorat, portant sur les *Transitions Towns* : Luc SEMAL, *Face à l'effondrement*, *op.cit.* Outre cette publication, rares sont les travaux de politistes sur la collapsologie, ce qui motive le présent travail : en observant le développement de la collapsologie, on constate avec surprise que les théoriciens du politique la disqualifient sans pour autant s'en emparer depuis des outils scientifiques.

[97] Jean-Paul DELEAGE et Michèle DESCOLONGES (DIR), *Penser les effondrements. Critique d'un discours dominant*, Paris, Les Editions du Bord de l'Eau, 2022.

[98] Agnès SINAÏ, « Logiques de l'effondrement : du schisme de réalité à une géographie de l'atterrissage », *Écologie & politique*, 64-1, 2022, p. 21-35.

[99] Bruno VILLALBA, « Gérer les ruines irréversibles. Limites institutionnelles de la collapsologie », *Écologie & politique*, 64-1, 2022, p. 37-55.

[100] Jacques LUZI, « La collapsologie au crible de l'écoféminisme de subsistance », *Écologie & politique*, 64-1, 2022, p. 71-87.

perspective similaire à celle de cet ouvrage, tâchant toutefois d'offrir à ces réflexions théoriques une assise sociologique plus marquée.

En effet, alors que la théorie politique se désintéresse de la collapsologie, la sociologie et l'anthropologie lui offrent un tout autre traitement[101]. Les sociologues et anthropologues consacrent plusieurs études aux dynamiques de construction, de diffusion et de réception de la collapsologie : ces travaux tendent à nuancer, voire à invalider, l'hypothèses de la théorie politique concernant une supposée emprise de la collapsologie sur ses publics. Jean Chamel, dans sa thèse *« Tout est lié » : Ethnographie d'un réseau d'intellectuels de l'écologie (France-Suisse) : de l'effondrement systémique à l'écospiritualité holiste et moniste*, analyse la façon dont la collapsologie émerge à l'interstice de différents milieux, où s'hybrident une approche scientifique et spirituelle de l'écologie[102]. Cyprien Tasset, pour sa part, observe les réceptions de la collapsologie en se concentrant sur l'association Adrastia et les communautés numériques dédiées à l'effondrement. Il montre que la collapsologie constitue une entreprise de vulgarisation scientifique dont le caractère *a priori* dépolitisant doit être remis en perspective[103] : les individus qui s'emparent de cette littérature et s'engagent dans ces communautés, produisant parfois eux-mêmes des contenus sur le sujet, cherchent précisément à créer des « appuis collectifs pour surmonter l'impuissance et l'isolement, et pour soutenir des parcours d'autodidaxie[104] ». Plus encore, pour Cyprien Tasset, le succès de la collapsologie chez les ingénieurs, sur-représentés dans les communautés qu'il observe, repose justement sur le fait que celle-ci paraît peu politique[105] . Alors même que ces milieux professionnels et sociaux peuvent se montrer « réti[fs] aux discours explicitement

[101] Premièrement, les ouvrages qui la critiquent s'avèrent autrement plus robustes, dépassant le seul stade de l'essai. Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz mènent ainsi, dans *Aux bords de l'irréversible : Sociologie pragmatique des transformations*, une analyse discursive de la collapsologie qui montre bien comment celle-ci enferme ses lecteurs dans un dispositif argumentatif présentant le futur comme déterminé. Francis CHATEAURAYNAUD et Josquin DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible : Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Editions Pétra, 2017. Voir aussi : Fabrizio LI VIGNI, Enka BLANCHARD et Cyprien TASSET, « Theories of Global Collapse : Closing Down or Opening Up the Futures? », *Journal of Futures Studies*, 27-1, 2022.

[102] Jean CHAMEL, *« Tout est lié » : Ethnographie d'un réseau d'intellectuels engagés de l'écologie (France-Suisse) : de l'effondrement systémique à l'écospiritualité holiste et moniste*, thèse de doctorat en anthropologie, Lausanne, Université de Lausanne, 2018.Voir aussi : Jean CHAMEL, « Faire le deuil d'un monde qui meurt: Quand la collapsologie rencontre l'écospiritualité », *Terrain*, 2019, p. 68-85.

[103] C. TASSET, « Les « effondrés anonymes » ? », art. cit.

[104] *Ibid.*

[105] Cyprien TASSET, « L'effondrement et ses usagers. Éclectisme et réception d'une vulgarisation hétérodoxe en écologie scientifique », *Zilsel*, 10-1, 2022, p. 73-103.

politiques [106]», la collapsologie s'insère au cœur de cette « dépolitisation techniciste » pour constituer, dans ces sphères, une forme de « critique radicale[107] » de l'ordre social.

De la même manière, dans un numéro de *Multitudes*, Cyprien Tasset, Laurence Allard et Alexandre Monnin dirigent en 2019 une majeure consacrée à l'effondrement[108]. L'introduction du numéro, « Est-il trop tard pour l'effondrement ? », rappelle cette critique maintes fois adressée à la collapsologie, voulant qu'elle manipule son lectorat en développant un discours effrayant. Cependant, « en sait-on ici suffisamment pour caractériser cette supposée emprise ? L'effet des textes effondristes ne va pourtant pas de soi et n'est pas déductible d'une lecture.[109] ». Les contributions regroupées dans la revue proposent au contraire de « prendre au sérieux la dimension collective et interprétative de sa réception, au lieu de s'en prendre à la seule lettre des textes ou à un portrait-robot du collapsomane[110] », soulignant les conversions que celle-ci entraîne, par exemple relatées sur les réseaux sociaux. Il s'agit également de faire exister, face aux récits médiatiques et science-fictionnels autour de la catastrophe, d'autres types de narrations relatives à la perspective effondriste[111]. Enfin, loin de limiter la collapsologie à un seul phénomène médiatique dont on ne pourrait rien tirer de bon, certains sociologues envisagent au contraire de s'en saisir pour vivifier les cadres d'analyse des sciences humaines. *Questionner l'effondrement : Reconfigurations théoriques et nouvelles pratiques*, coordonné par Paul Cary, Nadia Garnoussi et Yann Le Lann, propose ainsi de prendre au sérieux l'hypothèse d'un effondrement pour renouveler la façon dont les sciences sociales s'emparent des questions écologiques[112]. L'ouvrage est composé de quatre parties, réinscrivant d'abord la collapsologie dans son héritage catastrophiste, avant d'étudier les

[106] *Ibid.*p.103.

[107] *Ibid.*p.103.

[108] Laurence ALLARD, Alexandre MONNIN et Cyprien TASSET, « Est-il trop tard pour l'effondrement ? », *Multitudes*, 76-3, 2019, p. 53-67.

[109] *Ibid.*p.63.

[110] *Ibid.*p.63. On notera l'ironie de la formule.

[111] Dans une perspective similaire, Yves Citton et Jacopo Rasmi, contributeurs de la revue *Multitudes*, publient *Générations collapsonautes : Naviguer par temps d'effondrements* : en opposant à l'effondrement systémique de la collapsologie une pluralité d'effondrements déjà à l'œuvre, ces auteurs entendent décoloniser cette thématique et donner à voir des récits effondristes portés par les subalternes. Yves CITTON et Jacopo RASMI, *Générations collapsonautes : : Naviguer par temps d'effondrements*, Paris, Seuil, 2020.

[112] Paul CARY, Nadia GARNOUSSI et Yann LE LANN (DIR), *Questionner l'effondrement : Reconfigurations théoriques et nouvelles pratiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2022.

publics des récits d'effondrement, les espaces où ceux-ci se diffusent, et enfin, la façon dont le paradigme de l'effondrement peut être investi par les luttes sociales.

La sociologie remet donc en question les constats avancés par les théoriciens et théoriciennes du politique, en rappelant que les effets néfastes et controversés de la collapsologie demeurent supposés, peu vérifiés par des enquêtes empiriques. Les premières études sur le sujet, quoiqu'adoptant des périmètres encore restreints, tendent au contraire à valoriser l'agentivité des effondristes. Cette recherche s'inscrit donc également dans le prolongement de ces travaux, tout en revendiquant un ancrage disciplinaire en théorie politique : il s'agit de traduire les implications que peuvent avoir pour notre discipline ces apports de la sociologie.

La collapsologie, rejouant les débats soulevés par l'écologie catastrophiste

Si la collapsologie n'exerce peut-être pas une telle emprise sur ses publics, cela signifie-t-il que la catastrophe ne soit pas nécessairement synonyme d'annihilation du politique ? Se peut-il plutôt que la collapsologie invite à « relancer et orienter [113]» le politique depuis le prisme heuristique de la catastrophe ? Voilà bien tout le projet de l'écologie catastrophiste, dans laquelle la collapsologie s'inscrit en partie, et qui connaît depuis son émergence de nombreuses controverses.

Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale l'humanité découvre, à travers les camps de concentration et les catastrophes nucléaires, qu'elle est désormais capable de s'annihiler elle-même. Pour Günther Anders, comme pour de nombreux autres auteurs, il s'agit là d'une véritable rupture ontologique, à partir de laquelle se révèle, selon le titre de son œuvre majeure, l'obsolescence de l'homme[114]. Tenir l'humanité pour obsolète, c'est affirmer que non seulement l'espèce humaine doit envisager la possibilité de sa propre fin, mais aussi que chaque aspect de la vie humaine doit désormais être repensé depuis cette perspective, depuis sa caducité constitutive. Ainsi, pour le philosophe, nous vivons dans les « temps de la fin[115] », dernière phase du développement historique à laquelle nulle autre ne doit succéder. L'œuvre de Günther Anders, plutôt que de signer

[113] Michaël FŒSSEL, Frédéric WORMS, Simon LEPLATRE et Marc-Olivier PADIS, « La catastrophe est-elle une politique ? », art.cit, p. 54-70.

[114] Günther ANDERS, *L'obsolescence de l'homme : Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, trad. fr. Christophe DAVID, Paris, L'Encyclopédie des Nuisances, 2002.

[115] Günther ANDERS, *Le temps de la fin*, trad. fr. Christophe DAVID, Paris, L'Herne, 2007.

l'échec du politique, le convoque constamment : c'est pour prolonger le temps qu'il nous reste qu'il nous faut agir politiquement. Ici, le catastrophisme nucléaire revêt bien un aspect apocalyptique : non seulement car le nucléaire a le pouvoir de signer, sinon la fin de l'humanité, la fin de la vie sur Terre, mais aussi et surtout car il comporte une dimension heuristique, nous obligeant à redéfinir, depuis la catastrophe, nos priorités politiques[116]. Dans le prolongement de ces travaux, Karl Jaspers publie en 1957 *La bombe atomique et l'avenir de l'homme*, s'interrogeant sur les responsabilités individuelles et institutionnelles engagées par l'arme nucléaire[117]. Jonathan Schell, lui, avance dans *The Fate of the Earth* comme dans *The Abolition*[118] qu'abolir l'arme nucléaire ne suffira guère à en limiter le danger : la connaissance nécessaire à sa fabrication étant désormais et à jamais acquise, la possibilité de nouvelles catastrophes est irrémédiable. C'est donc à partir du nucléaire qu'émerge le catastrophisme qui nous intéresse, tenant la catastrophe pour le prisme depuis lequel comprendre notre époque contemporaine, qualifiant la situation historique dans laquelle nous vivons. Mais cette approche du catastrophisme, théorisée depuis le nucléaire, connaît de nombreuses évolutions qui en complexifient la réception. Ainsi, le cadre théorique du catastrophisme nucléaire se trouve alternativement élargi, relativisé, reformulé et disqualifié.

Premièrement, et comme l'explique Luc Semal dans *Face à l'effondrement*, le catastrophisme fait l'objet d'un glissement pour être progressivement appliqué aux enjeux écologiques, selon un phénomène de « contagion [119] » : la socialité des militants anti-nucléaires, qui participent dès les années 1960 et 1970 à différentes luttes environnementales, encourage cet élargissement. Du catastrophisme nucléaire, nous passons à une perspective catastrophiste plus vaste, caractérisée par Ivo Rens et Jacques Grinevald comme une sombre perspective d'avenir, « confinant à la négation de l'humanité[120] », et déclinée face à la menace nucléaire, face à celle d'un choc pétrolier,

[116] *Ibid.* ; Günther ANDERS, *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?*, trad. fr. Christophe DAVID, Paris, Allia, 2018 ; G. ANDERS, *Le temps de la fin*, *op. cit* ; Luc SEMAL et Bruno VILLALBA, « Chapitre 4. Obsolescence de la durée. La politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », *in L'évaluation de la durabilité*, Editions Quæ, 2013, p. 81-100.

[117] Karl JASPERS, *La Bombe atomique et l'avenir de l'homme*, trad. fr. Edmond SAGET, Paris, Buchet-Chastel, 1963.

[118] Jonathan SCHELL, *Jonathan Schell : The Fate of the Earth, The Abolition, The Unconquerable World*, New-York, Library of America, 2020.

[119] L. SEMAL, *Face à l'effondrement*, *op. cit.*

[120] Jacques GRINEVALD et Ivo RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », *in Pour une histoire qualitative. Etudes offertes à Sven Stelling-Michaud*, Genève, Presses Universitaires Romandes, 1975, p. 283-321.

face au dérèglement climatique. L'écologie catastrophiste s'affirme, alimentant différentes propositions politiques. Parmi celles-ci, le mouvement de la décroissance, défendant l'idée, théorisée par Nicholas Georgescu-Roegen[121], qu'il existe des limites à la croissance matérielle et économique, développe un projet idéologique à l'ombre de la catastrophe[122]. La revue *Entropia* s'attache dès 2006 à théoriser ces politiques de décroissance, regroupant des contributions de Jean-Claude Besson-Girard, Alain Gras, Serge Latouche, Fabrice Flipo, Yves Cochet ou encore Agnès Sinaï[123]. Les séminaires mensuels de l'Institut Momentum, quant à eux, mènent à la publication de trois ouvrages collectifs dédiés à la décroissance : *Penser la décroissance* ; *Economie de l'après-croissance* ; *Gouverner la décroissance*[124].

Dans un même temps, le glissement du catastrophisme nucléaire au catastrophisme écologiste donne lieu à des reformulations théoriques. Face à la multiplication des événements climatiques extrêmes et l'accélération des dégradations environnementales, Jean-Pierre Dupuy propose de parler de « la catastrophe, au singulier[125] », ces événements ne prenant leur sens véritable que lorsqu'ils sont pensés ensemble, relevant d'une même et seule dynamique. Le philosophe propose alors d'observer un « catastrophisme éclairé [126]», très inspiré des travaux de Hans Jonas et de son heuristique de la peur[127] : considérer la catastrophe comme inévitable doit nous

[121] Nicholas GEORGESCU-ROEGEN, *La Décroissance - Entropie - Ecologie - Economie*, trad. fr. Jacques GRINEVALD et trad. fr. Ivo RENS, Paris, Sang de la Terre, 2006.

[122] Très concrètement, des expérimentations se réclamant de la décroissance se multiplient, d'abord au Royaume-Uni, dans les *Transitions Towns* étudiées par Luc Semalet inspirées des travaux de Rob Hopkins, avant de se développer en France dans les années 2000 L. SEMAL, *Face à l'effondrement*, *op. cit*. Rob HOPKINS, *Manuel de Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, trad. fr. Michel DURAND, Montréal (Québec), Ecosociété, 2010.

[123] Jean-Claude BESSON-GIRARD (DIR), « Décroissance et politique », *Entropia. Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, 1, Paris, Parangon, 2006.

[124] Les trois livres ont fait l'objet d'une réédition récente dans un même ouvrage : Agnès SINAÏ, *Politiques de l'Anthropocène. Penser la décroissance Économie de l'après-croissance Gouverner la décroissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021. Les politiques qui y sont théorisées, souvent depuis des expérimentations concrètes, donnent à voir toute la diversité des propositions qui s'inscrivent dans une perspective de décroissance ou s'y articulent : simplicité volontaire, relocalisation et diminution de la production matérielle, expériences biorégionales, critiques du développement urbain, politique de rationnement, et ainsi de suite. Sur ces sujets, voir aussi : Agnès SINAÏ, *Réhabiter le monde. Pour une politique des biorégions*, Paris, Seuil, 2023 ; Thierry PAQUOT, *Désastres urbains. Les villes meurent aussi*, Paris, La Découverte, 2019 ; Thierry PAQUOT, *Le quotidien urbain. Essais sur les temps des villes*, Paris, La Découverte, 2001 ; M. SZUBA, *Gouverner dans un monde fini : des limites globales au rationnement individuel, sociologie environnementale du projet britannique de politique de Carte carbone (1996-2010)*, *op. cit*.

[125] J.-P. DUPUY, *La marque du sacré*, *op. cit*.

[126] Jean-Pierre DUPUY, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible devient certain*, Paris, Seuil, 2004.

[127] Hans JONAS, *Le principe de responsabilité, op.cit.*

permettre d'y échapper. Ce faisant, le statut donné à la catastrophe évolue. Si le catastrophisme nucléaire en fait à la fois un concept analytique et une perspective irrémédiable, s'affirmant à mesure que le temps passe, le catastrophisme éclairé en a un usage principalement méthodologique, ne se donnant pas pour objectif de retarder la catastrophe, mais bien de l'éviter tout à fait. Or cette différence n'est pas anodine et cette proposition peut déboucher sur des positionnements politiques antagonistes, parfois à propos du nucléaire lui-même[128]. Au-delà de ces débats, les propositions de Hans Jonas connaissent une réception politique paradoxale : alors que le philosophe critique les insuffisances du principe de précaution pour lui substituer un principe responsabilité[129], le développement durable qui s'en inspire en est une reformulation sinon farcesque, au moins cosmétique. Ainsi, le catastrophisme nucléaire, élargi aux questions environnementales et climatiques, reformulé depuis une perspective plus méthodologique, se trouve progressivement relativisé.

Puis, le catastrophisme connaît des récupérations politiques ambivalentes et alimentant sa disqualification. Comme le remarquent Catherine Larrère et Raphaël Larrère, l'institutionnalisation de l'écologie politique et la globalisation des enjeux écologiques, portés par différents congrès internationaux à l'instar des Sommets de la Terre[130], contribuent à affirmer une rhétorique catastrophiste sur la scène médiatique et politique. Cependant, les institutions politiques s'emparent moins du cadre théorique catastrophiste écologiste lui-même, suggérant une critique de la croissance et une reconnaissance des limites planétaires, que des constats scientifiques relatifs au désastre environnemental et climatique que celui-ci mobilise et de certaines de ces spécificités discursives[131]. Le catastrophisme, ainsi réduit à une seule tonalité discursive, fait l'objet de vives critiques. Pour Michaël Fœssel, il entraîne une « promotion de la survie [132]», à

[128] Christophe David et Dirk Röpke remarquent d'ailleurs que l'énergie nucléaire constitue un point de controverse majeur entre Hans Jonas, pour qui la critique de la technique doit être « sélective » et « réaliste», l'humain conservant face à celle-ci une forme d'autonomie ; et Günther Anders, qui prône une résistance plus radicale face à une technique qui entraverait nécessairement la liberté humaine, et parfaitement incarnée par le nucléaire. Christophe DAVID et Dirk RÖPCKE, « Günther Anders, Hans Jonas et les antinomies de l'écologie politique », *Écologie & politique*, 29-2, 2004, p. 193-213.

[129] J.-P. DUPUY, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible devient certain*, *op. cit*.

[130] Catherine LARRERE et Raphaël LARRERE, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Aubier - Flammarion, 1997.

[131] Hicham-Stéphane AFEISSA, *La fin du monde et de l'humanité : Essai de généalogie du discours écologiste*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014.

[132] M. FŒSSEL, F. WORMS, S. LEPLATRE et M.-O. PADIS, « La catastrophe est-elle une politique ? », art. cit.

savoir, une réduction du politique à un seul idéal sécuritaire, au détriment de toute liberté et justice. Plus encore, cette « perception angoissée de l'avenir[133] », présentant le futur comme d'ores et déjà déterminé, pourrait légitimer des politiques autoritaires : ici, le catastrophisme paraît comporter une dimension manipulatoire et anti-démocratique. On retrouve la même idée chez Jaime Semprun et Renée Riesel, qui s'adonnent dans leur ouvrage *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable,* à une longue critique du catastrophisme[134]. Celui-ci ne servirait guère que les intérêts d'une classe dominante, jouant de l'autorité des scientifiques et experts pour plonger les populations dans un climat de terreur, empêchant toute émancipation politique. Ainsi, selon ses détracteurs, le catastrophisme, restreignant le champ des possibles politiques, serait nécessairement réactionnaire et autoritaire - autant de critiques qui seront à nouveau adressées à la collapsologie.

La collapsologie s'inscrit donc dans cette tradition, non sans la déplacer à nouveau : tout en adoptant une perspective pleinement catastrophiste, la collapsologie substitue au motif de la catastrophe celui de l'effondrement systémique. Quelles doivent être les implications de ce nouveau glissement ? Concevoir l'effondrement systémique depuis des schèmes discursifs hérités du catastrophisme peut donner l'impression d'une exagération. À la lecture, lorsqu'il n'inquiète pas, le ton des collapsologues laisse parfois dubitatif : comme le titre un article du *Monde* publié en 2019, on se demande s'ils « n'en font pas trop [135]». Plus encore, peut-on vraiment mettre sur un même plan l'effondrement des institutions permettant aux populations de subvenir à leurs besoins, le dérèglement climatique ou encore l'apocalypse nucléaire ? Pour Bruno Villalba, ce glissement, comme cette impression d'exagération, constituent un « pessimisme méthodologique[136] » poussant le lecteur ou lectrice à « concevoir la politique à partir d'irréversibilités[137] ». Il tente ainsi d'appliquer à la collapsologie une méthodologie chère à Günther Anders, pour qui l'exagération doit avoir une portée heuristique, permettant de déceler, à la manière d'un microscope, des phénomènes « échappant à l'œil nu[138] ». Le pessimisme

[133] *Ibid.*

[134] René RIESEL et Jaime SEMPRUN, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, L'Encyclopédie des Nuisances, 2008.

[135] Catherine VINCENT, « Les collapsologues en font-ils trop ? », *Le Monde*, 29/11/2019, disponible sur https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/11/29/les-collapsologues-en-font-ils-trop_6020948_3232.html, consulté le 23 avril 2023.

[136] Bruno VILLALBA, *Les Collapsologues et leurs ennemis, op.cit.* p.202.

[137] *Ibid.*p.202.

[138] G. ANDERS, *L'obsolescence de l'homme, op. cit.*p.29.

méthodologique de la collapsologie se donnerait ainsi pour objectif, via l'exagération, de réorienter le politique pour l'inscrire dans un cadre théorique catastrophiste et écologiste, reconnaissant les limites planétaires. Dès lors, la collapsologie démarginalise le catastrophisme pour en devenir « l'incarnation la plus dynamique [139]», tout en rejouant les débats nés de l'articulation entre catastrophe et politique : on l'accuse de réduire le politique à la survie. La collapsologie constitue dès lors un objet privilégié pour étudier les recompositions contemporaines du catastrophisme et ses effets sur le projet démocratique de l'écologie politique.

La collapsologie, rouvrant une controverse de théorie politique environnementale

Ainsi, la collapsologie emporte un succès médiatique certain et rencontre, comme nous l'indiquent de premières études sociologiques, un écho particulier parmi les ingénieurs. Plus encore, la collapsologie démarginalise et déplace la perspective catastrophiste. Que doivent donc signifier, pour l'écologie politique, cette hypertrophie soudaine de sa branche catastrophiste et ce recrutement sociologique ? Ne viennent-ils pas questionner la cohérence idéologique et le devenir du projet démocratique de l'écologie politique ? La collapsologie contribue ainsi à rouvrir, d'une façon qui lui est propre, une controverse de théorie politique environnementale portant sur la définition de l'écologie politique elle-même.

Les théoriciens et théoriciennes du politique ont répondu à cette question de deux façons distinctes, bien identifiées par Luc Semal[140]. Une première approche souligne la singularité idéologique de l'écologie politique. Robert Goodin, Andrew Dobson[141] et Robyn Eckersley[142] publient ainsi, à peu près à la même époque, des ouvrages tâchant de souligner la cohérence des idées politiques écologistes se développant alors, au-delà de leur apparenté hétérogénéité. Andrew Dobson, en 1991, propose dans son *Green Political Thought* de tenir l'écologie politique pour une idéologie à part entière, l'écologisme, proposant une grille de lecture originale, un idéal de société et un projet politique singuliers[143]. Toute autre pensée tâchant de traiter de l'environnement sans adopter cette

[139] Luc SEMAL, *Face à l'effondrement, op.cit*.
[140] Luc SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art.cit.
[141] Andrew DOBSON, *Green Political Thought*, Londres -New York, Routledge, 1990.
[142] R. ECKERSLEY, *Environmentalism and Political Theory, op. cit*.
[143] A. DOBSON, *Green Political Thought, op. cit*.

lecture politique relèverait alors d'un « environnementalisme ». Ainsi, l'écologie politique présenterait une pensée politique irréductible aux autres grandes pensées politiques existantes, fondée sur trois éléments principaux : la critique de la croissance économique et matérielle, jugée incompatible avec les capacités de charge écosystémiques ; une critique de la relation instrumentale entre humains et non-humains, allant jusqu'à éventuellement condamner l'anthropocentrisme ; et une revalorisation de l'échelle locale, tant pour reterritorialiser la production que pour favoriser la vie démocratique, via la décentralisation[144]. Cette proposition fait date, et d'autres théoriciens et théoriciennes poursuivent le travail de singularisation idéologique engagé par Dobson, tâchant de différencier l'écologie politique d'autres familles politiques : c'est le cas de Tim Hayward ou de Brian Baxter[145]. En France, une démarche similaire existe : Dominique Simonnet publie dès 1979 *L'écologisme*, tâchant de souligner l'originalité des idéaux écologistes[146] ; Dominique Allan Michaud, par ailleurs journaliste à la *Gueule Ouverte*, tente lui aussi d'apporter de la lisibilité au « brouillement idéologique[147] » de l'écologisme ; Pierre Alphandéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont, quant à eux, s'emparent de ces questions dans une perspective plus sociologique, dans *L'équivoque écologique*, publié en 1991[148]. Plus récemment, Fabrice Flipo s'est essayé à une réactualisation du travail mené par ces pionniers de la théorie politique environnementale, confrontant à son tour écologisme et libéralisme, écologisme et socialisme, et ainsi de suite[149].

Or, cette première approche visant à affirmer la singularité et la cohérence de l'écologie politique soulève de nombreux débats : Luc Semal y voit « l'une des premières controverses internes à la théorie politique verte[150] ». Pour certains théoriciens, à commencer par John Barry, construire une catégorie idéologique spécifique pour l'écologie politique risque en effet de passer sous silence la diversité effectivement observée au sein des mobilisations environnementales : aussi faut-il mieux rendre compte

[144] *Ibid.*

[145] Brian BAXTER, *Ecologism : An Introduction*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1999.

[146] Dominique SIMONNET, *L'écologisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979.

[147] Dominique Allan MICHAUD, « L'écologisme, quelle pensée, quel projet ? », *in L'Environnement, question sociale*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 167-174 ; Dominique ALLAN MICHAUD, *L'Avenir de la société alternative : les idées 1968-1990*, Paris, L'Harmattan, 1989.

[148] Pierre ALPHANDERY, Pierre BITOUN et Yves DUPONT, *L'équivoque écologique*, Paris, La Découverte, 1991.

[149] Fabrice FLIPO, « Qu'est-ce que l'écologisme ? », *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie*, 12, 2017 ; Ramachandra GUHA et Fabrice FLIPO, « Les idéologies de l'écologisme », *Mouvements*, 77-1, 2014, p. 34-47.

[150] L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », *art. cit.*

de l'hétérogénéité constitutive de l'écologie politique[151]. De la même manière, John Dryzek[152], ou encore David Schlosberg[153], tâchent de souligner l'importante diversité des discours et positionnements politiques entraînés par la prise en compte de l'environnement. À cette première approche critique de la singularité idéologique de l'écologisme s'en ajoutent d'autres, qui tentent, cette fois, d'explorer des porosités potentiellement fertiles entre écologisme et autres pensées politiques. Une telle démarche a ainsi motivé l'émergence de l'écosocialisme[154] ou encore de l'écomarxisme[155]. Le rapprochement opéré entre ces idéologies ne fait pas toujours consensus. Les partisans de l'affirmation de la singularité idéologique de l'écologie politique peuvent y voir le risque d'une récupération politique opportuniste, plaçant les enjeux environnementaux au second plan, derrière la lutte des classes. Fabrice Flipo, par exemple, s'inquiète de n'y trouver qu'un débat spéculatif, peu représentatif de la réalité de ces alliances sur le terrain des luttes, et souligne la permanence d'un mythe productiviste dans les pratiques entraînées par cette hybridation[156].

Ces considérations ne sont pas dénuées d'implications politiques. Tenir l'écologie politique pour une pensée supportant diverses branches et hybridations idéologiques pourrait mener à en réactualiser le projet démocratique, en prenant acte d'une pluralité de luttes contemporaines, quitte à nuancer la spécificité et la cohérence de l'écologisme.

---

[151] *Ibid.* ; John BARRY, *Green Political Theory : Nature, Virtue and Progress*, Glasgow, University of Glasgow, 1996.

[152] John DRYZEK, *The Politics of the Earth : Environmental Discourses*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

[153] J. DRYZEK et D. SCHLOSBERG, *Debating the Earth*, *op. cit.*

[154] Voir à ce sujet les travaux de Françoise Gollain sur André Gorz : Françoise GOLLAIN, *André Gorz. Pour une pensée de l'écosocialisme*, Paris, Le passager clandestin, 2014. Mais aussi : David PEPPER, *Eco-Socialism : From Deep Ecology to Social Justice*, London -New York, Routledge, 1993 ; Michael LÖWY, « Écosocialisme et planification démocratique », *Écologie & politique*, 37-3, 2008, p. 165-180 ; Agnès SINAÏ et Michael LÖWY, « Décroissance, écosocialisme : comment répondre à la question écologique ? », *Ballast*, 7-1, 2019, p. 54-69 ; Michael LÖWY, « Développement des forces productives ou subversion de l'appareil de production ? Une perspective écosocialiste », *Ecologie politique*, 32-1, 2006, p. 53-59.

[155] John Bellamy FOSTER, *Marx écologiste*, trad. fr. Aurélien BLANCHARD, trad. fr. Joséphine GROSS et trad. fr. Charlotte NORDMANN, 1er édition., Paris, Editions Amsterdam/Multitudes, 2011 ; James O'CONNOR, *Natural Causes: Essays In Ecological Marxism*, New-York, Guilford Publications, 1998 ; Jason MOORE, *Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital*, Londres, Verso, 2015 ; Andreas MALM, *L'anthropocène contre l'histoire: Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, Paris, La Fabrique, 2018 ; Paul GUILLIBERT, *Terre et capital. Pour un communisme du vivant*, Paris, Amsterdam, 2021 ; Paul GUILLIBERT, *Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail*, Paris, Amsterdam, 2023 ; Cannelle GIGNOUX, « Antagonisme, propriété, nature : un retour sur les usages des Manuscrits de 1857 - 1858 de Marx à l'heure de la crise écologique », Université Paris 8, Paris, en cours.

[156] Fabrice FLIPO, « Marxisme, lutte des classes et écologisme », *Actuel Marx*, 55-1, 2014, p. 162-176.

Certes, mais l'écologie politique ne risque-t-elle pas dès lors de faire l'objet de récupérations opportunistes, qui en tricheraient le projet et en amputeraient la dimension subversive ? Affirmer la singularité de l'écologie politique doit donc la prémunir de telles récupérations … mais peut-être est-ce aussi courir le risque de l'inscrire dans une forme d'immobilisme politique. Cette controverse a été quelque peu délaissée ces dernières décennies, au profit d'autres approches moins intéressées par la cartographie des idées écologistes, avant de connaître récemment un regain d'intérêt lié à l'essor de l'écomarxisme et à l'affirmation, sur la scène médiatique, de la notion d'écofascisme[157]. Pierre Madelin envisage en effet, à partir de l'étude de la Nouvelle Droite[158] qu'une pensée écologique aux accents fascistes puisse se développer dans les prochaines années. Or, selon l'essayiste, il ne s'agit guère là d'une seule récupération, mais bien d'un courant politique s'ancrant dans les ambiguïtés idéologiques de l'écologie politique elle-même, qui aurait fort à gagner à mener son auto-critique. Fabrice Flipo condamne cette proposition, en avançant d'une part que le spectre de l'éco-autoritarisme a toujours été employé, historiquement, pour disqualifier l'écologie politique ; et d'autre part, qu'il s'agit moins là d'un écofascisme, donc d'un fascisme véritablement écologiste, que d'une lecture environnementaliste et opportuniste des questions climatiques et environnementales[159]. L'idée sous-jacente est que l'écologie politique serait, par essence, incompatible avec des pensées d'extrême-droite. Tout le débat porte alors sur l'intégration des oppressions systémiques au sein de l'écologie politique, si celle-ci devait être tenue pour une idéologie : l'écologie politique prend-elle nécessairement en compte les questions de race[160], de classe et de genre, en les plaçant au cœur de son projet idéologique, ou s'y adosse-t-elle seulement, occasionnellement ? En d'autres termes, l'écologie politique est-elle naturellement, logiquement, en faveur des populations opprimées, ou ne s'agit-il que de rapprochements contextualisés ? Plus encore, sommes-nous toujours dans le domaine de l'écologie politique à proprement parler, ou l'extension

[157] Antoine DUBIAU, *Ecofascismes*, Caen, Grévis, 2022 ; Pierre MADELIN, *La tentation écofasciste. Ecologie et extrême droite*, Quebec, Ecosociété, 2023.

[158] Il s'agit d'un courant politique d'extrême-droite représenté par Alain de Benoist.

[159] Fabrice FLIPO et Quentin HARDY, « Écofascisme: notion éclairante ou piège idéologique? », *Terrestres*, 16/05/2023, disponible sur https://www.terrestres.org/2023/05/16/ecofascisme-notion-eclairante-ou-piege-ideologique/, consulté le 12 septembre 2023.

[160] Par le terme de « race », nous faisons référence à la construction sociale des catégories raciales. Voir à ce sujet les travaux de Magali Bessone : M. BESSONE, *Sans distinction de race ? Une analyse critique du concept de race et de ses effets pratiques*, Paris, Vrin, 2013.

de ces frontières entraîne-t-elle son éparpillement théorique et idéologique[161] ? La collapsologie, interrogeant l'ambition idéologique de l'écologie politique, rouvre également cette controverse.

4. Questionner l'écologie politique depuis la collapsologie : Une enquête au sein des milieux effondristes

Pour répondre à notre foyer problématique, nous avons procédé en trois temps. Premièrement, il fallait prendre à bras le corps les critiques de la collapsologie avançant qu'elle condamnerait à l'inaction. Cette idée, comme le remarquent Laurence Allard, Alexandre Monnin et Cyprien Tasset, n'a que peu été vérifiée par des études sociologiques, et repose sur la seule lecture de textes de la collapsologie dont les effets restent présumés[162]. Nous entendons donc questionner cette affirmation en observant la façon dont la collapsologie est reçue dans différents espaces : quels sont les effets concrets de cette littérature sur les trajectoires de politisation de celles et ceux qui s'en emparent ? À quelles conditions entraîne-t-elle des bifurcations individuelles, voire collectives [163]? Sur ce point, l'hypothèse est la suivante : la découverte de la

[161] La polémique relative à la définition de l'écologie politique, vieille de trente ans, se trouve rouverte, portée par un phénomène d'institutionnalisation des questions écologiques et par une relative écologisation des représentations et comportements politiques. Sommes-nous, en 2024, face à une idéologie politique à part entière, ou face à un ensemble de discours et de pratiques dont l'hétérogénéité doit être constitutive ? Ce débat agace parfois : pour certains, il s'agit là d'une perte de temps, qui ne profite pas à la construction du projet démocratique écologiste, ni aux luttes contemporaines. Pourtant, il semble au contraire qu'il en découle des considérations stratégiques pour les militants écologistes. Sur le plan des organisations partisanes, par exemple, est-il judicieux de construire une coalition écologiste tâchant de se distinguer des autres partis existants ? Si oui, comment marquer davantage encore la singularité et la lisibilité de cette coalition dans un contexte où l'ensemble des partis politiques intègrent aujourd'hui des volets environnementaux dans leurs programmes ? Faut-il plutôt s'allier à d'autres formations politiques tâchant de se redéfinir depuis les questions écologiques ? Mais alors, comment effectivement s'allier, sans trahir le projet écologiste ? Au-delà de la politique spécialisée, ces questions ne sont pas moins prégnantes : comment mieux prendre en charge, par exemple, les oppressions systémiques qui continuent d'exister au sein même des mobilisations environnementales ? Ainsi, l'écologie politique, sur le plan des idées comme sur celui des pratiques, se trouve face à un paradoxe : celle-ci devrait à la fois se singulariser encore, pour se différencier dans l'offre politique, et s'élargir, pour redéfinir son projet politique depuis une meilleure prise en compte des rapports de domination existants.

[162] L. ALLARD, A. MONNIN et C. TASSET, « Est-il trop tard pour l'effondrement ? », art. cit.

[163] Marc BESSIN, Claire BIDART et Michel GROSSETTI, « 1. Les bifurcations, un état de la question en sociologie », *in Bifurcations*, Paris, La Découverte, 2009, p. 23-35 ; Valentine HELARDOT, « 8. Vouloir ce qui arrive ? Les bifurcations biographiques entre logiques structurelles et choix individuels », *in Bifurcations*, Paris, La Découverte, 2009, p. 160-167 ; Michèle LECLERC-OLIVE, « 19. Enquêtes biographiques entre bifurcations et événements. Quelques réflexions épistémologiques », *in Bifurcations*, Paris, La Découverte, 2009, p. 329-346.

collapsologie, constituant une étape au sein de trajectoires de politisation diverses, entraîne des conversions au militantisme vert, donnant à voir une nouvelle génération d'écologistes marqués par le catastrophisme. Pour vérifier cette première hypothèse, cette recherche s'appuie sur une enquête menée à partir de 2019 dans différents espaces institutionnels, associatifs, militants. Ces espaces ont été sélectionnés à l'aide d'une critériologie (composée de critères discursifs et de critères relatifs aux jeux d'acteurs et dynamiques d'auto et hetero-qualification) nous permettant de désigner une initiative comme relevant de la collapsologie. Nous avons identifié de la sorte deux principaux terrains d'enquête : la stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde et la société coopérative d'intérêt de la « Suite du Monde », laquelle propose d'acquérir collectivement des terrains pour les mettre à disposition de « communes imaginées », où l'on vit collectivement et où l'on travaille la terre dans une perspective d'autonomie alimentaire face à un effondrement systémique. Pour approcher ces deux espaces, nous avons eu recours à l'analyse documentaire, à des entretiens semi-directifs et à l'observation participante[164]. Puis, l'enquête s'est enrichie d'un ensemble de relations liées à la socialité de la chercheuse elle-même. En effet, en tant que chercheuse, et par intérêt personnel, j'ai rejoint l'Institut Momentum en 2017, d'abord en tant que membre, puis au sein de son conseil d'administration. Si je n'ai pas souhaité enquêter sur cette association, je me suis pourtant entretenue avec trois de ses membres : Yves Cochet, Pablo Servigne et Raphaël Stevens. C'est également via l'Institut Momentum que j'ai rencontré Delphine Batho, présidente de Génération Ecologie et candidate aux élections présidentielles de 2022, mobilisant la collapsologie durant sa campagne. Enfin, en tant qu'écologiste, j'ai côtoyé des espaces militants et associatifs, tels qu'*Extinction Rebellion*, organisation prônant la désobéissance civile face au désastre écologique, social et démocratique, ou encore le collectif artistique écologiste Rivage, dans lesquels j'ai rencontré des personnes marquées par le discours sur l'effondrement. L'enquête se donne pour objectif d'éclairer le rôle joué (ou non) par la collapsologie au sein de ces espaces et sur des trajectoires de politisation plurielles. Elle se place à une double échelle : la première concerne des entités collectives, la seconde, des parcours individuels[165].

[164] La méthodologie adoptée est présentée au cours de la première partie de la thèse, au chapitre trois. Le corpus documentaire et la liste des entretiens menés sont présentés en annexe.

[165] Le périmètre de cette étude, en partie déterminé par mon propre ancrage social, joue certainement sur ses résultats. Ainsi, ceux-ci ne se veulent évidemment pas représentatifs de l'ensemble des initiatives nées de la collapsologie. Par exemple, le Shift Project, ou encore le très jeune parti politique Equinoxe, inspiré par Jean-Marc Jancovici, auraient tout à fait pu être enquêtés. Cette piste,

Notre recherche comporte donc une importante dimension empirique, offrant à la théorie politique une assise sociologique. Plus encore, cette étude adopte une approche empruntant en partie aux méthodologies inductives. À mesure que l'enquête de terrain avançait, il s'agissait d'identifier les questionnements en émergeant, permettant de formuler de nouvelles hypothèses. Cette démarche a par exemple mené à interroger la façon dont les engagements politiques effondristes observés questionnent le cadre théorique de l'écologie politique. En effet, l'analyse de la construction théorique et militante de l'écologie politique révèle que celle-ci construit son approche du politique en interrogeant nos rapports collectifs à la nature, à la science et au temps : de ces interrogations, naissent des considérations sur les formes et échelles d'organisations politiques les plus justes et soutenables. Or, il se pourrait que la collapsologie, démarginalisant activement le catastrophisme, entraîne précisément sur ces différentes thématiques des débats très concrets, tout en investissant d'autres motifs encore. L'enquête adopte ainsi une seconde hypothèse : il se pourrait que la collapsologie, plus qu'elle n'ampute l'écologie de sa dimension idéologique, en révèle plutôt les conflits internes à la manière d'une loupe grossissante. La collapsologie motiverait donc de nouveaux engagements écologistes tout en exacerbant les tensions idéologiques de l'écologie politique. Nous proposons de comprendre cet apparent paradoxe comme une réouverture contemporaine de la controverse de théorie politique environnementale relative à la définition de l'écologie politique elle-même.

La thèse est composée de trois parties. La première expose le cadre théorique qui guide notre recherche, en tâchant de mettre en dialogue différentes approches de l'écologie politique, l'écologie catastrophiste et la collapsologie elle-même. Plusieurs axes analytiques y sont progressivement identifiés, relatifs aux dynamiques de diffusion et de réception du discours sur l'effondrement systémique d'une part, et aux rapports au politique, au temps, à la science et la nature que celui-ci entraîne d'autre part. La deuxième partie présente la méthodologie adoptée, avant d'analyser le développement de la collapsologie dans les différentes organisations collectives observées et ses effets concrets sur des parcours individuels, considérés sous l'angle politique. L'observation de ces bifurcations nous pousse à considérer les redéfinitions à l'œuvre dans les représentations et comportements politiques des personnes enquêtées, donnant à voir une

quoiqu'intéressante, n'a pas été retenue pour notre étude faute de temps. Notons également qu'Equinoxe n'a été créé qu'en 2024.

nouvelle génération d'écologistes. La troisième partie opère alors, à partir de ces premiers résultats, un retour critique sur les axes analytiques relatifs au temps, à la science et à la nature, identifiés lors de la première partie, tout en traitant d'une thématique supplémentaire, identifiée au cours de l'enquête de terrain : la famille. Il s'agit de montrer que les réceptions de la collapsologie, exacerbant effectivement les tensions internes de l'écologie politique, invitent pourtant cette dernière à réaffirmer son projet démocratique. Dès lors, nous proposons plusieurs lectures de la collapsologie pour offrir à l'écologie politique des pistes de recomposition, allant soit dans le sens d'une plus grande singularisation idéologique, soit d'un élargissement théorique et pratique.

Première partie

Une enquête à l'intersection de l'écologie politique et de la collapsologie

La collapsologie signe-t-elle l'échec de l'écologie politique ?

Cette recherche se situe à l'intersection entre écologie politique et collapsologie. Cependant, pour mieux comprendre ce qui se joue dans cet entrecroisement, il nous faut commencer par distinguer les deux entités qui nous intéressent, pour en cerner les caractéristiques et spécificités respectives. Ainsi, en travaillant d'abord sur l'écologie politique, puis sur la collapsologie, nous rendrons compte des questionnements que soulèvent spécifiquement leur rencontre. Cette première partie se donne pour objectif de présenter ces interrogations, dont est issu le cadre théorique et méthodologique de cette recherche.

Le premier chapitre de cette partie, en tâchant de définir l'écologie politique, rend compte d'une controverse fondatrice de la théorie politique environnementale : la pensée écologique est-elle à même de constituer une idéologie politique à part entière ? En se confrontant à cette question, nous donnerons à voir différentes approches de l'écologie politique. Si celle-ci supporte plusieurs conceptions, notre but n'est pas de souligner davantage encore la division de la pensée écologique, mais plutôt d'en identifier les objets de réflexion les plus récurrents, les questionnements qu'elle soulève toujours, quelle que soit l'approche qu'on en a. En d'autres termes, face aux difficultés de définition de l'écologie politique, nous choisissons de briser en morceaux cet objet, pour mieux l'appréhender.

Le deuxième chapitre, s'intéressant à la collapsologie, opère à un important détour historique et philosophique. En effet, pour comprendre la singularité de la collapsologie, il faut rappeler son héritage théorique, à savoir le catastrophisme. Mais là encore, nous nous heurtons à des difficultés de définition : le catastrophisme connaît bien des formulations et motive de nombreuses controverses. Parmi ces débats, la relation entretenue entre catastrophisme et écologie politique occupe une place de choix, et préfigure la réception ambivalente de la collapsologie dans les milieux écologistes.

Dès lors, le troisième chapitre achève de faire converger nos deux objets, pour présenter plus directement les critiques que connaît la collapsologie, accusée de mettre en échec l'écologie politique. Nous nous appuierons justement sur ces critiques pour rappeler notre foyer problématique, pour construire nos hypothèses de recherche et notre posture méthodologique. Celle-ci entend surmonter une difficulté : pour mener notre

enquête, il nous faut parvenir à délimiter le périmètre de la collapsologie et de ses publics[166]. À cette occasion, nous exposerons une conviction sur laquelle se fonde ce travail, selon laquelle offrir une assise sociologique à la théorie politique pourrait contribuer à en renouveler et en vivifier les cadres d'analyse, en la poussant notamment à mieux s'emparer des discours et comportement jusqu'alors jugés infrapolitiques.

[166] Une difficulté également identifiée par le sociologue Cyprien Tasset. Cyprien TASSET, « L'effondrement et ses usagers. Éclectisme et réception d'une vulgarisation hétérodoxe en écologie scientifique », art.cit.

Chapitre 1. La construction de l'écologie politique : Une idéologie à part entière ?

Qu'est-ce que l'écologie politique ? La théorie politique s'empare de cette question dans les années 1990, à travers des publications fondatrices, parmi lesquelles le *Green Political Thought* d'Andrew Dobson[167]. En envisageant que l'écologie politique puisse constituer une idéologie à part entière, le politologue américain ouvre la voie à la *green political theory*, la théorie politique environnementale, et lui confère une légitimité nouvelle[168]. Cependant, si Andrew Dobson affirme que l'écologie politique présente une cohérence et une singularité marquantes, cette proposition divise au sein des théoriciens et théoriciennes du politique. Pour de nombreux auteurs et autrices, il convient plutôt de rappeler l'hétérogénéité des discours se réclamant de l'écologie, tout comme leurs divisions concernant les réponses politiques à apporter aux dommages environnementaux[169]. Alors, comment définir l'écologie politique ? Sommes-nous en présence d'une famille politique unie autour d'un même projet idéologique ? Ou plutôt face à une « nébuleuse écologiste [170]», alimentée par différentes mobilisations et dont l'hétérogénéité doit être constitutive ? Notre ambition, dans ce chapitre, n'est pas d'apporter une réponse ferme et définitive à cette controverse. Nous proposons plutôt d'explorer différentes conceptions de l'écologie politique, pour comprendre quels en sont les objets constants, quelle que soit la définition que l'on s'en donne. Ainsi, nous définirons d'abord l'écologie politique comme un prisme analytique et critique des idées politiques, singulier car matériel, adoptant une lunette environnementale et climatique (1). Puis, nous suggèrerons que l'écologie politique puisse être un peu plus qu'un seul prisme, celle-ci proposant, comme le suggère Andrew Dobson, un projet idéologique qui lui est propre (2). Enfin, en tâchant de rendre compte des tensions théoriques qui traversent *de facto* les milieux écologistes, nous tenterons de redéfinir notre objet à partir de ses « contre-conduites[171] », à savoir, les luttes environnementales (3). Cette triple

[167] A. DOBSON, *Green Political Thought*, *op. cit*.

[168] *Ibid.* ; L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art. cit.

[169] L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art. cit ; J. BARRY, *Green Political Theory : Nature, Virtue and Progress*, *op. cit*.

[170] Anne-Claude AMBROISE-RENDU, Alexis VRIGNON, Steve HAGIMONT et Charles-François MATHIS, *Une histoire des luttes pour l'environnement : Trois siècles de débats et de combats, XVIIIe- XXe siècle*, Paris, Textuel, 2021.

[171] Michel FOUCAULT, Daniele LORENZINI et Arnold I. DAVIDSON, *Qu'est-ce que la critique ? Suivi de La culture de soi*, Paris, Vrin, 2015.

approche de l'écologie politique, empruntant aussi bien à la théorie politique qu'à la sociologie, nous permettra de faire émerger des thématiques récurrentes, lesquelles constitueront autant d'axes analytiques pour guider notre étude.

1. L'écologie politique, une approche inédite du politique

A) La déstabilisation de la cosmologie naturaliste occidentale

L'articulation fondamentale de l'écologie politique à l'écologie scientifique

Dans un premier temps, concédons que l'écologie politique constitue, sinon une idéologie politique, une approche inédite du politique. La lunette environnementale et climatique qu'adopte la pensée écologique la pousse effectivement à interroger la cosmologie naturaliste occidentale, selon laquelle nature et culture relèveraient de deux sphères autonomes. Or, la remise en cause de cette dichotomie pousse l'écologie politique, ainsi comprise comme un prisme, à nuancer la promesse émancipatrice de la modernité politique, jusqu'à questionner une construction politique du temps orientée par la notion de progrès.

Si l'écologie politique adopte une telle lunette, c'est qu'elle a pour spécificité d'être liée, très étroitement, à l'écologie scientifique. Certes, l'on connaît bien désormais la différence entre un écologiste, militant politique, et un écologue, expert des écosystèmes et de la biodiversité. Mais la relation entre ces deux écologies doit retenir notre attention. Nous avançons en effet que l'écologie politique déploie, en raison de cette articulation historique fondamentale, un rapport à la science tout à fait singulier, et dont pourraient découler d'autres spécificités encore. Avant d'exposer ces aspects, il nous faut définir cette écologie scientifique. Celle-là, dont la parenté est souvent prêtée à Ernst Haeckel, désigne aujourd'hui l'étude des relations entre les êtres vivants et leurs milieux. Si Ernst Haeckel est à l'origine du néologisme, la discipline scientifique, elle, va se construire entre le XIXème et XXème siècle, avec une avance d'environ cinquante ans sur l'écologie politique[172]. Succède alors à ce terme tout juste formé une série d'autres

[172]Patrick MATAGNE, « Aux origines de l'écologie », *Innovations*, 18-2, 2003, p.27-42. L'historien Patrick Matagne nous explique qu'Ernst Haeckel était un féru de néologismes. C'est aussi le

mots, qui composent une nouvelle langue : dès 1875, il est question de « biosphère », et, deux ans plus tard, de « biocénose ». Puis, comme le montre Patrick Matagne, celle-ci va trouver une théorisation déterminante à travers les travaux d'Eugen Warming, qui synthétise en 1896 l'ensemble des connaissances acquises en géobotanique[173]. Ainsi, l'écologie fait peu à peu reconnaître sa scientificité, jusqu'à ce que se créent des sociétés d'écologie scientifique, à l'instar de la British Ecology Society, en 1913. L'écologie, reconnue comme une science à part entière, s'illustre également par sa singularité. En effet, elle ne s'intéresse pas exclusivement aux sciences naturelles, et construit au contraire des liens avec les sciences humaines, allant jusqu'à leur emprunter certains concepts – ce qui lui vaut d'être nommée par Jean-Paul Deléage « la science la plus humaine des sciences de la nature[174]». Mais la spécificité de l'écologie scientifique excède ce premier aspect. En effet, celle-ci va progressivement interroger la prétendue nécessité de la neutralité axiologique, pour s'ériger en une « science impliquée ». La formule, que nous reprenons là-encore à Jean-Paul Deléage, désigne les « sciences qui prennent acte de leur responsabilité, qui prennent conscience de la nécessité d'une attention aux conséquences des sciences[175] ».

Pour l'historien, l'écologie scientifique interroge donc une dichotomie caractéristique de nos sociétés modernes ; celle construite, à partir du clivage entre nature et culture, entre le champ du savoir et celui du politique. En effet, cette apparente autonomisation du naturel et du social est renforcée et réactualisée par une répartition politique singulière des responsabilités relatives à ces différentes sphères. Catherine et Raphaël Larrère explorent cette répartition, à partir des travaux de Bruno Latour, dans *Du bon usage de la nature*, puis dans *Penser et agir avec la nature*[176] : on observe « d'un côté, ce qui concerne la nature (dont les savants sont en charge) ; de l'autre, ce qui relève

cas de Pablo Servigne, créateur du terme « collapsologie » : le souligner ne relève pas du seul clin d'œil. En effet, et comme nous le verrons plus spécifiquement dans notre deuxième chapitre, l'histoire et l'ambition de l'écologie scientifique résonne très fortement avec le projet de la collapsologie. Après tout, à travers ce néologisme, Pablo Servigne espérait précisément rejouer le geste de l'écologie scientifique, pour fonder une nouvelle discipline scientifique qui puisse entrer plus directement en dialogue avec les sciences humaines et sociales, et qui reconnaisse une forme de non-neutralité.

[173] P. MATAGNE, « Aux origines de l'écologie », art. cit.

[174] Jean-Paul DELEAGE et Léo COUTELLEC, « L'écologie scientifique, une science impliquée ? », *Écologie & politique*, 51-2, 2015, p. 55-64.

[175] *Ibid.* ; Claudine COHEN, « Jean-Paul Deléage, Histoire de l'écologie. Une science de l'homme et de la nature », *Annales*, 48-2, 1993, p. 410-411.

[176]Catherine Larrère et Raphaël LARRERE, *Penser et agir avec la nature*, Paris, La Découverte, 2015 ; C. LARRERE et R. LARRERE, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, *op. cit.*

de la société (affaire de politique et de vie commune)[177] ». Les propositions glissées entre parenthèses, ici, nous intéressent particulièrement. Il semblerait que la gestion des affaires humaines concerne les citoyens, les représentants politiques, les législateurs. Mais la sphère de la « nature », elle, ne paraît que très peu devoir faire l'objet d'une régulation démocratique, constituant l'espace privilégié des sciences, et en premier lieu des sciences dites naturelles. Or, l'écologie scientifique, nous dit Jean-Paul Deléage, « jette le doute sur la pertinence d'une division aussi nette[178] », en observant précisément la façon dont les activités humaines impactent les écosystèmes. Elle se sert donc des outils scientifiques pour remettre en question ce clivage, adoptant une approche critique de la science elle-même. Dès lors, c'est le fait même d'avoir recours à des distinctions binaires pour penser la « nature » qui est remis en doute. La pensée écologique nuance en effet aussi bien les clivages qui ont façonné le rapport de l'humain à son environnement, que cette activité taxinomique elle-même, ce en rappelant combien l'humain coexiste avec d'autres êtres, dans des relations d'interdépendances si fondamentales qu'elles conditionnent jusqu'à la survie de l'espèce humaine.

Vers la fin d'un « grand partage » ?

Or, ce qu'il se joue ici, c'est la remise en cause progressive de ce que l'anthropologue Philippe Descola a appelé, dans *Par-delà nature et culture,* un « grand partage » entre « nature » et « culture »[179]. La formule met en lumière une distinction développée au cours des siècles entre les entités extérieures à l'humain, celles qui, pour ainsi dire, l'environnent (la « nature ») et ce qui relève des activités humaines, rites, conventions, infrastructures ou objets (la « culture »). Ce clivage se construit notamment à partir des évolutions permises par une conception moderne de la rationalité, qui offre un cadre théorique aux démarches scientifiques visant à expliquer les phénomènes naturels et sociaux. Ainsi, et pour ne prendre que quelques exemples, l'invention du microscope et du télescope, au XVIIème, ou encore l'essor de différentes disciplines scientifiques, telles que la botanique, la zoologie, la géologie, permettent de mieux comprendre l'environnement. Ce faisant, pour être mieux cerné, ce monde dit naturel est

[177] C. L. et R. LARRERE, *Penser et agir avec la nature, op. cit*. p.3.
[178] J.-P. DELEAGE et L. COUTELLEC, « L'écologie scientifique, une science impliquée ? », art. cit.
[179] Philippe DESCOLA, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2015.

également mis à distance : on l'observe dans l'objectif d'en révéler les règles, se plaçant *de facto* dans une position de surplomb ou, au moins, d'extériorité. Descola y voit une reconfiguration cosmologique : la « nature » est perçue comme formant un seul et même ensemble cohérent, une sphère indépendante, régie par des lois qui lui seraient spécifiques. L'anthropologue qualifie cette conception du monde de « naturaliste », puisqu'elle invente l'idée de « nature », lui conférant une existence propre et distincte de celle des sociétés humaines[180]. Symétriquement, et comme le remarque Pierre Charbonnier, ce naturalisme offre une même autonomie aux activités humaines. Le social constitue ainsi « une sphère autonome, c'est-à-dire […] un espace qui produit son historicité par des moyens et selon des fins qui lui sont propres [181]», se prêtant ainsi à des analyses spécifiques, sociologiques et anthropologiques. On assiste à l'invention d'une distinction entre sphères du naturel et du culturel, deux espaces affirmant leur autonomie respective.

Plus encore, alors que la « nature » s'autonomise de la sorte, elle fait également l'objet d'une réification. Elle est représentée, analysée, expliquée et agencée par l'humain : la « nature » est pensée depuis la seule subjectivité humaine, laquelle est tenue pour objective. Descola évoque ainsi une « objectivation du subjectif » :

> « [Cette objectivation du subjectif] produit un double effet : elle crée une distance entre l'homme et le monde tout en renvoyant à l'homme la condition de l'autonomisation des choses, elle systématise et stabilise l'univers extérieur tout en conférant au sujet la maîtrise absolue sur l'organisation de cette extériorité nouvellement conquise[182]. »

L'humain paraît acquérir un pouvoir démiurgique, celui de se représenter et d'organiser cet espace auquel il n'appartient pas depuis sa seule perspective : le culturel et le naturel sont deux sphères distinctes qui s'articulent dans une relation de subordination, l'une agissant sur l'autre sans que la réciproque ne soit permise. La nature devient alors « muette et impersonnelle[183] », nécessairement passive, face à une humanité qui, elle seule, agit. Or, l'écologie politique, liée à une écologie scientifique, vient révéler le

[180] Ce rapport au monde naturaliste ne constitue qu'une cosmologie parmi d'autres, à l'instar du totémisme, de l'analogisme ou encore de l'animisme, qui ne présentent pas un schisme si prononcé (voire, ne présentent aucun schisme) entre le naturel et le culturel, et se refusent donc à prêter à une supposée « nature » des lois autonomes. Ainsi, si le naturalisme et son paradigme d'une « nature » distincte de la sphère des humains ont longtemps été tenus pour une « norme », ils n'ont pourtant rien d'essentiel : ils ont au contraire fait l'objet d'une longue construction, historiquement et géographiquement déterminée.

[181] P. CHARBONNIER, *Abondance et liberté : Une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2020, p.25.

[182] *Ibid.* p.118.

[183] *Ibid*. p.12.

caractère construit de cette cosmologie, interrogeant de la sorte la pertinence des clivages sur lesquels cette conception du monde repose, comme ses effets concrets[184]. Autrement dit, l'écologie politique, comme prisme analytique, bouleverse nos relations à la « nature ».

B) <u>Une approche critique de la promesse émancipatrice de la modernité politique</u>

Se délivrer des despotes…

Cette cosmologie naturaliste, dont l'écologie politique révèle le caractère construit, joue un rôle de taille dans l'affirmation des idéaux de la « modernité politique », portés par les Révolutions françaises et américaines du XVIIIème siècle, dans la traînée du mouvement philosophique des Lumières. Cette « modernité » repose en effet sur quatre principes, qui s'ancrent dans l'essentialisation du clivage entre « nature » et

[184] À ce stade, il nous faut éclairer ce qui pourrait paraître devenir un paradoxe de notre réflexion. En effet, si les avancées scientifiques évoquées participent de la construction d'un « grand partage » entre nature et culture, division permettant peu à peu l'exploitation écocidaire de l'environnement et que les écologistes remettent en question ; il n'en demeure pas moins vrai que la science peut aussi et bien évidemment alimenter des préoccupations environnementales. Il nous faut donc nuancer notre précédent propos : la démonstration de Philippe Descola n'est pas si manichéenne, et son objectif, s'il fallait le rappeler, n'est évidemment pas de disqualifier la science. D'ailleurs, on pourrait même avancer que la cosmologie naturaliste permet aussi de défendre l'idée d'une nature à préserver. Comme l'avancent Raphaël et Catherine Larrère dans *Penser et agir avec la nature*, le paradigme de la protection de la nature repose sur un postulat caractéristique de notre modernité : l'existence même de la nature !Cette volonté de préserver ou de conserver la nature « procède de la modernité » : elle est issue de la rationalité scientifique moderne elle-même, qui émerge « au sein des sociétés industrielles, et [met] en pratique la conception moderne d'une nature en équilibre et extérieure à l'homme ». Cette rationalité conduit tout aussi bien à prendre acte de déséquilibres environnementaux, à s'en alarmer et à plaider pour une préservation de la nature – ce sans avoir à remettre en cause le dualisme nature/culture, ni même à interroger la relation de subordination entre une sphère agissante et une autre passive. Les deux philosophes reprennent la célèbre formule de René Descartes pour souligner ce glissement : « nous voilà passés maîtres et protecteurs de la nature ». Mais Raphaël et Catherine Larrère rappellent aussi que le paradigme de la préservation de la nature, quelque peu mis à mal par les thèses de Philippe Descola qui en soulignent le caractère occidentalocentré et, *in fine*, néocolonial (l'application d'une préservation stricte de la nature ne pourrait avoir lieu, dans de nombreuses sociétés non-naturalistes, qu'au détriment des modes de vie et représentations des populations), connaît d'importantes mutations. Ainsi, l'idée d'une « fin de la nature » et la déstabilisation de la cosmologie naturaliste progressent considérablement, et selon différentes voies. Par exemple, de nouveaux clivages sont parfois revendiqués pour se substituer à celui nature/culture ; à l'instar de la distinction opérée entre l'artificiel et le naturel, ou encore entre le sauvage et le domestique – il s'agirait dès lors de « réensauvager » des espaces arrachés à l'urbanisation, pour laisser les espèces animales et végétales y vivre en dehors de toute intervention humaine. C. L. et R. LARRERE, *Penser et agir avec la nature*, *op. cit*. p.9-10.

« culture » [185] : l'adoption de la « liberté » comme principe supérieur commun ; l'affirmation de la rationalité humaine légitimant cette liberté ; la croyance en une nécessaire prospérité des sociétés, reposant sur un ensemble d'infrastructures techniques et économiques, pour garantir cette liberté[186] ; et enfin, une foi dans le progrès de l'humanité, devant s'incarner au fil des siècles. On le comprend, la « modernité » porte avant tout une promesse émancipatrice. Cette promesse doit s'incarner dans la conception d'un État distinct des sphères des sociétés civile, religieuse et marchande, la revendication d'un idéal démocratique garantissant les droits individuels et un principe d'autodétermination des peuples. La conceptualisation de cette « liberté » est liée au « grand partage » que nous évoquons, et elle n'est donc pas dénuée d'ambivalences : il s'agit de se libérer de dogmes obscurantistes et d'un pouvoir despotique, mais également de s'émanciper des contraintes naturelles. Pour comprendre comment cette ambiguïté se développe peu à peu dans les sociétés occidentales modernes, tâchons de définir davantage encore cette difficile notion de « liberté ».

Pierre Charbonnier affirme, dans *Abondance et liberté*, que c'est d'abord dans un principe d'autonomie, défini comme « rationalité politique », que la modernité trouve son « idéal directeur [187]». Cette autonomie, nous dit-il, peut s'appréhender de la manière suivante :

> « Ce terme [d'autonomie] peut être présenté comme le dernier stade d'une gradation conceptuelle qui en compte trois : l'affirmation de la liberté lutte contre les entraves qui s'opposent à la réalisation de la volonté individuelle, le désir d'émancipation formule en plus l'exigence d'une reconnaissance de droits civils et de protections garantissant la participation pleine et entière au collectif, et l'autonomie ajoute encore à cela l'ambition pour un groupe, et pas seulement pour un individu, de se donner à lui-même sa loi, la norme d'après laquelle il soit agir et d'après laquelle il doit se juger[188]. »

---

[185] Nous proposons de définir la « modernité politique » à partir de ces principes, sans oublier cependant que les définitions de cet objet sont multiples. La conceptualisation de cette « modernité » entraîne de nombreux débats, notamment relatifs au statut qu'il convient de lui prêter : s'agit-il d'une période historique identifiable (et dans ce cas, quelles bornes chronologiques supporte-t-elle ? quand débute-t-elle véritablement ?), ou d'une forme d'idéologie ? Plus encore, Michel Foucault, comme nous le verrons, propose de considérer la modernité politique non comme une époque historique, ni même comme une idéologie politique, mais comme une « attitude ». Nous reviendrons sur cet aspect à la fin du premier chapitre, puisque nous tenterons de montrer que l'écologie politique peut se comprendre comme une réactivation de cette attitude moderne, rejouant le geste de la modernité politique. À ce sujet, voir son cours « Qu'est-ce que les Lumières ? » *in* Michel FOUCAULT, *Dits Et écrits : 1954-1988. Vol. 4.*, Paris, Gallimard, 1994. Ces débats sont d'autant plus stimulants qu'ils me semblent refléter ceux qui traversent l'écologie politique elle-même, dont la nature continue d'être questionnée.

[186] Nous reprenons ici une idée fondamentale de Pierre Charbonnier. P. CHARBONNIER, *Abondance et liberté, op. cit.*

[187] *Ibid.* p.45.

[188] Ibid.

L'autonomie articule à la fois la liberté (se délivrer des obstacles s'opposant à un souhait individuel) et l'émancipation (protéger collectivement ces libertés individuelles), tout en leur offrant un cadre théorique et politique plus vaste, leur permettant de se réaliser pleinement. Ce triple principe guide la modernité politique. Par ailleurs, nous comprenons que l'autonomie met non seulement en dialogue liberté et émancipation, mais qu'elle les agence également à une forme d'égalité : l'accès aux droits et à la vie politique ne doit plus être l'apanage d'une seule élite aristocratique. Mais, nous dit Pierre Charbonnier, la modernité politique ne se concrétise réellement que dans un second mouvement, après ces premières révolutions. En effet, affirme-t-il :

> « Ce que l'on identifie ordinairement comme la modernité n'est pas né une fois, mais deux. [...] Tout ce qui, d'après l'historiographie déterminante, se serait précipité dans les révolutions des XVIIIe et XIXe siècles, n'est que la première vague d'un mouvement qui ne se concrétise qu'après le déferlement d'une seconde : l'ouverture de possibilités matérielles par l'accès à de nouvelles énergies et de nouveaux espaces[189]. »

Ainsi, l'idéal d'autonomie guidant la modernité politique n'aurait réellement pu se concrétiser qu'à travers la Révolution industrielle du XIXème, le recours massif au charbon, et les conquêtes coloniales. On observe un temps de latence entre l'énonciation du projet moderne et sa réalisation pour les populations occidentales. Le prisme environnemental ici adopté pour travailler l'idéal moderne de la liberté révèle alors combien celui-ci est lié à une certaine conception des possibilités matérielles offertes par la « nature ».

… et des contraintes naturelles

Le projet démocratique occidental irait ainsi de pair avec une émancipation vis-à-vis des contraintes naturelles. On retrouve une idée similaire sous la plume des politistes Bruno Villalba, Luc Semal ou encore Mathilde Szuba, qui avancent que les valeurs cardinales de nos démocraties modernes, à savoir la liberté (l'accès aux droits, l'exercice du libre-arbitre ; l'auto-détermination) et l'égalité (ne pas faire de la liberté le privilège de quelques-uns), tout comme leurs procédures (le vote, la délibération, le débat), se heurtent à une contrainte extrasociale[190]. Cette nécessité limitante, qui se dérobe à la

[189] *Ibid.* p.130.

[190] L. SEMAL et B. VILLALBA, « Chapitre 4. Obsolescence de la durée. La politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », art. cit. Mathilde SZUBA, *Gouverner dans un monde fini : des limites globales au rationnement individuel, sociologie environnementale du projet britannique de politique de*

négociation humaine, c'est la « nature ». Pour répondre à leurs besoins, les humains doivent parvenir à s'alimenter à une large échelle, malgré les aléas climatiques et environnementaux, ou encore réussir à avoir accès à l'énergie de manière continue. Pour Bruno Villalba, dans son article « Au fondement matériel de la démocratie », le projet moderne ne peut se réaliser qu'en

> « domestiquant la nature, en l'organisant, en la valorisant au profit du développement humain ; il fallait pouvoir satisfaire les besoins des hommes et ensuite satisfaire leurs désirs. La moindre parcelle de terre a ainsi été conquise (on songe à la colonisation, cette extension du sol d'une nation) pour capter les richesses du sol et du sous-sol [191]. »

On ne pourrait garantir un accès égal à des droits individuels et à la vie politique qu'en se délivrant, au moins partiellement, de tâches considérées comme ingrates, relatives au travail de subsistance. C'est dans ce sens que la recherche de l'abolition du manque, ou plus précisément, la recherche de l'abolition du travail nécessaire pour éviter le manque, devient primordiale. Or, nos organisations politiques, pour fonctionner, doivent pourtant bien avoir un fondement matériel, puisque celles-ci, par exemple, sont énergivores. Voilà le paradoxe : le projet moderne est concrètement dépendant d'éléments matériels, mais promet de libérer une partie de l'humanité de contraintes précisément matérielles.

Dès lors, Pierre Charbonnier s'attache à montrer que l'idéal de liberté, directeur de la modernité, s'articule à un second principe : l'abondance. Celle-ci connaît, chez le philosophe, une triple conceptualisation. Premièrement, l'abondance peut s'appréhender comme « l'annonce d'une élimination de la pression des besoins, de l'obsolescence du motif de la survie dans l'agir humain[192] ». La Révolution industrielle, garantissant un accroissement de la production matérielle, permettrait aux humains de répondre plus aisément à leurs besoins vitaux, notamment en s'alimentant sans craindre le manque. On pourrait également penser que, grâce à un ensemble de techniques, le temps de travail consacré à la subsistance pourrait être limité. Pourtant, Pierre Charbonnier ajoute à cette première définition de l'abondance un deuxième motif :

> « Loin de rendre possible la libération du temps et la disparition de l'économie, [l'abondance] exige de nous des dispositions au travail, à la discipline, à l'acceptation

Carte carbone (1996-2010), thèse pour l'obtention du grade de docteur en sociologie, Université Paris 1, 2014 .

[191] Bruno VILLALBA, « Au fondement matériel de la démocratie », *Revue Projet*, 344-1, 2015, p. 56-63.

[192] P. CHARBONNIER, *Abondance et liberté*, *op. cit*. p.43.

> d'un contrôle rationalisé de nos désirs et de nos dépenses, sans lesquels l'accumulation continue et durable des richesses serait impossible [193]. »

Ici, l'abondance est moins réjouissante, puisqu'elle promet certes la fin du manque, mais ce sans émanciper les humains des contraintes du travail – et une forme bien spécifique de travail, relevant moins d'une seule prise en charge des tâches relatives à la substance que d'un travail sur soi, socialement contrôlé, pour correspondre aux finalités fixées par l'économie. Mais cet aspect est rendu acceptable par une dernière conception de l'abondance. Celle-ci, pour ne pas paraître autotélique (un développement matériel trouvant en lui-même sa propre raison d'être), est juxtaposée à une finalité politique. L'abondance va dicter un système de hiérarchie, répartissant « les hommes en fonction de leur accès à la propriété des moyens de production, ou plus largement en fonction de leur participation à la construction de la nouvelle société industrielle [194] ». À travers cette triple approche de l'abondance, le philosophe décrit l'émergence d'un système de production et de consommation capitaliste et productiviste (fondé sur l'accumulation des richesses) et libéral (cette fois dans le sens économique, fondé sur le libre-marché) ; système qui se veut la promesse d'une émancipation ambivalente. Il s'agit de se délivrer face aux contraintes naturelles, pour garantir un fonctionnement démocratique n'abolissant pourtant pas les phénomènes de hiérarchisation des groupes d'individus. Pierre Charbonnier souligne combien le XVIIIème siècle fait émerger une idée qui guide le développement des sociétés modernes, et se réalise à travers les évolutions industrielles occidentales brièvement décrites plus haut. Celle-ci, nous dit-il :

> « consiste à établir un lien de renforcement mutuel entre la conquête de la prospérité par l'optimisation des dispositifs de production et la protection des droits individuels et collectifs par la limitation de l'arbitraire politique [195]. »

L'écologie politique, en tant que prisme analytique et critique des idées politiques adoptant une lunette matérielle, critique les fondements de la promesse émancipatrice de la modernité politique. Elle révèle en effet que cette modernité repose sur un clivage construit entre nature et culture, et sur un postulat présentant la maîtrise de la nature comme nécessaire à l'émancipation des humains.

---

193 *Ibid*.

194 P. CHARBONNIER, *Abondance et liberté*, *op. cit*. p.44.

195 *Ibid.* p.89.

C) <u>Une approche critique de la notion de « progrès »</u>

La modernité politique, construite depuis un idéal de « progrès »

La modernité politique adopte donc un double principe, conjuguant liberté et abondance. Ce faisant, cette recherche de prospérité et d'abolition du manque mène les sociétés occidentales à exploiter l'environnement pour assurer le bon fonctionnement de leurs organisations politiques, tout en sous-estimant, paradoxalement, leurs soubassements matériels et les limites environnementales auxquelles elles pourraient se heurter. Mais si la modernité politique est bien caractérisée par ces premiers principes, il nous faut encore en considérer un autre. En effet, si elle se veut émancipatrice (émancipation intellectuelle et politique ; délivrance vis-à-vis des contraintes naturelles), elle se fait dès lors la promesse d'un avenir meilleur. La modernité est alors solidement reliée au paradigme du « progrès ». La notion, étymologiquement, désigne un mouvement, l'action même d'avancer, et, dans son acception la plus commune, il revêt une connotation fortement méliorative : le progrès désigne une amélioration.

La modernité avance en effet une idée absolument fondamentale : l'humain est perfectible. Il est capable de s'améliorer, tant individuellement, en faisant preuve d'autonomie intellectuelle, que collectivement, en faisant émerger de nouvelles connaissances et normes. À cette perfectibilité éthique et politique se juxtapose progressivement, et comme nous l'avons déjà un peu évoqué au sujet de l'abondance, une conception plus matérielle du progrès. L'humanité serait capable de s'améliorer dans le sens où elle parviendrait à développer des dispositifs techniques et économiques garantissant à certaines sociétés une forme de prospérité. Le progrès désigne donc une amélioration de l'humanité elle-même, et une amélioration de ses conditions d'existence, deux dimensions qui convergent pour faire de l'avenir un idéal désirable. Cette idée de progrès présente une conception du temps tout à fait singulière, qui oriente bel et bien les sociétés modernes et reste tout à fait prégnante de nos jours. À ce stade de notre réflexion, nous commençons à comprendre que la modernité, comme sa dénomination le suggérait déjà, se caractérise dans un rapport au temps, à savoir selon une certaine conception des rythmes et des durées qui organisent les activités humaines.

Cette conception s'apparente, selon Luc Semal et Bruno Villalba, à une pensée de la « durée », plusieurs fois théorisée depuis Henri Bergson[196]. Les politistes dédient ainsi un chapitre de *L'évaluation de la durabilité* à l'analyse de ce paradigme, rendant compte de sa construction et de son obsolescence[197]. La durée est une construction politique du temps : elle est à la fois le cadre théorique dans lequel vont être pensées les orientations politiques, et symétriquement, le résultat d'une activité politique. En tant que cadre offert à l'activité politique, la durée est une conception du temps linéaire, une « suite ininterrompue de périodes, s'enchaînant les unes aux autres[198] », et faisant l'objet d'une permanence, puisqu'elle ne doit pas connaître de fin. Plus encore, ce temps linéaire et permanent est soumis à l'activité politique elle-même, de telle façon que la durée résulte d'un travail politique. Celui-ci lui fixe « un *sens* (celui du devenir humain, qui peut varier des propositions bibliques au projet laïque du bonheur par l'abondance terrestre)[199] » : la durée, adossée au projet politique moderne, adopte bien une direction, celle d'une amélioration continue de l'humanité et de ses conditions de vie. Plus encore, la politique propose une interprétation de ce temps, qui « peut être *compris* (le temps comme processus historique qu'il convient de décrypter) [200]». Et en effet, la durée peut bel et bien être décryptée et racontée par l'historiographie traditionnelle. À ce sujet, Pierre Charbonnier souligne :

> « L'émergence des valeurs égalitaristes et commerciales, de la bourgeoisie et de la manufacture [...] apparaît comme un seul et unique mouvement vers le « progrès ». Les mutations technoscientifiques et énergétiques propres au XIXème siècle passent pour une conséquence de la phase antérieure, voire pour une confirmation de ses visions d'avenir[201]. »

Enfin, ce temps « peut être *transformé* (pour se conformer au projet politique qu'il doit servir) [202]». La durée est mise en scène par un ensemble de dispositifs qui légitiment le projet démocratique de la modernité : Luc Semal et Bruno Villalba empruntent à Michel Foucault l'énumération de ces mécanismes permettant de donner à la durée le

---

196 Henri BERGSON, *Durée et Simultanéité. À propos de la théorie d'Einstein*, Paris, Presses Universitaires de France, 1968.

197 L. SEMAL et B. VILLALBA, « Chapitre 4. Obsolescence de la durée. La politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », art. cit.

198 *Ibid.* p.83.

199 *Ibid.*p.83.

200 *Ibid.* p.83.

201 P. CHARBONNIER, *Abondance et liberté*, *op. cit*. p.130.

202 *Ibid.*

contenu politique désiré. On y identifie « des discours, des institutions, des aménagement architecturaux, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques [203] ». La durée, qui se loge au cœur du paradigme du progrès, développe une conception du temps infini et développementaliste : elle ne connaît pas de fin et doit constamment guider les humains vers un avenir meilleur. Or, la pensée écologique questionne cette construction politique du temps, qui échouerait à rendre compte des dimensions matérielles qui soutiennent nos organisations politiques. Ce faisant, la durée serait obsolète ; en inadéquation avec notre époque.

Ainsi, l'écologie politique, s'articulant à une écologie scientifique, vient déstabiliser la cosmologie naturaliste occidentale, questionner les fondements de la promesse émancipatrice de la modernité politique, et souligner les limites d'une construction politique du temps orientée par la notion de progrès. L'écologie politique constitue donc d'abord un prisme inédit pour appréhender les évolutions des valeurs et organisations démocratique : elle adopte une lunette environnementale et climatique qui permet de mieux comprendre le développement historique des idées politiques et leur soubassement matériel. Ce prisme analytique est aussi critique, puisqu'il permet d'interroger la capacité du projet démocratique occidental à prendre en charge les bouleversements écologiques. Ce faisant, en tenant l'écologie politique pour un prisme analytique et critique des idées politiques, nous commençons à faire émerger de premiers questionnements spécifiques à l'écologie politique. Ceux-ci portent sur le rapport à la science, à la « nature », au temps et à la politique : nous en proposons une synthèse ci-dessous.

Rapport à la science	L'écologie politique adopte un prisme singulier pour considérer les idées politiques parce qu'elle s'articule à une écologie scientifique. Cette écologie scientifique porte en elle une critique des effets de la science elle-même. Interroger les idées politiques depuis un prisme environnemental nécessite d'avoir une vision actualisée et renseignée des conditions matérielles dans lesquelles celles-ci se développent ; ce qui repose donc sur une activité de production de connaissances scientifiques.
Rapport à la nature	La lunette adoptée pour questionner les idées politiques est matérielle, à savoir environnementale et climatique.

[203] L. SEMAL et B. VILLALBA, « Chapitre 4. Obsolescence de la durée. La politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », art. cit., p.84.

	Le prisme développé mène à remettre en cause le clivage nature / culture.
Rapport au temps	Interroger la matérialité des idées politiques revient à questionner l'actualité des ravages environnementaux et l'historicité des idées politiques. Le prisme développé par l'écologie politique questionne alors l'idée de progrès et la construction politique du temps s'apparentant au paradigme de la « durée ».
Rapport à la politique	Les idées politiques constituent l'objet même que l'écologie politique entend interroger depuis un prisme matériel.

Tableau 1: L'écologie politique comme prisme analytique et critique des idées politiques : Sciences, nature, temps et politique. A. Rumin, 2024.

2. La singularisation idéologique de l'écologie politique

A) Construire la singularité idéologique de l'écologie politique : L'écologisme selon Andrew Dobson

Une idéologie politique à part entière

La pensée écologique constitue donc au moins un prisme analytique et critique inédit pour considérer le politique. Cependant, l'écologie politique se limite-t-elle à un seul prisme ? Ne formule-t-elle pas aussi un projet politique singulier pour résoudre la tension identifiée entre le développement des organisations politiques et la crise écologique contemporaine ? Les théoriciens et théoriciennes du politique répondent à cette question d'au moins deux façons. Pour certains, il s'agit de souligner la cohérence et la singularité d'une pensée écologique présentant une forme d'idéologie[204]. Pour d'autres, la pensée écologique est irréductible à une seule pensée politique et il semble plus souhaitable d'en encourager les diversifications théoriques et stratégiques[205]. Luc Semal identifie là une controverse fondatrice de la théorie politique environnementale[206] : nous abondons en son sens, et nous proposons alors d'observer ces deux réponses.

[204] L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art.cit, p. 181-200 ; A. DOBSON, *Green Political Thought, op.cit.*

[205] L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art. cit ; John BARRY, *Green Political Theory : Nature, Virtue and Progress, op.cit.*

[206] L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art. cit.

La théorie politique environnementale développe une première approche de l'écologie politique, consistant à affirmer la singularité et la cohérence de celle-ci. Andrew Dobson, qui publie en 1991 son *Green Political Thought*, contribue largement à ouvrir cette voie [207]. Pour appuyer sa démonstration, Dobson s'appuie sur un ensemble de textes se réclamant de l'écologie politique, publiés entre 1970 et 1980, en en soulignant les éléments les plus récurrents et structurants. Dès lors, son analyse le mène à soutenir que nous sommes en présence d'une « idéologie » à part entière. Andrew Dobson adopte une définition fort large de l'idéologie, qu'il caractérise à partir de trois éléments :

> « [Ideologies] must provide an analytical description of society – a 'map' composed of reference points enabling its users to find their way around the political world. Second, they must prescribe a particular form of society employing beliefs about the human condition that sustain and reproduce views about the nature of prescribed society. Finally, they must provide a programme for political action, or show how to get from the society we currently inhabit to the one prescribed by the ideology in question [208]. »

Luc Semal, dans *Face à l'effondrement,* reprend alors cette définition pour l'adapter à la pensée écologique, comme Dobson invite à le faire. Nous serions en présence d'un « système de pensée politique cohérent », comportant :

> « Une lecture réellement originale des problèmes du monde tel qu'il est aujourd'hui (la catastrophe écologique globale), d'un projet de société idéale vers lequel il faudrait tendre (la soutenabilité, le respect des limites globales et une relation moins prédatrice au monde naturel qui nous entoure), et d'une pensée politique de la transition pour aller de l'un à l'autre[209]. »

Andrew Dobson propose d'appeler cette idéologie politique à part entière « écologisme ». L'écologisme se distinguerait des autres idéologies déjà bien éprouvées, à l'instar du socialisme ou du libéralisme, en forgeant trois propositions théoriques singulières, ainsi résumée par Luc Semal :

> « D'abord, l'idée qu'il existe des limites écologiques à la croissance ; ensuite, un système de valeurs morales écocentrique, plutôt qu'anthropocentrique, qui impose de protéger les entités naturelles pour leur valeur intrinsèque plutôt que pour leur valeur instrumentale ; enfin, un parti-pris localiste et décentralisateur contre les institutions étatiques, tant pour satisfaire des exigences de démocratie directe que pour promouvoir une organisation territoriale matériellement soutenable[210]. »

---

[207] A. DOBSON, *Green Political Thought, op. cit*.

[208] *Ibid.* p.15.

[209] L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op.cit.* p.15.

[210] L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art. cit.

L'écologisme trouverait son originalité idéologique dans ces trois éléments : une critique de la croissance, une critique de la prédation de l'humain sur son environnement, et une revalorisation de l'échelle locale.

Affirmer la spécificité idéologique de l'écologisme : Un souhait normatif

Si cette affirmation s'appuie sur un travail descriptif et analytique de la pensée écologique, force est de constater que l'adoption du terme d'« idéologie », ici, n'est pas tout à fait neutre. Il s'agit d'abord de fonder la légitimité d'un objet de recherche jusqu'alors peu étudié : comme le souligne là encore Luc Semal, « la qualification d'idéologie n'est pas anodine dans le champ de la théorie politique, car elle constitue une forme de reconnaissance pour la pensée politique étudiée[211] ». Penser la singularité idéologique de l'écologisme, c'est donc, à l'époque, permettre à la théorie politique environnementale d'être reconnue comme un champ de recherche à part entière. Plus encore, cette proposition a des implications politiques et stratégiques. Les travaux d'Andrew Dobson s'inscrivent dans une époque marquée par l'institutionnalisation croissante des enjeux environnementaux, durant laquelle les militants et militantes écologistes voient leurs préoccupations reprises et détournées par différents acteurs publics et politiques. Peu à peu, les partis politiques concurrents de ceux écologistes intègrent à leurs programmes des volets environnementaux. Andrew Dobson remarque ce phénomène et, dans son *Green Political Thought*, le commente en ces termes :

> « One of the most striking political transformation of the past two decades has been the way in which environmental concern has moved from the margins to the mainstream of political life. Everyone wants a piece of it. No serious candidate for political office can afford to buck this trend ; it is as hard to find a politician opposed to sustainable development as it is ton find one who is reluctant to kiss babies during election campaigns. This transformation has required of politicians that they assimilate 'the environment' into their respective political positions – and the result has been a series of severe cases of ideological indigestion[212]. »

Le politiste amorce un motif récurrent de sa pensée, à savoir le processus de « mainstreaming » : à mesure qu'une proposition se voit récupérée par une multiplicité d'acteurs pour devenir « mainstream », elle court aussi le risque d'être vidée de sa substance subversive. Ainsi, l'écologie ferait l'objet d'une récupération opportuniste : en évoquant des candidats en campagne électorale, embrassant des enfants à des fins de

[211] *Ibid.*
[212] A. DOBSON, *Green Political Thought, op. cit.* p.15.

communication, Andrew Dobson homogénéise les velléités environnementales des différents partis politiques pour leur donner une même teneur amère – il ne s'agit là en aucun cas d'un intérêt sincère, mais seulement d'une stratégie grossière pour plaire aux électeurs. Dès lors, affirmer que l'écologisme est bel et bien une idéologie politique à part entière, c'est tenter de résister à ce mouvement de récupération. C'est, selon Luc Semal :

> « reconnaître que [l'écologisme] est davantage qu'une mode intellectuelle et davantage qu'un souci sectoriel pour l'environnement, ou pour la pollution, ou pour le cadre de vie, ou pour les petites fleurs et les petits oiseaux[213] ».

Or, Andrew Dobson va plus loin encore, en avançant que cette appropriation de la question environnementale par différents représentants d'idéologies politiques concurrentes de l'écologisme mène à des « indigestions ». Il propose ainsi une distinction entre écologisme et environnementalisme :

> « Environmentalism argues for a managerial approach to environmental problems, secure in the belief that they can be solved without fundamental changes in present values or patterns of production and consumption ; Ecologism holds that a sustainable and fulfilling existence presupposes radical changes in our relationship with the non-human natural world, and in our mode of social and political life [214]. »

Ces deux conceptions ne diffèrent pas en termes de degré, et l'écologisme n'est pas une forme plus avancée d'environnementalisme. Non, la différence entre ces approches est bel et bien qualitative : par nature, l'écologisme diffère de la conception « managériale » de l'environnement que développent les idéologies politiques concurrentes. Ainsi, l'institutionnalisation des enjeux environnementaux à laquelle on assiste lors des années 2000 et que Andrew Dobson pressent dès les années 1990 encouragerait l'émergence de formes variées d'environnementalisme. Ces propositions ne rendraient pas justice à l'écologie politique, la vidant de sa spécificité.

Cette distinction entre « écologisme » et « environnementalisme » est pourtant sujette à débat. Luc Semal rappelle que « l'impression d'unité et de cohérence » de l'écologisme qui se dégage à la lecture de *Green Political Thought* « peut paraître excessive, au regard de l'importante hétérogénéité des acteurs et des idées étudiés [215]». En effet, nous sommes d'abord face à une activité taxinomique : Andrew Dobson tâche de construire un « idéal type », pour « expliquer la forte charge subversive de la pensée politique verte telle

[213] L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit.* p.35.
[214] A. DOBSON, *Green Political Thought, op. cit.* p.15-16.
[215] L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art. cit.

qu'elle a fait irruption dans le champ politique au cours des décennies 1970 et 1980 », tout en différenciant cette pensée d'autres grandes idéologies[216]. Plus encore, nous sommes face à l'expression d'une préférence normative du politiste, qui appelle de ses vœux une consolidation et une différenciation idéologiques de l'écologisme pour échapper aux récupérations que nous avons décrites. D'autres approches de l'écologie politique existent donc, qui nuancent la solidité du projet idéologique de l'écologisme et plaident pour des hybridations théoriques et stratégiques ne se résumant pas à de seuls « environnementalismes ». Mais avant d'y venir, considérons bien la proposition d'Andrew Dobson. Tâchons de décortiquer la singularité de l'écologisme et la façon dont celui-ci fait émerger ces trois propositions : critique d'un rapport prédateur à l'environnement, critique de la croissance, revalorisation du local.

B) Critique de l'anthropocentrisme et relecture des rapports de domination

Une critique du rapport prédateur à la nature

Une première spécificité de l'écologisme se trouve dans le rapport à la « nature » qu'il défend. Certes, l'écologie politique est loin de présenter une seule et même conception de la « nature », mais elle trouve cependant un point commun et structurant dans la critique du rapport prédateur de l'humain à l'environnement. Dominique Bourg et Kerry Whiteside, s'essayant à une typologie des différentes branches de la pensée écologique, soulignent la persistance de ce motif et les variations qu'il connaît, avançant que cette critique peut déboucher sur une remise en question de l'anthropocentrisme, sans que ce soit toujours nécessairement le cas[217]. Cette pensée, qui prend différentes formes, s'appuie le plus souvent sur des constats scientifiques relatifs à la dégradation des écosystèmes, les mutations climatiques, l'épuisement des ressources matérielles : le lien à la « nature », comme nous l'avons déjà suggéré plus tôt, s'avère souvent tributaire d'un certain rapport à la science. Ainsi, et pour ne prendre que quelques exemples, l'écologie malthusienne, principalement portée par des biologistes, s'inquiète des effets de la croissance démographique sur les ressources naturelles et la destruction des sols, plaidant

[216] *Ibid.*
[217] Dominique BOURG et Kerry WHITESIDE, « Écologies politiques : essai de typologie », art.cit.

alors pour une limitation des naissances[218]. L'écologie arcadienne, se distinguant radicalement de celle malthusienne, s'appuie également sur des éléments scientifiques qui demeurent toutefois « à l'arrière-plan » : les bouleversements environnementaux, traduits en chiffres et statistiques, sont considérés comme une preuve de « l'incapacité du productivisme et de l'industrialisme à réaliser leur promesse, l'épanouissement de la condition humaine » et comme une invitation à retrouver la « norme du suffisant[219] ». Dominique Bourg et Kerry Whiteside continuent cette typologie en opposant une écologie autoritaire » à une « écologie institutionnaliste », celle-ci se déclinant également en sous-catégories. Si ces deux derniers idéaux-types sont radicalement opposés en termes de réponses politiques à apporter aux questions environnementales et climatiques, elles partagent pourtant un même point de départ, portant sur la nécessité de redéfinir notre rapport à la « nature » Quelle que soit donc le courant de pensée observé, les dégradations affectant l'environnement se trouvent au cœur des préoccupations écologistes. Plus encore, celles-ci ne constituent pas un seul problème sectoriel pour l'activité politique, mais le prisme à partir duquel celle-ci doit être redéfinie.

Ainsi, l'écologie politique, si on la tient pour une idéologie politique à part entière, peut suggérer différentes conceptions de la nature, mais a toujours pour spécificité de remettre en question la relation prédatrice que nous entretenons à l'environnement, allant jusqu'à éventuellement substituer à un système de valeurs anthropocentrique une approche plus écocentrique.

Une relecture des oppressions entre les humains

Cette remise en question de la domination de l'humain sur des entités autres qu'humaines est absolument centrale dans la construction idéologique de l'écologie politique. En prêtant aux entités dites naturelles une valeur intrinsèque et non instrumentale, les écologistes développent une lecture véritablement originale des rapports de domination existant certes entre les humains et leur environnement, mais aussi

[218] *Ibid.*

[219] La « norme du suffisant », chez André Gorz et selon Dominique Bourg et Kerry Whiteside qui la commentent, désigne la norme « qui prévalait avant que le capitalisme n'influe sur modes de vie et nous soumette à l'insatiabilité des désirs ». *Ibid.*

entre les humains eux-mêmes. Ainsi, l'écologie politique considère les oppressions à la fois à travers et au-delà de celles existantes entre les classes sociales.

Pour le comprendre, il nous faut revenir à une idée brièvement évoquée dans la première partie de ce chapitre. Nous y indiquions qu'une corrélation avait été construite entre une nécessaire émancipation face aux despotes, portée par les idées démocratiques, et la maîtrise de la nature, dont les contraintes nous limiteraient - double mouvement d'émancipation donnant paradoxalement lieu à l'oppression de classes ouvrières travaillant à permettre l'accumulation matérielle des richesses. À partir de cette réflexion, et comme le suggère Murray Bookchin en 1994, deux lectures de ces oppressions peuvent s'opposer. Dans *Une société à refaire*, ce théoricien de « l'écologie sociale » entend dialoguer avec Karl Marx, qui méconnaît selon lui les causalités existantes entre domination de la nature et domination de l'humain :

> « En dépit de tous les écrits des économistes libéraux et de Marx donnant à penser que ce sont les tentatives de dominer la nature qui ont conduit à la domination de l'humain par l'humain, un tel projet n'a jamais existé dans ce que nous appelons l'histoire. [...] La domination de l'humain par l'humain n'est pas apparue parce que des gens ont créé un mécanisme d'oppression sociale – que ce soit les structures de classes chez Marx ou la « mégamachine » fabriquée par l'homme chez Lewis Mumford – dans le but de se libérer de la domination de la nature [...] Ce mythe foncièrement réactionnaire porte en lui l'idée que des formes de domination comme les classes et l'Etat trouvent leur origine dans des situations ou des nécessités économiques, voire qu'il ne sera possible de parvenir à la liberté qu'après que la « domination de la nature » ait été accomplie et que, par la suite, une société sans classe ait été établie [220]. »

Bookchin souligne un point commun entre « les économistes libéraux » et la pensée marxiste, pourtant idéologiquement diamétralement opposés. Cette convergence repose dans le traitement accordé à la « nature », qui constituerait ce dont il faut s'émanciper en premier lieu, et donc ce qu'il faut soumettre, maîtriser, pour atteindre une forme de liberté. Certes, chez les penseurs du libéralisme économique et du capitalisme, la domination de la nature sert de prétexte à la construction d'une société organisée en classes, là où Karl Marx, bien au contraire, en fait le point de départ d'une réflexion sur l'émancipation prolétarienne. Il n'en demeure pas moins vrai, selon Murray Bookchin, que la domination de l'humain résulte, dans tous les cas, d'une première domination, présentée comme nécessaire : celle de la nature. En d'autres termes, le philosophe met en lumière la permanence d'un mythe productiviste chez Marx ; mythe qui alimente durablement les familles politiques se réclamant de gauche comme de droite, et dont la critique constitue l'une des spécificités les plus fondamentales de l'écologie politique. Murray Bookchin,

[220] Murray BOOKCHIN, *Une société à refaire, op.cit.*

lui, tient le raisonnement inverse, soutenant que la domination de l'humain par l'humain, avant même le développement du capitalisme, entraîne la domination de la nature.

Il s'agit de redéfinir la notion de domination, d'en offrir une nouvelle conceptualisation. Celle-ci, dès lors, doit mener à un élargissement du spectre dans lequel les relations de domination sont pensées :

> « En avançant que l'idée de dominer la nature naît de la domination des êtres humains entre eux, l'écologie sociale retourne radicalement l'équation de l'oppression humaine et élargit considérablement sa portée. Elle pousse l'investigation jusqu'aux systèmes institutionnalisés de coercition, de commandement et d'obéissance qui ont précédé l'émergence des classes et qui, eux, n'avaient pas nécessairement de motif économique. L'écologie sociale élargit donc cette question sociale de l'inégalité qui nous empoisonne depuis des siècles bien au-delà des firmes économiques d'exploitation, jusqu'aux formes culturelles de domination qui peuvent exister dans la famille, entre les générations et les sexes, entre les groupes ethniques, dans les institutions qui régissent les domaines politique, économique et social et, de façon très significative, dans notre façon de vivre la réalité comme un tout englobant la nature et les formes de vie non humaines [221]. »

Voilà qui nous permet de saisir combien, effectivement, les mobilisations environnementales des années 1970 donnent lieu à l'affirmation politique d'identités multiples. Penser l'exploitation de la nature comme la conséquence d'un système d'oppression, et non comme son point de départ, permet *in fine* de mieux considérer la pluralité des relations de domination ; la diversité des identités forgées dans l'expérience de la violence. Ainsi, la soumission de la nature constitue ici le prolongement de dynamiques d'oppressions plurielles, et non le point de départ nécessaire à toute organisation sociale et politique, même si celle-ci devait être plus égalitaire, voire dénuée de classes sociales.

Dès lors, il faut comprendre que la remise en question d'un système de valeurs anthropocentriques peut permettre à l'écologie politique d'élargir le spectre depuis lequel les dominations sont pensées, trouvant là encore une forme d'originalité théorique, la distinguant d'autres pensées politiques.

[221] *Ibid.* p.73.

C) <u>Critique de la croissance et revalorisation du local</u>

Une critique de la croissance économique

Si l'écologie politique porte un regard singulier sur les rapports de domination qui structurent nos sociétés industrielles, elle critique aussi la subordination du politique au développement économique. En effet, la croissance économique, devenue l'objectif prioritaire du politique (voire son principe supérieur)[222], repose largement sur ces relations de domination qu'elle perpétue. L'écologisme présente alors l'originalité de s'attaquer de front à cette croissance, pour lui opposer la réalité des limites planétaires. Cette critique mène les écologistes à plaider pour une revalorisation de l'échelle locale, qu'il s'agirait d'investir tant politiquement, à travers des dispositifs de participation démocratique plus directs, que matériellement, via la relocalisation de la production alimentaire et énergétique. Considérons les arguments apportés à l'encontre de la croissance avant d'observer leurs implications en termes d'organisation politique.

Traditionnellement, et comme le rappelle l'économiste Peter A. Victor, la croissance économique désigne « l'augmentation des biens et services produits par une économie pendant une période donnée, généralement un an [223]». Cette croissance est mesurée à l'aide d'outils tels que le Produit Intérieur Brut (PIB). Cependant, cette première définition soulève d'importants débats, notamment relatifs aux méthodes de calcul développée pour mesurer cette croissance : par exemple, comment additionner différents types de biens et de services, aussi divers et multiples soient-ils ? Comment distinguer les augmentations de PIB liées à la croissance effective de ces biens et services, de celles ne reposant que sur une augmentation des prix[224] ? Au-delà de ces questions d'ordre méthodologique, la focalisation du politique sur cette seule mesure de la croissance se trouve décriée. Elle risquerait en effet, toujours selon Peter A. Victor, de :

> « faire l'impasse sur des objectifs qui contribueraient plus directement au bien-être et à la prospérité, comme le plein emploi, l'augmentation du temps libre, l'enrichissement de la vie sociale, le développement de la participation démocratique et la résilience de l'environnement[225]. »

[222] Peter A. VICTOR, « Croissance », *in Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2015, p.178.
[223] *Ibid.* p.173.
[224] *Ibid.*
[225] *Ibid.* p.178.

Ainsi, les méthodes de calcul de la croissance, comme son élection au rang d'objectif prioritaire du politique, peuvent être remises en question.

Cette critique de la croissance peut encore être largement étayée. En effet, les objecteurs de croissance s'attachent surtout à démontrer que la croissance économique n'est ni concrètement soutenable, ni intrinsèquement souhaitable. Premièrement, il ne peut guère y avoir de « croissance infinie dans un monde fini », selon une formule écologiste bien connue, reprise aux travaux de Nicholas Georgescu-Roegen[226]. Le mathématicien et économiste remarque en effet dans les années 1970, comme le rappelle Serge Latouche dans *La décroissance*, que les modèles économiques depuis lesquels sont pensés la croissance oublient de prendre en compte « l'irréversibilité du temps », et donc l'entropie, comprise comme « la non-réversibilité des transformations de l'énergie et de la matière [227] ». Les modèles théoriques se développent sans tenir compte des déchets et de la pollution liés à l'activité économique : on perd tout bonnement le lien avec le processus économique réel, et par là, avec la « nature »[228]. Paul Ariès, dans son ouvrage *Désobéir et grandir : vers une société de décroissance*, rappelle aussi ce constat, sur lequel se fonde l'objection de croissance et, dès lors, une partie des écologistes : il n'est tout simplement pas possible de généraliser notre mode de vie occidental à l'ensemble du globe, en raison du caractère limité des ressources naturelles et des limites planétaires[229]. Plus encore, si la croissance n'est pas soutenable par nos écosystèmes, elle peut aussi être jugée indésirable en elle-même, au-delà de cette seule question environnementale. Paul Ariès affirme que les objecteurs de croissance ne sont pas partisans d'une décroissance économique « faute de mieux[230] » :

> « Selon eux, même si une croissance économique infinie était physiquement possible, la volonté de rester tout simplement des humains serait une raison suffisante de la refuser. Notre société a totalement sombré dans la démesure, considérée comme la faute suprême par les Grecs anciens. Nous avons perdu la capacité de nous donner des limites car la dictature économique [...] a réveillé en chacun les fantasmes les plus archaïques[231]. »

Serge Latouche identifie lui aussi cette double critique de la croissance, l'une directement liée à la crise environnementale, l'autre relevant davantage d'une « critique de la

---

[226] Nicholas GEORGESCU-ROEGEN, *La Décroissance - Entropie - Écologie - Économie, op.cit.*

[227] Serge LATOUCHE, *La Décroissance*, Paris, Presses Universitaires de France, 2019, p.15.

[228] *Ibid.*

[229] Paul ARIES, *Désobéir et Grandir : vers une société de décroissance,* Montréal (Québec), Ecosociété, 2009.

[230] *Ibid.* p.22.

[231] *Ibid.* p.22.

technique et du développement », qu'il appelle aussi une « critique culturaliste de l'économie [232] ». Il s'agit là de remettre en question plus profondément encore la société de consommation et ses « bases imaginaires », à savoir « le progrès, la science, la technique [233] ».

Ces critiques de la croissance donnent lieu à différents mouvements plaidant pour un autre projet de société que celui dicté par l'idéologie développementaliste de la croissance. Luc Semal rappelle qu'en France, André Gorz envisage, dès 1972, la possibilité d'une « non-croissance » ou d'une « décroissance »[234], sans en offrir pour autant une théorisation plus étayée. Plus tard, Jacques Grinevald, travaillant à populariser en France les travaux de Nicholas Georgescu-Roegen, participe à penser un projet de « décroissance » matérielle et économique[235]. Entre 2001 et 2004, et comme l'indique encore Luc Semal, le terme est popularisé au sein des milieux écologistes, porté par les publications des magazines *Silence* et *Casseurs de pub*, puis par la création du journal *La Décroissance*. Si les initiatives se réclamant de la décroissance connaissent une forte hétérogénéité et s'épanouissent souvent en dehors de la politique spécialisée, et notamment dans une dimension libertaire, plusieurs partis politiques en revendiquent cependant le terme : le Parti pour la décroissance, le Mouvement des objecteurs de croissance, le Parti des objecteurs de croissance et Écologie, pacifisme et objection de croissance. Quoi qu'il en soit, en dehors du jeu politique classique ou à ses marges, ces propositions et expérimentations politiques incarnent une proposition écologiste radicale, remettant en cause une conception productiviste du « progrès ». Ici, la critique du progrès fonctionne à la fois comme une remise en cause de la durée, et comme une critique de la technique (institutionnelle ou spécifiquement technologique) qui soutient cette construction politique du temps. On assiste alors, au sein des mouvements écologistes, à l'affirmation d'un courant techno-critique, notamment porté par les travaux des philosophes Lewis Mumford[236] et Ivan Illich. Pour ce dernier, la technique est loin de se restreindre à un seul outil : elle est essentiellement idéologique, et réfléchir à son juste usage ne peut constituer qu'une impasse[237]. Les réceptions de cette proposition,

[232] S. LATOUCHE, *La Décroissance, op. cit*. p.12-13.

[233] *Ibid*. p.14.

[234] L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit*. p.118.

[235] N. GEORGESCU-ROEGEN, *La Décroissance - Entropie - Ecologie - Economie, op. cit.*

[236] Lewis MUMFORD, *Technique autoritaire et technique démocratique*, trad. fr. Annie GOUILLEUX, Paris, La Lenteur, 2021.

[237] I. ILLICH, *La Convivialité, op. cit.*

aujourd'hui, donnent lieu à des débats déjà perçus par Murray Bookchin dans les années 90, qui s'interroge sur le possible immobilisme politique et sur la dimension essentialiste de la pensée techno-critique[238].

L'écologie politique, en tant qu'idéologie, présente l'originalité de remettre en question la primauté politique accordée à la croissance, tout comme la corrélation développée entre la croissance et une construction politique du temps développementaliste, guidée par le progrès techno-scientifique.

Une réflexion critique sur les formes et échelles d'organisation démocratique, débouchant sur la revalorisation du local

Ces éléments mènent les écologistes à critiquer les mécanismes institutionnels qui échouent à réguler, voire créent et perpétuent, des oppressions engendrées par la subordination du politique à l'économie : l'écologie politique interroge le développement des Etats, compris comme autant d'alliés historiques du capitalisme productiviste. Une partie du mouvement écologiste s'érige contre l'étatisme et le nationalisme, doctrines convergeant dans le principe de l'Etat-Nation, paradigmatique de la modernité politique. Cette critique, à la fois historique et idéologique, porte sur plusieurs points, et, en premier lieu, sur la centralisation étatique, les ravages environnementaux qu'elle entraîne et le manquement démocratique qu'elle constitue. Ainsi, en 1983, Bernard Charbonneau écrit :

> « La concentration et la standardisation industrielles dont nous voyons s'aggraver les effets partout sur terre et dans la vie quotidienne ont été précédées par l'unification de la société par l'Etat-nation, dont l'Etat français, monarchique puis jacobin, impérial et républicain, a fourni le modèle. À l'écosystème complexe formé de sociétés diversifiées, incapable de dominer l'espace et de totaliser l'énergie de masses d'hommes, succède l'Etat centralisateur. Le territoire national, minutieusement défini par des frontières, est gouverné et administré par le centre [239]. »

La centralisation à laquelle procède l'Etat s'apparente à une volonté de standardisation et de rationalisation, elle-même guidée par une exigence de rentabilité, et menant à l'exploitation de l'environnement et à l'homogénéisation des modes de vie. On pense, par exemple, à la manière dont les Etats occidentaux ont travaillé à rendre les espaces plus mathématiquement lisibles, entraînant la disparition de communaux ; la façon dont ils ont envahi des territoires, démarqués par des frontières en lignes droites, au détriment de

[238] Murray BOOKCHIN, *Changer sa vie sans changer le monde, op.cit.*
[239] Bernard CHARBONNEAU et Jacques ELLUL, *La Nature du combat, op.cit.* p.97.

populations colonisées et spoliées de leurs richesses[240]. De la même manière, si Charbonneau prend acte des politiques de décentralisation, notamment à travers la création de régions, il avance pourtant que celles-ci, « découpées arbitrairement » et pensées « par le centre », ne constituent *in fine* qu'un « renforcement de la centralisation [241] ». Le mouvement écologiste tâche de remettre en question ce principe de centralisation, qui contredit les principes mêmes de la démocratie, échouant à reconnaître les volontés de groupes d'individus privés de leurs terres et reniés dans leurs modes de vie.

Dès lors, il s'agit de réfléchir aux échelles de gouvernance ; à la fois à la juste taille des communautés politiques et à leur enchâssement en matière de décision politique. Cette réflexion mène à questionner les procédures (le vote, la délibération, le débat) et les idéaux substantiels (parmi lesquels l'on trouve notamment l'idée de liberté) de nos démocraties modernes. Plus précisément, elle souligne une dissonance entre ces procédures et idéaux : comment mieux incarner, à travers les mécanismes qui organisent la vie politique et la prise de décision, nos valeurs démocratiques ? Pour Charbonneau, une solution se trouverait du côté de la fédération, comprise comme « pluri-appartenance à des communes, des pays, des nations (au sens anglais du terme), des cultures et des églises, dont les limites ne coïncident pas avec les frontières » ; ce qui nécessite avant tout « le refus des citoyens de s'identifier à un Etat-Nation [242] ». Charbonneau le résume ainsi :

> « Une association d'individus et de sociétés librement fédérés n'aura sans doute pas l'efficacité matérielle des organisations centralisées pour vaincre la nature, le concurrent ou l'ennemi. Elle demandera à chacun et à tous plus de vertus : le goût de faire soi-même ce qu'il suffit de recevoir, l'aptitude au paradoxe qui consiste à faire la paix et non la guerre avec celui est différent de vous [243]. »

[240] La colonisation est un exemple paradigmatique de cette dynamique. Mais on pense aussi à la modernisation agricole française, initiée par le gouvernement au sortir de la Seconde Guerre Mondiale : celle-ci donne lieu à un remembrement des terres agricoles qui, tout en organisant le territoire pour le rendre plus facilement appréhendable en véhicule motorisé, et plus facilement exploitable par l'agriculture intensive, contribue à vider les campagnes de ses habitants humains et non-humains, à faire disparaître les modes de vie paysans, et à polluer les sols, les eaux, et l'atmosphère. Christophe BONNEUIL, « La modernisation agricole et le capitalisme industriel », *Terrestres*, 29/07/2021, disponible sur https://www.terrestres.org/2021/07/29/la-modernisation-agricole-comme-prise-de-terre-par-le-capitalisme-industriel/, consulté le 12 septembre 2023.

[241] B. CHARBONNEAU et J. ELLUL, *La Nature du combat, op. cit.* p.99.

[242] *Ibid.* p.101.

[243] *Ibid.* p.102.

Le mouvement écologiste des années 1970, refusant de faire la guerre à la « nature », au « concurrent » (qui désigne la compétition économique) et à « l'ennemi » (en référence aux guerres issues d'un nationalisme belliqueux), développe parfois des liens étroits avec les théories libertaires, qui, en s'éloignant de l'étatisme, entendent revenir à des formes plus radicales de démocratie. Pour ne prendre qu'un exemple, Murray Bookchin déploie un projet politique inspiré de l'anarchisme, le « communalisme », ou aussi « municipalisme libertaire » : il s'agit d'investir des formes de participations politiques plus directes, à des échelles réduites. Cette proposition se distingue pourtant d'un anarchisme dit « existentiel », comme le souligne Floréal Romero :

> « De l'anarchisme, [Murray Bookchin] rejette son refus essentialiste du pouvoir, un pouvoir qui ne saurait être détruit sans nous mener à une impasse pratique. De plus, son manque de rigueur idéologique finit par faire une bonne part à l'individualisme et à l'aventurisme par manque d'une véritable réflexion stratégique. À la fin, il reproche aux anarchistes leur attitude dogmatique pour la plupart, leur refus de tout système électoral (même stratégique) et leur mépris du principe majoritaire pour les prises de décision lors des assemblées, ce qui ne peut conduire, dit-il, qu'à une autre impasse : l'immobilisme. Un immobilisme redoublé par la négation même de la légitimité du pouvoir, en le condamnant comme tel – même sous une forme libertaire et démocratique – comme un mal absolu qui doit être banni [244]. »

A cet anarchisme-là, Bookchin préfère une organisation en « communes » et « commune des communes », fondée sur des « assemblées décisionnelles constituantes », qui nécessite un engagement politique à l'échelle locale, celle des villes et villages[245]. Il préconise d'ailleurs de participer, au moins stratégiquement, aux élections municipales : sa proposition ne condamne pas les institutions, mais les rattache solidement aux pratiques quotidiennes. Ainsi, l'écologie politique des années 1970, en tâchant de recréer une société moins prédatrice envers son environnement, propose une réflexion sur l'échelle et les procédures d'une organisation politique, adoptant éventuellement un ancrage libertaire.

Cette réflexion a deux conséquences. Premièrement, elle aboutit à une revalorisation de l'échelon local. Cette préférence accordée au localisme repose, là-encore, sur des éléments pratiques et idéologiques. L'échelon local permet en effet de mettre en place des procédures démocratiques plus radicales, plus directement participatives ; il constitue, face à des dégradations environnementales globales, ce sur

[244] Isabelle ATTARD, Floréal ROMERO et Pinar SELEK, *Agir ici et maintenant : Penser l'écologie sociale de Murray Bookchin*, Saint Germain sur Ille, Editions du Commun, 2019, p.108.

[245] Ibid. p.110-111 ; M. BOOKCHIN, *Changer sa vie sans changer le monde, op. cit.* p.101.

quoi les groupes d'individus peuvent concrètement, « ici et maintenant », agir[246], tout en évitant les phénomènes de centralisation. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les premiers réseaux écologistes portent une attention toute spécifique à l'échelle locale, non sans revendiquer une dimension altermondialiste, mais dénuée de toute volonté centralisatrice. Ainsi, on assiste dans les années 1970 à une prolifération de groupes à l'organisation plus ou moins institutionnalisée, se revendiquant écologistes, qui, en admettant parfois une coordination nationale et une mise en réseau internationale, se refusent à abandonner le local[247]. Les *Transition Towns* initiées par les travaux de Rob Hopkins, investissent dès leur création en 2005 l'échelle locale. Ces villes anglaises, étudiées par Luc Semal et inspirées du modèle de Kinsale puis de Totnes, développent des initiatives de résilience locale et mettent en place des plans de descente énergétique[248]. Celles-ci ne s'organisent en réseau que très sommairement, selon le principe « let it go where it wants to go [249] ». Se juxtapose à cette réaffirmation du local un rapport ambivalent à la politique spécialisée. Luc Semal le remarque dans *Face à l'effondrement* :

> « [Il] n'est pas rare qu'un ou plusieurs élus locaux participent à l'initiative de transition. [...] Dans d'autres cas, plus rares, ce sont des militants qui ont été élus sur un programme de transition inspiré par le mouvement. Toutefois, d'une manière générale la transition reste à l'écart des élections. Ce qui ne l'empêche pas vouloir interpeller les politiques locaux : le *Manuel de transition* conseille de rapidement contacter les élus pour les informer de la démarche, de les associer autant que possible, et de ne pas les attendre en cas de refus ou d'immobilisme de leur part [250]. »

Si les mobilisations environnementales des années 1970 revendiquent donc une forme d'indépendance vis-à-vis des pratiques politiques institutionnalisées et, plus largement, de l'État, cette approche du politique ne doit pas pour autant être fantasmée et caricaturée.

En définitive, l'écologie politiquement organisée revendique, dès les années 1970, différentes spécificités. En plaidant pour un rapport moins prédateur à la « nature », elle élargit le spectre depuis lequel les dominations sont pensées ; et, ce faisant, favorise l'affirmation de nouveaux principes identitaires, excédant celui de classe sociale. De la même manière, l'écologie politique développe un questionnement critique de la croissance et de ses effets politiques. Elle entretient également un rapport subversif au

---

[246] I. ATTARD, F. ROMERO et P. SELEK, *Agir ici et maintenant, op. cit*.

[247] Par exemple, le Réseau des Amis de la Terre (RAT), créé en 1977, met en lien différents groupes tout en reconnaissant leur autonomie. De telle manière que, comme s'en amuse Jean Sainteny, « le RAT ne coordonne presque rien ». L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit*. p.129.

[248] *Ibid.*

[249] *Ibid.*p.129 ; Rob HOPKINS, *Manuel de Transition, op.cit.* p.172.

[250] L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit*. p.131.

politique, en affirmant une certaine défiance envers l'Etat, ses institutions et ses pratiques, auxquelles elle préfère souvent des organisations décentralisées, plus radicalement démocratiques. Il en ressort une forme de primauté accordée au local. Ici, nous retrouvons les trois propositions théoriques identifiées par Andrew Dobson comme spécifiques à l'écologisme ; tout comme nous retrouvons des axes thématiques déjà identifiés préalablement, relatifs à la science, à la nature, au temps et à la politique.

Rapport à la science	La lecture inquiète des enjeux environnementaux et climatiques que développe l'écologie politique repose sur le constat, scientifiquement renseigné, de l'existence de limites planétaires. L'écologie politique interroge également les développements techniques permis par le progrès scientifique.
Rapport à la nature	Malgré différents positionnements, l'écologie politique propose une critique du rapport prédateur à la « nature », allant jusqu'à la dénonciation de l'anthropocentrisme.
Rapport au temps	En questionnant la primauté politique accordée à la croissance et à sa reproduction, l'écologie politique développe une critique d'un rapport au temps développementaliste et porté par un idéal de progrès.
Rapport à la politique	L'écologie politique propose une relecture des rapports de domination, allant dans le sens d'un élargissement du spectre dans lequel ceux-ci sont pensés. Elle revalorise également les échelles locales et les formes directes et décentralisées d'organisation démocratique.

Tableau 2 : L'écologie politique comme idéologie : Sciences, nature, temps et politique. A. Rumin, 2024.

3. La diversification théorique de l'écologie politique

A) Tensions théoriques et stratégiques au sein d'une nébuleuse écologiste

L'écologie politique : une idéologie, vraiment ?

Nous avons observé une approche de l'écologie politique la tenant pour une idéologie politique à part entière, présentant un projet de société singulier. Pourtant, au sein de la théorie politique environnementale, cette proposition divise. Considérons d'abord quelques limites que cette entreprise de singularisation idéologique pourrait selon nous connaître. Comme nous l'avons montré plus tôt, cette démarche est descriptive et taxinomique : il s'agit de souligner les éléments les plus récurrents et structurants d'une

pensée écologique supportant différentes branches. Elle est également l'expression d'une préférence normative et d'un choix stratégique pour des théoriciens soucieux de fournir des outils aux militants écologistes[251]. Or, cette approche nous semble aujourd'hui se heurter à plusieurs obstacles. Premièrement, et évidemment, le jeu politique n'est plus aujourd'hui ce qu'il était dans les années 1990. Est-il donc toujours aussi pertinent de revendiquer la solidité des frontières idéologiques de l'écologisme de nos jours ? Il pourrait être argumenté que l'écologisation croissante des représentations politiques a entraîné d'importantes recompositions théoriques chez certains partis politiques, débouchant sur des propositions qui, quoique non formulées par des partis historiquement considérés comme « verts », excèdent bel et bien l'environnementalisme. Ainsi, l'écologie politique d'aujourd'hui n'a-t-elle pas plutôt intérêt à cultiver des alliances idéologiques ? Peut-elle encore redouter des hybridations qui pourraient alimenter son projet démocratique ? Cette démarche de singularisation idéologique pourrait rendre aveugle aux travaux cherchant à revisiter, depuis une approche écologiste, des idéologies déjà existantes. Ainsi, l'éco-marxisme, pour ne prendre qu'un exemple, pourrait éventuellement constituer une proposition intéressante pour l'écologie politique, sans que celle-ci ne se trahisse[252].

Plus encore, affirmer coûte que coûte la singularité et la non-récupérabilité de l'écologisme pourrait mener les écologistes à adopter de fâcheuses œillères. En se refusant à considérer une éventuelle porosité entre écologisme et autres idéologies, l'écologie politique pourrait manquer une occasion de mener sa saine auto-critique. Or, les recompositions politiques actuelles indiquent combien celle-ci est nécessaire : les débats agitant les théoriciens du politique au sujet d'un possible « écofascisme » nous paraissent sur ce point très parlant. Pour certains auteurs, les propositions environnementales de l'extrême-droite ne peuvent pas, pour être sérieusement combattues, être comprises comme de simples récupérations politiques : il s'agit plutôt de considérer les ambiguïtés théoriques de l'écologisme lui-même[253]. En définitive, cette

[251] Pour rappel, revendiquer la singularité idéologique de l'écologie politique dans les années 1990, comme le fait Andrew Dobson, revêt un intérêt politique évident : cela permet de résister à des reformulations néo-libérales et cosmétiques – environnementalistes – du projet démocratique de l'écologie politique.

[252] Nous évoquons ici un débat important de la théorie politique environnementale. Voir par exemple les débats ouverts par John Bellamy FOSTER, *Marx écologiste, op.cit.* Ou encore, dans une perspective plus critique : Michel BARRILLON, « Les marxistes, Marx et la question naturelle. Notes sur l'improbable écomarxisme », *Écologie & politique*, 47-2, 2013, p. 115-143.

[253] P. MADELIN, *La tentation écofasciste. op. cit* ; A. DUBIAU, *Ecofascismes, op. cit.*

approche risquerait d'inscrire l'écologie politique dans une forme d'immobilisme théorique et idéologique s'avérant, à terme, contre-productive sur le plan politique. L'hypothèse de l'immobilisme, à laquelle il s'agirait d'opposer une auto-critique et une dynamique d'hybridations idéologiques choisies, nous mène à examiner un deuxième argument : si l'écologie politique doit être une idéologie politique singulière, à quel point celle-ci est-elle compatible avec des revendications antifascistes, antiracistes et féministes, traditionnellement situées à gauche de l'échiquier politique ? Si l'histoire de l'écologie politique l'ancre résolument à gauche, cet ancrage doit-il être tenu pour à jamais acquis ?

Luc Semal anticipe en partie ces critiques, argumentant que le développement contemporain des discours et mobilisations écologistes « relativise plutôt qu'il n'abolit[254] » la distinction entre « écologisme » et « environnementalisme ». Plus encore, le politiste souligne les dangers que représentent, selon lui, une relativisation idéologique trop importante du projet écologiste. Il commente alors la posture de John Barry, qui rejette, dans sa thèse *Green Political Theory : Nature, Virtue and Progress*, soutenue en 1996, la distinction construite par Andrew Dobson[255] :

> « Selon lui, il faut davantage insister sur la diversité des discours se revendiquant de l'écologie politique. [...] Il faut [plutôt] rendre compte de l'irréductible hétérogénéité des positions politiques vertes, ainsi que des persistantes tensions théoriques et stratégiques qui traversent les mobilisations de l'écologie politique[256]. »

Pour John Barry, cette définition est trop normative et trop restrictive. Ce positionnement a des implications politiques. Luc Semal suggère ainsi que le geste d'un John Barry, et plus tard, celui d'auteurs et autrice tâchant de souligner la grande diversité de la pensée écologique à travers des anthologies de textes fondateurs, ne contribue pas à une « clarification idéologique » profitable à l'écologie politique et, plus largement, à la théorie politique environnementale. Au contraire,

> « L'éclatement kaléidoscopique de la pensée politique verte se révèle ainsi l'un des plus grands défis auxquels se heurte la théorie politique verte depuis ses origines. La multiplicité des auteurs, des textes et des références confère à la famille politique verte une réputation de confusion, prometteuse mais balbutiante, qui entrave sa pleine reconnaissance par le cœur de la discipline [257]. »

---

254 L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art. cit.
255 J. BARRY, *Green Political Theory : Nature, Virtue and Progress, op. cit.*
256 L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art. cit.
257 *Ibid.*

Souligner les divisions théoriques et stratégiques de la pensée écologique ouvrirait la porte aux récupérations opportunistes du projet écologiste : le geste de ces auteurs, d'abord analytique, revêtirait une dimension performative. Parce que la pensée écologique est présentée comme confuse et éparpillée, sa spécificité serait plus facilement gommée, diluée dans différentes reformulations cosmétiques. Observons cependant les éléments sur lesquels s'appuient les théoriciens du politique soulignant l'hétérogénéité de l'écologie politique. Quels sont ces points de clivages ? Comment expliquer leur émergence et leur persistance ? Il semblerait d'abord que les tensions théoriques affectant l'écologie politique puissent être liée à la jeunesse d'une idéologie qui, comme l'affirme Jean Zin, « se construit en marchant [258] ». L'écologie politique ne dispose guère d'une doctrine stabilisée préexistante aux mobilisations environnementales. C'est donc depuis ces différents mouvements de résistance au productivisme capitaliste que le contenu théorique de l'écologie se construit et se développe, parfois presque accidentellement, au gré de rencontres militantes, dans une forme de « nébuleuse[259] » écologiste.

Une « nébuleuse » écologiste

Il nous faut en effet prendre acte de la jeunesse de l'écologie politique. Si sa naissance est traditionnellement située dans les décennies de 1960 et 1970, on pourrait pourtant en identifier des prémices dès les années 1950, dans la traînée de la Seconde Guerre Mondiale et de ses catastrophes, parmi lesquelles le recours à l'arme atomique. Le mouvement antinucléaire qui se structure en réaction à ces désastres contribue à l'émergence de revendications écologistes. D'abord, en produisant un corpus théorique critique de la technique, largement remobilisé par la suite par les écologistes. Plus encore, et très concrètement, ces mobilisations contre le nucléaire perdurent et constituent des espaces de socialisations militantes, favorisant l'émergence de différents groupes appelés à se mobiliser à nouveau, notamment pour dénoncer les dégradations environnementales provoquées par le développement des sociétés industrielles[260]. En France, on pense par

[258] Jean ZIN, « Qu'est-ce que l'écologie-politique ? », *Ecologie politique*, 40-2, 2010, p. 41-49.

[259] Le terme est souvent utilisé pour évoquer la composition hétérogène des mouvements écologistes. Bernard CHARBONNEAU, *Le Feu vert, op.cit,* p.53-54 ; Anne-Claude AMBROISE-RENDU, Steve HAGIMONT, Charles-François MATHIS et Alexis VRIGNON *Une histoire des luttes pour l'environnement*, *op.cit.*

[260] L'articulation entre les mouvements antinucléaires et écologistes a souvent été soulignée et ne nous semble pas devoir faire l'objet d'une démonstration plus longue : L. SEMAL, *Face à l'effondrement*, *op. cit* ; Sylvie OLLITRAULT, *Militer pour la planète : Sociologie des écologistes*, Presses universitaires de

exemple à la lutte historique du Larzac, entre 1971 et 1981, visant à empêcher l'extension d'un camp militaire : le projet devait entraîner l'expropriation de terres cultivées par des paysans locaux, bientôt rejoints par des dizaines de milliers d'écologistes et altermondialistes, la mobilisation locale faisant émerger de nouveaux mots d'ordre. L'émulation militante et intellectuelle, dans ces années encore marquées par l'esprit de 68, et l'affirmation de la topique environnementale, donnent lieu à un « tournant environnemental [261] ». Ce virage est notamment associatif, avec la création de différents collectifs tels que Les Amis de la Terre, en 1970, ou encore Greenpeace France, en 1971. L'action en association ou en organisation non-gouvernementale (ONG) dénote d'ailleurs des mobilisations observées auparavant, et notamment ouvrières, plus volontiers liées à des syndicats. Pour certains auteurs, cet aspect tend d'ailleurs à confirmer l'idée selon laquelle les mobilisations environnementales qui font vivre l'écologie politique relèvent de « Nouveaux Mouvement Sociaux » (NMS)[262].

Or, les mobilisations environnementales se déployant dans ces années présentent, dès leur apparition, d'importantes tensions. Bernard Charbonneau, dans *Le Feu Vert*, rend compte de ces débats :

> « On se réconcilie à propos du Larzac, du nucléaire, de Lip ou du Chili, mais l'accord est précaire. Les anars ou les marxistes classiques pour lesquels l'écologie n'est qu'un rajoutis s'entendent mal avec ceux pour qui elle est essentielle. Ceux qui s'inquiètent de la dégradation de leur campagne et de leur nourriture se méfient des croyants et des commerçants qui vendent des produits plus ou moins « bio » ; les carnivores s'opposent aux végétariens, et ceux qui restent chasseurs aux antichasse. Les progressistes naturistes pour lesquels la science reste taboue dénoncent comme réactionnaires et préfascistes ceux qui la condamnent, et les naturistes plus ou moins intégraux formés par l'écologie scientifique fustigent ceux qui font leur part à la pensée et à l'action humaine. Les

Rennes, 2015 ; Sylvie OLLITRAULT et Bruno VILLALBA, « Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises », in *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris, La Découverte, 2014.

[261] A.-C. AMBROISE-RENDU, S. HAGIMONT, C.-F. MATHIS, A. VRIGNON, *Une histoire des luttes pour l'environnement*, *op. cit.*

[262] Ces mouvements, largement déterminés par les événements de 1968, présenteraient selon le sociologue Erik Neveu, quatre principales caractéristiques. Premièrement, les NMS développent des répertoires d'action inédits, épousant des formes de protestations peu institutionnalisées (occupation illégale de locaux ; recours massif à la désobéissance civile…). Ensuite, les NMS s'organisent autour de valeurs et de revendications inédites, relatives à l'autonomie ou à l'affirmation de modes de vie alternatifs : la question de la redistribution des richesses, par exemple, paraît peu à peu occuper une place moins centrale dans les mobilisations de ce type. Dès lors, de nouveaux principes identitaires émergent également, excédant (sans nécessairement la renier) la catégorie de classe sociale. Enfin, le rapport à la politique spécialisée s'en trouve redéfini. Il s'agit moins de se positionner dans un rapport de force avec l'Etat, comme pouvaient le faire les syndicats ouvriers des années 1930, ou de chercher à prendre le pouvoir via des procédures électorales ; mais plutôt de construire des espaces d'autonomie vis-à-vis de l'Etat, en échappant au contrôle de celui-ci. Érik NEVEU, « V. De « nouveaux » mouvements sociaux ? », *Repères*, 5, 2011, p. 61-69.

> partisans du « changer la vie » controversent avec ceux du « changer de régime », les mystiques avec les rationalistes, etc.[263]. »

L'auteur survole et rassemble différents types de polémiques, dont les origines et implications varient considérablement. Évoquant les « anars ou les marxistes classiques », Bernard Charbonneau renvoie l'écologie politique à son histoire. Cette famille politique est en effet, et comme nous l'avons vu, historiquement située à gauche de l'échiquier politique. Elle construit des connivences idéologiques et des convergences pratiques avec les mouvements socialistes et anarchistes, tout en tâchant de s'en différencier[264]. Mais à quel point ces alliances sont-elles tenables ? Ne risquent-elles pas plutôt de menacer la spécificité doctrinale de l'écologie politique ? Plus encore, Bernard Charbonneau, loin de se limiter à ces débats explicitement idéologiques, énumère une liste de clivages plus prosaïques, relatifs à l'alimentation, au végétarisme et à la chasse. Ces motifs quotidiens posent aux écologistes des questions non négligeables : le fait que les préoccupations environnementales puissent être investies par les rapports marchands (il est fait mention ici des « commerçants qui vendent des produits plus ou moins « bio » »), à travers des pratiques inégalement vertueuses, est-il le signe d'une appropriation capitaliste des luttes écologistes ? Et si oui, comment expliquer cette habile récupération ? Serait-ce le symptôme d'une défaillance idéologique et stratégique de l'écologie elle-même ?

Ensuite, l'auteur du *Feu Vert* se penche plus précisément sur les tensions issues de l'articulation entre écologie scientifique et écologie politique, à travers l'exemple des « naturistes », à savoir ces experts et passionnés de la biodiversité, se rapprochant des milieux politiques écologistes jusqu'à les rejoindre. Ceux-ci développent un rapport à la science, et, par conséquent, à la nature, complexe. La science, demeurant « taboue », ne semble pas pouvoir faire l'objet d'un examen critique. Pourrait-on y voir, en caricaturant un peu le texte de Bernard Charbonneau, le germe d'une pensée scientiste ? Symétriquement, la condamnation de la science pourrait aller dans le sens de croyances *New Age*, sévèrement condamnées par Murray Bookchin, qui les rattachent à un « anarchisme existentiel » dont il s'agit de se distinguer. Et d'ailleurs, la dernière phrase de l'extrait ici cité, pourrait effectivement faire référence à Murray Bookchin, opposant le camp du « changer la vie », les anarchistes existentiels, à celui du « changer de

[263]Bernard CHARBONNEAU, *Le Feu vert, op.cit.* p.53-54.

[264] Pour résumer, elle propose une autre grille de lecture des dominations et un autre rapport au productivisme que la gauche, et une critique des institutions moins définitive que l'anarchisme.

régime », les anarchistes sociaux chers au théoricien du municipalisme libertaire[265]. Bref, on le comprend bien, le mouvement écologiste est animé de tensions diverses et nombreuses, parmi lesquelles l'on distingue à la fois des clivages idéologiques, des divergences stratégiques, et des incompréhensions concrètes et quotidiennes[266].

Ainsi, la pensée écologique présenterait d'irrémédiables divergences concernant le projet politique à adopter pour tenter de redéfinir nos démocraties dans un contexte de catastrophe écologique globale ; tensions qui se distinguent au cœur des mobilisations environnementales elles-mêmes. Une approche plus sociologique de ces luttes éclaire ces conflits théoriques : les compétitions identitaires existantes au sein de l'écologie politique sont très liées aux trajectoires de politisation des écologistes eux-mêmes. Plus encore, ces compétitions sont exacerbées par l'institutionnalisation de l'écologie politique.

B) L'institutionnalisation de l'écologie politique, exacerbant ses tensions

Compétitions identitaires et trajectoires de politisation hétérogènes

Il nous faut considérer plus spécifiquement encore la façon dont les « écologistes » se définissent eux-mêmes. L'étiquette « écologiste » est-elle seulement revendiquée ? Il s'agit de comprendre comment les partisans et partisanes de l'écologie politique s'auto-qualifient et sont hétéro-qualifiés par d'autres groupes. Or, ce travail, plus spécifiquement sociologique, souligne encore une fois les tensions déjà évoquées par Bernard Charbonneau. Ces compétitions identitaires paraissent se cristalliser à partir des

[265] M. BOOKCHIN, *Changer sa vie sans changer le monde. op. cit ;* I. ATTARD, F. ROMERO et P. SELEK, *Agir ici et maintenant, op. cit.*

[266] Adoptant pour point de départ ce même constat, portant sur la diversité des conceptions de l'écologie, de nombreux essais de typologie ont été élaborés. On pense à nouveau à celle construite par Dominique Bourg et Kerry Whiteside en 2017, distinguant huit branches de l'écologie politique : malthusienne, arcadienne, autoritaire, institutionnaliste, catastrophiste, *grassroots*, constructiviste et anarchiste. Ces différents courants adopteraient un même socle initial, rappelé par les deux politistes : une critique du seul recours aux solutions techniques pour faire face à la crise environnementale, qui nécessiterait au contraire un changement de société plus profond, et une remise en question des relations entretenues à la nature, métamorphosées par l'industrialisation. À partir de cette proposition, l'écologie politique se scinderait pourtant en divers courants, suggérant des positionnements politiques parfois radicalement contraires. Cet essai de typologie reprend et développe les clivages déjà identifiés par Bernard Charbonneau, à travers son travail de recension des conflits écologistes sur diverses questions : celle de la violence (celle-ci est-elle légitime et stratégiquement plus efficace qu'une action non-violente ?), de l'électoralisme (le refus des élections est-il un dogme conduisant à l'immobilisme ?) ; de l'organisation à adopter (ne faut-il pas mieux s'en remettre à une forme de spontanéisme, que défendent certains anarchistes ?) ; et ainsi de suite. D. BOURG et K. WHITESIDE, « Écologies politiques », art. cit.

trajectoires de politisation, très diversifiées, des personnes qui s'engagent pour l'environnement. Pour le comprendre, nous proposons de nous appuyer sur les travaux de Sylvie Ollitrault. Elle observe plusieurs générations de militants, et remarque que « les écologistes interrogés marquent une forte tendance à se démarquer les uns des autres [267] ». Ainsi, « certains se présentent comme des écologistes urbains [...] [et] s'efforcent de convaincre la sociologue de leur spécificité [268] », rappelant qu'ils prêtent aux enjeux démocratiques une attention de taille, et en s'opposant aux individus engagés dans des associations de protection de la nature, dont les convictions ne seraient pas réellement politiques. Sylvie Ollitrault indique qu'il ne s'agit pas là d'un exemple isolé, mais bien d'une « véritable tendance des écologistes à énoncer leur interprétation de l'écologie et à vouloir maîtriser les perceptions sur leur propre organisation [269] ». Pour le dire autrement, les écologistes auraient à cœur de distinguer la bonne et la mauvaise écologie, et, prêchant pour leur propre paroisse, de défendre leur conception de l'écologie politique au détriment d'autres.

La politiste lie alors ces différentes compréhensions du projet écologiste aux trajectoires de politisation des militants, qu'elle classe en trois catégories paradigmatiques. Premièrement, elle observe une « trajectoire à dominante politique [270] ». Dans ce groupe, les écologistes aspirent à transformer la société et à agir, très directement, dans la vie politique. Ces militants et militantes adoptent souvent un engagement « multicartes », participant à plusieurs luttes et s'investissant dans différents collectifs. Ils et elles peuvent avoir forgé leur pensée politique au contact d'organisations syndicales ou contre-culturelles, à travers la vie en communauté. À partir de ces expériences, résume Sylvie Ollitrault, ces personnes

> « donnent à leur engagement un contenu politique : l'écologie est une critique sociale. Tous ces militants manifestent un intérêt pour la politique et ne conçoivent l'expression de leur contestation écologiste qu'avec une dimension politique. La société doit être écologisée[271]. »

Il existerait également une deuxième trajectoire, cette fois à « dominante scientifique » : qu'ils s'agissent de véritables professionnels ou de passionnés, ces écologistes sont

[267] Sylvie OLLITRAULT, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, 51, 2001, p.108.

[268] *Ibid.*

[269] *Ibid.*

[270] *Ibid*. p.111.

[271] *Ibid*. p.113.

animés par la volonté « d'apprendre, de comprendre et de découvrir la nature, l'environnement, une espèce animale [272] ». Sans nécessairement revendiquer une étiquette politique, voire en craignant la politisation partisane de l'écologie, ces personnes s'engagent et militent en faveur du maintien de ce qu'elles affectionnent, ressentant « le besoin de protéger leur « objet » d'intérêt [273] ». Enfin, l'on remarque une trajectoire « à dominante réactive » : des individus deviennent peu à peu écologistes « parce qu'ils avaient le sentiment de connaître une perte de qualité de vie et ils la ressentaient de manière intime, corporelle [274]». Sylvie Ollitrault désigne là des personnes souffrant de maladies aggravées par les pollutions (par exemple, l'asthme), ou encore celles menacées de devoir quitter leurs terres (l'on pourrait penser aux paysans du Larzac, déjà évoqués dans ce chapitre). Leur engagement, quoiqu'initialement lié à un intérêt personnel, se transforme et s'étend dans le temps, puisque fondé sur le sentiment d'une injustice plus largement partagé. La relation à la politique spécialisée, pour ce type de militants et militantes, est nuancée : ces personnes sont moins méfiantes des partis politiques que celles aux trajectoires dites « scientifiques », mais moins politisées que celles relevant de la première trajectoire ici décrite.

Bien sûr, ces catégories sont idéal-typiques et présentent en réalité bien des subtilités. Mais il n'en demeure pas moins que différentes compréhensions de l'écologie émergent de ce travail typologique, qui illustrent la division de l'écologie politique. Par ailleurs, si les clivages qui traversent l'écologie politique sont notamment liés à la composition sociologique du mouvement écologiste, nous en tirons un enseignement pour notre propre travail : il nous faudra bien considérer, dans notre étude, les trajectoires de politisation des individus, et la place de la collapsologie dans celles-ci.

De la campagne électorale de René Dumont à l'institutionnalisation de l'écologie : La dilution du projet écologiste ?

Ces divisions s'affirment à mesure que l'écologie politique pénètre les sphères institutionnelles. À bien des égards, cette institutionnalisation est ambivalente, à la fois désirée et redoutée par les militants écologistes. Cette tension apparaît dès les années 1970

[272] *Ibid.*
[273] *Ibid*. p.114.
[274] *Ibid.* p.115.

: d'une part, l'écologie émerge depuis des modes de vie alternatifs, aux marges des institutions et non sans une certaine méfiance pour les organes de l'Etat, d'autre part, faire exister le péril environnemental dans le débat public nécessite de s'émanciper de ces seules marges. Ainsi, en 1974, René Dumont, soutenu par les Amis de la Terre, présente sa candidature à la présidence de la République française. L'ingénieur agronome, auteur de *L'Utopie ou la Mort*, où est esquissé un projet de société permettant d'éviter les risques d'effondrement tels que présentés par le rapport Meadows, démarginalise les idées écologistes tout en revendiquant une certaine excentricité [275]. Entre ses affiches de campagnes faites à la main, ses siestes dans l'herbe ou à même le sol avant ses prises de parole et son goût prononcé pour les phrases assassines, René Dumont cherche à marquer sa différence et à l'incarner dans les médias, dans l'objectif de donner à voir une autre manière de faire de la politique, cohérente avec le projet qu'il défend. En effet, la proposition écologiste se veut inédite, développant une critique du capitalisme et des inégalités sociales qui l'ancre solidement à gauche de l'échiquier politique, tout en se démarquant des courants marxistes, pour en interroger la dimension productiviste. Si René Dumont ne remporte alors que 1,32% des voix, sa candidature signe pourtant l'entrée de l'écologie dans l'offre politique française [276]. Ainsi, on retrouve des candidatures écologistes dès les élections municipales de 1977, celles législatives de 78 et celles européennes de 1979. Dans les années 80, cette dynamique se poursuit et s'affirme, donnant lieu à la création de différents partis, tels que le Mouvement d'écologie politique, devenu, en 1982, Les Verts, Parti écologiste. Les organisations écologistes s'institutionnalisent progressivement, dans l'espoir de faire exister dans le débat public les enjeux environnementaux.

Cette institutionnalisation est portée par une montée de l'expertise et une professionnalisation des écologistes, qu'étudie Sylvie Ollitrault[277]. Celle-ci observe, dans les années 80, un « tournant » : la radicalité du militantisme vert des années 1970 se transforme face à l'exigence d' « être sérieux [278] ». Il s'agit d'amener des preuves scientifiques des dégradations environnementales décriées, et ce jusqu'à ce que cette

[275] Sylvie OLLITRAULT, « L'invention de l'écologie politique : la candidature de René Dumont », *in* Gilles RICHARD et Jacqueline SAINCLIVIER (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68 : L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 249-259.

[276] *Ibid.*

[277] S. OLLITRAULT, « Les écologistes français, des experts en action », art. cit.

[278] *Ibid.*

activité de contre-expertise constitue le cœur même de l'engagement militant. Cette mutation transforme le militantisme environnemental, ce qui se laisse notamment percevoir à travers les logiques de recrutement des associations écologistes. Là où, dans les années 1970, l'expertise semblait pouvoir être acquise par l'expérience militante elle-même, elle devient peu à peu un prérequis de l'engagement : on recrute désormais des profils ayant suivis des cursus universitaires, des personnes maîtrisant un ensemble de normes professionnelles. Cette montée de l'expertise permet aux acteurs associatifs et militants d'intervenir de plus en plus dans la politique spécialisée, pour produire des avis sur des régulations internationales ou pour accompagner des collectivités. Les militants et militantes écologistes sont donc de plus en plus sollicités en experts par les institutions politiques : cette tendance se confirme à travers les différents événements organisés à l'initiative des gouvernements pour penser les risques environnementaux à l'échelle nationale et internationale. Ainsi, le premier Sommet de la Terre, à Rio de 1992 ; *les Conferences of the Parties* (COP), dont la première se tient à Berlin en 1995 ; les Grenelle de l'environnement, mis en place en 2007, ont pour objectif de penser les enjeux environnementaux en faisant dialoguer acteurs politiques, économiques, et organisations non gouvernementales (ONG). Ces rencontres, pour les militants écologistes, sont à double-tranchant. Elles constituent certes une première victoire : les inquiétudes quant aux dérèglements environnementaux bénéficient d'une reconnaissance institutionnelle, et ces mutations, dont le caractère global est révélé, semblent prises en charge à l'échelle internationale.

Pourtant, ces importantes rencontres internationales peuvent aussi décevoir les militants écologistes. Bruno Villalba et Sylvie Ollitrault montrent combien la prise en charge institutionnelle des enjeux environnementaux, lors de ces événements, peut s'avérer insuffisante : le Grenelle de l'environnement de 2007, par exemple, n'évoque pas la question du nucléaire, s'attirant ainsi les foudres d'une partie des écologistes[279]. Plus encore, cette gestion institutionnelle des questions environnementales peut paraître aux yeux des militants non seulement insuffisante, mais bel et bien contre-productive. En effet, la démarginalisation des mots d'ordres des écologistes peut donner lieu à un

[279] Dès lors, ces déçus peuvent se désintéresser de ces formes d'actions institutionnalisées, et retourner à des modes d'actions plus radicaux et déjà éprouvés dans les années 1970, allant des actions de désobéissance civile jusqu'aux entreprises de sabotage, ou rejoindre des modes de vie alternatifs. S. OLLITRAULT et B. VILLALBA, « Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises », art.cit.

phénomène de « *mainstreaming* », étudié par Andrew Dobson puis par Luc Semal : les revendications et idées forgées dans des milieux militants sont peu à peu reprises, reformulées, transformées, jusqu'à se trouver vidées de leur sens initial, et de leur substance subversive. Ainsi, le « *sustainable development* » est vite amputé de la notion de soutenabilité, pour devenir, en langue française, un « développement durable » supportant différentes conceptions de la durabilité[280].

Ainsi, l'institutionnalisation que connaissent les enjeux environnementaux autour à la fin du XXème siècle et dans les années 2000 transforme profondément le militantisme écologiste. Elle place les écologistes face à un douloureux paradoxe : si se rapprocher des institutions politiques est nécessaire pour espérer infléchir les politiques publiques et donc préserver l'environnement, ne s'agit-il pas là d'une déformation irréversible du projet écologiste, qui, historiquement et idéologiquement, s'ancre aux marges de ces institutions ? À ce stade, nous voilà donc face à un problème. D'un côté, persister dans l'affirmation de la singularité idéologique de l'écologie politique lui fait courir le risque d'un immobilisme politique. De l'autre, une approche valorisant plutôt la diversité théorique de l'écologie politique peut mener le projet écologiste à diluer sa spécificité et à perdre sa substance subversive, au profit de reformulations diverses. Mais reconnaître que l'écologie politique supporte différentes branches et d'importants conflits, est-ce nécessairement renoncer à sa dimension subversive ? N'est-ce pas aussi lui permettre de se réinventer constamment, depuis des mobilisations contemporaines ?

[280] Dominique BOURG, « Transition écologique, plutôt que développement durable », *Vraiment durable*, 1-1, 2012, p.77-96 ; Dominique BOURG, « Changements environnementaux globaux et défi pour la démocratie », *in L'Enjeu mondial*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 251-262. Notons également que le paradigme du « développement durable », engendrant d'importants débats militants et universitaires, est progressivement remplacé par celui de la « transition écologique », investie par différents acteurs institutionnels et privés. Cette notion semble en effet plus radicale : après tout, n'est-elle pas présentée dans le Rapport Meadows, en 1972, comme la seule alternative crédible à un effondrement démographique et économique ? Et les villes expérimentant des plans locaux de décroissance énergétique, dès le début des années 2000, ne se revendiquent-elles pas précisément de la transition ? Inscrire l'action publique du côté de la transition, dès lors, c'est lui donner une plus haute ambition en matière d'environnement, et une coloration plus engagée. Cependant, le terme, dans les années 1970 et avant de devenir *mainstream*, ne prend sens que dans un cadre théorique particulier : chez les Meadows comme chez Hopkins, à Totnes ou à Kinsale, la transition ne peut se penser qu'à partir de la reconnaissance de limites matérielles à la croissance. Or, cette dimension, elle, n'est que rarement reprise par les acteurs qui s'emparent de la « transition » : au contraire, celle-ci donne lieu à des propositions plaidant pour une « croissance verte ». Ce à tel point que la notion semble désormais irréversiblement arrachée à son sens initial : le 8 décembre 2018, à Paris, les manifestants de la Marche pour le Climat clament « Ecologie sans transition », appelant de leurs vœux à travers ce slogan une action à la fois plus rapide et plus radicale.

C) ***Penser l'écologie politique depuis ses multiples « contre-conduites »***

A l'origine de l'engagement écologiste, une « attitude critique » ?

Esquissons alors une troisième voie pour approcher l'écologie politique, en tentant de conjuguer l'exigence de radicalité de la première approche ici décrite, et le caractère dynamique de la deuxième. Il s'agit de considérer l'écologie politique comme une « attitude », éprouvée et développée depuis des pratiques quotidiennes et collectives de résistance face au développement contemporain du productivisme capitaliste. Si le concept d'« attitude » connaît diverses définitions, variant selon les disciplines scientifiques, et soulève des débats théoriques qui en complexifient l'usage, cette notion présente plusieurs intérêts. Premièrement, le terme d'« attitude », dans son usage le plus courant, semble suggérer un rapport au corps stimulant. Le mot nous viendrait en effet de l'italien *attitudine*, terme pictural désignant la position du corps représenté, la forme qu'on lui donne, la manière dont celui-ci se tient : l'attitude est d'abord charnelle. Voilà qui enrichit déjà notre approche de l'écologie, l'inscrivant dans une matérialité nouvelle, celle des corps précisément menacés par les désastres environnementaux. Plus encore, mobiliser ce terme permet d'inscrire la réflexion sur l'écologie politique dans le prolongement des travaux foucaldiens sur « l'attitude critique [281] ».

Mais avant de présenter plus précisément cette « attitude critique », il faut souligner que celle-ci, chez Michel Foucault, est très étroitement liée à sa conception de la modernité politique ; cette même modernité politique dont l'écologie politique questionne les fondements. Michel Foucault se refuse à considérer la modernité politique comme une époque s'inscrivant dans un développement historique linéaire, ou comme une idéologie, et la tient bel et bien pour une « attitude » de modernité [282] :

[281] M. FOUCAULT, *Dits Et écrits, op. cit* ; Michel FOUCAULT, *Le Gouvernement de soi et des autres, Cours au Collège de France. 1982-1983*, Paris, Gallimard, Seuil, EHESS, 2008. p.562 et suivantes.

[282] M. FOUCAULT, *Dits Et écrits, op. cit*. p.565 et suivantes. Michel Foucault propose ici une lecture du texte de Emmanuel Kant, « Qu'est-ce que les Lumières ? », dont il tire sa définition de la modernité. Le philosophe tente de situer ce manifeste dans l'œuvre globale du philosophe, et identifie que celui-ci se trouve à l'intersection de deux thématiques chères à Emmanuel Kant : il se trouve « à la charnière de la réflexion critique et de la réflexion sur l'histoire ». Or, cette place singulière dans l'œuvre kantienne lui inspire le raisonnement qui suit : « C'est une réflexion de Kant sur l'actualité de son entreprise. […]. Il me semble que c'est la première fois qu'un philosophe lie ainsi, de façon étroite et de l'intérieur, la signification de son œuvre par rapport à la connaissance, une réflexion sur l'histoire et une analyse particulière du moment singulier où il écrit et à cause duquel il écrit. La réflexion sur « aujourd'hui » comme différence dans l'histoire et comme motif pour une tâche philosophique particulière me paraît être

> « Par attitude, je veux dire un mode de relation à l'égard de l'actualité ; un choix volontaire qui est fait par certains ; enfin, une manière de penser et de sentir, une manière aussi d'agir et de se conduire qui, tout à la fois, marque une appartenance et se présente comme une tâche [283]. »

Cette attitude se construit vis-à-vis de « l'actualité » dans laquelle le sujet se trouve saisit : elle désigne donc d'abord une relation entretenue entre une personne et l'époque à laquelle elle appartient. L'individu adoptant une attitude de modernité interroge sa propre historicité, en discernant ce qui, dans l'actualité, relève de la « rupture de la tradition [284] », à savoir ce qui est véritablement nouveau et spécifique, et ce qui là-dedans, malgré tout, échappe à la contingence et demeure. Ainsi, l'attitude moderne, qui préfigure celle critique, se comprend d'abord comme une reconnaissance de son historicité. Or, cette conception de l'attitude moderne nous semble pouvoir être réactivée par l'écologie politique. En effet, le prisme matériel que développe l'écologie pour interroger les idées politiques questionne également et nécessairement leur historicité, et donc notre rapport subjectif à celle-ci. Plus encore, si l'attitude moderne constitue une interrogation critique de notre contemporanéité, celle-ci a deux implications.

Premièrement, questionner l'actualité à laquelle on appartient se présente comme un travail à effectuer sur soi. En effet, nous dit Michel Foucault, développer cette relation singulière au présent ne peut se réaliser que dans un certain rapport à soi-même : « être moderne, ce n'est pas s'accepter soi-même tel qu'on est dans le flux de moments qui passent ; c'est se prendre soi-même comme objet d'une élaboration complexe et dure [285] ». Autrement dit, l'attitude moderne doit se comprendre comme un effort de déconstruction et de reconstruction de la subjectivité, en relation étroite avec la reconnaissance de sa propre historicité. Pour mieux cerner cette idée, considérons comment Félix Guattari, dans son ouvrage *Trois Écologies*, rend compte des mécanismes de production de la subjectivité :

> « Le sujet ne va pas de soi ; il ne suffit pas de penser pour être, comme le proclamait Descartes, puisque toutes sortes d'autres façons d'exister s'instaurent hors de la conscience [...]. Mais plutôt que de sujet, peut-être conviendrait-il de parler de *composantes de subjectivation* travaillant chacune plus ou moins à leur propre compte. [...] Ces vecteurs de subjectivation ne passent pas nécessairement par l'individu ; lequel,

---

la nouveauté de ce texte. Et, en l'envisageant ainsi, il me semble qu'on peut y reconnaître un point de départ : l'esquisse ce qu'on pourrait appeler l'attitude de modernité. »

[283] *Ibid.* p.566. Michel Foucault y voit une forme d'« héroïsation ironique » du présent. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de vénérer ou de perpétuer ce présent, mais de lui concéder une forme de dignité tout en tâchant de le transfigurer – et c'est parce qu'elle est irrévérencieuse, visant la transformation du présent, que cette héroïsation est bien « ironique ».

[284] *Ibid.*

[285] *Ibid.*

> en réalité, se trouve en position de « terminal » à l'égard de processus impliquant des groupes humains, des ensembles socio-économiques, des machines informationnelles, etc. Ainsi, l'intériorité s'instaure-t-elle au carrefour de multiples composantes relativement autonomes les unes par rapport aux autres et, le cas échéant, franchement discordantes [286]. »

Les individus, qu'il distingue donc des « sujets », se font les réceptacles de processus pluriels, qui déterminent la façon dont ils se définissent. Or, le système capitaliste et l'imaginaire productiviste, à travers un ensemble de dispositifs, travaillent précisément à produire des sujets, à engendrer un type spécifique de subjectivité, s'apparentant à une forme d'assujettissement. Ce de telle façon qu'il semble périlleux de faire émerger des identités échappant à cet assujettissement sans d'abord travailler à une désubjectivation, qui permet, dans un second temps, l'affirmation de nouvelles formes de subjectivités[287]. Relions désormais cette proposition à celle foucaldienne. Une « attitude moderne » doit mener les individus à révéler et interroger ces « composantes de subjectivations » dont ils ont déjà hérité et que reproduit leur actualité, comme celles inédites, spécifiques à leur époque. Ce travail de questionnement des mécanismes de production de la subjectivité, révélant un assujettissement, place dès lors les individus face à différentes formes de pouvoir. Ainsi, cette attitude reproduit le geste de la modernité politique : il s'agit d'observer une distance critique, non plus avec des dogmes obscurantistes tenus pour nécessaires, mais avec un ensemble de relations (à soi, aux autres, au monde) qui se trouvent façonnées depuis des rapports de pouvoir.

L'écologie politique nous paraît s'inscrire dans cette perspective, puisqu'elle interroge les relations entretenues entre les humains et le vivant, et, en premier lieu, les dispositifs qui, jouant sur nos capacités de subjectivation, nous rendent insensibles à la multiplicité des formes de vie [288]. Et en effet, face aux irréversibles dégradations environnementales, pesant sur les conditions de subsistance des humains ; face à l'épuisement du projet démocratique, qui voit ses idéaux douloureusement mis en compétition ; l'écologie politique s'inquiète du devenir des capacités de subjectivation individuelles et collectives. Elle s'inquiète, pour ainsi dire, d'une restriction possible dans la façon dont les individus forgent leurs identités, et *in fine*, leur rapport au monde. Bruno

[286] Félix GUATTARI, *Les Trois Écologies*, *op.cit.* p.24-25.

[287] *Ibid.* ; Frédéric RAMBEAU, « Deleuze, Guattari et les apories de la subjectivation politique », *Implications philosophiques*, 2013.

[288] Sur ce sujet, voir : Léna SILBERZAHN, « Sommes-nous « insensibles » au ravage en cours ? De « l'écologie sensible » à la lutte contre les dispositifs de désensibilisation », *Symposium*, 26-1, 2022, p. 77-105.

Villalba, comme d'autres, montre combien les bouleversements environnementaux qui menacent nos démocraties, interrogent également nos capacités à affirmer différents principes identitaires :

> « [La] limitation des choix a des conséquences dramatiques sur la définition de nos identités – sur le plan individuel comme collectif. Choisir, c'est offrir et se donner la possibilité de construire ce que l'on entend être. N'oublions pas qu'il s'agit là d'une des plus anciennes revendications de l'écologie politique : concevoir une organisation sociale qui renforcerait la capacité du sujet à être, en dehors de son insertion dans le système productif et de son pouvoir d'achat. [...] On assiste, au nom même de la nécessité du développement pour le progrès humain, à un appauvrissement continu des individus en tant que producteurs de subjectivité singulière [289]. »

Ce qui se joue ici, c'est donc notre capacité à inventer, collectivement comme individuellement, qui nous voulons être ; notre capacité, également, à interroger et faire évoluer ces identités. L'écologie politique, dès lors, peut se comprendre comme une réactivation de « l'attitude moderne », poussant les individus à travailler sur leurs capacités de subjectivation depuis la reconnaissance de leur historicité [290] .

L'écologie politique comme « art de ne pas tellement être gouverné »

Il nous faut à présent considérer une deuxième caractéristique de cette conception foucaldienne de l'attitude de modernité. Si celle-ci nécessite d'interroger son rapport au présent, et donc de travailler à déconstruire ses composantes de subjectivités, elle s'incarne également dans une manière spécifique « d'agir et de se conduire » ; elle oriente, pour ainsi dire, une conduite quotidienne. Plus encore, si les mécanismes de production de la subjectivité sont intrinsèquement liés à des formes de pouvoir, l'attitude de modernité désigne alors une certaine façon de se conduire face à l'exercice de ce pouvoir. Ainsi, nous suggérons que cette manière de se « conduire », à partir d'un travail sur soi et sur sa relation au présent, et face aux pouvoirs, est bel et bien à l'origine de l'attitude critique qui nous intéresse. Dans sa conférence *Qu'est-ce que la critique ?*, prononcée en 1978 pour la Société française de Philosophie et publiée en 1990, Michel Foucault déplace la réflexion kantienne relative à la critique pour en faire, comme le

[289] Bruno VILLALBA, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », *Écologie & politique*, 40-2, 2010, p. 95-113.

[290]Notons par ailleurs que Félix Guattari en appelle alors à une « écologie mentale », ou « écosophie », prenant les traits d'un « mouvement aux multiples facettes mettant en place des instances et des dispositifs à la fois analytiques et producteurs de subjectivité. (…) Subjectivité de la resingularisation capable de recevoir de plein fouet la rencontre avec la finitude sous l'espèce du désir, de la douleur, de la mort… ». F. GUATTARI, *Les Trois Écologies, op. cit,* p.71.

soulignent Daniele Lorenzini et Arnold I. Davidson, une « question d'attitude » se donnant pour but un « désassujettissement [291] ». Et en effet, Michel Foucault avance que cette « attitude critique » se construit depuis des pratiques de résistances à l'exercice du pouvoir, qu'il appelle des « contre-conduites ». Au travers de celles-ci, se manifeste la volonté « d'être conduit autrement, par d'autres conducteurs et d'autres bergers, vers d'autres objectifs et vers d'autres formes de salut, à travers d'autres procédures et d'autres méthodes. [292]»

Il évoque alors, en guise d'exemple, les querelles pastorales émergeant dans la seconde moitié du Moyen-Âge, alors que se multiplient progressivement les arts de gouverner. En effet, cette « gouvernementalisation », à savoir cette rationalisation de l'exercice du pouvoir, entraîne de forts mouvements de contestation : les individus s'interrogent quant à leur volonté d'être gouverné d'une certaine façon, plutôt qu'une autre. Ces « contre-conduites », comme le relèvent les commentateurs de Michel Foucault cités plus tôt, ne se réfèrent guère à un « anarchisme fondamental » et tout théorique, mais bien plutôt à des situations concrètes appelant une forme de résistance : elles ont une dimension « toujours *locale* et *stratégique* ». À partir de l'analyse de ces luttes religieuses, situées historiquement et spatialement, Foucault propose donc de définir l'attitude critique comme un « art de n'être pas tellement gouverné », ou encore « une attitude pratique de résistance à un pouvoir de direction gouvernemental, qui s'inscrit dans le champ des relations entre sujet, pouvoir et vérité »[293]. Cette attitude critique nous semble alors se comprendre comme une ouverture du champ des possibles : il s'agit de considérer l'éventualité d'alternatives face à une seule façon de se conduire, et, ainsi, interroger la possibilité de se soustraire à un ensemble de normes ou à une idéologie.

Récapitulons. L'attitude moderne, comprise comme travail sur soi à partir de la reconnaissance de son historicité, mène à interroger la façon dont se construisent les subjectivités. Dès lors, celles-ci se révèlent être façonnées depuis des rapports de pouvoir. De ce constat, naissent différentes contre-conduites, qui questionnent la légitimité de l'exercice de ce pouvoir dans des contextes spécifiques. Ces pratiques de résistance, par leur existence même, révèlent de possibles alternatives ; elles envisagent d'autres types

[291] M. FOUCAULT, D. LORENZINI et A. I. DAVIDSON, *Qu'est-ce que la critique ? Suivi de La culture de soi, op. cit.*

[292] *Ibid.*

[293] *Ibid.*

de gouvernements et de relations à ceux-ci. Ainsi, l'art « de ne pas tellement être gouverné » se cultive depuis ces pratiques quotidiennes d'insoumission, qui font émerger d'autres types de subjectivités. Quel intérêt, alors, à tenir l'écologie politique pour une réactivation de cette « attitude critique » ? Certes, il nous a d'abord semblé que le prisme environnemental que propose l'écologie pour considérer les idées politiques rejouait cette attitude moderne, en adoptant une lunette non seulement matérielle, mais aussi temporelle. Nous avons également considéré combien le projet de l'écologie politique était étroitement lié à une volonté de faire émerger des principes identitaires pluriels. Mais plus encore, il semble que tenir l'écologie politique pour une attitude, soit un peu plus qu'un seul prisme, et un peu moins qu'une véritable idéologie, permette de penser d'une façon dynamique notre objet, comme étant toujours en train de se faire et de se défaire. Autrement dit, il s'agit d'aller questionner la façon dont l'écologie politique se recompose constamment, depuis des contextes précis, dans des situations de résistances où les individus envisagent concrètement une alternative à la conduite qui leur est proposée ou imposée. Ce resserrement autour de pratiques de résistances permet de mettre en avant leur diversité et leur quotidienneté, et d'interroger la façon dont se reconfigurent les rapports au savoir, au pouvoir et à soi. La question environnementale et climatique se faisant de plus en plus pressante, il semble que ces tentatives de se soustraire à la rationalité gouvernementale se multiplient également : massification des actions de désobéissance civile, mouvement de « reprise de terres » reposant sur des luttes locales, investissement de modes de vie dits « alternatifs », via l'occupation de squats ou modes de vie communautaires. Ces pratiques réactivent bien cette « attitude critique », en tant qu'elles ne se donnent pas pour objectif de construire la spécificité idéologique de l'écologie politique, mais donnent à voir la possibilité d'un élargissement continu de l'écologie politique. Par ailleurs, elles font émerger de nouvelles préoccupations et de nouveaux principes, qui transforment le visage de l'écologie. Ainsi, les pratiques de l'écologie développées depuis les « marges » (par exemple, depuis les quartiers populaires, les espaces de luttes féministes et décoloniales) pourraient contribuer à reformuler le projet démocratique écologiste.

Ainsi, tenir l'écologie politique pour un « art de ne pas tellement être gouverné », développé depuis une « attitude critique » menant à une multiplicité de « contre-conduites », nous permet de retrouver, sous un autre jour encore, les quatre axes

analytiques déjà identifiés auparavant, relatifs à la science, la nature, le temps et la politique.

Rapport à la science	S'engager dans des pratiques de résistance face aux dommages environnementaux nécessite de s'adonner à une activité de contre-expertise scientifique et de s'approprier un corpus scientifique pour avoir une vision actualisée des dommages environnementaux. Cette activité de contre-expertise peut mener à questionner les liens entretenus entre savoir et pouvoir.
Rapport à la nature	Les pratiques de résistance écologistes se donnent à voir dans des contextes de luttes contre la destruction du vivant.
Rapport au temps	Les individus engagés dans des pratiques de résistance interrogent, depuis ces « contre-conduites », leur propre historicité.
Rapport à la politique	Les individus engagés dans des pratiques de résistance questionnent, depuis leur quotidien, les effets réels du pouvoir sur leurs modes de vie et la possibilité de s'y dérober. L'expérience quotidienne de la résistance fait émerger de nouveaux principes identitaires se traduisant en revendications politiques.

Tableau 3: L'écologie politique comme « art de ne pas tellement être gouverné » : Sciences, nature, temps et politique. A. Rumin, 2024.

Conclusion : Les objets constants de l'écologie politique

Pour mesurer ce que la collapsologie apporte à l'écologie politique, il nous fallait définir commencer par définir ce second objet, et comprendre en quoi l'écologie est politique. Nous avons tenté de répondre à cette question de trois façons. L'écologie est politique en tant qu'elle adopte une lunette environnementale et climatique qui permet de questionner la matérialité des idées politiques ; elle l'est aussi car elle s'organise politiquement et tente de construire son propre contenu idéologique ; elle l'est enfin quand elle se laisse appréhender depuis des pratiques de résistances quotidiennes, à travers lesquelles les individus, collectivement, se dérobent à l'exercice du pouvoir. En filigrane de ces trois propositions, nous avons tâché de retracer une courte histoire de l'écologie politique. Plus encore, en observant cette histoire et la relation entretenue entre écologie et politique, nous avons fait émerger différents questionnements nés de cette friction - et ce, que l'on considère l'écologie politique comme un prisme analytique et critique, comme une proposition idéologique ou comme des pratiques contestataires historiquement et spatialement situées. En effet, quelle que soit la définition adoptée de

l'écologie politique, celle-ci interroge toujours quatre mêmes axes, que nous retiendrons donc pour notre étude : le rapport à la « nature », celui à la politique, à la science et au temps. Enfin, en avançant que les compétitions identitaires présentes au sein de l'écologie politique dépendent en partie des trajectoires de politisation des écologistes eux-mêmes, nous avons identifié un axe analytique supplémentaire, relatif aux parcours d'engagement des effondristes.

Chapitre 2. La naissance de la collapsologie : Une reformulation de la perspective catastrophiste

Ce travail de recherche se situe à l'intersection de l'écologie politique et de la collapsologie : il s'agit d'éclairer les effets de la seconde sur la première. Dans le premier chapitre, nous avons exposé différentes approches de l'écologie politique pour identifier les questionnements que celle-ci soulève. Il nous faut maintenant considérer la collapsologie elle-même. Dans quelle tradition théorique celle-ci s'inscrit-elle ? Et avec quelles spécificités ? Ce deuxième chapitre se donne pour objectif de mieux cerner notre objet de recherche, et ce faisant, de rendre compte de l'assise historique et philosophique des débats qu'il soulève aujourd'hui et qui transparaissent dans sa réception houleuse. Une telle démarche nous pousse à considérer l'histoire du « catastrophisme ». En effet, la collapsologie s'inscrit dans une littérature qui lui préexiste largement et qui, sans s'ériger en une école de pensée homogène, est alimentée par la perspective d'une catastrophe. Dans leur article « Réflexions sur le catastrophisme actuel[294] », publié en 1975, Jacques Grinevald et Ivo Rens tiennent le « catastrophisme » pour une « idée prospective ordonnée au paradigme de la fin de l'espèce humaine », ou encore, un « probable futur dominant négatif confinant à la négation de tout avenir pour l'humanité [295] ». Ces premières définitions mettent en avant quatre éléments. Premièrement, le catastrophisme est une « idée prospective » concernant le « futur », à savoir un scénario pour l'avenir. Ensuite, cette perspective tire son originalité de son aspect particulièrement sombre, l'humanité devant être confrontée à un avenir principalement « négatif », voire à sa possible annihilation. Troisièmement, il nous faut souligner que ce scénario menaçant comporte une part d'incertitude : il demeure seulement « probable » et fait de la fin de l'espèce humaine une possibilité extrême, mais pas une nécessité. Enfin, et comme le rappellent ces auteurs, le catastrophisme, selon cette approche, ne propose pas de contenu idéologique. Il s'agit d'une seule « perspective », éventuellement réinvestie par différentes pensées politiques, dont l'écologisme[296].

[294] J. GRINEVALD et I. RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art. cit.

[295] Nous reprenons ces définitions à Jacques Grinevald et Ivo Rens, comme le fait également Luc Semal. Le travail de ce dernier s'est avéré particulièrement précieux pour construire notre réflexion sur le catastrophisme, notamment tel que nous le présentons dans la première partie de ce chapitre. *Ibid.* ; L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit.* p.21.

[296] J. GRINEVALD et I. RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art. cit. « Quelle que soit la position que l'on adopte face au catastrophisme, la consonance en -isme de ce terme ne doit pas induire

Pour mieux cerner la spécificité de la collapsologie au sein de cette littérature, nous procéderons en trois temps. Si la perspective catastrophiste s'affirme au XXème siècle, dans la traînée des guerres mondiales et des bombardements atomiques, nous débuterons notre analyse bien avant ces années qui virent le catastrophisme apparaître et se transformer. En effet, nous reviendrons d'abord sur le motif biblique de l'Apocalypse, dont le spectre hante toute pensée relative à la catastrophe, pour le distinguer du catastrophisme nucléaire (1). Puis, nous observerons un glissement du catastrophisme nucléaire au catastrophisme écologique, donnant lieu à un certain nombre de controverses : de quelle nature doit-être cette catastrophe qui entache notre avenir ? Et quel statut lui prêter, entre hypothèse et certitude ? Est-il pertinent d'en faire l'annonce ? (2). Voilà des questions qui, déjà éprouvées dans le passé, sont à nouveau posées par notre objet à notre époque contemporaine, puisque la collapsologie incarne une « démarginalisation[297] » très active du catastrophisme. Dès lors, nous considèrerons la façon dont la collapsologie resserre cette perspective autour du motif de l'effondrement systémique, qui irriguait déjà les discours catastrophistes des années 1970 (3). Ce détour historique nous permettra de comprendre en quoi cet essor du catastrophisme, que porte la collapsologie, questionne les objets traditionnels de l'écologie politique.

1. Des eschatologies millénaristes au catastrophisme nucléaire de Günther Anders

A) La pensée de la catastrophe depuis le motif de l'Apocalypse

« Désamorcer la caricature[298] », une nécessité partagée avec Luc Semal

La dimension eschatologique du catastrophisme donne lieu à de nombreuses mésinterprétations. Cette pensée est associée aux prophéties millénaristes maintes fois répétées au cours des IIème et IIIème siècles et jusqu'au Moyen-Âge, déclarant imminente l'Apocalypse. Il est vrai que celle-ci peut sembler paradigmatique de la

en erreur. Il ne désigne pas une doctrine politique ou autre, ni même une idéologie, faute de contenu normatif systématisé, mais bien une idée prospective ordonnée au paradigme de la fin de l'espèce humaine », p.308.

[297] Nous reprenons le terme à Luc Semal. L. SEMAL, *Face à l'effondrement*, *op. cit.*

[298] *Ibid.*

catastrophe, puisqu'il s'agit là d'une fin du monde, annoncée par une série d'événements spectaculaires et dramatiques. Mais le rapprochement opéré entre ce discours et celui des plus inquiets quant à l'avenir de l'espèce humaine alimente une entreprise de disqualification des écologistes, rapidement taxés d'irrationalité, et ce bien avant la création de la collapsologie elle-même. Ainsi, les collapsologues ont conscience de véhiculer un discours prêtant le flanc aux déformations, et ils tentent d'anticiper la critique, rappelant que si « évoquer un effondrement en public » revient à « annoncer l'Apocalypse, donc à se voir renvoyer à la case bien délimitée des croyants et des irrationnels qui ont existé en tout temps », ils ne prétendent pourtant pas « s'inquiéter de la fin du monde, mais plus exactement d'une brusque réorganisation[299] » de celui-ci. Cependant, si les collapsologues ont à cœur de se distinguer des prophètes de malheur, les clichés ont la peau dure et les précautions qu'ils prennent ne suffisent pas toujours à les distinguer des millénaristes.

Dès lors, nous partageons avec Luc Semal le constat d'une première nécessité : il nous faut encore « désamorcer la caricature [300] ». Un double stéréotype est effectivement à l'œuvre dans le rapprochement opéré entre catastrophisme et millénarismes. Premièrement, les fondements du catastrophisme sont éminemment matériels, et ne relèvent en rien d'une quelconque volonté divine – une différence non négligeable. Deuxièmement, la complexité des discours sur l'Apocalypse est, dans cette comparaison, largement gommée. Pour ne prendre qu'un exemple, Pascal Bruckner, associant les écologistes à des « fanatiques de l'Apocalypse [301] », fonde son accusation sur une simplification : il réduit les discours apocalyptiques à un courant de pensée homogène, marqué par un obscurantisme irrationnel et risible, voire dangereux, ne visant *in fine* qu'à manipuler les populations par la peur. Ici réduits à peau de chagrin, ces discours ne semblent effectivement présenter que peu d'intérêt. Que révèle alors cette double caricature, réduisant les discours écologistes à teneur catastrophiste à ceux apocalyptiques, et ceux-ci à une seule irrationalité ? Se pourrait-il que le catastrophisme mette en tension certains aspects de l'ordre social, au point de faire l'objet d'une réactivation de critiques bien éprouvées face à des thèses bousculant l'ordre établi ? En effet, la pensée millénariste est loin d'être uniforme, donnant lieu à des mouvements

[299] Pablo SERVIGNE et Raphaël STEVENS, *Comment tout peut s'effondrer, op.cit.,* p.18 – 21.

[300] Luc SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit.* p.44.

[301] Pascal BRUCKNER, *Le fanatisme de l'apocalypse ; sauver la Terre, punir l'Homme*, Paris, Gallimard, 2013.

multiples et comprenant parfois une forte dimension critique et révolutionnaire, ce que rappellent aussi bien Luc Semal que Frédéric Gros[302]. Ce dernier, dans son *Principe Sécurité*, évoque les différentes interprétations et réappropriations de ces discours, revenant par exemple sur le parcours de Joachim de Flore : ce théologien catholique du XIIème siècle dissocie l'idée d'un millénaire heureux et l'avènement du Christ, avançant que l'amour de Dieu peut se passer de médiateur, dans un ultime stade du développement historique[303].

Cette proposition motive l'émergence de groupes qui, considérant cette époque déjà advenue, refusent toute autorité. On y trouve une dimension sectaire, mais pas seulement. En effet, il s'agit de « remettre en question la parole canonique de l'Église, sur un arrière-fond de querelles où la dimension politique n'est jamais totalement absente[304] ». L'Eglise elle-même ne se trompe pas quant à la dimension subversive de ces exégèses millénaristes, qu'elle condamne fermement[305]. L'idée d'un paradis terrestre, d'un bonheur possible dans un horizon humain, fait en effet scandale, révélant par la comparaison l'injustice des oppressions vécues et la possibilité de leur disparition, à travers le renversement d'un ordre social largement soutenu par les institutions religieuses. Bien plus tard, au XIXème siècle, on trouve une résurgence de ce motif millénariste d'un monde rénové dans le communisme de Friedrich Engels, inspiré du théologien Thomas Müntzer. La révolte religieuse dont celui-ci est à l'origine au XVIème siècle entend substituer à un ordre social considéré comme corrompu une organisation neuve, et fondée par l'impulsion révolutionnaire des plus pauvres. Engels y voit un travestissement du politique derrière l'idée religieuse et, amputant de sa dimension chrétienne la révolte de Müntzer, s'en inspire pour envisager l'avènement d'un monde nouveau et égalitaire[306].

Ainsi, le discours catastrophiste est caricaturé en étant réduit à des discours millénaristes et apocalyptiques, qui font eux-mêmes l'objet de stéréotypes, et dont la teneur est résumée à d'absurdes croyances. On en nie toute la diversité, et surtout, le

[302] Frédéric GROS, *Le principe sécurité, op.cit.*

[303] *Ibid.*

[304] Luc SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit.* p.45.

[305] Frédéric GROS, *Le principe sécurité, loc.cit.* p.54. Cette croyance se rapprochait également trop de l'eschatologie juive, ce qui explique en partie sa condamnation.

[306] J. SEGUY, « Messianismes et Millénarismes. Ou de l'attente comme catégorie de l'agir social », art. cit. p.111-121. Pour une approche littéraire de la révolte de Müntzer, voir Éric VUILLARD, *La guerre des pauvres*, Arles, Actes Sud, 2019.

potentiel contestataire. Cela pourrait nous indiquer que le catastrophisme présente un caractère subversif, ou tout du moins, qu'il interroge certaines normes sociales dominantes. Ainsi, il ne serait peut-être pas tout à fait exact de décrier tout point commun entre cette pensée catastrophiste et les croyances antiques et médiévales en une fin des temps prochaine, mais encore faut-il avoir de ces dernières une approche dénuée de stéréotypes, et accepter l'adage selon lequel comparaison n'est pas raison.

Des « équivalences discursives » entre les discours apocalyptiques et les discours écologistes à teneur catastrophiste

Si l'on accepte de considérer autrement ces courants de pensée, des points communs avec le catastrophisme des penseurs de l'écologie peuvent être identifiés. Comme le rappelle Luc Semal, une démarche similaire a déjà été menée par le philosophe Hicham-Stéphane Afeissa. Dans *La Fin du monde et de l'humanité*, celui-ci s'interroge sur le parallèle construit entre écologistes et prophètes apocalyptiques, et traque les « équivalences discursives[307] » présentes chez les philosophes envisageant l'anéantissement de l'humanité, que ce soit face au péril nucléaire ou, plus tard, face au ravage environnemental. Bien sûr, ces équivalences ne constituent en rien une véritable filiation historique, et ne sont pas nécessairement présentes dans tous les discours écologistes. Il n'y a pas d'égale identité entre les discours prophétisant la fin du monde et ceux alarmant quant à de possibles catastrophes à venir. Cette nuance désormais bien admise, Hicham-Stéphane Afeissa identifie diverses équivalences, rappelées ci-dessous :

Equivalences discursives	**Discours apocalyptiques**	**Discours écologistes à teneur catastrophiste**
Légitimation de la parole à partir de son origine	L'annonce faite de l'apocalypse à venir est crédible car elle est issue d'une parole divine ; d'un représentant de la parole divine.	L'annonce faite de la catastrophe est crédible car elle est issue de la parole des experts, des scientifiques.
Contenu des événements à teneur	L'apocalypse se manifeste par des catastrophes naturelles marquantes ; inondations, ouragans, crues…	Il est fait mention de catastrophes naturelles telles que les inondations, ouragans, crues, avalanches…

[307] Hicham-Stéphane AFEISSA, « Les habits verts de l'apocalypse », *in Les grands mythes : Origine, Histoire, Interprétation*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2017, p. 144-149 ; Hicham-Stéphane AFEISSA, *La fin du monde et de l'humanité : Essai de généalogie du discours écologiste*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014. Les travaux de Hicham-Stéphane Afeissa sont également repris et commentés par Luc SEMAL, *op. cit.*

catastrophique		
Globalité de la menace	L'apocalypse menace l'ensemble de l'humanité et de la Terre ; les mers et les cieux.	La catastrophe menace globalement le vivant (les humains et non –humains). Elle menace aussi l'avenir de l'humanité en son entier : les conditions nécessaires à une vie bonne, voire les conditions de sa survie en tant qu'espèce.
Linéarité historique et périodisation du temps historique - conceptions historiques « en trois temps »	Dans les discours millénaristes, identification de 3 temps de l'histoire – par exemple : l'âge de l'oppression ; de la résistance ; de la libération. Succession de plus en plus rapide de catastrophes comme signe annonciateur de l'apocalypse.	Développement d'une temporalité eschatologique. Les catastrophes se multiplient selon un « effet cascade » dont la dynamique paraît plus ou moins irréversible.
Nécessité d'un renouveau spirituel	Les discours millénaristes proposent de retravailler notre rapport au monde à partir de la conscience d'une apocalypse à venir ou à partir de la conscience d'un millenium heureux, à venir ou déjà advenu.	Habiter le monde d'une façon plus écologique est une exigence qui donne lieu à des propositions spirituelles diverses.

Tableau 4 : Equivalences discursives identifiées par Hicham-Stéphane Afeissa entre discours apocalyptiques et discours écologistes. A. Rumin, 2024.

Le travail de Hicham-Stéphane Afeissa donne à voir différents traits saillants de la pensée des catastrophes, où se jouerait la résurgence de motifs discursifs et schèmes réflexifs issus de la théologie chrétienne[308].

Il nous faut donc bien reconnaître comme un air de famille entre les discours associés à la catastrophe apocalyptique et ceux relatifs à la catastrophe écologique, une ressemblance qui se situe dans leur potentiel subversif et dans certaines « équivalences discursives ». Mais admettre ce constat invite, selon les mots de Luc Semal, à « distinguer ce qui relève d'une pensée atemporelle de la fin des temps d'une part, et ce qui devrait légitimement être considéré comme une situation propre à notre époque d'autre part [309] ». En effet, le péril face auquel le catastrophisme se structure en premier lieu est d'une nature bien différente de celui dont s'inquiètent les prophètes millénaristes : il s'agit du péril nucléaire. Le recours à l'arme nucléaire, ainsi que ses conséquences dramatiques sur les populations japonaises et leur environnement, marquent durablement le discours des

[308] D'ailleurs, et comme nous le verrons au quatrième chapitre, certains de ces schèmes discursifs sont repris par la collapsologie et y occupent une place déterminante.

[309] Luc SEMAL, *op. cit.* p.42 – 43.

philosophes de l'époque[310], auxquels s'intéresse Hicham-Stéphane Afeissa. Comme il le souligne, et comme le rappelle Luc Semal, les effets de miroir identifiés entre les discours apocalyptiques et ceux écologistes doivent se comprendre comme le fruit d'un premier déplacement du motif de la fin du monde à des écrits portants sur la bombe atomique, déplacement réitéré plus tard à la question écologique.

> « Selon Afeissa, « la réflexion sur la bombe atomique a véritablement servi de galop d'essai ou de laboratoire de la réflexion sur la crise écologique », ce qui a généré « des transferts de schèmes discursifs d'un cadre de réflexion à un autre ». [...] Premièrement, la réflexion sur le sujet introduit une « planétarisation des horizons », par laquelle la pensée déjà ancienne de la fin du monde intègre l'idée de la finitude du globe terrestre : les retombées atomiques ne connaissant aucune frontière, ce sont bien le monde et l'humanité dans leurs totalités qui sont désormais menacés. Ensuite, cette littérature sur le péril atomique « inaugure une nouvelle méthode de réflexion philosophique, qui consiste à penser toute chose sous l'hypothèse de la possibilité permanente de l'apocalypse » : l'existence humaine s'inscrit désormais dans une forme d'insécurité permanente, empiriquement objectivable par la réalité matérielle des armes concrètement dispersées dans le monde, qui n'a rien à voir avec les préoccupations ou les spéculations eschatologiques qui ont pu précéder. Enfin, cette littérature introduit l'idée que désormais, à l'ombre de la bombe, le futur ne nous est plus acquis : c'est l'irruption d'une forme nouvelle de responsabilité pour les générations présentes, dont les actes pourraient, pour la première et la dernière fois de l'histoire, empêcher jusqu'à l'existence des générations futures [311]. »

Ces déplacements successifs cristallisent ces équivalences, tout en rendant compte d'une véritable rupture, vidant ces propositions discursives de leur dimension religieuse : avec la menace nucléaire, la fin de l'humanité devient concrètement possible. C'est sur cet aspect, et sur ces opérations de déplacement successives, que nous allons revenir à présent.

B) ***L'émergence du catastrophisme nucléaire : Penser la fin de l'humanité depuis un contexte historique spécifique avec Günther Anders***

La bombe atomique, une rupture ontologique

Les 6 et 9 août 1945, les villes de Hiroshima et de Nagasaki sont ravagées par des bombardements atomiques. Il s'agit de la première utilisation de l'arme nucléaire dans l'histoire, et à ce jour, de la dernière (si l'on considère que la dissuasion nucléaire ne constitue pas à proprement parler un usage de cette arme). Les victimes sont nombreuses :

[310] Hicham-Stéphane Afeissa travaille par exemple sur Günther Anders ou encore Hannah Arendt.
[311] Luc SEMAL, *op. cit.* p.50-52.

71 000 à Hiroshima, 80 000 à Nagasaki[312]. Derrière la froide rationalité des chiffres, se dissimule la réalité des corps, affectés d'une façon terrifiante par les effets de la bombe atomique. De nombreux témoignages rendent compte de ces corps à l'agonie, à l'instar de celui de John Hersey, journaliste américain tâchant de couvrir médiatiquement le désastre, qui raconte « l'état de cauchemar » dans lequel se trouvent les soldats, « le visage entièrement brûlé, les orbites vides, les yeux fondus se répandant en humeur sur les joues [313] ». Plus encore, ces premiers chiffres ne sont pas réellement représentatifs des dommages créés par le recours à l'arme nucléaire sur les populations japonaises, puisque les personnes mortes après l'explosion, des suites de leurs blessures ou de maladies causées par les radiations nucléaires et thermiques, n'ont pas été recensées. Ce travail eut été trop vaste, s'étalant sur plusieurs décennies. Ce renoncement nous renseigne sur une caractéristique du péril nucléaire : si l'horreur échappe à une évaluation quantitative, c'est qu'elle a véritablement changé de nature, ce au point de ne plus pouvoir être ramenée à une forme de rationalité, à travers nos modes de calculs traditionnels. Ce glissement qualitatif tient à l'incertitude qui semble peser sur les effets réels de la radioactivité, que l'on peine à imaginer, et sur l'ampleur des entités menacées. En effet, le nucléaire ne met pas seulement en péril les générations qui y sont exposées, mais aussi celles qui leur succéderont, et ce pendant une durée que nous ignorons. Si ces conséquences s'inscrivent donc sur un temps long, elles concernent aussi de vastes espaces, les retombées d'une bombe atomique pouvant aller jusqu'à 500 kilomètres du point d'impact initial. Ainsi, l'ampleur de l'événement fonde déjà une de ses premières spécificités.

Face à l'inédit de cette catastrophe, Günther Anders, contribuant à l'émergence du catastrophisme et militant anti-nucléaire, décrit ses propres réactions :

> « Dans un premier temps, je suis resté muet – non parce que je n'avais pas saisi la monstruosité de l'événement, mais parce qu'au contraire, mon imagination, ma pensée, ma bouche et ma peau, tout cela refusait de travailler devant la monstruosité de l'événement. [...] Je compris aussitôt, dès le 7 août probablement, soit un jour après Hiroshima et deux jours avant Nagasaki, que le 6 août était le premier jour d'une nouvelle ère : le jour à partir duquel l'humanité était devenue capable, de manière irréversible, de s'exterminer elle-même. Seulement, il m'a fallu des années avant d'oser me mettre devant une feuille de papier, pour remplir cette tâche qui était de rendre concevable ce que nous –par ce « nous », j'entendais l'humanité – étions alors capable de produire [314]. »

[312] Ces chiffres sont sujets à débats, nous en donnons ici une estimation (très) basse. Henri MICHEL, « Chapitre IV - La capitulation japonaise », *in La Seconde Guerre mondiale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, p. 410-430.

[313] *Ibid.*

[314] Günther ANDERS, *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?*, *op.cit.* p.64.

L'événement sidère le philosophe jusqu'à le réduire au silence. Certes, un événement, par définition, sidère toujours, il nous coupe le souffle, et c'est bien là toute sa dimension événementielle, comme le soutiennent Alban Bensa et Eric Fassin :

> « L'événement manifeste à lui seul une rupture d'intelligibilité. L'évidence habituelle de la compréhension est soudain suspendue : à un moment donné, littéralement, on ne se comprend plus, on ne s'entend plus. Le sens devient incertain. Loin d'interpréter comme nous le faisons quotidiennement, sans y songer ou presque, tout à coup, nous ne sommes plus assurés de nos grilles de lecture. Tandis que nous vivons d'ordinaire dans le régime de ce qui va sans dire, nous voici plongés avec l'événement dans le régime extraordinaire de ce qui ne sait plus se dire, ou du moins n'en est plus si sûr [315]. »

La stupéfaction évoquée par Günther Anders exprime bien le caractère inattendu et extraordinaire, et donc bien événementiel, de ce à quoi il assiste. Cependant, ici, le philosophe ne fait pas seulement face à un fait historique, opérant à une « rupture d'intelligibilité » temporaire, mais bel et bien, à partir de cet événement, à l'affirmation d'une « grille de lecture » inédite, à travers laquelle s'esquisse une nouvelle trajectoire pour l'humanité entière. Dès lors, nous sommes face à une véritable rupture ontologique. Günther Anders résume lui-même la teneur de cette grille de lecture : « l'humanité était devenue capable, de manière irréversible, de s'exterminer elle-même[316] ». Cette dernière affirmation souligne deux motifs, à savoir l'origine humaine de la menace et son irréversibilité. Premièrement, cette rupture ontologique trouve un fondement dans l'origine humaine du désastre. Il ne faut pas croire que les humains sont « capables » de s'autodétruire dans le sens où ils seraient assez malveillants pour le faire. Non, il s'agit de souligner que ceux-ci disposent des capacités techniques, matérielles, pour s'annihiler eux-mêmes. Les humains ont acquis un « pouvoir apocalyptique de décider de l'existence ou de la non-existence de l'espèce humaine [317] ». Deuxièmement, l'humanité découvre non seulement qu'elle est vulnérable, mais qu'elle l'est à tout jamais, puisque la connaissance nécessaire à la production de la bombe atomique est désormais acquise.

L'utilisation de cette arme constitue bel et bien une rupture, historique et ontologique, autour de laquelle se cristallisent de nombreux motifs de la pensée andersienne. De son expérience de stupéfaction face aux bombardements, le philosophe

---

[315] Les deux auteurs consacrent une étude au statut de l'événement dans les sciences sociales. Alban BENSA et Éric FASSIN, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, 38, 2002, p.5-20.

[316] G. ANDERS, *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?*, *op. cit*. p.64.

[317] Günther ANDERS, *La Menace nucléaire : Considérations radicales sur l'âge atomique*, trad. fr. Christophe DAVID, Paris, Le Serpent à plumes, 2006 ; David MUNNICH, « Rompre avec le messianisme. Notes sur le rapport de Günther Anders à Ernst Bloch », *Tumultes*, 28/29, 2007, p.161.

fait émerger une réflexion sur les limites de l'imagination, celle-là même qui défaille face à la « monstruosité » des faits. S'il doit y avoir quelque part une faute morale, celle-ci réside moins dans une volonté mauvaise que dans un manque d'imagination. En effet, affirme-t-il, nous ne parvenons pas à nous représenter les conséquences de ce que nous produisons, et c'est bien à cause de ce décalage, de ce défaut d'imagination face à nos importantes capacités de production technique, que nous ne savons pas vraiment, *in fine*, ce que nous faisons[318]. Puisque nous échouons à nous représenter les effets de nos créations techniques, les usages qui en sont faits sont nécessairement inappropriés : la bombe atomique est « absolument trop grande » pour être utilisée raisonnablement. Nous ne concevons pas vraiment ce que nous pouvons détruire en l'utilisant, et donc, l'utiliser devient injustifiable. « Trop grande » - Anders explique : « cela signifie que le plus petit de ses effets – si on l'utilisait – serait plus grand que n'importe quelle fin (politique ou militaire), quelque que soit sa grandeur, définie par des hommes ; que son effet transcende toute fin [319] ». Anders en tire le concept de « supraliminaire » : est supraliminaire un événement dont l'ampleur est telle qu'il excède nos capacités de représentations. Ainsi, une guerre atomique est supraliminaire dans le sens où ses possibles effets, allant jusqu'à la fin de l'histoire humaine, sont difficilement concevables [320].

Une pensée du « temps qui nous reste » : le « délai »

Plus encore, Günther Anders soutient que nous entrons, avec la bombe atomique, dans une phase historique inédite. Selon lui, l'arme nucléaire nous fait entrer « définitivement dans le temps de la fin », qu'il définit comme :

[318] Günther ANDERS, *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?*, *op.cit.*, p. 64. On retrouve également cette idée dans d'autres travaux de Günther Anders, et notamment dans Günther ANDERS, *L'obsolescence de l'homme*, *op.cit.* p.276 et suivantes.

[319] *Ibid.* p.277.

[320] Apportons quelques nuances à notre propos. On pourrait être tenté de défendre que l'évacuation de la question de la volonté malveillante, au profit du motif de l'imagination défaillante, présenterait un double problème. Le discours andersien pourrait ainsi être compris comme une forme d'essentialisation, s'il s'agissait de soutenir que le potentiel autodestructeur de l'espèce humaine est le fruit d'une nature humaine, ou d'éléments biologiques, s'incarnant dans ce manque d'imagination. Et par conséquent, le propos pourrait sembler dépolitisé et dépolitisant, renonçant à interroger la responsabilité de groupes d'individus, ou d'une organisation sociale, dans les mécanismes menant à la production et à l'utilisation de la bombe atomique. Cependant, Anders comprend ce défaut d'imagination comme résultant lui-même d'une histoire technique et politique qui, orientée par une idée de « progrès » élevée au rang de mythe et par une obsession consommatrice, affecte nos capacités collectives de représentation. *Ibid.* p.308 et suivantes.

> « Cette époque où nous pouvons chaque jour provoquer la fin du monde. – « Définitivement » signifie que le temps qui nous reste est pour toujours le temps de la fin : il ne peut plus être relayé par un autre temps mais seulement par la fin [321]. »

Il appelle alors ce « temps qui nous reste », le « délai » (*die First*)[322]. Celui-ci répond à un certain nombre de caractéristiques[323]. Premièrement, le délai n'est pas une hypothèse théorique, mais une réalité, l'humanité disposant effectivement des moyens techniques nécessaires à sa disparition, à son propre anéantissement[324]. Le nucléaire porte en lui la promesse d'une apocalypse à venir, qui ne relève en aucun cas d'une seule éventualité mais bien, selon le philosophe, d'une certitude. Or, s'il ne fait aucun doute que cette apocalypse nucléaire doit avoir lieu, nous ne savons pas exactement quand celle-ci adviendra. Cette menace nucléaire plane au-dessus de nos crânes : « Ce qui est toujours là, c'est la possibilité que la catastrophe ait lieu à chaque instant [325] ». Le délai n'est pas une date fatidique, que l'on pourrait éventuellement éviter, mais comme une phase historique à part entière, plus ou moins longue, dans laquelle nous vivons déjà et à laquelle nulle autre phase ne peut succéder[326]. Il nous faut composer avec cette incertitude et tenter d'en repousser l'échéance[327]. Cette conception du temps, profondément eschatologique, prend le contre-pied de la « durée », évoquée plus haut. Ici, le temps ne doit guère s'allonger, mais au contraire, se raccourcir : comme David Munnich le remarque, « le futur est présentifié, c'est à dire rendu homogène au présent [328] ». En effet, le présent peut être plus ou moins étendu, mais nulle utopie future ne peut être espérée[329].

Enfin, cette phase historique est désignée comme angoissante, à la fois parce que nous ne pouvons pas nous en extraire et parce qu'elle donne lieu à des situations non-

[321] Günther ANDERS, *Le temps de la fin, op.cit.*

[322] *Ibid.* ; G. ANDERS, *La Menace nucléaire, op. cit* ; Jean-Pierre DUPUY, « Anders et la menace nucléaire », *in Günther Anders et la fin des mondes*, Paris, Classiques Garnier, 2020, p.41-52.

[323] La proposition andersienne du « délai » a beaucoup été étudiée, ses caractéristiques, souvent rappelées. Voir par exemple : J.-P. DUPUY, « Anders et la menace nucléaire », art. cit ; L. SEMAL et B. VILLALBA, « Chapitre 4. Obsolescence de la durée. La politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », art. cit ; B. VILLALBA, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », art. cit.

[324] B. VILLALBA, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », art. cit ; L. SEMAL et B. VILLALBA, « Chapitre 4. Obsolescence de la durée. La politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », art. cit.

[325] G. ANDERS, *La Menace nucléaire, op. cit* ; D. MUNNICH, « Rompre avec le messianisme. Notes sur le rapport de Günther Anders à Ernst Bloch », art. cit. p.158.

[326] B. VILLALBA, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », art. cit.

[327] J.-P. DUPUY, « Anders et la menace nucléaire », art. cit.

[328] D. MUNNICH, « Rompre avec le messianisme. Notes sur le rapport de Günther Anders à Ernst Bloch », art. cit., p.162.

[329] *Ibid.*

négociables, où des problèmes s'imposent à nous sans que l'on puisse les différer. Effectivement, plus nous avançons dans ces « temps de la fin », plus nous assistons à une restriction du champ des possibles : les actions qui pourraient être mises en place et les décisions qui pourraient être prises pour prolonger le temps qu'il nous reste, et pour définir collectivement quel doit être notre avenir, sont de plus en plus limitées. Ainsi, Luc Semal mobilise la métaphore du « sablier des choix », selon laquelle « chaque sortie de secours est un grain de sable qui tombe à son tour irréversiblement dans l'impossible, tandis que de moins en moins de solutions demeurent encore envisageables [330] ». Si la phase historique que nous connaissons entraîne une progressive « limitation des choix[331] », celle-ci heurte nos organisations démocratiques : à la fois parce qu'elle en menace les conditions concrètes de maintien, et parce qu'elle en limite la portée émancipatrice. En effet, le projet substantiel de la démocratie est mis en péril, le délai pouvant donner lieu à une « contraction démocratique [332] ». Pour Bruno Villalba, cette « contraction » désigne la « réduction de l'enjeu démocratique à l'affirmation de valeurs procédurales, au détriment des objectifs d'émancipation et d'égalité du projet démocratique[333] » : face au ravage environnemental et climatique, nos organisations démocratiques pourraient par exemple adopter un certain nombre de lois allant à l'encontre d'un idéal de liberté. Argumentons également que, réciproquement, on pourrait assister à une mise en faillite des procédures démocratiques elles-mêmes, puisque face à l'urgence, ces mécanismes peinent à être mis en œuvre, la délibération et le débat nécessitant du temps ; celui-là dont précisément, nous manquons. Ainsi, les démocraties, face à cette restriction du champ des possibles et cette défaillance de leurs procédures, pourraient assister à une mise en compétition de leurs idéaux substantiels, contraintes de choisir entre un idéal de liberté ou de sécurité.

Soulignons cependant que, pour Günther Anders, le « délai » ne signifie en aucun cas une démission du politique. Au contraire, et comme le philosophe le souligne dans un entretien de 1977 publié sous le titre de *La Menace Nucléaire*, nous devons lutter pour

[330] Bruno Villalba rend compte de recherches menées avec Luc Semal, qu'il cite alors dans Bruno VILLALBA, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », art.cit. p. 95-113.

[331] *Ibid.* ; L. SEMAL et B. VILLALBA, « Chapitre 4. Obsolescence de la durée. La politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », art. cit.

[332] B. VILLALBA, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », art. cit.

[333] *Ibid.* ; voir aussi L. SEMAL et B. VILLALBA, « Chapitre 4. Obsolescence de la durée. La politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », art. cit.

repousser, tant que possible, l'échéance qui nous menace[334]. Lui-même militant, Anders affirme que les humains doivent s'engager dans un « travail » qui « a pour nom combat [335]». Il faut se battre, autant que possible, contre ce qui raccourcirait encore le temps qui nous reste. La philosophie d'Anders est tournée vers l'action politique, quand bien même celle-ci ne se donne pas pour objectif de créer une utopie désirable et définitivement atteignable :

> « Il est indispensable de gagner ce combat tout en sachant qu'aucune victoire n'y est définitive. Celui qui le perdra le perdra en revanche une fois pour toutes. Pour ses ancêtres, car après sa défaite, il ne restera plus aucun signe de leur existence. Et pour ses descendants, car, après sa défaite, il n'y en aura plus. [...] La chaîne des générations de nos descendants ne doit jamais être rompue, parce que la menace, elle, ne cessera jamais [336]. »

Pour David Munnich, le « combat » porté par Anders relève ainsi d'une « vigilance permanente [337] », dans le sens où « il n'y a jamais de victoire définitive contre la menace nucléaire[338] »[339].

Ainsi, le catastrophisme dont il est question ici émerge à travers une opération de déplacement importante : le motif apocalyptique et les structures discursives qui l'accompagnent s'insèrent et se transforment dans un contexte historique spécifique, celui de l'après-guerre, autour de la rupture fondamentale que constitue le recours à l'arme nucléaire. Ce faisant, on passe d'un discours atemporel centré sur la notion de fin du monde, à un discours situé dans une époque précise, portant sur la fin du temps humain. L'avenir, autrefois synonyme de promesses, s'est assombri au point que l'espèce humaine puisse elle-même périr, et il ne s'agit désormais plus de durer infiniment, mais de prolonger, si possible, le « temps qui reste ».

---

[334] G. ANDERS, *La Menace nucléaire, op. cit.*

[335] *Ibid.* ; D. MUNNICH, « Rompre avec le messianisme. Notes sur le rapport de Günther Anders à Ernst Bloch », art. cit.

[336] G. ANDERS, *La Menace nucléaire : Considérations radicales sur l'âge atomique*, *op. cit.* p.114-116; D. MUNNICH, « Rompre avec le messianisme. Notes sur le rapport de Günther Anders à Ernst Bloch », art. cit., p.159.

[337] *Ibid.* p.159.

[338] *Ibid.*

[339] Soulignons d'ores et déjà que cette approche de la philosophie andersienne comme « vigilance permanente », suggérant un rapport critique au quotidien, pourrait nous rappeler « l'attitude critique » de Foucault, évoquée dans le chapitre précédent Nous proposons en effet un premier rapprochement entre Anders et Foucault car la « vigilance permanente » chère au premier nécessite sans aucun doute un rapport critique et renouvelé à sa propre historicité, soit une « attitude de modernité », chère au second. Plus encore, Anders développe des pratiques militantes qui peuvent se comprendre comme résultant de « contre-conduites » foucaldiennes, et donnant à voir un « art de ne pas tellement être gouverné ». Voir notre premier chapitre.

2. Les redéfinitions du catastrophisme et ses controverses

A) Une « contagion » du catastrophisme nucléaire au catastrophisme écologique

Vers la catastrophe écologique globale

Ce catastrophisme, porteur d'un paradigme temporel inédit, connaît des reformulations. Le catastrophisme nucléaire va en effet se redéfinir à partir d'un nouveau glissement, à la fin du XXème siècle et au début du XXIème[340]. Ainsi, la menace à partir de laquelle est pensée le temps qu'il nous reste, va progressivement s'élargir pour excéder le seul péril nucléaire et embrasser des motifs environnementaux. Cet élargissement n'est pas le fruit d'une filiation directe entre les philosophes critiques du nucléaire et ceux inquiets de l'environnement, mais plutôt, comme le rappelle encore une fois Luc Semal, d'une forme de contagion : « tout se passe comme si la réflexion du délai incubait et contagionnait de nouveaux domaines au cours des décennies qui suivirent [341] ». Sans disqualifier la menace nucléaire, le catastrophisme va se focaliser sur de nouveaux risques : ceux liés à la croissance démographique, à l'épuisement des ressources naturelles, à l'artificialisation des sols, au dérèglement climatique, à l'extinction de la biodiversité, à l'intensification de l'utilisation des substances chimiques. Parmi ces motifs, on trouve notamment celui du pic pétrolier, autour duquel se cristallisent les inquiétudes dans les années 2000. En effet, les chocs pétroliers de 1973 et 1979 révèlent à la fois la dépendance au pétrole des sociétés occidentales et les aléas qui menacent l'accessibilité de cette ressource : sous l'effet conjoint d'une demande en énergie trop importante et de la Guerre du Kippour, le prix du baril s'envole et les pays exportateurs diminuent leur production. Ces perturbations provoquent alors une importante inflation et hausse du chômage. À la suite de ces événements, la perspective d'un « *peak oil* » d'une ampleur dépassant largement celle de ces premiers chocs angoisse, et fait couler de l'encre. Pour ne donner qu'un exemple, Yves Cochet signe en 2005 un *Pétrole Apocalypse*[342] dans lequel est théorisé un « triple choc » : déclin de la production de pétrole, excès de la demande

[340] Notons cependant que l'on peut trouver des motifs catastrophistes dès le XIXème siècle, par exemple autour des questions démographiques soulevées par Malthus. Nous reviendrons sur l'écologie malthusienne, le néo-malthusianisme et leurs critiques respectives dans la dernière partie de cette thèse.

[341] Luc SEMAL et Bruno VILLALBA, art.cit. p.87.

[342] Yves COCHET, *Pétrole apocalypse*, Paris, Fayard, 2005.

mondiale, intensification des instabilités internationales liées à la raréfaction de cet or noir. Ainsi, le péril nucléaire s'hybride avec différentes menaces, donnant lieu à une première redéfinition du catastrophisme. Cette mutation discursive, allant vers une multiplication de motifs convergeant vers un même avenir sombre, est soutenue par l'intensification des publications scientifiques quant à l'état de l'environnement et par la proximité entretenue entre les luttes antinucléaires et celles d'une écologie politique alors émergente.

Toutes ces menaces forment ainsi la « catastrophe écologique globale[343] », dont on trouve chez Jean-Pierre Dupuy une première formulation :

> « Je parle de *la* catastrophe au singulier, non pour désigner un événement unique, mais un système de discontinuités, de franchissement de seuils critiques, de ruptures, de changements structurels radicaux qui s'alimenteront les uns les autres, pour frapper de plein fouet avec une violence inouïe les générations montantes [344]. »

Cette définition de « la catastrophe au singulier » nous donne à voir plusieurs éléments. Premièrement, cette catastrophe désigne un ensemble de bouleversements de différentes natures. L'on pourrait tenter de catégoriser ces discontinuités, selon leurs échelles spatiales, du local au plus global, et temporelles, entre le choc, arrivant à un rythme particulièrement brutal, et le stress chronique, dont les manifestations reviennent de façon latente et répétitive.

	Local	**Global**
Choc	Ex : ouragan	Ex : pic pétrolier
Stress chronique	Ex : variation accrue des températures sur un territoire donné	Ex : inégalités d'accès aux ressources entraînant des perturbations sociales

Tableau 5 : Essai de typologie des discontinuités formant la catastrophe écologique globale. A.Rumin, 2024.

Ces différentes mutations, toutes liées aux effets des activités humaines sur l'environnement, forment la « catastrophe écologique globale ». Les deux qualificatifs articulés au terme de catastrophe soulignent le caractère effectivement global du désastre, qui comporte une dimension mondiale et systémique, et son origine environnementale. Mondiale, la catastrophe écologique l'est effectivement, dans le sens où elle affecte l'ensemble des territoires du globe. Elle est aussi systémique, dans le sens où ces

[343] L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit.*

[344] Jean-Pierre DUPUY, *La marque du sacré, op.cit.* Une définition réemployée par Luc SEMAL, in *Face à l'effondrement, op.cit,* p.18.

discontinuités entrent en résonance et, comme le montre Jean-Pierre Dupuy, s'alimentent réciproquement selon un « effet cascade ». En effet, dans une organisation dont toutes les composantes sont profondément interdépendantes, un élément perturbant une de ces composantes risque de donner lieu à une autre perturbation, et ainsi de suite, jusqu'à menacer l'équilibre du système entier – éventuellement, mais pas nécessairement. La catastrophe désigne bien un « ensemble de discontinuités », et non un risque spécifique. Cette dernière distinction est importante : penser la catastrophe « au singulier », à savoir dans sa dimension systémique, permet de dépasser l'approche sectorielle des discours sur le risque, tout en interrogeant la pertinence politique de ce dernier terme. Un risque, contrairement à une catastrophe, se mesure, s'insère dans un cadre rationnel, s'anticipe et se limite : paradoxalement, envisager les menaces depuis le prisme du risque mène les sociétés à sous-estimer leur vulnérabilité[345].

Ainsi, la perspective catastrophiste, autrefois développée depuis la menace nucléaire, se nourrit à partir de la fin du siècle d'un ensemble d'autres périls, trouvant leur origine dans les dégradations environnementales entraînées par les activités humaines. Le catastrophisme trouve une nouvelle formulation, qui emprunte les structures discursives et topiques de son aïeul (les entités globales, la dimension eschatologique) tout en nuançant l'importance du nucléaire.

Les reformulations du catastrophisme : La construction du catastrophisme éclairé

Ce catastrophisme connaît encore de nouvelles reformulations, qui tiennent principalement au statut de la catastrophe, dont le caractère plus ou moins certain est discuté, et à la pertinence de l'usage fait de la notion. Toute la question est de comprendre à quel point la catastrophe peut être évitée. Ainsi, Jean-Pierre Dupuy propose une posture réactivant la méthode heuristique de Hans Jonas : le « catastrophisme éclairé [346] ». Les subtilités de cette proposition donneront lieu, peu à peu, à de très nombreuses interprétations. Dans son *Principe Responsabilité*[347] de 1979, Jonas prend acte, comme Anders, de la vulnérabilité de l'espèce humaine : si le pouvoir technique des humains est tel qu'il peut désormais conduire à leur propre extermination, alors il est nécessaire de

[345] Cette idée est plusieurs fois développée in Jean-Pierre DUPUY, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible devient certain*, *op.cit.*

[346] *Ibid.*

[347] Hans JONAS, *Le principe de responsabilité*, *op.cit.*

construire une nouvelle éthique du futur, permettant de contenir ce pouvoir. Mais quels doivent être les principes à l'origine de cette éthique ? Et comment les découvrir ? Hans Jonas propose de les identifier en ayant recours à une « heuristique de la peur » :

> « De même que nous ignorerions le caractère sacré de la vie si l'on ne tuait pas, et que le commandement « Tu ne tueras pas » ne ferait pas apparaître ce caractère sacré ; [...] c'est seulement la *prévision* d'une *déformation* de l'homme qui nous procure le concept de l'homme qu'il s'agit de prémunir et nous avons besoin de la *menace* contre l'image de l'homme – et de types tout à fait spécifiques de menace – pour nous assurer d'une image vraie de l'homme grâce à la frayeur émanant de cette menace. Tant que le péril est inconnu, on ignore ce qui doit être protégé et pourquoi il le doit : contrairement à toute logique et toute méthode le savoir à ce sujet procède de ce contre quoi il faut se protéger. C'est ce péril qui nous apparaît d'abord et nous apprend par la révolte du sentiment qui devance le savoir à voir la valeur dont le contraire nous affecte de cette façon. Nous savons seulement *ce qui* est en jeu lorsque nous savons *que* cela est en jeu[348]. »

La peur, comprise comme une manifestation de la « révolte du sentiment qui devance le savoir », a une valeur heuristique : elle révèle à celui qui l'éprouve la véritable nature de ce qui pourrait être détruit ou altéré, qu'il ignorait avant que la menace ne lui paraisse envisageable. La peur, en d'autres termes, nous permet de comprendre ce à quoi nous tenons, de « déterminer ce qui nous tient réellement à cœur [349] ». Mais encore faut-il accéder à ce sentiment, et donc à la connaissance du péril lui-même. Voilà une première difficulté : comment parvenir à avoir suffisamment peur ? Comment réussir à se représenter ce qui nous menace ? Pour cela, Jonas préconise de se représenter les effets les plus lointains de nos actions dans le futur, et de toujours envisager, bien que ce ne soit guère aisé, le scénario du pire : il faudrait « davantage prêter l'oreille à la prophétie de malheur qu'à la prophétie de bonheur [350] ». Il s'agirait d'imaginer la façon dont nous pourrions, à notre époque, causer les malheurs des générations à venir. Ainsi effrayés, nous serions en mesure de corriger nos actions dans le présent : l'imagination du pire permettrait de l'éviter.

Cette proposition rencontre, dans l'Allemagne d'alors, un certain succès : elle inspire notamment le « principe de précaution », selon lequel les décideurs politiques peuvent prendre des mesures de protection de l'environnement lorsque celui-ci est en danger. Ce principe est ensuite progressivement repris à un niveau international dans les années 80 et 90, et notamment lors de la conférence de Rio de 1992. Pourtant, vingt ans plus tard, l'habitabilité de la Terre est si dégradée que les conditions de survie des

[348] *Ibid.* p.66.
[349] *Ibid* p.67.
[350] *Ibid.* p.79.

humains sont mises en péril, ce qui pousse Jean-Pierre Dupuy à constater des limites de ce principe de précaution. Ce principe, consubstantiel à la notion de risque déjà évoquée plus haut, se refuse d'emblée de jeu à envisager un danger apocalyptique pour l'humanité : dès le début, nous sommes face à un cadre théorique trop étriqué pour y rejouer la proposition jonassienne. Le « catastrophisme éclairé » de Jean-Pierre Dupuy est une posture philosophique cherchant moins à se substituer au principe de précaution qu'à en révéler les faiblesses, en opérant à un retour plus radical à la méthode jonasienne. En effet, le philosophe prolonge cette réflexion, tout en réhabilitant le motif de la catastrophe, largement discrédité par les théoriciens de la précaution, dans l'objectif de « construire un catastrophisme cohérent et conforme à la raison la plus exigeante [351] ».

Jean-Pierre Dupuy concède que le projet jonassien, selon lequel il faudrait se représenter le pire et en faire l'annonce pour précisément l'éviter – en bref, « prévoir l'avenir pour le changer » - est une « impossibilité logique [352] ». Cependant, une attitude philosophique très particulière permettrait de procéder à ce mouvement de pensée. Il s'agirait non plus d'imaginer le pire, en se projetant dans le futur depuis notre présent, mais de « se souvenir » de la catastrophe future. Il propose une temporalité assez proche de celle du délai, fonctionnant pour ainsi dire à rebours :

> « Il faut inscrire la catastrophe dans l'avenir d'une façon beaucoup plus radicale. Il faut la rendre *inéluctable*. C'est rigoureusement que l'on pourra dire alors que nous agissons pour la prévenir *dans le souvenir que nous avons d'elle*. Ces signaux en provenance de l'avenir dont parle Jonas et que les lois de la physique interdisent, c'est l'argumentation métaphysique qui leur donnera existence et sens [...] Il va nous falloir apprendre à penser que, la catastrophe apparue, il était impossible qu'elle ne se produise pas, mais qu'avant qu'elle ne se produise elle pouvait ne pas se produire [353]. »

Jean-Pierre Dupuy tente de surmonter les difficultés du projet de Hans Jonas à partir d'un détour métaphysique. Si nous ne parvenons pas à imaginer la catastrophe à venir, et donc à l'éviter, alors il faut que la catastrophe se produise, pour très paradoxalement la conjurer. Il se rapproche ici de la proposition chère à Bergson, selon laquelle la catastrophe, qui nous semble inenvisageable avant qu'elle ne se produise, projette immédiatement son image dans le passé lorsqu'elle advient effectivement, de façon qu'elle nous paraît avoir toujours été possible : « Sa possibilité, qui ne précède pas sa réalité, l'aura précédée une fois la réalité apparue [354] ». Ainsi, nous devrions croire au

[351] Jean-Pierre DUPUY, *Pour un catastrophisme éclairé, op. cit.* p.81.
[352] *Ibid.* p.171.
[353] *Ibid.* p. 164.
[354] *Ibid.* p. 165.

caractère absolument inéluctable de la catastrophe, et ne jamais la quitter du regard, pour effectivement la contenir. La « contenir » : Jean-Pierre Dupuy joue lui-même de l'ambiguïté du terme. La catastrophe se trouve ainsi à la fois retenue, non-effective, et continuellement présente, puisque son image est nécessaire à notre survie. Ainsi, la catastrophe demeure dans une « présence-absence [355] ».

La posture de Jean-Pierre Dupuy est métaphysique et méthodologique, et répond à une définition du catastrophisme bien plus étroite et complexe que celle que nous en donnions initialement : il ne s'agit plus d'une seule perspective d'avenir, marquée par sa noirceur. Le succès de cette proposition pourrait contribuer à discréditer d'autres formes de catastrophisme, pour lesquelles la catastrophe ne serait plus méthodologique, mais bien ontologique[356]. En effet, Jean-Pierre Dupuy ne cherche pas à savoir si oui ou non l'espèce humaine va être concrètement confrontée à son annihilation, question dont la pertinence politique lui semble limitée, mais tente de comprendre comment repousser ce spectre apocalyptique. Dès lors, faire l'annonce d'une catastrophe bien concrète serait contre-productif : cela contribuerait à potentiellement en accélérer le rythme, à l'instar d'une prophétie auto-réalisatrice. Ce faisant, le « catastrophisme éclairé » rejette dans l'ombre les discours qui s'inquièteraient d'une fin de l'humanité bien concrète, discours caricaturé sous la forme d'un obscurantisme.

En définitive, le catastrophisme, que nous avons initialement défini comme une perspective sombre, « confinant à la négation de tout avenir pour l'humanité [357]», trouve, dans toutes ses variations, des traits saillants : des structures discursives semblables (mobilisant des entités globales, puisqu'il est question d'humanité) ; une dimension eschatologique (envisageant une fin possible de l'espèce humaine). Ces deux aspects, qui resteront prégnants dans le discours de la collapsologie, ne suffisent pourtant pas à faire du catastrophisme une école de pensée homogène. Au contraire, le détour historique et philosophique auquel nous avons opéré montre combien cette pensée trouve au fil du temps différentes formulations : aussi faudrait-il plutôt parler de

[355] Expression que nous reprenons à Jean-Pierre DUPUY, « Contre les collapsologues et les optimistes béats, réaffirmer le catastrophisme éclairé », art.cit.

[356] Nous reprenons cette distinction à Catherine Larrère et Raphaël Larrère. C. LARRERE et R. LARRERE, *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, *op. cit*. p.14 ; p.73. Par ailleurs, notons que cette distinction n'existe pas de façon si présente dans la littérature catastrophiste : comme le souligne par exemple Loïs Mallet, le statut offert à la catastrophe chez Anders évolue souvent et relève plutôt d'un continuum ambivalent. Loïs MALLET, « S'engager sans espoir : L'héritage catastrophiste de Günther Anders », mémoire de recherche en philosophie, Paris IV, Paris, 2022, p.115 et suivantes.

[357] J. GRINEVALD et I. RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art. cit.

catastrophismes, au pluriel. Ceux-ci se distinguent sur deux principaux points : la nature de la catastrophe (nucléaire et/ou écologique) ; et le statut de la catastrophe (ontologique ou méthodologique[358]). Ce dernier élément n'est pas sans conséquences politiques. Selon le statut donné à la catastrophe, il s'agira ou de l'éviter, ou de la repousser, ou de s'y préparer. Ces différentes postures s'opposent : quelle doit-être en effet la finalité d'un discours portant sur la catastrophe ? À quelles conditions est-il pertinent d'en faire l'annonce ? Se préparer à la catastrophe, n'est-ce pas finalement renoncer à l'éviter, voire la précipiter ? Plus encore, on peut supposer que le contenu des réponses politiques déployées face à la catastrophe évoluera selon le statut donné à la catastrophe, et donc selon les différentes perceptions de son imminence. Ainsi, au cours de notre étude, il nous faudra tenter de comprendre quelles approches et quels usages du catastrophisme la collapsologie et ses réceptions suggèrent.

B) Les tensions autour du catastrophisme actuel : Le catastrophisme est-il idéologique ?

Le catastrophisme au service de l'idéologie des classes dominantes ?

Les catastrophismes que nous avons présentés supportent de multiples définitions, qui suggèrent différentes postures politiques. Voilà qui nous permet d'affirmer, avec Ivo Rens et Jacques Grinevald, que le catastrophisme n'est guère idéologique en lui-même[359]. Il connaît les mêmes reformulations institutionnelles que l'écologisme : les événements internationaux organisés par différents acteurs politiques, économiques et associatifs, à l'instar des COP évoquées au chapitre précédent, signent à la fois l'institutionnalisation croissante des enjeux environnementaux et la reprise, par des acteurs divers, des motifs et schèmes discursifs catastrophistes. Pour Raphaël et Catherine Larrère, on assiste à une « globalisation des questions environnementales[360] », qui fait évoluer la façon dont celles-ci sont perçues et travaillées. Les deux philosophes avancent que ces conférences

[358] Ici, par souci de clarté, nous adoptons une distinction méthodologique /ontologique un peu caricaturale, et reprise à Catherine et Raphaël Larrère. C. LARRERE et R. LARRERE, *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, *op. cit*. Mais en réalité, le catastrophisme d'Anders, par exemple, oscille entre ces deux postures.

[359] J. GRINEVALD et I. RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art. cit.

[360] C. LARRERE et R. LARRERE, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, *op. cit*.

internationales favorisent l'émergence du catastrophisme, qui se concentre sur les menaces pesant globalement sur la Terre et sur l'humanité : les dégradations environnementales sont présentées comme résultant de dynamiques internationales, et pesant sur des entités globales. Dès lors, pourrions-nous ajouter, la réponse politique à apporter à ces mutations semble devoir s'inscrire à une même échelle internationale. Ce changement d'échelle, dans la perception des questions environnementales, n'est pas sans ambiguïté pour le militantisme écologiste. En effet, quelle prise les individus peuvent-ils avoir sur des décisions se jouant à une telle échelle ? Plus encore, l'écologie politique, plaidant historiquement pour une pensée du local, ne se trouve-t-elle pas prise dans un paradoxe lorsqu'il s'agit de prendre en charge des problèmes éminemment globaux ? De la même manière, cette reprise du thème catastrophiste par les institutions politiques peut mener à une sur-représentation de l'écologie scientifique, qui interroge profondément les mécanismes d'engagement dans le militantisme écologiste. Enfin, cette institutionnalisation du catastrophisme en révèle bien, pour ses commentateurs les plus critiques, toute l'ambiguïté idéologique. Le catastrophisme est alors mis en procès, selon des arguments qui seront, plus tard, redirigés vers la collapsologie.

Pour beaucoup de ses détracteurs, le catastrophisme est un outil profitant aux classes dominantes : l'accumulation des énoncés effrayants concernant l'état du monde contribuerait à renforcer le pouvoir autoritaire de celles et ceux qui nous gouvernent. René Riesel et Jaime Semprun, dans leur ouvrage de 2008 *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable,* dénoncent ainsi des « propagandes étatiques et médiatiques [361]». Selon eux, nous ne serions guère en présence d'une seule « démarginalisation[362] » du catastrophisme, mais plutôt face à une saturation catastrophiste relevant du spectacle[363]. Ils rendent ainsi compte d'un dialogue, savamment entretenu, voire mis en scène, entre scientifiques, organisations gouvernementales et décideurs politiques :

> « Ces éloquentes mises en garde, quand elles en arrivent au chapitre des réponses à apporter devant des menaces aussi pressantes, s'adressent en général à « l'humanité » pour la conjurer de « changer radicalement ses aspirations et son mode de vie » avant qu'il ne soit trop tard. On aura remarqué que ces injonctions s'adressent en fait, si l'on veut bien traduire leur pathos moralisant en un langage un peu moins éthéré, aux

[361] R. RIESEL et J. SEMPRUN, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, *op. cit.*

[362] L. SEMAL, *Face à l'effondrement*, *op. cit.*

[363] R. RIESEL et J. SEMPRUN, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, *op. cit.*

> dirigeants des Etats, aux institutions internationales, ou encore à un hypothétique « gouvernement mondial » qu'imposeraient les circonstances [364]. »

Ainsi, la perspective catastrophiste se comprendrait comme un seul appel aux décideurs politiques, venant renforcer l'impression de légitimité des gouvernements, et la délégation des questions environnementales à des instances nationales et internationales. Plus encore, ces auteurs dénoncent l'apolitisme et l'idéalisme des solutions envisagées par les auteurs catastrophistes, qui s'en remettraient à une « humanité abstraite » ou à une « prétendue « volonté générale »[365] », compris comme de « vieux déguisements de l'idole sociale [366]». Derrière ces discours, se dissimulerait en vérité la volonté de maintenir, le plus longtemps possible, la « société de masse » :

> « On ne peut donc, dans le cours de l'effondrement, qu'envisager de retarder aussi longtemps que possible la dislocation de l'agrégat de désespoirs et de folies qu'elle est devenue ; et on n'imagine y parvenir, quoi qu'on en dise, qu'en renforçant toutes les coercitions et en asservissant plus profondément les individus à la collectivité[367]. »

Nous arrivons là au cœur de leur critique. Selon René Riesel et Jaime Semprun, la perspective catastrophiste irait bien dans le sens d'un renforcement de la coercition, s'ancrant dans des discours scientifiques :

> « Dans tous les discours du catastrophisme scientifique, on perçoit distinctement une même délectation à nous détailler les contraintes *implacables* qui pèsent désormais sur notre survie. Les techniciens de l'administration des choses se bousculent pour annoncer triomphalement la mauvaise nouvelle, celle qui rend enfin oiseuse toute dispute sur le *gouvernement des hommes*. Le catastrophisme d'Etat n'est très ouvertement qu'une inlassable propagande pour la survie planifiée – c'est-à-dire pour une version plus autoritairement administrée de ce qui existe [368]. »

Le catastrophisme scientifique, comme sa reprise par les États, interdirait tout débat portant sur les organisations démocratiques, sur les rapports de force se jouant dans les sociétés, pour subordonner le motif du politique à celui de la seule survie. Dès lors, ces rapports sociaux et politiques se trouveraient naturalisés, réduits à un ensemble de données scientifiques et calculs probabilistes : le politique se restreindrait à une seule gestion technicienne de nos existences.

Cette restriction du politique irait dans le sens d'une nécessaire « soumission », se dissimulant derrière des invitations à « responsabiliser » les individus : René Riesel et

[364] *Ibid.* p.10.
[365] *Ibid.* p.11.
[366] *Ibid.* p.10.
[367] *Ibid.* p.10.
[368] *Ibid.* p.15-16.

Jaime Semprun avancent qu'au sein des discours catastrophistes, « la liberté est nécessairement calomniée sous la figure du consommateur irresponsable [369]». Ils passent alors en revue différentes « écoles » du catastrophisme, distinguées selon le type de menace observé, et qui, selon eux, « nous entraînent, non plus seulement « à avaler et ne trouver point amer le venin de la servitude », mais à le trouver savoureux et salvateur [370]». L' « école apocalyptique », andersienne, conduirait à une démission de la conflictualité politique et à « l'acceptation » de la soumission « par le sentiment d'un délai inespéré[371] ». Les écoles du « réchauffement [climatique] » et de « l'épuisement [des ressources] » conduiraient à « promouvoir tout un éventail de « solutions » qui en appellent à la fois à l'Etat, à l'industrie, à la discipline individuelle du consommateur [372] », parmi lesquelles compteraient, sans distinction, la géo-ingénierie, le nucléaire, le rationnement. L'école de « l'empoisonnement [par les pollutions] », serait « extrêmement propice à la multiplication d'obsession hygiénistes et sanitaires, chacun devant rester constamment sur la brèche pour préserver une santé largement hors d'atteinte[373] ». Enfin, l'école « du chaos », qui met l'accent sur les conséquences sociales et politiques des dommages environnementaux, serait, elle, « bien démunie pour proposer ne serait-ce que l'apparence d'une solution » et condamnée à rester « évidemment sans beaucoup d'écho[374] ». Cette accumulation voudrait donner à voir un kaléidoscope d'atteintes à la liberté (jamais définie par nos auteurs) qu'entraînerait le catastrophisme. Elles auraient en commun leur situation d'énonciation : la menace serait annoncée par un scientifique, universitaire, « philosophe salarié[375] » ou autre « expert[376]». Le système de production et de consommation de notre société et les gouvernements en place, loin d'être ébranlés, seraient au contraire renforcés. Andrew Dobson argumenterait certainement, comme nous l'avons vu précédemment, que nous sommes là face à une conception

[369] *Ibid.* p.16.

[370] *Ibid.* p.48.

[371] *Ibid*. p.49.

[372] *Ibid*. p.49.

[373] *Ibid*. p.51.

[374] *Ibid.* p.52. On pourrait s'amuser de constater que la collapsologie, relevant largement de cette « école du chaos », trouve un tel écho une dizaine d'années après la publication de l'ouvrage de Riesel et Semprun. Se pourrait-il que ce décalage, entre ce que ces auteurs présupposent de cette « école » et son incarnation concrète, puisse nous renseigner sur une éventuelle faiblesse de leur argumentation ? Se pourrait-il que nos auteurs méconnaissent ici le potentiel subversif et mobilisateur des discours eschatologiques ?

[375] R. Riesel et J. Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable, op. cit.* p.49.

[376] *Ibid.* p.10-11.

environnementaliste, et non écologiste, du catastrophisme. Ces différentes écoles, allant dans le sens d'une « soumission durable », partageraient aussi un même levier : la peur, suscitée par l'énumération des menaces environnementales et climatiques. Ainsi, ces auteurs rejouent des critiques déjà adressées à l'idée jonasienne d'une « heuristique par la peur ». Hans Jonas propose effectivement de faire de la peur un outil de sensibilisation des populations « par le haut »[377], de sorte que les réceptions de l'œuvre jonasienne ont souvent pointées du doigt ce qui leur semblait être une tendance autoritaire du philosophe[378].

Ainsi, selon ces auteurs, il ne serait pas tout à fait juste de tenir le catastrophisme pour non-idéologique. Leur lecture du catastrophisme, réduisant cette pensée à ses reformulations institutionnelles et médiatiques et reniant la portée subversive de certains textes à teneur catastrophiste, le place résolument du côté de l'idéologie dominante néo-libérale. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, ces critiques préfigurent assez largement celles qui seront énoncées envers la collapsologie. Mais avant d'y venir, tâchons de comprendre plus précisément en quoi le catastrophisme, dès lors qu'on en adopte une vision un peu moins caricaturale, peut avoir un lien plus complexe à l'idéologie, et plus émancipateur.

Le catastrophisme selon Jacques Grinevald et Ivo Rens : Un phénomène idéologique

Jacques Grinevald et Ivo Rens, toujours dans leur article de 1975 « Réflexions sur le catastrophisme actuel », définissent le catastrophisme et soulignent la spécificité de celui dit « actuel » : leur argumentation nous permet de répondre en partie aux critiques énoncées ci-dessus. Ils concèdent d'abord que le catastrophisme, lorsqu'on le comprend comme une pensée anhistorique de la fin des temps, relève d'une « représentation compensatoire paradoxale visant à intégrer un malheur subi ou appréhendé dans un malheur plus grand encore, voire radical, mais assorti, le plus souvent, du salut des

[377] H. Jonas, *Le principe de responsabilité, op. cit.*

[378] Pour mieux comprendre les ambiguïtés de la proposition de Hans Jonas et celles de sa réception, voir Flore D'Ambrosio-BOUDET, *De l'espèce humaine : affronter l'urgence écologique avec Robert Antelme et Hans Jonas*, Thèse de doctorat en philosophie, Paris, Université Paris Nanterre, 2018. Signalons également les récents travaux de thèse de Léna Silberzahn au sujet de la peur : Léna SILBERZAHN, *Penser la peur au temps des catastrophes. Matériaux féministes pour une autodéfense affective*, Paris, Ecole doctorale de Sciences Po, 2023.

« justes »[379] ». Cependant, le catastrophisme qui les intéresse plus spécifiquement est celui qui « parle le langage des sciences expérimentales [380]», un catastrophisme partiellement scientifique, se structurant face à la menace nucléaire. Or, ce catastrophisme, « même lorsqu'il se fonde sur des argumentations scientifiques », n'est « jamais intégralement scientifique[381] », en raison d'un principe d'incertitude[382]. Dès lors, les pensées anti-catastrophistes, notamment marxistes, y voient soit une forme d'idéologie de la science, un scientisme, soit une idéologie néo-libérale déguisée derrière l'apparence de la science. Dans les deux cas, il s'agirait d'une « idéologie de crise de la classe dominante décadente [383] ». Il est vrai que la pensée néo-libérale, identifiée comme ennemie du catastrophisme par nos auteurs, peut éventuellement reprendre le thème catastrophiste. Cependant, il ne s'agit alors que d'une « très empirique récupération par le pouvoir de la peur du désordre et de l'aventure, de la « terreur de l'avenir » », visant à « jouer paradoxalement un rôle sécurisant, favorable aux partisans de l'ordre établi car il induit le spectateur à tenir ses misères quotidiennes pour négligeables au regard des fictions d'épouvante dont on le repaît[384] ». Il s'agit là d'une récupération partielle et transformée du catastrophisme actuel, qui tente d'en tronquer la part subversive.

En effet, si le catastrophisme n'est jamais entièrement scientifique, et jamais non plus tout à fait idéologique, celui-ci relève pour Ivo Rens et Jacques Grinevald du « phénomène idéologique[385] ». La formule pourrait évoquer les travaux de Jacques Ellul, repris en 1974 par Paul Ricoeur [386]. Le phénomène idéologique, chez Jacques Ellul, désigne « la mutation d'un système de pensée en système de croyance [387]». L'idéologie, reposant sur la description analytique d'une société (un « système de pensée »), doit devenir « mystificatrice » et « justificatrice » pour continuer de mobiliser les individus et leurs institutions, il lui faut renouveler sans cesse leur « croyance dans le caractère juste

[379] J. GRINEVALD et I. RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art. cit., p.284.

[380] *Ibid.*p.284.

[381] *Ibid.* p.284.

[382] Nos auteurs s'appuient sur les travaux de Bertrand de Jouvenel pour évoquer ce principe d'incertitude : toute connaissance acquise concernant l'avenir serait en mesure de nous conduire à transformer cet avenir. *Ibid.* ; Bertrand DE JOUVENEL, *L'art de la conjecture*, Paris, Hachette, 1972.

[383] J. GRINEVALD et I. RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art. cit, p.311.

[384] *Ibid.*p.313.

[385] *Ibid.* p.286.

[386] Paul RICŒUR, « Science et idéologie », *Revue Philosophique de Louvain*, 72-14, 1974, p. 328-356 ; Jacques ELLUL, « Le rôle médiateur de l'idéologie », *in Démythisation et idéologie*, Paris, Aubier - Flammarion, 1973.

[387] P. RICŒUR, « Science et idéologie », art. cit.

et nécessaire de l'action instituée[388] » : pour conserver ce dynamisme, elle doit passer de l'idée à la « croyance », à savoir l'idée « codée », simplifiée et schématisée[389]. Or, si l'on en croit nos auteurs, le catastrophisme actuel souligne précisément cette mutation d'un système de pensée en système de croyance :

> « Le catastrophisme actuel ne peut manquer de constituer un révélateur exceptionnel des potentialités mystificatrices comme des virtualités désaliénantes des différentes idéologies en présence. [...] Dans cette perspective, si donc le catastrophisme actuel n'est pas une idéologie, il n'en est pas moins une idée qui assume des fonctions différentes dans les diverses idéologies en présence [390]. »

Selon ces définitions, le catastrophisme occupe un double rôle. D'abord, il s'agit d'un révélateur, permettant de confronter des pensées politiques à leurs propres croyances, de révéler le caractère bel et bien idéologique de ces propositions politiques. C'est en ce sens que le catastrophisme, selon nos auteurs, dérange les idéologies en présence :

> « Les attitudes objectivement convergentes que le catastrophisme actuel suscite tant chez les marxistes que chez les dirigeants néo-libéraux nous paraissent dotées d'une telle puissance d'auto-aveuglement devant la montée évidente des périls guettant l'humanité que nous sommes tentés d'y voir autant de manifestations typiquement idéologiques dans le sens marxien de fausse conscience [391]. »

Ici, ces auteurs suggèrent que les critiques du catastrophisme puissent davantage nous renseigner sur ceux qui en sont à l'origine, sur leurs propres systèmes de croyance, que sur le catastrophisme lui-même.

Deuxièmement, si le catastrophisme permet de mettre en tension les idéologies existantes, de les confronter à leurs propres croyances, il est aussi un levier potentiel pour les idéologies qui s'en emparent pleinement, assumant en leur sein « différentes fonctions » : Rens et Grinevald s'intéressent plus précisément au rôle joué par le catastrophisme au sein des mouvements écologistes. Ils esquissent alors le « profil idéologique[392] » du catastrophisme, en soulignant quatre de ses fonctions. Premièrement, le catastrophisme actuel occupe une fonction de « conscientisation[393] » : les auteurs catastrophistes et leurs lecteurs vont « ouvrir les yeux » « sur quelques-uns des dangers qui menacent l'humanité du fait de la conjonction des différents paramètres d'évolution

388 *Ibid.*
389 *Ibid.*
390 J. GRINEVALD et I. RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art. cit., p.308.
391 *Ibid.* p.313.
392 *Ibid.*p.308.
393 *Ibid.* p.315.

dont aucun, pris séparément, ne paraîtrait dramatique, au moins dans l'immédiat[394] ». Dès lors, la dimension scientifique du catastrophisme, et le rôle de la vulgarisation scientifique, se trouvent valorisés. Puis, le catastrophisme présente une fonction mobilisatrice et contestataire : à partir de la conscience acquise des menaces, il s'agit de donner lieu à une mobilisation « fondamentalement subversive au regard des pouvoirs en place », qui a pour effet « de les contester globalement[395] » - ce qui explique la dimension révolutionnaire du mouvement écologiste des années 1970. Sur ce point, il convient de revenir sur le statut de la peur : si l'on peut en avoir un usage manipulatoire, en tâchant de gouverner en effrayant les populations, les auteurs catastrophistes envisagent également d'en avoir une utilisation stratégique et subversive. Pour Günther Anders, il s'agit de retourner la peur contre les dirigeants politiques ou industriels qui engagent des politiques de destruction :

> « Puis qu'ils nous terrifient en permanence, ils pourraient bien se retrouver à leur tour intimidés en permanence et devoir sans cesse se tenir sur leurs gardes – tous, sans exception, et dans un ordre imprévisible[396]. »

Ici, on est bien loin de la complicité suggérée par René Riesel et Jaime Semprun entre catastrophistes et classes dominantes. Troisièmement, le catastrophisme occupe une fonction de « légitimation de nouveaux types de sociétés[397] », sociétés soutenables et justes. Par conséquent, et dernièrement, le catastrophisme suscite un « changement d'attitude psychologique et de comportement socio-culturel[398] » chez les individus, ce qui signifie qu'il contribue à l'émergence d'un « nouveau civisme axé sur la nécessité de ne pas transgresser les équilibres naturels et les limites de la croissance[399] ». Ainsi, le catastrophisme est un levier pour l'idéologie écologiste, puisqu'il participe à la fois d'une prise de conscience écologique, d'une mobilisation subversive à l'égard des gouvernements en place, d'une légitimation de son projet de société et qu'il invite à penser de nouvelles formes de civisme.

Plus encore, en tant que révélateur du caractère idéologique des pensées politiques et en tant que levier de l'écologisme, le catastrophisme vient interroger les mécanismes

---

394 *Ibid.* p.315.

395 *Ibid.* p.315.

396 Günther ANDERS, « Une contestation non-violente est-elle suffisante ? », *Tumultes*, trad. fr. Guillaume PLAS, 28/29, 2007 (1987), p.220. Nous reviendrons plus en détails sur cette dimension lors de notre troisième partie.

397 J. GRINEVALD et I. RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art. cit., p.316.

398 *Ibid.* p.318.

399 *Ibid.*, p.318.

de production de l'idéologie et ses liens à l'activité scientifique. Toujours selon Ivo Rens et Jacques Grinevald, le catastrophisme présente l'intérêt de « dialectiser les notions d'idéologie et de science en les relativisant toutes deux dans le cadre historique de la problématique mondiale[400] ». En effet, le catastrophisme révèle le caractère « métaphysique et donc idéologique et culturel de toute science [401]», mettant à mal, de la sorte, la « bonne conscience » de scientifiques se prétendant dénués de motivations idéologiques. Dès lors, nos auteurs tentent de brosser le portrait, idéal-typique, du porte-parole du catastrophisme écologiste : il s'agirait d'un « scientifique voué à l'interdisciplinarité, voire à l'indiscipline », qui contesterait « la systématique sécurisante de sa spécialité et même la légitimité du cloisonnement universitaire du savoir », un « généraliste soucieux de praxis[402] ». Ils appellent de leurs vœux une forme de politisation des acteurs scientifiques. Un tel geste n'est pas sans rappeler la création de l'écologie scientifique elle-même, « science impliquée[403] » qui s'interroge sur le bien-fondé de la neutralité axiologique et sur les clivages construits entre nature et culture, entre savoir et pouvoir. Reste à comprendre ce que désigne, plus concrètement encore, une telle politisation des scientifiques, et quels enjeux celle-ci soulève pour penser les rapports entre science et politique[404]. Si la collapsologie démarginalise le catastrophisme, elle se heurte alors aux mêmes critiques que celles ici évoquées, et soulève les mêmes questionnements relatifs aux rapports science et politique : nous y reviendrons dans le troisième chapitre de cette partie. Mais avant cela, il nous faut comprendre comment la collapsologie s'empare de cet héritage théorique, et quelles reformulations elle y apporte.

[400] *Ibid.* p.320-321.
[401] *Ibid.* p.320.
[402] *Ibid.* p.318.
[403] J.-P. DELEAGE et L. COUTELLEC, « L'écologie scientifique, une science impliquée ? », art. cit.
[404] Voilà précisément une question qui nous intéressera durant la deuxième et troisième partie de ce travail.

3. La spécificité de la collapsologie : Un resserrement de la perspective catastrophiste autour du motif de l'effondrement systémique

A) Les théorisations de l'effondrement systémique depuis les années 1970

Le rapport Meadows, première modélisation de l'effondrement systémique

L'effondrement systémique connaît une première théorisation à travers les travaux de Jorgen Randers, William Behrens, Donella et Dennis Meadows, qui publient en 1972, à la demande du Club de Rome, *The Limits to Growth*[405] . Cette étude surnommée le « rapport Meadows », traduite dans de très nombreuses langues et largement reprise par les militants écologistes dans les années suivantes, adopte un angle écologique et économique pour simuler différentes évolutions possibles du monde. Pour ce faire, les auteurs ont eu recours à une modélisation informatique « World3 », faisant interagir de manière systémique plusieurs éléments - la croissance démographique, la croissance industrielle, la pollution, l'épuisement des ressources non-renouvelables et les services accessibles aux populations, notamment en matière de santé et d'éducation. Plusieurs scénarios ont ainsi été produits pour la période allant de 1900 à 2100 : ceux-ci s'appuient sur les données effectivement observées entre 1900 et 1970, puis ils varient, entre 1970 et 2100, selon le contrôle supposé des naissances et/ou de l'industrialisation. Il existe un scénario *standard run*, dans lequel les dynamiques déjà observées dans les années 1970 se poursuivent et s'affirment, ou encore un scenario *comprehensive technology*, dans lequel des solutions technologiques permettent un temps de contrôler les dommages causés sur l'environnement. Mais comme le souligne Gabriel Salerno, lorsqu'il retrace en 2021 les évolutions de ces scénarios, « les conclusions sont sans équivoque. Quel que soit le scénario, lorsque l'une ou plusieurs des variables sont en croissance continue, le système monde vient à s'écrouler à un moment ou un autre[406] ». Ainsi, selon ledit rapport, seul le scénario *stabilized world* ne mènerait pas à un effondrement systémique : un

[405] Pour la version française, voir D. MEADOWS, D. MEADOWS et J. RANDERS, *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, *op. cit*. Ce rapport a été réalisé à la demande du Club de Rome, qui regroupe scientifiques, économistes, acteurs économiques pour étudier les enjeux auxquels doivent faire face les sociétés industrialisées.

[406] Graham TURNER et Gabriel SALERNO, *Aux origines de l'effondrement*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021, p.11.

scénario dans lequel la croissance démographique et la croissance économique, en lien avec la production industrielle, sont fortement limitées. C'est de ce constat que le rapport Meadows tire son titre, soulignant l'existence de limites matérielles à la croissance. Cette théorisation a ensuite fait l'objet de nombreuses réactualisations, par les mêmes auteurs, ou encore par Graham Turner[407]. Les travaux de Turner, s'appuyant sur les données observées entre 1970 et 2010, confirment le scénario *standard run*.

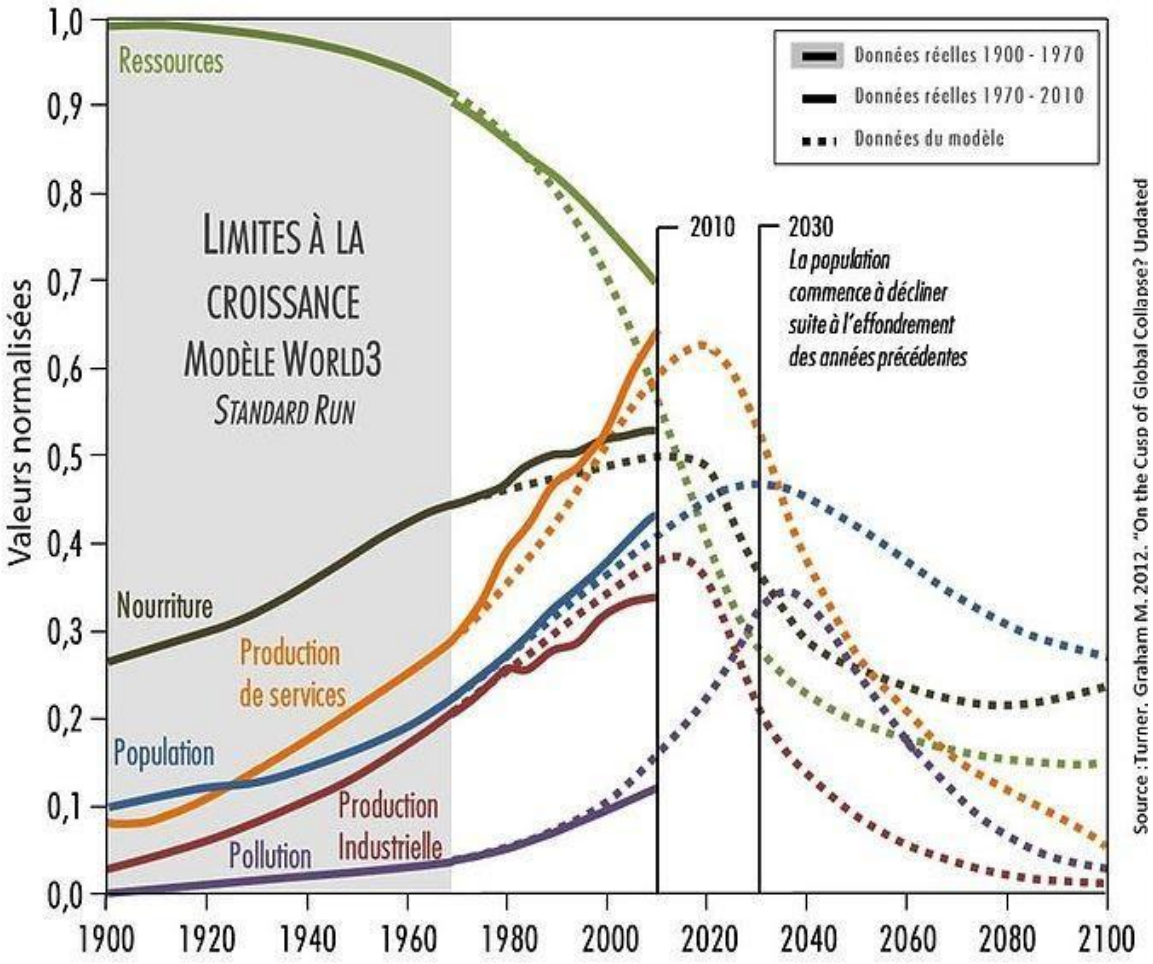


Figure 1: La réactualisation du scénario standard run du rapport Meadows par Graham Turner[408].

Certes, par rapport aux premières estimations du rapport Meadows, les ressources ont connu un épuisement moins rapide que celui envisagé, les productions agricoles et de services s'avèrent un peu plus importantes et la production industrielle légèrement

[407] *Ibid.*
[408] G. TURNER et G. SALERNO, *Aux origines de l'effondrement*, *op. cit.*

moindre, la pollution moins conséquente, et la croissance démographique un peu plus haute. Pourtant, les tendances effectivement observées suivent les modélisations produites dans les années 1970. Ainsi, selon ce scénario, un effondrement devrait avoir lieu autour de 2020 : celui-ci concerne en premier lieu les productions de services et celles industrielles et agricoles, et sont en lien avec l'épuisement accéléré des ressources. Dans un second temps, cet effondrement se traduit par le déclin des populations, souffrant de cette diminution rapide et incontrôlée des différentes productions.

Alimenter l'hypothèse d'un effondrement systémique à partir de l'analyse des effondrements passés

Quelques années après la publication de ce premier rapport, d'autres textes traitant de la notion d'effondrement sont produits. Si ces ouvrages s'inscrivent dans le prolongement des réflexions initiées par les Meadows, ils s'en distinguent pourtant sur un point : toutes ces publications entendent modéliser des dynamiques de déclin à partir de l'analyse d'effondrements s'étant déjà produits au cours de l'histoire, là où le rapport au Club de Rome n'opère pas à un tel détour historique. Ainsi, en 1988, Joseph Tainter publie *The Collapse of Complex Societies,* ouvrage dans lequel il étudie les conditions de survie ou d'effondrement des sociétés, considérées comme « systèmes complexes [409] ». La formule désigne un ensemble de très nombreuses entités entrant en interaction jusqu'à devenir interdépendantes : appliquée aux sociétés, la notion de complexité fait référence au degré de diversification et de spécialisation des acteurs sociaux, économiques et politiques. À partir de plusieurs exemples, à l'instar de ceux des civilisations romaine et égyptienne, l'anthropologue soutient que l'effondrement de ces systèmes ne relève pas uniquement d'invasions militaires ou de facteurs environnementaux, mais d'une « baisse de l'efficacité globale des organisations sociopolitiques [410] », menant à un processus de réduction de cette complexité. Plus la complexité des systèmes serait importante, plus ceux-ci s'avéreraient vulnérables, ne parvenant plus à maintenir leur fonctionnement organisationnel et économique. Ainsi, l'effondrement ne constitue pas en lui-même une catastrophe nécessairement globale et brutale, mais un retour, plus ou moins progressif, des sociétés localisées ou mondialisées à un degré de complexité moindre. Cette

[409] Joseph TAINTER, *The Collapse of Complex Societies, op.cit.*

[410] Idée résumée par François JARRIGE, dans « Penser l'effondrement. Catastrophe, écologie et histoire », *Écrire l'histoire. Histoire, Littérature, Esthétique*, 2015, p. 185-189.

publication, succédant au rapport Meadows, est largement mobilisée par les collapsologues. Elle rencontre par ailleurs, elle aussi, un certain succès éditorial, et contribue à faire exister le motif de l'effondrement systémique.

De la même manière, en 2005, le biologiste Jared Diamond publie *Collapse. How Societies choose to fail or succeed* : comme Tainter, il s'appuie sur l'analyse d'effondrements passés, mais pour soutenir, au contraire, que ceux-ci trouvent leur origine dans des questions environnementales, et notamment dans une mauvaise gestion des ressources[411]. Il définit l'effondrement comme « la réduction drastique de la population humaine et/ou de la complexité politique / économique / sociale, sur une zone étendue et une durée importante », ou encore, « la forme extrême de plusieurs types de déclin moindres [412] ». L'ambition de cet ouvrage est considérable, puisqu'il s'agit tout bonnement de proposer une histoire universelle faisant converger les sciences naturelles et sociales. Le livre devient un *bestseller*, tout en motivant de très nombreux débats et critiques, portant notamment sur la méthode employée par Diamond, donc sur la scientificité de sa proposition (reproche, qui, comme nous le verrons, est également adressé à la collapsologie).

Enfin, en 2013, Dmitry Orlov analyse plusieurs exemples, et en premier lieu la chute de l'URSS, dans l'objectif d'identifier différents stades d'effondrement qui pourraient, selon lui, se répéter à l'avenir et notamment aux Etats-Unis. *The five stages of Collapse* différencie cinq stades d'effondrement : celui financier, se traduisant par la fermeture des banques ; celui économique, marqué par une rupture dans les chaînes d'approvisionnement et par une pénurie des ressources accessibles en magasin ; celui politique, dans lequel les gouvernements ne parviennent plus à remplir leurs fonctions, perdant ainsi de leur légitimité ; celui social, se traduisant par la disparition des organisations caritatives et menant à l'augmentation de tensions entre les individus ou différents groupes sociaux; et enfin, celui culturel, où le lien social est si dégradé que le sentiment d'appartenance à une même communauté humaine disparaît, conduisant à une guerre de tous contre tous[413]. Toutes ces étapes pourraient s'engendrer les unes les autres, selon différents liens de causalité, sans répondre pour autant à un processus inéluctable : certains stades d'effondrement pourraient être évités, selon les réactions des populations

411 Jared DIAMOND, *Collapse : How Societies Choose to Fail or Succeed*, *op.cit.*
412 La traduction est de François JARRIGE , *op.cit.*
413 Dmitry ORLOV, *The Five Stages of Collapse: Survivors' Toolkit*, *op.cit.*

concernées. Par ailleurs, Orlov envisagera plus tard un dernier stade d'effondrement, celui dit écologique, selon lequel la destruction de l'environnement serait telle que les sociétés effondrées ne pourraient plus bénéficier des conditions matérielles suffisantes pour se reconstruire.

On constate que bien avant l'apparition de la collapsologie en 2015, le motif de l'effondrement systémique est travaillé, décrié, médiatisé. La notion supporte cependant de nombreuses définitions, et l'effondrement est motivé par différents facteurs selon les auteurs. Pour les Meadows, l'effondrement désigne la chute de la croissance démographique suite au déclin de différents types de production, en lien avec l'épuisement des ressources et l'augmentation des pollutions. Cet effondrement est alors relativement brutal. Chez Tainter, il s'agit d'une réduction de la complexité des sociétés, liée aux effets contre-productifs de la complexité elle-même, phénomène pouvant présenter des manifestations très diverses. Chez Diamond, ces deux premières définitions s'hybrident, mais l'effondrement trouve une origine résolument environnementale. Enfin, chez Orlov, l'effondrement trouve son point de départ dans la fragilité du secteur financier, et est processuel.

B) ***Renouveler et réaffirmer le motif de l'effondrement systémique en langue française : La naissance de la collapsologie***

L'importation en France du motif de l'effondrement systémique : le rôle de l'association Adrastia et de l'Institut Momentum

En France, ces publications trouvent également un certain écho dans la communauté scientifique et dans les sphères militantes écologistes. Au sein de ces milieux, deux associations se distinguent particulièrement : l'association Adrastia et l'Institut Momentum. Adrastia a été créée en 2014, soit un an avant la publication de *Comment tout peut s'effondrer,* à l'initiative de Vincent Mignerot, Joelle Leconte, Laurent Aillet et Régis Perrot[414]. Cette association, étudiée par Cyprien Tasset[415], se veut le prolongement d'une précédente initiative : la création, sur le réseau social en ligne Facebook, d'un

[414] ADRASTIA, *Site internet de l'association Adrastia*, disponible sur https://www.adrastia.org/, consulté le 7 février 2024.

[415] Cyprien TASSET, « Les « effondrés anonymes » ? S'associer autour d'un constat de dépassement des limites planétaires »,art.cit.

groupe appelé « Transition 2030 », où l'on débat des réactualisations du rapport Meadows. L'audience du groupe augmente à mesure que les constats scientifiques alarmants se multiplient, et le besoin de créer un espace plus vaste de discussion se fait ressentir. Dès lors, l'association énonce clairement, sur son site internet, sa conception de l'effondrement systémique :

> « S'appuyant sur des travaux scientifiques reconnus, Adrastia considère qu'un effondrement global est inéluctable, à court ou moyen terme. Cet effondrement est un processus complexe, systémique, étalé dans le temps, pour lequel il n'est pas possible de donner une date, ni de prédire la succession des événements qui le constitueront. Nous savons seulement que nous serons confrontés, dans les décennies qui viennent, à un environnement profondément transformé et instable [416]. »

A cette définition s'articule un positionnement politique marqué par une conception déterministe de l'avenir :

> « De ce fait, Adrastia ne propose pas de « solutions » visant à éviter l'effondrement, considérant qu'aucune démarche collective ou individuelle, aucune mesure politique ou sociale, aucune avancée scientifique ou technique ne serait susceptible d'empêcher l'effondrement. Pour autant, Adrastia n'encourage pas le renoncement ni la passivité. Nous appelons à considérer la situation avec lucidité et à anticiper au mieux les conséquences de l'effondrement, afin d'éviter une dégradation trop importante ou brutale des structures vitales de nos sociétés et de préserver, malgré la diminution des ressources, les meilleures conditions de vie possibles pour le plus grand nombre [417]. »

Dès lors, l'adhésion à l'hypothèse d'un effondrement constitue une condition *sine qua non* pour rejoindre l'association : « En rejoignant Adrastia, les membres acceptent l'idée que l'effondrement est inévitable[418] ». Jusqu'à aujourd'hui, l'association promeut efficacement le perspective effondriste, se donnant pour objectif « d'alerter le plus grand nombre », d'« accompagner les adhérents au moment de leur prise de conscience » et de « promouvoir les initiatives à même de permettre d'atténuer l'impact de l'effondrement systémique[419] ». L'association est très active sur les réseaux sociaux et se décline en « groupes locaux », plus ou moins dynamiques selon les ressources humaines présentes sur place. Le rôle d'Adrastia dans la diffusion francophone du discours sur l'effondrement systémique ne fait aucun doute et prépare le succès éditorial et médiatique de la collapsologie.

---

[416] ADRASTIA, « Site internet de l'association Adrastia », disponible sur https://www.adrastia.org/, consulté le 7 février 2024.

[417] *Ibid.*

[418] *Ibid.*

[419] *Ibid.*

Avant cela, et dès 2007, la revue *Entropia* consacre un numéro entier à la notion d'effondrement[420], en évoquant les réponses politiques à y apporter et ce qui pourrait effectivement succéder à ce bouleversement radical de nos sociétés. Parmi les auteurs de la revue, Yves Cochet, mathématicien et ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement sous le gouvernement de Lionel Jospin, concentre l'essentiel de ces travaux à l'effondrement. En 2011, il crée avec Agnès Sinaï l'Institut Momentum : cette association, qui se veut un « laboratoire d'idées », entend, dans la lignée d'*Entropia* ou encore du *Post Carbon Institute*[421], explorer les thématiques relatives à l'Anthropocène et ses possibles issues. Le séminaire inaugural de l'Institut Momentum, prononcé par Cochet, porte sur l'effondrement, qu'il définit comme « processus à l'issus duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, mobilité, sécurité) ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi [422] » : il s'agit précisément de la définition reprise par la collapsologie en 2015. Et en effet, Pablo Servigne et Raphaël Stevens, alors membres de l'Institut Momentum, ne cachent pas leur filiation intellectuelle avec Yves Cochet, auteur de la postface de *Comment tout peut s'effondrer*. Ce dernier soutient que ce processus trouverait son origine dans différents facteurs « propres à la mondialisation et au productivisme », soit « une rétroaction positive de déclins, nourrie par les interactions entre les ressources, le capital et les déchets [423] ». En 2019, après avoir activement contribué à médiatiser la notion d'effondrement, l'ancien Ministre développe ces définitions dans *Devant l'effondrement : Essai de collapsologie*[424] : les éléments qu'il avance reprennent ceux présentés dans ce séminaire inaugural, neuf ans plus tôt. Yves Cochet s'y appuie sur l'ensemble des publications précédemment évoquées, pour identifier différentes caractéristiques de cet effondrement, que nous reprenons ici :

- La « déstratification » : selon Yves Cochet, les différentes sociétés du monde, « stratifiées sur la base de classes, de sexes, d'ethnies ou d'autres facteurs,

[420] Jean-Claude BESSON-GIRARD (dir.), « L'Effondrement : et après ? », *Entropia, revue d'étude théorique et politique de la décroissance, op.cit.*

[421] Le *Post Carbon Institute*, fondé en 2003, est un *think-tank* développant différents travaux relatifs aux crises environnementales et les réponses à y apporter pour construire un modèle de société plus soutenable.

[422] Pour rappel, un résumé de ce séminaire est disponible en ligne sur le site internet de l'Institut Momentum. Y. COCHET, « L'effondrement, catabolique ou catastrophique ? », art.cit.

[423] *Ibid.*

[424] Y. COCHET, *Devant l'effondrement, op. cit*.

deviennent plus homogènes, plus égalitaires [425] ». En effet, l'effondrement frappant indistinctement l'ensemble des populations, devrait entraîner *de facto,* et indépendamment de toute volonté politique, l'abolition de ces privilèges accordés à certains au détriment d'autres.

- La « déspécialisation » : les fonctions sociales et économiques confiées aux individus, aux groupes sociaux et aux territoires, qui pouvaient faire l'objet d'une spécialisation, se répartissent différemment avec l'effondrement, allant dans le sens d'une plus grande multifonctionnalité.

- La « décomplexification » : renouant ici avec Tainter, Cochet avance que « les quantités et la diversité [426] » des interactions qui se jouent au sein d'une société (échange d'informations, de marchandises, de services), se réduisent.

- La « déstructuration » : il s'agit d'une redéfinition à marche forcée des institutions, menant à leur faillite ou, au moins, à leur affaiblissement – ce au profit de « modes de vie plus locaux et autonomes [427] ».

- Le « dépeuplement » : le processus d'effondrement, s'accompagnant des éléments cités plus haut, doit donner lieu une baisse drastique de la population, causée, pour ne prendre qu'un exemple, par les famines ou guerres entraînées par le manque de ressources.

- Un effondrement « catastrophique » et non « catabolique » : dans son séminaire inaugural, Cochet oppose deux conceptions de l'effondrement. L'une est dite « catabolique » : l'effondrement devrait avoir lieu selon un rythme progressif, s'étendant éventuellement sur plusieurs siècles. L'autre est dite « catastrophique » : ce processus ne devrait durer que quelques décennies. Yves Cochet soutient alors que l'effondrement doit bel et bien être catastrophique, à savoir rapide - « probable avant 2020, certain avant 2030 [428] ». La crise financière

[425] Y. COCHET, « L'effondrement, catabolique ou catastrophique ? », art.cit.
[426] *Ibid.* p.2.
[427] *Ibid.* p.2.
[428] *Ibid.* p.6.

de 2008 et le pic pétrolier constituent ainsi, selon lui, de premiers signaux d'un processus qui, principalement causé par l'épuisement des ressources, donne lieu à une multiplication de chocs si importante que notre système mondialisé ne pourrait que s'écrouler. Ce dernier point n'est pas anodin : Cochet se distingue de Tainter ou Diamond, en proposant une temporalité de l'effondrement plus brutale, et donc plus immédiatement perceptible.

Ainsi, le motif de l'effondrement systémique est relayé et retravaillé en langue française par les travaux d'Yves Cochet et par les activités de l'Institut Momentum. Entre 2011 et 2022, l'association multiplie les séminaires et publications : de 2011 à 2015, l'effondrement est étudié depuis différents prismes (environnemental, énergétique, alimentaire), qui tendent à étayer l'hypothèse d'une chute de notre système, tout en investissant de possibles pistes d'adaptation à ce processus. À partir de 2015, à la suite de la publication de Servigne et Stevens, le sujet continue d'être étudié, souvent à travers la notion de collapsologie. Les activités de l'Institut se tournent pourtant davantage encore vers de possibles réponses politiques à apporter à cet effondrement. Ces réflexions donnent notamment lieu à des travaux sur les concepts de biorégionalisme et de résilience, aboutissant à la publication en 2020 d'un rapport, *Le Grand Paris après l'effondrement*, écrit par Agnès Sinaï, Yves Cochet et Benoit Thévard, à la demande du Forum Vie Mobile[429]. Enfin, notons que si l'effondrement est un axe de travail à part entière de l'Institut Momentum depuis sa création, il coexiste cependant avec d'autres thématiques, relatives à la décroissance, et ne constitue pas le cœur des travaux de l'association. Quoi qu'il en soit, l'Institut Momentum aura bel et bien servi de laboratoire pour faire émerger la collapsologie.

Auteur	***Date***	***Définition résumée de l'effondrement***	***Origine de l'effondrement***	***Temporalité de l'effondrement***	***Degré de l'effondrement***
Meadows ; Turner	1972 ; 2010	Effondrement de la population lié aux déclins de la production industrielle, agricole et de	L'épuisement des ressources naturelles non-renouvelables et l'augmentation de la pollution	Rythmes différents selon les secteurs observés (démographie ; production industrielle…).	L'effondrement de la population est évitable selon le scénario *stabilized world*

[429] Yves COCHET, Agnès SINAÏ et Benoît THEVARD, *Le Grand-Paris après l'effondrement. Pistes pour une Île-de-France biorégionale*, Marseille, Editions Wildproject, 2020. Un résumé de ce rapport a été également produit par Loïs MALLET et Benoît THEVARD, « La biorégion en Île-de-France : une société écologique post-rupture », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 107-3, 2022, p. 48-52.

		services ; à une échelle mondiale		Démographie : déclin brutal à partir de 2020 (estimations)	
Tainter	1988	Réduction de la complexité d'un système, quelle que soit l'échelle spatiale observée	Un niveau de complexité trop élevé mène le système à être contre-productif, notamment en matière d'économie et d'organisation	Plus ou moins rapide selon les spécificités des systèmes observés, mais toujours très progressif	Degré de réduction de la complexité plus ou moins avancé selon les spécificités des systèmes observés
Diamond	2005	Réduction de la population et réduction de la complexité de l'organisation de la société en lien avec différents déclins conjoints, sur une durée importante et une large échelle spatiale	Une mauvaise gestion des ressources naturelles	Plus ou moins rapide selon les sociétés observées, mais toujours très progressif	Différents degrés observés, allant jusqu'à la disparition totale de sociétés
Orlov	2013	Processus de déstructuration et de désorganisation d'une société ; sur une échelle spatiale plus ou moins large	Un effondrement financier	L'effondrement financier doit rapidement engendrer l'effondrement économique et politique ; mais ce phénomène demeure progressif	L'effondrement social et culturel peut être évité. Un effondrement confinant à la négation de tout avenir pour l'humanité est envisageable en cas d'effondrement écologique.
Cochet	2011 ; 2020	Processus menant à la disparition des services, encadrés par la loi, permettant aux populations de subvenir à leurs besoins ; à une échelle mondiale	Différents facteurs conjoints, et en premier lieu, l'épuisement des ressources qui soutiennent notre organisation financière, économique, sociale et politique	L'effondrement doit être brutal ; probable avant 2020, certain avant 2030	L'effondrement doit être global (recouvrant les 5 stades identifiés par Orlov) et ne peut pas être évité. Peut entraîner la négation de l'espèce humaine en cas de guerre nucléaire.

Tableau 6 : Les évolutions de définition de l'effondrement systémique selon les auteurs inspirant les collapsologues. A. Rumin, 2024.

La nouvelle focalisation de la perspective catastrophiste francophone autour du motif de l'effondrement systémique

Pablo Servigne et Raphaël Stevens, s'engageant dans une démarche similaire à celle d'Yves Cochet, développent et médiatisent dès 2015 le motif de l'effondrement systémique. *Comment tout peut s'effondrer* propose ainsi une définition et caractérisation de l'effondrement empruntant largement aux travaux de l'ancien Ministre, et y apportant cependant quelques nuances. En effet, l'effondrement y est bien présenté comme un « processus », trouvant son origine dans un ensemble de facteurs conjoints – l'épuisement des ressources, notamment énergétiques ; le franchissement des limites planétaires ; les fragilités d'un système financier dépendant de conditions matérielles ; etc. Les collapsologues, rendant compte de l'ensemble de ces vulnérabilités, ne cherchent pas à identifier précisément quel pourrait être le principal élément déclencheur de cet effondrement, et développent plusieurs hypothèses, en faisant par exemple référence à celles d'Orlov, relatives au système financier[430]. Quoiqu'il en soit, ce processus doit mener, *in fine*, à la disparition des services nécessaires aux populations pour que celles-ci subviennent à leurs besoins vitaux. Cependant, Servigne et Stevens se distinguent de Cochet sur plusieurs axes - ils se refusent en effet à affirmer des certitudes quant à l'échelle de ce bouleversement, qui pourrait selon eux ne pas nécessairement être mondial[431], et se montrent relativement prudents quant à la datation de l'effondrement. Sur ce dernier point, les collapsologues sont en effet ambigus : soulignant combien il est difficile de fixer une date fatidique à cet effondrement, ils renvoient leurs lecteurs à leur propre « intuition [432] », avant d'envisager, malgré tout, que celui-ci puisse advenir « vers 2050 ou 2100 [433] ». Ainsi, les collapsologues s'inspirent de différents auteurs, dans l'objectif de réactualiser ces théories et de les rendre accessibles au plus grand nombre, dans une logique de vulgarisation[434]. Notons cependant que la définition ici reprise de l'effondrement indique un resserrement, par rapport à des théorisations précédentes : celui-ci est d'abord envisagé à travers le prisme de la réduction des « services encadrés par la loi ». La formule met l'accent sur un effondrement des institutions politiques et

[430] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer, op. cit.*

[431] Pablo SERVIGNE et Raphaël STEVENS, *op.cit.* p.15.

[432] *Ibid.* p.15.

[433] *Ibid.* p.249.

[434] Rappelons que pour Ivo Rens et Jacques Grinevald, cette entreprise de vulgarisation scientifique est absolument nécessaire pour affirmer la fonction idéologique de « conscientisation » du catastrophisme.

sociales, plus que sur celui de la production industrielle, qui pourrait en être à l'origine, ou que sur un déclin démographique, qui en serait la conséquence. Ainsi, la définition proposée de l'effondrement emprunte à différents théoriciens, tout en procédant à une focalisation sur la question institutionnelle.

Le succès que rencontre la collapsologie contribue à une nouvelle transformation de l'imaginaire catastrophiste. Dans cette dernière reformulation du catastrophisme, le motif de l'effondrement devient tout à fait central, se substituant en partie à celui de la catastrophe écologique globale. En effet, quelle articulation peut-on identifier entre la catastrophe écologique globale, telle que nous l'avons précédemment définie, et cet effondrement sur lequel se concentrent les collapsologues ? Les deux notions présentent d'indéniables points communs, désignant toutes deux des phénomènes systémiques et affectant de larges échelles spatiales. Cependant, les deux termes se distinguent sur plusieurs points. Premièrement, la catastrophe écologique globale fait référence à l'ensemble des mutations, plus ou moins brutales, que subit notre système – terre. Il s'agit d'un phénomène déjà observé, renseigné par de très nombreuses données : ces différents éléments sont alors désignés par un terme unique, celui de catastrophe, qui souligne à la fois le caractère systémique des dynamiques engendrées, et leur irréversibilité. La catastrophe écologique globale pourrait éventuellement mener à un effondrement, mais la notion se concentre pour ainsi dire sur les seules causes de celui-ci, et ne fait pas de la disparition de notre société une fatalité. L'effondrement systémique, lui, désigne au contraire une conséquence possible de cette catastrophe écologique globale. Dès lors, l'effondrement n'est pas encore observable : certains en distinguent de premières manifestations, en discernent des signes avant-coureurs, avançant que le processus pourrait avoir commencé, mais force est de constater que nous ne vivons pas, aujourd'hui, dans un système mondial effondré[435]. En tout cas, pas selon la définition que donnent les collapsologues de l'effondrement : notre système de production et de consommation, encadré par des Etats, se maintient encore, et ce malgré la catastrophe écologique globale.

La collapsologie se comprend comme une redéfinition de la perspective catastrophiste. Dans cette nouvelle proposition, la nature de la menace se transforme : il ne s'agit plus de faire face à un péril nucléaire, ni plus largement à la catastrophe

[435] Yves Cochet le rappelle régulièrement, prenant en exemple l'électricité, dont nous disposons toujours très largement en France en aujourd'hui. Yves COCHET, « Précisions sur la fin du monde - Séminaire de l'Institut Momentum », 18/11/2023, disponible sur https://institutmomentum.org/precisions-sur-la-fin-du-monde , consulté le 11 août 2024.

écologique globale, mais à l'effondrement systémique qu'entraînerait cette catastrophe écologique globale. Si celui-ci occupe le cœur du propos de la collapsologie, il nous faut rappeler qu'il ne menace pas directement la survie de l'humanité en tant qu'espèce, mais l'organisation des sociétés humaines, et plus précisément, ses institutions. Ce faisant, le statut donné à la menace se distingue radicalement de celui du catastrophisme éclairé : même s'il n'y a pas de véritable consensus sur la temporalité de l'effondrement systémique, celui-ci est présenté par les collapsologues comme inéluctable. Il n'est pas question de l'éviter, mais de s'y préparer. Reste à comprendre, cependant, comment les milieux qui s'emparent de la collapsologie s'approprient cette proposition, jusqu'à peut-être la reformuler. Ainsi, au cours de notre étude, il nous faudra comprendre quelles sont les conceptions de l'effondrement présentes sur les espaces enquêtées, et quelles visions du futur celles-ci mobilisent alors.

Conclusion : Quel catastrophisme la collapsologie démarginalise-t-elle ?

La collapsologie s'inscrit, non sans la distordre, dans une littérature qui lui préexiste largement, qui connaît de nombreuses controverses et définitions concurrentes du catastrophisme. En effet, l'histoire du catastrophisme montre combien celui-ci, d'abord pensé face à la menace nucléaire dans un cadre théorique présentant une construction politique du temps singulière, a fait l'objet d'évolutions diverses. Selon celles-ci, le catastrophisme se trouve parfois réduit à un seul discours scientifique et médiatique agitant le spectre d'une catastrophe pour terrifier, et profitant à des pouvoirs autoritaires ou à une démission du politique. Toute la question, dès lors, est de comprendre quelle forme de catastrophisme la collapsologie démarginalise de la sorte. Profite-t-elle à l'essor d'une reformulation environnementaliste du catastrophisme ? Ou démarginalise-t-elle aussi une construction politique du temps relevant du délai ? Derrière ces interrogations, nous retrouvons en filigrane le foyer problématique qui guide cette recherche. S'il s'agit de comprendre, dans un premier temps, quels sont les effets de la collapsologie sur l'écologie politique, nous pouvons d'ores et déjà constater que la collapsologie, via son héritage catastrophiste, vient précisément questionner les objets que nous avons identifiés comme étant spécifiques à l'écologie politique (à savoir le temps, la science, la « nature », et le politique). Ainsi, au terme de ce deuxième chapitre,

nous commençons à la fois à mieux comprendre les difficultés que posent notre objet à l'écologie politique, et à cerner quels doivent bel et bien être nos axes d'analyses pour étudier ces tensions, rappelés dans le tableau ci-dessous.

Rapport à la science	Les catastrophismes sont toujours articulés à un catastrophisme scientifique. Le catastrophisme comme « phénomène idéologique » vient interroger les liens entretenus entre science et idéologie.
Rapport à la nature	Les catastrophismes, parce qu'ils sont articulés à un catastrophisme scientifique, questionnent la lecture que nous avons de la situation environnementale et climatique. Certaines formes de catastrophismes tiennent pour une certitude l'extinction de l'espèce humaine pour des raisons environnementales, climatiques, nucléaires.
Rapport au temps	Les catastrophismes viennent tous questionner notre rapport au « progrès » et comportent une dimension eschatologique. Selon les auteurs, cette dimension eschatologique est plus ou moins revendiquée, plus ou moins marquée. Chez Anders, elle est particulièrement déterminante et donne lieu à l'affirmation d'un paradigme temporel inédit, le « délai ».
Rapport à la politique	En fonction de la nature et du statut prêté à la catastrophe, les traductions politiques du catastrophisme évoluent. Par ailleurs, le catastrophisme peut être tenu pour un « phénomène idéologique » qui vient révéler le caractère idéologique des pensées politiques qui le critiquent, et profiter à la construction idéologique des mouvements écologistes.

Tableau 7: La perspective catastrophiste, dans toute sa diversité, questionne les objets constants de l'écologie politique. A. Rumin, 2024.

Plus encore, l'effondrement systémique, sur lequel se concentre la collapsologie, supporte lui-même différentes définitions, qui font jouer diverses conceptions du futur et positionnements politiques associés. Ainsi, il nous faut ajouter cet axe d'analyse, relatif aux définitions de l'effondrement, à ceux déjà évoqués auparavant.

Chapitre 3. Enquêter en écologiste sur la collapsologie

Au terme de ces deux premiers chapitres, nous comprenons que la collapsologie, ne serait-ce que par son héritage catastrophiste, interroge les axes privilégiés de l'écologie politique. Mais si le catastrophisme est tenu pour dépolitisant et démobilisant, le succès que connaît la collapsologie rejoue en partie ce procès. En effet, l'importante couverture médiatique dont bénéficie la collapsologie, notamment à partir de 2018, est suivie d'une entreprise de disqualification académique et militante, qui en souligne les manques et défaillances : notre objet, pour de multiples raisons, signerait l'échec assuré de l'écologie politique. Or, l'observation de ces débats est particulièrement féconde pour notre étude. Premièrement, elle nous permet de préciser nos interrogations : en recensant les critiques adressées à la collapsologie, nous développerons notre foyer problématique et les hypothèses guidant cette recherche (1). Deuxièmement, l'analyse de cette entreprise de disqualification révèle souvent un même défaut méthodologique : les détracteurs de la collapsologie présument des effets du discours sur l'effondrement systémique, sans s'intéresser aux capacités interprétatives des personnes qui s'en emparent. Dès lors, ce chapitre entend présenter la posture méthodologique adoptée pour cette étude, qui tâche de surmonter cette difficulté (2). Plus encore, la méthodologie construite traduit une conviction de la chercheuse : il s'agit d'enquêter *en écologiste.* Nous proposons, sous cette formule, deux principes. Enquêter en écologiste, dans le cadre de cette recherche, c'est offrir une assise empirique à la théorie politique. Si l'écologie politique tente précisément de souligner la matérialité des idées politiques, nous tâcherons de développer une théorie politique construite depuis l'expérience du « terrain » - terme qui, comme nous le verrons, soulève plusieurs difficultés. Puis, enquêter en écologiste, c'est se situer, en tant que chercheuse, dans un ensemble de relations qui composent l'enquête, et objectiver ces multiples liens. À partir de ces principes, nous présenterons alors les différents espaces enquêtés, ainsi que les outils méthodologiques, axes et points d'analyses retenus pour cette recherche (3).

1. Du succès médiatique de la collapsologie à sa disqualification académique et militante

A) Des débuts tâtonnants de la collapsologie à son « adoubement » médiatique

La discrète parution de Comment tout peut s'effondrer *et ses premiers relais*

A sa sortie en 2015, *Comment tout peut s'effondrer* ne trouve pas un succès éditorial et médiatique immédiat. Cette parution s'accompagne dans un premier temps de quelques prises de parole publiques de Pablo Servigne, qui ne bénéficie pas encore d'une notoriété affermie, mais qui donne des conférences sur le sujet de l'effondrement, faisant de facto référence à son ouvrage. Celui-ci retient également l'intérêt de quelques rares organisations déjà sensibles aux théories de l'effondrement, à l'instar de l'Institut Momentum et de l'association Adrastia. Rappelons que cette dernière association se développe d'abord sur les réseaux sociaux, avant de motiver l'émergence de rencontres physiques. Si on observe là une porosité entre les activités autour de la collapsologie sur la toile et en dehors de celle-ci, il n'en demeure pas moins vrai que ce discours se diffuse en premier lieu via les communautés numériques. Ainsi, les blogueurs de *Médiapart* discutent activement des théories de l'effondrement, jusqu'à parvenir à alerter les journalistes eux-mêmes. Pablo Servigne apparaît, en 2015, dans un entretien filmé de quarante minutes, réalisé pour *Médiapart* : c'est sa première véritable apparition médiatique[436]. Parallèlement à cette première intervention remarquée, quelques journalistes commentent la parution du livre. *Libération* décrypte par exemple le terme « collapsologie », et essaie d'en situer le discours sur l'échiquier politique, en s'interrogeant : « La « collapsologie » sera-t-elle à la gauche ce que le déclinisme est à la droite ? [437] ». De la même manière, France 4 produit en 2016 un documentaire, *Collapse,* où le président d'Adrastia (à l'époque, Vincent Mignerot) intervient. Mais si le néologisme intrigue, si la notion d'effondrement est peu à peu évoquée, le *buzz* n'est pourtant pas encore assuré : comme le résume Olivier Gadeau, « on en parle, mais sans

[436] L'entretien a été diffusé sur internet : Joseph CONFAVREUX, Jade LINDGAARD et Pablo SERVIGNE, « Penser l'effondrement », *Médiapart,* 11/07/2015, disponible sur https://dai.ly/x2x0zve, consulté le 20 octobre 2022.

[437] Sonya FAURE, « Collapsologie [nom] : du latin, collapsus, « tombé d'un seul bloc» », *Libération*, le 11/05/2015, disponible sur : https://www.liberation.fr/debats/2015/06/11/collapsologie-nom-du-latin-collapsus-tombe-d-un-seul-bloc_1327524/ , consulté le 20 octobre 2022.

plus [438] ». En 2016, *Comment tout peut s'effondrer* atteint les dix mille ventes, un chiffre qui sera décuplé dans les six années suivantes.

La dynamique de diffusion de la collapsologie s'intensifie à partir de 2017, notamment soutenue par la web-série *Next*, réalisée par Clément Montfort et diffusée sur YouTube[439]. En effet, le réalisateur décide de documenter la démarche des collapsologues à travers vingt-deux épisodes de différentes durées, proposant des angles, contenus et mises en scène variés. La web-série propose par exemple de nombreux entretiens en leur présence, plus ou moins formels. On découvre ainsi les lieux d'habitation de ces premiers collapsologues, on les accompagne lors de rendez-vous auprès de décideurs politiques qu'ils tentent de convaincre, et ainsi de suite. Le premier épisode, mis en ligne en septembre 2017, compte en 2022 plus de 240 000 vues. Certes, il faut relativiser cette audience, les *youtubers* les plus connus atteignant régulièrement les millions et dizaine de millions de vues, mais il y a déjà là de quoi relayer efficacement le sujet de l'effondrement. Pourtant, Clément Montfort, que nous avons rencontré dès 2017, estimait à l'époque que la collapsologie était encore trop marginalisée[440] : il s'étonnait des difficultés rencontrées pour diffuser son travail auprès de médias plus institués, difficultés qu'il n'avait pas éprouvées lors de précédentes réalisations. Selon lui, ces obstacles tenaient au caractère angoissant du sujet et à la frilosité de ses interlocuteurs. Cette réception encore timide, Pablo Servigne et Raphaël Stevens l'avait eux-mêmes envisagée dans leur ouvrage, avançant que leur sujet dérangeait peut-être trop pour s'avérer audible. Ainsi, si la réception de la collapsologie demeure encore discrète à ses débuts, cette web-série en constitue cependant un premier relai non-négligeable.

Cette accélération de la diffusion de ce discours est également soutenue par la publication, en 2017, d'un deuxième ouvrage de Pablo Servigne et Gauthier Chapelle ; *L'Entraide : L'autre loi de la jungle*[441]. Les deux coauteurs y louent les comportements relevant de la coopération, avançant que la compétition et la défiance ne participent en

[438] Olivier GADEAU, « Brève chronologie de la médiatisation de la collapsologie en France (2015-2019) », art.cit.

[439] La websérie, qui se compose de 2 saisons, est disponible sur la chaîne YouTube de Clément Montfort : https://youtube.com/playlist?list=PL6g6uC6ZfFJkfO1NACqSUUMRg_0AEB3rW , consultée le 20 octobre 2022.

[440] Entretien réalisé avec Clément Montfort le 14/12/2017 dans le cadre d'un premier mémoire de recherche portant sur la collapsologie ; Anne RUMIN, *Attendre l'effondrement : Les temporalités politiques dans le discours de la collapsologie*, mémoire de recherche en science politique, sous la direction de Frédéric GROS, Paris, Ecole doctorale de Sciences Po, 2018.

[441] Pablo SERVIGNE et Gauthier CHAPELLE, *op.cit.*

rien d'une nature humaine et d'une fatalité[442]. L'ambition de l'ouvrage est de couper l'herbe sous le pied à ceux qui, face à un effondrement, prôneraient une lutte armée pour se protéger de potentiels agresseurs extérieurs. La démonstration, s'appuyant sur une analyse historique des comportements d'entraide, contribue à l'essor de la collapsologie. En effet, l'exigence de coopération devient, dans les premiers relais de ce discours (à commencer par les groupes Facebook), un lieu commun : l'entraide y est valorisée, et la comparaison avec les survivalistes, perçus comme des individus potentiellement violents, est systématiquement décriée. Le livre, lui, obtient en 2018 le Prix de l'Environnement de la fondation Veolia : la collapsologie commence peu à peu à trouver un écho grand public.

Le succès croissant de la collapsologie

C'est en 2018 que la dynamique de diffusion de la collapsologie s'accélère subitement. Le terme excède les *pure players* (ces sites journalistiques n'existant que sur le web), et les réseaux sociaux qui en furent les premiers relais, pour faire l'objet d'une large couverture médiatique. Ainsi, et pour ne donner que quelques exemples de cette soudaine accélération, *Libération*, suite à son premier article de 2015, publie une tribune d'Yves Cochet en 2017, avant de diffuser huit contenus sur le sujet de l'effondrement en 2018 et une dizaine en 2019[443]. Puis, *Le Monde* se saisit à son tour de la thématique, et après avoir publié en 2017 un papier d'Anne-Sophie Novel sur la science-fiction, traitant à la marge de la collapsologie[444], le quotidien propose entre 2018 et 2019 une vingtaine de papiers portant sur la thématique. TF1 programme en 2018 une petite dizaine d'émissions sur l'effondrement : le sujet n'avait jamais été évoqué auparavant sur cette chaîne de télévision. Pablo Servigne répond présent à ces sollicitations, devenant ainsi le visage de la collapsologie. Parallèlement, l'ancien banquier Julien Wosnitza publie en

[442] P. SERVIGNE et G. CHAPELLE, *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, *op. cit.*

[443] Ici, le recensement et décompte de ces publications a été réalisé par mes soins et n'est pas exhaustif. Par ailleurs, d'autres que moi ont pu s'adonner à cet exercice : nous pensons là encore à Olivier Gadeau. Olivier GADEAU, « Brève chronologie de la médiatisation de la collapsologie en France (2015-2019) », art.cit, p. 121-123.

[444] Anne-Sophie NOVEL, « La science-fiction imagine la fin des temps pour mieux l'exorciser », *Le Monde*, 27/12/2017, disponible sur : https://www.lemonde.fr/tant-de-temps/article/2017/12/27/la-science-fiction-imagine-la-fin-des-temps-pour-mieux-l-exorciser_5234901_4598196.html, consulté le 21 octobre 2022.

2018 *Pourquoi tout va s'effondrer*[445], postfacé par Pablo Servigne : ce livre entend poursuivre et compléter les raisonnements des premiers collapsologues. Julien Wosnitza est alors reçu dans l'émission à large audience *Touche pas à mon poste.* Sur les réseaux sociaux, comme sur Facebook, l'intensité des activités collapsologiques s'intensifie : les groupes spécifiquement dédiés à la collapsologie se multiplient, ceux déjà existants voient leur audience s'affirmer. En 2022, « Transition 2030 » dépasse les 37 000 membres, contre 2 000 en 2016 ; « La collapso heureuse », groupe créé en 2017, atteint les 31 500 membres ; « Collapsologie ; les limites à la croissance », également créé à la fin de l'année 2017, dépasse les 20 000 membres ; et ainsi de suite. De la même manière, trois ans après sa publication, le livre entre dans les classements des meilleures ventes françaises, dans le champ des essais, constituant un succès éditorial différé, ce qui est assez rare pour être souligné : *Comment tout peut s'effondrer* atteint alors les 100 000 ventes, et est traduit en de nombreuses langues. Plus encore, le troisième livre de Pablo Servigne et de ses coauteurs, *Une autre fin du monde : Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*, publié en 2018, bénéficie d'une campagne publicitaire encore inédite pour un livre traitant de collapsologie. On trouve ainsi, durant plusieurs semaines dans le métro parisien, de larges affiches incitant à se procurer un ouvrage dont il est précisé qu'il a été rédigé « par les auteurs de Comment tout peut s'effondrer ».

[445] Julien WOSNITZA, *Pourquoi tout va s'effondrer*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2018.



Figure 2 : Photographie d'une affiche publicitaire dans les couloirs du métro de Paris, station Belleville. A.Rumin, 2018.

Cet intérêt soudain et manifeste des médias pour la collapsologie incite de nombreux commentateurs, tels que l Renaud Garcia, à évoquer un « adoubement médiatique [446] » - le terme même d'« adoubement » pourrait traduire une forme d'agacement à l'égard du traitement médiatique offert à ce discours.

Comment expliquer ce temps de latence entre la publication de *Comment tout peut s'effondrer* en 2015, et le succès de la collapsologie en 2018 ? Premièrement, il est probable que ce discours ait profité d'une relative écologisation des mentalités, soutenue par différents événements rythmant l'année 2018. Les mois de juillet et août 2018 furent marqués par une canicule européenne inhabituelle, n'épargnant pas la France, où l'été fut éprouvant – le deuxième plus chaud depuis 1900. À ces manifestations climatiques,

[446] Renaud GARCIA, *La Collapsologie ou l'écologie mutilée*, *op.cit.*

s'ajoutent en 2018 deux événements notables : la publication d'un rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C [447]; et, le 28 août, la démission du Ministre de la Transition écologique et solidaire, constatant de son impuissance au gouvernement pour infléchir les politiques. De la même manière, l'année 2018 est marquée par l'émergence du « mouvement climat ». Le mouvement *Fridays for future*, initié par la suédoise Greta Thunberg, donne lieu en France à une vague de contestation estudiantine, notamment portée par le collectif *Youth for Climate*[448]. À la même période, « l'Affaire du siècle » secoue le paysage médiatique français : une coalition d'associations attaque en justice l'Etat français pour inaction climatique[449]. Ces quatre éléments, observés sur une même période, auraient donc marqué les esprits : la collapsologie aurait donc bénéficié d'un intérêt plus largement porté aux enjeux environnementaux. On peut également avancer, sans disqualifier cette première hypothèse, que le succès à retardement de la collapsologie relève peut-être des spécificités de ses canaux de diffusion. En effet, si elle trouve un premier relai sur le web, peut-être la collapsologie a-t-elle observé une trajectoire de diffusion propre à ces espaces, se propageant d'abord selon une logique de contagion dans un *underground* numérique avant de, progressivement, pénétrer des espaces de communication plus institués[450].

Outre ces spécificités théoriques, la collapsologie présente l'originalité de se diffuser, en premier lieu, via les ordinateurs, les smartphones, et l'accès qu'ils offrent aux réseaux

[447] GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'EVOLUTION DU CLIMAT (GIEC), *Réchauffement planétaire de 1,5°C : Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté,* 2018, disponible sur https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf, consulté le 11 septembre 2023.

[448] Le collectif constitue la branche francophone de Fridays for Future, mouvement international initié par Greta Thunberg. Les vendredis deviennent des jours de « grève scolaire », où de nombreux lycéens et étudiants se refusent à aller en cours, pour manifester contre l'absence de politiques environnementales convaincantes.

[449] Notons que l'initiative a été soutenue par une pétition signée par plus de deux millions de personnes et par de nombreuses personnalités publiques. Le gouvernement français a bien été, au terme d'un procès très médiatique, condamné pour inaction climatique, et appelé à tenir ses objectifs (notamment en termes de réduction des gaz à effet de serre). Cependant, les retombées de cette décision semblent encore assez symboliques, ne s'accompagnant pas de sanctions économiques. Notons malgré tout que le statut de la charge de la preuve a évolué lors de ce procès, ce qui constitue une première traduction en termes juridiques de cette mobilisation.

[450] Cette hypothèse d'explication du succès de la collapsologie pourrait être travaillée davantage, en adoptant le prisme des sciences de l'information et de la communication, qui analysent notamment les phénomènes de « viralité » sur internet.

sociaux tels que *Facebook*, *Youtube*, *Twitter*, ou encore aux *pure players*[451]. C'est grâce à ces premiers médias que la collapsologie, progressivement, fait l'objet de reportages et débats télévisés, d'émissions de radio et de papiers dans des quotidiens nationaux. S'il est donc possible, pour étudier la réception de la collapsologie, d'adopter des terrains de recherche médiatiques et numériques (une démarche notamment développée par Cyprien Tasset, Laurence Allard[452] ou Olivier Gadeau[453]), on dispose pourtant de peu d'analyses et de données sur les retombées concrètes de ce discours en dehors d'internet. Ce que deviennent les collapsologues lorsque ceux-ci éteignent leurs ordinateurs, cela est encore mystérieux : c'est bien le constat de ce manque qui motive en partie notre recherche.

B) La critique scientifique de la collapsologie

La critique de la scientificité de la collapsologie

La médiatisation accrue de la collapsologie participe pourtant de sa disqualification académique et militante. Nombreuses sont les publications produites par des universitaires soulignant, notamment à partir de 2019, les failles de ce discours. De la même manière, certains milieux militants se revendiquant écologistes et de gauche s'érigent contre la collapsologie, et en mènent une diatribe principalement relayée sous la forme de billets de blog. Ainsi, à partir de l'observation de ces premiers éléments, nous proposons d'identifier les différentes critiques auxquelles se heurtent les collapsologues : celles-ci ont été recensées en 2021 par Bruno Villalba[454]. Il identifie, dans *Les collapsologues et leurs ennemis*, dix chefs d'accusation adressés à la collapsologie : elle serait irrationnelle, illégitime, ferait preuve de minimisation, de psychologisation, de religiosité ; elle serait également incapacitante, réactionnaire, dépolitisée et dépolitisante, occidentalocentrée et anthropocentrée. Nous proposons ici d'approcher ces reproches depuis deux grandes catégories, qui englobent ces différents points : les critiques relatives

[451] Olivier GADEAU, « Brève chronologie de la médiatisation de la collapsologie en France (2015-2019) », art.cit.

[452] Laurence ALLARD, Alexandre MONNIN et Cyprien TASSET, « Est-il trop tard pour l'effondrement ? », *Multitudes*, 76-3, 2019, p. 53-67.

[453] O. GADEAU, « Brève chronologie de la médiatisation de la collapsologie en France (2015-2019) », art. cit.

[454] B. VILLALBA, *Les Collapsologues et leurs ennemis*, *op. cit*. Le politologue y recense les critiques adressées à la collapsologie et tente d'y répondre, développant une rhétorique du procès – son ouvrage s'organise ainsi selon différentes plaidoiries et chefs d'accusation.

à la scientificité de la collapsologie, et celles interrogeant sa dimension politique. Puis nous rappellerons les deux hypothèses de recherche qui guident cette étude, et qui s'appuient en grande partie sur ces éléments. En effet, ces hypothèses ont été forgées depuis l'observation de cette entreprise de disqualification, et avec une intuition, que cette étude validera ou invalidera : si la collapsologie connaît des critiques souvent fondées, il n'empêche que la virulence de celles-ci pourrait signifier autre chose encore. Sur ce point, nous rejoignons un peu Bruno Villalba, pour qui les critiques de la collapsologie relèvent de la paréidolie[455]. Bien sûr, l'objectif de notre étude n'est pas de tenter de réhabiliter la collapsologie, de la sauver de ses détracteurs, mais bien plutôt de comprendre en quoi, éventuellement, les débats autour de cet objet pourraient révéler, à la manière d'une loupe grossissante, les ambiguïtés de l'écologie politique elle-même.

Commençons avec la critique dite « scientifique » de la collapsologie. Les détracteurs des collapsologues interrogent d'abord la scientificité de la collapsologie. Ils remettent en cause à la fois l'hypothèse d'un effondrement systémique elle-même, qui ne serait pas fondée, et le dispositif argumentatif dans lequel est exposée cette hypothèse. Dès lors, la collapsologie ne serait pas rationnelle « en raison de la déficience de sa méthodologie, de sa perception réduite de la connaissance scientifique [456] ». Les auteurs de la collapsologie fondent en effet leur réflexion sur un point de départ qui, selon plusieurs critiques, serait déjà sujet à controverse. La démonstration des collapsologues s'appuie sur l'idée, reformulée à partir des travaux de Tainter[457], que plus un système est globalisé et interconnecté, plus il est vulnérable face à diverses perturbations. Et c'est pourquoi notre société thermo-industrielle, qui constitue un système complexe, devrait assister à des désastres dont les logiques seraient irrémédiablement liées. Or, pour Jean-Pierre Dupuy, ce postulat relève d'une mécompréhension de la théorie des systèmes complexes : ce dernier, quoique souvent cité par Servigne et Stevens, entend s'en distinguer très clairement, et publie à cet effet en 2019 un article dénonçant les « simplismes de l'écologie catastrophiste ». Il y démontre que les systèmes complexes

[455] « La paréidolie consiste à identifier une forme familière dans un paysage, un nuage, de la fumée ou encore une tâche d'encre (…) Autrement dit, quelque chose d'imprécis se dégage dans les frontières un peu floues de la forme que l'on observe, comme une présence domestique, quelque chose qui peut donner sens et favoriser les réminiscences. » *Ibid*. p.157.

[456] Bruno VILLALBA, *op.cit.,* p.33.

[457] J. TAINTER, *The Collapse of Complex Societies*, *op. cit*.

« présentent une résistance aux chocs, nommée résilience ou robustesse » - robustesse dont il expose alors le fonctionnement :

> « Lorsque des défaillances touchent au hasard les nœuds du système, les nœuds les moins reliés, étant de loin les plus nombreux, ont beaucoup plus de chance d'être affectés que les plaques tournantes. La disparition d'un nœud peu relié n'a qu'une incidence minime sur le fonctionnement global du réseau. En revanche, si une ou plusieurs plaques tournantes sont attaquées, le système s'effondrera tout d'un coup[458]. »

Ainsi, les systèmes complexes s'avèrent « *en même temps* robustes et vulnérables » - mais bel et bien « en même temps » : la vulnérabilité et la robustesse coexistent en un même moment, sans constituer des stades successifs du développement des systèmes. Or, selon l'ingénieur et philosophe, les collapsologues méconnaissent cette double caractéristique des systèmes complexes, ne concevant leur possible résilience que dans un second temps, succédant à l'effondrement. Serge Champeau abonde alors dans le sens de Dupuy pour dénoncer un traitement des systèmes complexes « outrageusement simplifié [459] ». La collapsologie adopterait des postulats issus d'une conception caricaturale de la théorie des systèmes complexes.

Au-delà de l'hypothèse d'un effondrement systémique elle-même, les détracteurs de la collapsologie interrogent la façon dont celle-ci est exposée. Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz livrent notamment, dans *Aux bords de l'irréversible,* une analyse argumentative de ce discours :

> « Ils procèdent en effet en opérant des rapprochements entre des éléments disparates, citant un nombre considérable de données, de statistiques, d'observations, d'études et d'événements au service de leur démonstration. Une critique épistémologique pointerait l'omniprésence du fameux « biais de confirmation », contrebalancé par l'emphatisation des enjeux : le choix des éléments exposés n'a pas à être discuté puisque la cause défendue est incontestable[460]. »

Les collapsologues souhaiteraient avant tout convaincre, en recensant l'ensemble des éléments qui appuient leur thèse, quitte à passer sous silence ce qui irait à leur encontre. Les sociologues font ici référence, par exemple, au développement des énergies renouvelables, trop peu évoqué selon eux par Servigne et Stevens[461]. Ces derniers, en ignorant les éléments contrecarrant leurs thèses, adopteraient des biais de confirmation et ne se dédieraient qu'à enrichir « la base d'indices assurant la génération d'énoncés

---

[458] J.-P. DUPUY, « Contre les collapsologues et les optimistes béats, réaffirmer le catastrophisme éclairé - AOC media », art. cit.

[459] Bruno VILLALBA, *loc.cit.*

[460] Francis CHATEAURAYNAUD et Josquin DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible, op.cit*. p.47.

[461] *Ibid.*

collapsologiques », notamment en ayant recours à « l'énumération ou effet de liste [462] ». Et plus encore, ces « indices » ne sont pas seulement énumérés, ils sont aussi liés les uns aux autres, selon un procédé de totalisation : les collapsologues martèleraient en effet que les processus dont ils souhaitent rendre compte sont interconnectés. Ainsi, la dynamique d'effondrement décrite est bel et bien présentée comme globale, systémique, et pire, inéluctable : l'humanité ne se trouve pas *face* à une dynamique irréversible, mais bien, *déjà, dans* cet irréversible. En effet, les marqueurs temporels incarnant ce franchissement sont très régulièrement employés dans la collapsologie. Tout ceci mènerait alors le lecteur à se sentir pris au piège. De la même manière, pour Daniel Tanuro, « l'ample recours aux références scientifiques confère à ce discours une apparence de rigueur, mais il n'en est rien [463] » - un constat partagé avec Jérémie Cravatte[464]. Alors même que la collapsologie se voudrait rigoureuse, celle-ci serait incohérente, multipliant les informations contradictoires, notamment quant à la datation de l'effondrement. Ainsi, animés par une volonté militante, les collapsologues adopteraient des stratégies discursives plus qu'ils ne développeraient des démonstrations scientifiques.

Enfin, cette critique de la collapsologie, portant à la fois sur le motif de l'effondrement systémique et sur l'argumentation dans laquelle celui-ci est présenté, se meut en une critique de sa portée, de ses effets sur les individus. Raphaël et Catherine Larrère avancent ainsi, dans *Le pire n'est pas certain*[465], que la collapsologie plonge dans l'irrationalité la plus obscurantiste en s'éloignant de la proposition de Dupuy : si chez ce dernier, la catastrophe doit avant tout être méthodologique (son motif n'a de sens à être utilisé qu'au sein d'une méthode permettant in *fine* d'éviter que le pire advienne effectivement), elle acquiert pourtant chez Servigne un statut ontologique, qui réduit à néant la démonstration philosophique initialement proposée [466]. Jean-Pierre Dupuy va dans ce sens, et affirme que le discours sur l'effondrement serait d'autant plus condamnable que « l'impact de cette littérature médiocre a sur les gens ajoute au risque

[462] Bruno VILLALBA, *op.cit.*, p.50.

[463] Bruno VILLALBA, *op.cit.*, p.36

[464] *Ibid.* Voir également : Jérémie CRAVATTE, « L'effondrement, parlons-en... Les limites de la "collapsologie". », *Barricade,* 04/2019 disponible sur https://www.barricade.be/publications/analyses-etudes/effondrement-parlons-limites-collapsologie, consulté le 21 octobre 2022.

[465] C. LARRERE et R. LARRERE, *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, *op. cit.*

[466] *Ibid.*

d'« effondrement » qu'elle-même prophétise [467] ». Faire l'annonce de l'effondrement ne permettrait donc pas du tout de l'éviter, comme une lecture rapide du « catastrophisme éclairé » aurait pu le laisser penser, mais au contraire, cela en précipiterait la venue, selon la logique des prophéties auto-réalisatrices. L'on conçoit aisément ce que Dupuy a en tête : la panique créée chez les populations par un tel énoncé encouragerait des comportements dangereux et contre-productifs. Nous commençons à comprendre que les critiques de la scientificité de la collapsologie doivent avoir des implications politiques : l'hypothèse d'un effondrement, accaparant le crédit traditionnellement conféré à la science, plongerait les individus dans un désarroi les empêchant de transformer leurs modes de vie et de lutter contre la catastrophe écologique. Mais avant d'y venir, observons le développement de cette première critique, scientifique, de la collapsologie.

La critique de la légitimité académique des collapsologues

La critique de la scientificité du discours, progressivement, se mue en une critique de la légitimité de ceux qui en sont à l'origine. Le problème, à en croire les adversaires de la collapsologie, ce n'est pas seulement que celle-ci échoue dans sa visée scientifique, mais que ses auteurs alimentent l'ambition même d'être scientifiques. Ainsi, Villalba identifie trois reproches adressés aux collapsologues. Premièrement, il s'agirait de « marginaux de la science », non-issus des « milieux académiques reconnus » et disqualifiés « au nom d'une absence de titres, de fonctions ou de rôles officiels [468] ». Ensuite, les collapsologues ne pourraient être légitimes en tant que scientifiques, puisque trop orientés politiquement. Comme évoqué plus haut, leur discours relèverait moins d'un effort sincère de vulgarisation que d'une volonté tenace de convaincre (alors même que les collapsologues seront tenus, aux yeux d'autres acteurs militants, pour bien trop peu engagés politiquement, déployant un apolitisme qui friserait la compromission).

Enfin, ces auteurs sont considérés comme illégitimes en raison de leur présence médiatique, « là où le scientifique préférerait les espaces de la confrontation entre pairs [469] ». Cette dernière critique met en avant une ambiguïté dans l'ambition initiale de la collapsologie. S'il s'agissait bien, dans l'esprit des premiers collapsologues, de

[467] J-P. DUPUY, « Contre les collapsologues et les optimistes béats, réaffirmer le catastrophisme éclairé - AOC media », art. cit.

[468] Bruno VILLALBA, *loc.cit.* p.50.

[469] *Ibid.* p.54.

formuler une proposition scientifique visant à rendre compte des vulnérabilités de notre système, il n'en demeure pas moins vrai que cette entreprise s'est, dès son origine, doublée d'un second objectif : celui de parler à un large public, et non uniquement aux scientifiques. Ce double geste trouble alors les temporalités classiques de la production du savoir, selon lesquelles la vulgarisation succède à un premier travail, mené dans des sphères plus restreintes. Néanmoins, pour Villalba, cette entreprise de disqualification dont les collapsologues font l'objet, doit être interrogée : après tout, « rappeler à l'autre qu'il ne dispose pas des certifications académiques, c'est disqualifier de fait ses propos, mais c'est aussi réaffirmer sa propre position d'autorité et celle de la parole qui en découle [470] ». Comment interpréter cette réaffirmation d'une position d'autorité des scientifiques face à ce discours sur l'effondrement ? Se pourrait-il que la collapsologie confronte les milieux académiques à leur représentation sociale ; cristallisant ainsi des tensions dans notre rapport au savoir ? Plus encore, la collapsologie pourrait confronter les scientifiques à une question douloureuse : est-il toujours possible de produire du savoir en observant des temporalités nécessairement longues, alors même que l'urgence environnementale s'affirme ? Dès lors, il nous faudra bel et bien apporter, dans cette recherche, une attention toute spécifique au statut de la parole scientifique.

C) La critique politique de la collapsologie

Un discours qui efface les rapports de pouvoir et perpétue les dominations

Ces premières critiques, qui interrogent le caractère scientifique de la collapsologie, s'articulent avec une seconde série de questionnements, portant sur sa dimension politique. Les adversaires de cette pensée, universitaires et militants, considèrent tout à la fois le contenu du discours tenu par les collapsologues, les origines sociales et trajectoires biographiques de ces derniers, et enfin, ce qu'ils se figurent de la réception de ce discours, de ses effets sur les comportements ou représentations politiques des individus. Plusieurs éléments apparaissent ainsi. Premièrement, le contenu de la proposition collapsologique s'avèrerait anthropocentré : l'extinction de la biodiversité n'intéresserait les collapsologues qu'en tant qu'elle signifierait, à terme, une perturbation

[470] *Ibid*. p.57.

des organisations humaines. La disparition du vivant ne serait ainsi pas considérée comme regrettable pour elle-même[471]. Ensuite, cette proposition serait occidentalocentrée : l'effondrement systémique dont s'inquiètent les collapsologues ne concernerait que les sociétés occidentales. Les désastres causés dans les sociétés non-occidentales, les effondrements déjà avérés, observables dès à présent dans plusieurs pays du monde, seraient ainsi passés sous silence[472]. Ce faisant, la collapsologie serait une « écologie des riches [473] », s'inquiétant peu des inégalités sociales et territoriales exacerbées par le dérèglement climatique. Nicolas Casaux, membre de l'organisation *Deep Green Resistance* et figurant parmi les premiers adversaires des collapsologues, s'insurge :

> « Plutôt que de se soucier du sort de ces autres, actuellement exploités, torturés ou tués par le fonctionnement normal de la civilisation industrielle, c'est du futur du leur que ces privilégiés du monde se soucient avant tout. [...] La plupart de ceux qui promeuvent la collapsologie (et dans une autre mesure, de ceux qui s'y intéressent) ne sont pas issus des milieux militants, des luttes contre les injustices sociales, ils ne sont pas de ceux que le fonctionnement normal, quotidien – diaboliquement et fondamentalement inique – de la civilisation industrielle révulse [474]. »

Dans la même optique, François Thoreau et Benedikte Zitouni voient dans la collapsologie un discours qui « transforme ses lecteurs et lectrices, ceux et celles qui y adhèrent, en des gens dont le monde tient encore à peu près, vaille que vaille, et qui jouissent d'un certain niveau de confort, bref, en des gens qui ont *quelque chose à perdre* [475] ». Ce public est alors opposé à ceux qui ont déjà presque « tout perdu » : peuples non-occidentaux et classes populaires. Dans cette perspective, la collapsologie participe bien d'une démarginalisation de la perspective catastrophiste, dans le sens où elle théorise une catastrophe menaçant ceux qui n'en ont pas encore fait l'expérience et ont encore « quelque chose à perdre » ; ceux qui, loin de se situer aux marges de la société thermo-industrielle, ont jusqu'ici bénéficié de celle-ci. La collapsologie serait sociologiquement marquée, et illégitime car trop éloignée des milieux militants.

Ces origines sociales des collapsologues, comme leurs trajectoires biographiques, se traduiraient dans le contenu de leur discours, aveugle aux enjeux de lutte et de justice sociale. Les collapsologues concentreraient ainsi leurs travaux sur les conséquences, observées ou à venir, d'un désastre dont les causes ne seraient que trop peu décrites.

---

[471] *Ibid.*
[472] *Ibid.*
[473] J-B. FRESSOZ, « La collapsologie : un discours réactionnaire ? », art.cit.
[474] N.CASAUX, « Le problème de la collapsologie », art.cit.
[475] B.ZITOUNI et F.THOREAU, « Contre l'effondrement : agir pour des milieux vivaces », art.cit.

Autrement dit, ils ne porteraient pas assez leur attention sur les rapports de pouvoir et de domination se jouant entre différents acteurs, au sein d'un système capitaliste et productiviste qui est à l'origine des dégradations environnementales. Le discours des collapsologues serait donc dépolitisé puisqu'il ne désignerait ni coupables, ni responsables[476]. Bruno Villalba résume et explique de la sorte cette critique :

> « Du côté des effondristes, en effet, la politisation n'emprunte pas les chemins traditionnels de l'opposition de classe ou de rang social, du « eux » et d'un « nous » excluant. [...] L'important n'est plus de dénoncer le poids des institutions (car elles s'effondreront), d'autres groupes sociaux (car leur autonomie sera aussi mise à mal) ou d'injustices sociales (car les conditions de la socialité se transformeront)[477]. »

La collapsologie renoncerait à caractériser les dynamiques qui, alimentant la catastrophe écologique globale, pourraient mener à un effondrement. Ainsi, la proposition collapsologique, dans sa portée descriptive, serait amputée d'une dimension politique : elle ignorerait les clivages idéologiques déjà existants et dépolitiserait les enjeux qu'elle entend analyser, par méconnaissance de la critique sociale.

Enfin, la collapsologie reproduirait les dominations déjà existantes en confisquant à leurs lecteurs et lectrices leurs capacités intellectuelles et critiques, à travers un traitement particulier des émotions apparemment provoquées par leur discours[478]. Il est vrai que les collapsologues font référence, avec récurrence, à leurs propres émotions, dont ils présument qu'elles seront celles de leur lectorat. Ils mentionnent ainsi la « courbe du deuil [479] », selon laquelle, face à l'annonce d'un effondrement, les individus devraient suivre plusieurs stades émotionnels, allant du choc, au déni, à la colère, à la dépression, pour ensuite atteindre une forme d'acceptation. Pour Benedikte Zitouni et François Thoreau, il s'agit là d'une forme de manipulation :

> « Ce genre de deuils contraints revient à une double peine, forçant en quelque sorte à tuer une seconde fois ce que nous avions perdu. En procédant ainsi, les auteurs nous demandent de lâcher ce qui, dans ce monde-ci, respire encore, ce qui y fait sens, sous prétexte de devoir en faire le deuil. [...] La collapsologie fabrique des êtres nus, arrachés à ce qui les tient et à ce qui leur importe. Elle met en œuvre une opération d'infantilisation

[476] Comme le montre notamment la sociologie de l'action publique, faire d'une situation jugée problématique un problème politique et public nécessite de lui assigner des causes, desquelles découlent des coupables, et d'identifier des responsables, qui doivent prendre en charge ladite situation. P. ZITTOUN, *La fabrique politique des politiques publiques, op. cit.*

[477] B. VILLALBA, *op.cit.*, p.175. Ici, Bruno Villalba accepte la critique adressée à la collapsologie, pour mieux y répondre dans un second temps, avançant que la collapsologie propose d'autres trajectoires de politisation, reposant sur d'autres clivages.

[478] B. ZITOUNI et F.THOREAU, art.cit.

[479] *Ibid.*

> affective qui, seule, lui permet de créer les citoyens ignorants et désemparés dont elle a besoin [480]. »

Ainsi, la collapsologie serait psychologisante et infantilisante, elle confisquerait aux individus une volonté transformatrice, en les invitant à se résigner à un constat foncièrement inacceptable. On renoue alors avec les critiques de la « résilience », d'ailleurs très investie par les collapsologues. La notion, qui fait l'objet d'une sur-mobilisation ces dernières années et d'usages forts divers (le terme est aussi bien repris par différents personnages politiques, par des psychanalystes, par des écologues, par des agents de la fonction publique territoriale, par des adeptes du développement personnel…), connaît en effet de nombreux détracteurs. Thierry Ribault, pour ne citer que lui, avance que le paradigme de la résilience conduit à accepter les conséquences d'un désastre, plutôt qu'à lutter contre ses causes[481].

Un discours qui ne fait émerger aucune proposition politique et condamne à l'inaction

Dès lors, si le contenu du discours sur l'effondrement se préoccupe peu des rapports d'oppression, il échouerait également à formuler des propositions politiques pour répondre à l'effondrement qui y est théorisé. Pierre Charbonnier dénonce « une conception naturaliste et apolitique des liens de solidarité[482] » prônés par les collapsologues. En effet, ceux-ci, dans *Une autre fin du monde est possible* comme dans *L'Entraide,* décrivent les mécanismes de coopération qui pourraient, selon eux, améliorer les capacités de résilience des populations confrontées à un effondrement[483]. L'entraide, affirment-ils, constituerait une composante à part entière de la vie animale et végétale, à laquelle appartiennent les humains depuis toujours. Leur analyse, pour tenter de le montrer, remonte jusqu'à la préhistoire, un peu vite associée à un « état de nature » qui, chez ses théoriciens, relevait davantage de la fiction théorique que d'une réalité historique[484]. Pierre Charbonnier résume la pensée politique des collapsologues :

---

480 *Ibid.*

481 Thierry RIBAULT, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, Paris, L'Échappée, 2021. Pour creuser les débats soulevés par la notion de résilience, voir : Michel JUFFE, « La résilience : de quoi, à quoi et pour quoi ? », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 72-4, 2013, p. 7-11 ; ou encore Dominique DRON, « La résilience : un objectif et un outil de politique publique Son apparition en France, et quelques perspectives », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 72-4, 2013, p. 12-16.

482 P. CHARBONNIER, « Splendeurs et misères de la collapsologie », art.cit.

483 P. SERVIGNE et G. CHAPELLE, *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, *op. cit.*

484 *Ibid.*

« puisque la catastrophe va détruire toutes les médiations modernes avec la nature, nous allons enfin pouvoir tout recommencer et reconquérir notre liberté prépolitique [485] ».

Plus encore, si la collapsologie ne fait pas émerger de propositions politiques étayées, c'est aussi, selon ses détracteurs, parce qu'elle est incapacitante, ne poussant pas à l'action. Ce non seulement parce que le motif de l'effondrement fait peur, mais aussi parce que cette notion place toute réflexion politique à des échelles auxquelles les individus ne peuvent que difficilement s'illustrer[486]. Il est effectivement question de l'effondrement de systèmes, à une échelle mondiale ou transnationale : comment s'organiser face à une dynamique si globale qu'elle paraît hors de portée ? Quel pouvoir les individus pourraient-ils avoir sur ces mécanismes ? Les critiques politiques adressées à la collapsologie s'articulent donc autour de nombreux motifs. Les collapsologues sont eux-mêmes décriés, tant pour leurs origines sociales que pour leurs trajectoires d'engagement, selon des hypothèses d'ailleurs peu vérifiées par des études sociologiques. Quoi qu'il en soit, cette illégitimité des collapsologues se traduirait dans leur discours, qui serait dépolitisé, puisque trop peu concerné par les enjeux sociaux, incapacitant et dépolitisant, puisque manquant à faire émerger des propositions politiques. Ces critiques rejouent alors en partie celles adressées au catastrophisme depuis plusieurs décennies, et présentées précédemment : la collapsologie condamnerait l'écologie politique à un réductionnisme politique, limitant son projet démocratique à la seule recherche de la survie.

Enfin, il semblerait que la collapsologie puisse aussi flouter le sens des propositions alimentées, depuis des décennies, par les écologistes, s'incarnant dans les politiques de transition ou, dans une autre mesure, de décroissance. En effet, nous proposons de discerner deux approches possibles de la justification d'un choix politique : l'une instrumentale, lorsqu'une mesure est présentée comme la solution la plus efficace pour répondre à un problème, et l'une intrinsèque, lorsque ladite mesure répond non-seulement à un problème, mais est aussi désirable pour elle-même, traduisant des valeurs politiques et idéaux partagés par des groupes sociaux. Ces deux registres de la justification que nous

[485] P. CHARBONNIER, « Splendeurs et misères de la collapsologie », art. cit.

[486] Une idée notamment avancée par Maxime Chédin lors d'un séminaire prononcé à l'Institut Momentum : Maxime CHEDIN, « Capitalisme, climat, effondrement : Figures d'une dépolitisation - Institut Momentum », 08/10/2022, disponible sur https://institutmomentum.org/capitalisme-climat-effondrement-figures-d-une-depolitisation, consulté le 11 septembre 2023. Cette critique excède, en réalité, la seule collapsologie, pour interroger plus largement les évolutions de l'écologie scientifique et les reformulations institutionnelles du catastrophisme : nous y reviendrons plus loin.

proposons, en distinguant, de façon volontairement un peu caricaturale, efficacité et désirabilité, pourraient être réinvestis par la collapsologie. Ainsi, la collapsologie participerait d'une justification instrumentale de la transition et de la décroissance, en requalifiant le problème auquel elles proposent de s'adapter : la collapsologie réévalue le désastre environnemental et ses conséquences, pour réaffirmer l'imminence d'un effondrement systémique et l'urgence qu'il y a à agir. Face à un phénomène de telle ampleur, les projets politiques déjà existants et portés par de nombreux militants bénéficieraient d'une nouvelle visibilité, légitimée par leur efficacité pour s'adapter à un effondrement. Mais cela pose pourtant question : peut-on limiter de tels projets politiques à leur seule valeur instrumentale [487]? Les politiques de transition et de décroissance ne traduisent-elles pas une véritable idéologie politique, irréductible à celles déjà existantes, et débordant largement le seul registre de l'efficacité ? La collapsologie pourrait donc dévoyer le sens de ces propositions.

Cette entreprise de disqualification, soulignant les manques de la collapsologie, présente pourtant certaines limites. Dès lors, travailler sur les insuffisances de ces critiques s'avère pertinent pour affiner nos questionnements et pour construire la posture méthodologique nécessaire à cette enquête

2. Hypothèses de recherche et posture méthodologique

A) Les limites de la disqualification de la collapsologie

La définition à géométrie variable de la collapsologie : Un défaut méthodologique dans les critiques adressées à la collapsologie

Jusqu'ici, nous avons évoqué la collapsologie depuis les écrits d'Yves Cochet, de Pablo Servigne et de ses coauteurs. Nous en avons également rappelé l'héritage, en convoquant plus largement les théories de l'effondrement forgées avant la création du

[487] Souvenons-nous bien de la critique de la croissance que porte les écologistes : celle-ci est décriée non seulement car elle ne serait pas soutenable, mais aussi, et surtout, car elle ne serait pas en elle-même souhaitable. S. LATOUCHE, *La Décroissance*, *op. cit* ; P. ARIES, *Désobéir et Grandir : vers une société de décroissance*, *op. cit*. Le risque de la collapsologie serait donc de laisser penser que les politiques de décroissance ne seraient désirables que dans un contexte d'effondrement, et pas en elles-mêmes.

néologisme « collapsologie ». Ce faisant, nous avons feint d'ignorer un problème auquel il nous faut désormais revenir, et que l'on peut résumer de la sorte : tout discours sur l'effondrement, et toute initiative s'inscrivant dans la perspective de celui-ci, relève-t-il vraiment de la collapsologie ? Comment définir les publics de la collapsologie [488]? Cette question émerge de l'observation des nombreuses critiques de ce discours. En effet, ces détracteurs en adoptent une définition peu claire, prenant tantôt pour cible le seul Pablo Servigne, tantôt l'ensemble des discours à teneur catastrophiste, et, parfois, des propositions paraissant fort éloignées de celles des collapsologues. Enfin, il arrive même que ces différentes échelles coexistent au sein d'une même diatribe : on ne s'y retrouve plus. Cette délimitation à peu près inexistante du périmètre de notre objet ne peut pas satisfaire. Il s'agit là d'un défaut méthodologique majeur, voire d'un moyen, pour certains auteurs, de régler leurs comptes avec tout positionnement qu'ils récusent, en prenant pour prétexte la collapsologie. Ce à tel point que Bruno Villalba, dans son essai *Les collapsologues et leurs ennemis*, avance l'idée selon laquelle les différentes critiques de la collapsologie finissent par davantage nous renseigner sur leurs auteurs que sur cet objet précis[489]. Que l'on ne s'y trompe pas : encore une fois, notre objectif n'est évidemment pas de défendre la collapsologie coûte que coûte, mais d'en avoir une idée plus juste pour en éclairer l'apport possible à l'écologie politique. Ainsi, deux principales approches de la collapsologie peuvent être identifiées, présentant chacune des écueils spécifiques.

Premièrement, nous tenons pour restrictive les approches associant la collapsologie aux seuls écrits de Pablo Servigne et comparses. Une telle approche présente l'avantage de ne pas fantasmer la collapsologie et d'en souligner les spécificités : on ne lui prête guère des visions qu'elle ne porte pas, on cerne ce qu'elle apporte de singulier aux perspectives catastrophistes - par exemple, une dimension communicante. Adoptant une telle approche, Benedikte Zitouni, François Thoreau ou encore Pierre Charbonnier formulent des critiques fécondes car circonstanciées de la collapsologie, comprise comme le discours développé par Pablo Servigne. Mais cette approche présente une limite. Se concentrant sur la seule dimension discursive et argumentative de la collapsologie, et sur un corpus très restreint, elle ne rend pas compte des capacités interprétatives des individus qui investissent la collapsologie. Cet aspect n'est tout bonnement pas pris en compte par ce type d'analyse, ce n'est ni son objet, ni de son

[488] C. TASSET, « L'effondrement et ses usagers », art. cit.
[489] B. VILLALBA, *Les Collapsologues et leurs ennemis*, *op. cit*.

objectif. Cela peut s'entendre, mais ne fonctionne pas pour notre travail : pour mesurer ce que la collapsologie apporte peut-être à l'écologie politique, il faut certes considérer le discours porté par la collapsologie, mais aussi les milieux qui se le réapproprient et le transforment.

Une deuxième approche de notre objet coexiste avec la première, que nous nommerons extensive. Cette fois, tout discours portant sur l'effondrement, tout projet motivé par la perspective d'un effondrement, est qualifié de collapsologique. L'intérêt d'une telle démarche est qu'elle permet de considérer la complexité de la collapsologie, de rendre compte de la multiplicité des positionnements auxquels elle peut donner lieu et de la bigarrure de son héritage. Mais alors, quelles sont les limites de la collapsologie ? À la lecture de *La collapsologie ou l'écologie mutilée* de Renaud Garcia[490], on ne cesse de s'interroger sur ces frontières, et d'être surpris par les rapprochements auxquels opère l'auteur. La critique théorique de la collapsologie devient celle de Greta Thunberg ; puis des travaux de Bruno Latour, durant un chapitre entier[491] ; et, progressivement, celles de toutes les « écologies grand public[492] », pour reprendre la formule de Nicolas Casaux, détracteur de la collapsologie adoptant la même approche. Plus encore, alors que Renaud Garcia dit ne pas s'intéresser aux initiatives concrètes que motive la perspective d'un effondrement, dont il reconnaît l'éventuelle existence[493], il s'attarde cependant sur l'une d'entre elles, supposément née de la collapsologie. Il s'agit des « Zones Identitaires à

[490] R. GARCIA, *La Collapsologie ou l'écologie mutilée*, *op. cit*.

[491] Renaud GARCIA, « Chapitre 4. « Terrestre » ou le monde-machine », La *Collapsologie ou l'écologie mutilée*, *op.cit*. p.85 -104. Dans ce chapitre, Renaud Garcia entendant développer sa critique de la collapsologie, souligne le caractère dépolitisant, selon lui, de l'hypothèse Gaïa défendue par Bruno Latour. Pourtant, le rapprochement auquel il opère entre milieux effondristes et travaux de Bruno Latour ne fait l'objet d'aucune justification.

[492] Pour rappel, Nicolas Casaux est militant techno-critique de *Deep Green Resistance* et contributeur régulier du blog *Le Partage.* Il s'érige régulièrement contre la collapsologie et contre les représentants d'une écologie « grand public », tels que Cyril Dion ou encore Aurélien Barrau : il semble y voir une écologie de compromission, bourgeoise et contre-productive. Voir par exemple : N. CASAUX, « Quelques petits problèmes concernant le discours d'Aurélien Barrau », art.cit. Notons également que ses positions transphobes ont soulevé d'importants débats au sein des milieux militants écologistes.

[493] R. GARCIA, *La Collapsologie ou l'écologie mutilée*, *op. cit.* « Qu'un bouillonnement d'initiatives, de révélations politiques ou de conversions idéologiques soit en train de se produire avec la collapsologie, il n'est pas question, une fois de plus, de le nier. Que les individus mènent leurs propres expériences, cherchent du sens en dehors des ornières du conformisme, de la société de consommation et des sirènes de l'argent, fort bien. » p.141. Renaud Garcia ne s'intéresse pas à ces initiatives pratiques nées de la collapsologie, mais au seul contenu idéologique de la collapsologie. Or, je crois que cette lunette ne présente que peu d'intérêt pour comprendre notre objet, et ne peut mener qu'à reproduire les critiques déjà maintes fois émises contre la collapsologie. Au contraire, pour espérer révéler les apports possibles de la collapsologie à une théorie politique environnementale, il me semble plus judicieux de procéder en deux temps, en observant d'abord un détour par une approche empirique et sociologique – celui que Renaud Garcia se refuse précisément à considérer.

Défendre » (ZID) et Bases d'Autonomie Durable (BAD), termes détournant l'acronyme « Zone À Défendre » (ZAD), forgé durant la lutte contre le projet de construction d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique. Les ZID, initiées par des groupuscules d'extrême-droite racistes et volontiers violents (Génération Identitaire ; le collectif sectaire des Brigandes et la Ligue du Midi[494]), s'organisent face à la perspective d'un effondrement, avançant que l'adaptation à celui-ci et la reconstruction d'une société soutenable ne peuvent reposer que sur l'affirmation de l'identité et de la culture françaises, en excluant celles et ceux qui revendiquent d'autres principes identitaires et culturels, ou d'autres lectures de la culture française que la leur.

Ce rapprochement entre de telles communautés et la collapsologie est assez dérangeant. D'abord, cette supposée corrélation invisibilise parfaitement la façon dont les différents membres de ces groupes, collapsologues ou identitaires d'extrême droite, s'autoqualifient : de brèves recherches suffisent à comprendre que tous s'opposent à ce parallèle[495]. Pour les uns, la collapsologie est beaucoup trop marquée à gauche et trop attachée à la non-violence. Pour les autres, les communautés identitaires détournent et instrumentalisent l'écologie : les points de clivages politiques se multiplient, notamment autour de la question de l'immigration[496]. Dès lors, si des porosités entre la perspective d'un effondrement et les logiques de repli communautaire et xénophobe peuvent effectivement exister, par exemple à travers certaines démarches survivalistes déjà étudiées[497], il semble quand même que le rapprochement entre ZID et collapsologie ne puisse que très difficilement être réalisé sans adopter au préalable d'importants garde-fous. Plus encore, il se pourrait que ce rapprochement dissimule une question bien plus

[494] FRANCE MINISTERE DE L'INTERIEUR, « Etat des lieux - nouvelles tendances des dérives sectaires. », 01/03/2021, disponible sur https://www.miviludes.interieur.gouv.fr/sites/default/files/publications/francais/MIVILUDES-RAPPORT2021_web_%2027_04_2023%20_0.pdf, consulté le 17 juillet 2023. Le groupe des Brigandes est mentionné dans ce rapport du Ministère de l'Intérieur, mais pas dans la rubrique « Survivalisme et collapsologie », laquelle ne fait mention d'aucun groupe précis, si ce n'est de stages de survie (dont l'inspiration collapsologique n'est pas explicitée) peu scrupuleux ayant mené à la mort d'un individu, intoxiqué par une plante.

[495] Pour le vérifier, nous avons consulté des pages internet et forums associés (ou se référant) à des groupuscules d'extrême droite. Notons qu'il est effectivement très important d'interroger l'articulation de ces groupes et d'une certaine compréhension de l'écologie. Mais ce travail n'est pas le nôtre, et le traiter depuis le seul prisme de la collapsologie serait bien trop réducteur.

[496] L'opposition est telle qu'Yves Cochet, proposant de limiter les naissances en Europe pour limiter l'impact de la croissance démographique sur l'environnement et pour mieux accueillir les migrants fuyant les bouleversements environnementaux, fait encore l'objet de menaces récurrentes de la part de tels groupes.

[497] Nous pensons notamment aux travaux de Maxime BELLO, *Survivre à la modernité en temps de crise écologique*, Thèse en préparation, Paris, Paris 10, 2018.

vaste, et peut-être plus cruciale : celle des réappropriations de l'écologie par l'extrême droite ; voire, celle des possibles ambiguïtés de l'écologie politique, si on en adopte une large définition[498]. Ainsi, inscrire du seul côté de la collapsologie la possibilité de lectures essentialistes, xénophobes, excluantes de l'écologie, est une occasion manquée de mener une autocritique peut-être nécessaire du mouvement écologiste. Il s'agit là d'un écueil de cette lecture extensive de la collapsologie, qui, en rattachant à cet objet tout ce qui, de près ou de loin, pourrait y ressembler, entretient la confusion entre diverses propositions qui ne sont plus pensées dans leurs spécificités.

L'entreprise de disqualification de la collapsologie que nous observons révèle donc des manques importants. Une approche restrictive de la collapsologie se prête certes à l'analyse argumentative, mais ne permet pas de rendre compte des capacités interprétatives des personnes qui s'emparent de ce discours. De la même manière, une approche extensive échoue à cerner la collapsologie dans sa spécificité, et suggère de douteux rapprochements. Par conséquent, les détracteurs de la collapsologie en ignorent les réceptions, et se contentent de présumer de ses effets, pour affirmer que la collapsologie signe l'échec assuré de l'écologie politique.

Des hypothèses de recherche qui prennent le contre-pied des critiques de la collapsologie

Nos hypothèses de recherche prennent précisément le contre-pied de cette affirmation. Une première hypothèse se concentre sur l'articulation entre collapsologie et « contre-conduites[499] » écologistes, évoquées au premier chapitre de cette thèse (mouvements de mobilisation, pratiques de l'écologie politique) ; la deuxième sur celle entre collapsologie et écologisme (le projet idéologique de l'écologie politique).

Premièrement, la collapsologie serait démobilisante : elle condamnerait à l'inaction et « couperait l'herbe sous le pied[500] » aux propositions écologistes et mobilisations environnementales déjà existantes. Les effets démobilisateurs de la collapsologie seraient liés à la fois à la radicalité de la perspective qu'elle adopte, et au caractère inévitable qui lui est prêté. Plus encore, le discours sur l'effondrement systémique serait démobilisant

[498] A. DUBIAU, *Ecofascismes, op. cit.* Voir également P. MADELIN, *La tentation écofasciste, op. cit.*

[499] M. FOUCAULT, *Le Gouvernement de soi et des autres, Cours au Collège de France. 1982-1983, op. cit.*

[500] B. ZITOUNI et F. THOREAU, « Contre l'effondrement », art.cit.

dans le sens où il lie l'effondrement environnemental, contre lequel il faudrait se battre, et l'effondrement de notre système de production et de consommation, pour lequel il faudrait, selon les sensibilités politiques, se mobiliser – ce que souligne notamment l'historien Jean-Baptiste Fressoz[501]. Il ne serait plus nécessaire de lutter, la chute du capitalisme fossile devant nécessairement avoir lieu « parce que la « nature » le décidera [502] ». Ainsi, la collapsologie s'opposerait à l'écologie politique très concrètement, en devenant un obstacle pour les mobilisations environnementales, ou plutôt, pour reprendre un terme déjà utilisé au cours de notre premier chapitre, un obstacle à de possibles « contre-conduites » écologistes[503]. Ces contre-conduites nous semblaient favoriser l'interrogation critique des mécanismes qui façonnent nos subjectivités, et l'affirmation de nouvelles formes de subjectivités : l'expérience de l'insoumission, du corps en lutte et de la camaraderie propres à ces pratiques de résistance motivent en effet, individuellement et collectivement, des émotions transformatrices. Or, la collapsologie, menant à l'inaction et reproduisant des mécanismes de subjectivités façonnés par des dispositifs spécifiques au capitalisme, interdirait l'émergence de tels types de conduites[504]. Cependant, cette idée, tenant la collapsologie pour démobilisante, n'a jamais été vérifiée empiriquement par les détracteurs de la collapsologie. Or, nous constatons quotidiennement d'un décalage entre cette idée et la réalité des transformations et reconversions, politiques, professionnelles, intimes, des individus rencontrés, ayant fait la découverte de la collapsologie. C'est ce décalage qui motive notre première hypothèse de recherche : nous avançons que la collapsologie constitue une étape sur des trajectoires de politisation individuelles diverses, étape depuis laquelle s'esquissent des réaffirmations et réorientations politiques plurielles. Celles-ci vont alors dans le sens d'une action collective, et, plus largement, d'une écologisation des pratiques et représentations politiques. Reste à définir cette écologisation, à en cerner la spécificité pour les personnes s'engageant à partir de la collapsologie.

---

501 J.-B. FRESSOZ, « La collapsologie : un discours réactionnaire ? », art.cit.

502 *Ibid.*

503 Rappelons-nous : ces contre-conduites, pour Michel Foucault, sont toujours locales et stratégiques, et s'incarnent dans diverses pratiques de résistances face à l'exercice d'un pouvoir, auquel est opposé une alternative, une autre façon de gouverner et d'être gouverné. M. FOUCAULT, *Le Gouvernement de soi et des autres, Cours au Collège de France. 1982-1983, op. cit* ; M. FOUCAULT, *Dits Et écrits, op. cit.*

504 Ce d'autant plus qu'elle mobilise des constats à une échelle globale, loin des enjeux locaux devant donner lieu à ces pratiques de résistance toujours situées sur un territoire donnée, dans un contexte spécifique.

Plus encore, la collapsologie serait aussi dépolitisée et dépolitisante, dans le sens où elle ne proposerait pas de contenu idéologique et perpétuerait des rapports de domination. Pour Renaud Garcia, la collapsologie, manquant à considérer les rapports de domination et à proposer un véritable projet politique, constitue une « écologie mutilée [505] », à savoir une écologie amputée de sa part idéologique, l'écologisme. Nous avons vu en effet que si le catastrophisme irrigue les milieux écologistes depuis les années 1970, il peut aussi être repris, non sans quelques transformations, par des idéologies concurrentes. Or, si la collapsologie s'inscrit bien dans cette conception catastrophiste, et semble même en devenir « l'incarnation la plus dynamique [506] », on peut pourtant douter de son caractère véritablement écologiste. C'est là tout le sens des critiques précédemment recensées, qui convergent en ce sens. Rien ne peut donc nous assurer que la collapsologie se trouve bien à l'intersection qui intéresse Luc Semal, travaillant sur le catastrophisme spécifiquement écologiste. Il se pourrait au contraire que celle-ci constitue un catastrophisme vide d'idéologie et de propositions politiques proprement écologistes. Dans cette optique, la collapsologie s'apparenterait à un catastrophisme renouvelé par une stratégie de communication efficace, une même « idée prospective » outillée d'un discours lui donnant large audience. La collapsologie pourrait alimenter aussi bien l'écologisme que d'autres familles politiques : elle pourrait encourager les récupérations politiques du catastrophisme les plus diverses et les plus opposées à l'écologisme. La collapsologie, à en croire les arguments avancés par ses détracteurs, relèverait alors de *la part environnementaliste du catastrophisme.*

Or, la seconde hypothèse qui guide cette recherche se refuse à cette proposition : tenir la collapsologie pour la seule part environnementaliste du catastrophisme ne reflète pas tout à fait la diversité des sensibilités politiques qui investissent le discours de l'effondrement systémique[507]. Plus encore, nous avançons que la collapsologie, plus qu'elle n'ampute l'écologie politique de sa part idéologique, révèle bien plutôt, à la manière d'une loupe grossissante, les ambiguïtés qui traversent l'écologie politique elle-même, et les fragilités d'une proposition idéologique qu'elle n'a pas encore fermement construite. Ainsi, selon cette hypothèse, il serait possible, à partir de l'étude du discours et de la réception de la collapsologie, d'identifier ces tensions à l'œuvre au sein même de

505 Renaud GARCIA, *La collapsologie ou l'écologie mutilée, op.cit.*

506 L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit*.

507 Notons que cette nuance nous a été soufflée par Luc Semal, à l'occasion d'un séminaire organisé par Alice Canabate sur les récits de l'effondrement, le 27 février 2020 à Paris.

l'écologie politique, pour mieux en raviver le projet. Cette hypothèse s'articule à la première, mentionnée plus haut, pour donner à voir une reconstruction possible de l'écologie politique, à la fois à partir de son contenu idéologique et depuis des pratiques diverses, marquées par la collapsologie et la perspective d'un effondrement systémique.

Ce que nous suggérons ici, c'est que le véritable problème que la collapsologie pose à l'écologie politique puisse porter sur la définition même de celle-ci. Nous retrouvons le problème de la définition de l'écologie politique tel que nous l'avons décrit dans notre premier chapitre. Nous y présentions une controverse fondatrice de la théorie politique environnementale : l'écologie politique constitue-t-elle une idéologie politique à part entière et singulière, ou doit-elle plutôt se comprendre comme une pensée politique foncièrement hétérogène, alimentée et renouvelée par une diversité de mobilisations ? En suggérant que la collapsologie donne lieu à des contre-conduites écologistes variées, tout en confrontant le projet idéologique de l'écologie politique à ses propres tensions, nous proposons de reformuler ce problème depuis la perspective de la collapsologie et de ses réceptions. Peut-on, à partir de ce discours et de ses effets, poursuivre le travail de singularisation idéologique de l'écologie politique ? Si oui, que devient ce projet ? Plus encore, la collapsologie nous donne-t-elle à voir, à partir des contre-conduites qu'elle pourrait éventuellement motiver, de possibles évolutions dans la diversification théorique que connaît l'écologie politique ? Ces questionnements, qui tendent en apparence vers des positions opposées, ne sont pas nécessairement contradictoires. En effet, notre ambition n'est pas de tenter de résoudre le problème de la définition de l'écologie politique, en plaidant pour l'une ou l'autre de ces approches. Il s'agit plutôt de redéfinir les termes de ce débat depuis l'angle de la collapsologie et de ses réceptions, pour reconsidérer et reformuler ces deux approches de théorie politique environnementale. Dès lors, cette étude se donne pour objectif d'éclairer les effets que la collapsologie entraîne sur l'écologie politique, pour en induire, dans un second temps, de possibles apports théoriques et stratégiques, touchant aux définitions et aux approches de l'écologie politique.

Ainsi, l'analyse des critiques de la collapsologie, comportant des limites méthodologiques, nous permet d'envisager des hypothèses qui en prennent le contre-pied.

Deux hypothèses de recherche :

Hypothèse 1 : La collapsologie constitue une étape sur des trajectoires de politisation individuelles diverses, sur lesquelles elle a des effets concrets : la perspective d'un effondrement systémique vient réorienter ou réaffirmer les sensibilités politiques, menant à une écologisation des pratiques et comportements politiques.

***Hypothèse 2* :** La collapsologie, plus qu'elle n'ampute l'écologie politique de son contenu idéologique, révèle les ambiguïtés de ce contenu lui-même, et donc d'une famille politique traversée par de nombreuses tensions théoriques et stratégiques.

Tableau 8 : Synthèse des hypothèses de recherche. A. Rumin, 2024.

Plus encore, les difficultés méthodologiques que soulève cette entreprise de disqualification académique et militante sont autant d'écueils que nous pourrions nous-mêmes rencontrer. Pour les éviter, nous avons adopté deux principes : offrir une assise sociologique à la théorie politique, en empruntant aux approches inductives, et délimiter de manière plus précise le périmètre de notre enquête, en identifiant les publics de la collapsologie à l'aide d'une critériologie en partie discursive.

B) Offrir une assise empirique à la théorie politique

Théorie politique et approches empiriques

L'idée selon laquelle le discours sur l'effondrement systémique serait nécessairement démobilisant ne s'appuie donc que sur des analyses argumentatives, dont les effets concrets restent supposés. Nous ne disposons pas encore d'études sociologiques suffisantes permettant d'affirmer ou d'infirmer cette hypothèse. Rares sont les sociologues, qui, à l'instar de Cyprien Tasset, se sont intéressés non plus au discours de la collapsologie, mais aux milieux qui se réapproprient ce discours. Ce dernier, soucieux de rendre compte des mécanismes de production et de diffusion de la collapsologie, comme de ses effets sur celles et ceux qui le reçoivent, s'est essentiellement concentré

sur des communautés numériques et sur l'association Adrastia[508]. Ces travaux, importants pour notre propre enquête, ne nous permettent pourtant pas de répondre complètement à notre foyer problématique, puisque ceux-ci se donnent pour objet des communautés au périmètre encore restreint. En effet, si les communautés numériques de la collapsologie ont été étudiées, les engagements effondristes en dehors de la toile n'ont peu, voire pas, été observés. Certes, plusieurs travaux de sociologie, dont certains en cours de réalisation[509], s'intéressent aux milieux survivalistes s'organisant dans une perspective d'effondrement. Cependant, ces communautés survivalistes ne reflètent pas tout à fait notre objet : il serait fâcheux de tenir pour « collapsologique » tout discours présentant une perspective effondriste. De la même manière, les initiatives de transition et de décroissance, étudiées par Luc Semal[510], relèvent bien de la part catastrophiste de l'écologisme, mais ne se réclament absolument pas de la collapsologie, pour la simple et bonne raison que leur existence est bien antérieure à l'apparition du néologisme.

Dès lors, pour comprendre quels sont les effets concrets de la collapsologie sur les milieux qui s'en emparent, il nous faut adopter nous même une approche empirique. Il nous faut nous intéresser à ce que ce discours produit effectivement sur celles et ceux qui s'en emparent, sans oublier pour autant l'ancrage disciplinaire de cette thèse, qui entend reformuler un problème de théorie politique, et non de sociologie politique, depuis l'angle de la collapsologie et de ses réceptions. En d'autres termes, pour répondre à notre foyer problématique, il nous faut parvenir à articuler une enquête de terrain et une réflexion théorique sur les devenirs possibles de l'écologie politiques, sur ses éventuelles recompositions idéologiques et stratégiques depuis la collapsologie. Mettre en dialogue étude empirique et théorie politique est d'autant plus pertinent que l'écologie politique a justement pour particularité de questionner la matérialité et l'historicité des idées politiques. Enquêter en écologiste, c'est donc adopter une conviction qui s'incarne dans les méthodes de la recherche, selon laquelle la réflexion philosophique peut s'enrichir d'une assise empirique.

Cette conviction résonne avec l'ambition même de notre discipline. Pour le comprendre, il nous faut interroger la définition même de la théorie politique, comme le

[508] C. TASSET, « Les « effondrés anonymes » ? », art. cit ; L. ALLARD, A. MONNIN et C. TASSET, « Est-il trop tard pour l'effondrement ? », art. cit ; Cyprien TASSET, « L'effondrement et ses usagers. Éclectisme et réception d'une vulgarisation hétérodoxe en écologie scientifique », art.cit.

[509] M. BELLO, *Survivre à la modernité en temps de crise écologique*, *op. cit*.

[510] L. SEMAL, *Face à l'effondrement*, *op. cit*.

fait notamment Isaiah Berlin dans son célèbre article de 1961 « La théorie politique existe-t-elle ? [511] ». En effet, une ambiguïté passionnante se développe au fil du texte, que remarque Jean-Yves Pranchère[512]. Isaiah Berlin semble d'abord définir la théorie politique comme une activité philosophique « ne relevant pas de la science empirique [513] », et se concentrant sur la « signification » et la « valeur[514] » de la politique plus que sur ses mécanismes, ses fonctionnements concrets, qui relèveraient de la science politique et non de la théorie ou philosophie politique. Or, Isaiah Berlin affirme également, et dans le même texte, que « la philosophie politique, dans la mesure où elle n'est pas conçue, comme la théorie politique, en termes purement sociologiques, s'occupe de notions comme la nature humaine, sa finalité ou son absence de finalité[515] ». Voilà que la théorie rejoint cette fois la science politique, plus directement sociologique. Pour Jean-Yves Pranchère, cette ambiguïté révèle la juste place de la théorie politique, se trouvant à l'intersection de la science politique et de la philosophie politique. Elle fait dialoguer ces deux sphères, produisant « un pas de côté », en tentant à la fois de « reconstruire la logique interne de chacun des choix normatifs en compétition » et de « mettre à l'épreuve leur cohérence et de les confronter aux contraintes et aux impossibilités du réel[516] ». Elle révèle que « la pensée *du* politique », propre à la philosophie, « est toujours déjà engagée par et dans *la* politique qui la suscite [517]», qu'observe la science politique. De ce fait, la théorie politique se donne pour objet la « co-pénétration du social et du politique[518] » et interroge les mécanismes multiples de production des idées politiques. Elle ne peut alors en aucun cas, comme l'affirme Jean-Yves Pranchère, « faire l'économie d'un passage par la sociologie[519] ».

Si la théorie politique incarne bien cet entrecroisement entre science empirique et réflexion philosophique, encore s'agit-il d'interroger la nature de ce « passage par la sociologie ». En d'autres termes, quelle doit être, au cœur de notre enquête, la nature du

[511] Isaiah BERLIN, « La théorie politique existe-t-elle ? », *Revue française de science politique*, 11-2, 1961, p. 309-337.

[512] Jean-Yves PRANCHERE, « La "théorie politique" : entre philosophie de la politique et politique dans la théorie », *Revue française de science politique*, 71-5-6, 2021, p.745-764.

[513] *Ibid.* p.747.

[514] *Ibid.* p.747.

[515] I. BERLIN, « La théorie politique existe-t-elle ? », art. cit ; J.-Y. PRANCHERE, « La "théorie politique" », art. cit.

[516] J.-Y. PRANCHERE, « La "théorie politique" », art. cit. p.749.

[517] *Ibid.* p.759.

[518] *Ibid.*p.759.

[519] *Ibid.* p.759.

lien entre « terrain » [520] et théorie ? Plusieurs approches de ce lien existent en théorie politique, tout comme en philosophie politique. Catherine Dekeuwer s'interroge ainsi sur la définition de la « philosophie de terrain [521]», catégorie que revendiquent plusieurs chercheurs et chercheuses[522] :

> « S'agit-il d'une philosophie qui s'intéresse à des questions contemporaines, extérieures à la philosophie, concrètes et contextualisées ? S'agit-il du retour à une forme de philosophie pratique au sens d'une éthique caractérisée par son ancrage dans la vie de la cité ? S'agit-il d'une nouvelle manière de faire de la recherche en philosophie qui incorpore des concepts et des méthodes issues des sciences humaines et sociales [523] ? »

L'énumération, ici, rend bien compte d'une pluralité d'approches et de pratiques possibles pour faire dialoguer philosophie et « terrain ». Comme le suggère Catherine Dekeuwer, il se pourrait d'abord que la théorie politique et la philosophie puissent tâcher d'incarner et de revigorer leurs propositions en adoptant des exemples concrets et contemporains. Les théoricien-nes du politique travailleraient ainsi à contextualiser les questionnements et objets qu'ils et elles travaillent, pour en souligner la pertinence actuelle et les possibles implications dans la vie de la cité. Dans une telle approche, cependant, les hypothèses théoriques guidant la recherche sont pensées en amont de l'enquête : le passage au réel, si l'on puit dire, constitue une illustration, au mieux, une épreuve, pour la réflexion philosophique.

Bien sûr, d'autres approches existent encore. Par exemple, des chercheurs et chercheuses mènent des histoires sociales des idées politiques[524]. Il s'agit de rendre compte des ressorts sociaux, religieux, matériels ou environnementaux de la production et diffusion de ces propositions théoriques concernant le politique. Voilà qui contribue à renouveler l'histoire des idées politiques. Une dernière approche mérite selon nous d'être citée, notamment défendue par Catherine Dekeuwer et Julie Henry. La « philosophie pratique de terrain [525]» qu'elles développent se donne certes pour objet une pratique humaine, mais pas seulement. Il s'agit aussi, et surtout, d'une philosophie

---

[520] Nous reviendrons plus loin sur les questions que soulèvent ce terme de « terrain ».

[521] Catherine DEKEUWER et Julie HENRY, « Philosophie pratique de terrain : Quelle posture de recherche ? », *Éthique, politique, religions*, 2020, p.131-145.

[522] Christiane VOLLAIRE, *Pour une philosophie de terrain*, Saint-Etienne, Créaphis, 2017.

[523] Catherine DEKEUWER et Julie HENRY, « Philosophie pratique de terrain : Quelle posture de recherche ? », art.cit. p.9.

[524] Mathieu HAUCHECORNE, « Faire du terrain en pensée politique », *Politix*, 100-4, 2012, p. 149-165.

[525] C. DEKEUWER et J. HENRY, « Philosophie pratique de terrain », art. cit.

> « qui produit des effets sur le monde empirique, et en retour d'une philosophie qui pense de nouveaux concepts et des développements méthodologiques depuis le terrain lui-même : non pas philosophie *sur* des objets qui se trouvent être sur le terrain, mais philosophie *de* terrain au sens où elle se construit depuis ce qui en émane. Il ne s'agit pas seulement de décrire un ensemble de représentations et de pratiques ; les entretiens menés ont plutôt pour visée la co-construction d'un sens en faisant surgir une réflexivité à partir du terrain[526]. »

Ce faisant, leur démarche philosophique emprunte aux outils des sciences humaines et sociales, comme la sociologie ou l'anthropologie. Ici, l'objectif n'est pas de questionner avec les outils de la philosophie les activités empiriques, ou d'illustrer un propos théorique à partir de celles-ci, mais plutôt de faire émerger de l'expérience du terrain les questionnements et hypothèses motivant la recherche.

Qu'est-ce que la théorie politique, selon nous, aurait à gagner d'une telle approche ? Nous envisageons que la théorie politique puisse ainsi renouveler sa conception du politique lui-même, en s'intéressant à de nouveaux objets. En effet, il se pourrait que la recherche en théorie politique se soit longtemps focalisée sur des problèmes ouvertement, directement politiques[527]. D'un côté, on s'intéresse aux activités de constructions des normes sociales et juridiques, pensées et régulées par le politique : la fabrique des politiques publiques, les différentes formes de gouvernementalité, les comportements politiques relatifs à la politique institutionnelle, tel que le vote et la compétition électorale [528]. De l'autre, on s'intéresse aux formes ouvertes de contestation de ces normes : la construction idéologique de discours opposants, les modes d'action contestataires de la politique spécialisée, tels que les manifestations, les actions de désobéissance civile, et ainsi de suite[529]. Certes, ces approches du politique n'empêchent pas d'adopter des terrains d'enquête, mais les objets ici étudiés sont identifiés et sélectionnés précisément pour leur caractère politique, et pensés depuis des cadres analytiques préexistants à l'enquête. Au contraire, la conception du lien entre philosophie et terrain défendue plus haut est propice à une revalorisation de l'enchâssement existant entre social et politique. En d'autres termes, investir des terrains *a priori* peu politiques, pour en faire émerger des questionnements divers, pourrait mener à rendre compte de

[526] *Ibid.* p.132

[527] James C. SCOTT, *La domination et les arts de la résistance : Fragments du discours subalterne*, trad. fr. Olivier RUCHET, Paris, Amsterdam, 2019.

[528] Nous reprenons ces deux définitions du politique comme activité de création et de contestation de normes à Philippe Zittoun. P. ZITTOUN, *La fabrique politique des politiques publiques. Une approche pragmatique des politiques publiques*, *op. cit.*

[529] *Ibid.*

comportements infrapolitiques, de dynamiques de résistances plus souterraines[530], qui préfigurent et soutiennent la vie politique la plus directement observable. Ainsi, dans notre étude, nous prêterons une même attention aux initiatives relevant de la politique spécialisée ou s'inscrivant directement dans une forme de conflictualité politique qu'à d'autres qui, parce que plus axées sur une forme de quotidienneté, pourront sembler au premier abord peu politique.

Une théorie politique partiellement inductive

Ainsi, notre posture méthodologique s'inspire de ces approches et emprunte aux méthodologies de l'anthropologie et de l'ethnographie[531] et de la sociologie. Premièrement, l'approche par les effets, que suggère la sociologie pragmatique, s'avère pertinente pour notre étude. Pour juger de la pertinence d'un énoncé, la sociologie pragmatique propose non seulement d'analyser la cohérence interne de celui-ci, sa rigueur argumentative, mais aussi de considérer ses conséquences concrètes, ce qu'il entraîne et transforme dans les contextes où il se trouve mobilisé[532]. Ainsi, et dans le cas de cette étude, le discours de la collapsologie se voit réarticulé aux milieux qui en sont à l'origine et, plus encore, à ceux qui, en se le réappropriant, le transforment. Pour le dire rapidement, mesurer la pertinence politique de la collapsologie, ici, consiste moins à en mener la seule analyse discursive et argumentative qu'à considérer les situations qu'elle contribue à créer. Nous nous intéressons aux effets de la collapsologie, à ce qu'elle produit dans le quotidien des individus et groupes d'individus. Ensuite, nous conservons de l'approche pragmatique le déplacement auquel elle opère, notamment par rapport à la sociologie dite critique, dans la considération des capacités réflexives de celles et ceux qui agissent et se prêtent à l'analyse sociologique[533]. Il ne s'agit plus de rendre compte des raisons, justifications et stratégies qui motivent une action, mais plutôt d'exposer les compétences,

[530] Nous y reviendrons notamment à partir des travaux de Geneviève Pruvost ou de James Scott. J. C. SCOTT, *La domination et les arts de la résistance : Fragments du discours subalterne*, *op. cit* ; Geneviève PRUVOST, *Quotidien politique : Féminisme, écologie, subsistance*, Paris, La Découverte, 2021. Le terme « feutré » peut également évoqué les travaux de Sylvain Laurens : Sylvain LAURENS, *Une politisation feutrée Les hauts fonctionnaires et l'immigration en France*, Paris, Belin, 2009.

[531] François LAPLANTINE, *La description ethnographique*, Paris, Armand Colin, 2015.

[532] F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit*.

[533] Yannick BARTHE, Damien de BLIC, Jean-Philippe HEURTIN, Éric LAGNEAU, Cyril LEMIEUX, Dominique LINHARDT, Cédric Moreau de BELLAING, Catherine REMY et Danny TROM, « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 103-3, 2013, p. 175-204.

leviers et obstacles qui permettent aux acteurs eux-mêmes d'énoncer (ou non) ces justifications[534]. En bref, nous ne cherchons pas seulement à comprendre pourquoi certaines personnes adhèrent à la perspective d'un effondrement et s'organisent face à lui, mais aussi à identifier comment celles-là rendent compte de leurs motivations.

Ces considérations ne concernent pourtant qu'une partie de ce travail. La description des effets de la collapsologie sur différents milieux doit donner lieu, dans un second temps, à une réflexion sur ses apports à l'écologie politique. Or, ces effets et apports ne jouent pas du tout, au sein de notre réflexion, le même rôle. Il s'agit de restituer lesdits effets, de les questionner depuis un ensemble de points d'analyse, pour faire émerger de cette étude, progressivement, de nouvelles hypothèses paradigmatiques de ce que pourraient potentiellement apporter la collapsologie à l'écologie politique. La démarche adoptée se rapproche alors de celles dites inductives, ou encore abductives, théorisées par le philosophe pragmatiste Charles Sanders Peirce[535]. Les démarches inductives et abductives suggèrent, par rapport à celle hypothético-déductive, un renversement : la règle théorique n'est pas *a priori* énoncée, pour être vérifiée dans un second temps ; mais elle se trouve induite (ou abduite) à partir d'éléments empiriques. Ce retournement se trouve motivé par l'observation d'un fait surprenant, bouleversant l'état de la connaissance et stimulant la recherche. À partir de ce premier étonnement, une démarche inductive tâche, en s'appuyant sur l'analyse empirique, de remonter en généralité pour induire des règles théoriques. Une logique abductive, elle, fait émerger de l'observation empirique, et des rapprochements opérés entre plusieurs faits, des hypothèses de recherche qui se trouvent vérifiées ensuite par un retour à l'analyse empirique[536]. Dès lors, notre travail propose de développer une théorie politique fondée sur l'observation empirique des effets de la collapsologie ; et donc de faire émerger les questionnements relatifs à ses apports à l'écologie politique à partir des « terrains » eux-mêmes, comme l'indique le schéma suivant.

---

[534] *Ibid.*

[535] René DAVAL, « Le pragmatisme américain. Charles Sanders Peirce (1839-1914), William James (1842-1910), John Dewey (1859-1952), George Herbert Mead (1863-1931) », *in Histoire raisonnée de la philosophie morale et politique*, Paris, La Découverte, 2001, p. 640-648.

[536] Quelques exemples d'études adoptant une approche abductive : Sylvie CATELLIN, « L'abduction: une pratique de la découverte scientifique et littéraire », *Hermès La Revue*, 39-2, 2004, p. 179-185 ; Javier NUNEZ-MOSCOSO, « Et si l'on osait une épistémologie de la découverte ? La démarche abductive au service de l'analyse du travail enseignant », *Penser l'éducation*, 2013 ; Florent GAUDEZ, « De l'abduction créative comme méthode sémio-anthropologique au service de la sociologie de la connaissance et des représentations », *Sociedade e Estado*, 20, 2005, p. 13-22.

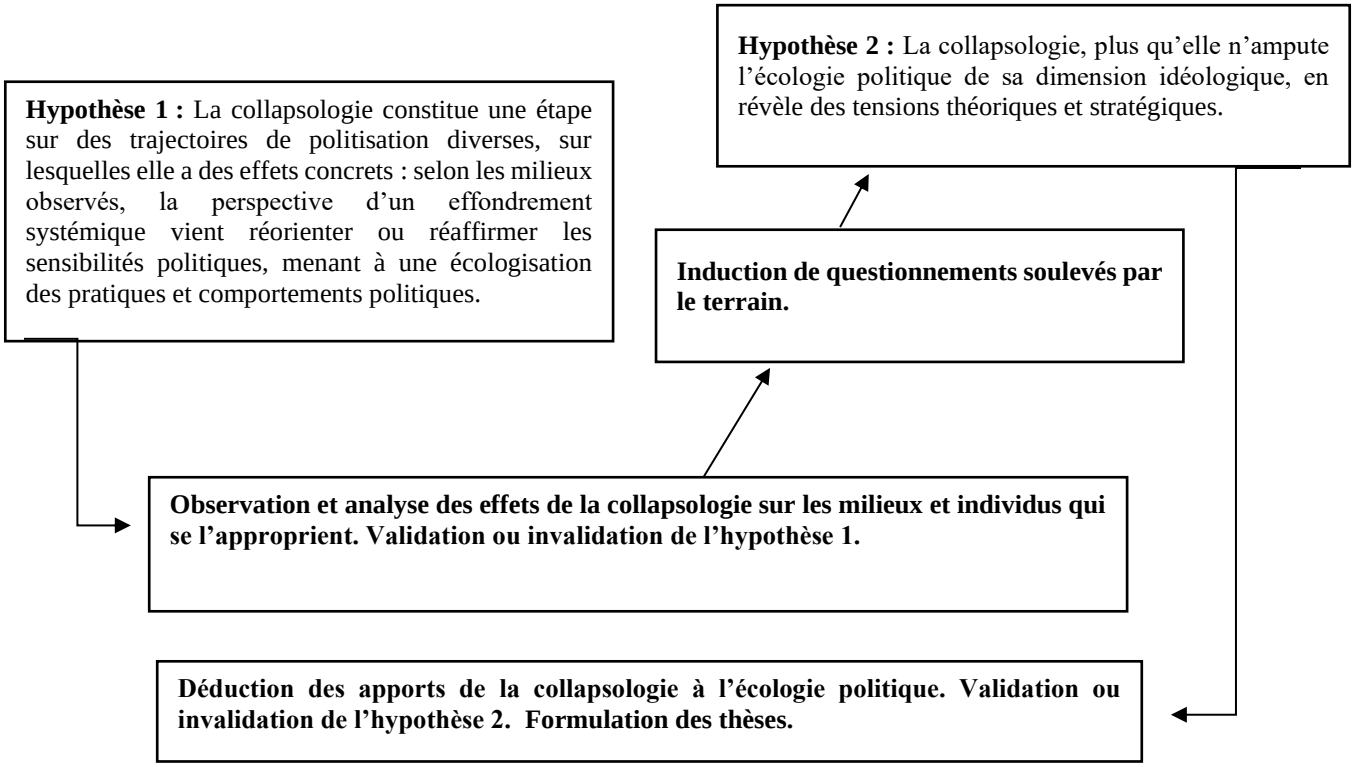


Figure 3 : Schéma reproduisant la démarche méthodologique adoptée. A. Rumin, 2024.

C) <u>Délimiter le périmètre de la collapsologie et de ses publics</u>

Se munir de critères révélateurs de l'influence de la collapsologie

Cette posture méthodologique nécessite d'adopter une approche de la collapsologie se distinguant de celles restrictive et extensive, citées plus tôt, dans l'espoir de mieux délimiter le périmètre de la collapsologie et de ses publics. Notre approche consiste à se munir d'un ensemble de critères permettant de discriminer les discours et les initiatives, pour reconnaître ce qui relève effectivement de la collapsologie et ce qui ne peut que difficilement y être rattaché. Bien sûr, nous présentons cette distinction de façon un peu caricaturale : peut-être faudrait-il plutôt parler de propositions sous influence collapsologique, adoptant une coloration plus ou moins effondriste[537]. En nous

[537] Le terme « influence » peut paraître négativement connoté, mais les variations d'intensité et les logiques de contamination qu'il suggère nous semble intéressant. En effet, sur nos terrains, le lien établi

appuyant sur des critères, nous délimiterons donc le périmètre de notre étude et nous sélectionnerons des terrains d'enquête présentant effectivement une réappropriation du discours de la collapsologie, et pas seulement une réappropriation du motif de l'effondrement.

Ces critères sont de trois différents types. Premièrement, nous adoptons des critères discursifs. Sur les espaces envisagés pour l'enquête, nous nous sommes demandés : y parle-t-on comme parlent les collapsologues ou « collapsonautes[538] » ? Parler comme la collapsologie, c'est mobiliser des motifs empruntés à celle-ci, ou des tournures de phrase, des structures discursives et argumentatives qui en sont caractéristiques : ces critères portent aussi bien sur le contenu du discours que sur sa forme. Pour identifier et sélectionner ces différents éléments discursifs, nous avons adopté deux méta-critères : leur caractère récurrent (à quel point un motif est-il repris par les créateurs de la collapsologie, leurs relais et les collapsonautes ?) et structurant (à quel point la proposition collapsologique se trouve-t-elle amputée d'une spécificité si l'on se passe d'un motif ou d'une structure argumentative ?). À partir de ces critères discursifs, il devient possible de déceler l'influence de la collapsologie là où il n'y est pas ouvertement fait référence[539]. Pour ce faire, un premier corpus documentaire a été constitué, comprenant les principaux ouvrages, interviews, articles des auteurs de la collapsologie, Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle et Yves Cochet[540]. Il s'agissait alors d'identifier les structures et motifs discursifs les plus récurrents et structurants de ces écrits, et de les confronter à ceux caractéristiques du catastrophisme. Cela devait nous permettre à la fois de construire nos critères discursifs nous permettant de reconnaître le

entre la collapsologie et un projet (quel que soit son type) est parfois ouvertement revendiqué, comme il se peut au contraire que celui-ci soit volontairement effacé, ou oublié, nuancé, etc.

[538] Nous reprenons ce terme, qui désigne les individus et groupes d'individus gravitant autour de la collapsologie, à Jacopo Rasmi et Yves Citton. Yves CITTON, Jacopo RASMI, *Générations collapsonautes*, op.cit.

[539] Cette démarche porte ses fruits : c'est en la suivant que j'ai identifié la dimension collapsologique des travaux du Département de la Gironde. En effet, en lisant des documents produits par le Département, dans le cadre de mes activités de conseil dans l'organisation finançant ma thèse, j'ai cru y reconnaître un « air de collapsologie ». Cette intuition s'est vérifiée en enquêtant davantage.

[540] P. SERVIGNE et G. CHAPELLE, *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, *op. cit* ; P. SERVIGNE, R. STEVENS et G. CHAPELLE, *Une autre fin du monde est possible. Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*, *op. cit* ; P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, *op. cit.* ; Y. COCHET, *Devant l'effondrement : Essai de collapsologie*, *op. cit.* ; Y. COCHET, « L'effondrement, catabolique ou catastrophique ? », art.cit.

vocable collapsologique à travers d'autres discours, et de retracer les « équivalences discursives[541] » entre notre objet et son héritage catastrophiste.

Deuxièmement, nous avons choisi d'apporter une attention accrue aux jeux d'acteurs et à la façon dont ceux-ci s'auto et s'hétéro-qualifient. On peut en effet déceler l'influence de la collapsologie dans la façon dont les gens choisissent de se présenter, dans la façon dont ils sont qualifiés par les autres, et dans les références faites à des personnes étant perçues comme étant collapsologues. Voilà qui doit également nous permettre de considérer les débats existants autour de l'étiquette « collapsologue », tantôt revendiquée, tantôt rejetée. Enfin, nous avons choisi de nous munir de critères nous permettant d'écarter de la recherche les initiatives similaires à celles des ZID. Ce choix s'appuie sur les différents éléments déjà exposés précédemment, mais il reflète également une préférence normative de la chercheuse : cette étude souhaite explorer les possibles recompositions de l'écologie politique qui s'inscrivent dans un cadre démocratique, excluant des positionnements qui inciteraient à la haine. Dans le cadre de ce travail, nous ne tiendrons donc pas pour spécifiquement collapsologiques les propositions qui se réclament de l'extrême droite décrite plus haut ou qui s'y apparentent (par exemple : celles ouvertement racistes, adhérant à la théorie d'un « grand remplacement », mêlant le motif de l'effondrement à celui d'un déclin de civilisation liée au multiculturalisme, etc.). Ces trois familles de critères doivent nous guider dans la sélection des terrains d'enquête.

Une théorie politique située

Avant même de présenter les terrains adoptés pour cette enquête, il nous faut revenir sur ce terme : « terrain ». En sciences sociales, un terrain d'enquête désigne l'espace, matériel ou immatériel, sur lequel la chercheuse ou chercheur récolte des données l'aidant à répondre à sa problématique. Cette première définition permet de considérer comme de potentiels « terrains » des pratiques, organisations, discours, photographies, etc. Or, quelque chose dérange dans l'idée d'ainsi mettre sur le même plan des productions et, parfois, des pratiques qui constituent le quotidien même des individus. Il se pourrait ainsi que la notion de « terrain » transforme diverses formes de vie en autant

[541] H.-S. AFEISSA, *La fin du monde et de l'humanité : Essai de généalogie du discours écologiste*, *op. cit.*

de ressources prêtes à être exploitées par la recherche [542]. Comment surmonter ce paradoxe : d'un côté, il est nécessaire de rendre compte des réceptions de la collapsologie et donc des formes de vies qu'elle entraîne, de l'autre, nous nous refusons à les réifier, à les mettre sous cloche pour transformer les personnes rencontrées en seules données. Les sociologues sont coutumiers de ce type d'interrogations et y ont déjà apporté différentes réponses[543]. De la même manière, les anthropologues proposent de déplacer la focale, et de considérer que le « terrain » de leur enquête désigne plutôt la relation entretenue entre eux-mêmes, en tant que scientifiques et que personnes, et les individus qu'ils et elles rencontrent, comme les lieux où ils et elles vivent[544].

Dès lors, enquêter en écologiste, c'est se situer dans un ensemble de relations qui composent l'enquête. C'est travailler à objectiver le lien existant entre l'enquêtrice, son sujet de recherche, et les différentes personnes et sphères sociales côtoyées pour l'enquête. Ainsi, je propose d'énoncer quelques éléments caractérisant mon rapport à la collapsologie et aux milieux qui s'en saisissent, pour en tirer quelques implications méthodologiques. Premièrement, soulignons les conditions de réalisation de cette enquête, qui a été menée alors que je me trouvais prise entre différents milieux, professionnels, militants, associatifs et académiques. Cette thèse a en effet été financée selon un contrat CIFRE, avec l'association de conseil Auxilia, dépendant du Groupe SOS, et se donnant pour objectif d'accompagner les collectivités territoriales dans leur transition socio-écologique. J'ai donc endossé la casquette de consultante pour un ensemble d'interventions sur des thématiques diverses. Ces conditions de financement auront impacté de deux façons mon travail. D'abord, l'articulation entre recherche et

[542] La sociologie voit ainsi apparaître des termes tels que « socioflic » : quelle est la légitimité des sociologues à enquêter sur certains « terrains » où les individus prennent des risques, notamment politiques, et entendent donc conserver une part importante d'anonymat ? Quels sont les risques pour les personnes vivant effectivement sur ce que ces sociologues appellent « terrains » ? Leurs fonctionnements, décortiqués par la sociologie, peuvent sembler plus lisibles, et donc plus facilement déstabilisés par les instances précisément remises en question par les enquêtés. Par exemple, voir : Éric MARLIERE, « Chapitre 6. La méthode "collaborative" ou "participative" à l'épreuve des "terrains sensibles" », *in Le travail social en quête de légitimité*, Rennes, Presses de l'EHESP, 2020, p. 131-140.

[543]Nous pensons par exemple aux apports d'une approche pragmatique pour valoriser les capacités critiques et réflexives des personnes qui, savent eux-mêmes rendre compte des motivations de leurs actions. F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit* ; Daniel CEFAÏ, « Sociologie des mobilisations collectives et des problèmes publics », *Annuaire de l'EHESS. Comptes rendus des cours et conférences*, 2012, p. 492-493 ; Daniel CEFAÏ, « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », *Sociologie et sociétés*, 41-2, 2009, p. 245-269 ; Yannick BARTHE, Damien de BLIC, Jean-Philippe HEURTIN, Éric LAGNEAU, Cyril LEMIEUX, Dominique LINHARDT, Cédric Moreau de BELLAING, Catherine REMY et Danny TROM, « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, art.cit.

[544] F. LAPLANTINE, *La description ethnographique*, *op. cit.*

missions de conseil n'aura pas toujours été facile : les temporalités, les méthodes, les objectifs de ces deux pratiques professionnelles diffèrent profondément. Il aura fallu s'adonner à une gymnastique intellectuelle et organisationnelle pour mener cette enquête tout en tâchant d'apporter quelque chose à l'entreprise me finançant, quand bien même celle-ci fut soucieuse de garantir mon indépendance. Voilà qui aura motivé ma réflexion concernant la distinction entre expert et scientifique, tout en questionnant leur place dans l'action publique. Puis, ces conditions de travail m'auront permis de mieux découvrir le fonctionnement des collectivités territoriales, comme de constater de l'engouement de multiples acteurs pour la notion de « résilience ». L'un de mes principaux terrains de recherche, se situant en Gironde, aura été identifié via ces missions de conseil, alors que je tâchais de rendre compte des difficultés que soulève ce terme et les multiples approches qui en existent. Le travail d'enquête et celui de conseil auront fini par se rencontrer pleinement à la fin de ma troisième année de thèse, une sous-direction du Département missionnant le cabinet Auxilia pour l'accompagner dans l'opérationnalisation de sa stratégie de résilience territoriale.

Deuxièmement, mon travail académique s'ancre de toute évidence dans mes convictions politiques, et traduit mon attachement à l'écologie politique. Cette thèse a été enrichie de ma sociabilité associative et militante, au sein de différents collectifs où j'ai croisé, et parfois noué des liens d'amitié, avec des personnes s'intéressant de près à la collapsologie. Ces relations de camaraderie m'auront poussée à mener des entretiens complémentaires auprès de personnes engagées au sein de ces collectifs, ou de collectifs voisins, et que nous présenterons dans la suite de ce chapitre. La diversité des milieux côtoyés durant la réalisation de cette thèse incarne bien, je crois, celle des publics de la collapsologie. Troisièmement, soulignons que mon rapport à la collapsologie n'aura eu de cesse d'évoluer au fil de ma recherche. J'ai retrouvé, auprès de mes enquêté·es, ces mêmes évolutions ; nous avons traversé, souvent, les mêmes enthousiasmes et les mêmes doutes. D'abord, la collapsologie, que j'ai découvert en 2016 à l'occasion d'un travail de mémoire de recherche, m'aura menée à affirmer mes convictions écologistes, et à m'intéresser de plus près à la décroissance, sans que je ne me réclame jamais de la collapsologie pour autant. Puis, j'ai assisté, médusée, à l'essor médiatique de ce sujet, suivi de sa disqualification académique et militante, en partie portée par des milieux où je m'investissais. Cette disqualification m'a questionnée. D'un côté, les critiques de la collapsologie formulaient parfois avec force et pertinence des réserves que je pouvais

moi-même cultiver à son égard. De l'autre, la systématisation de ces critiques m'a inquiétée, me semblant passer sous silence à la fois ce que la collapsologie avait pu entraîner pour celles et ceux qui, comme moi, s'en emparent, et ce que celle-ci peut éventuellement apporter au militantisme écologiste.

3. Présentation de l'enquête : Echelles d'observation, outils méthodologiques et axes d'analyse

A) Des organisations collectives s'inspirant de la collapsologie : initiatives institutionnelles et citoyennes

Observer des bifurcations collectives

Nous nous intéressons donc aux effets de la collapsologie sur différentes trajectoires de politisation. Ce faisant, il nous faut revenir sur ce terme de « politisation », utilisé de plus en plus fréquemment en sciences politiques [545]. Yves Déloye et Florence Haegel retracent ainsi les différentes acceptions du terme : la notion est d'abord utilisée pour faire références à des thèmes ou objets qui ne seraient pas directement politiques, mais seraient progressivement « labélisées comme telles dans le débat politique ou traitées comme telles par les acteurs de l'administration ou de la compétition politique[546]». Puis, le terme est utilisé pour désigner la façon dont des individus ou groupes d'individus vont « s'intéresser *à* » et « s'impliquer *dans* la politique[547] ». Dans les deux cas, la politisation se caractérise comme « un processus, un mouvement qui n'a rien d'irréversible [...] mais qui s'inscrit toujours dans un régime de temporalités[548] ». Yves Déloye et Florence Haegel recensent et organisent alors les différentes catégories à l'œuvre derrière le terme de « politisation », en adoptant deux dimensions : les temporalités observées et les

[545] Le succès croissant du terme fait débat : celui-ci entraînerait, sinon la dilution théorique de la notion, un recouvrement du social sur le politique qui interroge certains chercheurs, tels que Jean Baudoin. Il est fait mention de cette polémique dans l'article suivant : Yves DELOYE et Florence HAEGEL, « Chapitre 12 - Politisation. Temporalités et échelles », *in Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 321-346.

[546] *Ibid.*

[547] *Ibid.*

[548] *Ibid.*

échelles d'analyse[549]. Ils distinguent trois temporalités chronologiques : le temps long, celui des siècles, qu'étudient les historiens, le temps moyen, quelques décennies, plus traditionnellement observé par les politistes, et enfin le temps court, « celui de l'événement, de la conjoncture politique[550] ». Ces trois temporalités se déclinent ensuite selon trois échelles d'analyse : macro, méso et micro. Le niveau macrosociologique s'intéresse à des catégories telles que l'État, le régime politique, les institutions[551]. Celui méso, portant sur des entités moins abstraites, porte sur les groupes d'individus et secteurs d'activités[552]. Enfin, le niveau micro s'intéresse aux individus. Yves Déloye et Florence Haegel proposent alors, selon ces deux dimensions, neuf catégories de la politisation : la différenciation, l'autonomisation, l'acculturation, la structuration des clivages, la mobilisation, la socialisation, la rupture de configuration institutionnelle, la bifurcation collective et enfin la bifurcation individuelle[553].

Afin de mieux délimiter le périmètre de notre étude, nous proposons de reprendre ce cadre. D'abord, cette enquête se situe sur une temporalité courte : nous avons observé le développement de la collapsologie, depuis sa création en 2015 jusqu'en 2023. Puis, nous avons adopté une double échelle d'analyse : les niveaux méso et micro. En effet, notre étude s'intéresse, dans un premier temps, aux groupes d'individus qui se sont collectivement réappropriés le discours de la collapsologie. Selon la typologie proposée par Yves Déloye et Florence Haegel, il s'agit d'observer des « bifurcations collectives » :

> « À l'échelle des mobilisations méso, des événements (au niveau sectoriel ou local) peuvent [...] introduire des éléments de rupture. Ces ruptures propres à un groupe ou à des groupes peuvent servir de base à la constitution de générations spécifiques marquées par les mêmes événements, mêmes si ces événements ne les ont pas toujours influencées dans le même sens[554]. »

Nous étudions donc la façon dont certaines initiatives collectives se sont emparées de la collapsologie, à mesure que celle-ci s'affirmait dans le champ médiatique, esquissant des bifurcations collectives. Ces initiatives sont de natures diverses : le discours sur l'effondrement systémique a en effet été reçu par des organisations citoyennes,

[549] *Ibid.*
[550] *Ibid.*
[551] *Ibid.*
[552] *Ibid.*
[553] *Ibid.*
[554] *Ibid.*

notamment des associations, comme par des institutions dans des collectivités territoriales.

La stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde et la « Commune Imaginée du Bandiat » de la « Suite du Monde »

Deux organisations collectives ont été retenues pour cette enquête. Il s'agit d'étudier la stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde, conçue à partir de 2018 et en partie inspirée de la collapsologie, et une initiative de la Suite du Monde (SDM), société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) qui achète collectivement des terres pour les cultiver, dans un objectif d'autonomie alimentaire face à la menace d'un effondrement. La SDM a donné lieu à la création, à l'été 2018, de la « Commune Imaginée du Bandiat » (CIB), à Piégut-Pluviers, où vivent dix à cinquante personnes selon les saisons. Afin de comprendre comment la collapsologie se diffusait dans ces deux espaces, et avec quels effets, nous avons eu recours à l'analyse documentaire. Des corpus documentaires ont été créés pour chacun de ces deux terrains. Ils regroupent à la fois des documents de communication et/ou de communication politique (*posts* sur les réseaux sociaux ; dossiers de presse ; documents institutionnels visant à faire connaître une politique publique ; rapports de séances plénières…) ou d'archives internes aux organisations observées (documents de travail ; rapports intermédiaires dans la mise en place de politiques publiques ; comptes-rendus de réunion…). Ces documents[555] alimentent l'analyse des effets de la collapsologie sur les milieux observés, et permettent de rendre compte à la fois de la diffusion de la perspective effondriste sur les terrains retenus, de son éventuelle politisation (l'effondrement pourrait-il, par exemple, devenir un « problème public[556] » ?), et des recompositions que la collapsologie entraîne dans le rapport au temps, à la nature, à la science et à la politique de ces organisations.

Enfin, dans le cas de la CIB, l'observation participante a été un outil précieux[557]. Deux voyages ont été réalisés, en mars et octobre 2020, lors desquels j'ai participé aux activités

[555] Ces documents sont listés en annexe de la thèse.

[556] P. ZITTOUN, *La fabrique politique des politiques publiques. Une approche pragmatique des politiques publiques*, *op. cit*.

[557] S. BEAUD et F. WEBER, *Guide de l'enquête de terrain*, *op. cit* ; Soulé BASTIEN, « Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches qualitatives*, 27-1, 2007, p. 127.

quotidiennes de la communauté présente sur place : activités agricoles, vente des produits agricoles, tâches domestiques quotidiennes, réunions... Ces voyages, soutenus par une correspondance avec plusieurs membres de la CIB, se donnaient un double objectif. Premièrement, il s'agissait évidemment de comprendre comment la perspective d'un effondrement systémique peut motiver des pratiques concrètes et collectives, répondant à un certain rapport à la nature, au temps, à la science et à la politique. Mais il s'agissait aussi de créer un contexte de dialogue réellement favorable à la réalisation de cette étude, en faisant connaissance avec les personnes vivant quotidiennement sur la CIB, et en négociant avec elles un cadre de collaboration leur correspondant. En effet, les membres de la CIB ont indiqué avoir été très sollicités par de nombreux journalistes et universitaires, et craignaient être considérés comme des « rats de laboratoire[558] ». Il a fallu convenir ensemble de certaines règles, au cas par cas et selon les personnes. Par exemple, s'il était possible de participer directement à de nombreuses activités, ma présence aux réunions en tant que chercheuse n'a été acceptée qu'à la condition que celles-ci ne soient pas enregistrées et, selon mon souhait, que je ne prenne pas part aux débats, n'étant pas un membre permanent de la communauté. De la même manière, l'exercice de l'entretien s'est avéré représenter, pour certaines personnes, un moment redouté, et nécessitant d'instaurer un cadre. Ce pour diverses raisons : timidité, peur de mal faire, et, certainement, inhibition ou défiance liée à la violence symbolique que peut générer la présence d'une chercheuse dans certains contextes. Ainsi, la présence prolongée sur ce terrain et la participation aux tâches quotidiennes a permis de défaire, progressivement, ces craintes légitimes. Enfin, l'analyse documentaire et l'observation participante ont été complétées par des entretiens, devant notamment permettre de mieux comprendre le fonctionnement des organisations enquêtées.

On pourra s'étonner du contraste entre ces deux principaux terrains d'étude. Après tout, comment comparer une démarche institutionnelle relevant de la création de politiques publiques à l'échelle d'un département, et une initiative citoyenne visant à acquérir une forme d'autonomie matérielle et politique à une échelle bien plus petite ? On s'inquiétera alors des effets de ce contraste sur notre enquête. Il se pourrait, par exemple, que le rapport aux institutions politiques diverge fortement entre ces deux terrains, sans que cela ne soit lié ni à un seul paradoxe de la réception de la collapsologie, ni même à

[558] Selon une expression reprise à une personne rencontrée sur l'un de ces « terrains » et avec qui nous avons évoqué cette question afin de négocier le cadre de mon enquête.

une tension théorique de l'écologie politique, mais bel et bien aux spécificités de ces terrains. C'est que notre étude entend moins mettre en balance ces deux propositions politiques que d'explorer leur point commun : ces deux initiatives ont été pensées en s'appuyant sur la collapsologie. Si la nature des terrains observés pourra effectivement jouer sur nos résultats, à nous de faire la part des choses entre ce qui relève bien de l'influence de la collapsologie sur ces milieux, et ce qui est plus directement lié à ces milieux eux-mêmes.

Par ailleurs, notons que ce contraste nous intéresse précisément parce qu'il nous renseigne sur toute la diversité de la réception de la collapsologie, qui esquisse bel et bien une forme de catastrophisme grand public, parlant aussi bien aux agents territoriaux du Département de la Gironde qu'aux permaculteurs, militants et militantes libertaires de la Commune Imaginée du Bandiat. D'ailleurs, et contre toute attente peut-être, nos résultats indiqueront parfois des convergences fortes entre ces deux terrains de recherche. Enfin, notons que ces deux espaces, identifiés parallèlement, esquissent une cohérence géographique et administrative : tous deux se trouvent en région Nouvelle-Aquitaine. Si les terrains n'ont pas été sélectionnés selon des critères territoriaux, il est pourtant intéressant d'explorer cette coïncidence. Ainsi, ces premiers et principaux terrains d'enquête ont été complétés par d'autres entretiens et analyses documentaires encore, que nous présenterons plus loin.

B) Des individus s'emparant de la collapsologie : parcours biographiques sous l'angle du politique

Observer des bifurcations individuelles

L'étude adopte également une seconde échelle, celle micro, portant sur les individus :

> « À l'échelle individuelle [...] des événements biographiques (expérience professionnelle, familiale, migratoire, etc.) ou des conjonctures particulières (comme une campagne électorale) peuvent contribuer à rendre actives des dispositions politiques jusqu'alors latentes (phénomènes d'activation) et peuvent également participer à des processus de bifurcation individuelle (changement d'orientation politique, par exemple, plus ou moins durable)[559]. »

[559] Y. DELOYE et F. HAEGEL, « Chapitre 12 - Politisation. Temporalités et échelles », art. cit.

Il s'agit d'observer la façon dont la découverte de la collapsologie a pu, chez certaines personnes, entraîner une bifurcation, une évolution des représentations et comportements politiques. Le présupposé, dès lors, est que la collapsologie a pu provoquer ou alimenter des « ruptures biographiques », définies par Eric Agrikoliansky comme des moments « dans lesquels l'identité sociale se recompose, plus ou moins [560]» : l'analyse de ces moments « permet de saisir comment l'engagement militant peut parfois surgir dans ces interstices de la vie sociale comme une opportunité facilitant le travail de redéfinition identitaire[561] ». Pourtant, la notion de « bifurcation », en sociologie, soulève des débats épistémologiques et méthodologiques[562]. Comment étudier ces bifurcations ? S'agit-il de mener des « récits de vie[563] », soulignant la façon dont les individus se racontent, et nécessitant des entretiens suivis, développés durant plusieurs heures ? Ou d'adopter plutôt des entretiens biographiques se concentrant sur un événement déjà identifié ?

Dans le cadre de notre étude, nous avons choisi de mener des entretiens biographiques depuis le prisme du politique : il s'agissait d'interroger les trajectoires politiques des individus rencontrés, leur découverte de la collapsologie et conception de l'effondrement, et la façon dont ses deux dimensions ont pu entrer en dialogue. Ainsi, entre 2019 et 2024, une série de trente entretiens a été réalisée, pour une analyse qualitative et selon une méthodologie semi-directive[564]. Ceux-ci devaient aider à comprendre la place occupée par la collapsologie dans les parcours biographiques des personnes enquêtées et sur leurs trajectoires de politisation, tout en questionnant le rapport intime qu'entretiennent les individus aux différents points d'analyse retenus. Les personnes enquêtées ont été identifiées via différents moyens : je les ai rencontrées en me rendant sur place, mais aussi en sollicitant les organisations concernées via les réseaux

[560] Éric AGRIKOLIANSKY, « Chapitre 6 - Les "carrières militantes". Portée et limites d'un concept narratif », *in Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 167-192, p.176.

[561] Éric AGRIKOLIANSKY, « Chapitre 6 - Les "carrières militantes". Portée et limites d'un concept narratif », art.cit.

[562] M. LECLERC-OLIVE, « 19. Enquêtes biographiques entre bifurcations et événements. Quelques réflexions épistémologiques », art. cit ; M. BESSIN, C. BIDART et M. GROSSETTI, « 1. Les bifurcations, un état de la question en sociologie », art. cit ; V. HELARDOT, « 8. Vouloir ce qui arrive ? », art. cit.

[563] M. LECLERC-OLIVE, « 19. Enquêtes biographiques entre bifurcations et événements. Quelques réflexions épistémologiques », art. cit.

[564] Joëlle BISSONNETTE, « Chapitre 13. Vivre ou suivre la méthode ? Le dilemme de l'entretien », *in Recherche qualitative en sciences sociales*, Caen, EMS Editions, 2019, p. 227-231 ; Jean-Luc MORICEAU et Richard SOPARNOT, « Chapitre 1. S'exposer, cheminer, réfléchir. Composer sa méthode qualitative », *in Recherche qualitative en sciences sociales*, Caen, EMS Editions, 2019, p. 9-23 ; *Ibid.* ; Stéphane BEAUD et Florence WEBER, *Guide de l'enquête de terrain*, *op.cit.*

sociaux ou par mails, et, souvent, via le bouche-à-oreille. En effet, les personnes rencontrées ont pu me diriger vers d'autres, selon une méthodologie surnommée « boule de neige [565] ».[566]

L'ensemble des relations qui composent l'enquête

Les nombreuses rencontres faites sur ces deux premiers terrains ont mené à considérer d'autres initiatives encore, plus ou moins liées à l'essor de la collapsologie. Sans faire l'objet d'une étude aussi approfondie que pour les deux premières initiatives ici présentées, nous avons souhaité compléter notre enquête pour mieux souligner encore la diversité des publics du discours sur l'effondrement, et pour éventuellement commencer à faire apparaître un réseau aquitain d'influence collapsologique. Ainsi, nous avons rencontré, au Bandiat, au Département de la Gironde, comme au sein d'autres espaces, des militants et militantes d'*Extinction Rebellion* (XR). Il s'agit là d'un mouvement de désobéissance civile devenu célèbre, créé le 31 octobre 2018 à une échelle internationale et se déclinant en groupes locaux, qui alertent les populations, les décideurs politiques et économiques, face aux risques entraînés par l'extinction de la biodiversité et le dérèglement climatique. Si ce mouvement a déjà été très travaillé par les sociologues, notamment anglo-saxons[567], nous nous sommes cependant entretenus avec plusieurs militants et militantes, principalement issus de la branche bordelaise du mouvement. De la même manière, nous avons pris part à partir de 2020 à une expérimentation scientifique, artistique et scientifique portée par LaBase et par le collectif Rivage en Nouvelle-Aquitaine. Cette expérimentation, pensée par Bruno Latour et par un consortium créé à cet effet, se donnait pour objectif de mettre en lien artistes, scientifiques, citoyens et citoyennes pour élaborer des doléances, à savoir des demandes très concrètes adressées à l'action publique[568]. L'expérimentation a vite été soutenue par LaBase, et même proposée aux agents territoriaux girondins, au sein des locaux du Département. Si cette expérience

[565] Bien que nous ne soyons pas dans une approche quantitative, nous empruntons ce terme à ces méthodologies. Jean-Claude COMBESSIE, « IV. Sondages, échantillons », *in La méthode en sociologie*, Paris, La Découverte, 2007, vol.5e éd., p. 45-54.

[566] La liste de ces entretiens est également présentée en annexe de cette thèse.

[567] On pense par exemple au travail de Oscar Berglund : Oscar BERGLUND et Daniel SCHMIDT, *Extinction Rebellion and Climate Change Activism: Breaking the Law to Change the World*, Cham Switzerland, Springer Nature Switzerland AG, 2020.

[568] L'expérimentation a été pensée par Bruno Latour dans le prolongement de ses récents travaux. B. LATOUR, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, *op. cit.*

n'est pas devenue un terrain d'enquête à part entière, celle-ci ne présentant que très peu de liens avec la collapsologie, on y rencontre pourtant des individus très concernés par la stratégie de résilience du Département et par les discours sur l'effondrement systémique. Aussi avons-nous mené des entretiens complémentaires auprès de ces personnes, pour alimenter notre travail relatif aux trajectoires de politisation diverses des individus découvrant la collapsologie. Enfin, Delphine Batho, présidente de Génération Ecologie et candidate à la Présidence de la République française en 2022, a accepté de se plier au jeu de l'entretien. Au cours de cette campagne, la candidate de Génération Ecologie a manifesté son attachement à la décroissance et s'est en partie appuyée sur le discours de la collapsologie. Il nous a semblé intéressant de suivre cette initiative, via un entretien avec Delphine Batho et la constitution d'un corpus documentaire supplémentaire, pour mieux cerner la place occupée par l'effondrement dans sa pensée de l'écologie et les éventuelles prises en charge politiques de cette perspective qu'elle pouvait déployer. Le rapprochement avec Delphine Batho s'est opéré via des séminaires de l'Institut Momentum, où je m'engageais en tant que bénévole, et au sein duquel j'avais déjà pu trouver des interlocuteurs pour mon enquête, à l'instar d'Yves Cochet, Pablo Servigne ou Raphaël Stevens.

Soulignons toutefois une difficulté rencontrée lors de notre enquête pour mener ces entretiens : en mars 2020, alors même que je me trouvais sur un terrain d'enquête, la pandémie mondiale de Covid-19 a nécessité un confinement devant durer quelques temps, réitéré et limitant tout type de déplacements. Ainsi, certains des entretiens réalisés n'ont pas pu l'être dans les conditions que j'avais imaginées, et il m'a fallu avoir recours, à quelques reprises, à l'usage de la visio-conférence. De la même manière, certains entretiens que j'espérais mener n'ont tout bonnement pas pu avoir lieu. Si je garde bien sûr une légère déception à ce sujet, je ne crois pas que cette difficulté constitue un réel frein pour l'étude. En effet, cette recherche adopte une entrée plus qualitative que quantitative, et elle ne se donne pas pour objectif de brosser un portrait exhaustif des publics de la collapsologie : les résultats que nous exposerons ne valent que pour cette enquête. Enfin, les activités de mes enquêtés eux-mêmes ont été, bien évidemment, impactées par le Covid-19, ralentissant le développement de leur projet.

C) <u>Synthèse des axes et points d'analyse mobilisés</u>

Diffusion, interprétation et appropriation de la collapsologie

Cette étude adopte plusieurs axes analytiques. Pour comprendre comment différents espaces et différentes personnes s'emparent de la collapsologie, nous avons adopté trois premiers axes. Premièrement, nous observerons les dynamiques de diffusion du discours sur l'effondrement systémique : comment les effondristes rencontrés ont-ils découvert la collapsologie ? Selon quels moyens concrets, et à quels moments de leurs vies ? Et qu'en ont-ils pensé ? Ont-ils été particulièrement touchés par un aspect ou un autre de ce discours ? Comment ont-ils réagi émotionnellement face à ce discours ? Celui-ci a-t-il entraîné des conséquences directes sur leur quotidien, que ce soit sur le plan intime, professionnel, ou à l'échelle des organisations où ils se trouvent ? Deuxièmement, nous questionnerons les conceptions de l'effondrement que construisent, collectivement ou individuellement, ces personnes. L'effondrement envisagé doit-il être catabolique ou catastrophique[569] ? À savoir, celui-ci doit-il être progressif ou brutal ? Plus encore, l'effondrement est-il tenu pour une seule hypothèse, ou est-il certain ? De la même manière, là où certains avancent que l'effondrement a d'ores et déjà commencé, d'autres affirment qu'il est encore à venir : qu'en est-il dans notre enquête ? Si l'effondrement peut parfois être compris comme un processus graduel, jusqu'à quel degré celui-ci pourrait-il aller (effondrement économique ; effondrement démocratique ; effondrement culturel), selon les individus interrogés ? Peut-on politiquement limiter ce processus ? Celui-ci peut-il aller jusqu'à signer la fin de l'humanité ? Cet axe d'analyse doit nous permettre de questionner les capacités interprétatives et réflexives des effondristes, nous menant peut-être à nuancer l'idée selon laquelle la collapsologie aurait une réelle emprise sur ses publics. Troisièmement, nous observerons la façon dont les effondristes s'engagent peut-être dans des pratiques politiques, associatives, contestataires, tout en considérant le rôle éventuellement joué par la collapsologie dans cet engagement. La perspective d'un effondrement systémique pousse-t-elle les individus à développer de nouvelles pratiques, ou à les réorienter ? Au contraire, est-elle décourageante, donnant lieu à des démissions dans l'engagement ? Donnent-ils une signification politique à leurs modes de vie quotidien ? Comment les personnes rencontrées rendent-elles compte des

[569] Cette distinction a été présentée au chapitre deux.

motivations justifiant leur engagement ? Quelles sont ces motivations et à quelles occasions en rendent-ils compte, avec quels leviers et obstacles ?

Articulation entre la collapsologie et les objets constants de l'écologie politique

Pour comprendre en quoi la collapsologie interroge les objets constants de l'écologie politique, nous avons adopté des axes analytiques relatifs au politique, au temps, à la nature et à la science. Sur le plan politique, nous observerons la façon dont les effondristes mobilisent (ou non) des principes identitaires, par exemple de race, de classe ou de genre, traduisant leur lecture des rapports de domination et justifiant leur engagement. De la même manière, nous questionnerons les rapports des effondristes à la politique spécialisée : que pensent-ils des pratiques politiques les plus traditionnelles, à l'instar du vote ? Pensent-ils que les partis politiques aient un rôle à jouer face à un effondrement systémique ? Plus encore, cette appréciation évolue-t-elle selon les échelles politiques observées ? Les effondristes accordent-ils une même confiance et un même crédit aux institutions politiques internationales, nationales et locales ? En effet, en envisageant la faillite de « services encadrés par la loi [570] », les collapsologues questionnent frontalement les conditions de maintien des Etats de droit. Dès lors, il s'agit de comprendre quelles formes démocratiques peuvent naître ou non de la réflexion sur l'effondrement systémique, celui-ci envisageant précisément la faillite des institutions politiques démocratiques telles que nous les connaissons. Quelles procédures démocratiques peuvent-être pensées, théorisées ou décriées, par exemple en termes de délibération ou de prise de décision ? Avec quel type d'Etat ces procédures doivent-elles être compatibles, si elles peuvent l'être ? Ainsi, cet axe analytique invite à mieux cerner ce que la collapsologie entraîne pour la pensée politique des écologistes.

Un cinquième axe se concentre sur les rapports individuels et collectifs entretenus au « temps », terme très générique qui nous permet d'articuler plusieurs points d'analyse. Cet axe nous paraît structurant dans toute réflexion entendant confronter écologie et politique, comme nous espérons l'avoir déjà montré lors du premier chapitre de cette partie. La collapsologie pose très frontalement cette question du « temps » : les débats

[570] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, *op. cit.* ; Y. COCHET, « L'effondrement, catabolique ou catastrophique ? », art.cit.

relatifs à la temporalité de l'effondrement traduisent cette interrogation, et l'héritage catastrophiste de la collapsologie, mobilisant parfois une construction politique du temps s'apparentant au paradigme du « délai[571] », approfondissent encore ce questionnement. Ainsi, il s'agira de comprendre comment les effondristes se projettent dans leur avenir. Par exemple, leurs projets se voient-ils bousculés par la perspective d'un effondrement ? Comment imaginent-ils leurs vies dans quelques années, et comment en parlent-ils, selon quel « régime du futur[572] » ? Ont-ils le sentiment de vivre dans un contexte historique inédit ? De la même manière, une attention particulière sera portée aux activités qui rythment le quotidien des personnes engagées dans des initiatives institutionnelles ou citoyennes inspirées de la collapsologie. La perspective d'un effondrement modifie-t-il leurs façons de vivre dans le présent ? À quel *tempo* vivent les personnes adhérant à l'hypothèse d'un effondrement ; et par quels motifs celui-ci est-il dicté ? Nous nous intéresserons également aux « régime d'historicité [573] » mobilisés par les effondristes, selon une formule que nous reprenons à l'historien François Hartog : comment les individus et groupes d'individus se représentent-ils l'articulation entre passé, présent et futur ? À travers les multiples agencements de ces catégories temporelles, assiste-t-on par exemple à la résurgence d'un sens de l'histoire, à savoir d'une direction et d'une signification qu'elle observerait ? Si oui, celui-ci est-il lié au seul effondrement, qui se substituerait au paradigme du progrès ou de la révolution ? Enfin, une attention sera portée au statut de l'anticipation dans les initiatives observées. La perspective d'un effondrement mène-t-elle celles et ceux qui y sont sensibles à anticiper davantage, individuellement et/ou collectivement, différentes crises ? Nous reviendrons notamment sur cette dimension en observant la façon dont les milieux de la collapsologie se sont organisés face à la pandémie mondiale de la Covid-19.

Un sixième axe entend travailler le rapport à la « nature » développé dans les milieux de la collapsologie. Dans un premier temps, il s'agit d'observer le diagnostic porté, par les personnes rencontrées, sur la situation environnementale et climatique. Comment qualifient-elles les dégâts environnementaux ? Ont-elles le sentiment qu'il est encore possible de lutter pour l'environnement, et contre sa destruction, ou est-il de toute façon trop tard ? Plus encore, la perspective d'un effondrement s'articule-t-elle à un motif

---

[571] G. ANDERS, *Le temps de la fin*, *op. cit* ; G. ANDERS, *L'obsolescence de l'homme*, *op. cit.*

[572] F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit.*

[573] François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Points, 2015.

catastrophiste allant jusqu'à envisager l'hypothèse extrême d'une fin de toute vie possible sur terre ? Puis, il s'agira de comprendre comment cette lecture de la situation environnementale, ou plus largement, le rapport à ce qui est perçu comme « naturel », s'est construit chez les personnes rencontrées. Les individus enquêtés fondent-ils leur relation à la « nature » sur des expériences particulières, comme le travail agricole, le jardinage ? Par l'observation de leurs milieux de vie ? Par la lecture de rapports scientifiques ? Ensuite, il convient d'observer la façon dont est pensée et vécue, sur nos terrains d'étude, la relation entre l'humain et la nature. Les individus rencontrés et initiatives observées traduisent-ils un seul souci de préservation de l'environnement, ou plus encore, une remise en cause de l'anthropocentrisme ? Il s'agit ainsi de comprendre quel statut est prêté à la « nature » : est-elle encore un ensemble de ressources disponibles pour les activités humaines (quand bien même il faudrait protéger ces ressources) ; est-elle au contraire sacralisée ?

Enfin, un dernier axe analytique porte sur la science. Comment les effondristes définissent-ils la science et que tiennent-ils pour scientifique ? Les scientifiques doivent-ils revendiquer leurs opinions politiques ? De la même manière, nous observerons le statut offert à la parole des scientifiques dans le quotidien des individus et collectifs rencontrés, dans le processus de construction des politiques publiques observées. Quelle importance est donnée aux prises de paroles publiques des scientifiques et experts ? D'ailleurs, quelle distinction est faite - ou non- entre scientifique et expert ; et existe-t-il de « mauvais » ou de « bons » scientifiques ? À quel point les individus ont-ils confiance en cette parole ? Nous ferons aussi attention à l'éventuelle expression de préférences normatives relatives à la place des scientifiques dans la vie politique. Leur parole devrait-elle, selon les personnes interviewées, orienter, dicter, alimenter la prise de décision politique ? Enfin, nous interrogerons le rapport à la science dans nos terrains d'étude en questionnant, plus largement, le rapport au savoir. Quels types de connaissances y sont mobilisés, valorisés, décriés ? Par exemple, entre savoirs pratiques et théoriques ? Quelles dynamiques d'apprentissage peut-on y observer ?

Ainsi, notre étude adopte sept axes d'analyse, déclinés en différents points d'analyse : nous en proposons ci-dessous une courte synthèse.

Axes d'analyse	Points d'analyse
Diffusion de la collapsologie et adhésion au discours	Conditions de découverte de la collapsologie Appréciation de la collapsologie (contenu et forme) Réactions face à la collapsologie (émotionnelles, conséquences pratiques…)
Conceptions de l'effondrement	Temporalité de l'effondrement (brutal, progressif) Intensité de l'effondrement Causes de l'effondrement Statut prêté à l'effondrement (hypothèse, certitude…)
Trajectoires d'engagement	Pratiques politiques traditionnelles (vote, inscriptions en parti politique, participation à une campagne…) Pratiques associatives Pratiques contestataires Evolution de l'engagement et place de la collapsologie dans cette évolution Justifications données de l'engagement et conditions d'énonciation des justifications
Rapport au politique	Lecture des rapports de domination et principes identitaires investis (classe, race, genre…) Appréciation de la politique spécialisée / non spécialisée Appréciation des formes démocratiques Appréciation des échelles d'organisation politique (institutions politiques internationales, nationales, locales) Conception de l'écologie
Rapport au temps	Projection subjective dans l'avenir Rythmes quotidiens observés Statut de l'anticipation Régimes d'historicité
Rapport à la nature	Lecture de la situation environnementale Appréciation de la relation humain / non-humain Construction du rapport à la « nature »
Rapport à la science	Appréciation de la scientificité Appréciation du rôle des sciences en politique Appréciation de la parole des scientifiques Rapport à la connaissance et à l'apprentissage

Tableau 9: Synthèse des axes et points d'analyse retenus. A. Rumin, 2024.

Conclusion : Synthèse de la démarche méthodologique

En définitive, en observant la disqualification que connaît la collapsologie à partir de 2019, nous avons pu formuler quelques convictions relatives à la posture méthodologique à adopter pour approcher notre objet. Nous entendons enquêter en écologiste sur la collapsologie ; à savoir, offrir une assise sociologique à notre étude, tout en nous situant dans un ensemble de relations. En effet, si les espaces enquêtés ont été identifiés à l'aide de différents critères, que nous présenterons plus précisément au

chapitre suivant, cette étude repose aussi sur la socialité de la chercheuse. Cela signifie à la fois que mon propre ancrage social aura pu avoir une incidence sur les résultats présentés, et que ceux-là ne peuvent guère valoir pour tous les publics de la collapsologie (bien que, comme nous le verrons, nos résultats convergent souvent avec ceux d'autres travaux portant sur les milieux de la collapsologie, approchés dans d'autres sphères). L'étude propose, dans un premier temps, d'observer la façon dont les effondristes s'emparent de la collapsologie, et ce que ce discours entraîne dans leurs représentations et comportements politiques. Nous espérons ensuite, à partir de l'observation des effets du discours sur l'effondrement systémique, induire des questionnements relatifs à l'articulation entre collapsologie et écologie politique, en travaillant sur les rapports au politique, au temps, à la science et à la nature des effondristes. Nous tâcherons de comprendre si, sur ces différents axes, des débats théoriques et pratiques émergent de notre enquête. Plus encore, ceux-là relèvent-ils des spécificités de la collapsologie, ou plutôt de tensions inhérentes à l'écologie politique elle-même ? Ces tensions en sapent-elles l'ambition idéologique ? Il faut donc comprendre que notre méthodologie, empruntant aux démarches inductives, nous a mené à construire notre cadre analytique depuis une double approche : à la fois en étudiant la construction de l'écologie politique et les différentes conceptions de celle-ci, comme nous l'avons fait précédemment, et depuis l'expérience du terrain elle-même.

Éclairer les apports possibles de la collapsologie à l'écologie politique

Au terme de cette première partie, nous supposons que se dissimule, derrière la réception houleuse de la collapsologie, une controverse de théorie politique environnementale renvoyant à la définition de l'écologie politique. Si les critiques de la collapsologie envisagent qu'elle puisse dévoyer le projet idéologique de l'écologie politique et condamner les individus à l'inaction, nous faisons le pari inverse. D'abord, nous envisageons que la collapsologie, à condition de l'observer à l'aune de ses effets concrets sur les trajectoires de politisation individuelles, puisse mener celles et ceux qui s'en emparent à épouser des contre-conduites écologistes. Plus encore, nous émettons l'hypothèse selon laquelle notre objet puisse fonctionner comme une loupe grossissante révélant les tensions théoriques de l'écologie politique. Dès lors, il s'agit de reformuler la controverse évoquée plus haut depuis la perspective de la collapsologie : comment poursuivre une entreprise de singularisation idéologique en s'appuyant sur la perspective d'un effondrement systémique ? Et réciproquement, est-il possible d'élargir davantage encore le front de l'écologie politique depuis ce même discours ? Si le point de départ de cette réflexion est bien la collapsologie, il ne fait nul doute que ces interrogations placent son héritage catastrophiste au cœur de nos préoccupations. En effet, il s'agit de comprendre, à partir de sa démarginalisation effondriste, ce que le catastrophisme fait à l'écologie politique, et comment celle-ci échoue ou non à s'en emparer. Pour répondre à ces questions, nous procéderons en deux temps. Dans la deuxième partie de cette thèse, nous observerons la façon dont le discours sur l'effondrement systémique se diffuse sur nos terrains d'enquête, et comment les individus et organisations s'en emparent. Puis, dans une troisième partie, nous tâcherons d'identifier plus précisément les ressorts de ces bifurcations écologistes d'inspiration collapsologique, les questionnements qui en émergent et leurs implications pour l'écologie politique elle-même.

Deuxième partie

Vers une nouvelle génération d'écologistes ?

Comment les effondristes s'emparent-ils de la collapsologie ?

Avant d'espérer reformuler, depuis le prisme de la collapsologie et de ses réceptions, le problème de théorie politique environnementale qui nous intéresse, il nous faut commencer par observer la façon dont le discours sur l'effondrement systémique se diffuse, et comment les organisations et individus s'en emparent. Est-il juste que la collapsologie sidère ses publics, exerçant par là une emprise sur les individus et freinant toute contre-conduite écologiste ? Nous tâcherons ainsi de vérifier notre première hypothèse, déjà énoncée plus tôt et prenant le contre-pied de cette idée avancée par les détracteurs de la collapsologie. Nous envisageons en effet que le discours sur l'effondrement puisse entraîner des bifurcations allant dans le sens d'une relative écologisation des pratiques et représentations politiques.

Ainsi, le cinquième chapitre se concentre sur l'échelle des organisations. Nous nous attacherons à suivre les dynamiques de diffusion du discours de la collapsologie dans les différents espaces où nous avons enquêtés, comme ses recompositions. Ici, nous constaterons d'un paradoxe. D'un côté, le discours de la collapsologie contribue effectivement, et efficacement, à démarginaliser la perspective catastrophiste. De l'autre, l'hypothèse d'un effondrement systémique s'efface progressivement de nos terrains d'étude, au profit d'autres mots d'ordre.

Dans un sixième chapitre, nous nous intéresserons aux individus qui portent, au sein de ces organisations, le discours de la collapsologie. Il s'agira de questionner la place occupée par la collapsologie dans leurs parcours biographiques et, plus exactement, sur leurs trajectoires de politisation[574] : qui sont les effondristes ? Et comment reçoivent-ils le discours de la collapsologie ? Notre enquête montre que les personnes rencontrées exercent bel et bien leurs capacités interprétatives pour reformuler le discours sur l'effondrement systémique, allant jusqu'à en développer différentes conceptions. Plus encore, à mesure qu'ils et elles passent à l'action pour épouser divers engagements en faveur de l'environnement, la collapsologie se trouve mise à distance, voire critiquée.

[574] Termes dont nous soulignerons les ambiguïtés lors du chapitre quatre.

Chapitre 4. Les dynamiques de diffusion de la collapsologie : Un catastrophisme grand public

Ce chapitre se donne pour objectif de rendre compte des dynamiques de diffusion de la collapsologie observées sur les espaces enquêtés. Dans un premier temps, nous présenterons nos terrains d'étude, à savoir le Département de la Gironde, dont la stratégie de résilience territoriale retiendra toute notre attention, et la « Commune Imaginée du Bandiat » de la « Suite du Monde » (1). Cependant, pour y étudier les réceptions plurielles de la collapsologie et ses effets sur les représentations et comportements politiques des individus et groupes d'individus, il nous faut d'abord nous assurer que la collapsologie joue bel et bien un rôle sur ces espaces. Or, si l'on suppose que le discours sur l'effondrement systémique se transforme au fur et à mesure qu'il se trouve approprié, il est alors nécessaire d'être en mesure de le reconnaître, d'en déceler la trace. Ainsi, nous exposerons la façon dont ces terrains ont été sélectionnés : après avoir identifié les schèmes et motifs discursifs les plus caractéristiques de la collapsologie, nous traquerons leurs résurgences, qui justifient le choix des initiatives retenues pour cette étude. Ce premier travail nous mènera à esquisser les contours d'un catastrophisme grand public : la collapsologie, réactivant son héritage théorique au sein même de ses structures discursives, et l'hybridant à différentes stratégies de *storytelling* et de vulgarisation scientifique, propose un contenu aisément appropriable. Ce faisant, elle contribue effectivement, et comme le propose Luc Semal, à « démarginaliser » une hypothèse peinant jusqu'ici à pénétrer les sphères médiatiques, professionnelles et institutionnelles[575] : une rumeur catastrophiste se développe (2). Puis, nous observerons les dynamiques de diffusion de cette rumeur : Comment ce discours infuse-t-il dans différents espaces, institutionnels ou citoyens ? Avec quels leviers et obstacles sur sa trajectoire ? Et que devient-il sur le temps long ? Un même schéma se développe sur nos différents terrains d'enquête : la collapsologie s'efface progressivement des initiatives qu'elle inspire, au profit d'autres mots d'ordre et d'autres perspectives, qui bénéficient alors d'une visibilité accrue (3).

[575]Comme l'affirme Luc Semal, « Les réseaux de la collapsologie sont aujourd'hui l'incarnation la plus dynamique de cette perspective catastrophiste qui irrigue les théories et mobilisations écologistes depuis un demi-siècle ». Luc SEMAL, *Face à l'effondrement. op.cit.* p.23.

1. Présentation générale des espaces enquêtés

A) Présentation générale de la stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde

Présentation générale du Département de la Gironde et de son Agenda 21

Un premier terrain d'enquête a été identifié en Gironde : nous nous sommes intéressés à la stratégie de résilience territoriale du Département. Pourquoi adopter cet angle de la « résilience » ? Pour le comprendre, il faut examiner les spécificités territoriales de la Gironde. Particulièrement vaste et composée d'une grande diversité de paysages[576], la Gironde présente un certain nombre de vulnérabilités face aux bouleversements écologiques. Parmi ceux-ci, comptent notamment le risque d'inondation, très présent en Gironde (débordement des cours d'eau, crues de la Garonne, potentielle submersion marine liée à la montée des eaux et à la poldérisation des terres) ; les menaces pesant sur la ressource en eau, que ce soit quantitativement (par exemple, usage intensif de l'eau pour l'agriculture et viticulture) ou qualitativement (pollution des cours d'eaux) ; mais aussi les sécheresses entraînant la multiplication de feux de forêts et des mouvements de terrain qui menacent les bâtiments et populations. La Gironde est également concernée par l'érosion des sols, les risques industriels, et enfin, le risque nucléaire, via la centrale du Blayais. Conscient de ces différents risques, le Département[577] s'est engagé depuis 2004 dans des politiques volontaristes en matière

[576] Le département de la Gironde présente une superficie de 10 725 km2 : il s'agit du plus grand département de France, représentant 2% de son territoire global. Dès lors, ce territoire présente une importante diversité paysagère ; vallées, espaces estuariens, plateaux et collines boisées, agglomérations urbanisées, etc. Si la Gironde est marquée par cette diversité de paysages, les spécificités les plus remarquables du territoire sont bien les parts respectivement occupées par les forêts (soit 40% de la surface du territoire) et par la vigne (10% du territoire), ainsi que la très forte présence de l'eau : la Gironde est à la fois exposée à l'océan Atlantique et traversée par la Garonne et la Dordogne. Enfin, la Gironde comporte une métropole régionale dont le développement présente une très importante hausse démographique : avec 1,6 millions d'habitants et une augmentation de 1,2% par an (soit une croissance deux fois plus élevée que celle de la Région Nouvelle-Aquitaine), il s'agit là du département connaissant la plus forte croissance en France. Ces évolutions sont alors particulièrement concentrées autour de la métropole bordelaise, fortement urbanisée et dotée d'importantes infrastructures (autoroutes, réseau ferroviaire, aéroport de Bordeaux Mérignac, et un grand port maritime). INSEE, *Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine*, https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908417, consulté le 10 septembre 2020.

[577] En tant que collectivité locale, le Département mobilise 6500 agents, répartis sur 33 cantons, lesquels sont représentés au Conseil départemental par 66 élus. Depuis 2015, le conseil départemental présente une majorité PS-EELV, et est présidé par Jean-Luc Gleyze, réélu en 2021 pour un nouveau mandat de 6 ans. Le Département s'organise selon 5 directions régionales adjointes qui reflètent les compétences de la collectivité, et se déclinent en sous-directions : la Direction Générale Adjointe (DGA) chargée de la

d'action environnementale et climatique, en adoptant un Agenda21 (ce qui n'était pas obligatoire à l'époque) afin de faire respecter à l'échelle du territoire les objectifs de développement durable fixés par le Sommet de la Terre de Rio de 1992. Par la même occasion, une Mission Agenda 21 est créée, confiée à la responsabilité de Julie Chabaud quand nous enquêtons : chaque année, dans le cadre de l'élaboration du rapport de redevabilité devant alimenter le débat d'orientation budgétaire, la Mission Agenda21 interroge les différents vice-présidents du Département pour évaluer la manière dont ils ont (ou non) atteint leurs objectifs en matière de transition écologique.

Cet agenda a été mis en place à partir de concertations citoyennes et partenariales menées en 2004 et 2005, et a connu plusieurs évolutions. En 2006, sous la présidence de Philippe Madrelle, s'ouvre un premier acte de cet Agenda21, s'appuyant sur six premières finalités : « la satisfaction des besoins fondamentaux des girondins » ; « le développement équilibré, solidaire et responsable du territoire girondin » ; « la solidarité entre les territoires et les générations » ; « la préservation et valorisation des ressources naturelles et culturelles » ; « la dynamique citoyenne et le sens de l'action collective » ; « l'innovation et le changement des pratiques individuelles et collectives [578] ». Ces objectifs se déclinent en un programme d'actions jugées emblématiques. Ces premières finalités font ensuite l'objet d'une priorisation et d'une reformulation : en 2009, une nouvelle concertation citoyenne est organisée pour évaluer ce premier programme d'action et pour construire le deuxième acte de l'Agenda21, qui s'ouvre un an plus tard. Celui-ci se donne pour but d'approfondir le programme d'action déjà élaboré, en se centrant sur trois de ces axes : la « cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations », « l'épanouissement de tous les êtres humains » et la « lutte contre le changement climatique[579] ».

La méthode d'évaluation et de construction participative est renouvelée en 2013 pour lancer un acte 3 de l'agenda dès 2014[580]. Cet acte constitue un tournant dans l'histoire de la démarche. En effet, un « Laboratoire de coresponsabilité sociétale et

Solidarité, la DGA chargée des Ressources, la DGA chargée de la Jeunesse, de l'Education, du Sport et de la Vie associative, la DGA chargée des Territoires et la DGA chargée de l'Environnement, de la Culture, du Document et de l'Accueil. Par ailleurs, le Département s'est doté de deux missions supplémentaires : la Mission Égalité-Diversité et la Mission Agenda21.

[578] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport du conseil général du 18 décembre 2006*, Département de la Gironde, 2006.

[579] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport du conseil général du 25 mars 2010*, Département de la Gironde, 2010.

[580] Notons qu'en 2015, la présidence de Philippe Madrelle s'achève et Jean-Luc Gleyze est élu.

territoriale » est créé. Il a pour mission de répondre aux enjeux précédemment identifiés en travaillant sur trois défis : « Capacité alimentaire » ; « Mobilités choisies » ; « Autonomie énergétique[581] ». La capacité alimentaire aura été identifiée comme axe prioritaire de cet acte 3 et aura donné lieu à de premières réalisations, comme le programme « de la graine à l'assiette [582]» pour une approche de l'alimentation depuis la production jusqu'à la gestion des déchets. Puis, le laboratoire évolue pour donner naissance au Labo'M21/LaBase. Il s'agit là d'une double structure. D'un côté, le Labo'M21 relève du réseau des Agenda21, et accueille aussi bien des élus et agents que des citoyens et citoyennes et acteurs associatifs, en mettant à leur dispositions un lieu et divers outils (matériel vidéo, tables à dessin, boîtes à questions, etc.)[583]. De l'autre côté, LaBase, également piloté par Julie Chabaud, est le laboratoire d'innovation publique territoriale en Nouvelle-Aquitaine, porté par le département de la Gironde, mais aussi Bordeaux Métropole, la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), et la Région Nouvelle-Aquitaine. Il s'agit d'un lieu interinstitutionnel qui contribue à la construction de l'Agenda 2030, dont la conception débute en 2018, selon un quatrième et dernier acte de la démarche. C'est à l'occasion de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 que le Département se tourne alors vers la thématique de la résilience territoriale.

Dates	Les grandes étapes de l'Agenda 21 en Gironde
2004	Décision : Adoption d'un Agenda21 en Gironde
2004-2005	Conception de l'acte 1, via la concertation citoyenne
2006	Mise en œuvre de l'acte 1 de l'Agenda 21 : Identification d'un programme d'action autour de six finalités
2009	Evaluation de l'acte 1 et conception de l'acte 2, via la concertation citoyenne
2010	Mise en œuvre de l'acte 2 : Approfondissement de trois objectifs prioritaires et identification d'un programme d'actions
2013	Evaluation de l'acte 2 et conception de l'acte 3, via la concertation citoyenne
2014	Mise en œuvre de l'acte 3 : Création de structures d'accompagnement de la démarche Agenda21 et identification d'un programme d'action autour de trois défis prioritaires
2018-2019	Evaluation de l'acte 3 et conception de l'acte 2 : Construire l'Agenda2030 autour de la thématique de la résilience

Tableau 10 : Rappel des grandes étapes de l'Agenda21 du Département de la Gironde. A. Rumin, 2024.

[581] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport du conseil général du 26 juin 2014*, Département de la Gironde, 2014.

[582] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *De la graine à l'assiette. Rapport de la Commission environnement et développement durable, 2016-2017*, Département de la Gironde, 2017.

[583] Ce qui lui aura d'ailleurs valu l'obtention d'un Prix Innovation en 2014.

Présentation générale de la stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde

Avant de présenter ladite stratégie du Département, il convient de nous attarder sur ce terme de résilience. Le Département, dans ses documents de communication comme en interne, en donne la définition suivante : la résilience territoriale désignerait « la capacité d'anticipation, d'adaptation et de transformation des territoires face aux changements[584]». Dans cette optique, un territoire résilient est un territoire dont toutes les composantes (populations, flux, infrastructures…) parviennent, face à différentes mutations, à conserver leurs fonctions essentielles et, plus encore, à se réinventer pour le mieux. La résilience, selon cette approche girondine, combine trois éléments : anticipation, adaptation et transformation. Premièrement, il s'agira de comprendre face à quelles menaces spécifiques ledit territoire doit se montrer résilient, pour anticiper ces risques. À cette approche par les risques, s'articule une démarche d'adaptation. Le terme nous évoque immédiatement les politiques d'Adaptation aux Changements Climatiques (ACC) : ces politiques, comme le montre notamment Elsa Richard, ont longtemps été boudées par l'action publique, qui se tournait plus volontiers vers des politiques d'atténuation[585]. En effet, l'adaptation semblait être un aveu d'échec face au dérèglement climatique, travaillant davantage sur les effets de celui-ci que sur ces causes, et semblait moins mobilisateur, moins désirable[586]. Plus encore, les politiques d'adaptation, contrairement à celles d'atténuation, ne se mesurent pas selon des approches quantitatives, et il est donc plus difficile d'en rendre compte, ce qui peut démobiliser des acteurs publics soucieux de l'évaluation de leurs politiques publiques[587]. Par conséquent, l'adaptation a longtemps été laissée de côté ou dévoyée : des politiques d'atténuation ont parfois été présentées comme relevant de l'adaptation[588]. En employant ce terme, le Département de la Gironde suggère un intérêt nouveau pour des logiques adaptatives. Enfin, le terme de « transformation » suggère que la résilience n'est pas un état de stabilité

[584] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Gironde résiliente. Contribution du Département de la Gironde pour anticiper et s'adapter aux changements environnementaux et sociétaux*, Bordeaux, 2020 ; FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Entrer en résilience. Guide pratique pour les communes et leurs groupements (version longue)*, Bordeaux, 2021.

[585] Elsa RICHARD, « L'action publique territoriale à l'épreuve de l'adaptation aux changements climatiques : Un nouveau référentiel pour penser l'aménagement du territoire ? », Université François Rabelais de Tours, Tours, 2013.

[586] *Ibid.*

[587] *Ibid.*

[588] *Ibid.*

que l'on pourrait atteindre définitivement, mais une dynamique à soutenir constamment. Dès lors, le Département tient à faire de la résilience non pas une thématique sectorielle pour l'action publique, mais le prisme à travers lequel toutes les politiques publiques doivent être pensées : il s'agit d'une stratégie de développement territorial.

Pourtant, la notion de résilience soulève des difficultés de définitions qui n'échappent pas aux agents du Département. Ces difficultés sont liées au sur-usage du concept, et à la diversité des approches que l'on peut en avoir – psychologique, technique, politique. En effet, le terme de résilience a d'abord été forgé au XIXème siècle dans le domaine de la physique mécanique avant d'être repris et popularisé au début du XXIème siècle par la psychologie, via les travaux de Boris Cyrulnik[589]. Pour lui, la résilience concerne avant tout les individus et désigne la « capacité à réussir à vivre et à se développer positivement, de manière socialement acceptable, en dépit du stress ou d'une adversité qui comporte normalement le risque grave d'une issue négative [590] ». Parallèlement, et toujours dans la seconde moitié du XXème siècle, l'écologue Crawford Stanley Holling emploie la notion de résilience pour évoquer la « mesure de la persistance des écosystèmes et de leur capacité à absorber le changement et les perturbations et de se maintenir [591]». La résilience s'applique soit aux individus, soit aux écosystèmes, pour désigner une forme d'endurance et de transformation face à des bouleversements. En 2008, Rob Hopkins, auteur du *Manuel de Transition*, reprend ce terme dans une perspective socio-écologique : la résilience, c'est « la capacité d'un système à absorber un changement perturbant et à se réorganiser en intégrant ce changement, tout en conservant essentiellement la même fonction, la même structure, la même identité et les mêmes capacités de réaction[592] ». Puis, la résilience connaît un succès croissant, appelée de ses vœux par le Président de la République Française Emmanuel Macron face au terrorisme comme face à la pandémie de Covid19, et reprise dans différentes revues touchant tout à la fois à l'urbanisme, au développement personnel, à la gestion des risques,

[589] Boris CYRULNIK, *Resilience : How your inner strength can set you free from the past*, New-York, Tarcher, 2011 ; Hugo CARTON, « Chapitre 7. Une approche critique du concept de résilience », *in Penser la décroissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 159-180.

[590] Nicolas MARQUIS, « La résilience comme attitude face au malheur : succès et usages des ouvrages de Boris Cyrulnik », *SociologieS*, 2018.

[591] C. S. HOLLING, « Resilience and Stability of Ecological Systems », *Annual Review of Ecology and Systematics*, 4, 1973, p. 1-23 ; H. CARTON, « Chapitre 7. Une approche critique du concept de résilience », art. cit.

[592] R. HOPKINS, *Manuel de Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, *op. cit* ; H. CARTON, « Chapitre 7. Une approche critique du concept de résilience », art. cit.

et ainsi de suite. Ces évolutions mènent certains auteurs à souligner les limites du terme de résilience[593] : nous identifions trois principales critiques de celle-ci.

La première difficulté soulevée par la notion de résilience est conceptuelle : la pluralité d'approches et de définitions existantes contribue à vider le terme de son contenu théorique, pour faire de la notion un seul *buzzword* dédié à la communication. On parle de résilience à longueur de journée, sans bien se figurer ce qu'on entend par là. Deuxièmement, la notion de résilience serait dépolitisante, encourageant les individus à adopter une forme de docilité passive. Thierry Ribault, par exemple, s'étonne : « Comment peut-on, au prétexte qu'il ne faut jamais jeter l'éponge devant l'adversité, non seulement envisager de, sereinement, la passer sur les ravages irréparables causés par ses auteurs, mais en outre, être tenu pour responsable d'un tel geste ? [594] ». Une dernière difficulté, particulièrement importante pour l'action publique, repose dans l'opérationnalité de la notion de résilience, qui demeure assez abstraite. Michel Juffé regrette ainsi qu'on tienne celle-ci pour « la solution miracle à tous les problèmes rencontrés par une société[595] », sans s'interroger davantage sur le contenu concret de cette résilience. Pour que celle-ci puisse effectivement contribuer à une redéfinition des stratégies de territoires, il s'agit de comprendre très concrètement ce qui doit devenir résilient, face à quoi, et dans quel objectif[596]. De la même manière, plusieurs démarches tentent d'articuler la notion de résilience à un ensemble de critères plus opérationnels, emboitant le pas à Brian Walker[597]. L'Institut Momentum propose ainsi de penser des « biorégions résilientes[598] » en adoptant différents critères, tels que la diversité[599] ou la

[593] H. CARTON, « Chapitre 7. Une approche critique du concept de résilience », art. cit ; M. JUFFE, « La résilience », art. cit ; T. RIBAULT, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, *op. cit*.

[594] *Ibid*. p.33.

[595] M. JUFFE, « La résilience », art. cit.

[596] *Ibid.*

[597] Brian WALKER, David SALT et Walter REID, *Resilience Thinking: Sustaining Ecosystems And People in a Changing World*, Washington, DC, Island Press, 2006.

[598] Agnès SINAÏ, Raphaël STEVENS, Hugo CARTON et Pablo SERVIGNE, *Petit traité de résilience locale*, Paris, Charles Léopold Mayer, 2015 ; Y. COCHET, A. SINAÏ et B. THEVARD, *Le Grand-Paris après l'effondrement. Pistes pour une Île-de-France biorégionale*, *op. cit*.

[599] L'Institut Momentum, s'inspirant des travaux de Brian Walker cités plus haut, invite à observer les composantes d'un système qui manqueraient de diversité, de façon à accroître la vulnérabilité de ce dernier en cas de choc. Par exemple, un passage de la polyculture à la monoculture peut être jugé préoccupant. Y. COCHET, A. SINAÏ et B. THEVARD, *Le Grand-Paris après l'effondrement. Pistes pour une Île-de-France biorégionale*, *op. cit*.

proximité des rétroactions[600]. La difficile opérationnalisation de la notion de résilience n'échappe pas aux acteurs publics, ni aux acteurs économiques et associatifs qui les épaulent éventuellement dans la conception et mise en place de leurs politiques publiques. Pour ne prendre qu'un exemple, mener le diagnostic de résilience d'un territoire, pour en mesurer le degré d'avancement[601], nécessite de confronter de très nombreux indicateurs sectoriels : des organisations de plus en plus nombreuses tentent alors de se munir d'outils leur permettant de mener à bien une telle démarche[602]. Dès lors, la résilience devient peu à peu une part de marché : de nombreux outils d'accompagnement des politiques publiques sont créés autour de la résilience. Il n'est pas rare que ces outils techniques soient difficilement appropriables, nécessitant l'intervention d'experts : peu à peu, la résilience fait l'objet d'une professionnalisation importante. Le Département de la Gironde n'échappe pas à cette logique, et fait appel, dans l'élaboration de sa stratégie de résilience, à différents experts, chercheurs et cabinets de conseil[603].

Ces difficultés ainsi admises, observons la façon dont le Département s'empare de cette thématique. Concédons tout de suite que nous n'avons pas observé l'ensemble de la mise en œuvre de la stratégie de résilience territoriale du Département[604]. Nous nous sommes principalement intéressés à sa genèse, dans laquelle la collapsologie a joué un rôle très particulier. Ainsi, c'est en 2018, alors que l'Agenda21 du Département doit être reformulé en objectifs pour 2030, que le Président du Département Jean-Luc Gleyze manifeste un intérêt croissant pour la notion de résilience. La thématique fait donc l'objet d'un important portage politique dès les débuts de la démarche. Cette volonté politique est alimentée par différents éléments. Jean-Luc Gleyze est d'abord fortement marqué par un voyage à Haïti en 2018, où il constate des effets dramatiques du dérèglement climatique[605]. À la même période, il s'entretient avec plusieurs jeunes militants et

[600] Il s'agit du temps de latence entre le choc, les conséquences de ce choc sur le système observé et la mise en œuvre d'une réponse face à ce choc. Plus un système est centralisé, plus ce temps de réaction sera important. *Ibid.*

[601] Dans le cas où serait adoptée une approche quantitative de la résilience, ce qui nous semble méthodologiquement très ambitieux.

[602] À l'instar de « 100 Resilient Cities » de la Fondation Rockefeller, ou encore de la boussole de résilience territoriale du Cerema.

[603] L'association de conseil Auxilia, qui finance cette thèse en Cifre, a ainsi répondu à un appel d'offres portant sur la résilience, lancé par le Département de la Gironde. Le Département a également sollicité d'autres cabinets, ainsi que des experts tel qu'Arthur Keller.

[604] Celle-ci est encore en cours d'application alors que nous écrivons ces lignes.

[605] Jean-Luc GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*, Bordeaux, 2022 ; Julie CHABAUD, *Entretien réalisé le 14/03/2022*, Bordeaux, 2022.

militantes de *Youth For Climate*, mobilisés à Bordeaux pour dénoncer l'inaction des décideurs politiques en matière de lutte contre le dérèglement climatique et contre l'extinction de la biodiversité[606]. Enfin, le cabinet de Jean-Luc Gleyze l'encourage vivement à investir la thématique de la résilience, en mobilisant, comme nous le verrons, un argumentaire largement inspiré de la collapsologie.

En 2019, le projet de stratégie de résilience territoriale du Département est officiellement lancé, adopté par l'Assemblée départementale du 24 juin 2019[607]. Dans un premier temps, l'élaboration de cette stratégie a été confiée à la Mission Agenda21 du Département, qui en propose une feuille de route entre 2019 et 2020. Pour ce faire, les agents territoriaux de la Mission21 ont mené des entretiens et réunions de travail avec toutes les vice-présidences du Département, les Directeurs Généraux Adjoints (DGA) et Directeurs Généraux de Services (DGS). Ces entretiens, pensés dans le cadre de la production annuelle du rapport de redevabilité des engagements de développements durables de la Gironde, devaient contribuer à acculturer en interne sur le sujet de la résilience. Puis, une concertation citoyenne a été mise en place, en faisant appel à un panel citoyen représentatif des habitants et habitantes de la Gironde. Les 39 panélistes, indemnisés pour participer à la concertation et tirés au sort par l'IFOP, se sont réunis à huit reprises pour rendre un avis concernant les thématiques jugées prioritaires – à savoir l'alimentation, les déchets, l'eau, l'habitat, les mobilités et l'entraide. En parallèle, différents outils de sensibilisation et de formation pour les citoyens, les élus et agents ont été créés : un jeu sérieux sur la résilience, un MOOC, des guides pratiques et un kit de résilience territoriale pour les collectivités, comprenant différentes définitions de la résilience, une application web pour tester la résilience d'un projet, des exemples d'actions jugées inspirantes. De la même manière, cinq conférences ont été organisées pour créer une culture de la résilience et mobiliser autour du sujet, à l'attention des élus, des agents, et du panel citoyen. Nous reviendrons plus en détail sur cette conférence dans un troisième temps de ce chapitre, la collapsologie y jouant un rôle primordial. Au terme de cette première étape, quatre axes prioritaires ont été identifiés, présentés à partir de quatre verbes (protéger, préserver, anticiper, faire ensemble) et déclinés en sous-axes, que nous reproduisons dans le tableau ci-dessous.

[606] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

[607] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Dossier de presse. Séance plénière du lundi 24 juin 2019. Budget supplémentaire 2019. La gironde, laboratoire d'innovations sociales, écologiques et démocratiques,* Bordeaux, 2019.

Axes prioritaires	Sous-axes
Protéger : Faire face aux vulnérabilités	Soutenir : Répondre aux urgences Relier : Prendre soin de l'autre Se (re)construire : Favoriser l'autonomie
Préserver : Garantir un accès partagé aux biens communs	Respirer : Protéger la biodiversité Boire : Assurer la qualité de l'eau Manger : Promouvoir une alimentation saine, locale et durable Habiter : Privilégier un accès à un lieu de vie digne et choisi
Anticiper : Accélérer la transition écologique de la Gironde	Se déplacer : Diminuer l'impact des mobilités Eco-construire : Réduire la consommation énergétique des projets départementaux Innover : Se transformer pour transformer
Faire ensemble : Anticiper collectivement les changements	Associer : Développer le pouvoir d'agir des habitant·es Coopérer : Construire avec les territoires Accompagner : Mieux connaître pour mieux agir

Tableau 11 : Synthèse des quatre axes prioritaires pour la résilience girondine. A. Rumin,2024.[608]

A partir de 2021, l'objectif est d'opérationnaliser la stratégie de résilience, pour la traduire en politiques publique de manière cohérente entre les différents services du Département. En d'autres termes, chaque vice-présidence doit s'emparer de ces axes thématiques, pour les appliquer à ses compétences spécifiques et les décliner en objectifs concrets, des « défis à horizon 2030[609] ». Pour accompagner cette étape d'opérationnalisation, une délégation Résilience et Innovation Territoriale a été créée et confiée à l'élue PS Corinne Martinez.

Dates	Grandes étapes de l'élaboration de la stratégie de résilience territoriale
2018	Volonté politique du Président du Département et de son cabinet : profiter de la redéfinition de l'Agenda21 en Agenda2030 pour investir la thématique de la résilience.
24 juin 2019	Adoption du projet en Assemblée Départementale.
2019	Entretiens de diagnostics entre la Mission21 et les DGS et DGA.
2019-2020	Organisation d'une concertation citoyenne devant rendre un avis citoyen sur la résilience en Gironde. Création d'outils de sensibilisation et formation. Conférences.
2020	Rendu de l'avis citoyen. Première proposition de stratégie de résilience, déclinée en 4 axes.
2021	Opérationnalisation de la stratégie. Création de la délégation Résilience et Innovation Territoriale.

Tableau 12 : Rappel des grandes étapes de la stratégie de résilience territoriale de la Gironde, entre 2018 et 2021. A. Rumin,2024.

[608] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Gironde résiliente. Contribution du Département de la Gironde pour anticiper et s'adapter aux changements environnementaux et sociétaux*, *op. cit.*

[609] *Ibid.*

Dans le cadre de cette enquête, nous nous sommes concentrés sur la période s'étendant de 2018 à 2020. Nous avons ainsi mené des entretiens auprès des élus les plus directement concernés par cette stratégie et par son portage politique, auprès du cabinet politique du Président du Département, et auprès d'agents territoriaux travaillant concrètement, au sein de la Mission Agenda21 et du laboratoire LaBase, à élaborer cette stratégie.

B) ***Présentation générale de la « Commune Imaginée du Bandiat » de la « Suite du Monde »***

Présentation générale de la « Suite du Monde »

A ce premier terrain d'enquête, institutionnel, s'en articule un deuxième, très différent. Il s'agit de la « Commune Imaginée du Bandiat » (CIB) de la « Suite du Monde » (SDM). Le projet de la SDM émerge durant l'été 2018, à l'initiative de trois amis[610], bientôt rejoints par des dizaines d'autres personnes : il s'agit de développer une coopérative favorisant l'accès à la terre. Dans la traînée de l'été 2018, ce projet donne lieu à une « Déclaration de la Suite du Monde [611]», dont le style, solennel et performatif, pourrait presque rappeler celui d'une constitution :

> « Nous voulons permettre l'autogestion de grappes de terrains de vie et de production,
>
> Nous voulons expérimenter une organisation communaliste afin de faire communs et communes,
>
> Nous voulons multiplier les pratiques coopératives locales et connectées entre elles,
>
> Nous voulons, face à l'effondrement écologique, économique, démocratique, nous organiser,
>
> Aussi nous convenons de déclarer "Communes Imaginées" les lieux, outils et moments qui nous rassemblent.
>
> La Suite du Monde acquiert et contractualise à ces fins des terres et bâtis,
>
> Sur lesquels nous faisons le serment commun de nous confronter ensemble au monde,
>
> Le pacte de compter sur nos propres forces comme sources de nos libertés,
>
> Afin d'y vivre, apprendre, échanger et cultiver de façon solidaire,

[610] Nous ne citerons ici que l'un d'entre eux, Nicolas Voisin.

[611] LA SUITE DU MONDE, *Site internet de la Suite du Monde*, disponible sur https://www.lasuitedumonde.com/, consulté le 19 mai 2022.

> De préserver des terres de la prédation et de prendre soin du vivant,
>
> De veiller à la qualité de nos liens, tout en demeurant rejoignables.
>
> Déclaration de la Suite du Monde. Première rédaction le 25 novembre 2018, à Saint-Barthélémy-de-Bussière, France, Commune Imaginée du Bandiat [612]. »

Cette déclaration est publiée sur internet, sur un site dédié au projet et devant en faciliter la publicité : voilà qui nous renseigne déjà quant aux compétences mobilisées, notamment en termes de communication, par les fondateurs de la SDM. Puis, l'initiative se concrétise : fin 2018, la SDM se constitue en Société par Actions Simplifiées (SAS), menant plusieurs levées de fonds. En 2019, la SDM change de statut pour devenir une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) et pour lancer une nouvelle levée de fonds. Dans les documents de présentation de la SCIC et dans ses statuts, des éléments de la déclaration de 2018 sont repris, et des objectifs plus concrets y sont ajoutés :

> « Dans un contexte d'effondrement et afin de « faire Communs et Communes », la Suite du Monde initie la création de coopératives locales autogérées, les « Communes Imaginées », qu'elle essaie de multiplier, de lier entre elles, et de doter de « Communs » : jusqu'à une dizaine de petits terrains agricoles achetés et des auberges louées pour être rejoignables, des outils et des moyens, financiers, techniques, légaux, de communication et d'organisation. À ces fins, elle se constitue en coopérative (SCIC) afin de rassembler celles et ceux souhaitant s'engager et soutenir cette démarche, vers "Communes et Communs" dans l'intérêt collectif, au-delà de l'intérêt de ses membres, dans un souci d'utilité sociale et écologique. Pour ce faire, la Suite Du Monde aide à la création de "Communes Imaginées", sous forme de SCIC locales, qu'elle dote de terrains, de baux et de moyens techniques, légaux et financier afin d'y soutenir une autogestion permettant plus d'autonomie, par plus d'émancipation.
>
> Ces objectifs se réalisent notamment à travers les activités suivantes, exercées en France et à l'étranger, directement et indirectement : Services de conseil en gestion stratégique et d'accompagnement à l'installation et au développement de projets alternatifs, en termes d'habitat, de production agricole et d'activités culturelles, notamment, afin de favoriser les innovations économiques, sociales, écologiques et technologiques sur les territoires. Création, animation et délégation de lieux d'habitat, d'agriculture, de travail et de loisir partagés, de formation, d'éducation, d'actions culturelles et d'évènementiel ainsi que d'accueil de personnes, de projets coopératifs et d'associations ; Exploitation et mise en valeur de terres agricoles, par tous moyens, directement ou indirectement ; Développement et mise en œuvre de système de gouvernance, d'outils et de services notamment via une blockchain, permettant la tokenisation et la gestion décentralisée des lieux [613]. »

[612] *Ibid.* On remarquera la forme léchée et communicante du site internet de la Suite du Monde, qui nous renseigne quant à la professionnalisation des fondateurs de la SDM.

[613] LA SUITE DU MONDE, *Document d'information synthétique : Émission de parts sociales et titres participatifs*, 2019, disponible sur https://www.lasuitedumonde.com/, consulté le 8 février 2020.

A travers cette première déclaration et ces éléments complémentaires, nous comprenons que le projet de la SDM adopte une double ambition : il s'agit à la fois de viser une certaine forme d'autonomie et de favoriser des coopérations territoriales. Pour poursuivre ces objectifs, les fondateurs de la SDM ont recours à la propriété privée et collective, ce qui pourrait, dans une certaine mesure, nous rappeler les écovillages. Il s'agit en effet d'encourager la création de lieux répondant à une organisation collective autour de différents espaces (terres, bâtiments), dans une recherche d'autonomie.

Cette autonomie est d'abord matérielle : l'ambition, pour le groupe qui s'investit dans ces lieux, est de subvenir soi-même à ses besoins alimentaires et énergétiques - ce notamment grâce à des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Cette autonomie doit permettre au collectif d'être moins dépendant du système de production et de consommation actuels, et moins vulnérable face à son possible effondrement. L'un des fondateurs de la SDM, Nicolas Voisin, résume cet objectif selon la formule suivante : il faut « être plus durable qu'une ZAD[614] ». Plus durable, cela signifie massifier une production agricole encore marginale sur les Zones à Défendre, et donc précisément se décharger de la nécessité de défendre une zone : il s'agit d'avoir recours à la propriété, pour échapper à la menace de l'expulsion et aux affrontements qui, *de facto*, mettraient à mal les pratiques agricoles. Si l'enjeu de la SDM n'est pas de lutter directement contre un projet d'aménagement de territoire, il n'empêche que cette reprise de terres s'inscrit dans une dynamique, au moins indirecte, de protection de la nature : ces terres doivent être « sauvées de la prédation » - et il revient alors au lecteur de supposer des prédateurs.

Mais l'autonomie recherchée n'est pas que matérielle : elle est aussi politique. En effet, ces lieux s'inscrivent, à en croire les différents documents de communication relatifs au projet, dans une perspective d'« autogestion[615] », ou encore, d' « organisation communaliste[616] » - nous reviendrons plus longuement sur cet aspect, pour tâcher de comprendre quelles représentations politiques et quels fonctionnements concrets recouvrent ces termes. Ces principes vont de pair avec une volonté martelée de la SDM : ne pas promouvoir des collectifs fermés sur eux-mêmes, et pouvoir être rejoint par des individus qui ne rentreraient pas dans des logiques affinitaires chères à certains militants, ou qui ne disposeraient pas de capitaux économiques et fonciers pour assurer eux-mêmes

614 Nicolas VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*, Paris, 2020.
615 *Ibid.*
616 *Ibid.*

ce retour à la terre. Nicolas Voisin résume l'objectif : certes, il faut être plus durable qu'une ZAD, mais aussi « plus ouvert qu'un écovillage[617] ». En effet, le projet de la SDM a été motivé, dans le cas de Nicolas, par une première expérience de vie en habitat partagé : cette tentative passée ne correspondait pas à ses envies, puisque trop peu politique et centrée autour de cellules familiales ne désirant cohabiter qu'avec des individus choisis[618]. Un dernier objectif du projet de la SDM est d'inscrire ces espaces dans une logique de coopération territoriale. L'ambition est de faire dialoguer les « communes » entre elles : la Commune Imaginée du Bandiat devrait entretenir des liens étroits avec d'autres communes dépendant de la coopérative. Ainsi, la SDM aimerait à terme être porteuse, à travers chaque commune, d'un véritable projet de territoire autour de « communs », parmi lesquels les terres agricoles.

Les fondateurs de la SDM ont à cœur de fédérer ces « communes imaginées » entre elles, avec une certaine souplesse. Chaque lieu doit progressivement s'émanciper de la structure-mère, pour trouver son propre modèle économique et/ou modèle de subsistance, et sa propre identité, tout en répondant à un ensemble de principes et en s'appuyant sur des recommandations de la SDM[619]. L'attention de la SDM porte particulièrement sur les terrains achetés, qui doivent répondre à plusieurs critères. Premièrement, les terres sélectionnées ne doivent pas, dans la mesure du possible, avoir été souillées (ne pas être artificialisées, ne pas avoir été abîmées par une agriculture intensive, etc.). Les zones protégées ou non exploitées sont donc particulièrement recherchées. Ensuite, les différents terrains achetés doivent être proches les uns des autres (maximum 20 km d'éloignement environ), puisque ce sont ces terrains qui composeront une commune : il faut pouvoir aller d'un espace à l'autre facilement, notamment à vélo – on notera qu'une commune ne se compose pas d'un seul et unique espace, ce qui risquerait d'encourager les mécanismes de fermeture et d'aller contre l'objectif de mise en réseau et de coopération territoriale. Troisièmement, les terrains achetés ne doivent être ni trop grands, ni trop chers : un équilibre doit être trouvé pour ne pas avoir d'impact sur les prix du foncier dans ces zones rurales et pour ne pas utiliser trop rapidement l'ensemble des fonds de la SDM. Quatrièmement, et de façon plus accessoire, la décision d'acheter un terrain peut être encouragée par des accords légaux déjà existants, comme

[617] *Ibid.*
[618] *Ibid.*
[619] Voilà qui peut nous évoquer, dans une tout autre mesure, l'organisation décentralisée des Villes en Transition ou du Réseau des Amis de la Terre.

l'interdiction de la chasse. Les terrains, une fois achetés, sont soumis à la répartition suivante : un tiers dédié à l'habitation (habitats légers : roulottes, yourtes, cabanes…) et aux activités culturelles ; un tiers dédié à l'agriculture douce ; un tiers laissé en jachère pour la préservation de la biodiversité locale. Par ailleurs, dans l'objectif d'effectivement pouvoir être joignable par tous, des « auberges » (maisons dans les bourgs de villages avoisinant les terrains) peuvent éventuellement être louées par la SDM, permettant d'accueillir celles et ceux qui ne désirent pas rester de façon permanente sur les communes, dans une logique de « nomadisme pendulaire [620] ».

Au-delà de ces critères, la SDM met à disposition des communes des recommandations pour mener à bien leurs projets. Il est par exemple conseillé de construire, dans chaque commune, un récit collectif fondé sur les spécificités du lieu. Ce récit prend la forme d'un ensemble de symboles (à l'instar de la belette présente sur le site internet de la SDM), de nouvelles formules (à l'instar des termes « Suite du Monde » et « Commune imaginée ») et de nouveaux noms propres. Ainsi, chaque commune doit choisir un nom inspiré d'un élément naturel local (par exemple, le nom d'un fleuve ou d'une forêt, comme c'est le cas pour le Bandiat, en référence à une rivière), et qui ne soit pas déjà utilisé par des acteurs administratifs ou économiques. Cette importance accordée aux mots se comprend à la fois dans une perspective communicante (donner envie de participer) et politique : il s'agit, indique Nicolas Voisin, de se réapproprier le langage pour ne pas l'abandonner aux systèmes dominants et faire exister concrètement l'alternative rêvée, en la nommant, dans une dimension toute performative[621]. De la même manière, la SDM met à disposition des groupes s'investissant sur les communes des recommandations en termes de gestion de la vie collective et notamment de gestion de conflits. Ainsi, des chartes éthiques sont proposées, et la création d'un « Conseil des Sagesses » est fortement recommandée. Ce conseil doit réunir des personnes volontaires et désignées par le groupe, qui tâcheront de faciliter les échanges en cas de problèmes interpersonnels. Le Conseil devrait jouer un rôle particulièrement important dans les cas nécessitant l'exclusion de membres de la commune : la SDM, revendiquant l'ouverture des communes, est consciente que celle-ci peut aussi être à l'origine de situations potentiellement violentes. Le cas du Bandiat ne fait pas exception et des exclusions y furent plusieurs fois prononcées.

[620] N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.
[621] N.VOISIN, *Entretien réalisé le 14/02/2020*.

Entre 2018 et janvier 2022, la SDM a connu plusieurs évolutions. En effet, le projet a donné lieu à un certain engouement au moment de sa création, et il a été envisagé, début 2019, de créer de nombreuses communes imaginées : outre le Bandiat, fondée en septembre 2018, des initiatives similaires devaient être portées en Ardèche (« Commune Imaginée de Païolive[622] »), en Hauts-de-France, en Bretagne et dans la Drôme. Cependant, cet intérêt se heurte à diverses difficultés et ces communes n'ont, en 2022, toujours pas vu le jour. Ces complications font peut-être écho à celles rencontrées par la première commune imaginée de la SDM, le Bandiat, qui a connu une période de crise fin 2018 / début 2019, quelques mois après sa création et durant l'hiver. Cependant, en juillet 2020, une deuxième commune est imaginée et effectivement créée : la Commune Imaginée de la Brantille, non loin de Toulouse. En février 2022, elle est encore active.

Dates	Grandes étapes de la création de la SDM
Été 2018	Conception du projet
Fin 2018	Déclaration de la Suite du Monde. La SDM se constitue en SAS et mène une levée de fonds. Le Bandiat est créé.
2019	La SDM devient une SCIC et lance une seconde levée de fonds.
2020	Tentative de déploiement de la SDM, via la création d'autres communes, sur d'autres territoires.

Tableau 13 : Grandes étapes de la création de la Suite du Monde. A. Rumin, 2024.

Présentation générale de la « Commune Imaginée du Bandiat »

La CIB se compose principalement de trois terrains, achetés par la SDM et rebaptisés respectivement Villemercier, Marval et Nanteuil[623]. Ceux-là sont inégalement habités et travaillés. En effet, en octobre 2020, certains sont encore laissés en jachère (notamment Nanteuil, nouvellement acheté et très investi par un membre de la CIB mais moins travaillé par le reste du groupe), quand d'autres donnent déjà à voir une véritable organisation. Ainsi, on trouve sur Villemercier une yourte imposante, ainsi qu'un certain nombre de structures faites en bois, bambous et tôles, et dédiées à la cuisine ou encore à la réserve de bois et d'outils. On trouve également des éléments évoquant une forme de

[622] LA SUITE DU MONDE, *Site internet de la Suite du Monde*, *op. cit*.

[623] Ces terrains, peu éloignés les uns des autres, ont été représentés sur une « carte » peinte sur du carton : une tentative de représentation de la commune qui dénote moins d'une recherche d'exactitude géographique que d'une volonté de contribuer à la création d'un imaginaire collectif. Nous en proposons une photographie en annexe.

spiritualité (totem, espace de méditation) et une importance donnée à la vie communautaire (tipi marquant l'espace où les repas sont pris collectivement). Outre ces espaces consacrés à la vie collective, un poulailler et un enclos ont été construits, un panneau solaire a été installé, et d'importants travaux agricoles ont été engagés (diverses cultures nécessitant désherbage, paillage, semis, récoltes, entretien des serres, etc.). En plus de ces terrains, deux auberges sont louées par la SDM au cœur de Piégut-Pluviers : il s'agit de deux maisons situées l'une en face de l'autre, sur une place centrale du village, entre la mairie et l'église. Enfin, certaines personnes installées à Piégut-Pluviers avant la création du Bandiat, ou ayant rejoint les environs pour se rapprocher de la CIB, ont choisi de mettre à disposition des membres de la commune une parcelle de jardin ou de champ, ou encore un garage, rejoignant de fait l'organisation tout en conservant un mode de vie plus classique, vivant dans des habitats non-partagés.

Les auberges de la CIB doivent initialement servir à loger les personnes venues visiter la commune sans volonté d'y demeurer de façon permanente. Cependant, et notamment durant l'hiver, de nombreux membres de la CIB viennent s'y réfugier : le quotidien sur les terrains peut être inconfortable, et/ou les individus ne disposent pas nécessairement de logement sur les terrains (les places dans la yourte sont parfois insuffisantes ; et tout le monde n'a pas sa propre tente ou un camion). Par conséquent, il n'est pas rare que les auberges soient très occupées : la gestion des chambres et des tâches devient ainsi plus compliquée. En effet, peu de personnes disposent de chambres individuelles, et il faut donc se répartir selon différents dortoirs non-mixtes. Il n'est pas rare de devoir changer de chambre en fonction des flux d'arrivées et de départs, ce qui peut parfois générer des tensions. Les auberges servent également de « vitrines » pour faire connaître localement la CIB et, indirectement, la SDM. Ainsi, une auberge propose une boutique, où sont vendus à prix libres des produits artisanaux confectionnés par des membres de la CIB ou des artisans locaux ; l'autre a développé une activité proche de celle d'un café, accueillant les habitants de Piégut-Pluviers pour discuter autour de boissons ou de crêpes, toujours vendues à prix libre. Tous les mercredis, la CIB propose sur le marché les produits récoltés qui ne sont pas mangés : l'occasion, souvent, de rappeler aux curieux quel est le sens de leur projet et d'approfondir les liens tissés avec les habitants et habitantes du territoire.

En effet, une logique d'entraide s'est développée entre les habitants de Piégut-Pluviers et les membres de la CIB : troc, coups de mains sur des chantiers en échange

d'autres services, prêts de matériel. Ainsi, il n'est pas rare que des individus extérieurs à la CIB viennent y proposer gratuitement des denrées invendues, ou seulement discuter autour d'un café. De la même manière, les jeunes gens vivant dans le village ou dans ceux alentours viennent régulièrement aux auberges pour des soirées dédiées aux jeux de société, des ateliers d'artisanat (ébénisterie), ou divers repas. Il convient cependant de souligner que cette apparente intégration dans la vie quotidienne du village est le fruit de nombreux efforts et n'est pas encore tout à fait acquise. La création de la CIB à Piégut-Pluviers a pu donner lieu à des réactions contrastées : en entretien, Martine[624] et Nicolas confient que les membres du Bandiat ont pu être considérés comme « des Parisiens venus racheter le village [625]», ou encore comme des « marginaux se baladant pieds nus dans la rue[626] ».

Ainsi, de nombreuses personnes cohabitent sur les terrains et dans les auberges, pour des durées plus ou moins longues. Différents statuts existent alors sur la CIB : on distingue les membres permanents, les woofeurs et les visiteurs. Sont compris comme membres permanents de la CIB les personnes y demeurant pour une longue durée, allant de quelques mois à quelques années, voire s'y installant définitivement. À ces membres permanents, s'articule un réseau de sympathisants, s'impliquant dans la vie collective et/ou mettant à disposition de la commune des terrains, locaux ou outils. Des visiteurs se rendent également régulièrement sur la CIB : il s'agit de personnes curieuses d'expérimenter, sur une durée très limitée, un autre mode de vie, ou désirant découvrir des types d'agriculture non-intensifs. Enfin, au fil des mois, se sont ajoutés aux visiteurs les woofeurs. Afin de se développer plus vite et d'avancer dans les travaux agricoles, la CIB a pris la décision (controversée en interne) de proposer une activité de woofing, via un site internet. Ces personnes viennent dans l'objectif premier de travailler la terre et d'aider sur différents chantiers, pour une durée allant de quelques jours à quelques semaines.

Dans le cadre de notre enquête, nous avons entendu des personnes répondant à toutes ces différentes catégories, s'étant rendues sur la CIB pour des raisons variées, et parfois liées à la collapsologie. Notons cependant que ces catégories évoluent volontiers : il n'est

[624] Martine, *Entretien réalisé le 24/10/2020*, Piégut-Pluviers, 2020. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié.

[625] N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.

[626] Martine, *Entretien réalisé le 24/10/2020*.

pas rare qu'un visiteur revienne régulièrement sur le Bandiat, jusqu'à s'y installer de façon permanente. Du fait de ces allers et retours de visiteurs et woofeurs, la composition du groupe évolue largement selon les moments observés. Alors que de nombreuses personnes s'y rendent en été, le Bandiat accueillant jusqu'à une soixantaine de personnes, il n'est pas rare que le lieu se dépeuple en hiver, pour ne compter parfois qu'une dizaine de membres permanents. Lorsque je m'y rends une première fois en mars 2020, la CIB accueille dix-neuf personnes, présentant des profils sociologiques et âges très variés, de l'étudiant de 22 ans, ayant quitté son école de commerce parisienne pour se dédier au militantisme, à l'ancien ébéniste de 65 ans, désireux de vivre sa retraite de façon communautaire. Je suis pourtant étonnée, lors de ce premier voyage, par la composition très masculine du Bandiat, qui ne compte alors que quatre femmes. Ces proportions évoluent au cours du temps, et en octobre 2020, alors que la CIB a doublé son effectif, j'y rencontre beaucoup plus de femmes.

2. L'influence de la collapsologie sur les espaces enquêtés : Une nécessaire critériologie

A) Approche générale du discours de la collapsologie

Des « équivalences discursives » entre discours apocalyptiques, catastrophistes et collapsologiques

La critériologie adoptée pour sélectionner ces terrains a notamment été construite à partir d'une analyse discursive de la collapsologie. Nous avons recensé les schèmes et motifs discursifs les plus récurrents et structurants des textes de Pablo Servigne et de ses coauteurs, et de ceux d'Yves Cochet[627]. Puis, nous avons observé la façon dont ces éléments discursifs étaient repris dans différents espaces, numériques et matériels. Plusieurs points apparaissent alors. Premièrement, le discours de la collapsologie s'inscrit effectivement dans le prolongement des discours catastrophistes, eux-mêmes pétris de motifs empruntés aux discours sur l'Apocalypse, comme nous le suggérions au cours du

[627] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. op. cit* ; Pablo SERVIGNE, Raphaël STEVENS et Gauthier CHAPELLE, *Une autre fin du monde est possible. op.cit.* ; Pablo SERVIGNE et Gauthier CHAPELLE, *L'entraide, op.cit.* ; Yves COCHET, « L'effondrement, catabolique ou catastrophique ? », art.cit.; Yves COCHET, *Devant l'effondrement, op.cit.*

deuxième chapitre de cette thèse. Ainsi, le travail comparatif mené par Hicham-Stéphane Afeissa, portant sur des « équivalences discursives[628] » entre discours apocalyptiques, discours du catastrophisme nucléaire et discours du catastrophisme écologiste, peut être poursuivi avec la collapsologie.

Premièrement, Hicham-Stéphane Afeissa montre que les discours apocalyptiques tirent leur légitimité de leur origine divine, là où les discours catastrophistes paraissent crédibles car énoncés ou vérifiés par des acteurs scientifiques. Si la parole scientifique se substitue à celle de Dieu, la logique est pourtant la même : ce qui fait autorité, ce n'est pas seulement le contenu du discours lui-même, mais aussi son origine. Plusieurs éléments, au sein des textes de collapsologie, indiquent qu'on y trouve cette même dynamique, non sans quelques nuances. D'abord, le champ lexical de la science et de l'expertise est omniprésent dans notre corpus, ce qui traduit bien l'ambition des collapsologues qui, rappelons-le, espèrent créer une nouvelle discipline scientifique. Il s'agit de souligner l'existence d'un consensus scientifique international autour de la gravité de la situation environnementale et climatique, tout en soulignant que celui-ci peut être partagé par d'autres instances qui font autorité dans les secteurs économiques et politiques. Pablo Servigne et Raphaël Stevens rappellent que « les connaissances sur l'état des réserves se précisent, et un nombre croissant de multinationales, de gouvernements, d'experts et d'organisations internationales deviennent pessimistes quant à l'avenir de la production [629]» ; ou encore, que « les scénarios des experts sont en général unanimes et virent très rapidement à la catastrophe [630]». Mais peu à peu, l'objet de ce consensus est déplacé pour être mis au service de l'hypothèse des collapsologues, conférant à l'effondrement systémique une vraisemblance plus marquée :

[628]Pour rappel, Hicham-Stéphane Afeissa identifie cinq principales « équivalences discursives » entre discours apocalyptiques et discours catastrophistes : la légitimation de la parole à partir de son origine, le contenu des événements à teneur catastrophique, la globalité de la menace qui pèse sur l'humanité – voire, la planète ; la linéarité historique construite dans le discours, et la nécessité pointée d'un renouveau spirituel. Hicham-Stéphane AFEISSA, *La fin du monde et de l'humanité*, *op.cit.* ; ou encore H.-S. AFEISSA, « Les habits verts de l'apocalypse », art. cit. Encore une fois, il ne s'agit pas de ramener la collapsologie à une dimension apocalyptique, mais d'appréhender les structures discursives dont elle hérite.

[629] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, *op. cit*. p.58.

[630] *Ibid.* p.96.

> « D'après ce qu'en disent certains experts, les conséquences du réchauffement climatique ont le pouvoir à elles seules de provoquer des catastrophes globales, massives et brutales qui pourraient mener à la fin de la civilisation voire de l'espèce humaine[631]. »
>
> « Dans de nombreux pays, des experts économiques, scientifiques et militaires [...] n'hésitent plus à aborder explicitement des scénarios d'effondrement[632]. »
>
> « Les publications scientifiques qui envisagent des évolutions catastrophiques globales et une probabilité croissante d'effondrement se font de plus en plus nombreuses et étayées [633]. »

De la même manière, Yves Cochet, indiquant que l'effondrement doit avoir lieu entre 2020 et 2030, souligne : « une telle affirmation s'appuie sur de nombreux articles, études et rapports internationaux [634]». Le discours sur l'effondrement systémique est donc audible car énoncé par des scientifiques. Cet aspect a contribué à alimenter la critique de la collapsologie[635] : pour Antoine Dubiau, par exemple, la collapsologie irait jusqu'à développer une forme de scientisme, présentant une vision du monde et une conception du vrai fondées uniquement sur ces sciences dites « dures », et nullement interrogées politiquement[636]. Ce à tel point que, progressivement, la dimension scientiste de la collapsologie s'érigerait bel et bien en une forme de spiritualité, véritable religion de la science, ne se questionnant guère sur les mécanismes de production de celle-ci, et sur les usages et finalités politiques qu'elle peut connaître. Pourtant, les collapsologues, et Pablo Servigne le premier, développent aussi une critique de la parole scientifique, qu'ils décrivent comme trop froide, laissant trop peu de place aux émotions, et qu'ils trouvent également trop élitiste[637]. Il s'agirait ainsi de faciliter l'accès à ces contenus savants et d'encourager les non-experts à produire eux-mêmes des contenus relatifs à l'effondrement systémique.

Parmi les équivalences discursives existantes entre les textes apocalyptiques et ceux à teneur catastrophiste, Hicham-Stéphane Afeissa remarque deuxièmement la même

---

631 *Ibid.* p.87.
632 *Ibid.* p.32.
633 *Ibid.* p.20.
634 Y. COCHET, *Devant l'effondrement, op. cit*. p.82.
635 Voir chapitre 2.
636 Antoine DUBIAU, « La collapsologie ou la critique scientiste du capitalisme », *Perspectives printanières*, 17/03/2019, disponible sur https://perspectives-printanieres.info/la-collapsologie-ou-la-critique-scientiste-du-capitalisme/, consulté le 27 mars 2022.
637 P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, *op. cit*. p.131.

évocation répétée de catastrophes naturelles ; ouragans, crues, inondations. La collapsologie fait elle aussi référence à ces catastrophes. Par exemple, Pablo Servigne et Raphaël Stevens soulignent que « le réchauffement climatique provoque déjà des vagues de chaleur plus longues et plus intenses et des événements extrêmes (tempêtes, ouragans, inondations, sécheresse, etc.) qui ont causé d'importantes pertes ces dix dernières années [638]». De la même manière, « les sources potentielles de perturbation des chaînes d'approvisionnement peuvent être d'origine naturelle (tremblements de terre, tsunami, ouragans, etc.)[639] ». Pourtant, ces catastrophes naturelles ne constituent pas le cœur du propos des collapsologues : l'effondrement systémique se caractérise d'abord par une défaillance institutionnelle et par une rupture dans lesdites chaînes d'approvisionnement (énergétique comme alimentaire) : la catastrophe, ici, est certes liée à des enjeux environnementaux et climatiques, mais elle est avant tout politique et organisationnelle. Ainsi, le contenu des événements à teneur catastrophique, entre les discours millénaristes, catastrophistes et collapsologiques, évolue. Cependant, si la catastrophe envisagée par les collapsologues est d'ordre politique, elle pourrait bien changer d'ampleur pour mener à une forme d'apocalypse nucléaire. En effet, nos auteurs envisagent, face à la multiplication probable des guerres, un possible recours à l'arme atomique :

> « Verra-t-on une tension internationale intense aboutir à l'utilisation d'armes nucléaires, rayant de la carte plusieurs grandes villes du monde, tandis qu'un nuage de poussières et de cendres envahira l'atmosphère pendant des années et que l'amincissement de la couche d'ozone conduira les humains à être brûlés par les UV [640] ? »

Ils questionnent également les conditions d'entretien des centrales nucléaires et la gestion de leurs déchets dans une société effondrée :

> « Comment faire en sorte que les générations futures arrivent à « gérer » cette filière énergétique ? [...] Sans le savoir technique déjà accumulé, comment feront les générations futures pour tenter de traiter la toxicité des déchets que notre génération a produit [641] ? »

Ici, les collapsologues renouent en partie avec le catastrophisme nucléaire.

Troisièmement, la question du nucléaire nous amène à considérer non plus le contenu des événements catastrophiques, mais ce qu'ils menacent. En effet, dans les discours apocalyptiques et catastrophistes, les entités éprouvées ont une dimension globale. Face à la catastrophe écologique globale ou nucléaire, comme face à

[638] *Ibid.* p.88.
[639] *Ibid.* p.149.
[640] Y. COCHET, *Devant l'effondrement, op. cit*. p.145
[641] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer, op. cit.* p.158.

l'apocalypse, c'est le monde, l'humanité, la planète qui se trouvent en danger. Il en va de même dans les discours de la collapsologie. Les titres des textes observés traduisent cette globalisation de la menace, via les termes « tout » ou « monde » : *Une autre fin du monde est possible* ; *Comment tout peut s'effondrer*. Ce qui doit s'effondrer forme effectivement un tout, et l'humanité elle-même, en tant qu'espèce, pourrait disparaître. Yves Cochet le répète : nous pourrions assister à « un effondrement comme jamais l'espèce humaine n'en a connu, jusqu'à être confrontée à la possibilité de son extinction [642]» ; « la question concerne toute l'humanité solidairement (nul n'y échappera), tous les domaines des activités humaines, individuelles et collectives, locales et globales, et tous les milieux naturels, tout le système terre [643]» ; et nous voilà donc face à une « pensée de la fin du monde, de la fin de tout notre environnement et de toutes nos habitudes structurantes [644]», qui peut vite devenir obsédante.

Cette impression de globalisation, à la lecture, est renforcée par l'intérêt manifestement porté par les collapsologues aux théories des systèmes complexes : il s'agit de rendre compte des vulnérabilités multiples de « notre système », dans une perspective intersectorielle. Enfin, si les entités menacées et menaçantes sont bien globales, cette dimension se trouve soulignée par la systématisation et totalisation que développent les collapsologues dans leurs discours. Les faits scientifiques, comme le remarquent Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz, se trouvent juxtaposés et corrélés de manière à souligner la dimension globale des dommages auxquels il s'agit de se préparer [645]. Cette systématisation peut d'ailleurs être revendiquée, notamment à travers la formule « tout est lié », devenue un poncif de la collapsologie[646]. Ainsi, le processus d'effondrement étant bel et bien systémique et global, c'est tout naturellement que « nul n'y échappera [647]». Ces récurrences vont dans le sens d'une réaffirmation de l'héritage catastrophiste de la collapsologie : il s'agit bien là de penser une menace globale pesant sur des entités globales, plus que sur des publics spécifiés. Notons cependant que l'on observe sur ce point une évolution, entre discours apocalyptiques, catastrophistes et collapsologiques. Dans ces derniers, la nature de l'entité menacée évolue : il ne s'agit pas

[642] Y. COCHET, *Devant l'effondrement, op. cit*. p.6.
[643] *Ibid.* p.6.
[644] *Ibid.* p.8.
[645] F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible , op.cit.* p.47.
[646] J. CHAMEL, *« Tout est lié » : Ethnographie d'un réseau d'intellectuels engagés de l'écologie (France-Suisse) : de l'effondrement systémique à l'écospiritualité holiste et moniste, op. cit.*
[647] Y. COCHET, *Devant l'effondrement, op. cit*.p.6.

d'envisager la fin de la vie sur Terre, mais celle de l'organisation sociale des humains, sur une échelle spatiale large mais rarement spécifiée. Parfois, mais pas toujours, il est question de l'humanité en tant qu'espèce – ce qui rappelle le catastrophisme nucléaire.

Puis, Hicham-Stéphane Afeissa met en évidence, au sein des discours millénaristes, l'existence d'une temporalité linéaire scindant le cours historique en un rythme ternaire. Selon Afeissa, on retrouve dans les discours catastrophistes cette même linéarité historique, articulée à une eschatologie écologique. Or, cette même temporalité s'incarne dans le champ lexical de la collapsologie : il y est question de « seuils », de « pics », de « points de rupture » ou « *tipping points* », autant de termes qui évoquent une linéarité dans le cours des événements, menant inévitablement à la catastrophe[648]. C'est que les collapsologues développent une conception du temps historique calquée sur le fonctionnement des écosystèmes. Pablo Servigne et Raphaël Stevens tâchent de décrire la façon dont ceux-ci peuvent disparaître : les écosystèmes

> « qui subissent des perturbations régulières [...] ne montrent pas immédiatement de signes apparents d'usure, mais perdent progressivement – et de manière imperceptible – leur capacité à se rétablir (la fameuse résilience) jusqu'à atteindre un point de rupture, un seuil invisible au-delà duquel l'écosystème s'effondre de manière brutale et imprévisible [649]. »

Cette approche est ensuite appliquée aux sociétés humaines elles-mêmes. Yves Cochet avance ainsi que les systèmes complexes, dont notre société, observeraient un même développement en trois temps : après une période de croissance, viendrait une étape de fragilisation de la société par sa complexification et un ralentissement de la production, atteignant alors son pic[650]. Une fois celui-ci atteint, devrait avoir lieu une décroissance subie, à savoir l'effondrement. Au sein même du processus d'effondrement, il distingue là encore trois étapes ; « la fin du monde tel que nous le connaissons (2020-2030) », à savoir « l'acmé et l'effondrement de la civilisation industrielle » ; « l'intervalle de survie (2030-2040) », où chacun tente de survivre comme il le peut ; et « le début d'une renaissance (2040-2050) », où des microsociétés pourraient se restructurer[651]. Ce rythme ternaire se retrouve au sein de la structure même du dernier ouvrage d'Yves Cochet, divisé en quatre parties, dont les trois premières sont les suivantes : « Avant l'effondrement » ;

---

[648] Un aspect remarqué (et décrié) par Benedikte Zitouni et François Thoreau : B.ZITOUNI et F.THOREAU, « Contre l'effondrement : agir pour des milieux vivaces », art.cit.

[649] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer*, *op. cit*. P.116-117.

[650] Y. COCHET, « L'effondrement, catabolique ou catastrophique ? », art.cit.

[651] Y. COCHET, *Devant l'effondrement* , *op. cit*. p.82.

« le scénario central », décrivant concrètement l'effondrement ; et « Après l'effondrement »[652] .Ainsi, on retrouve au sein de la collapsologie des éléments structurants de la conception historique des discours millénaristes et apocalyptiques : une linéarité, une pensée de la fin typiquement eschatologique, et une périodisation du cours historique en trois temps.

Attardons-nous sur la troisième étape du scénario collapsologique, envisageant une forme de renaissance après l'effondrement. En effet, c'est au cœur de cette phase que l'on pourrait identifier une dernière équivalence discursive entre discours millénaristes, catastrophistes et collapsologiques, portant sur la nécessité d'un renouveau spirituel. Sur quels fondements pourraient en effet se reconstruire les microsociétés imaginées par les collapsologues ? Pablo Servigne et ses co-auteurs appellent à renouer avec des pratiques spirituelles :

> « Est-il réellement possible d'aborder la fin d'un monde de manière profane ? Nous ne le pensons pas. Mais le drame est que notre société rationnelle ne nous y a pas du tout préparés ! En rejetant le bébé (spirituel) avec l'eau du bain (religieux), elle s'est privée d'outils fondamentaux pour traverser le temps long[653]. »

La spiritualité, selon ces auteurs, pourrait occuper une triple fonction. Avant l'effondrement, elle permet d'accepter cette perspective particulièrement douloureuse et de tisser des réseaux de solidarité entre personnes partageant une même croyance. Pendant l'effondrement, elle peut encourager des comportements d'entraide. Après l'effondrement, elle peut offrir aux individus un socle commun pour reconstruire des organisations sociales[654]. Ce faisant, les collapsologues appellent de leurs vœux une « collapsosophie », sagesse de l'effondrement qu'ils définissent de la sorte :

> « Nous proposons d'appeler "collapsosophie" l'ensemble des comportements et des positionnements qui découlent de cette situation inextricable [...] et qui sortent du strict domaine des sciences. La même démarche d'ouverture et de décloisonnement que nous avons pour la collapsologie se retrouve ici dans une ouverture plus large aux questions éthiques, émotionnelles, imaginaires, spirituelles et métaphysiques[655]. »

La collapsologie souhaite ouvrir la voie à des réflexions spirituelles pour repenser notre rapport au monde.

---

652 *Ibid.*
653 P. SERVIGNE, R. STEVENS et G. CHAPELLE, *Une autre fin du monde est possible, op.cit.* p.155.
654 *Ibid.* p.180.
655 *Ibid.* p.27-28.

Ainsi, notre objet réactive les structures et motifs discursifs caractéristiques de son héritage théorique, tout en procédant à différents décalages. Les cinq équivalences identifiées par Hicham-Stéphane Afeissa, ici appliquées à la collapsologie, ont deux fonctions dans notre travail. Elles permettent de rappeler, encore une fois, la pertinence des axes d'analyse choisis : la légitimation de la parole à partir de son origine nous encourage à étudier le rapport à la science développé sur nos terrains ; la linéarité historique nous invite à poursuivre nos réflexions sur le rapport au temps. Mais elles sont également très utiles à la construction de notre critériologie : elles permettent de reconnaître les discours inspirés de la collapsologie, d'y déceler une influence, même lorsqu'il n'est pas fait directement et explicitement référence à celle-ci.

Equivalences discursives	***Persistances dans la collapsologie***	***Décalages dans la collapsologie***
Légitimation de la parole à partir de son origine	La parole des experts et des scientifiques occupe une large place au sein de la collapsologie.	Cette parole scientifique est également questionnée et critiquée.
Contenu des événements à teneur catastrophique	Il est question de catastrophes naturelles majeures.	La focalisation sur l'effondrement systémique est une spécificité de la collapsologie.
Globalité de la menace	La collapsologie mobilise bel et bien des entités globales. La globalité de la menace se trouve encore soulignée par la systématisation et la totalisation à laquelle procède la collapsologie.	Si la menace pèse sur des globalités, le contenu de l'entité menacée évolue.
Linéarité historique et périodisation du temps historique - conceptions historiques « en trois temps »	La collapsologie recrée une linéarité historique et une périodisation en trois temps.	Cette linéarité rejoue le fonctionnement des écosystèmes, appliqué aux sociétés humaines.
Nécessité d'un renouveau spirituel	Pablo Servigne forge la notion de « collapsosophie », sagesse de l'effondrement, invitant à renouer avec une forme de spiritualité.	Ce renouveau spirituel peut éventuellement s'appuyer sur une forme de scientisme.

Tableau 14 : Synthèse des « équivalences discursives » identifiées par Hicham-Stéphane Afeissa appliquées à la collapsologie, A. Rumin, 2024.

Une entreprise de vulgarisation qui anticipe sa réception

Les collapsologues s'appuient sur des stratégies de communication relevant du *storytelling* pour rendre leur propos largement accessible[656]. En effet, la collapsologie se veut avant tout une entreprise de vulgarisation, qui, en tâchant de simplifier des notions et raisonnements souvent complexes, mobilise différentes stratégies discursives à caractère didactique – ce plus ou moins consciemment, puisque les intentions réelles des auteurs nous importent ici moins que les effets discursifs effectivement produits. Nous proposons d'en différencier deux types, largement reprises par les milieux dits « effondristes » : certaines structures discursives vont permettre de simplifier les contenus exposés, là où d'autres tentent d'accompagner la réception de ces contenus. Dès lors, relèvent d'une démarche de simplification les très nombreuses métaphores développées par la collapsologie, comportant une dimension pédagogique évidente. On retrouve notamment, tout au long de *Comment tout peut s'effondrer*, la métaphore filée de la voiture et de la « sortie de route[657] », qui doit incarner une société qui, à cause de son mode de production et de consommation, s'avance à toute allure sur une trajectoire peu fiable. La métaphore se décline à travers différentes expressions : « l'accélération du véhicule », ou encore « l'extinction du moteur[658] ». Les motifs du mur et du précipice sont également employés, pour donner au concept de limite planétaire une épaisseur sensible. De la même manière, il est fait référence à une célèbre fable de La Fontaine, pour opposer le « chêne » - soit notre système actuel occidental, menacé de s'effondrer, au « roseau » - une société plus résiliente[659]. Enfin, les motifs de la maladie, du naufrage, de la fête et de la « gueule de bois », sont également développés dans le corpus des premiers auteurs de la collapsologie.

Les tournures discursives relevant d'une démarche d'accompagnement de la réception, paraissent, elles, plus variées. Parmi celles-ci, l'on remarque notamment une hybridation d'un discours scientifique et d'une parole des émotions. Il s'agit là d'une dimension absolument centrale de la collapsologie, soulignée dès l'ouverture de *Comment tout peut s'effondrer* : « il fallait ajouter à notre discours froid et objectif la

[656] Effectivement, en entretien, Raphaël Stevens explique avoir travaillé avec minutie à développer un storytelling autour de l'effondrement. Raphaël STEVENS, *Entretien réalisé le 12/03/2024*, en visioconférence, 2024.

[657] Pablo SERVIGNE et Raphaël STEVENS, *op.cit.*

[658] *Ibid.*

[659] *Ibid.* p.152.

chaleur de la subjectivité – en laissant une place importante aux émotions dans ce chantier [660] ». Pour ce faire, les collapsologues font d'abord des références directes et constantes au travail de deuil, évoquant une nécessaire « transition intérieure ». Ils se réfèrent ainsi aux travaux d'Elisabeth Kübler Ross, selon qui cette transition suivrait cinq étapes : le déni, la colère, le marchandage, la dépression et l'acceptation[661]. Plus encore, les collapsologues évoquent régulièrement les émotions qui sont les leurs, face à leurs recherches ; ils relatent l'angoisse et la colère avec lesquelles ils vivent. Ces observations, proches du témoignage, viennent ainsi s'articuler aux faits scientifiques, dans une logique de commentaire. Si les collapsologues parlent d'abord d'eux-mêmes, il s'avère cependant que ce processus contribue à inscrire, au sein même du discours, la réception possible de celui-ci : le lecteur peut potentiellement retrouver, dans le texte, des émotions semblables aux siennes. Certains détracteurs de la collapsologie avancent alors que ce procédé va jusqu'à induire et orienter la réception du lecteur, ne relevant plus d'une seule logique de vulgarisation, mais d'une infantilisation confinant à la manipulation.

Au-delà de ce premier aspect, l'on remarque d'autres procédés visant une même finalité d'accompagnement de la réception. Ainsi, il est fait usage, dans ce corpus, de questions rhétoriques et/ou interrogations directement adressées au lecteur, afin d'en mobiliser toute l'attention : « Alors ? que vous murmure votre intuition ? [662] » ; « Serions-nous devenus fous ou sectaires ? [663] » ; « Alors qui croire ? [664] » . Ensuite, l'on remarque de nombreuses formulations choc : plus rares que les métaphores, mais non sans une certaine récurrence, on distingue dans les discours des collapsologues des phrases courtes, définitives, qui synthétisent une idée en la martelant, en marquant les esprits. On relève par exemple l'expression suivante : « L'idée à retenir de cet aperçu est que nous sommes cernés[665] ». Enfin, les collapsologues inventent des scénettes, racontées au discours direct : plus souvent rencontré en interviews, ce procédé peut également être utilisé dans la production écrite de la collapsologie. Il s'agit d'illustrer une situation non plus par une métaphore, mais par l'imagination d'une petite scène : « Alors qu'on s'arrête pour constater bouche bée la fragilité de notre situation, on entend autour de nous les

[660] *Ibid.* p.24.
[661] *Ibid.* p.222.
[662] *Ibid.* p.173.
[663] *Ibid.* p.25.
[664] *Ibid.* p.213.
[665] *Ibid.* p.88.

autres hurler à l'unisson « Allez ! On court ! On saute ! On accélère ! faut pas s'arrêter ! »[666] ».

La collapsologie réactive donc les structures discursives du catastrophisme, tout en y ajoutant deux dimensions : une logique de simplification des contenus et une démarche d'accompagnement de la réception. Soulignons pourtant que si, à notre connaissance, nulle autre formulation du catastrophisme n'avait poussé à ce point ces deux dimensions, celles-ci relèvent pourtant de techniques déjà éprouvées, issues du journalisme, de la communication et de la vulgarisation scientifique, et largement développées sur les réseaux sociaux, comme sur YouTube[667]. Dès lors, la collapsologie constitue un véritable patchwork, qui emprunte tout à la fois à différentes disciplines scientifiques (des sciences physiques et naturelles en premier lieu, mais aussi aux sciences sociales) ; à des traditions philosophiques critiques de la technique et de la notion de progrès ; et à des stratégies de communication récentes. Ces premiers constats nous permettent de mieux comprendre comment notre objet de recherche s'intègre dans son héritage théorique et quelles spécificités il déploie par rapport à ce dernier : la collapsologie contribue à construire un catastrophisme grand public, s'arrachant aux dites marges qu'évoque Luc Semal (quelques scientifiques et militants de la décroissance) pour accéder à d'autres milieux, et notamment médiatiques et institutionnels. Ce travail s'avère tout à fait précieux pour construire notre critériologie, nous permettant de discriminer les discours relevant, à nos yeux, pleinement de la collapsologie, et ceux qui, tout en évoquant la possibilité d'un effondrement, ne s'inscrivent pas dans le périmètre de notre étude. Ainsi, nous retenons neuf éléments nous semblant à la fois particulièrement structurants au sein du discours de la collapsologie, et récurrents, régulièrement repris par les milieux de la collapsologie. D'abord, nous adoptons trois critères facilement observables, et suggérant une filiation directe à la collapsologie : la mention d'un effondrement systémique dans les discours observés, l'utilisation de poncifs collapsologiques, martelés par Pablo Servigne et ses co-auteurs, et les références faites à ces figures de la collapsologie. Puis, nous retenons trois autres critères rappelant la dimension catastrophiste et

[666] *Ibid.* p.132.

[667] On pense notamment à Cécilia LARTIGUE, « Crédible et objectif ou intime et émouvant : une analyse des stratégies discursives des vidéos de YouTube autour de l'environnement », *Questions de communication*, 38-2, 2020, p. 409-440.

apocalyptique[668] de la collapsologie : les contenus des événements à teneur catastrophique qui participent d'un effondrement systémique, et les procédés de systématisation et de totalisation qui confèrent à l'état du monde une cohérence globale. Puis, nous retenons deux critères relatifs aux stratégies de communication mobilisées par la collapsologie : la vulgarisation, notamment via les métaphores, et le recours aux émotions.

Puis, s'ajoutent à ces différents points des critères relatifs aux jeux d'acteurs et à leurs qualifications, déjà évoqués lors du troisième chapitre de cette thèse. Bien évidemment, la tâche que nous nous donnons, à savoir déceler la permanence de la collapsologie dans des discours qui ne s'en réclament pas nécessairement, est ardue : quoi de plus impalpable qu'une influence ? Aussi ces critères, s'ils n'étaient pas considérés dans leur ensemble mais un à un, échoueraient à révéler cette persistance de la collapsologie. Réciproquement, il n'est pas nécessaire que l'ensemble des points ici listés soient décelés dans un discours pour envisager que celui-ci s'inspire de la collapsologie. Cette critériologie permet plutôt d'esquisser une gradation, et de donner à voir différents degrés d'influence collapsologique, justifiant du choix de nos terrains d'étude.

CRITÈRES DISCURSIFS	**CARACTÉRISATION**
Mention de l'effondrement systémique	Il est fait mention d'un effondrement non sectoriel mais bien systémique.
Poncifs collapsologiques	Formules qui reviennent comme des leitmotivs dans les livres / interventions / tribunes se réclamant de la collapsologie Exemples : Le mythe de Prométhée, l'image de la voiture qui fonce dans le mur, courbe du deuil …
Références	Rapports et figures associées à la collapsologie et aux théories de l'effondrement. Exemple : Le rapport Meadows ; Joseph Tainter ; Jared Diamond ; Dmitry Orlov … / Yves Cochet, Pablo Servigne, Gauthier Chapelle, Raphaël Stevens, Aurélien Barrau, Vincent Mignerot, Arthur Keller, Clément Montfort…
Contenu des événements à teneur catastrophique	Il est fait référence à des catastrophes diverses (naturelles, industrielles…) et liées les unes aux autres, constituant une menace telle que l'humanité en tant qu'espèce pourrait disparaître. Le ton est volontiers inquiet.
Systématisation	Les faits scientifiques sont juxtaposés / corrélés pour donner une image « globale » de l'état du monde.

[668] Bien évidemment, l'aspect apocalyptique ici désigne la forme du discours, à savoir des « équivalences discursives » déjà évoquées, et nous ne présumons pas d'une égalité d'identité entre discours de l'apocalypse et collapsologie.

	Cette systématisation est éventuellement revendiquée. Exemple : « Tout est lié »
Totalisation	Des entités globales sont mobilisées. Exemple : « L'humanité », « le système », « la planète »
Vulgarisation	Usage de métaphores, de scénettes, de « formule choc » voire de simplifications qui rendent le propos scientifique plus facilement appropriable
Recours aux émotions	Le locuteur évoque ses propres émotions ou celles suscitées par son discours, il apporte une attention accrue à celles-ci, ne dissimule pas les états physiques qui le traversent. Mention de la « courbe du deuil ».
CRITÈRES RELATIFS AUX LIENS DES ACTEURS À LA COLLAPSOLOGIE	**CARACTÉRISATION**
Engagement des acteurs eux-mêmes dans les réseaux de la collapsologie	Les acteurs font partie des groupes dédiés à la collapsologie sur les réseaux sociaux ou hors de la Toile. Ils s'autoqualifient collapsologues, sympathisants des collapsologues, collapsonautes … Ils sont hétéroqualifiés collapsologues.
Recours à des acteurs issus des réseaux de la collapsologie	Les acteurs font appel à un « expert » de la collapsologie pour légitimer leur démarche ou pour alimenter leur réflexion

Tableau 15: Critériologie adoptée pour reconnaître l'influence de la collapsologie dans les discours développés dans les initiatives observées, A. Rumin, 2024.

En définitive, l'on reconnaît le discours de la collapsologie à sa bigarrure, à la façon dont se trouvent juxtaposées, au sein de celui-ci, structures discursives du catastrophisme, vulgarisation scientifique et approches du *storytelling*. La critériologie construite nous a permis de nous orienter dans le choix de nos terrains, en veillant à ce que cet air de famille avec la collapsologie ne soit pas gratuit, et que celle-ci ait bel et bien joué un rôle dans la construction de ces initiatives. Mais encore faut-il comprendre comment notre objet a traversé ces différents espaces : ainsi, nous proposons de présenter les espaces enquêtés, avant d'y appliquer notre critériologie.

B) ***Des initiatives citoyennes et institutionnelles d'inspiration collapsologique : Vers un « réseau collapso » nouvel-aquitain ?***

Permanences discursives sur les espaces enquêtés

Ces espaces ont été identifiés en raison de l'influence de la collapsologie sur ceux-là, qui se donne à voir dans les discours et jeux d'acteurs qui s'y développent. Ainsi, un corpus documentaire a été constitué sur chaque terrain d'étude[669] : s'il n'y est que rarement fait directement et ouvertement référence à la collapsologie, on y trouve pourtant de nombreux éléments pointés par notre critériologie, à commencer par l'usage répété de la notion d'effondrement. Jean-Luc Gleyze, Président du Département, alors qu'il rend compte de l'avancée de la stratégie de résilience territoriale de la Gironde auprès des journalistes de la Gazette des Communes, affirme, le 27 janvier 2021, que « l'évolution de notre monde nous amènera peut-être un jour à subir un effondrement catastrophique pour les territoires [670] ». Le terme est repris plusieurs fois au cours de la construction de cette stratégie, et plus particulièrement lors de la crise de la covid 19, qui confère à la perspective d'un effondrement, dans les représentations des personnes interrogées, une vraisemblance plus marquée. On retrouve par exemple la notion dans les réponses apportées à une enquête menée auprès des populations au cœur de la pandémie :

> « [La pandémie] met en pleine lumière les vulnérabilités de notre société. Même si on les soupçonnait, on voit aujourd'hui de façon très concrète comment elles se manifestent et interagissent : les effets systémiques prennent réalité et rendent soudain plausible pour beaucoup l'idée que des effets dominos peuvent conduire à un effondrement de notre société [671] . »

De la même manière, la notion d'effondrement se retrouve dans les facilitations graphiques accompagnant le panel citoyen dans ses réflexions pour construire la stratégie de résilience girondine. Une planète visiblement malade y est représentée, qui tient une pancarte indiquant « Covid19 » et qui s'exclame : « Nous avons touché du doigt… L'effondrement ! ». Notons par ailleurs que le choix même de représenter une planète nous évoque le critère de globalisation précédemment évoqué. Alors que la pandémie

---

669 Ces documents, pour rappel, sont listés en annexe de cette thèse.

670 Jules PREVOST, « Un panel de citoyens réfléchit aux solutions anti-effondrement », *La gazette des communes*, 27/01/2021, disponible sur https://www.lagazettedescommunes.com/717536/un-panel-de-citoyens-reflechit-aux-solutions-anti-effondrement/, consulté le 11 septembre 2024.

671 FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE et DELPHI, *Co-initier un nouveau modèle d'anticipation et de gestion de crise à partir de notre vécu et en se centrant sur le soin aux plus fragiles*, Bordeaux, 2020.

révèle la possibilité d'un effondrement, celle-ci mène également ledit panel citoyen à identifier quelques priorités, allant dans le sens, toujours selon la facilitation graphique observée, d'une plus grande décentralisation et d'une attention accrue à la jeunesse[672].



Figure 4 : « Facilitation graphique réalisée suite aux échanges entre le Président du Département et les membres du panel », issue des échos des rencontres du panel citoyen, séance 7 du vendredi 27 juin 2020, au sortir du confinement.

Enfin, le motif de l'effondrement est également retravaillé par les agents territoriaux du Département : détourné de sa théorisation collapsologique initiale, il se trouve appliqué à une échelle territoriale restreinte. Ainsi, le Laboratoire d'Innovation LaBase invente un *serious game* sur la résilience territoriale, où il s'agit d'éviter non pas un effondrement systémique mondial, mais celui de la Gironde. Les règles de ce jeu sérieux annoncent :

672 FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Les échos des rencontres panel citoyen. Compilation des échos des 8 séquences déc.2019 - juin 2020*, Bordeaux, 2019-2020.

> « Si vous et votre équipe n'êtes pas capables de trouver des actions de résilience à la hauteur des enjeux, le département s'effondrera et cela sera la défaite pour tout le monde [673]… »

La défaite se trouve ici associée à la réalisation d'un effondrement que l'on échoue à éviter, et au contraire, la victoire est associée à la notion de résilience.

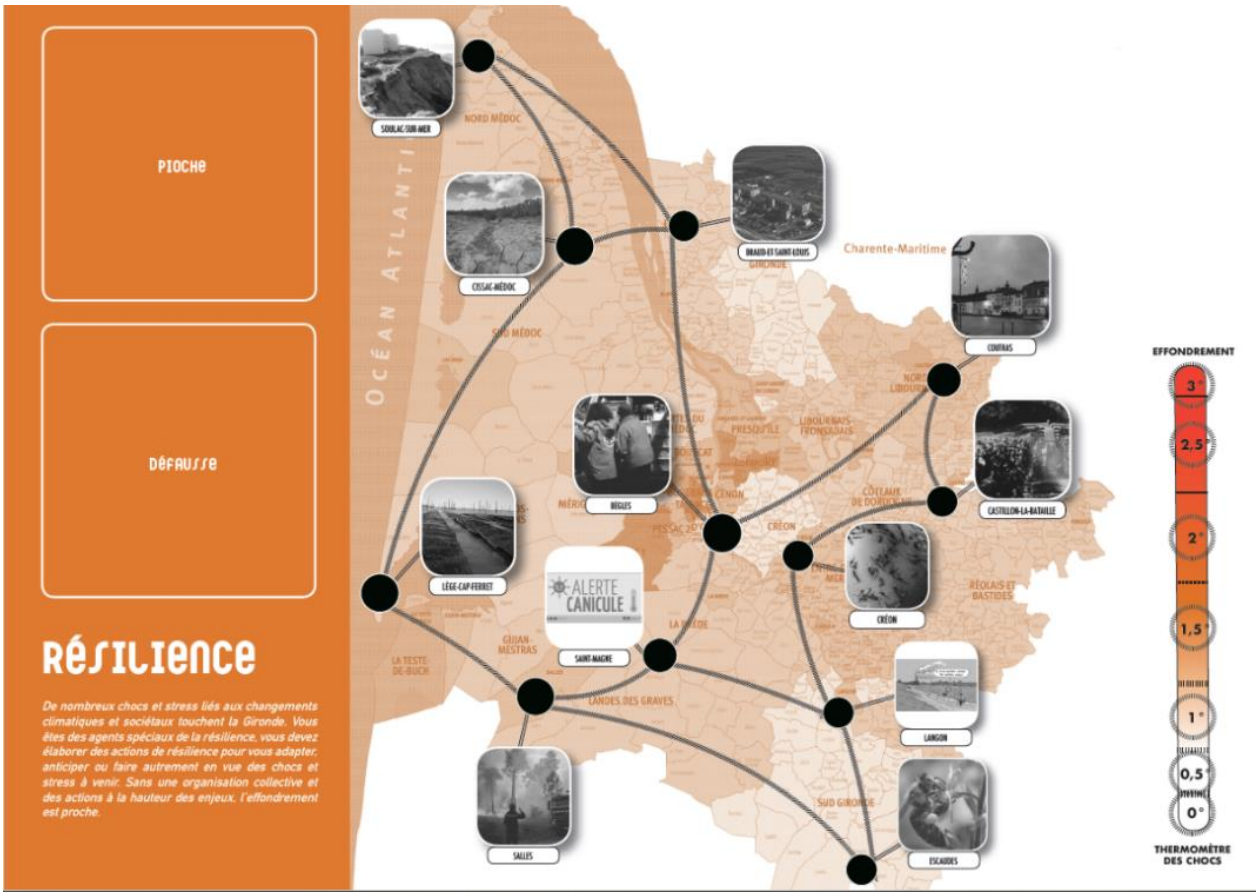


Figure 5 : Plateau de jeu du serious game sur la résilience territoriale en Gironde, inventé par le Laboratoire d'Innovation Territoriale LaBase du Département de la Gironde, 2020.[674]

De la même manière, les documents produits par la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) de la Suite du Monde mentionnent plusieurs fois cet effondrement systémique. La « déclaration de la Suite du Monde », rédigée collectivement le 25 novembre 2018, annonce ainsi vouloir s'organiser « face à l'effondrement écologique, économique, démocratique[675] » et ses statuts, repris dans différents textes par la suite, répètent également qu'il s'agit de « faire Communs et Communes » « dans un contexte

[673] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Règles du jeu - Résilience en Gironde*, Bordeaux, 2020.

[674] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Plateau de jeu - Résilience en Gironde*, Bordeaux, 2020.

[675] LA SUITE DU MONDE, *Site internet de la Suite du Monde*, *op. cit.*

d'effondrement[676] ». Leur site internet reprend ce positionnement, et présente le projet de la Suite du Monde comme une réponse « face à l'effondrement en cours [677] ». Enfin, les archives de la Commune Imaginée du Bandiat présentent de nombreuses notes manuscrites, faisant référence à un effondrement « effrayant », à un « monde en train de s'effondrer », et s'interrogeant sur la réalisation concrète de cet effondrement dans un futur proche. Notons d'ailleurs, avant d'y revenir plus longuement, que cet effondrement semble dans ce cas à la fois en cours et à venir.

Sur d'autres collectifs rencontrés durant notre enquête, notamment au sein de Génération Ecologie et *Extinction Rebellion,* le motif de l'effondrement se trouve également mobilisé. Chez Génération Ecologie, la déclaration de principes en annexe aux statuts du parti y fait référence trois fois, sans toujours préciser ce qui, concrètement, doit s'effondrer. Le terme est d'abord utilisé au pluriel, quand il s'agit de « risques d'effondrements », puis ce sont les « conditions d'existence » qui se trouvent menacées d'effondrement, et enfin, « notre habitat, la Terre [678] ». La motion d'orientation adoptée le 9 septembre 2018 évoque un effondrement « du vivant », mais non systémique. Si ces premiers éléments ne suffisent certainement pas à qualifier Génération Ecologie de parti politique d'inspiration collapsologique, sa présidente, Delphine Batho, mobilise largement la notion, revendique son intérêt pour la collapsologie et tâche de défendre les travaux de Pablo Servigne dans le débat public[679]. Ses prises de positions médiatiques sur le sujet sont nombreuses : pour ne prendre qu'un exemple, elle affirme le 17 février 2022 sur *SudRadio* que « ce qui nous menace, c'est le grand effondrement[680] », qu'elle oppose alors à un « grand remplacement » fantasmé par l'extrême droite. Enfin, *Extinction Rebellion* se positionne comme un mouvement entendant alerter les décideurs politiques

[676] LA SUITE DU MONDE, *« La Suite du Monde » Société coopérative d'intérêt collectif. Statuts, 2019*, disponible sur https://www.lasuitedumonde.com/, consulté le 5 février 2020.

[677] LA SUITE DU MONDE, *Site internet de la Suite du Monde*, *op. cit*.

[678] GENERATION ECOLOGIE, *Déclaration de principes. Annexe à l'article 1er des statuts de Génération Ecologie*, Lyon, 2021, disponible sur https://generationecologie.fr/wp-content/uploads/2021/08/Declaration-de-principes-Generation-Ecologie-2021-juillet.pdf, consulté le 10 février 2022.

[679] GENERATION ECOLOGIE, *Motion d'orientation adoptée lors de la 12ème convention nationale le 9 septembre 2018. Re-Génération Ecologie*, Nantes, 2018, disponible sur https://generationecologie.fr/wp-content/uploads/2019/01/PDF-Motion-dorientation-de-G%C3%A9n%C3%A9ration-Ecologie.pdf, consulté le 10 février 2022.

[680] Voir à ce sujet l'interview de Delphine Batho sur *SudRadio* et reproduit sur le site internet de Génération Ecologie : GENERATION ECOLOGIE, « Ce qui nous menace, c'est le grand effondrement », 17/02/2022, disponible sur https://generationecologie.fr/2022/02/17/ce-qui-nous-menace-cest-le-grand-effondrement/, consulté le 10 septembre 2023.

et populations pour faire face à un effondrement dont la nature est éventuellement spécifiée, mais pas toujours : le terme est alternativement utilisé dans le sens que lui fixent les collapsologues, ou plus spécifiquement pour désigner une dégradation de la biodiversité ou de la démocratie[681]. Si l'on peine, au sein du mouvement, à lire un positionnement unique sur le sujet de l'effondrement, il y est pourtant fait référence, sur le forum d'*Extinction Rebellion* « La Base ». Le terme même de « collapsologie » est employé : à la fois pour motiver des débats, pour stimuler l'échange de connaissances, ou, plus régulièrement, dans les présentations des nouveaux désobéissants rejoignant le mouvement.

Ces premiers éléments ne suffisent pas cependant à déceler l'influence, ou du moins la présence, des discours de la collapsologie sur nos terrains. Mais d'autres motifs discursifs s'y articulent, conformément à notre critériologie. Nous les présentons ici de manière non exhaustive. Ainsi, au Département de la Gironde, des événements à teneur catastrophique sont évoqués dans l'ensemble de notre corpus, et des poncifs collapsologiques y sont liés : par exemple, les bouleversements environnementaux et climatiques ne concernent pas seulement les « générations futures », mais aussi les « générations présentes[682] », ce qui nécessite de sortir du « déni[683] ». De la même manière, l'omniprésence du thème de « l'entraide », dans les différents documents adoptés pour notre analyse, pourrait suggérer une proximité possible avec l'ouvrage de Pablo Servigne et Gauthier Chapelle, *L'Entraide, l'autre loi de la jungle,* qui se concentre sur des liens de solidarité constamment loués par les collapsologues[684]. Ensuite, on observe, au sein de ces différents textes, un procédé récurrent de totalisation et de systématisation : une menace globale pèse sur des entités liées les unes aux autres, puisque « tout est dans tout[685] ». Pareillement, l'avis citoyen évoqué plus haut présente plusieurs verbatims

[681] EXTINCTION REBELLION, *Site internet d'Extinction Rebellion en France*, disponible sur https://extinctionrebellion.fr/, consulté le 10 septembre 2023.

[682] Par exemple : FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Dossier de presse. Séance plénière du lundi 24 juin 2019. Budget supplémentaire 2019. La gironde, laboratoire d'innovations sociales, écologiques et démocratiques*, *op. cit* ; FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Gironde résiliente. Contribution du Département de la Gironde pour anticiper et s'adapter aux changements environnementaux et sociétaux*, *op. cit*.

[683] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Gironde résiliente. Contribution du Département de la Gironde pour anticiper et s'adapter aux changements environnementaux et sociétaux*, *op. cit*. Jean-Luc GLEYZE, *Discours du Président du Département de la Gironde M. Jean-Luc Gleyze. Séance plénière, budget primitif, le lundi 16/12/2019*, Bordeaux, 2019.

[684] Pablo SERVIGNE et Gauthier CHAPELLE, *L'entraide*, *op.cit.*

[685] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*, en visioconférence, 2023.

similaires : « La planète s'effondre », « l'humain vide la nature de sa substance », « si la nature est en danger de mort, l'humanité l'est aussi », il en va de « l'avenir de la planète [686] ». La « Suite du Monde », par son seul nom qui détourne le leitmotiv d'une « fin du monde », mobilise d'ores et déjà une entité globale, mainte fois utilisée dans les documents relatifs à cette initiative. Dès lors, une tonalité catastrophiste se dégage bien de ce corpus : des éléments globaux et liés pour former un système s'articulent à une sombre perspective d'avenir, non sans que se manifeste une vive inquiétude. Les émotions ne sont en effet pas absentes de ces différents textes. Une place de choix leur est d'ailleurs faite dans les rencontres du panel citoyen : invités à la conférence de Grégory Poinsenet sur les risques systémiques, les habitants et habitantes de la Gironde doivent renseigner, sur une fiche, l'évolution de leurs sentiments tout au long de l'exposé[687]. Ces quelques éléments constituent autant d'indices de l'existence d'une perspective collapsologique au sein de nos différents terrains d'étude : celle-ci se confirme à travers les entretiens réalisés et en observant la genèse de ces différentes initiatives et les jeux d'acteurs qui s'y déroulent. Ce premier faisceau d'indices nous conforte donc bien dans le choix de nos terrains.

[686] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Les échos des rencontres panel citoyen. Compilation des échos des 8 séquences déc.2019 - juin 2020, op. cit.* FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Panel citoyen Résilience - Gironde. Participer*, Bordeaux, 2020.

[687] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Les échos des rencontres panel citoyen. Compilation des échos des 8 séquences déc.2019 - juin 2020, op. cit*.

CRITÈRES DISCURSIFS	Département de la Gironde	SDM ; CIB	Génération Ecologie	Extinction Rebellion
Mention d'effondrements sectoriels et/ou de l'effondrement systémique	X	X	X	X
Poncifs collapsologiques	X	X	X	X
Références	X	X	X	X
Contenu des événements à teneur catastrophique	X	X	X	X
Systématisation	X	X		
Totalisation	X	X	X	
Vulgarisation	X			X
Recours aux émotions	X			X

Tableau 16: Synthèse des éléments discursifs observés sur les corpus de documents relatifs aux terrains retenus, dénotant une influence de la collapsologie, A. Rumin 2024.

A l'échelle des individus, les entretiens menés révèlent de mêmes permanences discursives, reprenant les motifs les plus saillants de la collapsologie. Au-delà même de la mention faite de l'effondrement systémique, les personnes rencontrées emploient, inconsciemment ou non, des formules chères aux collapsologues. Par exemple, Olivier, youtubeur ayant adopté pour pseudo « Le Collapso » et ancien membre du Bandiat, explique quel est son rapport à l'action politique face à un effondrement systémique : « Je navigue entre l'à-quoi-bonnisme et le il-faut-tentisme[688] ». Les termes, forgés à partir de l'expression « à quoi bon » et « il faut tenter », ont été inventés par Pablo Servigne et Raphaël Stevens dans *Comment tout peut s'effondrer* pour désigner une posture découragée, ou au contraire, une volonté de tenter coûte-que-coûte de changer son existence face à l'effondrement[689]. De la même manière, Henri, membre du collectif Rivage et ancien agent de la fonction publique, rend compte de la façon dont il se représente le futur en mobilisant une métaphore de Pablo Servigne : « Je vois plutôt une sortie de route, comme dirait Pablo Servigne, c'est la voiture sans freins, et sans carburant,

[688] Olivier LE COLLAPSO, *Entretien réalisé le 24/05/2022*, en visioconférence, 2022.
[689] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer, op. cit*. p.229.

dans le fossé[690] ». Henri se dit aussi très sensible à la façon dont les collapsologues laissent la part belle aux émotions. Alors qu'il assiste pour la première fois à une conférence de Pablo Servigne, il indique être « très favorablement impressionné, pas tant par le fond du discours que par la façon de le présenter ». En effet :

> « Je trouvais [Pablo Servigne] très humble d'une part, pas du genre à marteler des certitudes, et d'autre part, il donnait une part importante à la dimension sensible du sujet, c'était pas tellement un discours techno. Il expliquait dès sa première conférence que c'était quelque chose qui pouvait toucher, voire générer de l'anxiété, de la colère… tous les développements qu'il fait sur la façon dont on reçoit ces mauvaises nouvelles, j'avais trouvé ça plutôt chouette de le prendre en compte, de l'intégrer dans cette approche[691]. »

Il faut donc comprendre que la forme du discours joue bel et bien un rôle prépondérant dans la diffusion de la collapsologie. De telle sorte que c''est sans réelle surprise que ses motifs et schèmes discursifs se trouvent réappropriés sur les espaces enquêtés, comme dans les entretiens menés. Voilà qui nous conforte d'ailleurs dans le choix de notre approche de la collapsologie, situant sa spécificité dans sa dimension discursive.

Jeux d'acteurs relatifs à la collapsologie sur les terrains choisis : un « réseau collapso » en Nouvelle-Aquitaine ?

Enfin, s'ajoutent à ces éléments discursifs deux critères relatifs aux jeux d'acteurs au sein des terrains retenus. Au Département de la Gironde et au sein de la Suite du Monde, les protagonistes rencontrés expliquent avoir eu recours à des figures bien identifiées de la collapsologie, ou à des acteurs se réclamant de celle-ci. Dans le premier cas, ces personnalités, en l'occurrence Grégory Poinsenet, Arthur Keller et Pablo Servigne, ont été invitées à intervenir au sein du Département, pour rencontrer les élus, agents territoriaux et citoyens et les sensibiliser aux risques d'effondrement systémique. Dans le second, il s'agit de donner une coloration politique (ou sinon, une sensibilité) à la démarche, tout en lui conférant une certaine visibilité, à travers l'adoption de différents « parrains », tels que Pablo Servigne ou Jean-Marc Gancille[692]. De la même manière, Arthur Keller est également invité à intervenir au sein de la branche bordelaise

[690] Henri, *Entretien réalisé le 09/12/2022*, en visioconférence, 2022. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié.

[691] *Ibid.*

[692] Jean-Marc Gancille est cofondateur de Darwin, tiers-lieu à Darwin, et auteur considéré comme collapsonaute. Jean-Marc GANCILLE, *Ne plus se mentir. Petit exercice de lucidité par temps d'effondrement écologique*, L'échiquier, 2019.

d'*Extinction Rebellion*, dans l'objectif de sensibiliser un large public aux questions systémiques tout en encourageant une montée en connaissance collective des rebelles.

Plus encore, dans l'ensemble des espaces côtoyés durant l'enquête, les acteurs rencontrés sont eux-mêmes (ou ont été) engagés dans les réseaux de la collapsologie : que ce soit avec un niveau d'investissement moindre (suivre un groupe Facebook), ou plus élevé (participer à une conférence sur l'effondrement). Par exemple, Delphine Batho intervient deux fois à l'Institut Momentum, les 8 janvier et 15 octobre 2022, évoquant la notion d'effondrement et les perspectives collapsologiques : ce faisant, elle prend bel et bien part aux réseaux de la collapsologie qu'elle alimente en partie[693]. Henri, pour sa part, a adhéré à l'Institut Momentum et à Adrastia : il en suit de nombreux séminaires, comme les assemblées générales[694]. De la même manière, il rejoint les communautés numériques dédiées au sujet de l'effondrement, mais se trouve rapidement mal à l'aise face aux récits biographiques qui y sont faits et face à la détresse de certains membres découvrant la collapsologie. S'il décide alors de quitter ces espaces numériques, Henri redouble son engagement effondriste en dehors de la toile : il se renseigne sur les différentes initiatives associatives locales existantes, et notamment sur le Bandiat. Surtout, lorsque Adrastia décide de créer des comités locaux, il en rejoint la branche aquitaine et participe à plusieurs « apéros collapsos », où il noue différents liens d'amitié. La pandémie de Covid19 vient pourtant contraindre ces rencontres : si dans un premier temps, il est décidé de conserver ces rendez-vous sous une forme numérique, via des réunions en visioconférence, la dynamique s'épuise pourtant progressivement.

L'engagement de Henri au sein de différentes sphères effondristes, et notamment à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, nous invite alors à considérer la façon dont des personnes rencontrées dans un espace donné peuvent en réalité s'investir dans différentes initiatives. Ainsi, Flora nous indique être certes agent territorial au Département de la Gironde, mais également activiste au sein d'*Extinction Rebellion*[695]. De la même manière, Martin, militant lui aussi à XR, fréquente occasionnellement le Bandiat ; tout comme Gaël et Marine, au sein du collectif Rivage, travaillent avec le laboratoire d'innovation territoriale LaBase, entrent en contact avec XR, se rendent sur le Bandiat en tant que

[693] Delphine BATHO, « Faire campagne pour la décroissance : retours critiques d'expérience », 08/01/2022, disponible sur https://institutmomentum.org/faire-campagne-pour-le-decroissance-retours-critiques-dexperience, consulté le 10 septembre 2023.

[694] Henri, *Entretien réalisé le 09/12/2022*.

[695] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021*, en visioconférence, 2021.

visiteurs. Peu à peu, c'est un « réseau collapso » qui semble s'esquisser à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine ; réseau moins porté par des convergences explicitement souhaitées par les organisations observées que par des individus multipliant leurs engagements et intérêts. Dès lors, les jeux d'acteurs observés continuent de nous renseigner quant à l'influence de la collapsologie sur les espaces enquêtés.

3. La diffusion de la collapsologie sur les espaces enquêtés : Une rumeur qui s'estompe

A) Les leviers de la diffusion de la collapsologie : Entre bouche-à-oreille et recours à des entrepreneurs de la collapsologie

Une rumeur collapsologique : Un bouche-à-oreille encouragé par une effervescence médiatique

Sur tous nos terrains, la collapsologie se diffuse d'abord comme une rumeur : elle se propage à partir du bouche-à-oreille, lors d'interactions interpersonnelles et informelles, où sont évoquées des livres et vidéos portant sur l'effondrement systémique. Ainsi, concernant la trajectoire de notre objet au sein du Département de la Gironde, tout commence … à la cantine ! Nous sommes en 2017 : *Comment tout peut s'effondrer* a été publié deux ans plus tôt et sa couverture médiatique commence à s'intensifier. Céline, collaboratrice du Président du Département au sein de son cabinet, participe à un groupe de travail sur les mobilités (et plus exactement sur les dispositifs de mobilités alternatives et de démobilité) où elle côtoie un collègue qui lui semble apporter aux conversations un « regard plus large, nouveau et décalé[696] ». À la pause déjeuner, au restaurant administratif, il lui parle pour la première fois de collapsologie et lui envoie des vidéos. Céline est d'abord décontenancée :

> « Il m'envoie des vidéos, suite à ça je les regarde et rapidement je me suis arrêtée, au bout de 3 ou 4 minutes. Je me dis il m'envoie quoi, c'est quoi ce truc [...] je m'arrête sur la forme mais peut-être aussi sur le fond[697]. »

[696] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*, en visioconférence, 2023. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié.

[697] *Ibid.*

Il faudra que son collègue, croisé dans le tram, insiste encore pour qu'elle accepte de regarder en entier une autre vidéo. Il s'agit cette fois d'un entretien avec Pablo Servigne, organisé par *Médiapart* et diffusé sur leur site internet. À partir de ce premier visionnage, Céline multiplie les lectures : elle mentionne notamment le *Petit traité de résilience locale*, coécrit par Agnès Sinaï, Hugo Carton, Pablo Servigne et Raphaël Stevens[698] . Elle n'attend pas longtemps pour en parler à Jean-Luc Gleyze, lors d'une longue conversation informelle :

> « Un jour, j'étais d'astreinte, on part au… à l'arbre de Noël des pompiers, ça ne s'invente pas, vous voyez, on allait voir les pompiers. Et dans la voiture, je lui dis « voilà Président… » - alors, j'avais lu entre temps des choses pour ne pas arriver qu'avec des problèmes [...] mais j'avais besoin, à ce stade, de voir si on partageait le même diagnostic. Et donc on a eu un échange en allant, sur la route, à l'arbre de Noël. Je lui raconte les choses comme je les raconte à vous, comment je suis arrivée sur ce sujet, et ça saute aux yeux que tout est quand même très lié, et [je lui demande] « est-ce que vous le ressentez pas, vous aussi »[699]. »

Cette conversation interindividuelle et informelle rejoue celle que Céline a déjà eu dans les transports en commun avec son collègue. L'échange s'avère vite fructueux :

> « Puis en fait j'ai pas eu besoin de lui donner beaucoup d'exemples, il avait déjà ouvert les yeux sur beaucoup de choses. Enfin je sais pas comment il vous a raconté, à vous, les choses, mais pour moi, il était déjà dans cette démarche. Il me dit, « tout ce que vous dites, ça fait écho, déjà, à tout ce que je ressens à titre personnel » [...], il me dit « tout ça me parle ». C'était hyper facile, ça a été presque instantané[700]. »

En effet, Jean-Luc Gleyze revient alors d'un voyage sur une île volcanique des Canaries : il a rencontré, à l'ombre des volcans, différents élus locaux, et a appris à reconnaître la flore capable de résister aux éruptions de lave ; une expérience qui le marque et qui, selon lui, explique en partie son intérêt pour l'effondrement et la résilience[701]. C'est de ces premières discussions qu'émerge l'idée de mettre en place, à l'échelle du Département, un groupe de travail sur l'effondrement et la résilience qui, peu à peu, se transforme en une véritable stratégie de résilience territoriale, faisant l'objet d'un portage politique important et inscrite au projet de mandat.

Sur d'autres espaces, on observe cette même dynamique de bouche-à-oreille, entre collègues, amis ou parents. Delphine Batho, par exemple, découvre la collapsologie (ou du moins, le terme) dès 2015, en déjeunant avec un biologiste qu'elle interroge sur l'état

---

698 A. SINAÏ, R. STEVENS, H. CARTON et P. SERVIGNE, *Petit traité de résilience locale*, *op. cit.*
699 Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.
700 *Ibid.*
701 J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

de la biodiversité[702]. Martin, aujourd'hui militant chez XR, découvre la collapsologie via sa mère :

> « J'ai découvert [la collapsologie] complètement par hasard. Enfin, c'est ma mère qui m'a dit qu'elle avait entendu, à la radio, parler d'un bouquin, *Comment tout peut s'effondrer*, de Pablo Servigne. Elle l'avait acheté à mon père, et je l'ai lu après[703]. »

Olivier, qui a vécu deux ans sur la Commune Imaginée du Bandiat, se souvient également d'une vidéo partagée sur Facebook par un ami début 2018, où il entend parler de « collapsologie » pour la première fois[704]. Cette rumeur, en effet, est aussi bien physique que numérique : Arthur, étudiant en école d'ingénieur, raconte être « tombé dans la collapsologie[705] » via les groupes Facebook déjà évoqués ici, et après une conversation avec une amie, courant 2019.

Ainsi, plusieurs éléments alimentent ce phénomène de bouche-à-oreille, principal levier de diffusion de la collapsologie. D'abord, celui-ci est alimenté par le traitement médiatique de la collapsologie et par les réseaux sociaux. Les ressources citées en entretien, telles que les vidéos YouTube ou les blogs, donnent raison à Olivier Gadeau, qui affirme dans sa « brève chronologie de la médiatisation de la collapsologie en France » que la diffusion de la collapsologie dépend largement de relais numériques, parmi lesquels les *pure players*[706]. Jean-Luc Gleyze évoque ainsi « une sorte de bain général [707]». Puis, pour que la rumeur se propage, les effondristes doivent trouver un espace de dialogue permettant l'énonciation de leurs convictions et angoisses, dans des cercles restreints, informels, avec des personnes de confiance.

---

[702] Delphine BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*, Paris, 2023.

[703] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*, Piégut-Pluviers, 2020. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié. Martin a quitté ses études en classes préparatoires aux écoles de commerce pour un ensemble de raisons, parmi lesquelles compte la collapsologie. Depuis, il est très actif au sein d'Extinction Rebellion. Je le rencontre lors de ma première venue au Bandiat, où il est venu pour s'inspirer du mode de vie communautaire. Il prévoit en effet de créer un lieu similaire avec d'autres militants et militantes.

[704] O. LE COLLAPSO, *Entretien réalisé le 24/05/2022*.

[705] Arthur, *Entretien réalisé le 24/04/2020*, en visioconférence, 2020. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié.

[706] Pour rappel, le terme désigne les entreprises, dont celles dédiées à l'information, qui n'exercent leurs activités qu'en ligne. O. GADEAU, « Brève chronologie de la médiatisation de la collapsologie en France (2015-2019) », art. cit.

[707] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

Des professionnels de la collapsologie ?

La diffusion de la collapsologie, sur les initiatives que nous observons, peut également s'appuyer sur d'autres relais que ce premier bouche-à-oreille. Les collapsologues, ou individus très intéressés par la collapsologie, se trouvent en effet sollicités en experts par différentes organisations, et y interviennent pour sensibiliser à l'effondrement systémique. Cette expertise acquise sur le sujet entraîne des dynamiques de professionnalisation, et l'on assiste à l'émergence de professionnels de la collapsologie. On observe ce cas de figure au Département de la Gironde. À la suite des discussions informelles précédemment évoquées, il est décidé d'investir cette perspective d'effondrement en l'articulant à des pistes d'actions dites « résilientes ». La réflexion quant à cette démarche est d'abord confiée au cabinet du Président, puis celle-ci est élargie à l'ensemble des parties prenantes du Département. Un prestataire externe est alors sollicité pour organiser une conférence « Electrochoc », prononcée cinq fois : pour les élus, les agents territoriaux, et les habitants girondins retenus pour construire un « avis citoyen » sur la résilience de leur territoire. Cette conférence, évoquée dans l'intégralité des entretiens relatifs à ce premier terrain d'enquête, ne cache pas sa dimension collapsologique. Grégory Poinsenet et Pierre Charrier, les créateurs de *MoOt Points*, proposent depuis 2017 aux « TPE, PME, grandes entreprises, collectivités, institutions et milieu associatif » de « développer la résilience[708] » de leur structure. Ils développent différentes prestations, telles que conférences et formations, conseil stratégique et *marketing*, animation de réseaux d'acteurs. Selon Grégory Poinsenet, la conférence « Electrochoc », a été envisagée à partir de sa découverte de la collapsologie, et avec l'aide de Raphaël Stevens et Pablo Servigne, qu'il rencontre à cette occasion[709]. Et en effet, le propos et la forme de l'intervention présentent toutes les caractéristiques de la collapsologie : l'accent est mis sur la dimension systémique des risques, les participants sont invités à évoquer leurs émotions, et ainsi de suite.

Dans le cas de la Suite du Monde et de la Commune Imaginée du Bandiat, on observe une même logique de professionnalisation de la collapsologie. Premièrement, les fondateurs de la Suite du Monde, à commencer par Nicolas Voisin, sont des entrepreneurs détenant, par des expériences professionnelles passées, un certain nombre de

[708] MOOT POINTS, *Site internet de MoOt Points*, disponible sur https://www.moot-points.com/, consulté le 9 septembre 2023.

[709] Grégory POINSENET, *Entretien réalisé le 04/02/2022*, en visioconférence, 2022.

compétences (communication, design de site web, organisation d'une levée de fonds…) qui se trouvent mises au service de la réalisation d'un projet lié à la collapsologie. Mais plus encore, certains membres de la Communauté Imaginée du Bandiat, à l'instar d'Olivier, travaillent à transformer leur intérêt pour la collapsologie en expertise, liée à une activité professionnelle éventuellement rémunératrice. Il raconte ainsi avoir découvert la collapsologie en 2018, quoique déjà sensibilisé aux questions climatiques et énergétiques via des contenus produits par Jean-Marc Jancovici, et alors même qu'il est en train de remettre en question son activité de *webdesigner*. Sur YouTube, il découvre alors « Mignerot, Keller, et tous les copains quoi, Servigne…[710] ». Après réflexion, Olivier estime que « ce qu'il manque, c'est de la vulgarisation, sur le lien énergie et effondrement, toutes ces choses-là, il n'y avait pas grand-chose à ce moment sur YouTube, il y avait Clément, de Next ». Il décide d'aller à la rencontre d'experts de la collapsologie et de personnes se préparant concrètement à l'effondrement, pour en tirer des vidéos, diffusées sur sa chaîne YouTube *Collapso*[711]. Son travail se veut journalistique, et vulgarise les débats autour de l'effondrement systémique. Ainsi, la diffusion de la collapsologie peut éventuellement se trouver confortée par cette montée de l'expertise des effondristes et leur professionnalisation progressive. Cette trajectoire rappelle d'ailleurs, plus largement, celle des écologistes français enquêtés par Sylvie Ollitrault entre 1992 et 1995, devenant, plus ou moins volontairement, des experts de l'environnement[712]. Notons d'ailleurs qu'une initiative relevant ouvertement de la professionnalisation de la collapsologie avait été envisagée par un groupe d'effondristes : Conférences Collapse, visant à regrouper tous les conférenciers possibles sur le sujet de l'effondrement et de la collapsologie[713].

Cette professionnalisation des acteurs de la collapsologie peut éventuellement être soutenue par une culture du risque déjà présente dans certains métiers. Ainsi, plusieurs

[710] O. LE COLLAPSO, *Entretien réalisé le 24/05/2022*.

[711] *Ibid.*

[712] Sylvie OLLITRAULT, « Les écologistes français, des experts en action », art.cit.

[713] En janvier 2020, j'ai été contactée, via l'Institut Momentum, par un groupe de personnes portant le projet « Conférences Collapse ». Il s'agissait de réunir tous les « experts » de la collapsologie, ou personnes médiatiques ayant écrit à son sujet (Pablo Servigne, membres de l'Institut Momentum, Paul Jorion, divers entrepreneurs…), pour que ceux-ci se rencontrent. L'idée était alors de former un réseau de potentiels intervenants autour de l'effondrement systémique, Pablo Servigne étant alors surchargé par les sollicitations, et souhaitant mettre en partage cette soudaine médiatisation tout en maintenant une dynamique de sensibilisation quant à l'effondrement. J'ai alors assisté à une journée de lancement du projet, dans les locaux d'une entreprise de communication, en février 2020. Le projet n'a finalement pas vu le jour mais aura participé à créer un réseau de la collapsologie, dont l'ambition devait alors être de se professionnaliser.

personnes rencontrées au sein du Département évoquent de précédentes expériences professionnelles dans le domaine de la gestion ou prévention des risques, ou sur des territoires présentant d'importantes vulnérabilités : Céline évoque par exemple la commune de Bassens, zone industrialo-portuaire où elle a travaillé ; Julie évoque sa thèse sur la prévention des risques sociaux[714]. La collapsologie, offrant une vision globale de différentes menaces, s'appuie sur cette culture et contribue à remettre sur le devant de la scène la thématique des risques, prise comme objet de politiques publiques. Si le discours de la collapsologie profite d'une culture du risque, c'est donc sans surprise que celui-ci se révèle plus facilement audible lorsque les organisations et individus se trouvent confrontés à des catastrophes – à commencer par la pandémie mondiale du Covid19. Au Département de la Gironde, si l'irruption du Covid19 retarde la construction de la stratégie territoriale et l'élaboration de l'avis citoyen, qui nécessite de réunir en ateliers de nombreux participants et participantes, ces événements contribuent pourtant à souligner le sens de la démarche :

> « Avec le covid, on a pris conscience de la fragilité du système et de la nécessité de la résilience. C'était une perte de temps, mais en même temps on a gagné en « pourquoi on le fait »[715]. »

A cette première catastrophe, s'en ajoute, dans le cas girondin, une seconde, peu de temps après : les mégafeux de juillet 2022 qui ravagent les paysages, bouleversent durablement la biodiversité et traumatisent les populations humaines. Jean-Luc Gleyze, qui s'était déjà exprimé sur l'effondrement systémique, fait référence à cette catastrophe lorsque je l'interroge à nouveau sur le sujet pour comprendre si celui-ci relève à ses yeux d'une hypothèse ou d'une certitude :

> « Les événements de cette année, et notamment les incendies, m'amènent à considérer que l'aggravation se produit réellement et que ce qui pouvait sembler un peu conjoncturel, très atypique, doit au contraire, désormais avoir lieu avec récurrence[716]. »

Ainsi, la diffusion de la collapsologie sur les espaces enquêtés s'avère soutenue par un phénomène de bouche-à-oreille, lors d'échanges informels et interpersonnels ; une rumeur alimentée par le traitement médiatique de la collapsologie et l'effervescence des effondristes sur les réseaux sociaux. Plus encore, la professionnalisation de certains

714 J. CHABAUD, *Entretien réalisé le 14/03/2022*.
715 *Ibid.*
716 J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

effondristes permet à la collapsologie d'atteindre des espaces institutionnels, plus aisément encore lorsque ceux-ci ont développé au préalable une culture du risque.

B) ***L'effacement progressif du discours de la collapsologie : Distance critique ou discours empêché ?***

Le recul de la collapsologie au profit d'autres mots d'ordre : Réflexivité des effondristes

Si la collapsologie pénètre des sphères institutionnelles et économiques, cette diffusion repose principalement sur des individus qui en relaient le discours autour d'eux. Voilà qui confirme l'intuition de Bruno Villalba, pour qui les réseaux de la collapsologie sont en réalité assez peu puissants : passé son buzz médiatique, et en dehors des groupes Facebook, la collapsologie ne dispose en réalité que de peu de véritables relais, n'étant pas structurée en une véritable organisation dotée de capitaux économiques et financiers, et n'étant pas non plus ouvertement soutenue par des institutions[717]. Plus encore, cette rumeur s'estompe peu à peu. En effet, bien que la collapsologie inspire et alimente les initiatives observées, la perspective d'un effondrement systémique est loin d'y faire consensus. Au sein du Département de la Gironde, les réactions décrites à la suite des conférences « Electrochoc » illustrent bien ces résistances. Céline et Flora racontent :

> « C'est un sujet un peu compliqué. On se heurte à beaucoup de déni, ce qui est logique sur ces questions, mais c'était assez massif côté services et côté élus. Faut bien comprendre que c'est pas un sujet très neutre. [...] Donc il y avait plusieurs réactions, des personnes qui le sentaient déjà mais qui n'avaient pas vraiment pris la mesure de la chose, des personnes qui cherchaient des échappatoires[718]. »

> « Il y a eu des réactions compliquées [...]. Ce sont des réactions extrêmement personnelles. Chacun sort de sa posture vis-à-vis de la conférence. Il y a des agents qui ont pleuré. Du point de vue des élus je ne saurais pas dire, car c'est le cabinet qui y était, on est pas dans ces espaces politiques là. En tout cas les réactions globalement se retrouvent, il y a des gens qui pleurent, des gens en colère, y a de tout, on est vraiment sur la courbe du deuil : il y a de l'indifférence, du je-m'en-foutisme, de la colère, des gens qui ont pleuré… [...] On a travaillé avec des habitants dans le cadre d'un panel citoyen, avec cette conférence, et c'était pareil, les mêmes réactions émotionnelles, différentes mais qui se recoupent, il y en a toujours un ou deux qui pleurent[719]. »

[717] B. VILLALBA, *Les Collapsologues et leurs ennemis, op. cit*.
[718] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.
[719] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021*.

Céline, membre du cabinet du Président, a assisté à la conférence adressée aux élus ; Flora, quant à elle, a suivi celle à destination des agents. Leurs récits présentent pourtant d'évidentes similarités, soulignant toujours des réactions émotionnelles fortes et douloureuses. Plus encore, ces deux personnes rejouent toutes deux ici des propos et tournures de phrases reprises aux collapsologues, que ce soit via l'évocation de la courbe du deuil, très fréquemment mentionnée par Pablo Servigne, ou encore l'affirmation d'être en présence d'un sujet « très peu neutre », voire « toxique [720]». Ainsi, si le discours de la collapsologie se diffuse bien sur nos terrains, il est loin de faire immédiatement consensus.

Corinne Martinez, conseillère départementale intervenue dans la démarche de résilience, analyse également ces réactions :

> « [La perspective d'un effondrement] est utile parce qu'elle fait choc. Elle fait prise de conscience et choc, mais elle a ses limites. Si c'était à refaire, je le ferai pas comme ça. Mais c'était l'outil qu'on avait, bon c'est utile, le choc fait prendre conscience mais ça fait aussi perdre la moitié des gens. Des gens qui, pour la moitié, se disent « ouais mais faut pas exagérer, on fait plein de choses bien » ; l'autre moitié qui dit « si c'est foutu c'est foutu ». Donc on a perdu deux types de personnes, ceux qui depuis des années sont investis sur l'entraide, le service public, hyper engagés dans un super bel esprit, et à qui on dit tout ce que vous faîtes a pas servi à grand-chose et c'est à côté de la plaque ; et puis on a perdu des agents au plus près de l'action, qui n'ont pas de ligne politique à tenir et ne sont pas à des niveaux de direction où ils peuvent agir donc ils se disent « mais quel est le sens, qu'est-ce que je vais faire demain », car ils n'ont pas la capacité eux-mêmes d'adapter ce qu'ils font. Et puis, c'est pas leur job[721]. »

Selon elle, le discours de la collapsologie mènerait à déconsidérer le travail réalisé par les élus et agents territoriaux, et condamnerait les personnes occupant des postes opérationnels à une forme d'impuissance désespérante. Julie Chabaud identifie des pistes d'explications supplémentaires à ces réactions contrastées. Elle évoque un public élu moins sensible au propos tenu que le public agent en raison du format de l'atelier lui-même : dans le premier cas, la conférence n'était pas suivie d'un atelier sur les « futurs souhaitables », qui, selon elle, aide à faire émerger des « imaginaires de rupture et de transformation » qui facilitent l'adhésion.

De la même manière, sur la Commune Imaginée du Bandiat, la perspective d'un effondrement systémique ne fait pas tant consensus. Olivier quitte ainsi l'aventure, estimant que ses camarades ne développent pas assez vite leur autonomie alimentaire via les travaux agricoles. Pour lui, cela dénote une « dissonance entre les objectifs affichés et

---

[720] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. op. cit.*

[721] Corinne MARTINEZ, *Entretien réalisé le 17/05/2023*, en visioconférence, 2023.

les moyens concrets de réalisation », et, conclue-t-il, « nos objectifs n'étaient peut-être pas si communs[722] ». En effet, sur place, les membres de la Commune paraissent inégalement acquis à l'hypothèse d'un effondrement systémique : si certains rejoignent le Bandiat précisément pour se préparer à cet avenir, d'autres s'y installent par hasard, au gré de diverses rencontres. Ces derniers s'inquiètent des effets de la collapsologie, et de la visibilité qu'elle confère aux initiatives qui s'en réclament, sur la sociologie du groupe et sur l'affluence des visiteurs. On soupire : « on va devenir un *resort* pour collapso…[723] ». Enfin, les auto-qualifications de ces acteurs sont diverses, et changeantes avec le temps : l'étiquette « collapsologue » peut avoir été revendiquée, puis rejetée. Nicolas Voisin, cofondateur de la Suite du Monde, reconnaît que le projet a été motivé par le discours de la collapsologie et la perspective d'un effondrement systémique, mais refuse depuis toujours de se dire collapsologue, ou même d'employer le terme de collapsologie, « pour ne pas s'enfermer[724] ».

Ces premières résistances, déjà décrites maintes fois par les collapsologues eux-mêmes, participent d'un effacement progressif du discours effondriste sur les initiatives observées. En effet, passé l'emballement collapsologique de 2018 et à mesure que le temps passe, il est moins question d'effondrement systémique sur les terrains d'étude retenus. Ce désintérêt progressif pour la collapsologie, jugée insuffisante et peu consensuelle, s'inscrit dans un contexte marqué par la disqualification académique et militante de la collapsologie à partir de 2019, dans des espaces faisant preuve d'une importante réflexivité. Plus encore, cet effacement s'incarne aussi à travers des formes de cohabitations thématiques : la topique de l'effondrement s'articule avec d'autres, jusqu'à passer au second plan, au profit des motifs de la « résilience », de la « décroissance » et de « l'autonomie ». Ainsi, je remarque que le terme de « collapsologie » n'apparaît pas une seule fois dans le corpus documentaire girondin ; de la même manière, s'il est parfois question d'effondrement et d'effondrement systémique, les documents officiels du Département, le plus souvent, préfèrent évoquer « des changements environnementaux et sociétaux », remobiliser le champ lexical du « risque » et souligner « l'incertitude » qui doit désormais marquer l'avenir. Céline, ancienne collaboratrice de Jean-Luc Gleyze,

[722] O. LE COLLAPSO, *Entretien réalisé le 24/05/2022*.

[723] Maxime, *Entretien réalisé le 07/03/2020*, Piégut-Pluviers, 2020.

[724] N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.Après avoir connu un certain succès entrepreneurial dans le numérique, Nicolas s'est politisé lors des manifestations de Nuit Debout. Il y crée des amitiés, forge sa culture politique, et peu à peu, dédie ses compétences professionnelles au militantisme.

reconnaît que le discours sur l'effondrement, et même celui sur la résilience, s'articule mal à la compétition électorale :

> « C'est difficile aussi à assumer et porter politiquement. Quand on est élu, on doit rassurer, protéger, convaincre aussi les administrés, qui sont de futurs électeurs, qu'on va rendre leur vie plus belle[725]. »

Yves Cochet partage lui aussi cet avis, avançant qu'il est fort peu probable d'être élu en parlant d'effondrement systémique[726]. L'ancienne collaboratrice du Président du Département raconte ainsi avoir « très vite compris qu'il fallait être prudente sur la manière dont on allait aborder l'effondrement ». Elle remarque, comme ses collègues, que les mots employés peuvent rapidement générer des crispations, ralentissant le travail sur le fond, à savoir les politiques publiques à modifier, celles à supprimer, celles à inventer. Il convient donc d'avancer avec diplomatie, pour « éviter de concentrer le débat sur les mots, ce qui nous fait perdre du temps », et en trouvant des « mots intermédiaires[727] ». Dans ce contexte, la thématique de l'effondrement systémique disparaît au profit de celle de la résilience, à laquelle elle était solidement articulée dès la genèse du projet. Cet autre terme, d'ailleurs, se heurte aux mêmes difficultés, que souligne Jean-Luc Gleyze :

> « Quand je vois la difficulté à faire passer le mot « résilience » et la réaction des collègues… Au début, le mot est repoussoir dans la maison : trop techno, trop compliqué… c'est plutôt regardé comme une lubie du président qui s'empare d'un mot qui ne veut pas dire grand-chose Je pense que j'ai peut-être été timide sur ces mots-là, parce que c'est difficile à porter, et la collapso c'est le pire, l'effondrement on le vit comme une sorte de « c'est foutu ». [...] Parfois c'est bien de faire peur mais là on a besoin d'avancer avec le plus grand nombre, donc il faut un discours positif, il faut se mettre en action, pour ne pas avoir des réactions d'abandon et de résignation[728]. »

La notion de résilience va pourtant s'imposer progressivement dans les discours des élus girondins, comme dans les documents de communication du Département, là où celui d'effondrement disparaît : il s'agit de promouvoir des discours positifs, jugés plus constructifs.

Dans le cas de la Suite du Monde et de la Commune Imaginée du Bandiat, c'est l'inverse : leur site internet continue de communiquer sur un ton collapsologique et d'évoquer un effondrement, mais, dans la vie quotidienne, il n'en est plus franchement question. Le travail agricole et la vie collective imposent leurs temporalités, et face à ces

---

[725] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié.
[726] Yves COCHET, *Entretien réalisé le 04/07/2022*, avec Loïs Mallet, Rennes, 2022.
[727] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.
[728] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

tâches, il n'est plus temps de parler d'effondrement ou de collapsologie. Nicolas Voisin concède que le mot est pratique : contrairement au « développement durable » ou à la « transition écologique », ces mots ont un « effet obus » qui les empêche, selon lui, de « servir le camp d'en face[729] » en étant réinvestis par des acteurs institutionnels ou économiques. Mais dans les conversations quotidiennes de la CIB, lorsque ses membres évoquent leurs raison d'être, ce sont les termes d'« autonomie », d' « autogestion » et de « communs » qui sont employés avec le plus de récurrence. Enfin, chez *Génération Ecologie*, la perspective d'un effondrement systémique s'articule au motif de la décroissance. C'est bien ce second terme qui devient, en 2022 et à l'occasion des élections présidentielles, le cheval de bataille de la campagne de Delphine Batho. Le débat sur les mots, en définitive, finit par lasser : on préfère passer à l'action en s'inquiétant peu des éventuels effets de ces glissements sémantiques.

La collapsologie comme « texte caché [730]» ?

La collapsologie disparaît donc des discours officiels du Département de la Gironde, comme des conversations tenues au Bandiat : sur ces deux espaces, le débat sur les mots paraît chronophage et contre-productif. Bien sûr, ce recul de la collapsologie nous renseigne sur les capacités interprétatives et réflexives d'effondristes qui, curieux d'une littérature portant sur l'effondrement systémique, suivent également les publications qui en sont plus critiques. Cependant, un autre élément d'explication de ce recul de la collapsologie peut être évoqué : dans certaines situations, il semblerait que les effondristes peinent à affirmer leurs convictions, selon un phénomène d'auto-censure. Le discours de la collapsologie se diffuse lors de discussions discrètes, mais devant un public plus large, dans un contexte plus officiel, ou face à des supérieurs hiérarchiques, les effondristes peuvent craindre d'afficher leurs inquiétudes relatives à l'effondrement. Nos enquêté·es développent parfois ce qui s'apparente, consciemment ou non, à un double discours : en entretien, ou lors de conversations interindividuelles, ils et elles évoquent leur terreur face à l'effondrement systémique, leur compréhension affective de celui-ci. Pourtant, en public, et notamment dans leurs milieux professionnels, ils n'évoquent pas de la même manière cet effondrement, qui devient vite une seule hypothèse, illustrée par

729 N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.
730 J. C. SCOTT, *La domination et les arts de la résistance, op. cit.*

des statistiques et chiffres, mais peu racontée depuis une perspective intime. La peur de faire peur, de ne pas parvenir à mobiliser autour de soi ou de ne pas avoir l'air sérieux l'emporte sur l'énonciation des émotions vécues. Ainsi, Flora, à la fois membre d'*Extinction Rebellion* et agent au Département, raconte parler de l'effondrement dans des espaces militants, ou auprès de quelques collègues avec qui elle se sent en confiance. Mais le reste du temps, sur son milieu professionnel, « on utilise pas le mot effondrement[731] ».

Ce double discours s'incarne parfaitement dans une anecdote relatée par Henri. Alors agent au sein de la DREAL, il observe un décalage entre des discussions informelles, tenues à la machine à café sur son lieu de travail, et les propos tenus lors d'un séminaire de travail devant pourtant donner suite à ces premières conversations. Il n'est pas rare en effet que le matin, au travail, s'ouvre sur de premiers échanges autour d'un café, dans une salle de repos dédiée à cet usage. Il est alors question de thématiques environnementales et climatiques :

> « Tu sais, c'est important la pause café, entre 9h et 9h30, on parle un peu de tout, enfin aussi un peu de boulot, et ce qui arrive là-dedans… ben notre service était réputé pour plomber le moral, les services voisins, quand on les invitait à prendre le café, on avait des réflexions. Il y avait quelque chose d'un peu diffus. Même si les mots n'étaient pas précisément ceux d'effondrement, de collapsologie, je pense qu'il y avait une certaine conscience[732]. »

Henri décide d'encourager cette dynamique et propose à sa direction d'organiser un séminaire interne consacré à l'adaptation au changement climatique – une manière détournée d'évoquer la collapsologie, depuis l'angle de l'adaptation, et d'interroger la façon dont les pratiques professionnelles doivent évoluer face à un avenir incertain. Pablo Servigne étant indisponible pour intervenir lors de ce séminaire, c'est à Grégory Poinsenet qu'il est fait appel. À son intervention, s'articule celle d'une troupe de théâtre, qui entend traiter du sujet d'une façon plus humoristique. Henri est d'abord enthousiaste quant à la participation des agents et par la qualité des conversations qui s'en suivent :

> « Quand ils réfléchissent en petits groupes, j'ai trouvé quand même, et on me l'a dit après aussi, la conscience de l'effondrement était assez répandue. La posture de Grégory a confirmé des intuitions, ça n'était pas une révélation[733]. »

[731] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021*.
[732] Henri, *Entretien réalisé le 09/12/2022*.
[733] Henri, *Entretien réalisé le 09/12/2022*.

Pourtant, alors qu'il faut passer à la préparation de la restitution, les prises de position se font plus timides :

> « Par contre, quand on passe [à la restitution], il y a beaucoup d'auto-censure. Les gens me disent « ah ouais, mais on est sous l'autorité du ministère, autour du préfet, on peut pas se permettre ceci, on peut pas se permettre cela ». Et donc pour la direction, pour leur faire des propositions, ça a débouché sur des choses du genre… « Il faut favoriser l'usage du vélo ». Voilà… vraiment, un phénomène d'autocensure. Après, je pense que ça fait évoluer les agents en tant qu'individus, mais l'institution, elle, elle est restée… inébranlable[734]. »

Henri a lui-même des pistes d'explications concernant cette auto-censure :

> « Je pense que l'auto-censure c'est pour anticiper une censure qui va venir à un moment ou à un autre. [...] Et puis on est dans un discours politique général où c'est tout pour l'économie, préserver l'entreprise, l'emploi, enfin tout pour l'économie… c'est difficile de tenir ce discours dans la durée… et devant tous les publics. Alors que du côté des techniciens, et même parfois des élus, c'est vrai qu'il y en a qui sont perméables à ce discours [735]. »

Dès lors, nous proposons d'envisager que la collapsologie puisse, au sein de certains espaces professionnels et institutionnels, constituer un « texte caché ». Pour comprendre cette formule, il nous faut nous intéresser aux travaux de James C. Scott portant sur les formes plurielles de résistance que développent les subalternes, les dominé-es, face à l'exercice de la domination. Dans *La domination et les arts de la résistance : Fragments du discours subalterne*[736], James C. Scott constate de l'attention portée par les chercheurs et chercheuses aux discours publics des dominant-es et dominé-es, et donc aux formes de résistance les plus facilement observables. Sur le plan des modes d'action, il sera question des manifestations, pétitions, sabotages et autres formes de révoltes « ouvertes[737] » sur l'espace public, qui s'opposent à des dominations matérielles telles que l'appropriation des moyens de production, ou encore l'assujettissement par le travail. Sur le plan idéologique, seront observées, avant tout, les « contre-idéologies publiques[738] » développant un discours sur l'égalité, la révolution, ou s'opposant frontalement aux justifications produites par les dominant-es[739]. Or, cette focalisation sur la conflictualité la plus directement et ouvertement politique réduit au silence d'autres

[734] Henri, *Entretien réalisé le 09/12/2022*.

[735] Henri, *Entretien réalisé le 09/12/2022*.

[736] J. C. SCOTT, *La domination et les arts de la résistance : Fragments du discours subalterne*, *op. cit.*

[737] *Ibid.* p.341.

[738] *Ibid.* p.341.

[739] *Ibid.* p.341.

formes de résistance développées par les dominé-es dans une forme plus « cachée, discrète, infrapolitique[740] ». James C. Scott propose alors de s'intéresser aux « texte caché[741] » des subalternes qu'il définit de la sorte :

> « Comme le discours du subordonné en présence du dominant constitue le texte public, le terme texte caché sera de son côté utilisé pour caractériser le discours qui a lieu dans les coulisses, à l'abri du regard des puissants. Le texte caché a de la sorte un caractère situé : il consiste en des propos, des gestes et des pratiques qui conforment, contredisent ou infléchissent, hors de la scène, ce qui transparaît dans le texte public[742]. »

Trois types de discours s'articulent ici. Le texte public des dominants incarne et reproduit la domination qu'ils exercent ; le texte public des dominé-es se construit dans un contexte d'énonciation où les puissants sont présents, et peut éventuellement s'opposer, selon les formes de domination rencontrées, à leur discours ; et le texte caché des dominé-es se construit lorsque ceux-là ont quitté l'auditoire. Or, le texte public, portant publiquement la contestation, se construit en dialogue avec le texte caché, dans une relation de réciprocité[743]. Pour comprendre la conflictualité politique et sociale ouverte, il est nécessaire d'en interroger les mécanismes de production dissimulés. James C. Scott décline alors ces pratiques souterraines de résistance sur différents plans et dans différents contextes. Face à une domination matérielle, on observe des résistances discrètes tel que la désertion, le déguisement carnavalesque ou la menace[744]. Face à une domination statutaire, le texte caché des subalternes construit une opposition portée par des « contes populaires de revanche », des « ragots, rumeurs [745]», bref, la création d'espaces échappant à l'exercice de la domination, où les individus peuvent réhabiliter leur dignité[746].

Ainsi, dans certaines situations, et notamment au sein des institutions, le discours de la collapsologie peine à passer de la rumeur à une conversation ouverte et publique, constituant un « texte caché ». Au-delà de la peur de faire peur ou de sembler peu sérieux face à sa hiérarchie, d'autres éléments contribuent à étouffer ce bouche-à-oreille. Si celui-ci nécessite de trouver des espaces de sociabilité conviviaux et informels, encore faut-il y avoir accès, et bénéficier du temps nécessaire à la conversation. Or, l'accélération des rythmes qui structurent nos existences, rythmes du travail salarié et ouvrier, des flux de

[740] *Ibid.* p.341.
[741] *Ibid.* p.37.
[742] *Ibid.* p.37.
[743] *Ibid.*
[744] *Ibid.*
[745] *Ibid.* p.341.
[746] *Ibid.*

marchandises comme d'informations, empêchent les individus de trouver le temps nécessaire à cet échange, à l'imagination du pire et à l'expression de leur douleur[747]. De la même manière, les espaces où évoquer et transformer cette douleur, que ce soit à l'occasion de rencontres militantes ou auprès de proches, sont de plus en plus menacés : le caractère politique des émotions jugées négatives se trouve disqualifié, et l'injonction à agir, tout de suite, au plus vite, prédomine sur la reconnaissance de ce qui nous affecte. Ainsi, l'autocensure face à sa hiérarchie, le manque de temps, la dégradation de liens sociaux, pourraient être autant d'éléments contribuant à étouffer la rumeur catastrophiste entraînée par la collapsologie. L'entreprise de disqualification que celle-ci connaît, souvent portée par des universitaires reconnus et bénéficiant d'un important capital symbolique auprès d'individus très soucieux de la parole des scientifiques, encourage également ce recul ou cette dissimulation du discours de la collapsologie.

Conclusion : La démarginalisation ambivalente de la perspective catastrophiste

La collapsologie joue bel et bien un rôle sur les espaces enquêtés. Gardons-nous pourtant de fantasmer sa diffusion. Le discours sur l'effondrement systémique pénètre effectivement des sphères institutionnelles, médiatiques et professionnelles, mais n'y trouve pas nécessairement des relais importants. Au contraire, la collapsologie est avant tout portée et défendue par des individus, qui encouragent un phénomène de bouche-à-oreille parfois amplifié, mais pas toujours, par des entrepreneurs de la collapsologie. Plus encore, l'hypothèse d'un effondrement, progressivement, s'efface de nos terrains d'étude au profit d'autres mots d'ordre, tels que la résilience, la décroissance, l'autonomie. C'est donc que la collapsologie, dans toutes ces initiatives, doit s'articuler à des propositions politiques plus concrètes. Ce faisant, à partir du motif de l'effondrement, la collapsologie démarginalise la perspective catastrophiste en reprenant des aspects discursifs qui en sont caractéristiques. Mais à travers cette diffusion, la collapsologie démarginalise-t-elle

[747] Hartmut ROSA, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte, 2010.

également une représentation politique du temps spécifiquement catastrophiste[748] ? À ce stade de notre enquête, rien ne l'assure. Ainsi, si on assiste certes à une écologisation des représentations collectives, dans le sens où les questions environnementales et climatiques, via le discours sur l'effondrement, font l'objet d'un regain d'intérêt, celle-ci reste à questionner. D'abord parce que cette écologisation paraît davantage liée à la démarginalisation de la perspective catastrophiste qu'à celle du projet écologiste lui-même. Ensuite, parce que la dimension catastrophiste identifiée sur nos terrains pourrait peut-être se résumer à une seule tonalité discursive, sans que l'on assiste à une véritable transformation des représentations. Pour le comprendre, il nous faut nous intéresser plus précisément à la façon dont les effondristes s'emparent de la collapsologie, et ce que celle-ci vient déplacer (ou non) dans leurs comportements et imaginaires politiques.

[748] Nous renouons ici avec des questionnements identifiés au cours du deuxième chapitre de la thèse.

Chapitre 5. Les réceptions plurielles de la collapsologie : Une perspective catastrophiste réinterprétée

La diffusion de la collapsologie au sein des espaces enquêtés dépend en grande partie de la détermination d'individus tâchant d'alerter, à leur échelle, des risques d'effondrement. Il nous faut nous intéresser à ces personnes, souvent qualifiées d'effondristes. D'abord, qui sont-ils ? Quels profils sociologiques s'intéressent à la collapsologie ? Pour quelles raisons ? Plutôt que de brosser le « portrait-robot » d'un « collapsomane[749] » fantasmé, nous proposerons une typologie des effondristes rencontrés, construite à partir des travaux de Sylvie Ollitrault[750] (1). Nous esquisserons ainsi trois idéaux-types, reflétant en partie les trajectoires d'engagement écologiste identifiées par la sociologue. Puis, il s'agit de comprendre comment ces personnes s'emparent de la collapsologie. Est-il vrai, comme le suggère la littérature critique de notre objet, que le discours sur l'effondrement systémique sidère les individus et exerce sur eux une emprise ? Notre étude montre au contraire que les effondristes s'emparent de l'hypothèse collapsologique en exerçant toutes leurs capacités interprétatives et réflexives, allant jusqu'à développer des conceptions de l'effondrement éminemment plurielles. Si le discours de la collapsologie heurte souvent, il est pourtant analysé, critiqué, reformulé (2). Enfin, il nous faut comprendre ce qui se joue, pour ces personnes, entre leur découverte de la collapsologie et leur éventuel passage à une action collective, motivé ou non par la perspective d'un effondrement. En effet, passé un moment de sidération, les collapsonautes remettent plus ou moins en question leurs idées politiques. Ils sont alors nombreux à exprimer une méfiance envers les institutions politiques nationales et supranationales, profitant à une revalorisation de la politique locale. Ce faisant, ils développent des engagements environnementalistes divers, traduisant une relative écologisation de leurs représentations et comportements politiques.

[749] L. ALLARD, A. MONNIN et C. TASSET, « Est-il trop tard pour l'effondrement ? », art. cit.

[750] S. OLLITRAULT, *Militer pour la planète*, *op. cit* ; S. OLLITRAULT, « Les écologistes français, des experts en action », art. cit.

1. Qui sont les effondristes ? Un essai de typologie

A) Les trajectoires à dominante scientifique : Le scientifique libertaire

Un portrait type du collapsonaute ?

Pour comprendre à qui parle le discours de la collapsologie, nous nous sommes essayés à une courte sociologie des effondristes enquêtés : quels âges ont les personnes rencontrées ? à quels genres s'identifient-elles ? Ces individus ont-ils suivi des études supérieures ? Et quelles sont leurs professions [751]? Cette tentative de sociologie entend vérifier l'hypothèse, peu travaillée quoique maintes fois avancée, selon laquelle le discours sur l'effondrement systémique s'adresserait à des personnes privilégiées. Est-ce effectivement le cas sur nos terrains ?

Sur le critère de l'âge, notre échantillon présente une très large majorité de personnes ayant moins de cinquante ans lors des entretiens menés, soit vingt-trois personnes sur trente. Plus encore, parmi ces personnes, quatorze ont moins de trente-cinq ans (soit près de la moitié de l'ensemble des personnes rencontrées) et parmi elles, cinq ont entre dix-huit et trente ans, et neuf plus de trente ans. On pourrait penser que ces chiffres évoluent selon les espaces enquêtés, il n'en est pourtant rien : la présence de ces jeunes gens n'est pas considérablement plus marquée sur la Commune Imaginée du Bandiat que chez les agents et conseillers politiques du Département de la Gironde. Parmi les sept personnes qui ont plus de cinquante ans, trois ont plus de soixante-cinq ans et sont à la retraite. Sur le plan du genre, notre échantillon présente une majorité de personnes s'identifiant au genre masculin, soit dix-huit personnes sur trente contre douze personnes d'identifiant au genre féminin. Nous n'avons pas rencontré de personnes non-binaires. Ainsi, le discours de la collapsologie, sur les espaces observés dans le cadre de cette enquête, parle plutôt aux jeunes hommes. Sur le plan des formations suivies dans le supérieur, notre étude est sans appel : la collapsologie parle à des personnes ayant effectivement suivi des études supérieures à l'université ou en écoles (ingénieur, commerce…), soit vingt-deux personnes sur trente. En termes de catégories socio-professionnelles, quinze personnes sont cadres ou exercent une profession intellectuelle

[751] Le détail du talon sociologique est présenté en annexe de la thèse.

supérieure : ce dernier élément pourrait contribuer à alimenter les critiques de la collapsologie, avançant que ce discours parle d'abord à des classes sociales aisées. Notons cependant que cet aspect est en partie lié au cadre dans lequel nous avons rencontré les effondristes, notamment au Département de la Gironde, où beaucoup des agents territoriaux rencontrés ont suivi des études de sciences politiques.

Voilà qui pourrait nous amener, à partir de notre étude, à brosser le portrait type du collapsonaute : celui-ci serait un homme de moins de cinquante ans, ayant suivi des études supérieures et exerçant des fonctions de cadre. Ainsi, le portrait type de l'effondriste reflèterait le profil des auteurs de la collapsologie eux-mêmes, puisque Pablo Servigne et Raphaël Stevens ont tous les deux suivis des formations dans le supérieur, en école d'ingénieur et/ou de commerce, et ont grandi dans des milieux scientifiques – l'un a des parents ingénieurs, l'autre, pharmaciens[752]. Cette première description ne suffit pourtant pas à rendre compte des raisons pour lesquelles le discours de la collapsologie suscite l'intérêt chez certaines personnes. Pour le comprendre, il nous faut observer plus finement les parcours biographiques des personnes rencontrées, et la façon dont les effondristes se racontent dans différents espaces[753]. Cette démarche invite à reconvoquer le travail de typologie mené vingt ans plus tôt par Sylvie Ollitrault auprès des militants et militantes écologistes, et déjà évoqué au cours de la première partie de cette thèse[754]. Pour rappel, Sylvie Ollitrault distingue trois types de trajectoires menant à l'engagement écologiste : scientifique, politique et réactive. Certes, nous ne remobilisons pas ici les exactes mêmes caractéristiques de chacune de ces catégories, et il nous faut aussi rappeler que, dans notre cas, il n'est pas rare que celles-ci s'entremêlent. Cependant, il est possible de discerner des tendances, au sein des effondristes rencontrés, qui rappellent bien ces trajectoires et à partir desquelles nous proposons trois figures : le scientifique libertaire, le socialiste reconverti, le parent inquiet.

[752] Pablo SERVIGNE, *Entretien réalisé le 21/03/2024*, en visioconférence, 2024 ; Raphaël STEVENS, *Entretien réalisé le 12/03/2024*, en visioconférence, 2024.

[753] Nous avons également travaillé à partir de textes publiés en ligne sur « La Base », forum français d'Extinction Rebellion.

[754] S. OLLITRAULT, « Les écologistes français, des experts en action », art. cit.

Une intuition confirmée par la science

D'abord, et sans réelle surprise lorsque l'on considère la formation des premiers auteurs de la collapsologie, on observe une trajectoire d'adhésion à la collapsologie et d'engagement à partir de celle-ci à dominante scientifique. L'hypothèse d'un effondrement scientifique parle à des personnes qui, par intérêt personnel ou par formation universitaire et professionnelle, s'intéressent à la « nature », aux sciences naturelles et physiques et aux sciences de l'ingénieur. Parmi les personnes qui ont traversé ce parcours (dix individus sur notre échantillon), plusieurs ont suivi un cursus en école d'ingénieur ou une formation scientifique d'un autre type (mathématiques ; biologie) dans l'enseignement supérieur. D'autres se sont formés de leur propre chef, par intérêt pour la faune et la flore, tout en suivant un cursus en école de commerce (deux personnes) ou en exerçant de manière autodidacte diverses professions (deux personnes). Par exemple, Gaspard, rencontré à la Commune Imaginée du Bandiat, explique être « très autodidacte » et étudier « depuis toujours les sciences naturelles, et comment fonctionnent les choses [755] ». Très souvent, les personnes rencontrées évoquent également une sensibilité environnementale construite durant l'enfance : Grégory Poinsenet raconte sa fascination pour les insectes et son refus de les tuer[756] ; plusieurs interviewées décrivent des vacances à la campagne et des jeux avec différents animaux ; une passion pour les volcans est évoquée à deux reprises.

Ces premiers profils de collapsologues s'intéressent à l'effondrement parce que celui-ci leur est présenté depuis un langage qu'ils maîtrisent, où il est fait mention avec une récurrence frappante de faits et démonstrations scientifiques, et adoptant une perspective systémique et une approche semblable à celle de la gestion des risques auxquelles les ingénieurs sont souvent particulièrement sensibles. L'adhésion à la collapsologie est aussi encouragée, pour ces personnes, par le sentiment que des experts viennent conforter et confirmer chez eux une intuition alimentée depuis longtemps. Ces individus sensibles à l'extinction de la biodiversité estiment en effet avoir un pressentiment relatif aux conséquences de celle-ci, et disent avoir envisagé cet effondrement systémique bien avant d'en découvrir la théorisation. Chez toutes ces personnes, la découverte de la collapsologie, si elle peut bien être obsédante, constitue

[755] Gaspard, *Entretien réalisé le 06/03/2020*, Piégut-Pluviers, 2020.
[756] G. POINSENET, *Entretien réalisé le 04/02/2022*.

moins une surprise qu'un redoublement dans des impressions et convictions déjà acquises.

Parmi eux, Olivier, créateur d'une chaîne YouTube sur la collapsologie et ancien habitant du Bandiat, raconte combien la découverte de la collapsologie relève presque du soulagement : « Limite ma première réaction était pas du tout angoissée, c'était « ah cool, enfin du sens » [757] ». Olivier a toujours été bon élève : après un bac scientifique, il poursuit ses études en classes préparatoires scientifiques avant de rejoindre une école d'ingénieur. Il hésite entre différentes spécialités, s'essaye à l'informatique, à la mécanique et aux mathématiques, avant de se tourner vers le traitement de l'eau et des déchets tout en rejoignant, en parallèle, un master en économie du développement durable. À cette époque, Olivier s'intéresse aux conférences de Jean-Marc Jancovici, qui continuent de le sensibiliser aux questions climatiques et énergétiques. Mais peu à peu, il se trouve « un peu lassé des ingénieurs [758]» et il rejoint un master de communication à Sciences Po. Armé de ces trois diplômes, il se lance dans l'entrepreneuriat pour créer des sites internet. Pourtant, au bout de quelques années, il s'ennuie de la vie parisienne et estime être en « totale dissonance cognitive [759]». Nous sommes en 2018, et Olivier découvre au même moment la collapsologie : « Je redécouvre Jancovici et ses conférences que j'avais pas vues depuis longtemps, je découvre Mignerot, Keller, et tous les copains quoi [760]». Il se passionne pour l'effondrement : « je dévore un peu tout ce que je trouve sur le sujet[761] ». Cet intérêt très fort pour la collapsologie lui permet de mettre des mots sur un malaise ressenti depuis des années :

> « Ma réaction ça a été « purée je vois que toutes les pièces d'un puzzle, ça forme vraiment un puzzle ! ». Tous les trucs qui allaient pas dans la société je les prenais très séparément jusqu'à présent, en me disant y a tel truc qui va pas, etc., et jamais je n'avais fait le lien entre tout ça, que tout ça était lié, que ça formait un grand tout. Et ça a été ma première réaction, et je comprenais mieux mon malaise par rapport à certaines choses, j'ai vraiment l'impression que ça a du sens [...]. Dans les différentes choses qui vont pas en fait y a du lien entre tout ça et ça fait partie d'un système global[762]. »

Pour Olivier, la collapsologie ne constitue donc pas à proprement parler un choc, mais plutôt un récit paradoxalement consolateur, qui confirme des intuitions déjà développées

[757] O. LE COLLAPSO, *Entretien réalisé le 24/05/2022*.
[758] *Ibid.*
[759] *Ibid.*
[760] *Ibid.*
[761] *Ibid.*
[762] *Ibid.*

auparavant. De la même manière, d'autres enquêtées expliquent : « je mets des mots sur des sentiments [763] » ; « j'ai découvert ce mot [d'effondrement], même si l'idée, c'était pas nouveau [...] j'avais déjà compris, en profondeur, à quoi ça correspondait [764] » ; « en fait, c'est des trucs que je connaissais déjà [765] ». Pour ce type de profil, la perspective d'un effondrement systémique vient renforcer une sensibilité écologique déjà acquise et cultivée par des compétences diverses, relatives aux sciences de l'environnement, acquises de façon autodidacte ou, plus souvent, lors d'études supérieures.

Critiquer l'ordre social depuis des fondements scientifiques

Ces profils à dominante scientifique expriment une certaine défiance envers les discours explicitement politiques, et plus encore envers les partis et élus. Or, cette distance critique repose moins sur des différends idéologiques que sur des arguments techniques, qui soulignent l'insuffisance ou l'incohérence des politiques publiques proposées. Olivier affirme :

> « Je suis persuadé que les politiques mises en place d'énergie verte, de croissance durable, de blabla, de technos qui vont nous sauver, c'est globalement voué à sa perte. J'y crois pas une seule seconde. Parce que quoi qu'il arrive, comme dit Jancovici, on mange du pétrole. La seule invention grandiose qui pourrait permettre à l'humanité de s'en sortir, c'est la fusion nucléaire. Y a des micros avancées mais depuis le temps qu'on y bosse, aujourd'hui y a personne pour dire que ça va réellement se faire… même les plus optimistes ils disent c'est dans cinquante ans, tu vois toute la merdre en trois ans qu'il y a eu dans le monde, bon courage pour tenir cinquante ans avec le même rythme. [...] Avec la raréfaction des ressources j'ai du mal à croire qu'on peut attendre encore cinquante ans que le nucléaire arrive, j'aimerais bien être optimiste là-dessus, mais nan je le suis pas. En plus je crois les gens qui travaillent dessus, on a plein de chercheurs qui nous disent que ça va être la merde, au bout d'un moment, ça sert à rien d'aller contre [766]. »

L'argumentation du collapsonaute, ici, concerne la faisabilité des politiques de « croissance durable » envisagées, et non leur désirabilité en elle-même. De la même manière, la question du nucléaire n'est critiquée que parce qu'elle semble irréaliste, sinon quoi elle constituerait selon lui une solution acceptable face au problème environnemental

[763] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.

[764] Martine, *Entretien réalisé le 24/10/2020*. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié. Martine, lorsque je la rencontre, vit au Bandiat depuis quelques mois. Elle ne travaille pas aux champs, les activités agricoles lui semblant trop éprouvantes pour ses capacités physiques, mais s'engage activement dans la vie quotidienne. Elle a rejoint la communauté pour répondre à des angoisses environnementales, mais aussi pour épouser des modes de vie plus proches de ses idéaux politiques, renouant ainsi avec son héritage familial communiste.

[765] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.

[766] O. LE COLLAPSO, *Entretien réalisé le 24/05/2022*.

et climatique. La discussion ne porte pas sur les implications politiques, existentielles et philosophiques que pourrait entraîner le choix du nucléaire.

Cette approche technique et scientifique du débat politique se traduit d'ailleurs dans le rapport au vote d'Olivier. Alors que je l'interroge à ce sujet, celui-ci expose les raisons qui le poussent à se rendre aux urnes :

> « On peut réfléchir en coûts / bénéfices. Aller voter ça prend dix minutes. Y a peu de chances que ça serve à quelque chose, mais perdre dix minutes pour tenter un truc, pourquoi pas, quoi… Pour moi ça a du sens de continuer à voter parce que ça coûte rien, quoi, c'est gratuit, tu prends ta bagnole, tu poses ton bulletin de vote, tu reviens chez toi, t'as perdu dix minutes de ta journée, si ça fonctionne pas… tant pis[767]. »

Ici, la pratique du vote ne traduit guère une adhésion idéologique pleine et entière aux programmes proposés : on retrouve une même approche « coût / bénéfice » du politique. Si la politique spécialisée désintéresse ces profils, il n'empêche que ceux-là peuvent développer une critique de l'ordre social et des institutions politiques aux tonalités anarchistes. Or, cette forme d'anarchisme, appelée de leurs vœux par une grande partie des enquêté·es, est moins fondée sur une critique des méfaits de l'Etat et de ses institutions que, paradoxalement, sur celle de leurs défaillances :

> « Moi je m'intéresse beaucoup, sans forcément m'étiqueter, à toute la théorie anarchiste, notamment parce que… Je sais pas si tu as lu *L'effondrement des sociétés complexes* ? Je m'intéresse aux structures anar parce que si l'Etat n'a plus les moyens de se maintenir, et qu'il s'effondre, va falloir trouver des moyens locaux de s'organiser, et aujourd'hui qui parle de moyens locaux, c'est clairement pas les républicains, c'est les anar. [...] Donc je suis quelque part dans ces trucs-là, je pense qu'il faut changer de système donc je suis de gauche, les systèmes passés nous ont mené dans la perte de sens, et je pense que si l'Etat venait à s'effondrer faudra des structures politiques locales, donc je suis anarchiste [768]. »

L'anarchisme est présenté comme une solution face à un État s'effondrant, et non pas comme une idéologie cherchant précisément à remettre en cause le principe de l'Etat. Ainsi, et comme l'affirme Cyprien Tasset, chez ces personnes, la collapsologie vient proposer une critique radicale de l'ordre social, se passant de propos explicitement politique mais œuvrant à cœur d'une « dépolitisation techniciste[769] » qui préexiste à la découverte du discours sur l'effondrement.

Animées par cette critique scientifique de l'ordre social, les personnes s'inscrivant dans cette trajectoire à dominante scientifique se montrent assez méfiantes face à la politique spécialisée. Cependant, elles cherchent à s'organiser concrètement face à la

[767] *Ibid.*
[768] *Ibid.*
[769] C. TASSET, « L'effondrement et ses usagers », art. cit.

perspective d'un effondrement systémique, et rejoignent très volontiers des communautés d'inspiration libertaire, à l'instar du Bandiat. Si les idées politiques qui traversent ces lieux et modes de vie peuvent sincèrement intéresser ces effondristes, leur investissement au sein de ces initiatives est d'abord lié à l'effondrement : le temps pressant, il s'agit de trouver, en premier lieu, une forme d'autonomie alimentaire. On peut comprendre ainsi la défection d'Olivier, qui quitte le Bandiat après quelques mois, estimant que le groupe ne travaille pas assez aux champs et que le projet n'avance pas assez vite. Au fil du temps, il arrive cependant que ces profils scientifiques, arrivés aux idées libertaires de façon sinon opportuniste, presque accidentelle, les tiennent peu à peu pour désirables en elles-mêmes, et non seulement comme une solution face à un problème effondrement. Notons également que ces profils scientifiques peuvent aussi s'engager dans des mouvements de désobéissance civile, à l'instar d'*Extinction Rebellion*.

B) Les trajectoires à dominante politique : Le socialiste reconverti

De nouvelles perspectives pour une gauche en perte de vitesse ?

On observe également des parcours d'adhésion à la collapsologie à dominante politique. Seize personnes rencontrées relèvent selon nous de cette catégorie ; une représentation importante mais peut-être plus déterminée par la nature de nos terrains, notamment en Gironde, que par le seul discours de la collapsologie. Les individus qui, selon nous, répondent à cette catégorie idéal-typique, se sont saisis de la collapsologie en étant d'ores et déjà politisés, et sans nécessairement revendiquer *a priori* de valeurs écologistes. Ce sont des personnes qui ont acquis une formation politique auprès d'associations ou partis politiques, principalement à gauche de l'échiquier politique. Arrivés à la collapsologie par un phénomène de bouche-à-oreille, ils s'y intéressent pour plusieurs raisons : pour l'approche systémique qu'elle propose, ou plus encore pour sa valorisation de l'entraide pour se préparer à un effondrement et pour protéger les personnes les plus vulnérables. Ainsi, la collapsologie leur permet de réaffirmer ou de réorienter leurs convictions politiques. Soulignons ici une particularité qui pourrait motiver de nouvelles hypothèses : dans le cas girondin, le discours de la collapsologie et de la résilience a d'abord été porté par des élus socialistes. Nous tenions cet aspect pour un biais de notre terrain, une spécificité liée à la couleur politique du Département. Mais

nous avons aussi rencontré des effondristes qui, dans d'autres espaces, sont également passées par le Parti Socialiste ou par le Mouvement des Jeunes Socialistes. Il faudrait certainement enquêter plus spécifiquement sur cet aspect, mais nous avons d'ores et déjà identifié plusieurs éléments qui pourraient expliquer cette observation. D'abord, reconnaissons que le Parti Socialiste a longtemps été l'une des principales formations partisanes de gauche, ce qui explique tout simplement que l'on rencontre beaucoup de ses membres ou anciens membres. Puis, dans la traînée du quinquennat de François Hollande, ce parti perd de la vitesse et traverse une crise de projet politique : nous sommes en 2017, et la collapsologie, elle, gagne justement en visibilité. Il se pourrait alors (mais cette hypothèse doit être vérifiée) que la perspective d'un effondrement systémique résonne avec cette crise partisane, révélant et exacerbant des tensions idéologiques internes au Parti Socialiste, notamment relatives au productivisme.

Confirmer et réorienter des convictions politiques

Parmi ces profils, Céline raconte sa fascination pour la politique depuis toute petite. Issue d'une famille « pas très politisée[770] », dans le sens où ses parents ne présentent pas de culture partisane, elle indique pourtant avoir hérité de valeurs allant dans le sens d'un souci de l'autre. Elle s'intéresse dès l'adolescence à la politique locale et nourrit également une passion pour Zola et pour Durkheim. Elle suit des études de sciences politiques, puis rejoint le MJS, encouragée par une connaissance[771]. Si elle est bien sensible aux questions environnementales depuis l'enfance, son « fil rouge dans la vie », affirme-t-elle, c'est « avant tout la solidarité ». Elle évoque son effroi lorsque Jean-Marie Le Pen arrive au second tour des élections présidentielles françaises en 2002, événement qui la pousse à redoubler d'efforts dans son militantisme socialiste. C'est ainsi qu'elle entame progressivement sa carrière professionnelle, d'abord en tant que secrétaire de mairie, à Bassens, puis auprès du Département, où elle rencontre Jean-Luc Gleyze. En découvrant la collapsologie, Céline s'inquiète surtout du devenir des personnes les plus fragiles, dont les enfants. La perspective d'un effondrement la conforte dans des convictions déjà acquises, relatives aux solidarités : elle décide de se réorienter vers les politiques de santé et de soin, soulignant combien cela fait sens, pour elle, de travailler

[770] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.
[771] *Ibid.*

dans ce secteur lorsqu'il s'agit de se préparer à un effondrement [772]. Jean-Luc Gleyze, présentant la même trajectoire politique que Céline, évoque sa conscience de classe, lui qui est né dans une famille ouvrière aux origines « extrêmement modestes », la façon dont il rejoint le Parti Socialiste en 1990, par amitié pour un mentor politique et intellectuel, mais aussi pour les valeurs que ce parti défend : la « justice sociale, l'égalité républicaine, le droit pour tous [773] ». La perspective d'un effondrement, alors même qu'il préside un Département dont les compétences relèvent en majorité des solidarités et de la cohésion sociale, lui paraît être un sujet à investir absolument. Tout comme Jean-Luc Gleyze, Céline et les agents territoriaux rencontrés confirment cette articulation logique entre perspective d'effondrement et échelon politique et administratif départemental[774]. Ainsi, en s'intéressant aux idées de la collapsologie, le président du Département réaffirme ses orientations politiques tout en les verdissant, affirmant progressivement une conscience environnementale qui, selon lui, sommeillait en lui depuis l'enfance sans toutefois s'exprimer aussi clairement qu'aujourd'hui.

Il peut arriver, pour ces profils à dominante politique issus de formations partisanes autres que celles écologistes, que la découverte de la collapsologie sidère. Céline, par exemple, raconte la façon dont elle ne parvient plus à dormir lorsqu'elle découvre le sujet de l'effondrement systémique[775]. Comme Olivier, elle souligne le caractère systémique, totalisant, de la collapsologie : « D'un coup, ce qui me paraît évident, c'est à quel point tout est dans tout [776] ». Cet effet de totalisation, déjà décrit plus haut dans ce travail, a pu être décrié par Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz, qui y voient un dispositif argumentatif prenant au piège les lecteurs et lectrices de la collapsologie[777]. Force est de constater que ce procédé à bien des effets sur les personnes découvrant ce discours : pour Olivier, cette dimension holistique a quelque chose de rassurant, mais pour Céline, c'est un choc, qui provoque une angoisse certaine. Pour Delphine Batho, au contraire, la découverte de la collapsologie est à nuancer :

[772] *Ibid.*
[773] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.
[774] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021* ; Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.
[775] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.
[776] *Ibid.*
[777] F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit.*

> « L'effondrement pour moi c'est quelque chose que j'ai rencontré par étapes, je suis pas comme celles et ceux qui lisent pour la première fois tel ou tel livre et qui tout d'un coup découvrent qu'on marche vers un précipice [778]. »

En effet, la conversion écologiste de Delphine Batho préexiste à la collapsologie. Elle raconte comment le militantisme l'anime très tôt, dès le collège, et finit par la détourner de ses études, auxquelles elle préfère la politique. Au lycée, elle devient déléguée d'un syndicat lycéen et s'engage pour SOS Racisme. Puis, en rejoignant le Parti Socialiste en 1994, elle dit bénéficier d'une véritable formation politique dont elle questionne progressivement les fondements idéologiques, affirmant sa conscience écologiste. L'idée d'un effondrement, pour elle, conforte une conviction : les oppressions vécues s'articulent et tirent leur origine d'un même système[779].

Ainsi, les profils politiques, réorientant ou réaffirmant leurs convictions politiques, développent souvent des engagements multicartes, comme le suggérait déjà Sylvie Ollitrault quelques décennies plus tôt[780]. Dans le cadre de cette enquête, les personnes présentant ce type de profils sont en majorité issues de la politique spécialisée, ce qui est lié à la nature des terrains choisis : elles occupent un mandat politique ou travaillent au sein d'une institution politique. Chez ces profils, la compétition électorale et le jeu des partis peut agacer, mais revêt quand même une importance primordiale. S'articule alors à cet exercice professionnel de la politique de multiples engagements, en association ou au sein de collectifs prônant la désobéissance civile. Ainsi, Henri, après une carrière dans la fonction publique, redouble d'engagement au sein de différentes associations écologistes[781] ; Flora, à côté de son travail au Département, participe aux actions de XR[782], et ainsi de suite.

[778] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*.
[779] *Ibid.*
[780] S. OLLITRAULT, « Les écologistes français, des experts en action », art. cit.
[781] Henri, *Entretien réalisé le 09/12/2022*.
[782] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021*.

C) <u>Les trajectoires à dominante réactive : Le parent inquiet</u>

Effondrements intimes et craintes pour ses proches

Enfin, nous proposons une dernière catégorie de trajectoire, plus expérimentale : les profils réactifs. Cet idéal type, chez Sylvie Ollitrault, n'a pas exactement le même sens que dans notre étude, et il s'agit donc ici de s'approprier et détourner cette proposition : en toute logique, personne ne se trouve directement touché par l'effondrement systémique tel que le théorisent les collapsologues (catastrophique et devant avoir lieu dans le futur). Nous continuons pourtant d'observer des profils qui échappent aux deux premières catégories décrites plus haut, et qui relèvent, dans une certaine mesure, de la réaction face à un problème intime que soulève la collapsologie (quatre personnes présentent ce profil). Il s'agit alors de personnes sensibles à la perspective d'un effondrement parce que celle-ci réactive des traumas ou inquiétudes intimes. Dans le premier cas, la collapsologie vient réveiller la mémoire traumatique d'un événement connu dans le passé ; dans le second, les individus réagissent à une perspective qui les touche personnellement, en envisageant la disparition à venir de personnes aimées, à commencer par les enfants. Pour comprendre cette hypothèse dite réactive, il nous faut procéder à un court détour par la psychanalyse, en nous attardant sur des travaux défendant une approche environnementale des écrits de Donald Winnicott. En effet, l'ouvrage *Planète en détresse : fantasmes et réalités*[783], dirigé par Dominique Bourdin et Dominique Tabone-Weil, retravaille la « crainte de l'effondrement », théorisée par le pédiatre dans les années 1970. Bien sûr, il ne s'agit pas ici d'un effondrement tel que nous l'entendons dans nos travaux, mais bien d'un effondrement existentiel, intime. Pour Donald Winnicott, un traumatisme vécu dans le passé, par exemple dans la petite enfance, chez des individus faisant l'expérience d'un environnement intime défaillant, peut projeter son image dans le futur. Qu'il soit conscientisé ou non, ce trauma alimente chez ces personnes un sentiment constant d'insécurité, plus ou moins fantasmé. Or, le désastre environnemental (et plus encore la perspective d'un effondrement systémique) donne l'impression de confirmer cette intuition : l'insécurité intime et déjà éprouvée se mêle à la crainte d'un futur marqué par

[783] Martine GIRARD, « Pour un usage pondéré de "La crainte de l'effondrement" », *in Planète en détresse : fantasmes et réalités*, Paris, Presses Universitaires de France, 2022, p. 63-80.

la catastrophe écologique, de telle manière qu'il est difficile de distinguer ce qui relève de soi et ce qui est extérieur à soi.

Ainsi, chez quelques personnes, le motif de l'effondrement systémique entre en résonance avec des traumatismes passés, et notamment la perte de proches. Nous abordons ici cette hypothèse car les évocations de ces décès ont été récurrentes en entretien (un quart des entretiens). D'ailleurs, ce parallèle entre épreuve intime et découverte de la collapsologie, c'est un de nos enquêtés, Gaël, qui nous le suggère lui-même. Alors que nous lui demandons comment il s'est intéressé à la collapsologie, le comédien explique avoir découvert ce sujet en 2018, dans un moment particulièrement dur de son existence, alors qu'il vient de perdre son père :

> « J'ai dû voir des trucs sur l'effondrement… et je sais pas, je sais plus trop comment… mais en tout cas, je me suis mis un peu à lire le bouquin, et euh… Non, non attends, c'est pas ça, non c'est pas ça. En fait, mon père est décédé. Et… ça a été un choc. Bizarrement (rires) ! Non, ça a été super dur. Et j'étais dans le train, genre quelques jours après, j'ai regardé le docu sur Netflix *What the Hell*, et j'ai pris la décision d'arrêter de manger de la viande définitivement. J'avais déjà vachement réduit, voilà, pour des raisons à la fois éthiques, écolos, et puis de santé. Je me suis dit putain, mon père a fait trois infarct', il est mort à soixante-six ans, c'est bon, j'arrête la viande, tout simplement. Donc y a eu ça, et j'ai commencé à me poser beaucoup de questions sur l'écologie, et je me suis mis à lire *Comment tout peut s'effondrer* et là j'ai pris une grosse claque. Je me suis dit putain mais c'est chaud en fait. On est foutus quoi, la terre est foutue, l'espèce humaine est foutue, on s'est mis dans une merde où tout est… grippé, les systèmes sont complètement gelés, on pourra jamais rien changer, on est foutus[784] .»

Ici, Gaël construit un lien entre la mort de son père, son intérêt pour les questions de santé, et, progressivement, celles environnementales. La découverte de la collapsologie vient à la fois nourrir sa curiosité nouvellement acquise pour l'écologie et s'articuler à un épisode traumatique de son existence qu'il vient tout juste d'affronter, pour y trouver, peut-être, une forme d'écho. Dans une autre mesure, chez celles et ceux qui ne font pas référence à une expérience traumatisante déjà vécue personnellement, la perspective d'un effondrement vient malgré tout, et assez logiquement, provoquer des inquiétudes intimes, portant sur le devenir des personnes aimées, et notamment des enfants : nous y reviendrons plus précisément lors du dernier chapitre de cette thèse.

[784] Gaël, *Entretien réalisé le 11/02/2022*, Paris, 2022. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié.

S'engager avec et pour ses proches

Chez les personnes présentant un profil réactif, l'engagement, qu'il soit politique, associatif, communautaire, repose sur la volonté de défendre les personnes aimées. Tamak raconte avoir rejoint *Extinction Rebellion* en 2021 à la suite de sa compagne : « ma femme a rejoint [XR] en 2019, donc on en parlait forcément, et au bout d'un moment j'y suis allé [785] ». Cela demande une organisation logistique : lorsque l'un des membres du couple participe à une action ou réunion, l'autre garde leur jeune enfant, selon une logique d'alternance. Si la perspective de devoir protéger ses enfants invite à l'engagement politique, la volonté de protéger plus largement les siens (parents, amis, amants) est également très présente. On observe alors un phénomène de boule de neige, ou de contagion, dans l'engagement écologiste des effondristes : les personnes rencontrées s'engagent dans des collectifs pour y suivre des personnes qui leurs sont chères et qui y militent déjà, et dans l'objectif de pouvoir se protéger réciproquement face aux bouleversements écologiques. Tout comme Tamak, Arya a rejoint XR suite à des conversations avec son conjoint[786]. Gaël et Marine, tous deux comédiens et en couple depuis de nombreuses années, ont découvert la collapsologie au même moment et ont décidé de découvrir ensemble les différentes initiatives s'inscrivant dans la perspective d'une prise en charge d'un effondrement systémique, pour trouver un espace dans lequel chacun d'entre eux puisse se sentir bien. Ils ont dialogué avec des militants de XR, se sont rendus sur le Bandiat, et ont finalement décidé de porter ensemble un dispositif expérimental de concertation citoyenne à Bordeaux[787].

Ces profils peuvent se montrer très critiques de la politique spécialisée, notamment à l'échelle nationale, comme nous le verrons plus tard. Malgré ces réticences, ils et elles continuent de voter et de suivre, même de loin, la compétition électorale. La collapsologie a d'ailleurs des effets dans la pratique du vote de ces effondristes : chez les personnes rencontrées et relevant de cette trajectoire réactive, la perspective de l'effondrement systémique pousse à voter, pour la première fois, pour des partis « verts »[788]. Plus encore, ces effondristes s'engagent volontiers dans des associations environnementales, voire, dans le cas de notre étude, en créent de nouvelles. Ils et elles

[785] Tamak, *Entretien réalisé le 04/03/2022*, Bordeaux, 2022. Il s'agit d'un pseudo.

[786] Arya, *Entretien réalisé le 04/03/2022*, Bordeaux, 2022.

[787] Gaël, *Entretien réalisé le 11/02/2022* ; Marine, *Entretien réalisé le 03/03/2020*, Bordeaux, 2020. Les prénoms des personnes enquêtées ont été modifiés.

[788] C'est par exemple le cas pour Gaël et Marine.

peuvent aussi rejoindre des actions de désobéissance civile, et la question de l'installation en communauté, à la campagne, est souvent évoquée. La collapsologie peut encourager, chez ces parents (ou ami·es, ou conjoint·es…) inquiets, une curiosité vive concernant l'écologie, des engagements curieux et divers, entraînant souvent des dynamiques collectives au sein de même cercles de proches. Au cœur de l'engagement de ces effondristes, se trouve donc le souci des êtres qui leurs sont chers. Voilà qui vient alimenter une idée défendue par Laurence Allard, Cyprien Tasset et Alexandre Monnin : parmi les nombreux chefs d'accusation adressés à la collapsologie, l'engagement soutenu par le souci des siens, plutôt que par des convictions plus directement politiques, agace. Selon eux :

> « la vague collapsologique irrite les spécialistes d'écologie de longue date [...] par une position morale moins noble et politiquement plus hétéroclite, où la peur pour soi et le sens siens n'est pas tenue au second plan par l'abnégation et l'universalité[789]. »

Face à un effondrement, les individus rencontrés se mobilisent avec leurs proches, pour protéger leurs proches : cet aspect nous mènera alors à considérer plus précisément la façon dont les effondristes politisent leurs liens d'affection.

2. Réceptions et interprétations du discours de la collapsologie

A) La découverte de la collapsologie : Une remise en question des modes de vie ?

Des ruptures biographiques

Chez toutes ces personnes, la perspective d'un effondrement systémique peut être éprouvante. Elle constitue parfois un « choc », terme qui revient dans nos entretiens avec une récurrence frappante dans nos entretiens, et plus particulièrement encore pour les profils réactifs et pour ceux politiques non issus de formations écologistes. Des personnes évoquent « une boule au ventre[790] », et des sommeils perturbés. Pour beaucoup, succède au souffle coupé une forme d'obsession : les individus cherchent à collecter autant d'informations sur le sujet qu'ils le peuvent – ce qui explique d'ailleurs qu'ils rejoignent

[789]Laurence ALLARD, Alexandre MONNIN et Cyprien TASSET, « Est-il trop tard pour l'effondrement ? », art.cit. p.62.

[790] Martine, *Entretien réalisé le 24/10/2020*.

les groupes dédiés à l'effondrement sur les réseaux sociaux. Les conversations qui y sont tenues sont vives, et comme l'observe Cyprien Tasset, les connaissances y circulent de façon très horizontale et gourmande[791]. L'effondrement, à en croire les enquêtés, peut vite devenir un sujet omniprésent. Martin pour ne citer que lui, raconte cela en usant d'une métaphore musicale :

> « Une fois que tu sais, c'est omniprésent. Soit en musique de fond, soit en tête comme un instrument « phare » - enfin, ça fait vraiment du bruit, et ça se manifeste de manière plus pesante [...] J'avance, au fil des jours et de comment je me sens, de ce que j'ai envie de faire. Mais toujours avec cette musique de fond qui me dit « voilà la réalité »[792]. »

Au-delà de la sidération et de l'obsession, il arrive que la découverte de la collapsologie s'articule à des ruptures biographiques[793] : l'identité sociale des individus se transforme à mesure que ceux-là s'intéressent à l'effondrement systémique. En effet, la découverte de la collapsologie peut, en premier lieu, alimenter des ruptures biographiques qui lui préexistent, notamment pour les profils réactifs (à l'instar de Gaël, à qui nous faisions référence plus haut). Dans ce cas, les individus sont plus sensibles à la perspective effondriste parce qu'ils traversent à leur échelle une période de transformation, liée à la perte d'un être cher, à une naissance, à une reconversion professionnelle voulue ou subie ou encore à une rupture amoureuse. Alors qu'ils et elles assistent déjà à l'effondrement d'une partie de leurs constructions identitaires, la collapsologie vient refléter et confirmer une insécurité intime.

Bien sûr, tous les effondristes ne répondent pas à ce même schéma. Pour certains, la collapsologie est bel et bien le révélateur qui provoque la rupture : elle exacerbe et précipite des transformations dont le potentiel était encore en sommeil chez les individus. On peut comprendre ainsi le profil de Martin. Bon élève, issu d'une famille soucieuse de l'environnement mais non militante, le jeune homme suit des études en classe préparatoire aux écoles de commerce tout en multipliant les lectures relatives à la question climatique. Si Martin avait déjà le pressentiment d'un effondrement à venir, la collapsologie, confirmant cette intuition, le saisit :

---

[791] Cyprien TASSET, « Les "effondrés anonymes" ? S'associer autour d'un constat de dépassement des limites planétaires », art.cit.

[792] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.

[793] Éric AGRIKOLIANSKY, « Chapitre 6 - Les "carrières militantes". Portée et limites d'un concept narratif », *in Sociologie plurielle des comportements politiques*, art.cit.

> « ça a remis en question un peu tous mes projets d'avenir. Au bout de quelques mois, j'ai commencé à requestionner le pourquoi j'étais là, pourquoi je travaillais. Et progressivement, j'étais en dissonance interne vis-à-vis de moi-même [794]. »

Il interrompt ses études et décide de se consacrer au militantisme, au sein de XR. Il ne regrette d'ailleurs pas ce choix :

> « C'est pas un renoncement, c'est plus un changement de paradigme. Une fois que psychologiquement on a tout changé, on ne renonce plus, on change juste de comportement. [...] Tout ce qui est hyperconsommation, avant j'étais dans ce modèle de société là, mais c'est pas un renoncement, plutôt un changement naturel vers quelque chose de plus cohérent. Je le vis vraiment comme une … amélioration. C'est pas une privation, c'est une simplification[795]. »

Ainsi, la collapsologie peut alimenter des ruptures biographiques lui préexistant déjà, tout comme elle peut accélérer des évolutions individuelles. Pour d'autres encore, et surtout pour les profils politiques issus de traditions politiques écologistes, il arrive que la collapsologie ne provoque aucune rupture, et confirme au contraire des choix de vie déjà opérés. La collapsologie entraîne donc des reconversions professionnelles ou défections étudiantes, tout comme elle peut aussi avoir des effets au sein des cercles de sociabilité des effondristes. En effet, si beaucoup d'effondristes s'engagent avec et pour leurs proches, il arrive également que la découverte de la collapsologie entraîne des conflits et pousse les individus à créer de nouveaux liens. Tamak militant d'*Extinction Rebellion*, dit avoir trouvé au sein du mouvement des personnes avec qui évoquer, enfin, les questions environnementales et climatiques, alors que ça n'était pas le cas dans ses réseaux familiaux et amicaux : « on a parfois l'impression de parler à des murs [796] ». Éprouvant les mêmes difficultés, Arya qui côtoie Tamak au sein du mouvement, raconte qu'elle tente de sensibiliser les personnes autour d'elles, non sans obstacles : « ça va finir que je vais leur rentrer dedans [797] ». Le constat est le même pour Gaël. Alors que celui-ci mène d'importants changements dans sa vie et qu'il tente de les partager avec ses proches, il se trouve peu compris : selon lui, les membres de sa famille « sont dans la provocation [798] ».

Ainsi, la perspective d'un effondrement systémique peut effectivement, et comme ses critiques l'ont souvent souligné, entraîner une sidération douloureuse. Mais il faut

---

[794] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.
[795] *Ibid.*
[796] Tamak, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.
[797] Arya, *Entretien réalisé le 04/03/2022*. Arya est un pseudo.
[798] Gaël, *Entretien réalisé le 11/02/2022*.

comprendre qu'il ne s'agit là, souvent, que d'un moment, une étape plus ou moins longue, qui laisse place à autre chose (un mouvement observé chez toutes les personnes questionnées !). Le passage à l'action collective permet de renouer avec une sociabilité rassurante, en ouvrant des espaces où il est possible d'évoquer la situation environnementale présente et d'envisager cet effondrement. Ce temps de latence entre la découverte du discours sur l'effondrement et le passage à l'action, nous proposons de l'appeler *moment collapsologique* : il ne s'agit que d'un moment avant que la sidération ne laisse place à l'action. Plus encore, c'est peut-être au cœur de celui-ci que se trouve un début de politisation ou de réorientation des idées et comportements politiques. En effet, si les individus touchés par le discours de la collapsologie remettent en question leurs modes de vie et projets d'avenir, le doute ne s'arrête pas là, et touche aussi les gouvernements et institutions politiques. Nous reviendrons plus précisément sur cette critique des gouvernements et institutions politiques dans la troisième partie de ce chapitre, celle-ci s'avérant centrale.

Une expérience de désubjectivation ?

Ce moment collapsologique, compris comme une étape de sidération dans des parcours biographiques divers, pourrait peut-être s'apparenter à une expérience de désubjectivation, telle que nous l'avons défini dans la première partie de ce travail, à partir des travaux de Félix Guattari et de ceux de Michel Foucault. Nous reprenons d'ailleurs à ce dernier la notion même d'« expérience » :

> « une expérience est quelque chose dont on sort soi-même transformé [...]. L'expérience [...] a pour fonction d'arracher le sujet à lui-même, de faire en sorte qu'il ne soit plus lui-même ou qu'il soit porté à son anéantissement ou à sa dissolution. C'est une entreprise de désubjectivation[799]. »

Tenir la découverte de la collapsologie pour une expérience, et plus encore, pour une expérience de désubjectivation, c'est affirmer que celle-ci ne se limite pas à appréhender un corpus théorique concernant l'effondrement, pour en avoir une compréhension toute intellectuelle. C'est avancer que la lecture de ces textes peut effectivement « arracher le sujet à lui-même », et, selon les termes de Laurie Laufer, commentant ce même extrait de Michel Foucault, faire apparaître une « subjectivité sans sujet », « c'est-à-dire capable de

[799] M. FOUCAULT, *Dits Et écrits*, *op. cit*.p.41-43.

s'affranchir des assignations conjoncturelles d'une époque donnée [800] ». Selon cette hypothèse, tenant la découverte de la collapsologie pour une telle expérience, les effondristes, en remettant en doute les modes de vie qui les ont jusqu'alors façonnés, questionneraient les « composantes de subjectivation [801] » qui les traversent. Ils interrogeraient, à partir du récit d'un effondrement systémique qui vient contredire leurs projections dans l'avenir et rebattre les cartes de ce qu'ils ont tenu pour désirable, la nature des dispositifs qui ont construit leurs subjectivités. Ils découvriraient ainsi combien leurs intériorités ont été le réceptacle de dynamiques plurielles et assujettissantes, sous l'impulsion d'un système de production et de consommation qui homogénéise les désirs, les imaginations, les modes de vie.

Cette proposition pourrait permettre d'éclairer en partie certaines critiques adressées à la collapsologie. Elle contribue à expliquer le dénuement douloureux dans lequel se trouvent plongés beaucoup des individus qui la découvrent. François Thoreau et Benedikte Zitouni évoquent avec colère les effets immédiats de la collapsologie sur leurs proches :

> « Ici, c'est une collègue de bureau qui en ressort profondément affectée et plombe l'ambiance au bureau ; là, c'est un ami qui se préoccupe désormais d'assurer sa survie après que l'effondrement sera survenu ; là encore, des proches s'interrogent sur le fait d'avoir fait, ou de vouloir faire, des enfants ; et que dire de militants qui sortent dépités, démoralisés, d'un auditoire où la mauvaise nouvelle d'un effondrement total leur a été communiqué [802]… »

Ils y voient alors une « opération d'infantilisation affective », visant à créer des « citoyens ignorants et désemparés [803] ». Certes, quand on pense à la façon dont la collapsologie peut réveiller des traumas intimes, on ne peut guère qu'abonder dans leur sens. Mais nous proposons de nuancer un peu cette idée en avançant que le « dépit », ici, pourrait ne pas seulement relever de la perspective d'effondrement et de sa mise en récit, mais aussi de l'expérience que propose ce récit, expérience d'arrachement à soi-même, révélant les dispositifs qui nous ont intimement façonnés.

---

[800] Laurie LAUFER, « Expérience de subjectivation et désubjectivation dans l'œuvre de Chloé Delaume », *in* « La Folie ordinaire », *Revue française de psychanalyse*, v83, 2019, p.223.

[801] Félix GUATTARI, *Les Trois Écologies*, Galilée, 1989, p.24.

[802] B. ZITOUNI et F. THOREAU, « Contre l'effondrement », art.cit.

[803] *Ibid.*

B) La réinterprétation de la collapsologie : Trois conceptions de l'effondrement

Des recompositions dans l'adhésion à la perspective de l'effondrement systémique

Pourtant, le moment collapsologique ne dure pas. À mesure que les effondristes passent à l'action collective la sidération s'estompe. Bien souvent, on observe alors une mise à distance progressive du discours de la collapsologie. Trois éléments se superposent : une redéfinition de l'effondrement, une évolution des convictions à son sujet et, parfois, la remise en cause de la collapsologie elle-même. Premièrement, les définitions adoptées de l'effondrement évoluent. Si la collapsologie, à ses débuts et sous la plume d'Yves Cochet ou de Pablo Servigne, traite d'un effondrement véritablement catastrophique, caractérisé par son rythme brutal et sa dimension nécessairement systémique et mondiale, cette définition, chez les personnes qui s'emparent de la collapsologie, laisse peu à peu place à une autre. Peu à peu, les effondristes rencontrés adoptent une approche catabolique de l'effondrement : il devrait être plus lent, plus ou moins sectoriel, et sa dynamique pourrait au moins être freinée. Beaucoup d'effondristes, sur notre échantillon, reconnaissent ne plus être convaincus qu'un effondrement systémique aura lieu dans un avenir très proche. La majorité des personnes enquêtées demeurent prudentes, et évoquent plutôt un effondrement environnemental avéré et incontestable : ils disent observer une accélération des catastrophes climatiques, sanitaires, sociales, et imaginent que cette dynamique doit s'affirmer encore, menant éventuellement (mais pas nécessairement) à un effondrement systémique, dans un avenir plus ou moins lointain. Le propos des collapsologues se trouve donc d'abord nuancé. Puis, progressivement, la perspective d'un effondrement, catabolique ou non, passe au second plan. L'action collective fait émerger des mots d'ordre, des temporalités, des débats, qui excèdent la seule collapsologie. Cet effacement s'accompagne parfois d'une évolution dans le crédit accordé à l'hypothèse collapsologique. Celle-ci, qui peut avoir été une conviction, devient bel et bien une hypothèse, voire, dans certains cas, une fiction-repoussoir. Ainsi, Corinne Martinez concède que la perspective d'un effondrement est utile pour faire réagir, pour accélérer une prise de conscience environnementale, mais l'effondrement, pour elle, ne sera pas systémique[804]. Il s'agit plutôt, à partir d'un « choc » entraîné par la collapsologie, de réaffirmer le rôle des institutions démocratiques face à

[804] C. MARTINEZ, *Entretien réalisé le 17/05/2023*.

l'urgence écologique. Julie Chabaud suggère pour sa part que la collapsologie permette de « changer de braquet [805]» par rapport aux discours du développement durable et de la transition écologique, et pousse à la mise en place de politiques publiques plus ambitieuses ; mais il s'agit là encore d'aller sur le terrain de la résilience pour éviter, précisément, un scénario catastrophique.

Enfin, la collapsologie se trouve parfois mise en procès. On lui reproche son manque de radicalité, la sidération qu'elle peut entraîner, et ainsi de suite. Gaël raconte la façon dont lui et sa copine, Marine, ont peu à peu pris leurs distances avec la collapsologie :

> « On s'est dit la collapso c'est bien, mais nous ce que ça nous a fait, à part nous geler l'esprit, et nous dire putain c'est foutu, et nous mettre face à des problématiques … qui sont cool à savoir, c'est intéressant de savoir qu'il y a plein de mécanismes qui font que tu peux pas changer les choses du jour au lendemain [...]. C'est intéressant mais ça nous a mis dans une posture, où, bon… à part se dire demain c'est la fin du monde [806]… »

Cela s'explique de deux façons. Premièrement, depuis l'expérience de la lutte, du militantisme ou de l'engagement associatif, les effondristes constatent, en comparaison, des manques de la collapsologie. Ils avancent que les propositions politiques qui peuvent s'articuler à un effondrement ne sont pas assez soulignées par des auteurs qui, d'ailleurs, n'avaient à l'origine pas nécessairement pour intention de porter un discours politique sur ce qu'ils espéraient devenir une nouvelle science. Deuxièmement, et cet élément d'explication peut être complémentaire du premier, les milieux effondristes, comme ceux écologistes, font preuve d'une très grande réflexivité[807]. Aussi la disqualification académique et militante de la collapsologie ne passe-t-elle pas inaperçue au sein des milieux qui s'en saisissent, et qui engagent fort volontiers leur propre autocritique. Dès lors, les évolutions discursives observées à l'échelle collective se reflètent dans les trajectoires individuelles. Passé le moment collapsologique, lors duquel les modes de vie et fonctionnements politiques se trouvent radicalement remis en question, le passage à l'action collective fait passer au second plan la perspective d'un effondrement. Dès lors, ce sont les conceptions de l'effondrement lui-même qui évoluent.

---

805 J. CHABAUD, *Entretien réalisé le 14/03/2022*.

806 Gaël, *Entretien réalisé le 11/02/2022*.

807 Cet aspect a été souligné par de nombreux auteurs et autrices, et par exemple par Sylvie Ollitrault. S. OLLITRAULT, *Militer pour la planète*, *op. cit*.

Trois conceptions de l'effondrement

Si l'effondrement connaît une pluralité de conceptualisations, comme nous l'avons souligné dès le deuxième chapitre de cette thèse, cette diversité se retrouve dans les représentations qu'en ont les individus rencontrés lors de notre étude. Cette diversité traduit tout à la fois les capacités interprétatives des effondristes qui se saisissent du discours de la collapsologie et l'évolution de leurs représentations, au fur et à mesure qu'ils passent à l'action collective. Les conceptions de l'effondrement varient selon trois axes principaux qui sont sujets à débats : le rythme du processus (doit-il être brutal, catastrophique, ou progressif, à savoir catabolique ?[808]), l'horizon temporel dans lequel il doit avoir lieu (a-t-il déjà commencé, est-il à venir de façon imminente, ou plutôt dans un avenir lointain ?), et son caractère certain ou non (doit-il évidemment avoir lieu, ou est-il possible d'en freiner le processus, jusqu'à éventuellement l'éviter ?). Ainsi, trois conceptions coexistent : l'effondrement comme hypothèse-repoussoir, l'effondrement catastrophique comme certitude future, l'effondrement catabolique comme processus déjà à l'œuvre.

Une première approche de l'effondrement en fait une hypothèse-repoussoir. Les rythmes de cet effondrement, comme l'horizon temporel dans lequel il est envisagé, ne sont que peu définis, ou de manière volontiers changeante : dans ce paradigme, l'effondrement peut prendre différentes formes, tenu pour catastrophique ou catabolique. En effet, quelle que soit la définition adoptée de cet effondrement, il est tenu pour une hypothèse, plus ou moins fondée, et occupe un rôle répulsif : il s'agit d'imaginer qu'un effondrement puisse avoir lieu, de considérer le « scénario du pire », dans l'objectif de précisément l'éviter[809]. Dans notre étude, cette conception se retrouve plusieurs fois (six personnes s'inscrivent directement dans ce paradigme), et notamment dans les milieux les plus institutionnels[810]. C'est le cas pour Corinne Martinez, élue PS, qui marque ses distances envers la collapsologie en avançant qu'il faut bien distinguer l'effondrement environnemental et celui systémique, qui suggère une défaillance institutionnelle. Or,

[808] Voir chapitre 2.

[809] Ce qui n'est pas sans évoquer, de façon un peu caricaturale, les développements de Hans Jonas sur ce « scénario du pire » ou encore le catastrophisme éclairé de Jean-Pierre Dupuy Jean-Pierre DUPUY, *Pour un catastrophisme éclairé. op.cit.*

[810] Ce qui n'est d'ailleurs pas étonnant : les institutions placent la prévisibilité au cœur de leurs missions, et pour mieux « prévoir », peuvent avoir recours aux méthodologies de la prospective. Pour autant, la prospective se distingue bien de la prévision, puisqu'elle se refuse à penser un futur linéaire. F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit*. p.170-171.

notre enquêtée se refuse à envisager cette faillite des institutions, qui lui semble peu réaliste : « elles doivent se transformer et se maintenir [811] ». Toujours au Département de la Gironde, la responsable de la Mission21, Julie Chabaud, souligne combien l'effondrement systémique n'est pas « une certitude à venir [812]» : il faut précisément « prendre cette hypothèse pour dire qu'on ne veut pas ça », et travailler à comprendre « comment on se met en route ensemble pour éviter ça [813] ». Ici, la perspective d'un effondrement constitue bien une hypothèse-repoussoir, qui doit permettre d'initier des politiques plus ambitieuses, de dépasser le seul paradigme du développement durable via l'utilisation de scénarios extrêmes.

Selon un deuxième paradigme, l'effondrement peut être considéré comme véritablement catastrophique : il doit avoir lieu subitement. Cette rupture brutale et globale doit avoir lieu dans un avenir très proche, une décennie tout au plus, et enfin, il s'agit là d'une perspective inéluctable. On est loin d'un seul scénario hypothétique, soit d'un usage méthodologique du scénario du pire. Selon une distinction reprise à Catherine et Raphaël Larrère, la catastrophe acquiert ici une dimension véritablement ontologique[814], elle est inscrite dans le réel. Sur nos terrains, cette conception de l'effondrement est assez bien représentée (dix personnes s'y inscrivent directement). Une chargée de mission du Département de la Gironde évoque par exemple « un mur que l'on va se prendre [815] ». Les militants et militantes d'*Extinction Rebellion* associent avec récurrence le terme « effondrement » aux formules « qui vient » ou « à venir[816] » : l'effondrement n'est pas une hypothèse. De la même manière, Gaspard expose sa conception de l'avenir en se concentrant sur le motif de la famine, et indique se renseigner pour « construire un mirador » près des champs qu'il cultive :

> « Les gens vont essayer de trouver de la bouffe. [...] Qu'est-ce qu'il va se passer ? Des gens vont vouloir venir piller. Et il va donc falloir malheureusement revenir à des méthodes de surveillance [817]. »

[811] C. MARTINEZ, *Entretien réalisé le 17/05/2023*.
[812] J. CHABAUD, *Entretien réalisé le 14/03/2022*.
[813] *Ibid.*
[814] Catherine LARRERE et Raphaël LARRERE, *Le pire n'est pas certain. op.cit.* p.14 ; p.73.
[815] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021*.
[816] Tamak, *Entretien réalisé le 04/03/2022*. Tamak est un pseudo. On pense aussi aux échanges sur « La Base » : EXTINCTION REBELLION, *Extinction Rebellion - Bienvenue sur la Base*, disponible sur https://base.extinctionrebellion.fr/login, consulté le 8 septembre 2023.
[817] Gaspard, *Entretien réalisé le 06/03/2020*.

L'effondrement, selon lui, est une certitude qui doit nous pousser à considérer la mise en œuvre de tels projets. Pourtant, parmi les personnes rencontrées, rares sont celles qui décrivent avec précision la façon dont ils imaginent concrètement cet effondrement, et elles se refusent à lui fixer une éventuelle date. Mais même sans datation, l'effondrement doit nécessairement avoir lieu à court ou moyen terme, et bousculer profondément tous nos modes de vie.

Enfin, une troisième et dernière conception de l'effondrement le tient pour catabolique, dans le sens où il doit observer un rythme progressif. Le processus passe par différentes étapes, plus ou moins articulées par un lien causal : l'effondrement de la biodiversité, celui des libertés et droits individuels, celui des services publics, et ainsi de suite. S'il est catabolique, l'effondrement n'est systémique qu'au terme de cette progression, dans un avenir plus lointain que celui envisagé par Yves Cochet et comparses. Plus encore, cela signifie aussi que la dynamique d'effondrement est observable quotidiennement, dans le présent. Or, si le processus a commencé, il peut encore être freiné, partiellement limité, voire évité à condition d'agir en amont de chaque dégradation. Ainsi, quatorze personnes présentent cette approche de l'effondrement. Nicolas Voisin, fondateur de la Suite du Monde, entend précisément lutter contre cet « effondrement [qui] a déjà commencé » et se donne à voir dans la « casse des services publics », dans la « détresse des hôpitaux et établissements scolaires [818] ». De la même manière, Céline rend compte d'une discussion avec Jean-Luc Gleyze :

> « On se disait pas attention, demain tout va s'écrouler, là, mais en tout cas, on se disait, il y a une accélération qui est énorme. [...] [Jean-Luc Gleyze] avait pris la mesure de la baisse de la biodiversité, du niveau des eaux, toutes ces questions, la pollution… les exemples manquaient pas [819]. »

La perspective adoptée n'est pas exactement celle d'un effondrement catastrophique et rapide : d'ailleurs, Céline raconte avoir très vite voulu se tourner « vers des choses observables, des certitudes, des faits[820] », offrant peut-être davantage de prises pour une action politique. Jean-Luc Gleyze confirme cette approche :

> « J'ai tendance à penser que nous sommes véritablement entrés dans une période de risques majeurs. Après, je ne sais pas dire si ce sera un phénomène aussi brutal, ou

[818] N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.
[819] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.
[820] *Ibid.*

> quelque chose qui monte, de façon cyclique, jusqu'à… je ne sais pas quoi. Mais il se passe quelque chose qu'on ne peut pas ignorer [821]. »

Enfin, Flora nuance elle aussi l'hypothèse d'un effondrement brutal :

> « Si on est sur l'effondrement de Pablo Servigne, en mode plus de besoins essentiels assurés pour l'ensemble des populations, peut-être qu'on en est pas là [822]. »

Le futur reste ouvert, dans la mesure où, dans cette approche, le processus d'effondrement peut toujours être enrayé. Il s'agit de prendre en charge, dans le présent, la condition de possibilité de ce futur dans lequel l'effondrement pourrait être limité, voire évité.

Ainsi, sur nos terrains d'enquête, on retrouve bien trois conceptions de l'effondrement, variant selon différents facteurs :

	Effondrement comme hypothèse	***Effondrement catastrophique comme certitude future***	***Effondrement catabolique comme dynamique déjà présente***
Rythme de l'effondrement	Brutal ou progressif selon les scénarios	Brutal	Progressif
Horizon temporel dans lequel est envisagé l'effondrement	Moyen ou long terme selon les scénarios	Court à moyen terme	Moyen à long terme
Statut donné à l'effondrement	Méthodologique	Ontologique	Ontologique

Tableau 17: Trois conceptions de l'effondrement. A. Rumin, 2024.

Ces trois approches de l'effondrement, comme nous le verrons au chapitre suivant, suggèrent des représentations différentes, voire contradictoires, du présent, du futur, et des logiques d'actions qui y sont associées. Ce faisant, la coexistence de ces trois représentations sur nos terrains d'enquête relativise l'idée selon laquelle la collapsologie aurait une emprise sur ses publics, puisque ceux-là ont bien la capacité d'en reformuler les propositions les plus fondamentales. Plus encore, les représentations des individus évoluent à mesure que ceux-là s'engagent et prennent leurs distances avec la collapsologie : il n'est pas rare qu'une personne définisse d'abord l'effondrement comme un processus catastrophique, certain dans un futur proche, avant de le tenir pour catabolique. Enfin, ces trois approches de l'effondrement recoupent en partie les

[821] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.
[822] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021*.

trajectoires d'engagement écologistes des effondristes que nous avons présentées, comme le montre le tableau ci-dessous.

	Effondrement hypothèse	***Effondrement catastrophique***	***Effondrement catabolique***	***Total trajectoires***
Trajectoire scientifique	0	7	3	10
Trajectoire politique	5	1	10	16
Trajectoire réactive	1	2	1	4
Total conceptions de l'effondrement	6	10	14	30

Tableau 18 : Corrélations entre les trajectoires d'engagement effondristes et les conceptions de l'effondrement. A. Rumin, 2024.

Les personnes relevant de trajectoires à dominante scientifique, sur notre échantillon, sont plus susceptibles d'adhérer à une conception de l'effondrement comme processus catastrophique ; là où les personnes relevant de trajectoires à dominante politique adoptent plus volontiers une définition de l'effondrement comme processus catabolique et déjà présent. Voilà qui confirme une intuition énoncée plus tôt : plus les individus entendent donner une coloration directement et explicitement politique à leur engagement écologiste, plus ils s'éloignent aussi du discours initial de la collapsologie.

3. Une écologisation des représentations et comportements politiques ?

A) Une crise de confiance envers la politique spécialisée aux échelles nationales et internationales

La critique de la défaillance de la politique spécialisée

Le moment collapsologique que nous avons décrit s'articule à des ruptures biographiques et peut jouer sur les trajectoires de politisation des effondristes, puisqu'ils et elles remettent en question leurs modes de vie comme leurs idées politiques. Nous avancions ainsi plus haut que le doute quant à la capacité des gouvernements à prendre en charge la perspective d'un effondrement et plus largement, à se confronter aux enjeux environnementaux et climatiques, pouvait participer d'un processus de politisation des

effondristes. Il nous faut désormais développer cette idée, puisque la collapsologie fait bien de la faillite des institutions le cœur de sa proposition : elles se trouveraient déstabilisées face aux dérèglements écologiques, ne permettant plus aux populations de subvenir à leurs besoins dans un cadre démocratique. L'effondrement systémique signifie la faillite de la politique en tant qu'activité spécialisée, reposant sur un ensemble de procédures et d'institutions devant garantir le fonctionnement des démocraties.

Cette idée résonne dans les milieux effondristes pour déboucher sur une critique de la classe politique et des institutions, reposant sur plusieurs chefs d'accusation. Sont décriés l'incompétence des élus et l'inertie des organisations, leur vision court-termiste, la professionnalisation du politique qui augmenterait le coût d'entrée dans le débat démocratique et le détournement de l'activité politique au profit d'intérêts privés. Cette critique de la politique spécialisée connaît pourtant des nuances, en fonction des échelles observées et des terrains d'étude. Par exemple, au Département de la Gironde, le principe des institutions, très logiquement, n'est pas remis en question, là où, sur la Commune Imaginée du Bandiat, leur raison d'être est plus largement questionnée. Cette différence s'explique aisément, le Département étant lui-même une institution politique, là où la CIB s'inscrit dans un héritage libertaire critique de ces instances.

Premièrement, les personnes rencontrées dénoncent l'inaction des gouvernements successifs en matière de politique environnementale et climatique. Ainsi, tout se passe comme si le dérèglement climatique, l'épuisement des ressources et l'extinction du vivant, déjà angoissants pour eux-mêmes, ne paraissaient que réellement inquiétants lorsque non traités politiquement. Cette absence de prise en charge des questions écologiques, l'impréparation des institutions face à ces bouleversements et l'inaction des gouvernements, voilà ce que révèle la collapsologie. On le devine déjà un peu dans la colère de Martin, qui souligne que « ça se sait depuis longtemps, et les gens auraient pu agir avant, avec un peu de volonté [823] ». Arthur quant à lui, énonce clairement cette idée :

> « Avant, [je me disais] que oui, il y a le réchauffement climatique, les pollutions, mais rien d'alarmant, parce qu'on a l'impression que c'est pris en main, donc la question ne se pose pas. Parce qu'il y a des sommets politiques, des groupes d'experts qui disent des choses. [...] C'était un déclic [de découvrir la collapsologie] dans le sens où on a l'impression que ça va, alors qu'en fait le constat est beaucoup plus dramatique que ça [824]. »

[823] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.
[824] Arthur, *Entretien réalisé le 24/04/2020*.

L'étudiant en école d'ingénieur estime ces sujets peu ou mal pris en charge par les gouvernements, et commence donc à s'intéresser à la politique, qui jusqu'ici, ne lui importait que peu : l'étudiant se politise parce qu'il constate de l'inaction du gouvernement. Par ailleurs, la défaillance de la politique spécialisée en matière d'enjeux environnementaux peut être mise en miroir avec d'autres lacunes : les difficultés d'accès aux services publics, notamment en milieux ruraux, et la dégradation de ces services, se trouvent souvent pointées du doigt par les effondristes. C'est ainsi que se comprend le positionnement de Nicolas Voisin, qui explique avoir pensé le projet de la SDM comme un moyen de « combler les trous dans la raquette » : là où l'Etat n'agit plus, les communes doivent s'y substituer pour assurer l'accès à des services qui ne sont plus garantis[825].

Au sein même de la politique spécialisée, le constat d'une inaction des institutions nationales, confinant à l'incompétence, est partagé. Corinne Martinez évoque les feux de forêts qui ont ravagé plusieurs cantons girondins durant l'été 2022. Si ce risque était évidemment connu par les élus et agents territoriaux, ils et elles n'avaient pas imaginé que le gouvernement et les institutions nationales puissent faillir dans leur accompagnement. Elle évoque un « sentiment d'abandon » et un « dysfonctionnement de l'Etat » :

> « Cela fait partie des chocs à identifier. Quelque part, ça alimente notre identification des aléas et chocs. Parce que là, il y a eu un double choc : les feux de forêt, et un acteur… absent. Il n'y a juste pas eu de coordination des acteurs, et pas d'action : y a pas eu, tout simplement. La préfecture a fait son boulot par rapport à l'Etat, pour avoir une aide, sans réponse visiblement[826]. »

Même constat pour Camille Beck, actuelle collaboratrice au cabinet de Jean-Luc Gleyze, commentant à la fois la crise covid et les feux survenus en Gironde :

> « Tout ça révèle que les institutions ne sont pas prêtes et pas capables de faire face aux crises : on a halluciné de l'impréparation des institutions nationales, je pensais vraiment qu'on était plus protégés par l'Etat, qui aurait une force de frappe plus importante [827]. »

Jean-Luc Gleyze partage cette approche et rappelle combien « l'Etat a un rôle mais est souvent à la traîne [828] ». Cette critique souligne une défaillance des institutions qui ne doit pourtant pas être considérée comme définitive. Corinne Martinez estime en effet que les

---

[825] N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.
[826] C. MARTINEZ, *Entretien réalisé le 17/05/2023*.
[827] Camille BECK, *Entretien réalisé le 02/12/2022*, Bordeaux, 2022.
[828] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

instances nécessaires au fonctionnement de notre démocratie représentative, ne s'effondreront pas – elle en fait en tout cas le vœu :

> « Il faut qu'elles se maintiennent, si elles ne se maintiennent pas on est dans le vrai effondrement… il faut qu'elles se transforment, il faut qu'elles se maintiennent [829]. »

L'élue PS en appelle alors à la prise en charge de « ce qui fait rupture démocratique [830]» pour réaffirmer la légitimité de la classe politique. Ainsi, la collapsologie met en lumière des insuffisances des institutions politiques nationales, jugées trop lointaines des réalités des collectivités, que vérifient tristement les événements contemporains.

La critique d'une classe politique corrompue par « le jeu du pouvoir[831] »

Comment comprendre cette incompétence décriée ? Plusieurs éléments sont avancés par les individus que nous avons interrogés. Il arrive d'abord que la faute soit remise sur la classe politique elle-même. Yves Cochet avance que les élus sont incapables de prendre en charge les questions environnementales et climatiques, et plus encore celle d'un effondrement systémique, puisque davantage concernés par la perspective de leur réélection, par les compétitions partisanes et par leurs propres égos[832]. Ce portrait réprobateur des élus est complété par Delphine Batho, qui décrit des « personnes politiciennes », animées par les jeux de pouvoirs mais qui « ne parlent pas du fond [833] ». À une autre échelle, Jean-Luc Gleyze évoque une classe politique vieillissante, peinant à remettre en question le modèle productiviste dans lequel elle s'est développée :

> « Il y a un travail politique sur soi pour se dire que ce n'est pas le bon modèle, voire que c'est peut-être le modèle qui produit le mal et qu'il faut revoir la copie [...] Ce que ne peuvent pas encore les plus vieux, car c'est trop brutal. Ce n'est pas qu'un effet de génération non plus, il y a des capacités et une conscience chez les plus vieux aussi, mais c'est plus compliqué [834]. »

Cette idée est également portée par les agents territoriaux, qui disent être parfois « face à des élus vieillissants, qui sont là depuis très longtemps » : ainsi, face aux questions de

---

[829] C. MARTINEZ, *Entretien réalisé le 17/05/2023*.

[830] *Ibid.*

[831] Gaspard, *Entretien réalisé le 06/03/2020*.

[832] Yves COCHET, « Précisions sur la fin du monde »,18/11/2023, disponible sur https://institutmomentum.org/precisions-sur-la-fin-du-monde, consulté le 10 février 2024.

[833] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*.

[834] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

résilience, « ça pouvait frotter [835] ». Au-delà de pointer la responsabilité des représentants politiques, les personnes rencontrées critiquent le système institutionnel dans lequel ceux-ci sont pris.

En effet, les effondristes pointent du doigt le fonctionnement des organisations politiques. Pour certaines personnes rencontrées, leur inertie serait liée à une trop grande complexité et à une forme de corruption. Ainsi, Gaspard prête une intention manipulatrice à la professionnalisation du politique :

> « Le problème c'est que toutes les lois européennes ont été faites par des gens, qui ont bien travaillé, mais tout ça, au final, a été transformé, perverti par le jeu du pouvoir. Et on fait exprès de rendre ça compliqué, pour que le moins de gens possible fasse attention [836]. »

Selon lui, la perspective du pouvoir et la complexité des organisations politiques doivent réduire à néant les éventuelles bonnes volontés des élus, tout en confisquant l'activité politique pour la confier à une seule classe d'initiés. Tamak, quant à lui, s'interroge sur l'enchâssement des échelles décisionnelles, qui pourraient inhiber les appétences et capacités d'action des acteurs politiques locaux : selon lui, « l'élu le plus bas il arrive pas à travailler, alors la vocation se fait rare[837] ». Plus encore, si Gaspard s'inquiète d'une perversion du politique « par le jeu du pouvoir », Tamak s'interroge sur la place de l'argent dans l'activité politique :

> « Ce qui me fait peur et là où j'ai peu d'espoir [...], c'est que c'est lié à l'argent en fait, l'argent, je me rends compte… Tu peux prendre tous les sujets, c'est toujours lié à l'argent [838]. »

Pour Gaspard, cette question est également présente : les élus ne représenteraient pas leurs électeurs, mais des intérêts économiques privés, voire leurs propres intérêts :

> « Mais qui est la personne qui réforme les lois, qui crée les lois, qui décide que cette loi là on la change ? C'est pas un gars que tu as élu, lui il fait qu'approuver ou non. C'est l'autre bureau, que tu as pas élu, c'est des lobbys. On les a mis là et on leur a promis que s'ils font bien toutes les manœuvres lobbyesques, quand tu sors de là, t'es consultant à 15 000 balles [839]. »

Le poids des lobbys sur le jeu politique lui semble irréversible :

---

[835] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021*.
[836] Gaspard, *Entretien réalisé le 06/03/2020*.
[837] Tamak, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.
[838] *Ibid.*
[839] Gaspard, *Entretien réalisé le 06/03/2020*.

> « À l'heure actuelle, il y a peut-être une minorité, parmi les ministres, avec une éthique correcte. Mais comme ils sont une minorité, et écrasés par un système déjà en place, soit ils se font acheter, soit ils se font foutre dehors. Donc ça change rien [840]. »

Ainsi, on observe une crise de confiance envers la politique spécialisée. La classe politique est considérée comme incompétente, vieillissante, détournée des enjeux de fond pour se consacrer à une compétition partisane se donnant pour objectif la seule conquête du pouvoir, désiré pour lui-même et pour les avantages matériels qui y seraient liés. Les organisations politiques sont considérées comme trop complexes, frappées par une forme d'inertie et corrompues par des acteurs économiques.

B) Une faim de politique

Une démission du politique ?

Cette critique de la politique spécialisée pourrait alors déboucher sur une forme de démission du politique. Gaspard, par exemple, estime que le vote est un « plâtre sur une jambe de bois » :

> « La dernière fois que j'ai été voté, parce qu'en Belgique c'est obligatoire, j'y suis allé super tôt le matin pour que ce soit vite réglé, et une personne m'a dit « ah c'est bien de voir des jeunes venir tôt pour voter ». J'ai répondu « ça sert à rien de couper les branches d'un arbre mort ». Faut couper l'arbre [841]. »

De la même manière, il indique ne plus participer aux manifestations, quel qu'en soit le mot d'ordre : « Parce que si ça servait à quelque chose, depuis les années 1960, on le saurait. » Il souligne ainsi la relative inoffensivité de ce moyen d'action qui ne paraît pas, à ses yeux, pouvoir influer sur le jeu politique :

> « Les seules fois où ça a servi à quelque chose c'est quand il y a eu des morts, des gens qui s'immolent par le feu. Et encore… on n'a pas changé le système pour autant[842]. »

Assistons-nous ici à une démission absolue du politique ? Cela n'est pas tout à fait juste. Gaspard exprime plutôt une forme de « ras le bol » envers un « système » sur lequel il estime ne pas avoir de prise. Cette colère donne lieu, chez ce membre actif de la CIB, à

[840] *Ibid.*
[841] *Ibid.*
[842] *Ibid.*

un souhait : celui d'une « reprise à zéro complète au niveau politique ». Il imagine un tout autre « système » :

> « Une des premières choses à instaurer, ce serait que les gens qui fonctionnent en politique n'aient pas autant de libertés, de facilités. Qu'ils soient changés, beaucoup plus souvent. Et surtout, qu'ils soient payés au SMIC. Au minimum du pays. Comme ça c'est réellement des gens qui veulent s'investir politiquement, ils vont vouloir y aller, mais pas pour l'argent, pas pour le pouvoir, mais parce qu'ils s'intéressent à la politique [843]. »

Selon lui, cette « reprise à zéro » ne pourrait avoir lieu que sous l'impulsion d'une insurrection violente :

> « Je vois bien une grosse marche lente pour aller jusqu'à Paris, puis à Bruxelles, puis à Genève. Quand on aura nettoyé tout ça… C'est une manière un peu extrémiste. [...] Moi, je vois bien une reprise à zéro complète au niveau politique [844]. »

Le positionnement de Gaspard sur le vote et les manifestations n'est que très partiellement partagé sur nos terrains. Concernant le vote, les membres de la SDM et d'*Extinction Rebellion* évoquent un même « ras-le-bol », qui n'empêche pas nécessairement d'y prendre part, surtout aux échelles locales. Si cette pratique n'est donc pas nécessairement abandonnée, elle est pourtant questionnée. Arya s'interroge ainsi sur le caractère véritablement démocratique du principe électif :

> « Moi j'en ai marre que les gens cherchent un sauveur. Je pense qu'il faut qu'on soit autonomes, qu'on soit responsables [...]. La démocratie actuelle, je considère qu'elle est … limite. Parce que voter tous les cinq ans, pour moi, c'est pas suffisant. J'ai commencé à m'intéresser à la politique, à comment ça fonctionne… Je trouve ça intéressant, mais c'est frustrant, parce que tu te rends compte que le jeu de dés est bien truqué et que pour avoir un jeu correct ça va être compliqué [845]. »

Ainsi, si les individus rencontrés peuvent se lasser des pratiques instituées du politique, c'est pour affirmer une véritable faim de démocratie. Les principes électif et représentatif sont remis en question car considérés comme insuffisamment démocratiques. Arya en appelle alors à des formes d'organisations plus directement participatives, à des échelles locales :

> « Faut qu'on soit gouverné de manière à ce que personne puisse prendre le pouvoir, et que ce soit le plus horizontal possible. C'est pour ça que je suis totalement pour la décentralisation [846]. »

---

[843] *Ibid.*
[844] *Ibid.*
[845] Arya, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.
[846] Nadia, *Entretien réalisé le 23/10/2020*, Piégut-Pluviers, 2020.

La militante XR fait alors converger deux critiques : celle du principe représentatif, et celle d'un Etat centralisé compris comme une instance essentiellement destructrice :

> « Au final il y a plein de choses que l'Etat fait pour s'autodéfendre, et il va quand même opprimer les départements … Par exemple, les Basques à la base ils veulent pouvoir parler leur langue, et [l'Etat)] essaye vraiment d'homogénéiser tout le monde … des fois j'ai l'impression qu'on nous prend pour des vaches à lait, comme si on savait pas penser[847]. »

La logique étatique uniformiserait les espaces naturels comme les modes de vie, en s'accaparant notamment des terres au détriment des populations qui y vivent. C'est ainsi que l'on peut également comprendre le positionnement de Nicolas Voisin : se « substituer » à un Etat n'est peut-être pas seulement souhaitable parce que celui-ci échoue dans ses objectifs[848]. Peut-être s'agit-il plutôt de se passer d'un outil jugé néfaste en lui-même, en incarnant directement d'autres types d'organisation politique. Cette critique, notamment défendue par certains membres de la CIB, renoue alors avec l'héritage libertaire de l'écologie politique : il ne s'agit en aucun cas de réformer cet État ou d'en prendre le gouvernement, mais d'échapper au contraire à l'exercice de son pouvoir. Nous ne sommes donc pas véritablement face à une démission du politique. Chez les personnes rencontrées au sein de la CIB et d'*Extinction Rebellion*, l'intérêt pour le politique demeure très présent. Il s'exprime pourtant à d'autres échelles que celles nationales et internationales, selon d'autres formes que celles les plus traditionnellement observées, et, parfois, dans d'autres espaces que ceux institutionnels.

Ecologisation des convictions et comportements politiques

On observe, à partir du moment collapsologique, différents effets dans les trajectoires de politisation. La collapsologie va alternativement motiver des comportements politiques, réorienter les idées politiques pour les verdir, ou encore confirmer des convictions et engagements déjà existants. Dans un premier cas, la perspective effondriste pousse des primo-militants à franchir le cap de l'engagement. C'est le cas dans beaucoup de témoignages des rebelles de XR sur le forum français de l'organisation, comme celui, par exemple, de V., étudiant en école d'ingénieur :

> « J'ai toujours été animé par l'idée de m'engager dans un mouvement, projet, asso… mais je n'ai jamais vraiment passé le cap de l'engagement. Aujourd'hui, par une plus grande

[847] Arya, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.
[848] N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.

> maturité, la découverte de la collapsologie et une réelle prise de conscience des enjeux [...] j'ai décidé qu'il est temps de franchir le pas [849]. »

Ce type de témoignage est assez fréquent : Tamak explique n'avoir jamais milité avant de rejoindre XR avec sa compagne, un peu après la naissance de leur premier enfant, tout comme Arya.

Puis, la découverte de la collapsologie peut à la fois stimuler la réflexion politique personnelle et réorienter des préférences politiques, allant dans le sens d'une écologisation des représentations et comportements. Arthur explique avoir été dans le passé « complètement conditionné par [sa] famille » :

> « Globalement, je m'intéressais pas du tout à la politique. C'est venu très tard, mais à l'époque… et comme ma famille est plus de droite… limite je demandais à mes parents « je vote pour qui », je me posais pas de questions. Mais quand je me suis intéressée à tout ça… [...] ça m'a poussé à suivre des gens comme François Ruffin, qui lui est pas mal conscient de tous ces enjeux écologiques. Il est dans le parti LFI, mais je ne me suis pas intéressé au parti en tant que tel. Sinon, aux européennes, il y avait le parti de Dominique Bourg, Urgence Ecologie, qui m'avait séduit mais qui a fait un score très minime. [...] Aujourd'hui, je trouve que pour l'écologie et le social, les idées les plus pertinentes sont plutôt à gauche [850]. »

Gaël présente un parcours très semblable :

> « Avant j'avais aucune … aucune conscience politique. Je votais à droite, comme mes parents. Avant de lire Comment tout peut s'effondrer, c'était y a pas longtemps. Tu vois, j'ai voté Sarko, jusqu'aux dernières élections, avant 2017, je votais comme mes parents, donc à droite. Et franchement je me posais aucune question, ça m'intéressait pas du tout. Et puis surtout j'avais vachement confiance en mes parents, j'étais vachement dans les grandes phrases… Leurs grandes phrases étaient super et je me disais « ils ont raison ». Et puis après je suis sorti de ça et je me suis dit… bon, ducoup les élections de 2017 c'était les premières élections où j'ai lu les programmes des candidats, c'était jamais arrivé, et ducoup au premier tour j'ai voté pour Mélenchon, au deuxième tour j'ai voté pour Macron. J'ai voté pour Macron comme tous les gens qui ont voté pour Macron, pour que Le Pen elle passe pas[851]. »

Pour Arthur comme pour Gaël, la collapsologie constitue une première étape dans un processus de politisation, menant à réorienter une pratique du vote autrefois moins consciente.

Pour les profils dits politiques, la collapsologie peut aussi mener à réorienter des trajectoires politiques déjà avancées pour les « verdir ». Des militants affermis, défendant par exemple les droits des femmes, des personnes migrantes, ou luttant contre les inégalités sociales à travers différentes associations, trouvent dans la collapsologie une

---

849 EXTINCTION REBELLION, « Extinction Rebellion - Bienvenue sur la Base », *op. cit.*

850 Arthur, *Entretien réalisé le 24/04/2020*.

851 Gaël, *Entretien réalisé le 11/02/2022*.

raison de plus de maintenir leur engagement, tout en le verdissant. Pour Nadia, militante féministe et antiraciste rencontrée sur le Bandiat, ce rapprochement est logique : « ça se recroise beaucoup avec le combat écologique [852] ». Ainsi, des convictions environnementales sont peu à peu revendiquées ; certaines personnes quittent une formation politique pour en rejoindre d'autres, jugées moins productivistes. Delphine Batho, par exemple et sans réduire son évolution politique à la seule collapsologie, s'éloigne progressivement du Parti Socialiste jusqu'à le quitter complètement en 2018 pour rejoindre Génération Ecologie. Elle entend parler de collapsologie en 2015 et s'y intéresse peu à peu, non sans émettre certaines réserves à son sujet. La collapsologie participe alors selon elle, et avec d'autres facteurs, à sa volonté d'initier un virage écologique au sein du Parti Socialiste, puis, en s'associant au philosophe Dominique Bourg, à appuyer une liste Urgence Ecologie aux élections européennes de 2019. D'ailleurs, elle reconnaît en entretien que si le terme n'avait pas existé dans le débat public, si elle ne s'y était pas autant intéressé, elle « n'aurait pas fait la liste Urgence Ecologie avec Dominique Bourg aux européennes, qui a conduit à imposer la reconnaissance de l'état d'urgence climatique [853]». Cela signifie que la collapsologie pousse aussi à réaffirmer des convictions écologistes déjà acquises. Martin, avant de rejoindre *Extinction Rebellion* et de faire le choix de s'y dédier, avait un peu milité, dans une moindre mesure, au sein d'Alternatiba. Il explique que « l'effondrement, c'est un accélérateur [854]» : il faut aller plus vite et plus fort, à la fois dans l'engagement militant pour lutter contre une « société malade », et dans l'exploration d'autres modes de vie collectifs pour « se préparer, d'une certaine manière à [...] un système qui se dégrade de plus en plus[855] ». La pertinence de l'investissement militant, associatif, ou plus largement citoyen, se trouve encore confortée.

En définitive, sur les initiatives observées et dans les entretiens menés, la collapsologie mène à réaffirmer et réorienter des trajectoires de politisation et trajectoires politiques, et participe par là d'une écologisation des sensibilités et pratiques politiques. Ces effets se traduisent dans le champ de la politique institutionnelle, notamment dans le vote, et dans les programmes et politiques publiques défendues, pour les professionnels et professionnelles de la politique. Mais elle agit également en dehors de ce premier

[852] Nadia, *Entretien réalisé le 23/10/2020*.
[853] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*.
[854] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.
[855] *Ibid.*

cercle, au-delà de la politique spécialisée. Des personnes s'initient à la désobéissance civile, d'autres construisent collectivement d'autres types de modes de vie.

C) La revalorisation de la politique locale

La revalorisation des institutions politiques locales : le rôle des maires et élus départementaux

Cette critique des institutions nationales et internationales profite alors aux échelles locales, réinvesties par des engagements pluriels, associatifs ou militants. Dans cette revalorisation du local, la politique institutionnelle n'est pas nécessairement évacuée. Le rôle des maires est souligné par différentes personnes rencontrées. Lola, de passage sur la CIB, explique s'être engagée au près d'un Emmaüs local, dans la ville de Grand-Sainte qui, selon elle, « bouge beaucoup, niveau écologie » : elle prête ce dynamisme à l'activité du maire « qui fait plein plein de trucs : transports gratuits, magasin de trocs, bâtiments réhabilités…[856] ». Cette attention spécifique portée aux maires se retrouve dans l'ADN même de la Suite du Monde. Nicolas Voisin indique avoir alimenté ce projet en allant voir plusieurs maires dans les campagnes, ainsi que des habitants et acteurs associatifs, pour se faire une idée des besoins sur les territoires : le maire est identifié comme un acteur politique de proximité, connaissant les spécificités et attentes des populations locales[857]. Les liens avec les institutions communales sont d'autant plus importants que les habitants de la CIB, lorsque je les rencontre pour la première fois, expliquent avoir pour projet de négocier avec la mairie de Piégut-Pluviers l'occupation de locaux abandonnés pour y créer des lieux de convivialité (bar ; atelier de bricolage). De la même manière, Tamak manifeste son agacement envers des « pouvoirs publics qui n'agissent pas », mais aussi son intérêt pour les institutions locales :

[856] Lola, *Entretien réalisé le 23/10/2020*, Piégut-Pluviers, 2020. Lola est venue sur la Commune Imaginée du Bandiat pour se former aux travaux agricoles, et pour assouvir une soif de voyages et de découvertes attisée durant la pandémie de Covid-19. Elle se dit très sensible aux questions écologiques. Notons pour cet extrait que le partage des compétences entre mairie, département et région n'est pas toujours très clair pour les personnes rencontrées : une mairie peut sembler très active sur des sujets dont l'administration revient en réalité à d'autres instances.

[857] N. VOISIN, *Entretien réalisé le 14/02/2020*.

> « Je me pose la question depuis quelques mois, bosser dans une petite mairie sur des questions d'éducation, des questions sociales, je m'y vois [858]. »

S'il hésite encore, c'est car il s'inquiète de la marge de manœuvre réellement laissée à cet échelon politique :

> « C'est pas anodin, depuis deux ans en France, il y a des communes sans maires, des maires agressés [...]. Je sais pas si c'est le système, ou les moyens, mais ça me rend malade, ça me rendrait malade de pas pouvoir mener à bien des projets qui me tiennent à cœur. Mettre un pied dans la vie politique locale m'intéresse mais j'aurais peur de pas réussir à tenir mes objectifs. [...] Il y a des gens très bien là-dedans qui doivent en souffrir[859]. »

Ainsi, les institutions locales ne connaissent pas la même critique que celles nationales, et les mairies sont considérées comme des espaces potentiellement intéressants, à condition qu'elles bénéficient de moyens réels[860].

L'importance des maires est également soulignée au sein du Département de la Gironde. Jean-Luc Gleyze est convaincu que « la résilience viendra toujours d'en bas » :

> « On l'a expérimenté pendant le confinement, la réponse de proximité, ce sont d'abord les communes, puis les départements. Les communes permettent de connaître les besoins, qui est isolé, vers qui il faut aller[861]. »

Conscient du rôle des communes face aux crises, le Président du Département entend s'adresser aux maires :

> « J'ai fait venir devant 500 maires de Gironde *Youth for Climate*, pour dire ce qu'ils attendent d'un élu pour mettre en place une action politique forte à l'égard de l'environnement[862]. »

---

858 Tamak, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.

859 *Ibid.*

860 Soulignons combien cette articulation entre la perspective d'un effondrement systémique et la revalorisation du rôle des maires existe aussi en dehors de nos terrains d'étude, dans d'autres milieux effondristes. Alexandre Boisson, ancien policier et membre du Groupe de Sécurité du Président de la République (GSPR), quitte ses fonctions en 2011 et, découvrant la collapsologie, crée en 2018 l'association « S.O.S Maires » : face à la perspective d'un effondrement systémique, il propose de réinvestir l'échelon local en alertant les maires. Il s'agirait ainsi de pousser ces derniers à mener le diagnostic de leurs communes en termes de résilience alimentaire et sur différents risques majeurs, et de travailler sur leur Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et sur leur Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), à remettre à chaque foyer en cas de déclenchement du PCS. Il co-écrit ainsi en 2019 *Face à l'effondrement, si j'étais maire : Comment citoyens et élus peuvent préparer la résilience* : les maires y sont présentés comme les premiers interlocuteurs des citoyens et citoyennes en cas d'effondrement systémique. L'initiative d'Alexandre Boisson, connue par les fondateurs de la Suite du Monde, intéresse dans sa dimension locale, mais non sans réserve : Nicolas Voisin s'interroge ainsi sur la pertinence de l'appel aux décideurs et de la posture de conseil vis-à-vis de ceux-là, et préfère revendiquer une forme plus directe encore d'engagement politique. Alexandre BOISSON, Philippe DESBROSSES et André-Jacques HOLBECQ, *Face à l'effondrement, si j'étais maire ? Comment citoyens et élus peuvent préparer la résilience*, Paris, Yves Michel, 2019.

861 J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

862 *Ibid.*

Si les instances nationales semblent insuffisamment préparées aux chocs que peuvent connaître les territoires, il est alors nécessaire de changer d'échelle et de développer des coopérations entre différents échelons politiques plus locaux, et notamment entre les communes et les départements. Plusieurs des personnes rencontrées soulignent en effet le rôle des départements. Pour Céline, ancienne collaboratrice de Jean-Luc Gleyze, les départements sont « oubliés », alors même qu'ils peuvent avoir un rôle à jouer dans la protection des personnes les plus vulnérables :

> « Les départements sont encore trop oubliés, le sujet [de la résilience] est très abordé dans les villes alors que le département, c'est la collectivité des solidarités. C'est la bonne échelle, le bon maillon, avec des distances [spatiales] encore gérables et maitrisables. Le rôle de la région est certain mais n'est pas le même : tout le monde a un rôle à jouer, chacun prend sa part, comme évidemment les EPCI et l'échelle locale. Mais le département est une bonne échelle car c'est un acteur qui peut organiser la coopération, faire l'interface entre différentes échelles, et traiter des thématiques de solidarités[863]. »

Ainsi, l'échelle départementale devrait occuper un rôle de coordination auprès des communes, et encourager leurs impulsions. Corinne Martinez rappelle alors combien « la main est aux collectivités » sur les sujets de résilience. Ainsi, si la collapsologie mène à une revalorisation des institutions politiques locales, c'est l'occasion, pour le département de la Gironde, de réaffirmer le rôle de l'échelon départemental et de ses missions en termes d'action sociale et de coordination, et de revendiquer une forme d'émancipation vis-à-vis d'instances jugées plus lointaines[864].

Un engagement politique local à la marge des institutions : Pratiques associatives et contestataires, modes de vie communautaires

Si la politique spécialisée n'est pas désertée à l'échelle locale, d'autres éléments doivent encore être pris en compte, qui nuancent l'idée d'une démission du politique chez les effondristes. En effet, ils et elles investissent également les espaces en marge des institutions, en prenant part à la vie associative de leurs communes, à des manifestations et actions de désobéissance civile, en revendiquant le caractère politique des modes de vie communautaires. Les membres d'*Extinction Rebellion* rappellent la dimension évidemment politique de leur engagement au sein d'actions de désobéissance civile, lesquelles s'inscrivent en complémentarité de leur participation à d'autres manifestations,

[863] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.
[864] C. MARTINEZ, *Entretien réalisé le 17/05/2023*.

telles que celles des Gilets jaunes[865]. Ici, le positionnement de Gaspard relatif à l'inefficacité des manifestations et mouvements de désobéissance est nuancé. Tamak valorise une forme d'émulation collective : même lorsque les actions de désobéissance peuvent « être frustrantes, décevantes », celles-ci étant jugées encore peu entendues par le gouvernement, « derrière, il y a des rencontres avec des gens qui parlent la même langue que toi. [866] ». Arya évoque elle aussi cette émulation, qu'elle décrit comme une « bouffé d'oxygène, on se sent moins isolés, il y a une énergie positive et bienveillante envers les autres », même si parfois « ça n'avance pas comme on voudrait [867] ».

Sur la CIB, même constat : le politique n'est jamais loin, même en marge des institutions. Nadia se désintéresse du jeu des partis et des élections politiques, mais elle milite activement pour les enjeux environnementaux, le droit des femmes et celui des personnes migrantes. Elle indique « aller à des manifestations, partager des choses aux gens autour [d'elle], et rien laisser passer [868] ». Lola évoque ses nombreux engagements associatifs depuis le lycée auprès des populations les plus vulnérables et sa participation aux marches pour le climat[869]. Elle s'est également engagée au sein de différents collectifs :

> « *Youth for climate*, au local et au niveau national, *Extinction Rebellion*, aussi. Et puis aussi, à Tours, il y a un grand réseau social et écolo, y a plein d'assos et des réunions inter-associatives. Donc on va dire que je faisais un peu partie de tout [870]. »

Florent indique être arrivé sur la CIB quelques semaines après que le mouvement des Gilets jaunes se soit essoufflé : galvanisé par son expérience de la mobilisation sociale et les rencontres faites sur les ronds-points, il n'imaginait pas retourner à un quotidien jugé trop peu politique. Rejoindre le Bandiat devait alors, à ses yeux, s'inscrire dans le prolongement de ce mouvement. Il se réjouit d'y rencontrer des personnes ayant, comme lui, activement pris part au mouvement des Gilets jaunes, ou encore à celui de Nuit debout [871].

L'engagement politique des effondristes peut donc s'inscrire en marge des institutions, via des pratiques associatives et contestataires. Il arrive parfois aussi que les

---

[865] Arya, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.
[866] Tamak, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.
[867] Arya, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.
[868] Nadia, *Entretien réalisé le 23/10/2020*.
[869] Lola, *Entretien réalisé le 23/10/2020*.
[870] *Ibid.*
[871] Florent, *Entretien réalisé le 04/03/2020*.

effondristes puissent se désintéresser de mouvements tâchant d'établir un rapport de force avec les gouvernements en place, via des manifestations, ou qu'ils aient la volonté d'aller plus loin encore dans l'expérimentation d'autres organisations politiques. Il s'agit alors de construire des espaces d'autonomie échappant plus ou moins à l'exercice du pouvoir, dans lesquels les groupes d'individus puissent réinvestir pleinement le politique, en érigeant eux-mêmes les règles qui régissent la vie en collectif. Ainsi, pour les fondateurs de la Suite du Monde, les « Communes Imaginées » doivent s'inscrire dans le prolongement du projet communaliste de Murray Bookchin. C'est en tout cas ce que m'explique Nicolas Voisin, qui voit dans cette proposition une « mise en œuvre politique concrète[872] » pour répondre à la collapsologie.

Conclusion : Vers une nouvelle génération d'écologistes ?

Les effondristes rencontrés s'intéressent à la collapsologie pour des raisons multiples. Pour les profils scientifiques, la critique de l'ordre social qu'ils prêtent à la collapsologie peut rassurer, parce qu'elle semble moins idéologique que scientifique, tout en leur paraissant radicale. Ainsi, les personnes les plus méfiantes de la politique spécialisée peuvent s'appuyer sur la perspective d'un effondrement systémique pour exprimer une faim de démocratie qui peine à trouver un écho dans les pratiques les plus traditionnelles de la politique. De la même manière, la collapsologie mène certaines personnes, et notamment les profils politiques, à réaffirmer leur attachement à des idéaux démocratiques tels que la solidarité, tout en verdissant leurs représentations politiques. Enfin, pour des individus se trouvant dans des périodes difficiles de leurs vies, la collapsologie transforme une douleur intime en une inquiétude plus large et concernant la vie politique. C'est donc que le discours sur l'effondrement provoque ou accompagne des bifurcations individuelles, au cours desquelles l'identité des êtres se recomposent, comme leurs idées politiques. Ce faisant, les effondristes réinterprètent le discours de la collapsologie, créent de nouvelles sociabilités à partir de celui-ci, et s'engagent peu à peu en faveur de l'environnement - de telle manière qu'on assiste peut-être à l'émergence d'une nouvelle génération d'écologistes, marquée par l'essor de la collapsologie.

[872] N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.

Reconnaître l'agentivité des effondristes

Notre enquête tend à vérifier notre première hypothèse : la collapsologie constitue bien une étape sur des trajectoires de politisation plurielles et menant à une forme d'écologisation des comportements politiques. La collapsologie, dans le cadre de notre étude, ne confisque en rien les capacités interprétatives de ses publics. Au contraire, ils et elles développent des conceptions plurielles de l'effondrement, y articulent différentes logiques d'action allant dans le sens d'une écologisation des représentations et comportements politiques, et finissent parfois même par se montrer très critiques envers la collapsologie. C'est donc qu'il nous faut reconnaître l'agentivité des effondristes, et admettre que le premier apport de notre objet à l'écologie politique puisse être humain : les personnes rencontrées expriment progressivement leur conviction écologiste. La sociologie de ces primo-militants et/ou nouveaux arrivés à l'écologie, dans le cadre de cette enquête au moins, correspond plutôt à l'idée que s'en fait, un peu rapidement, la littérature critique de la collapsologie. Les effondristes sont souvent issus de milieux aisés, peuvent bénéficier d'une importante culture scientifique, et n'ont pas toujours eu accès à une formation théorique et militante concernant spécifiquement les enjeux politiques de l'écologie. Ainsi, si nous sommes peut-être en présence d'une nouvelle génération d'écologistes, on ne peut guère affirmer que celle-ci s'inscrive dans une tradition politique écologiste tout à fait déterminée et bien conscientisée. Les leviers de politisation des effondristes sont pluriels, et trouvent souvent leur origine dans une approche scientifique des enjeux environnementaux et climatiques, quand ce n'est pas dans des préoccupations intimes. Il n'empêche que les effondristes cultivent leurs intérêts pour l'écologie, s'organisent, se politisent. Dès lors, il nous faut considérer plus précisément encore les ressorts et spécificités de la politisation des collapsonautes, pour espérer en induire des apports théoriques et stratégiques à l'écologie politique.

Troisième partie

Recompositions écologistes face à l'effondrement systémique

Quels apports de la collapsologie au projet démocratique de l'écologie politique ?

Si la collapsologie pousse les individus à se mobiliser pour l'environnement, peut-elle pour autant profiter à une reconstruction idéologique et stratégique de l'écologie politique ? La collapsologie peut-elle nous permettre de repenser le projet démocratique de l'écologie politique en la confrontant à ses tensions idéologiques et pratiques ? Pour le savoir, nous proposons de revenir sur trois principaux résultats de notre enquête, évoqués dès la deuxième partie de cette thèse et qu'il nous faut encore développer. À partir de ces résultats, nous tâcherons d'induire des réceptions de la collapsologie de possibles apports théoriques pour l'écologie politique : en articulant différentes lectures écologistes de la collapsologie, nous donnerons à voir de possibles recompositions de l'écologie politique motivées par le discours sur l'effondrement systémique.

Le sixième chapitre de cette thèse se confronte à la question du temps. En effet, nous avons compris que l'écologie politique, que ce soit en tant qu'approche inédite du politique, en tant qu'idéologie ou comme ensemble de contre-conduites, développe une réflexion sur les temporalités qui orientent l'activité politique. Or, notre enquête montre que les effondristes construisent différentes représentations de l'effondrement systémique, et donc du futur lui-même. Comment comprendre cette diversité de représentations ? Il se pourrait que les milieux effondristes reflètent les tensions d'une écologie politique traversée par différentes constructions politiques du temps. Dès lors, nous proposerons une lecture andersienne de la collapsologie : nous la tiendrons pour une tentative, plus ou moins adroite, d'affirmer un cadre temporel eschatologique et spécifiquement catastrophiste, le délai[873]. Selon cette lecture, la collapsologie pousserait l'écologie politique à se singulariser en inscrivant son héritage catastrophiste au cœur même de sa construction idéologique.

Le septième chapitre ouvre une réflexion sur l'articulation entre sciences et politique. En effet, l'écologie politique se développe, ne serait-ce qu'historiquement, avec une écologie scientifique qui défend initialement une approche réflexive et critique des effets politiques des sciences. Or, notre enquête met en évidence un paradoxe, en

[873] Nous avons déjà évoqué le délai en première partie de cette thèse, à partir des travaux de Günther Anders.

soulignant à la fois l'importance des sciences dans les trajectoires de politisation des effondristes, mais aussi, et comme nous le verrons, une crise de confiance envers les sciences. Plus encore, en s'adressant tout à la fois aux communautés scientifiques et à un large public, la collapsologie interroge les conditions nécessaires à un dialogue politique entre acteurs scientifiques, citoyens et citoyennes. Dès lors, nous proposerons une deuxième lecture de la collapsologie, plus constructiviste[874], invitant l'écologie politique à rejouer son geste fondateur à travers une mise en politique des sciences. Ce faisant, à partir de la collapsologie, l'écologie politique pourrait affirmer sa spécificité non plus idéologique, mais bien méthodologique.

Enfin, le dernier chapitre de la thèse considère la façon dont les effondristes s'engagent pour leurs proches, et notamment pour les membres de leurs familles, plus que par adhésion à un discours explicitement idéologique. Ces préoccupations intimes nous pousseront alors à questionner ce motif de la « famille » et son articulation à l'écologie politique. Penser l'écologie à partir de cette notion, est-ce courir le risque de la dépolitiser, en la confinant à des réflexions infrapolitiques ? Plus encore, ne risque-t-on pas également d'inscrire l'écologie politique du côté d'idéologies réactionnaires, qui défendent un idéal familial depuis lequel se reproduit l'ordre social ? Au contraire, il se pourrait que redéfinir la famille dans une perspective écoféministe permette à la fois de répondre aux revendications des effondristes et de remotiver le projet démocratique de l'écologie politique. En effet, à partir du motif revisité de la famille, l'écologie politique pourrait placer au cœur de son projet la lutte contre les oppressions systémiques qui sous-tendent nos sociétés occidentales. Ainsi, adopter une approche écoféministe de la collapsologie pour penser l'écologie politique depuis la famille pourrait mener à redéfinir le projet écologiste, en en élargissant le front de lutte.

[874] Nous reprenons notamment cette appellation à Dominique Bourg et Kerry Whiteside pour désigner l'approche de l'écologie politique défendue par Bruno Latour ou encore Isabelle Stengers. D. BOURG et K.WHITESIDE, « Écologies politiques : essai de typologie », art.cit.

Chapitre 6. Une lecture andersienne de la collapsologie : Singulariser l'écologie politique depuis le catastrophisme

Nous avons précédemment montré que les personnes rencontrées durant notre enquête adoptent différentes conceptions de l'effondrement. Voilà qui doit retenir toute notre attention : quels rapports au « temps » cette multiplicité d'approches suggère-t-elle ? Ce chapitre se donne pour premier objectif de rendre compte des conceptions de l'avenir développées par les effondristes. Pour ce faire, nous étudierons les différents « régimes du futur[875] » qu'ils mobilisent, selon une formule que nous reprenons à Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz. Sur ce point, notre enquête prouve que les publics de la collapsologie convoquent de très nombreuses approches du futur, affirmant encore une fois leurs capacités interprétatives face à un discours dont la prétendue emprise s'avère fantasmée (1). Mais comment comprendre cette pluralité ? À quelles constructions politiques du temps s'articulent ces différentes approches du futur ? Notre enquête montre qu'il se joue, à l'intersection entre collapsologie et écologie politique, un étonnant bras de fer entre un idéal développementaliste profitant de logiques prévisionnistes, et sa critique radicale, plus ou moins adroitement portée par une prophétie d'effondrement. Ici, l'écologie politique se heurte à l'affirmation de sa branche catastrophiste, tâchant de faire exister une construction politique du temps eschatologique (2). Plutôt que de reproduire les critiques maintes fois adressées à l'eschatologie, nous proposerons plutôt d'en avoir une approche pragmatique : quels sont ses effets concrets ? Se pourrait-il que cette conception catastrophiste du futur profite à des projets politiques émancipateurs ? Dès lors, il sera ici défendu que la prophétie d'effondrement, tâchant de faire exister une eschatologie écologiste, a des effets préfiguratifs qui pourraient bien avoir une dimension révolutionnaire (3). Selon cette approche, la collapsologie inviterait l'écologie politique à inscrire au cœur de sa construction théorique et idéologique un rapport au temps spécifiquement catastrophiste, lequel lui permettrait de se singulariser efficacement vis-à-vis de familles politiques développementalistes.

[875] F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit.*

1. Imaginer, prophétiser, anticiper l'effondrement : La grande diversité des régimes du futur mobilisés par les effondristes

A) Imaginer l'effondrement systémique : De la prospective à la prévision

De la prospective à l'anticipation des risques

Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz distinguent, en confrontant différentes conceptions du temps, modes d'énonciation du futur, et logiques d'action qu'ils suggèrent, huit « régimes du futur » : l'urgence, l'attente, l'anticipation, la prévision ou prédiction, la prospective, la promesse, la prophétie et la science-fiction[876]. Nous proposons d'observer quels « régimes du futur » mobilisent les personnes rencontrées durant l'enquête, dans l'objectif de mieux comprendre le cadre temporel dans lequel s'inscrivent les stratégies politiques éventuellement développées par les effondristes. Premièrement, il n'est pas rare que nos enquêté·es défendent une approche méthodologique de la collapsologie : l'effondrement est présenté comme une fiction-repoussoir, un scénario parmi d'autres concernant le futur. Le terme de « scénario », ici, est particulièrement pertinent, puisque ce premier type de conception de l'effondrement convoque un régime du futur proche de la prospective, laquelle fonctionne à partir de récits en partie fictifs. Ceux-ci explorent différentes formes de futur en caricaturant des tendances observées dans le présent et en s'appuyant sur des données scientifiques. Fabrizio Li Vigni, Enka Blanchard et Cyprien Tasset, dans leur article « Théories of Global Collapse : Closing Down or Opening Up the Futures ?[877] », reprennent le cadre analytique proposé par Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz pour l'appliquer à la collapsologie, et soulignent également une proximité entre certaines approches de l'effondrement et la prospective. La prospective y est définie de la sorte :

> « This regime functions through scenarisation in situations of high uncertainty. Contrary to the situations in which one can anticipate the future, uncertain situations can only be prospected through hypothetical, coarse-grained and imprecise scenarios [878]. »

[876] Voir leur tableau exposant les principales caractéristiques de ces huit régimes d'énonciation du futur. *Ibid.* p.168-169.

[877] F. LI VIGNI, E. BLANCHARD et C. TASSET, « Theories of Global Collapse », art. cit.

[878] Fabrizio LI VIGNI, Enka BLANCHARD et Cyprien TASSET, « Theories of Global Collapse: Closing Down or Opening Up the Futures? », art.cit. Ainsi que F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit.*

La prospective, dans ce sens, suggère bien un « temps déplié, non-linéaire, ouvert sur une pluralité de temporalités [879] ». Cette logique, sur le Département de la Gironde, se donne à voir à l'occasion des rencontres du panel citoyen mobilisé en amont de l'élaboration de la stratégie de résilience territoriale. À partir de l'observation de grandes tendances locales, nationales et internationales, identifiées à l'issue d'ateliers et conférences, les girondins et girondines ont été invités à construire trente-trois questions débutant toutes par « Et si », tels que :

> « Q3- Et s'il n'y avait plus de nourriture ? Et s'il n'y avait plus d'approvisionnement extérieur ? Et s'il n'y avait plus d'eau pour produire des denrées alimentaires localement ? Et s'il n'y avait plus de sols ? Et s'il n'y avait plus d'agriculteurs [880] ? »
>
> « Q10- Et si nous n'avions plus d'eau potable en ouvrant nos robinets [881] ? »
>
> « Q18 -Et si la Gironde devait accueillir un flux important de migrants climatiques du bassin méditerranéen [882] ? »
>
> « Q20 -Et si l'augmentation de la population girondine renforçait la pression sur des ressources déjà en tension [883] ? »
>
> « Q31- Et si le système bancaire s'effondrait (comme en 2009) [884] ? »

La dernière question rappelle encore l'influence de la collapsologie sur cet espace institutionnel, celle-ci reprenant un poncif des discours des collapsologues : « Q33- Et si tout était lié ? [885]». On reconnaît là, en filigrane, le motif de l'effondrement systémique. Mais l'usage qui en est fait est méthodologique : le recours même à la formulation « et si » indique que nous nous situons dans une temporalité prospective, où le futur demeure indéterminé, voire dans une temporalité fictionnelle.

Ces usages prospectifs du motif de l'effondrement se donnent un double objectif. D'abord, il s'agit de sensibiliser les populations à l'urgence environnementale et climatique, comme aux risques systémiques. Chacune des trente-trois grandes questions, présentées depuis un futur hypothétique, fait découvrir une tendance observée directement en Gironde ou à une autre échelle impactant le département. L'urgence ainsi reconnue, il s'agit ensuite de mettre en œuvre, progressivement, des politiques publiques

---

[879] F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit*.p.168.

[880] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Les échos des rencontres panel citoyen. Compilation des échos des 8 séquences déc.2019 - juin 2020, op. cit*.

[881] *Ibid.*

[882] *Ibid.*

[883] *Ibid.*

[884] *Ibid.*

[885] *Ibid.*

permettant non pas de se préparer à un effondrement systémique tenu pour certain et inéluctable, mais d'éviter que différents aléas n'affectent le territoire girondin. Peu à peu, on passe donc du régime de la prospective à celui de l'anticipation. Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz le définissent comme une « accélération du temps », où il s'agit d'« être en avance sur le processus » par la « préparation ; on agit en amont, avant qu'il ne soit trop tard [886] ». En effet, l'anticipation, contrairement à d'autres régimes du futur, « permet d'assurer des prises en amont, d'être prêt, de disposer de repères et d'outils pour faire face, pour favoriser avec plus d'assurance le futur désiré tout en éloignant ce qui est redouté [887] ». Dès lors, à partir des scénarios d'effondrement, les agents et citoyens girondin anticipent un certain nombre de risques : le territoire se trouve menacé à la fois par la montée du niveau de la mer, la dégradation et raréfaction de la ressource en eau, les feux de forêts, les accidents industriels, etc.

Soulignons que le Département de la Gironde présente la particularité de travailler sur la résilience : or, telle que la comprend l'institution girondine, la résilience ne se limite pas à une simple gestion des risques identifiés. Non, il s'agit de composer avec une incertitude plus grande. Améliorer la résilience du territoire girondin consiste en grande partie, pour le Département, à encourager les initiatives citoyennes s'inscrivant dans une logique de solidarité et de cohésion territoriale, à leur allouer les moyens nécessaires à leurs activités. Comme le souligne Jean-Luc Gleyze, ce sont d'abord ces réseaux locaux qui, en situation d'urgence et face à des catastrophes plus ou moins imprévues, permettront aux populations de se remettre d'un choc. Le Département, dès lors, dépasse les seules logiques prévisionnistes pour tendre à nouveau vers une revalorisation, voire une redéfinition, de l'anticipation. S'il on cherche toujours à comprendre quels pourraient être les risques affectant un territoire, dans l'objectif d'agir sur ceux-là et de les atténuer, une attention plus particulière est portée aux capacités d'adaptation des populations, structures et réseaux[888]. Dans le cas girondin, cette forme d'anticipation allant dans le

[886] F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit*. p.168.

[887] *Ibid.*p.167.

[888] Nous reprenons ici la distinction traditionnellement opérée entre politiques d'atténuation et politiques d'adaptation. Rappelons que ces dernières ont longtemps été délaissées par l'action publique : l'adaptation, dans toutes ses différentes acceptions, était considérée comme relevant d'un aveu d'échec, tout en étant bien moins quantifiable que des politiques d'atténuation. Dès lors, les politiques d'atténuation ont été présentées comme relevant elles-mêmes d'une forme d'atténuation : un tour de passe-passe contre-productif. Elsa RICHARD, « L'action publique territoriale à l'épreuve de l'adaptation aux changements climatiques : Un nouveau référentiel pour penser l'aménagement du territoire ? », Université François Rabelais de Tours, Tours, 2013.

sens d'une revalorisation de l'adaptation, s'incarne dans deux exemples : celui de la pandémie du Covid, qui a affecté l'ensemble du globe, et celui, plus spécifique, des mégafeux qui ont frappé le territoire durant l'été 2022. Face à ces deux catastrophes de natures bien différentes, les personnes rencontrées développent une même diatribe envers l'impréparation de l'Etat et soulignent combien la résilience doit toujours venir d'abord « du bas », des populations elles-mêmes.

De l'anticipation des risques à leur prévision

Si les vulnérabilités du territoire sont effectivement identifiées, et si l'adaptation est revalorisée au sein des préoccupations girondines, on passe pourtant progressivement de l'anticipation à la prévision[889], selon une logique traditionnellement observée au sein des institutions politiques. Le régime de la prévision est en effet celui des institutions politiques par excellence, et suggère de se projeter dans une temps « calculé et linéarisé[890] », nécessaire à l'application d'un programme politique. Dès lors, au Département de la Gironde, l'usage méthodologique du motif de l'effondrement doit s'articuler à la nécessité de poursuivre les missions de l'institution. La démarche relève de la planification : dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de résilience, des objectifs à l'horizon 2030 ont été adoptés et déclinés dans chaque présidence du département, dans le secteur des mobilités, des collèges, de la voirie, et ainsi de suite. La perspective d'un effondrement, considérée comme une seule hypothèse prospective, est mise au service de la construction de ces objectifs : elle doit permettre de se montrer plus ambitieux dans l'élaboration de ceux-ci, de « changer de braquet », selon les mots de Julie Chabaud. Cela signifie que la perspective d'un effondrement, lorsqu'elle est énoncée depuis le régime de la prospective, permet de construire des continuités, de donner à voir une forme de stabilité que les institutions ont justement pour rôle de maintenir. Cette continuité est d'abord discursivement construite : les élus, à l'instar du Président du Département Jean-Luc Gleyze, cherchent à rendre compte de leurs actions passées et de les articuler à celles à venir, que ce soit dans les médias, en séance plénière au Département, ou à travers un ensemble de documents visant à communiquer sur les

[889] F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit*. p.170.
[890] *Ibid.* p.167.

actualités de l'institution[891]. L'hypothèse d'une fin des institutions vient, paradoxalement peut-être, relancer l'activité classique de l'institution.

Ainsi, considérer l'effondrement comme une seule hypothèse mène à mobiliser la prospective, l'anticipation et la prévision. Ces régimes, plus qu'ils ne se juxtaposent les uns aux autres, s'articulent dans le temps pour tendre vers la prévision. Ce faisant, on assiste également à un glissement dans les objets et échelles considérées : on passe de l'effondrement aux risques, et d'une approche systémique et mondiale à une échelle plus locale.

B) ***Annoncer l'effondrement systémique : De la prophétie à l'urgence***

La prophétie de l'effondrement catastrophique

Qu'en est-il pour les enquêté·es adoptant une approche catastrophique de l'effondrement, le tenant pour absolument certain et devant avoir lieu dans un futur proche ? Le positionnement d'Yves Cochet est certainement celui qui incarne le mieux cette conception de l'effondrement. Il souligne en effet l'inéluctabilité de l'effondrement, et tente de lui fixer une échéance. Fabrizio Li Vigni, Enka Blanchard et Cyprien Tasset se réfèrent alors à ses prises de position, et notamment à une tribune qu'il publie le 23 août 2017 dans *Libération* :

> « Bien que la prudence politique invite à rester dans le flou, et que la mode intellectuelle soit celle de l'incertitude quant à l'avenir, j'estime au contraire que les trente-trois prochaines années sur Terre sont déjà écrites, grosso modo, et que l'honnêteté est de risquer un calendrier approximatif. La période 2020-2050 sera la plus bouleversante qu'aura jamais vécue l'humanité en si peu de temps. À quelques années près, elle se composera de trois étapes successives : la fin du monde tel que nous le connaissons (2020-2030), l'intervalle de survie (2030-2040), le début d'une renaissance (2040-2050) [892]. »

[891] J.-L. GLEYZE, « Discours du Président du Département de la Gironde M. Jean-Luc Gleyze. Séance plénière, budget primitif, le lundi 16/12/2019 », *op. cit* ; FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Gironde résiliente. Contribution du Département de la Gironde pour anticiper et s'adapter aux changements environnementaux et sociétaux*, *op. cit* ; FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, « Dossier de presse. Séance plénière du lundi 24 juin 2019. Budget supplémentaire 2019. La gironde, laboratoire d'innovations sociales, écologiques et démocratiques », *op. cit*.

[892] Yves COCHET, « De la fin d'un monde à la renaissance en 2050 », *Libération*, 23/08/2017, disponible sur https://www.liberation.fr/debats/2017/08/23/de-la-fin-d-un-monde-a-la-renaissance-en-2050_1591503/, consulté le 10 février 2021 ; F. LI VIGNI, E. BLANCHARD et C. TASSET, « Theories of Global Collapse », art. cit.

Lors d'un entretien réalisé avec l'ancien ministre dans le cadre de notre étude, il réaffirme cette conviction et reformule son propos, en s'essayant une nouvelle fois à un exercice de datation :

> « Je pense que [l'effondrement] est assez imminent, parce que là c'est les dominos, avec la guerre en Ukraine. [...] Avec la propagation de la panique, ça va très très vite, ça peut être quelques semaines. Donc moi je pense - enfin bon, il paraît qu'il ne faut pas faire de prédiction, parce que ça fait un peu Nostradamus ; mais disons que ce sera soit cette année, hiver 2022-2023, soit l'hiver d'après[893]. »

Si son ton peut paraître moins assuré, celui-ci reconnaissant avec humour pouvoir être comparé à Nostradamus, il se dégage pourtant de cet extrait une même conception déterminée du futur. Pour les trois sociologues, le régime ici convoqué est celui de la prophétie, qui se distingue de la prospective « because of its stronger affirmative tone [894] » :

> « À prophecy announces an inescapable future, attributing determination to what seems to be fundamentally indeterminate. At its extreme end, the regime of prophecy meets eschatology. [...] In analyses conducted to date, doomsday prophecies have been the dominant figure, wich may announce a collapse, a crisis, depletion or the end of something well established in the past[895]. »

Dans cette relation au futur, les faits scientifiques sont articulés à des motifs discursifs évoquant la révélation religieuse. La prophétie a alors pour particularité de transformer son énonciateur en annonciateur : Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz y lisent une « asymétrie entre le visionnaire et ses cibles aveuglées par le présent et l'habitude[896] ». Cette asymétrie, qui place dans une position de surplomb l'annonciateur, peut nous rappeler les critiques adressées au catastrophisme. Or, pour nombre de ses détracteurs, il s'agit là d'un outil profitant aux classes dominantes, leur permettant de renforcer des pouvoirs autoritaires en maintenant dans un état de crédulité, de terreur, et dans un sentiment d'urgence permanente, les populations auxquelles on annonce un désastre.

De l'urgence à la valorisation du présent

Il est vrai que le motif de l'effondrement systémique, d'autant plus lorsqu'il est mobilisé depuis le régime de la prophétie, place les individus face à une urgence. Le sous-

[893] Y. COCHET, *Entretien réalisé le 04/07/2022, op. cit.*
[894] F. LI VIGNI, E. BLANCHARD et C. TASSET, « Theories of Global Collapse », art. cit.
[895] *Ibid.* Voir aussi F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible, op. cit.* p.168.
[896] Francis CHATEAURAYNAUD et Josquin DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible, op.cit.* p.167.

titre de *Comment tout peut s'effondrer*, indiquant s'adresser aux « générations présentes[897]», alors que l'écologie s'est construite en mobilisant le motif des « générations futures », nous place d'ailleurs d'emblée dans le régime de l'urgence. C'est assez logiquement que cette notion, durant notre enquête, a occupé une place centrale, revenant avec récurrence dans les entretiens et dans notre corpus documentaire. Du point de vue des régimes du futur, l'urgence désigne un temps « soustrait par la force de l'événement », observant un raccourcissement du « temps nécessaire à l'action » qui entraîne une « course contre la montre pour sauver une situation [898] » :

> « En régime d'urgence, la vision du futur est soumise à rude épreuve puisque tout se joue dans un temps très court, trop court pour que les acteurs parviennent à évaluer, par la délibération, les différentes ouvertures d'avenir. Agir en urgence ou déclarer un état d'urgence, c'est prendre des mesures dans une forme de corps à corps, au cœur d'un processus sur lequel on a, partiellement ou totalement, perdu prise. Le futur qui importe est celui qui suit immédiatement l'action[899]. »

L'énonciation de l'urgence peut donc, selon Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz, mener au déclenchement de « plans de secours » plus ou moins profitables, et à des « décisions aux conséquence fâcheuses[900] » lorsque se manifeste une certaine impréparation.

Sur nos terrains, l'urgence sert d'abord à qualifier le réel : elle est présentée comme évidente, découlant d'une accélération des dérèglements climatiques et environnementaux[901]. Puis, l'urgence, lorsqu'elle est reconnue et non pas ignorée, est présentée comme un levier accélérant le passage à l'action. C'est ce que suggère aussi bien Julie Chabaud, pour qui les récits de l'effondrement participent à une prise de conscience environnementale, que Nicolas Voisin, qui y voit un potentiel de mobilisation[902]. De la même manière, Jean-Luc Gleyze avance que « tout ce que l'action publique tente de construire » patiemment, sur le temps long, « se met de facto en place, naturellement, dans l'urgence, car il faut bien trouver des solutions immédiates, qui ne viennent pas de grandes réunions[903] ». Voilà pourquoi, selon lui, la résilience des

---

897 P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. op. cit*.

898 F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible, op. cit*.p.168.

899 *Ibid.*p.166.

900 *Ibid.*

901 FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Entrer en résilience. Guide pratique pour les communes et leurs groupements (version longue), op.cit.* Mais ce dès le début de la démarche résilience : FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Gironde résiliente. Contribution du Département de la Gironde pour anticiper et s'adapter aux changements environnementaux et sociétaux, op. cit*.

902 N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.

903 J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

territoires viendra toujours d'abord « du bas », des initiatives locales citoyennes. Par ailleurs, le motif de l'urgence s'articule également à une condamnation répétée de l'attente : on se trouverait face à une situation préoccupante parce qu'on aurait trop attendu. Le moment de l'action aurait ainsi été loupé, le temps aurait été perdu, comme le souligne par exemple Martin, militant d'*Extinction Rebellion* : « Franchement, ça se sait depuis longtemps, et les gens auraient pu agir avant, avec un peu de volonté [904] ». L'attente se fait synonyme d'inaction, là où l'urgence pousserait toujours à agir. Enfin, l'urgence se meut peu à peu en un principe identitaire pour les militants et élus écologistes. Dominique Bourg et Delphine Batho proposent ainsi aux élections européennes de 2019 une liste nommée « Urgence Ecologie ». Pareillement, la motion d'orientation de Génération Ecologie, indique, dès ses premières lignes, être le parti « de toutes celles et ceux qui veulent conserver une planète habitable pour l'humanité et qui reconnaissent l'urgence première de de ce défi historique [905] ». Reconnaître l'urgence, voilà ce qui doit fédérer.

Si l'urgence est omniprésente sur nos terrains, cela n'est pas sans conséquences sur le rapport au présent qu'entretiennent les individus. Pour certaines personnes, le retour au présent relève d'une stratégie de préservation : l'avenir est si menaçant qu'il devient impossible de se projeter sur le long terme, là où le présent offre encore une forme de réconfort. Martin, militant d'*Extinction Rebellion*, explique :

> « J'ai appris à arrêter de me projeter. C'est tellement… Me projeter… On se construit une image du futur, alors qu'on ne sait pas si le futur va se passer comme ça. Donc ça crée plus de douleur, on s'effondre de plus haut si les choses ne se passent pas de la bonne manière, donc je préfère ne pas me projeter, ou très peu. [...] : C'est pas que je prévois rien, mais je fais les choses à la semaine, au mois… Mais je ne me dis pas « dans trois ans j'aurai un master ». J'avance, au fil des jours et de comment je me sens, de ce que j'ai envie de faire. Mais toujours avec cette musique de fond, qui me dit « voilà la réalité ». Donc j'agis en fonction [906]. »

De nombreux témoignages résonnent avec celui-ci. Gaspard, habitant sur la Commune Imaginée du Bandiat, indique :

> « On veut trop organiser. La vie elle aime pas les choses organisées, elle fait exprès, même, de saper le truc. [J'ai] appris à ne pas trop organiser. On peut avoir des objectifs, mais faut pas s'organiser, si tu planifies trop, le destin va faire exprès de foutre la merde.

[904] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.

[905] GENERATION ECOLOGIE, *Motion d'orientation adoptée lors de la 12ème convention nationale le 9 septembre 2018. Re-Génération Ecologie, op. cit*.

[906] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.

> Tu peux planifier toute ta vie, si tu te fais renverser par un bus demain, bah tu l'auras bien dans le cul. C'est le présent qui est important [907]. »

Le retour au présent permet de composer avec l'incertitude. Vivre au jour le jour, s'organiser sur des temporalités courtes, mènerait les personnes à être plus adaptables. Plus encore, se concentrer sur le temps présent relève d'une stratégie de gestion des émotions : Martin souligne lui-même combien « arrêter de [se] projeter » doit limiter la « douleur [908]» d'une déception, dans le cas où les projets construits sur le temps long se trouvent mis à mal par un effondrement systémique. De la même manière, Delphine Batho indique que son engagement politique concerne avant tout le présent :

> « Je travaille pour les jeunes, pour maintenant, je travaille pas pour le futur mais pour maintenant, pour les aider. Si je ne faisais pas au présent ce que je fais, je deviendrais folle. [...] Le militantisme est un remède à mon écoanxiété [909]. »

Notons enfin que cette revalorisation du présent peut éventuellement se donner à voir dans des pratiques quotidiennes telles que celle de la méditation. Sur la Commune Imaginée du Bandiat, un espace a ainsi été construit pour que les personnes le désirant puissent s'y consacrer. Enfin, ce retour au présent s'articule à une quête de sens. Les personnes rencontrées évoquent un sentiment d'absurdité ou de malaise, non pas seulement face à la perspective d'un effondrement, mais plus largement face à des modes de vie ne correspondant pas à leur conception des urgences environnementales et climatiques. Pour ne prendre qu'un exemple, Nadia, venue visiter la CIB, évoque le « besoin de donner sens à la vie », de « trouver un sens, un peu, à être sur cette terre [910] ». En effet, après avoir suivi des études supérieures, la jeune femme éprouve le besoin d'acquérir des savoirs manuels, de voyager et de découvrir d'autres modes de vie, plus en accord avec ces préoccupations politiques. C'est pourquoi elle rejoint le Bandiat, en passant par un site de woofing.

Ainsi, les effondristes mobilisant le régime de la prophétie peuvent également adopter celui de l'urgence. Les individus cessent de se projeter dans un avenir qui paraît de toute façon confisqué pour se concentrer sur le seul présent. Or, cette revalorisation du présent relève-t-elle d'une seule stratégie émotionnelle pour échapper à l'angoisse d'un futur déterminé, ou peut-elle être pleinement politique ?

---

907 Gaspard, *Entretien réalisé le 06/03/2020*.
908 Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.
909 D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*.
910 Nadia, *Entretien réalisé le 23/10/2020*.

C) ***S'organiser face à l'effondrement systémique : De l'anticipation à la préfiguration***

De l'anticipation de l'effondrement catabolique à la quotidienneté critique

Les effondristes, comme nous l'avons montré plus tôt, peuvent aussi adopter une troisième conception de l'effondrement, le tenant pour un processus catabolique, qui, quoique déjà commencé, peut encore être freiné. Dans ce cas, l'effondrement n'est ni une hypothèse méthodologique, ni une prophétie : il est considéré depuis le régime de l'anticipation, déjà évoqué plus haut. Ce régime diffère de celui de la seule prévision, dans le sens où il interroge la robustesse des modes de calculs prévisionnistes et invite plus directement à l'action. Plus encore, il s'agit d'envisager chaque secousse, chaque dégradation, pouvant éventuellement mener à un effondrement dont la possibilité paraît bien concrète. Il faut bien comprendre ce qui, ici, est anticipé : non plus des aléas décorrélés d'une dynamique d'effondrement, mais chaque étape de cette dynamique elle-même. Cette revalorisation de l'anticipation s'observe bien sur nos terrains, et notamment sur la Commune Imaginée du Bandiat. Alors que la pandémie du Covid 19 arrive en France, et que le gouvernement interroge la pertinence du port du masque, certaines personnes du groupe décident d'elles-mêmes de limiter leurs interactions sociales. Gaspard refuse de se rendre en ville, affirmant :

> « les membres du gouvernement banalisent les choses. [...] On a banalisé le truc à en crever. Tu regardes les Chinois, wouahou, faut même pas sortir de chez soi ! C'est ce que Anthony fait par exemple, il sort plus de chez lui, il prend pas de risques [911]. »

Et en effet, trois semaines avant que le premier confinement ne soit mis en œuvre dans toute la France, il est collectivement décidé de cesser d'accueillir des visiteurs sur la CIB.

Or, à partir de l'anticipation de l'effondrement et des différents chocs qui doivent en accélérer la dynamique, les personnes rencontrées développent des logiques d'action et rapports au temps encore différents. Le présent se trouve investi d'une toute autre dimension : il s'agit de vivre quotidiennement selon d'autres rythmes, d'autres objectifs, que ceux traditionnellement observés dans notre société de consommation. Les individus réinvestissent politiquement leur quotidien. Il nous faut alors, pour caractériser davantage ce rapport au présent, travailler la notion de *quotidienneté*. Plus exactement, il nous faut

[911] Gaspard, *Entretien réalisé le 06/03/2020*. Le prénom de la personne citée par Gaspard a été modifié.

nous pencher sur son articulation avec la subsistance, comme le propose Geneviève Pruvost dans son ouvrage *Quotidien politique.* La sociologue reprend la définition de la quotidienneté qu'en donne Henri Lefebvre, soit un « mode d'attention au monde qui autorise la suspension provisoire du jugement [912] », avant de souligner qu'il existe

> « des manières de vivre plus oublieuses ou ignorantes que d'autres des coulisses de la fabrique de cette quotidienneté. Des groupes humains savent comment et par qui est fabriqué leur lit tandis que, pour d'autres, cette histoire est un point aveugle [913] . »

Il s'agit, pour Geneviève Pruvost, d'interroger des alternatives rurales, de rencontrer celles et ceux qui participent directement d'une fabrique de la quotidienneté et prennent en charge les tâches permettant de subsister. Elle invite ainsi à adopter un « rapport critique à la vie quotidienne[914] », qui en révèle le caractère éminemment politique. La quotidienneté de la subsistance a alors ceci de particulier qu'elle suggère non seulement un certain rapport au présent, mais aussi à l'espace. Elle nécessite un « ancrage » : elle est « arrimée à un lieu et un temps donnés, à un milieu de vie peuplés d'êtres humains et non humains [915] ». Un tel ancrage suggère une connaissance des espaces où l'on vit et de ceux dont on dépend pour vivre[916], une connaissance de leurs évolutions et de ce qui les menace peut-être. Voilà qui esquisse un rapport au présent conscient de lui-même, que nous avons bien observé sur la Commune Imaginée du Bandiat. En effet, dans le cadre de notre étude, nous identifions trois types de temporalités relevant d'une fabrique de la quotidienneté, de l'organisation d'une vie quotidienne solidement articulée à la nécessité de prendre en charge la subsistance du groupe. Il s'agit de la temporalité du travail, celle de l'organisation de la vie collective, et celle des déplacements nécessaires à ce travail et au collectif.

Notons d'abord que pour Gaspard, il faudrait substituer au terme de « travail » un autre mot encore. Selon lui « c'est un mot qui a une énergie extrêmement négative »,

---

[912] G. PRUVOST, *Quotidien politique : Féminisme, écologie, subsistance, op. cit*. p.17

[913] *Ibid.* p.17.

[914] *Ibid.*

[915] *Ibid.* « Loin de l' « enracinement » qui renverrait à l'imaginaire immobile d'un terroir essentialisé, composé d'un nombre fini d 'espèces, l'ancrage évoque un milieu brassé avec des êtres, des objets qui ont voyagé, se sont acclimatés, ont coévolué, se sont mêlés en un « pays » dont la forme est historiquement datable et soumise à variations » p.35.

[916] Selon une formule de Pierre Charbonnier, fréquemment reprise par Bruno Latour. Pierre CHARBONNIER, Bruno LATOUR et Baptiste MORIZOT, « Redécouvrir la terre », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 33, 2017, p. 227-252.

convoquant un imaginaire qui ne reflète pas sa propre réalité. Gaspard préfère penser qu'il « fait ce qu'il y a à faire[917] » :

> « Y a pas vraiment de mot pour ça. Y a une différence entre le travail et faire ce qu'il y a à faire. C'est comme ça que ça me motive. Je fais énormément de chose, mais je travaille pas [...] On a une éducation [...] axée uniquement vers les besoins secondaires. C'est pas un tort, c'est une très bonne chose, c'est très important aussi, c'est voyager, c'est apprendre, c'est du relationnel, mais c'est secondaire. Il faut d'abord se préoccuper du primaire. Donc c'est se chauffer, se loger, avoir de l'eau, avoir à manger. C'est ça qu'on a plus, depuis plusieurs générations, dans notre éducation. Parce que tout est facile. Faut du fric, tout est servi comme ça. Et ça nous pousse à être des grosses feignasses. Quand on est confronté au besoin d'aller se lever tous les jours pour aller chercher du bois, à manger, etc, tout de suite, on le fait pas [918]. »

Le quotidien, dès lors, s'organise selon « ce qu'il y a à faire », et les tâches, au Bandiat, sont nombreuses. Il faut avancer sur différents « chantiers », recensés sur un tableau suspendu dans le salon de l'auberge[919] : glaner en forêt des graines qui pourraient être replantées, des branches d'arbres fruitiers pouvant faire l'objet de boutures ou encore des champignons, construire des meubles à partir de palettes récupérées, débroussailler un terrain qui doit être cultivé, poursuivre les plantations et faire des semis, suivre les récoltes… Sur ce tableau, les tâches qui doivent être réalisées le plus rapidement sont soulignées ou accompagnées de la mention « urgent » ; différents référents relatifs à ces chantiers mobiliseront alors une équipe de visiteurs pour un coup de main dans leur réalisation. À ces projets s'articulent d'autres tâches quotidiennes : faire le ménage, la cuisine, vendre certains produits agricoles sur le marché, tenir le café ouvert lors de ce même marché, récupérer les invendus. Si ces tâches dessinent à la fois un horizon temporel (aller au bout d'un chantier) et des rythmes réguliers (le ménage et la cuisine chaque jour, le marché le mercredi), il faut aussi composer avec les imprévus, comme lorsque le toit d'une serre s'effondre sous les intempéries. Il faut, en urgence, reconstruire toute la structure et sauver les plants de tomate qui peuvent l'être. La temporalité du « travail » (ou en tout cas, de ce « qu'il y a à faire ») s'impose d'elle-même, tout en supportant une organisation plus ou moins souple.

A cette temporalité du travail s'articule celle de la vie collective. Il faut gérer les arrivées et départs des visiteurs, organiser les repas, mais aussi se doter de temps collectifs plus ritualisés, pour faire le point sur les chantiers à mener, sur les règles de la vie en communauté, sur les éventuels besoins et envies de chacun. J'assiste alors à l'une de ces

[917] Gaspard, *Entretien réalisé le 06/03/2020*.
[918] *Ibid.*
[919] Lieu où sont accueillis les visiteurs et où vivent certains membres permanents de la CIB.

réunions : un ordre du jour est fixé, la durée de la rencontre est limitée à deux heures et une habitante du Bandiat se propose d'animer les échanges. On observe une forte réflexivité durant les discussions : les membres de la CIB entremêlent avec facilité des éléments d'organisation concrets (gestion des tâches ménagères, par exemple), et les principes politiques qu'ils entendent incarner (évoquant ainsi leurs visions de l'autonomie). Ce recul critique et théorique s'explique aisément. D'abord, plusieurs habitants du Bandiat ont rejoint le projet forts d'expériences militantes passées, lors desquelles ils ont forgé leurs convictions politiques et acquis différentes compétences pratiques et théoriques. De la même manière, des ateliers de lecture proches de l'arpentage sont organisés[920] : des textes sont sélectionnés, parce qu'ils répondent directement à une question que se pose la communauté ou parce qu'il suscite une curiosité partagée, et collectivement réappropriés. Le partage de ces savoirs est horizontal et gourmand - plusieurs de ces textes nous ont d'ailleurs été partagés, afin de nous représenter plus distinctement quels sont les enjeux de la CIB. Dans ce corpus éclectique et constitué collectivement, on trouve par exemple un texte écrit par Jo Freeman sur la « tyrannie de l'absence de structure [921] ». Les habitants du Bandiat hésitent en effet à adopter des règles plus ou moins strictes, entre une « logistique sans hiérarchie », appelée de ses vœux par Gaspard, ou une organisation laissant plus de place à « l'initiative spontanée[922] », prônée par Maxime. On trouve également des documents relatifs à la communication non-violente, ou encore au langage du management, dont les membres de la CIB décrient l'usage. L'organisation de la vie quotidienne, de ses rythmes et des horizons quelle se donne, fait ainsi l'objet d'un recul critique.

Enfin, au temps de « ce qu'il y a à faire » et à celui de l'organisation collective, s'articule la temporalité des déplacements. Il faut effectivement prendre en compte, sur la CIB, le temps nécessaire pour aller d'un terrain à un autre, puisque les terres agricoles

[920] L'arpentage est une méthode de lecture collective de textes et livres, issue des mobilisations ouvrières et plus largement de l'éducation populaire. Plusieurs méthodes d'arpentage existent. Par exemple, un ouvrage est déchiré en plusieurs fragments, répartis entre les membres du groupe, qui rendent chacun compte de leur lecture à leurs pairs.

[921] Jo FREEMAN, « The Tyranny of Structureless », Université de Californie, 1972, disponible sur www.jofreeman.com, consulté le 10 février 2021.

[922] Maxime, *Entretien réalisé le 07/03/2020*. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié. Maxime est arrivé sur la Commune Imaginée du Bandiat par hasard, après avoir quitté un travail artisanal à Paris, dont il indique ne plus supporter l'atmosphère. Maxime a en effet été confronté, un peu malgré lui et en se rendant sur son lieu de travail, à des mobilisations des Gilets Jaunes, sévèrement réprimées. Il raconte un sentiment de perte de sens et décide de quitter la ville pour arpenter les campagnes, à vélo, en quête d'autres types de savoirs.

sont éparses et que tout le monde ne vit pas au même endroit[923]. Plus encore, la distance à parcourir entre chaque lieu de la CIB n'a pas été laissée au hasard : vingt kilomètres, au maximum, doivent les éloigner. Nicolas Voisin explique en effet qu'« il y a commune lorsqu'on peut aller d'une terre à l'autre facilement, par exemple à vélo [924] ». Cette idée de proximité nécessaire, ou tout du moins de juste distance, a évidemment des implications temporelles. Ne pas être trop loin les uns des autres, c'est aussi prendre peu de temps à se rejoindre en usant de mobilités douces. Cet aspect rappelle une idée chère à Geneviève Pruvost, idée selon laquelle réinvestir le quotidien, c'est d'abord « changer d'échelle [925] ». Dans une intervention sur la Zone à Défendre de Notre-Dame-des-Landes, la sociologue revient, à l'occasion des rencontres « Reprises de terres » qui y ont eu lieu en août 2021, sur le projet intellectuel qui motive la publication de *Quotidien Politique*. Elle explique alors vouloir penser cette « reprise des terres » depuis les « maisonnées », ces maisons paysannes où l'on travaille à transformer la matière cultivée sur les terres agricoles, où se fabrique la quotidienneté :

> « À quoi cela sert-il d'ajouter l'échelon de la maisonnée pour penser la reprise de terres ? Cela permet de partir de la base de la vie quotidienne, fondée sur un arpentage régulier de trajets incontournables, qui vont de la chambrée à la cuisine, des arrière-cours, des jardins jusqu'à d'autres maisonnées reliées entre elles qui forment un réseau d'interconnaissance. Défini à partir de cette base, un village ou quartier, c'est l'espace-temps que toute personne qui tient un enfant par la main arrive à faire en disant bonjour à la plupart des gens[926]. »

Ainsi, le rapport au présent observé sur la CIB repose sur différentes temporalités de la subsistance, qui esquissent une fabrique du quotidien consciente d'elle-même, une forme de « rapport critique au quotidien[927] ».

---

[923] Rappelons que cette organisation spatiale éclatée a été voulue par les fondateurs de la Suite du Monde eux-mêmes. Elle devait permettre une meilleure intégration dans le village de Piégut-Pluviers et ses alentours, en évitant d'implanter le collectif sur un espace unique, ce qui aurait pu l'inviter à se replier sur lui-même.

[924] N. VOISIN, *Entretien réalisé le 14/02/2020*.

[925] Geneviève PRUVOST, « Changer d'échelle : penser et vivre depuis les maisonnées », *Terrestres*, 05/01/2022, disponible sur https://www.terrestres.org/2022/01/05/changer-dechelle-penser-et-vivre-depuis-les-maisonnees/, consulté le 10 février 2022.

[926] *Ibid.*

[927] G. PRUVOST, *Quotidien politique*, *op. cit.*

Vers la préfiguration

Ces formes de quotidienneté critiques évoquent les politiques préfiguratives notamment travaillées par David Graeber ou encore Erik Olin Wright. S'appuyant sur ce corpus, Audric Vitiello définit ces politiques comme « la création, au sein et au travers de l'action politique, de sociétés alternatives, permettant d'expérimenter de nouveaux modes de vie et d'action[928] » : il s'agit d'un type d'action politique dans lequel les collectifs engagés incarnent, dans un espace encore limité, le changement social qu'ils jugent désirable à grande échelle. Plutôt que d'entrer dans une conflictualité partisane et électorale, dans l'objectif de faire advenir ce changement dans le futur, ils s'organisent de manière à l'éprouver quotidiennement. Ces politiques ont longtemps été délaissées par la science politique, s'intéressant plus volontiers à des formes d'action politiques ouvertement contestataires ou plus directement liées aux formes instituées d'action politique, avant de connaître un progressif regain d'intérêt. Pour définir davantage encore l'action préfigurative, nous en proposerons ici deux caractéristiques principales. Premièrement, les politiques préfiguratives présentent un rapport aux institutions politiques singulier et caractéristique de ce que certains sociologues appellent « nouveaux mouvements sociaux[929] ». Les groupes concernés subvertissent le jeu institutionnel : plutôt que de contester les institutions, dans une forme anti-institutionnelle, on tâche de faire émerger des instances instituantes alternatives, semblables à de contre-institutions[930]. Dès lors, les politiques préfiguratives s'inscrivent dans le prolongement des considérations communalistes de Murray Bookchin[931], déjà évoquées dans ces pages.

Deuxièmement, les politiques préfiguratives proposent un rapport au temps qui leur est propre. En effet, si leur action concerne avant tout le présent, puisqu'il s'agit de vivre ici et maintenant le changement souhaité, ces politiques ne renonce pas non plus au futur : ces alternatives doivent contribuer, peu à peu, à une rupture de plus large ampleur. Dans *Utopies réelles,* Erik Olin Wright s'intéresse à ces politiques préfiguratives et en souligne bien cette double dimension :

---

[928] David GRAEBER, *Comme si nous étions déjà libres*, trad.fr. Alexie DOUCET, Montréal, Lux, 2014 ; Erik Olin WRIGHT, *Utopies réelles*, trad. fr. Vincent FARNEA et trad. fr. Joao Alexandre PESCHANSKI, Paris, La Découverte, 2017 ; Audric VITIELLO, « La démocratie radicale entre action et institution », *Raisons politiques*, 75-3, 2019, p. 63-93.

[929] Didier CHABANET, *Nouveaux mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020.

[930] A. VITIELLO, « La démocratie radicale entre action et institution », art. cit.

[931] *Ibid.* ; I. ATTARD, F. ROMERO et P. SELEK, *Agir ici et maintenant*, *op. cit*.

> « Au lieu de domestiquer le capitalisme en imposant une réforme par le haut ou de briser le capitalisme par le biais d'une rupture révolutionnaire, l'idée centrale consiste à éroder le capitalisme en construisant des alternatives émancipatrices dans les espaces et les fissures des économies capitalistes et en luttant pour défendre et étendre de tels espaces. Les utopies réelles sont des institutions, des relations et des pratiques qui peuvent être construites ici et maintenant, qui préfigurent un monde idéal et qui nous aident à atteindre cet objectif post-capitaliste. [...] L'idée d'éroder le capitalisme suggère ainsi que ces alternatives ont le potentiel, à long terme, d'atteindre un niveau de développement à partir duquel le capitalisme est destitué de sa fonction dominante [932]. »

Du point de vue des « régimes du futur [933]», comment comprendre ces politiques préfiguratives ? On pourrait y déceler une forme extrême d'anticipation, puisqu'il s'agit de se préparer dès aujourd'hui à une vie post-capitaliste. La modalisation du temps qu'on y trouve revêt alors une dimension performative[934] : il ne s'agit plus exactement d'être « en avance sur le processus[935] » observé, mais de lui couper l'herbe sous le pied pour faire advenir, dans et depuis le présent, le futur souhaité[936]. Ainsi, nous proposons d'enrichir la typologie proposée par Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz d'un neuvième régime du futur, celui de la préfiguration.

En définitive, en fonction des conceptions de l'effondrement adoptées, les personnes rencontrées mobilisent différents « régimes du futur », qui s'articulent les uns aux autres : nous proposons ci-après un tableau de synthèse de ces dynamiques.

---

[932] E. O. WRIGHT, *Utopies réelles, op. cit*. p.9 – 10.

[933] F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible*, *op. cit*.

[934] A. VITIELLO, « La démocratie radicale entre action et institution », art. cit.

[935] Francis CHATEAURAYNAUD et Josquin DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible, op.cit.* p.167.

[936] Pour illustrer notre propos, on peut se remémorer la célèbre critique de l'*Internationale* par Vladimir Jankélévitch : « L'Internationale sera le genre humain, mais pas tout de suite, mais bien plus tard, mais à la fin de l'Histoire, pour n'affoler personne ». Vladimir JANKELEVITCH, *Traité des vertus Tome 1 ; le sérieux de l'intention*, Paris, Gallimard, 2011 (1990), p.257-258. L'action préfigurative clamerait bien plutôt que l'Internationale « est » le genre humain, comme les écologistes de la Zone à Défendre de Notre-Dame-Des-Landes affirment, au présent, « nous sommes le bocage qui se défend » : le « nous » fait référence au collectif engagé, mais il est aussi une invocation performative, qui convoque un sujet collectif plus large et mobilisé pour protéger le vivant. Et en effet, les logiques d'action de la préfiguration sont souvent mobilisées par les communautés autonomes et Zones à Défendre, qui font du quotidien tout à la fois la fin et le moyen de la lutte.

Conceptions de l'effondrement	Effondrement comme hypothèse repoussoir	Effondrement catastrophique comme certitude future	Effondrement catabolique comme dynamique déjà commencée
Régimes du futur mobilisés au sujet de l'effondrement	Prospective	Prophétie	Anticipation
Régimes du futur entraînés dans un second temps	Anticipation des risques Prévision des risques	Urgence	Préfiguration

Tableau 19:Régimes du futur et conceptions de l'effondrement. A. Rumin, 2024.

Quelles conclusions tirer de cette diversité de « régimes du futur » mobilisés par les effondristes, alors même que chaque régime suggère une posture politique qui lui est propre ? On pourrait avoir le sentiment d'un éparpillement, laissant penser que la collapsologie échoue à proposer une vision politique fédératrice, s'inscrivant dans une conception partagée du futur. Pourtant, plutôt que d'y voir l'indice d'une dépolitisation de l'écologie par la collapsologie, nous proposons d'inverser le raisonnement : l'écologie politique présente-t-elle une même pensée politique du temps ? Se pourrait-il que les divisions des milieux effondristes au sujet du futur reflètent les tensions de l'écologie politique elle-même ? Il est possible en effet que l'écologie politique se trouve partagée entre différentes représentations du temps.

2. L'écologie politique, prise entre la durée et le délai : quelle construction politique du temps adopter ?

A) La permanence de la durée, portée par les logiques prévisionnistes

La reproduction de l'idéal développementaliste : Un présentisme aveuglant

Pour comprendre en quoi différentes constructions politiques du temps coexistent au sein de l'écologie politique, nous proposons de relire nos résultats relatifs aux « régimes du futur » à deux échelles. Premièrement, il nous faut élargir la question du futur à d'autres temporalités en mobilisant ce que François Hartog appelle des « régimes

d'historicité[937] ». Dans son ouvrage *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps,* l'historien désigne par cette formule des expériences subjectives du temps qui agencent de façons distinctes passé, présent et futur, à l'instar du futurisme, régime moderne d'historicité résolument tourné vers un avenir radieux. Quels « régimes d'historicité » se laissent deviner à partir des conceptions du futur des effondristes ? Et quels sont les ressorts théoriques et pratiques de ces régimes, que l'écologie politique reproduit peut-être elle-même ? Cette première échelle de réflexion doit ainsi nous permettre de mieux saisir le lien existant entre expériences du temps et représentations politiques, tout en soulignant la façon dont l'écologie politique s'empare de cette relation. Deuxièmement, nous tâcherons d'articuler ces « régimes d'historicités » à leurs soubassements idéologiques, à savoir différentes constructions politiques du temps, déjà évoquées au cours de la première partie de notre thèse. D'après notre étude, peut-on par exemple affirmer que l'écologie politique se soit véritablement emparée du délai ? Ces deux échelles de réflexion mènent à considérer différentes constructions du temps développées à l'intersection de l'écologie politique et de la collapsologie.

Dans un premier temps, il nous faut revenir sur les logiques prévisionnistes développées au sein du Département de la Gironde. Ces logiques traduisent bien la permanence d'un idéal développementaliste au cœur des institutions : le temps poursuit une trajectoire linéaire, tirant vers une direction construite par le politique. En effet, les institutions politiques, en charge de maintenir une forme de stabilité, mobilisent la prévision de manière qu'elles ne peuvent envisager leurs propres fins[938]. Dans ce cas, la collapsologie est utilisée pour reproduire cet imaginaire : intégrer l'effondrement à des scénarios de prospective, tout en en gommant l'aspect inéluctable, permet de légitimer et réaffirmer le travail politique des institutions, d'en souligner la nécessité. Ainsi, s'il y a urgence à agir, ce n'est guère pour éviter un effondrement systémique, puisque celui-ci n'est pas véritablement considéré, mais pour prévoir et freiner les effets à venir du dérèglement climatique et des bouleversements environnementaux. Du point de vue des « régimes d'historicité », nous avançons que cette permanence d'un idéal développementaliste s'ancre dans une conception « présentiste » de l'ordre du temps. François Hartog observe en effet combien le présent occupe dans nos sociétés contemporaines une nouvelle centralité, à mesure que le futurisme est mis en échec par

[937] F. HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps, op.cit.*
[938] F. CHATEAURAYNAUD et J. DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible, op. cit.* p.170

des « crises du temps [939] ». Ces crises, selon les termes de Hannah Arendt, se comprennent comme des « brèches entre le passé et le futur [940]», lorsque « l'on prend conscience d'un intervalle dans le temps qui est entièrement déterminé par des choses qui ne sont plus et par des choses qui ne sont pas encore [941] ». Parmi ces « brisures du temps », la chute du mur de Berlin et celle de l'utopie communiste, citées par François Hartog, viennent questionner l'ordre du temps, la façon dont on cherche à « articuler passé, présent et futur ». Ces premières crises du temps signent ainsi la montée, dans les années 1970, d'un nouveau régime d'historicité, marqué par l'omniprésence du présent : le « présentisme[942] ».

Le « présentisme » se comprend comme une expérience du temps où le présent est devenu « perpétuel », « omniprésent » : le passé récent est déprécié, notamment en raison d'un ensemble de catastrophes frappant le XXème siècle, et le futur cesse d'être glorifié, le mythe du progrès semblant mis à mal. Le présent devient ce à partir de quoi sont repensées toutes les autres temporalités. François Hartog évoque alors les logiques de conservation : il s'agit de choisir, dans un patrimoine culturel, naturel, économique et technique hérité des dernières décennies, ce que l'on souhaite en retenir dans le présent[943]. Le présent, « en quête d'identité et de racines », tente d'absorber le passé, de « reconstituer un passé déjà disparu ou sur le point de s'effacer sans retour [944] ». De la même manière, le futur est envisagé depuis l'immédiate expérience du présent : l'avenir doit s'inscrire dans la continuité du présent, dans sa répétition continuée. François Hartog développe ensuite cette idée à travers l'exemple de la patrimonialisation de l'environnement, et s'interroge : s'agit-il de « protéger le présent ou de préserver le futur ? [...] Raisonne-t-on en allant du futur vers le présent ou plutôt du présent en direction du futur ? »[945]. Selon lui, nous serions plutôt en présence de ce deuxième cas de figure. Nous assisterions à un recouvrement du futur par le présent, ne menant guère à considérer ce que le futur peut contenir de résolument singulier, spécifique. Un même

939 François HARTOG, *Régimes d'historicité. op.cit.*
940 *Ibid.*
941 *Ibid.*p.21-24.
942 *Ibid.*
943 *Ibid.*
944 *Ibid.* p.160.
945 *Ibid.* p.250. Selon l'historien, la patrimonialisation de l'environnement, via la création de parcs naturels par exemple, est un symptôme de ce présent omniprésent et soucieux de son devenir. Il développe : « Signe de la crise du régime moderne d'historicité, son appel à la mémoire est une réponse du présent, destinée d'abord au présent, mais anxieuse pourtant d'échapper au présentisme. » p.252

présentisme se retrouverait aussi dans les modèles probabilistes mobilisés par la prospective : « on part du présent et on n'en sort pas. La lumière vient de lui [946] ». Pour le dire autrement, le présent construit aujourd'hui son propre passé et s'impose au futur. Si ce présentisme, comme nous le verrons, prend différentes formes, la permanence de l'idéal développementaliste en est certainement une première incarnation, nous rendant aveugle à ce que le futur peut comporter d'absolument inédit.

La permanence de la durée

Ce premier paradigme est symptomatique d'une construction politique du temps relevant de la durée, déjà évoquée lors du premier chapitre de cette thèse, communément adoptée dans les institutions. Le futur y est déterminé, suivant des objectifs de progrès et de développement, dans l'espoir de parachever la promesse émancipatrice de la démocratie. Cette persistance de la durée au sein de l'écologie politique elle-même s'explique aisément. Elle résulte des phénomènes d'institutionnalisation que connaît cette famille politique. L'école de la durée, au sein de l'écologie politique, s'est longtemps incarnée à travers des politiques de développement durable : on observe ainsi un principe de précaution et une approche par les risques, tout en admettant que ces risques n'échappent pas à une maîtrise technologique. Dans ce premier cas, la dimension eschatologique de la collapsologie est donc gommée et le paradigme de la durée se trouve efficacement reproduit par les mécanismes traditionnels de l'institution. Le délai, compris comme construction politique du temps spécifiquement catastrophiste, n'est pas repris comme cadre temporel pour orienter l'action politique.

	La durée, reproduite depuis les logiques prévisionnistes
Conception du temps historique	Linéaire et infini : les phases du temps historique se suivent et s'accumulent
Régime d'historicité	Présentisme : le présent sélectionne ce qu'il souhaite garder du passé et projette son image dans le futur
Conception du futur	Déterminé : le futur suit une direction dictée par le progrès, le développement
Régimes du futur associés	Prospective ; anticipation ; prévision
Conception de l'effondrement associée	Effondrement comme hypothèse-repoussoir

[946] *Ibid.* p.268. Cette idée est répétée plusieurs fois sous la plume de François Hartog. Il l'évoque d'abord en décrivant la montée du présentisme, qui se substitue peu à peu au futurisme. Ainsi, « Le présent est devenu l'horizon. Sans futur et sans passé, il génère, au jour le jour, le passé et le futur dont il a, jour après jour, besoin et valorise l'immédiat », p.157.

Principe directeur de l'action politique	Il faut agir de façon à aller au bout de la promesse émancipatrice de la démocratie
Héritage	Institutionnalisation de l'écologie politique ; reformulation cosmétique du principe de responsabilité de Hans Jonas
Traduction politique	Politiques de développement durable : principe de précaution, approche par les risques, politiques d'atténuation, logiques de compensation écologique, solutions nucléaires, solutions technologiques, *smart cities…*

Tableau 20 : La permanence de la durée au sein de l'écologie politique. A. Rumin, 2024.

B) La prophétie pour défaire la durée

La prophétie d'effondrement, une rupture dans nos représentations du temps

Le régime de la prophétie vient bousculer ces logiques prévisionnistes, et donc le cadre temporel de la durée. En effet, la prophétie d'effondrement a pour particularité d'en faire un véritable « événement », dans le sens que lui donnent Alban Bensa et Éric Fassin : l'événement doit produire une rupture dans nos capacités interprétatives[947]. Ce faisant, cette approche convoque bien l'héritage catastrophiste de la collapsologie. L'effondrement systémique, lorsqu'il est compris comme véritablement catastrophique, doit constituer un événement historique majeur et inédit, au même titre que l'usage de la bombe atomique. Dans la première partie de ce travail, nous avons rappelé combien l'arme nucléaire, en effet, manifestait une « rupture d'intelligibilité », nous confisquant nos « grilles de lectures » pour nous plonger dans « le régime de l'extraordinaire, de ce qui ne sait plus se dire [948] ». Or, les collapsologues semblent traiter l'effondrement systémique d'une manière similaire : la « contagion » décrite par Luc Semal, de la rhétorique du catastrophisme nucléaire au catastrophisme écologiste, se reproduit parfaitement dans cette conception de l'effondrement[949]. Dès lors, l'effondrement disposerait d'une même dimension substantiellement évènementielle. Plus encore, un tel événement, pourrait constituer ce que François Hartog appelle une « crise du temps[950] ». L'effondrement viendrait ainsi rompre la linéarité construite entre différentes catégories

[947] A. BENSA et E. FASSIN, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, 38, 2002, p. 5-20.

[948] Alban BENSA et Éric FASSIN, « Les sciences sociales face à l'événement », art.cit.

[949] L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit.*

[950] F. HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, *op. cit*.

temporelles, pétrifiant le cours historique, mis à « l'arrêt [951] ». Ni la prétendue grandeur du passé, ni la promesse du futur, ne suffiraient à donner du sens au temps historique, et par là, à notre présence au monde. L'effondrement systémique pourrait alors se comprendre comme une même « brisure du temps [952] », pétrifiant le cours historique, bousculant nos conceptions traditionnelles des catégories temporelles et de leur articulation.

Or, l'effondrement systémique, compris comme catastrophique et non catabolique, n'a pas encore eu lieu. On peut certes envisager que cette rupture historique advienne dans les décennies futures, mais jusqu'à présent, elle n'est guère observable. Dès lors, l'effondrement pourrait faire « événement », comme l'entendent Alban Bensa et Éric Fassin, mais ne le fait pas encore. Plus encore, les collapsologues, dès lors qu'ils s'écartent du seul régime de la prophétie, en tâchant de rendre compte des logiques menant à cet effondrement, l'inscrivent dans des temporalités et des dynamiques socio-économiques et politiques plus larges. Ce faisant, ils gomment paradoxalement le caractère événementiel et proprement extraordinaire de l'effondrement, en l'inscrivant dans une continuité[953]. L'événement-effondrement, s'il devait en être un, perd de sa singularité. La dimension véritablement événementielle de cette perspective pourrait alors se trouver ailleurs : il se pourrait qu'elle se place au niveau de son énonciation. Ce qui fait événement, avec la collapsologie, c'est moins l'effondrement lui-même, que la parole prophétique qui en fait l'annonce. Ainsi, si l'effondrement n'est pas encore un événement historique, son annonciation est un événement discursif qui se donne pour objectif d'introduire une rupture dans les représentations de celles et ceux qui la reçoivent. Ce qui vient mettre en crise l'ordre du temps, ou du moins les perceptions qu'en ont les individus, ce n'est pas l'effondrement lui-même, mais sa possibilité énoncée sur le régime de la prophétie.

Si la prophétie plonge les individus dans le registre de l'urgence, elle ne se limite pourtant donc pas à cela. Certes, cette première mise en désordre de l'articulation

---

951 *Ibid.*p.24.

952 *Ibid.*p.24.

953 Les collapsologues renoueraient ainsi avec les difficultés du travail de l'historien. « À partir du moment où l'histoire se constitue en science sociale, elle construit sa scientificité contre l'événement (…) L'exemple des Annales [est] significatif : ce projet intellectuel commence ainsi par combattre une histoire positiviste précisément disqualifiée comme « événementielle ». Tout particulièrement pour les historiens qui brandissent l'étendard des sciences sociales, il convient dans un premier temps de réduire l'événement : la série dissout la singularité, le contexte absorbe la chronique » A. BENSA et E. FASSIN, « Les sciences sociales face à l'événement », art. cit.

construite entre passé, présent et futur, se joue à une échelle individuelle et repose sur des dynamiques discursives autour d'un événement qui n'est pas encore advenu. Elle révèle pourtant une crise bien matérielle et collectivement éprouvée. À partir d'une prophétie d'effondrement, les individus mesurent l'étendue du désastre environnemental et climatique, déjà bien observable aujourd'hui, et l'inadéquation des mesures politiques adoptées jusqu'ici pour y répondre. Ce faisant, pour une partie des effondristes, la construction politique de la « durée » se révèle dans son obsolescence. La prophétie peut alors se comprendre comme une stratégie pour renvoyer le paradigme développementaliste à son inanité. Si l'effondrement systémique, énoncé depuis le régime de la prospective, ne parvient pas à faire émerger un nouveau cadre temporel pour réorienter l'action politique, la prophétie, elle, questionne frontalement les constructions politiques du temps soutenant le capitalisme productiviste. Dès lors, le cadre temporel de la « durée » est mis en échec : il ne parvient plus à fixer un sens au cours historique. C'est pourquoi les individus qui découvrent la collapsologie se heurtent d'abord à une forme d'absurdité.

La prophétie condamne-t-elle à un présentisme démobilisant ?

La « crise du temps » que devrait provoquer l'effondrement se meut ainsi en une « perte en monde » pour ceux qui en adoptent la perspective. Dans *Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique*, Michaël Fœssel désigne la perte du « monde qui faisait sens jusqu'alors[954] » aux yeux de celui qui se voit confronté aux discours catastrophistes. Les individus ne trouvent plus de sens au « monde », à savoir à l'ensemble des relations au réel tissées jusqu'alors, et se trouvent par-là condamnés à une forme d'« errance [955] ». Pour le philosophe, cette perte en monde est le véritable motif des discours catastrophistes, plus que la fin du monde. Cette errance, le dramaturge allemand Heiner Müller en donne une autre définition, au lendemain de la chute de l'URSS, alors que l'utopie communiste déchante : il dresse le constat d'une « déchirure entre le temps du sujet et le temps de l'Histoire[956] ». Le temps du sujet, celui du quotidien

[954] Louis LOURME, « L'apocalypse qui vient », *La Vie des idées*, 2013. Il s'agit d'une recension analytique de l'ouvrage de Michael Fœssel. Michaël FŒSSEL, *Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique*, Paris, Seuil, 2012.

[955] M. FOESSEL, *Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique*, *op. cit.,* p.162.

[956] Christian KLEIN, « Entre hier et aujourd'hui. Les figures du traître dans le théâtre de Heiner Müller », *Recherches Germaniques*, 16-1, 1986, p. 177-193. Le détour par le théâtre, ici, pourrait

des individus, se trouve comme arraché du temps historique, rythmé d'événements politiques, sur lesquels ceux-ci ne croient plus pouvoir agir. Les sujets n'ayant plus de prise sur le cours de l'histoire, qui paraît pétrifiée, ne sont plus tout à fait assurés d'y appartenir : ils ne savent plus donner de sens à leur existence. On se remémore alors la façon dont Nadia, pour ne citer qu'elle, indiquait chercher « un sens à sa présence sur Terre [957] ».

Pour les critiques les plus acerbes de la collapsologie, cette « perte en monde » et le repli sur le présent qu'elle engage est coupable. Nous serions en présence d'une nouvelle forme de présentisme, bien plus anxiogène que sa première expression évoquée plus haut. Renaud Garcia, détracteur de la collapsologie et auteur de *La collapsologie ou l'écologie mutilée*, évoque ainsi le rapport au temps entraîné par le discours sur l'effondrement :

> « Le temps se resserre en effet pour déterminer une manière d'être au monde que l'on nommera « présentisme ». Autrement dit, l'expérience angoissante d'un présent perpétuel, dénué d'assise dans le passé, incapable d'ouvrir sur un avenir et pourtant happé constamment par le futur immédiat. On évoquera ici la grande accélération de la production industrielle qui, à partir des années 1950 et à l'ombre de l'apocalypse nucléaire, fit s'accumuler les urgences jusqu'à engendrer un sentiment de pétrification historique, achevé dans l'idée d'un basculement brutal et irréversible. Pas de passé mémorable, donc. Mais pas d'avenir significatif non plus, puisqu'une civilisation fondée sur le gaspillage, l'obsolescence programmée et les agendas politiques et économiques à court terme, bref, sur la « destruction créatrice », ne peut que tourner en rond dans le même cercle, ployant d'ores et déjà sous le poids de ses propres errements[958]. »

Selon lui, le discours de la collapsologie arracherait aux individus leur mémoire des luttes passées, tout en les condamnant à composer avec un futur déterminé et à ne vivre que dans une seule immédiateté interdisant l'action politique. Ce récit eschatologique, porté par la prophétie, mènerait les effondristes à se détourner des problématiques actuelles, et les empêcherait de lutter pour faire advenir d'autres futurs, en recouvrant l'avenir des projections du présent. Nous serions en présence d'un présentisme démobilisant et profitant nécessairement aux classes dominantes.

Mais peut-on vraiment affirmer que la collapsologie provoque à elle seule cette « perte en monde » ? Est-ce la collapsologie qui vide de son sens les existences des individus qui la découvrent ? Nous avançons plutôt qu'elle révèle un monde déjà

surprendre. C'est que cette citation, extraite d'un entretien de 1979 entre Heiner Müller et un journaliste de *La France Nouvelle* et interrogeant ce que François Hartog appelle « régime d'historicité », a été à l'origine de notre intérêt pour les temporalités du politique.

[957] Nadia, *Entretien réalisé le 23/10/2020*.

[958] Renaud GARCIA, *La Collapsologie ou l'écologie mutilée*, *op.cit.* p.30.

abimé[959]. Dans la deuxième partie de cette thèse, nous avons proposé de comprendre la découverte de la collapsologie comme une « expérience de désubjectivation » : nous avancions que les individus, à partir de la collapsologie, puissent questionner les mécanismes de construction de leurs subjectivités, comprenant combien elles dépendent d'un ensemble de dispositifs façonnés par le capitalisme productiviste. Ces dispositifs produisent nos subjectivités en interdisant à d'autres formes de subjectivation de s'exprimer[960]. Ainsi, il se pourrait que la collapsologie suggère certes une « perte en monde », mais aussi l'étroitesse de ce monde perdu. Plus encore, si le discours sur l'effondrement systémique engendre une « perte en monde », il porte aussi une forme de promesse, que lui reprocheront d'ailleurs ses détracteurs : promesse de redonner du sens à notre historicité, de résoudre la « déchirure » entre temps du sujet et temps de l'Histoire évoquée par Heiner Müller. À partir de la perspective d'un effondrement, la collapsologie reconstruit en effet discursivement, et comme l'auront remarqué nombre de ses commentateurs, une linéarité historique[961]. L'effondrement doit être notre futur, ses causes sont à trouver dans notre passé, et notre présent, dès lors, doit être investi d'une nouvelle responsabilité, se « préparer » à cet effondrement (avec différentes compréhensions de ce que doit signifier « se préparer »). Cette linéarité historique bien présente dans le discours de la collapsologie se meut en une forme de récit historique tout teinté d'eschatologie, fixant une finalité au cours historique, et cherchant ainsi à redonner du sens aux existences présentes. Le discours sur l'effondrement, paradoxalement, console. Le récit de la perte de la société thermo-industrielle répond à une autre perte, d'ores et déjà éprouvée et mainte fois travaillée par la philosophie et la littérature : la perte de sens provoquée par la disparition de grandes idéologies au profit de celle néo-libérale.

C) <u>Derrière la prophétie, le délai ?</u>

La prophétie, une tentative pour affirmer le délai ?

Nous commençons à comprendre que la collapsologie mobilise certes la prophétie dans l'objectif de défaire la durée, mais qu'il se pourrait aussi qu'elle permette d'affirmer

[959] Toujours selon une définition cosmologique du « monde ».
[960] Félix GUATTARI, *Les Trois Écologies*, *op.cit.*
[961] B.ZITOUNI et F.THOREAU, « Contre l'effondrement : agir pour des milieux vivaces », art.cit.

une autre construction politique du temps. On y reconnaît en effet le « délai » que théorise Günther Anders[962], conception du temps appelant à résister à l'écoulement du temps qu'il nous reste, pour l'étirer[963]. En effet, la prophétie d'effondrement présente le futur comme verrouillé, de telle manière que nous devons réorienter l'action politique en renonçant à « l'illusion de notre permanence[964] ». De la même manière, s'il est reproché à la prophétie de condamner les individus à un présentisme anxieux, selon Günther Anders, cette angoisse doit être symptomatique d'une époque historique intrinsèquement inquiétante. Cette construction politique du temps, théorisée face à la menace nucléaire, se trouve bien reformulée et articulée à la perspective d'un effondrement. C'est que le phénomène de « contagion » décrit par Luc Semal entre catastrophisme nucléaire et catastrophisme écologique se poursuit dans la collapsologie [965]. Voilà pourquoi, dans ce paradigme temporel, les technologies nucléaires ne peuvent en aucun cas être mobilisées pour faire face à un effondrement. Premièrement, si l'effondrement systémique doit avoir lieu dans un futur proche, nous n'aurions ni le temps de développer ces technologies, ni les moyens de les entretenir. À terme, cela signifierait devoir faire face à des catastrophes répétées et confinant à une apocalypse nucléaire, nous menant à la possible extinction de l'espèce humaine, voire de toute vie sur terre[966]. Plus encore, pour les héritiers de cette tradition catastrophiste, on ne peut guère être pronucléaire sans procéder à un contre-sens historique et théorique. Au contraire, le délai donne lieu à des politiques de décroissance ; descente énergétique, organisation d'un exode urbain, logiques redistributives telles que le rationnement, étudié par Mathilde Szuba[967]. Ce programme politique, pensé depuis l'ombre d'un effondrement, est activement soutenu par Yves Cochet, qui a par exemple présenté lors du séminaire de l'Institut Momentum du 18 novembre 2023 ce qu'il a appelé un « crash programme » : nous reprenons plusieurs de ces idées dans le tableau de

[962] Voir ce que nous en disons dans la première partie de ce travail. Günther ANDERS, *Le temps de la fin, op.cit.* ; Günther ANDERS, *L'obsolescence de l'homme : Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle, op.cit.*

[963] Le délai peut en effet se comprendre comme un mouvement de résistance face à un futur déjà partiellement présent et contre lequel il faut encore lutter pour en retarder le total achèvement. Christophe DAVID et Dirk RÖPCKE, « Günther Anders, Hans Jonas et les antinomies de l'écologie politique », art.cit.

[964] B. VILLALBA, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », art. cit.

[965] L. SEMAL, *Face à l'effondrement, op. cit.*

[966] C'est par exemple le positionnement d'Yves Cochet, fermement opposé au nucléaire pour des raisons pratiques et idéologiques. Y. COCHET, *Devant l'effondrement : Essai de collapsologie, op. cit.*

[967] Mathilde SZUBA, *Gouverner dans un monde fini : des limites globales au rationnement individuel, sociologie environnementale du projet britannique de politique de Carte carbone (1996-2010)*, thèse de doctorat, Paris, Université Panthéon Sorbonne Paris 1, 2014.

synthèse présenté plus loin[968]. Si ces politiques s'inscrivent dans un cadre temporel s'apparentant au délai, force est de constater qu'elles ne font guère consensus au sein de l'écologie politique elle-même.

	Le délai, affirmé depuis la prophétie d'effondrement
Conception du temps historique	Linéaire et fini : nous sommes dans la dernière phase du développement historique
Régime d'historicité	Présentisme anxieux : la prophétie détermine le futur de telle manière qu'il est « déjà là », il constitue déjà notre présent
Conception du futur	Déterminé : le futur tend inéluctablement vers la catastrophe, confinant à l'annihilation de l'humanité
Régimes du futur associés	Prophétie, urgence
Conception de l'effondrement associée	Effondrement catastrophique comme certitude future
Principe directeur de l'action politique	Il faut agir pour prolonger le temps qu'il nous reste, en renonçant à l'illusion de notre permanence
Héritage	Héritage anti-nucléaire des années 1950 ; contagion du catastrophisme nucléaire au catastrophisme écologique
Traduction politique	Politiques de décroissance : politiques d'adaptation, descente énergétique, rationnement, organisation d'un exode urbain, sortie des énergies fossiles et du nucléaire, mobilité équine…

Tableau 21 : Le délai, affirmé au sein de l'écologie politique depuis la prophétie. A. Rumin, 2024. :

Le délai : penser l'invivable plutôt que la survie

Ce faisant, la prophétie déplace la proposition andersienne sur deux plans. Premièrement, il s'y joue une importante simplification. Chez le philosophe, le délai ne supporte aucune datation, puisqu'il ne s'agit pas d'une échéance à venir, mais d'une ultime phase du développement historique. Deuxièmement, mobiliser des échéances, comme c'est le cas dans la prophétie, pourrait aussi déplacer la portée politique du délai. Yves Cochet, annonçant l'effondrement, affirme en effet que cette perspective nous engage à adopter une « unique priorité » : « réduire le nombre de morts [969]» humaines entraînées par l'effondrement. Il nous faut mesurer combien cette idée vient déplacer le projet de l'écologie politique. Là où, traditionnellement, l'écologie politique articule une révision de nos rapports à l'environnement à une promesse émancipatrice pour l'humanité[970], la perspective d'un effondrement mène ici à reformuler cette finalité politique. Il ne s'agit plus de penser la « vie bonne », mais la survie. Pour de nombreux

[968] Yves COCHET, « Précisions sur la fin du monde », art.cit.

[969] Y. COCHET, *Entretien réalisé le 04/07/2022*.

[970] Il s'agit là, et pour ne prendre qu'un exemple emblématique parmi d'autres, d'un pilier de la pensée de Bernard Charbonneau. Bernard CHARBONNEAU, *Le Feu vert, op.cit.*

détracteurs des collapsologues, c'est précisément cette restriction du politique à cette « unique priorité » qui pose problème. Frédéric Worms y voit un potentiel renoncement à l'idée de justice : « puisque la catastrophe met en cause la vie, la survie, l'existence, elle semble passer avant tout, et c'est au nom de la catastrophe qu'on suspend les règles du droit [971] ». On renoue ainsi avec les critiques bien éprouvées du catastrophisme, qui voient dans la subordination du politique au motif de la survie un risque démocratique bien réel. Dans ce sens, on assisterait à un « redoublement de la catastrophe », s'incarnant dans la « perte (possible) de tout sens positif [...] de l'histoire et de la politique [972] ». Le motif de la survie restreint en effet la vie à une seule lutte contre la mort. Ce faisant, la survie réhabilite un clivage entre vie et mort qui gomme ce qui se situe à l'interstice de ces deux entités, et que nous nommerons l'invivable. La notion d'invivable est paradoxale, dans le sens où elle envisage, au sein même de la vie, la négation de celle-ci. Les contours de l'invivable sont bien plus flous que ceux de la survie : ce trouble offre davantage de prise au politique, dans le sens où les frontières de l'invivable peuvent être plus ou moins étendues. Or, le délai, compris comme phase ultime du développement historique, convoque le politique pour précisément affirmer, au cœur du désastre, ce qui peut encore être vécu.

Ainsi, la prophétie pourrait effectivement être démobilisante, si elle menait à penser la survie, plutôt que l'invivable. Or, très concrètement, ça n'est pas le cas. Si l'eschatologie portée par la prophétie d'effondrement, tout comme le paradigme catastrophiste du délai, relèvent bien d'un présentisme, le futur y étant présenté comme déterminé et d'ores et déjà scellé dans notre présent, il faut cependant cerner la spécificité de cette forme-ci de présentisme. Certes, le présent doit bien constituer notre seule réalité, mais il s'agit de l'étirer tant que possible pour résister au futur : cela n'interdit pas l'action politique, mais la remotive au contraire. Le quotidien observé sur nos terrains d'enquête s'organise moins autour d'un seul objectif de survie, que d'une lutte très concrète pour assurer les conditions de possibilité de la vie et de la vie bonne au sein même de la catastrophe.

[971] Frédéric WORMS et Marc-Olivier PADIS, « La catastrophe est-elle une politique ? », art.cit. p.56.

[972] *Ibid.* p.63.

3. La collapsologie, une stratégie pour réhabiliter une eschatologie catastrophiste subversive

A) Les effets préfiguratifs de la prophétie : Une eschatologie révolutionnaire ?

Les expérimentations préfiguratives permises par le délai

Le délai, plus qu'il n'empêche l'action politique, doit la convoquer et la réorienter. C'est ainsi que l'on peut comprendre les expériences préfiguratives développées sur nos terrains. Sur le plan des régimes d'historicité, comment comprendre ces formes de préfiguration ? Peut-on vraiment affirmer que celles-ci relèvent d'un seul présentisme anxieux ? Rien n'est moins certain. Dans le régime de la préfiguration, il s'agit en effet de prendre en charge et d'incarner, dans le présent, un futur dans lequel l'effondrement est effectivement freiné. On pourrait alors être tenté de rapprocher la préfiguration de la pensée de Hans Jonas[973], déjà évoquée dans la première partie de cette thèse : l'éthique envers les « générations futures » qu'il propose nous incline à agir en vue de « la permanence d'une vie authentiquement humaine [974]» sur terre. À la fin de son livre, François Hartog consacre quelques développements à cette pensée écologique qui excède largement la seule logique de patrimonialisation de l'environnement, évoquée plus haut. Il s'intéresse au *Principe Responsabilité* de Hans Jonas :

> « [L'éthique du futur que Hans Jonas] cherche à fonder devrait être non eschatologique et anti-utopique : soucieuse tout à la fois du futur et du présent, des contemporains et des hommes à venir, au nom de l'idée de l'homme. Contre la tentation de « violer le présent au bénéfice de l'avenir », elle pose en effet que « chaque présent de l'homme est sa propre fin », mais elle y ajoute aussitôt ce second impératif : « Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la Permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre ». [...] Cette prise en compte des effets ultimes de l'agir peut se dire également dans cette formulation de Paul Ricoeur : « La responsabilité s'étend aussi loin que nos pouvoirs le font dans l'espace et dans le temps »[975]. »

Selon François Hartog, cette éthique du futur propose une expérience du temps qui lui est spécifique : le présent ne projette plus son image sur le futur, mais tente de le « prendre en charge », d'en porter la responsabilité[976]. Il s'agirait alors d'un « futur sans futurisme »

---

973 Hans JONAS, *Le principe de responsabilité, op.cit.*
974 *Ibid.*
975 F. HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, *op. cit*. p.263.
976 *Ibid.* p.263.

et un « présent sans présentisme [977] ». C'est-à-dire que l'extension du présent vers le futur, ici, excède la première définition du présentisme que nous donnait François Hartog : le présent contracte une dette envers le futur, ce qui le pousse à être conscient de lui-même et de l'incertitude de l'avenir.

Quelle construction politique du temps les expériences préfiguratives observées développent-elles alors ? Le rapprochement suggéré entre la préfiguration et la pensée de Hans Jonas pourrait nous laisser croire que ces politiques, parce qu'elles poursuivraient la « permanence d'une vie authentiquement humaine », ne s'inscriraient pas dans le cadre du délai. En effet, ce cadre suppose précisément de reconnaître que cette permanence est une illusion. D'ailleurs, François Hartog distingue clairement le rapport au temps proposé par Hans Jonas de celui développé par les discours eschatologiques, et notamment catastrophistes. Pourtant, on pourrait nuancer cette idée en argumentant que prendre acte du délai, reconnaître notre finitude, permet justement de lutter tant que possible pour la « permanence » de cette « vie authentiquement humaine » qui n'a rien de certain[978]. Dès lors, dans le cadre de cette enquête, les logiques préfiguratives pourraient constituer autant d'expérimentations permises par le délai.

Récapitulons. La prophétie d'effondrement, par sa dimension eschatologique, désarme celles et ceux qui la reçoivent : leurs capacités interprétatives semblent confisquées par le contenu et la forme de l'énoncé. L'idéal développementaliste façonnant nos représentations collectives et subjectives du temps est confronté à sa négation, ce qui peut nous plonger dans une forme de désarroi. Ce faisant, l'eschatologie contribue pourtant à « éroder [979] », sur le plan idéologique, le système productiviste et capitaliste, en s'opposant fermement à l'idéal développementaliste qui le soutient et en assure la reproduction. Plus encore, l'eschatologie offre une forme de consolation : elle propose une autre construction du temps, qui redonne du sens à notre historicité en nous invitant à réinvestir politiquement le temps présent. Dès lors, à mesure que les individus et groupes d'individus se réapproprient la proposition collapsologique, leur conception de l'effondrement évolue et peut les mener à adopter des engagements préfiguratifs qui, très concrètement, contribuent à cette érosion du système productiviste et capitaliste. L'eschatologie comporte bien une dimension révolutionnaire, que ce soit dans son

[977] *Ibid.* p.263.
[978] Après tout, n'est-ce pas là la proposition phare du catastrophisme éclairé ?
[979] E. O. WRIGHT, *Utopies réelles*, *op. cit*.

contenu idéologique ou depuis ses effets politiques. Mais il s'agit bien là d'une forme très particulière de révolution.

Vers une révolution feutrée ?

En effet, l'eschatologie développée par l'écologie catastrophiste permet de repenser le motif de la révolution. D'abord, elle articule cette perspective à la construction politique du temps qui lui est propre, à savoir le délai. Ce faisant, il se pourrait que la pensée révolutionnaire de l'écologie catastrophiste rejoigne celle de Walter Benjamin. Michael Löwy, dans son ouvrage *La révolution est le frein d'urgence* [980], commente l'œuvre de Walter Benjamin, qui « occupe une position unique dans l'histoire de la pensée révolutionnaire moderne, en tant que le premier marxiste à avoir rompu radicalement avec l'idéologie du progrès[981] ». Il fustige en effet le lien de causalité construit entre développement des technologies et des sciences d'un côté, et progrès social de l'autre, et, peu à peu, fait dialoguer sa critique du marxisme avec une réhabilitation subversive du temps messianique[982]. Ainsi, il écrit dans ses *Thèses sur l'Histoire* :

> « Marx avait dit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire mondiale. Mais il se peut que les choses se présentent tout autrement. Il se peut que les révolutions soient l'acte, par l'humanité qui voyage dans ce train, de tirer les freins d'arrêt d'urgence[983]. »

Ce qui est ici suggéré, et que relève bien Michael Löwy, c'est la dimension *a priori* déterminée du cours historique si celui-ci devait poursuivre sa route, avançant résolument vers la catastrophe[984]. La révolution, ainsi pensée, peut s'articuler à des réflexions andersiennes : elle pourrait devenir une incarnation politique du délai, visant à nous faire ralentir sur des rails menant inéluctablement vers la fin, pour étirer le temps qu'il nous reste. Plus encore, si l'écologie catastrophiste permet de revisiter le cadre théorique et temporel depuis lequel est pensée la révolution, elle permet également de contrer « l'attentisme [985] » potentiellement corollé à ce motif. Les politiques préfiguratives inspirées par l'eschatologie catastrophiste viennent heurter de plein fouet les postures

[980] Michael LÖWY, *La révolution est le frein d'urgence : Essais sur Walter Benjamin*, Paris, Editions de L'éclat, 2019.
[981] *Ibid.* p.35.
[982] *Ibid.* p.46-47.
[983] *Ibid.* p.53-54.
[984] *Ibid.*p.54.
[985] *Ibid.* p.51.

prétendant attendre « confortablement retranchés dans une temporalité vide et homogène comme un courtier dans l'antichambre, la venue inéluctable d'une « situation révolutionnaire » qui n'adviendra évidemment jamais[986] ». Michael Löwy souligne en effet combien Walter Benjamin tient à la charge subversive du messianisme que mobilise le marxisme, tout en dénonçant son idéalisation : la révolution ne doit pas être pensée comme un idéal à venir, mais comme une « potentialité » contenue dans le « moindre instant[987] ». Cette idée correspond bien au cadre temporel adopté par l'écologie catastrophiste, puisque le délai ne se comprend pas comme une hypothèse théorique ou échéance à venir, mais comme notre condition historique présente, depuis laquelle nous pouvons d'ores et déjà construire des moments insurrectionnels.

B) Vers des usages stratégiques de la prophétie ?

La prophétie comme parrêsia ?

La prophétie présente donc un intérêt stratégique pour qui souhaiterait bousculer l'idéal développementaliste et réhabiliter une conception eschatologique du temps historique. Or, les collapsologues en ont-ils vraiment conscience ? N'ont-ils pas plutôt pour motivation première d'énoncer ce qu'ils tiennent pour vrai ? D'abord, reconnaissons que les collapsologues sont conscients des effets que peuvent avoir leur discours sur celles et ceux qui le reçoivent. Ils évoquent un sujet « toxique », « qui vous atteint au plus profond de votre être » ; un « énorme choc qui dézingue les rêves [988] ». En faisant l'annonce d'un effondrement à venir, ils expliquent se heurter à une réception contrastée, à l'incompréhension de leurs proches, à des réactions violentes et critiques acerbes. Ils expliquent avoir du mal à faire entendre leurs propos, et se comparent à des « Cassandre et [...] lanceurs d'alerte[989] », messagers que l'on préfère tuer plutôt que de se résoudre à en recevoir le triste message. En usant de cette comparaison, les auteurs de *Comment tout peut s'effondrer* gomment la dimension stratégique que pourrait revêtir la prophétie, pour plutôt suggérer que leur volonté première est de dire la vérité, ou du moins, dire ce qu'ils

[986] *Ibid.* p.51.
[987] *Ibid.* p.51.
[988] Pablo SERVIGNE, Raphaël STEVENS et Yves COCHET, *Comment tout peut s'effondrer, op.cit,* p.22.
[989] *Ibid.* p.23.

tiennent pour vrai. Cela rappelle une hypothèse formulée lors d'un mémoire de recherche sur la collapsologie[990] : je supposais alors que le collapsologues, portant coûte que coûte leur message, puissent développer une parole proche de la *parrêsia* foucaldienne.

Michel Foucault, dans son cours « Le gouvernement de soi et des autres », dresse quelques caractéristiques de la *parrêsia*, en commençant par énumérer ce qu'elle n'est pas. Elle se distingue de la démonstration, de l'éristique, et de la pédagogie. Autrement dit, il ne s'agit ni de prouver quelque chose, ni de vaincre un adversaire dans une joute verbale, ni d'enseigner ; non, la *parrêsia* désigne plutôt une manière singulière de dire ce que l'on tient pour vrai, qui peut bien avoir une forme de brutalité, lorsque le parrèsiaste « lance la vérité à la tête de celui avec lequel il dialogue, ou auquel il s'adresse, sans que l'on puisse trouver ce cheminement propre à la pédagogie [991] ». La *parrêsia*, ainsi, se situe moins dans les structures du discours, dans la rhétorique, que dans ses conditions d'énonciation :

> « Il y a parrêsia lorsque le dire-vrai se dit dans des conditions telles que le fait de dire la vérité, et le fait de l'avoir dite, va ou peut ou doit entraîner des conséquences coûteuses pour ceux qui ont dit la vérité. [...]. C'est ouvrir pour celui qui dit vrai un certain espace de risque, c'est ouvrir un danger, c'est ouvrir un péril où l'existence même du locuteur va être en jeu[992]. »

Dès lors, il y a véritablement *parrêsia* lorsque l'on accepte, pour dire ce que l'on tient pour vrai, absolument tous les risques, jusqu'à la possibilité de sa propre mort. Il s'agit de s'engager absolument dans l'énonciation de ce que l'on estime être la vérité, en cultivant dès lors une forme de courage de la vérité. Et c'est ainsi que nous supposions que les collapsologues, acceptant de porter un discours les inscrivant dans une douloureuse solitude, endossant différentes critiques, se faisaient parrèsiastes. Les collapsologues semblaient alors évoquer l'effondrement plus par nécessité que par choix, pensant dire vrai et s'engageant résolument dans ce dire vrai. Ainsi, nous pourrions imaginer que le recours au régime de la prophétie, loin d'être uniquement stratégique, relève plutôt de cette forme de *parrêsia*, nécessaire, selon Michel Foucault, à la vitalité des démocraties.

---

990 Anne RUMIN, *Attendre l'effondrement. Les temporalités politiques dans le discours de la collapsologie*, *op.cit.*

991 M. FOUCAULT, *Le Gouvernement de soi et des autres, Cours au Collège de France. 1982-1983, op. cit.* p.54.

992 *Ibid.*p.154.

Pourtant, quelque chose vient nuancer cette première idée. Si les collapsologues tiennent un discours dérangeant en étant convaincus de dire la vérité, et s'ils doivent pouvoir en accepter les risques, il n'empêche qu'ils s'interrogent fréquemment sur les conditions de réception de leur message. Ainsi, le discours de la collapsologie tente de faire preuve de pédagogie et, plus encore, s'appuie sur des stratégies de communication pour rendre son propos à la fois plus accessible et plus audible. Il ne serait donc pas tout à fait juste de tenir pour parrêsiastique la parole des collapsologues. Bien sûr, notre objectif n'est pas de tenter de révéler d'éventuelles motivations cachées des collapsologues, mais plutôt de nous interroger sur les usages développés de la prophétie. Il s'agit, en d'autres termes, de revenir sur le présupposé qui motive les critiques du catastrophisme, inscrivant la prophétie dans une situation d'énonciation où l'annonciateur serait nécessairement du côté des dominants.

La prophétie comme stratégie pour terrifier les puissants

Nous proposons alors une lecture andersienne de la prophétie d'effondrement, dans l'objectif de nuancer l'argumentation des critiques du catastrophisme. Dans de nombreux textes, le philosophe catastrophiste s'interroge sur le positionnement à adopter face aux puissants, engagés dans la poursuite de projets menaçant l'humanité. Il envisage ainsi la possibilité de la violence. Günther Anders signe effectivement en 1987 un texte maintes fois repris par la suite : « Une contestation non-violente est-elle suffisante ?[993] ». Il y fait référence à Ronald Reagan, qui, lors d'une conférence de presse, envisage sur le ton de la plaisanterie de bombarder l'URSS. Selon le philosophe, cette posture doit nous engager à adopter une autre stratégie de militantisme :

> « Il est de notre devoir d'adopter un comportement nouveau et de nous interdire dorénavant toute politesse et toute retenue : car il n'y a pas de danger plus sérieux que l'absence de sérieux chez les tout-puissants. Rester aujourd'hui mesuré et civilisé serait non seulement faire preuve de nonchalance mais ce serait aussi une marque de lâcheté, cela reviendrait à trahir les générations futures. Contre les monstres menaçants [...] une « résistance non-violente » n'a aucun effet ; ce n'est ni par des discours ou des prières, ni par des grèves de la faim et moins encore par des flatteries que nous les chasserons[994]. »

[993] G. ANDERS, « Une contestation non-violente est-elle suffisante ? », art. cit.
[994] *Ibid.* p.218.

Günther Anders en appelle alors à « attaquer physiquement [995]» les dits monstres. Sous le terme de monstres, il désigne aussi bien les « choses inanimées[996] », soit les infrastructures écocidaires, que les humains eux-mêmes. Peu à peu, son texte envisage la possibilité du meurtre :

> « Se limiter à n'attaquer et à ne « tuer » que des choses inanimées [...] est insuffisant et sans effet. [...] Menacer [d'endommager des choses inanimées] n'a de sens et d'effet que si nous entreprenons aussi d'expliquer aux personnes impliquées dans leur production, leur mise en place et leur éventuelle utilisation, que le traitement que nous n'appliquions jusqu'à présent qu'à leur produits [...] n'est qu'un avant-goût de ce que nous serons forcés de leur infliger à eux. Puisqu'ils nous terrorisent en permanence, ils pourraient bien se retrouver à leur tour intimidés en permanence et devoir sans cesse se tenir sur leurs gardes – tous, sans exception, et dans un ordre imprévisible [997]. »

Son texte s'achève en des termes on ne peut plus clairs :

> « C'est pourquoi je déclare avec douleur mais détermination que nous n'hésiterons pas à tuer les hommes qui, par manque d'imagination ou de cœur, n'hésitent pas à mettre l'humanité en danger et à se rendre ainsi coupables d'un crime contre elle[998]. »

Ces propos nous intéressent pour trois raisons. D'abord, pour son contenu révolutionnaire, dont la violence surprend et coupe l'herbe sous le pied aux détracteurs du catastrophisme qui n'y trouvent qu'un outil de reproduction des pouvoirs en place. Puis, par l'usage de ce « nous », qui pourrait référer à un groupe effectivement organisé mais qui, plus probablement, tente de faire émerger un sujet collectif à partir d'une colère partagée[999]. Ce « nous » s'oppose bien à un « eux », à savoir les « monstres » : ici, le catastrophisme, loin d'être un seul discours au service des puissants, doit se retourner contre eux. Certes, cet appel au meurtre pose d'importantes questions éthiques et stratégiques, mais ce débat de fond nous intéresse moins que la forme même depuis lequel il est envisagé. Et en effet, le troisième intérêt de ce texte, pour notre argumentation, réside dans sa forme discursive. Alors même que Günther Anders avance que les discours sont désormais insuffisants face à la monstruosité des dirigeants politiques, force est de constater qu'il produit encore un texte, même si son ton se veut extrêmement menaçant.

Fritz Hermann s'attache à commenter ce texte et les menaces qui y sont proférées[1000]. Son hypothèse de lecture est la suivante : Günther Anders n'envisage pas

---

995 *Ibid.* p.218.
996 *Ibid.* p.218.
997 *Ibid.* p.220.
998 *Ibid.* p.221.
999 Fritz HERMANN, « L'épouvantail de Günther Anders », *Tumultes*, 28/29, 2007.
1000 *Ibid.*

vraiment de recourir à la violence et espère plutôt que la menace suffise à déstabiliser les rapports de domination. Selon lui :

> « Même si Günther Anders l'invoque, nous ne sommes pas encore dans une situation où la colère collective tire les destructeurs de l'humanité comme des lapins. Mais si ces responsables lisaient les propos d'Anders [...], ils pourraient dès aujourd'hui prendre conscience que leur vie peut devenir celle de lapins aux abois. [...] Les menaces de Günther Anders n'en sont pas. On est dans le « comme si ». Chasser vraiment le lapin ne lui dirait rien. Ce qui l'intéresse, c'est plutôt l'effet que produit l'annonce de l'ouverture de la chasse au lapin. Son projet est de falsifier l'image commune et encore largement répandue de ces hommes sûrs de leur fait qui nous chantent les louanges des missiles et du plutonium[1001]. »

Le texte doit faire événement, il doit introduire une rupture dans les grilles de lecture que nous avons du monde. Plus exactement, le texte pousse à envisager la possibilité d'une transformation des rapports de domination existants : ceux-là, « qu'on croyait jusqu'ici immuables sont susceptibles d'être modifiés [1002] ». Ce de deux manières. D'abord, en menaçant effectivement les dirigeants. Puis, et plus encore, en invoquant ce « nous » qui n'hésiterait pas à recourir à la violence, Günther Anders tente de faire advenir un sujet collectif à même de terrifier les puissants. En faisant comme si ce « nous » existait déjà, il le préfigure.

Nous voudrions proposer une même approche de la prophétie d'effondrement. Le cadre théorique catastrophiste, reposant notamment sur une construction politique du temps déterminée par le délai, tout comme les propositions politiques qui en découlent, relevant de la décroissance, n'ont de cesse de se heurter à la robustesse d'un idéal développementaliste. Dès lors, la prophétie pourrait se comprendre comme une stratégie tentant non seulement de mettre à mal l'imaginaire développementaliste, mais aussi de faire sortir des marges les propositions de la décroissance. Via la menace, la prophétie d'effondrement pourrait tenter de convoquer celles et ceux qui ne se trouveraient pas encore concernés par les enjeux environnementaux et climatiques. Ainsi, la collapsologie ne s'adresserait guère aux militants écologistes aguerris, mais tenterait plutôt de faire naître un doute, chez d'autres publics, quant à la durabilité de notre système de production et de consommation. On peut s'interroger sur la dimension éthique de cette menace, ainsi que sur son intérêt à large échelle, mais nous constatons au moins de ses effets individuels, le discours sur l'effondrement profitant, comme nous l'avons vu, à des réorientations écologistes des représentations politiques.

[1001] *Ibid.* p.230.
[1002] *Ibid.* p.231.

Conclusion : Réaffirmer la spécificité catastrophiste de l'écologie politique

Les effondristes développent des conceptions du futur très variées, qui traduisent la coexistence de différentes constructions politiques du temps, non seulement sur nos terrains d'enquête, mais aussi au sein de l'écologie politique. Il nous faut en effet constater de la permanence d'un idéal développementaliste, reproduit par les logiques prévisionnistes propres aux institutions. Ce faisant, la prophétie d'effondrement tente de défaire cet idéal. Certes, la prophétie nous plonge dans le régime de l'urgence et peut donner lieu à des errements, confrontant les individus à une forme d'absurdité et de dénuement interprétatif. Mais les publics de la collapsologie se réapproprient aussi cette prophétie, font évoluer leurs conceptions de l'effondrement et logiques d'action associées, jusqu'à développer des engagements préfiguratifs dont la dimension politique doit être pleinement reconnue. Loin de restreindre le politique à la seule recherche de la survie, les effondristes expérimentent, au cœur du désastre, la possibilité d'une vie bonne : ils invitent à penser l'invivable. Ainsi, les critique de la dimension eschatologique de la collapsologie et de son usage de la prophétie peuvent être nuancées. On pourrait effectivement y voir l'arme discrète d'une écologie politique tentant de résister à ses récupérations politiques développementalistes ; tout comme les politiques préfiguratives qui s'y articulent peuvent s'apparenter à de premières expériences pour éroder le paradigme de la durée. Cette teneur eschatologique et subversive, directement liée à l'héritage catastrophiste de la collapsologie, singularise efficacement l'écologie politique vis-à-vis d'autres idéologies politiques et permet donc de résister à ses entreprises de récupération. Dès lors, nous retrouvons le foyer problématique présenté au début de cette thèse, où nous nous interrogions quant au devenir de la singularité idéologique de l'écologie politique, lorsque celle-ci est appréhendée au prisme de la collapsologie. Il semblerait que, pour se singulariser, l'écologie politique puisse travailler à réinscrire l'eschatologie catastrophiste au sein de sa construction théorique.

Chapitre 7. Une lecture constructiviste de la collapsologie : Affirmer la méthode de l'écologie politique depuis une approche politique des sciences

Notre enquête montre que les effondristes s'emparent de la collapsologie et s'engagent pour l'environnement depuis des trajectoires souvent marquées par la science. Dans un premier temps, ce chapitre entend développer davantage les résultats relatifs à cet aspect. D'abord, nous observerons les représentations de la « nature » des personnes rencontrées, afin de comprendre quel rôle y joue la science : sous le terme de « nature », que désignent les effondristes ? Quel est leur regard sur celle-ci et comment se construit-il ? Ce premier travail nous mènera à questionner plus directement le rapport à la science des enquêtés : quelle place doit-elle occuper, selon eux, dans la prise de décision politique ? Comment apprécient-ils la parole scientifique ? Notre premier constat est le suivant : la lecture de la situation environnementale et climatique des effondristes se construit en grande partie depuis des données scientifiques. Ils et elles soulignent alors l'importance de la vulgarisation scientifique pour sensibiliser les individus à l'écologie et, *in fine*, pour passer à l'action collectivement (1). Cependant, notre enquête montre que la parole scientifique peine parfois, paradoxalement, à être véritablement entendue et prise en compte politiquement : elle se heurte à une confiance aveugle qui la sacralise, ou au contraire, à une défiance acerbe. Ce dialogue brisé entre acteurs scientifiques et citoyen·nes s'apparente à une crise de confiance, soutenue par la croyance selon laquelle la science, en se fixant à elle-même ses propres finalités, ne devrait pas véritablement concerner la vie de la cité (2). Cette crise de confiance envers les sciences heurte de plein fouet l'écologie politique. Elle la force à reconsidérer sa relation à l'écologie scientifique et le développement contemporain de cette articulation. Dès lors, en quoi la collapsologie pourrait-elle aider l'écologie politique à surmonter cette crise ? Nous tâcherons ici de comprendre la collapsologie comme une invitation à la création de dispositifs d'« intelligence publique des sciences[1003] ». En effet, la collapsologie, même maladroitement, remet en cause cette forme d'autotélisme[1004] scientifique : en proposant

[1003] Isabelle STENGERS, « Pour une intelligence publique des sciences », *Alliage*, 69, 10/2011.

[1004] Je propose d'adopter le terme d'autotélisme scientifique pour qualifier cette croyance selon laquelle l'activité scientifique serait à elle-même sa propre fin, et plus encore, que celle-ci ne concernerait en aucun cas la vie de la cité. Si cette notion, traditionnellement, a davantage été utilisée dans le domaine artistique (on pense à « l'art pour l'art » développé par le mouvement du Parnasse, notamment représenté

à un large public l'hypothèse d'un effondrement systémique, elle rend compte, publiquement, des hésitations des scientifiques. Ce geste nous intéresse, puisqu'il paraît tenter de remettre en politique les sciences. Or, il se pourrait que cette interrogation critique et politique des sciences constitue une singularité, non plus idéologique, mais méthodologique de l'écologie politique (3).

1. Des trajectoires d'engagement largement marquées par la science

A) Une lecture inquiète de la situation environnementale et climatique …

Éprouver le désastre : La « nature » comme milieu de vie

Certains effondristes construisent leur conscience écologique à partir de ce qu'ils observent, au quotidien, dans leur environnement proche. Leur inquiétude à cet égard est liée à une sensibilité environnementale souvent acquise durant l'enfance, parfois transmise par leurs parents. Céline explique avoir grandi selon une forme de simplicité facilitant cette sensibilité : « on a vécu aisément mais avec sobriété, il n'y avait pas de course à la consommation à outrance[1005] ». Même constat chez Martin, qui évoque un mode de vie simple et souligne avoir toujours eu accès à un potager[1006], et chez Grégory Poinsenet, qui raconte son intérêt accru, enfant, pour des insectes qu'il se refuse à tuer[1007]. Delphine Batho, quant à elle, se souvient :

> « Ma mère, mes parents, étaient artistes photographes. Ils n'avaient pas beaucoup de moyens, mais ils m'ont transmis un certain sens de l'observation et de la beauté des choses de la nature. On allait en vacances chez des paysans de Savoie. J'ai grandi un peu livrée à moi-même dans la nature [...] alors mes copines, c'étaient les fleurs et les papillons, à une époque où les gamins étaient laissés à se perdre dans le bois, dans un rapport très charnel à la nature[1008]. »

par Théophile Gautier), ce rapprochement me paraît pourtant stimulant, l'activité artistique suggérant, comme celle scientifique, un savoir-faire (artisanat) et une pratique tout à fait singulière.

[1005] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.

[1006] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.

[1007] G. POINSENET, *Entretien réalisé le 04/02/2022*.

[1008] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*.

De la même manière, Jean-Luc Gleyze indique que « la fibre environnementale » était en lui sans qu'il ne s'en aperçoive tout de suite. Il évoque son enfance dans un village des Landes, en Gascogne :

> « Il y avait la forêt à côté, la nature est toujours autour de soi. On avait un jardin potager et des poules, une vie très terrienne, car mes parents sont issus de familles du nord des Landes, ils ont vécu dans des fermes plus ou moins autarciques… Il y avait une fibre naturelle en moi[1009]. »

Cette « fibre » se transforme selon lui en une véritable « conscience environnementale » lors d'une précédente mandature, entre 2004 et 2015, alors qu'il est élu dans un canton peu peuplé de la Gironde. Il décrit un « espace naturel très vaste, avec une rivière qui traverse le canton », auquel il se dit « très attaché car il y a une belle biodiversité, une forêt de feuillus tout du long, on se sent comme en Amazonie[1010] ». Il y pratique la chasse à la palombe, qui lui apporte selon lui « un rapport très fort à la nature et à la saison, via la migration des oiseaux [1011]». Au fil du temps, il constate de la dégradation d'un environnement auquel il est attaché depuis le plus jeune âge : il évoque la raréfaction de certaines espèces végétales et animales dans les forêts girondines, tout comme le recul du trait de côte sur le littoral aquitain, ou encore l'augmentation globale des températures. Il souligne également que ces évolutions locales incarnent des changements globaux. Ainsi, la transformation et la dégradation de l'environnement aimé durant l'enfance est source d'inquiétude. Tous comparent la faune, la flore et les paysages actuels aux souvenirs qu'ils en ont : Aymeric, collaborateur de Jean-Luc Gleyze, évoque par exemple la disparition des étoiles de mer et hippocampes autrefois observés autour du bassin d'Arcachon[1012], et Corinne Martinez constate : « On a plus d'oiseaux. C'est pas un dogme, c'est pas une croyance, c'est un constat. On a plus d'oiseaux, c'est vrai [1013]». L'appréciation de la situation environnementale et climatique peut donc, chez nos enquêté·es, être liée à une activité d'observation et de remémoration.

Plus encore, nombreuses sont les personnes qui font référence à des catastrophes affectant les écosystèmes locaux ; catastrophes éprouvées comme autant de chocs intimes. Jean-Luc Gleyze évoque les violentes tempêtes que connaissent plusieurs

[1009] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

[1010] *Ibid.*

[1011] *Ibid.*

[1012] Aymeric, *Entretien réalisé le 02/12/2022*, Bordeaux, 2022. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié.

[1013] C. MARTINEZ, *Entretien réalisé le 17/05/2023*.

communes landaises en 1999 et en 2009 et souligne que « quand on y est né, ou quand on y a vécu, c'est un traumatisme[1014] ». Il évoque aussi, comme l'ensemble de ses collaborateurs et avec émotion, les incendies girondins de l'été 2022, que Céline compare d'ailleurs aux méga-feux qui ravagent l'Australie en 2019 et 2020 [1015]. Enfin, Delphine Batho dit avoir été très marquée, à cinq ou six ans, par un épisode de marée noire en Bretagne[1016]. Elle raconte garder en elle « l'image du port de pêche envahi de mazout, l'odeur atroce », celle des oiseaux empêtrés et une « tristesse terrible[1017] ». Chaque récit de catastrophe vient susciter, chez celles et ceux qui les relatent, une émotion particulière, liée à une double dégradation : celle du vivant, bien sûr, mais aussi celle d'un espace chargé d'affects et de souvenirs. La philosophe Joëlle Zask, dans son livre *Quand la forêt brûle*, évoque bien cet aspect à partir d'une étude des mégafeux :

> « Le fait qu'éventuellement, la nature s'en accommode à la longue n'atténue pas l'impression d'effondrement et de naufrage moral éprouvé par les personnes exposées. [...] La situation est celle d'un non-retour. À l'échelle de la vie humaine, rien ne sera plus comme avant. La maison, le paysage, les arbres aimés, ne repousseront pas. Les mulots et les écureuils, les cigales et les grillons ne ressusciteront pas[1018] . »

Les incendies, comme d'autres catastrophes de ce type qui dégradent durablement les paysages, confisquent à celles et ceux qui les pratiquent et les aiment la capacité à se sentir reliés à ces lieux, et à une communauté concernée par ces mêmes espaces. Les individus perdent, selon Joëlle Zask, ce qui permet « de se situer, de se localiser, de trouver du sens à son vécu, d'organiser ses perceptions[1019] ». La disparition des paysages connus signe alors la destruction des liens entretenus entre un individu et son milieu de vie, l'érosion de souvenirs intimes et une fragmentation de la mémoire collective elle-même.

Projeter le désastre : De l'effondrement environnemental à l'effondrement systémique

Le souvenir de ce qu'a été l'environnement proche, dégradé sous l'effet de dérèglements progressifs ou brutaux, alimente l'adhésion à la perspective d'un effondrement. Les effondristes, constatant de nombreuses évolutions à leur propre

[1014] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.
[1015] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.
[1016] Peut-être celle liée au naufrage du pétrolier Amoco Cadiz, en 1978 ?
[1017] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*.
[1018] Joëlle ZASK, *Quand la forêt brûle, op.cit.* p.122.
[1019] *Ibid.* p.149.

échelle, les mettent en résonance avec celles qui plus largement affectent l'ensemble du Système-Terre, jusqu'à peut-être mener à un effondrement. La mémoire d'un lieu aimé et disparu projette son image sur des échelles plus globales et sur des temporalités futures. Voilà qui rend possible le doute : d'autres pertes ne sont-elles pas encore à venir ? Ainsi, le désastre environnemental est d'abord éprouvé de façon intime. C'est à partir de cette intimité, et de leur mémoire, que les personnes rencontrées qualifient une situation environnementale comme préoccupante, qu'ils identifient des dérèglements par rapport à ce que devrait être ou a été, selon eux, la norme de cet environnement.

Dès lors, certains effondristes mettent en dialogue les transformations éprouvées depuis leurs quotidiens et le discours de la collapsologie, portant sur des dynamiques plus globales. Ils construisent ainsi une lecture de la situation environnementale et climatique pour le moins inquiète, pouvant confiner au désespoir. Certes, certain·es enquêté·es, ayant pris leurs distances avec la collapsologie, tiennent à distinguer l'effondrement environnemental d'un effondrement systémique. C'est le cas pour Corinne Martinez, ou encore pour Delphine Batho :

> « L'effondrement environnemental est indiscutable. Par contre, autant la trajectoire vers le précipice semble dans ce cas indiscutable, autant toute vision mécaniste qui aboutit à penser que l'histoire humaine est déjà jouée, ça me pose problème. [...] On voit la trajectoire d'ensemble, mais les seuils, les paliers, c'est pas totalement prévisible. [...] C'est pour ça que je parle de décroissance : il y a des choses qu'on peut plus éviter, notamment dans le domaine du climat, de la biodiv', et des conséquences sanitaires. Pour le système institutionnel, il est souhaitable qu'il s'effondre, mais ça dépend de quoi on parle, et si c'est évitable ou pas… Mais il ne faut pas avoir de raisonnement statique[1020]. »

Mais au contraire, pour d'autres, l'effondrement de la biodiversité apporte un crédit certain à l'hypothèse d'un effondrement systémique :

> « On est foutus, oui, moi je l'ai ressenti très fortement. [...] J'en ai le sentiment, on prend une direction très très dure. C'est pas pour les générations futures, mais pour les générations présentes, là aussi c'est un changement de paradigme [1021]. »

Chez ces dernières personnes, les dommages affectant l'environnement sont tels qu'ils pourraient menacer l'espèce humaine : on renoue ici avec une perspective pleinement catastrophiste, et proche des discours du catastrophisme nucléaire. Les individus revendiquant explicitement un tel positionnement sont peu nombreux, mais bien représentés par Yves Cochet, pour qui l'effondrement systémique, suggérant des guerres,

[1020] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*.
[1021] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.

des famines, mais aussi l'abandon de centrales nucléaires, pourrait mener à l'extinction de l'humanité[1022].

B) <u>… construite depuis un rapport scientifique à la « nature »</u>

Déchiffrer le désastre : La « nature », intermédiée par l'activité scientifique

Le rapport à la « nature » des effondristes repose donc sur un ensemble de relations un peu vite recouvertes par ce seul terme de « nature ». Il est alimenté par une relation de soi à soi, lorsqu'un espace où l'on vit est investi d'affects, d'habitudes quotidiennes, jusqu'à participer de l'identité que l'on se donne. Par conséquent, ce rapport à la nature suggère une certaine relation à la mémoire, à travers le souvenir de ce qu'a été un environnement proche, des moments qui y ont été vécus. Mais au-delà des expériences intimes du ravage écologique que nous avons évoquées, les effondristes construisent une lecture inquiète de la situation environnementale et climatique en s'appuyant sur une pluralité de discours. Ici, la dégradation de la « nature » s'éprouve moins directement : on en prend conscience en s'appuyant sur différents supports, journalistiques ou encore, et très largement, scientifiques. Les personnes rencontrées expliquent ainsi développer leur conscience environnementale de façon volontaire, en s'intéressant à des études scientifiques, à des conférences, articles, vidéos, ne portant pas nécessairement directement sur la question de l'effondrement. Parmi ces supports, il est notamment fait mention avec récurrence aux rapports du GIEC, aux interventions de Jean-Marc Jancovici, ou encore au célèbre rapport Meadows[1023] : il s'agit, dans tous les cas, de s'approprier des données scientifiques pour construire sa lecture de la situation environnementale et climatique. Cela nécessite de mobiliser des compétences diverses : la compréhension des dommages environnementaux suggère, dans ce cas, de pouvoir identifier des sources d'information, de savoir les hiérarchiser selon leur fiabilité, d'avoir les moyens matériels d'y accéder (ne serait-ce que par le biais d'un ordinateur), et d'être en mesure de cerner les contenus qui y sont délivrés, surtout quand ceux-ci n'ont pas fait l'objet de vulgarisation. Cela nous renseigne en partie sur la sociologie des personnes

[1022] Y. COCHET, *Devant l'effondrement, op. cit.*

[1023] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023.* ; Y. COCHET, *Entretien réalisé le 04/07/2022* ; G. POINSENET, *Entretien réalisé le 04/02/2022* ; O. LE COLLAPSO, *Entretien réalisé le 24/05/2022* ; Gaël, *Entretien réalisé le 11/02/2022*.

rencontrées, qui bénéficient souvent de ces compétences acquises lors de leur socialisation universitaire. Ainsi, le rapport à la « nature » des effondristes se construit à travers une opération de déchiffrage, visant à s'approprier des informations relatives à la biodiversité, au climat, à l'épuisement des ressources.

Ce rapport à la « nature », soutenu par une nécessaire opération de déchiffrage des discours scientifiques, entraîne une idée très présente chez les collapsologues : l'inaction, en matière d'environnement et de climat, serait liée à une méconnaissance de ces données scientifiques. C'est pourquoi il faudrait, selon une formule reprise à l'un de nos interviewé et sur laquelle nous reviendrons, « écouter la science[1024] ». Or, les effondristes se heurtent ici à un obstacle, que Julie Chabaud résume bien :

> « Les données, c'est jamais assez. Faut toujours aller en chercher des nouvelles, mais personne rentre dedans. On peut faire des diagnostics de plus en plus précis, mais ça sert pas à grand-chose si personne rentre dedans [1025]. »

Ce à quoi la responsable de la Mission21 fait ici référence, c'est à une nécessaire vulgarisation scientifique. Les rapports scientifiques présentent en effet un double problème : d'une part, pour être compris, ils nécessitent de mobiliser des compétences que toutes et tous n'ont pas, et d'autre part, ils semblent trop froidement rationnels, austères. Les chiffres et les courbes peinent parfois à s'incarner, là où la disparition des hippocampes du bassin d'Arcachon, adorés durant l'enfance, est bien plus parlante. Le problème est plus tenace encore lorsqu'il est question d'un effondrement catastrophique, encore non observé, ou lorsqu'on évoque des changements globaux dont les manifestations peuvent se lire sur d'autres territoires que celui quotidiennement arpenté :

> « Au moment où on a travaillé avec Grégory Poinsenet, on a travaillé sur des éléments de diagnostics girondins. À chaque fois qu'on dit des choses collapsos, [les élus] disent d'accord, mais c'est au Yémen, à tel endroit, tout est très loin d'ici. Donc on veut des exemples de Gironde, on demande des unes de *Sud Ouest,* et 85% des trucs… c'est la merde. On les a mis en ambiance visuelle, pour dire c'est pas loin de nous, c'est là[1026] . »

Ainsi, si l'action semble nécessairement liée à la connaissance scientifique, encore faut-il incarner cette connaissance, la relier à un contexte local, la mettre en image. Pour rappel, cette importance de la vulgarisation scientifique est tout à fait caractéristique du catastrophisme : Ivo Rens et Jacques Grinevald y voient une fonction idéologique du

[1024] Arthur, *Entretien réalisé le 24/04/2020*.
[1025] J. CHABAUD, *Entretien réalisé le 14/03/2022*.
[1026] *Ibid.*

catastrophisme, devant jouer un rôle de « conscientisation[1027] ». Ici, force est de constater que nous renouons avec cette tradition de l'écologie catastrophiste. Delphine Batho va dans ce sens : « On a besoin d'un maximum de personnes éduquées, qui s'approprient la compréhension du problème, là où ils sont dans ce qu'ils font[1028] ». Du côté d'*Extinction Rebellion*, Arya explique avoir acquis de nouveaux savoirs, dans une logique proche de l'éducation populaire : « J'avais un manque de connaissances sur plusieurs sujets, ce à quoi pallie XR. C'est formateur, on peut gagner en compétence[1029] ». De la même manière, Tamak dit avoir été marqué par les supports visuels concernant l'écologie présentés à Darwin[1030], ainsi que par une « fresque du carbone [1031]».

Nous avons présenté deux premiers types de constructions de la conscience écologique des effondristes, qui peuvent d'ailleurs s'articuler : la première fait appel à l'intime et à l'observation d'un environnement proche, la seconde à des compétences et connaissances intellectuelles relatives à des dérèglements bien plus globaux. Plus encore, cette opération de déchiffrage sur laquelle repose en partie le rapport à la « nature » des effondristes est double. S'il s'agit de comprendre des contenus scientifiques, il nous faut souligner combien ces savoirs découlent déjà d'une première opération de médiation. Bruno Latour, dans *Nous n'avons jamais été modernes*, oppose le « médiateur » et « l'intermédiaire [1032]» : là où le premier s'approprie, traduit, transforme ce qu'il entend transmettre, le second partage une information sans agir sur celle-ci. Et ainsi en est-il de l'activité scientifique, comme le relève la philosophe Isabelle Stengers, dans le prolongement de Bruno Latour. Dans *Apprendre à bien parler des sciences*, la philosophe montre combien il est inexact de penser que la « nature » puisse « parler » d'elle-même :

> « Lorsque l'on observe les laboratoires, ce sont les humains qui s'activent, pas les phénomènes qu'ils étudient. Ce sont eux, et non la « réalité », qui sont à l'origine des savoirs qu'ils produisent[1033]. »

C'est en « s'activant » d'une manière qui leur est propre que les scientifiques « déchiffrent » ce qu'ils désignent comme relevant de la « nature », ou de la « réalité ».

[1027] Jacques GRINEVALD et Ivo RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art.cit. p.315.

[1028] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*.

[1029] Arya, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.

[1030]Darwin est un tiers-lieu à Bordeaux, où se rencontrent régulièrement, au moins une fois par mois, les militants et militantes d'Extinction Rebellion.

[1031] Tamak, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.

[1032] B. LATOUR, *Nous n'avons jamais été modernes*, *op. cit.*

[1033] Isabelle STENGERS, *Apprendre à bien parler des sciences. La vierge et le neutrino*, Paris, La Découverte, 2023, p.42.

Plus qu'ils ne « déchiffrent » la nature, d'ailleurs, ils réunissent les conditions grâce auxquelles ils pourront « se proclamer contraints à interpréter une situation [1034]» d'une façon et non d'une autre. À partir de cadres méthodologiques expérimentaux, les scientifiques construisent ce qu'ils appellent la « nature »[1035]. Les scientifiques s'apparentent alors à la figure du médiateur : plus qu'ils ne transmettent ce que cette nature pourrait bien avoir à dire, ils élaborent un langage qui leur est propre. Il ne s'agit pas là de contester les dégradations environnementales que nous connaissons, mais plutôt de souligner combien ce diagnostic est le produit d'une pratique singulière, spécifiquement scientifique. Il en résulte que le rapport à la « nature » des effondristes (et pas seulement eux), offrant la part belle aux rapports scientifiques, est une relation doublement médiée. La « nature » se laisse prétendument déchiffrer à partir de l'appropriation de faits scientifiques, qui eux-mêmes résultent d'une pratique de construction du sens des phénomènes observés qui ne parlent pas d'eux-mêmes.

Quantifier le désastre : La nature comme ensemble de ressources

S'il s'agit, pour ainsi dire, de « faire parler » une nature qui d'elle-même ne parle pas, cette opération a des effets concrets sur le rapport à l'environnement collectivement entretenu. Au-delà-même des sphères effondristes, l'approche scientifique de la « nature » la soumet volontiers à une rationalité comptable : les données scientifiques permettent d'organiser la gestion de l'environnement. Cette première approche de la « nature », moins rencontrée en entretien que dans notre corpus documentaire et notamment dans les documents relatifs à l'élaboration de politiques publiques, est assez classique des institutions politiques. Celles-ci, adoptant des logiques prévisionnistes décrites lors du chapitre précédent, pensent l'environnement depuis les missions de l'institution, et donc dans une perspective anthropocentrée. L'environnement est considéré depuis ce qu'il peut apporter à l'humain, ou depuis la façon dont il peut l'affecter négativement ; la nature se trouve pensée en termes d'utilité, depuis une perspective anthropocentrée. Dans le corpus documentaire adopté pour notre étude, le mot même de « nature » se trouve associé à la notion de « ressource », et à celle de

[1034] *Ibid.*

[1035] Voilà pourquoi nous proposons d'appeler cette lecture de la collapsologie, inspirée des travaux de Bruno Latour et Isabelle Stengers, « constructiviste » : cette approche souligne le caractère construit d'entités un peu rapidement tenues pour évidentes et immédiatement appréhendables.

« ressources vitales [1036]» pour les populations humaines. C'est-à-dire qu'à partir des besoins de la vie humaine, les éléments dits « naturels » font l'objet d'un partage : ils sont positifs (l'eau, les minerais, les forêts…) ou négatifs (les espèces invasives). On organise ainsi la préservation, le renouvellement et le juste partage des ressources considérées comme positives. Pour ne prendre qu'un exemple, les documents du corpus girondin offrent la part belle à la ressource en eau, particulièrement soumise à des tensions liées à sa raréfaction et à sa dégradation. Le Département encourage donc des projets de récupération des eaux pluviales[1037], invite les communautés de communes à mettre au cœur de la planification urbaine la question de l'eau[1038], développe des solutions pour économiser l'eau potable à l'aide du dispositif MAC Eau (Maîtrise de la Consommation en Eau)[1039]. Ainsi, le Département se dote d'un ensemble de critères et de données permettant de quantifier les ressources disponibles ou non. Symétriquement, la « nature » peut être associée à un ensemble de risques pour les populations humaines, suggérant un même usage d'outils de quantification. Les documents du Département de la Gironde mettent en avant les risques d'incendies, d'inondations, d'éboulements, de gonflement des argiles, d'érosion du littoral, et ainsi de suite. Sur d'autres terrains d'enquête, comme sur la Commune Imaginée du Bandiat, on trouve cette même appréhension de la nature comme risque ou ressource. En effet, si la Suite du Monde a à cœur de laisser en libre évolution une partie des terrains qu'elle achète, préconisant la non-intervention au profit de la biodiversité, il n'empêche que ce principe pose question : pour espérer atteindre une autonomie alimentaire, il convient de cultiver la terre en la protégeant de différentes espèces invasives comme les sangliers.

Il nous faut nuancer un peu ce propos. Ce rapport à la « nature » bien représenté sur nos terrains, où celle-ci se trouve pensée comme ressource ou comme risque depuis un regard anthropocentré, peut cohabiter avec d'autres types de rapports à l'environnement encore. Et, bien sûr, ce type de relation n'a pas l'apanage des seuls effondristes, qui reflètent seulement la diversité des relations traditionnellement

[1036] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Gironde résiliente. Contribution du Département de la Gironde pour anticiper et s'adapter aux changements environnementaux et sociétaux*, *op. cit* ; FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Entrer en résilience. Guide pratique pour les communes et leurs groupements (version longue)*, *op. cit*.

[1037] FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Entrer en résilience. Guide pratique pour les communes et leurs groupements (version longue)*, *op. cit*. p.34.

[1038] *Ibid.* p.35.

[1039] *Ibid.* p.36.

entretenues à la nature dans nos sociétés occidentales, et au sein même d'une partie des écologistes. Certaines personnes rencontrées, quoique moins nombreuses, revendiquent une autre perspective : c'est ainsi, par exemple, que certains membres de la Commune Imaginée du Bandiat se concertent longuement dans l'espoir de sauver un cochon de l'abattoir, en avançant des arguments antispécistes. En effet, et comme le souligne Bruno Villalba, si les collapsologues s'inquiètent des menaces pesant sur l'espèce humaine, leur argumentation montre toujours combien celles-ci découlent d'un rapport prédateur à l'environnement. De la même manière, les solutions qu'ils envisagent prennent constamment en compte les relations écosystémiques dans lesquelles sont prises les humains[1040].

C) « Il faut écouter la science » : une tentation technocratique ?

Considérer la science pour alimenter le débat citoyen et éclairer la décision politique

Interroger le rapport à la « nature » des effondristes nous pousse donc à nous pencher sur leur rapport à la science. Il nous faut désormais poursuivre sur cette voie. Sur nos terrains d'enquête, on observe une première forme de relation à la science, selon laquelle celle-ci devrait être davantage « écoutée » par les citoyen·nes et décideurs politiques. De nombreux interviewé-es construisent ainsi un lien de causalité entre leur adhésion à l'hypothèse d'un effondrement systémique et leur intérêt pour la science : pour Arthur, les collapsologues sont justement des « gens qui écoutent la science », et précisément « les sciences qui étudient les impacts que l'on a sur l'environnement, mais pas de façon pessimiste, juste réaliste[1041] ». Il nous faut alors décortiquer cette « mauvaise » écoute et son opposition à une « bonne » écoute, telles que pensées par les effondristes. Premièrement, « écouter la science », ce serait se tenir informé régulièrement de ses productions, afin de disposer d'une lecture actualisée de la situation environnementale et climatique. Delphine Batho regrette ainsi que de nombreux élus, au sein même de l'écologie politique, se dispensent de ce travail d'appropriation des contenus scientifiques. Ce manque de rigueur est fustigé par la députée des Deux-Sèvres :

[1040] B. VILLALBA, *Les Collapsologues et leurs ennemis*, *op. cit.* p.148.
[1041] Arthur, *Entretien réalisé le 24/04/2020*.

> « L'écologie politique est dans une crise profonde, une crise de projet, une crise de programme. C'est significatif, la façon dont on tape sur la collapsologie - je me lâche - c'est significatif de personnes politiciennes qui vivent sur une marque. L'écologie, c'est eux. On ne parle pas du fond. Ce sont des personnes qui ne sont pas dans les derniers rapports du GIEC, dans les productions les plus récentes, qui ne parlent pas de point de bascule [1042]. »

Delphine Batho suggère ici que les élus écologistes eux-mêmes méconnaîtraient la gravité des dommages faits à l'environnement, ce qui les pousseraient à ne pas prendre au sérieux la collapsologie et les empêcheraient de repenser leurs ambitions en tant que décideurs politiques. Une « mauvaise écoute » de la science consiste donc d'abord à ne pas suffisamment s'intéresser à celle-ci, mais aussi à ne pas s'emparer politiquement de ces constats. Nous voilà invités à interroger l'articulation fondamentale entre écologie scientifique et écologie politique. L'écologie politique, comme nous l'avons montré dans la première partie de ce travail, se construit en s'appuyant largement sur une écologie scientifique s'apparentant à ce que Jean-Paul Deléage appelle une « science impliquée[1043] » : une science qui remet en question le clivage construit entre le champ du savoir et celui du politique. Or, à en croire Delphine Batho, le champ du politique s'autonomiserait vis-à-vis de celui du savoir, rejouant le clivage entre nature, qui serait affaire de savants, et société, qui concernerait le politique.

En miroir, une « bonne » écoute de la science désignerait une attention accrue portée à celle-ci et un effort de prise en charge politique de ces apports. Que signifie alors « prendre en charge politiquement » les résultats scientifiques ? Faut-il comprendre que les scientifiques doivent dicter les mesures politiques à adopter ? Jean-Luc Gleyze s'oppose fermement à cette idée. Selon le Président du Département de la Gironde, les sciences jouent un rôle politique dans le sens où elles peuvent alimenter le débat citoyen et éclairer la décision politique, mais elles ne doivent en aucun cas se substituer à l'activité politique elle-même. Ainsi, Jean-Luc Gleyze indique accorder à la parole des scientifiques une place égale à « celle qu'[il] peut accorder aussi à la parole citoyenne [...] La parole des vécus des citoyens autour de nous [...] nous permet aussi de nous enrichir sur la manière dont nous pouvons nous orienter en termes d'action publique [1044] ». Il évoque alors une « méthode girondine » consistant à faire dialoguer différents acteurs, «

[1042] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023, op. cit.*

[1043] Jean-Paul DELEAGE et Michèle DESCOLONGES, « Du rôle de l'écologie politique en matière de pensée critique », *Écologie & politique*, 64-1, 2022, p. 13-19 ; Jean-Paul DELEAGE, « L'écologie politique, vingt-cinq ans plus tard », *Écologie & politique*, 56-1, 2018, p. 17-34.

[1044] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022, op. cit.*

scientifiques, associations, citoyens, chacun à leur place [1045]», autour de mêmes problématiques. Il en va de la sorte, par exemple, pour le travail mené sur la revitalisation des forêts du domaine départemental d'Hostens :

> « L'idée, c'est qu'il y ait à la fois des citoyens, des usagers, qui portent leur parole, et qu'on ait aussi des scientifiques qui viennent éclairer leurs regards. [...] On a à la fois un regard de chercheur, de scientifique, un regard de citoyen, et puis entre les deux, la manière dont nous [acteurs politiques] envisageons de faire évoluer notre action publique [1046]. »

Il faut retenir plusieurs éléments de cette « méthode girondine », d'ailleurs déployée sur d'autres territoires aussi. D'abord, Jean-Luc Gleyze mentionne différents acteurs en soulignant que chacun « a [sa] place » : cela suggère de reconnaître la singularité de chaque groupe prenant part à l'élaboration de politiques publiques. Offrir une juste place à toutes les entités concernées ne signifie pas qu'elles soient toutes réduites à une même identité, ce qui nous plongerait dans une forme de relativisme pour nous laisser croire que les citoyens et les scientifiques ont la même chose à dire. Puis, à partir de la considération de la spécificité de chaque parole, le président du Département donne une première définition de l'activité politique elle-même : tisser une direction en s'alimentant de différents points de vue situés. Ainsi, une « bonne » écoute de la science consisterait à lui ménager une juste place dans le processus de prise de décision politique et dans la construction des politiques publiques, en reconnaissant sa singularité tout en l'articulant à d'autres paroles.

Des scientifiques aux experts

Pourtant, comment s'assurer que la science est « écoutée », considérée dans sa singularité, sans que cette écoute ne devienne dogmatique ? Quel est le périmètre de cette « juste place » de la science dans l'activité du politique ? En effet, force est de constater que les scientifiques bénéficient d'un important crédit et d'un capital symbolique qui leur donne une autorité particulière. Un autre aspect s'ajoute à cela : les politiques dites de transition écologiques peuvent soulever des débats techniques et scientifiques complexes, dont l'appropriation par une majeure partie des populations, comme pour les décideurs politiques, peut être difficile. Face à ces enjeux nécessitant des compétences particulières,

[1045] *Ibid.*
[1046] *Ibid.*

une figure émerge : l'expert. La différence entre expert et scientifique repose sur plusieurs points, tels que la formation académique, le rapport à la connaissance et les finalités fixées à cette connaissance[1047]. Ainsi, si des scientifiques peuvent se positionner en experts, tous les experts ne sont pas nécessairement scientifiques : des personnes s'étant longuement intéressées à un sujet, par passion et sans formation particulière, peuvent légitimement revendiquer une expertise. De la même manière, là où le scientifique construit son rapport à la connaissance de manière collective, en tirant son statut de la reconnaissance académique que lui confère la communauté scientifique, l'expert peut construire seul son expertise et la revendiquer pour lui-même. Enfin, la finalité des sciences diffère de celle de l'expertise, dans le sens où l'expertise est plus radicalement tournée vers l'action. Elle cherche moins à résoudre des problèmes formulés en termes scientifiques qu'à construire un type de connaissance permettant de mettre en œuvre une action alors jugée rationnelle[1048]. Dans l'administration publique, il est courant de faire appel à de tels experts pour orienter et légitimer l'action publique : c'est notamment le cas lorsqu'il s'agit de résilience.

En effet, le succès que connaît la notion de résilience territoriale soulève un paradoxe. S'il est communément répété que la résilience est intrinsèquement liée à des enjeux démocratiques, il n'empêche que la mise en œuvre de stratégies de résilience territoriale repose sur un ensemble de notions et méthodologies difficilement accessibles à tous. Les agents du Département de la Gironde connaissent bien cette difficulté et l'éprouvent en tentant d'opérationnaliser la stratégie de résilience voulue par la présidence du Département. Des ateliers ont en effet eu lieu, où les agents ont pu tenter de s'emparer de la notion en l'appliquant à leurs missions. Il en ressort différents éléments. Premièrement, la notion de résilience connaît de multiples définitions : des approches techniques, liées à la gestion des risques, mais aussi psychologiques, ou encore politiques. Le sur-usage de la notion en entraîne la dissolution théorique : les multiples conceptions de la résilience entrent en compétition, de telle manière qu'on ne se comprend plus. Ainsi, certains agents territoriaux estiment d'ores et déjà maîtriser ce sujet, et peinent à adopter de nouvelles approches de la résilience, quand d'autres se sentent désarmés face à l'ampleur du sujet. Céline, collaboratrice du Président, admet que

[1047] Roser CUSSO et Corinne GOBIN, « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politique*, 88, 2008, p. 5-11.

[1048] *Ibid.*

la résilience est une « notion très abstraite », à tel point que, souvent, « le débat sur la forme prend le pied sur le fond[1049] ». Le terme même de résilience se trouve rejeté. Flora abonde en ce sens, racontant que « très vite on est venus nous dire « mais la résilience c'est pas accessible, qu'est-ce que ça veut dire… »[1050] », et Corine Martinez reconnaît également que « le concept n'est pas attrapé par tous [1051] ».

Face à ces difficultés, le Département de la Gironde, comme beaucoup d'autres collectivités territoriales sur des sujets divers, fait appel à des experts. Le cabinet de conseil Auxilia accompagne l'opérationnalisation de la stratégie de résilience girondine à l'échelle de la direction des collèges du Département[1052], et Arthur Keller, spécialiste des risques systémiques très identifié dans les milieux de la collapsologie, accompagne le développement global de la stratégie. Dès lors, il est marquant de constater combien le sujet de la résilience territoriale s'est fortement professionnalisé, ouvrant un véritable marché pour ces experts. Cette professionnalisation et commercialisation de la résilience pose plusieurs questions : à quel point les experts sont-ils devenus indispensables à l'action publique ? Quelle place leur est exactement attribuée au sein de l'élaboration des politiques publiques ? La mise en œuvre de politiques de transition écologiques risque-t-elle de faire tendre les modèles de gouvernance vers une forme de technocratie ? Les élus et agents du département de la Gironde se confrontent à ces questions et soulignent eux-mêmes l'importance de la parole citoyenne vis-à-vis de celle des experts. L'ensemble des personnes rencontrées et questionnées sur cet aspect mentionnent l'avis citoyen rendu par le panel d'habitants et habitantes de la Gironde. Quoiqu'il en soit, l'affirmation selon laquelle « il faut écouter la science » fait l'objet d'un glissement : il faudrait en fait « écouter les experts ». Or, experts et scientifiques, comme nous l'avons déjà montré, ne répondent pas exactement aux mêmes questions : la parole des experts doit avoir une portée bien plus prescriptive en termes d'action publique.

[1049] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023, op. cit.*

[1050] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021, op. cit.*

[1051] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023, op. cit.* Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021, op. cit* ; C. MARTINEZ, *Entretien réalisé le 17/05/2023, op. cit.*

[1052] Dans le cadre de mes missions de conseil au sein d'Auxilia Conseil, financeur de cette thèse en convention CIFRE, j'ai eu l'occasion de travailler avec le Département de la Gironde et plus particulièrement la direction des collèges du Département.

2. L'écologie politique face à une crise de confiance envers les sciences : Quelle articulation entre science et politique ?

A) La collapsologie comme hypertrophie de l'écologie scientifique ?

La politisation par la science : Une écologie des riches ?

Notre étude souligne donc l'importance des sciences dans l'engagement écologiste des effondristes. Les constats scientifiques participent à la construction de leur conscience environnementale, de telle manière que les profils dits scientifiques sont d'ailleurs majoritaires dans notre échantillon[1053]. Cette relation à la nature, médiée par des connaissances intellectuelles, alimente la critique faite à la collapsologie. Pour Maxime Chédin, reçu à l'Institut Momentum en octobre 2022 :

> « Cette capacité à s'auto-affecter par la connaissance scientifique n'est peut-être pas partageable à large échelle, tout le monde ne dispose pas des mêmes ressources pour être touché par ce type d'appel à la prise de conscience de la « menace d'extinction ». [...] Pour le dire simplement : la représentation d'une catastrophe planétaire globalisée, déterrestrée, met en mouvement ceux dont l'intelligence et les affects sont « libres » pour être affectés par ce type d'émotion. Elle est un savoir « libéral », au sens où il suppose une certaine « liberté » à l'égard des nécessités vitales, dont tout le monde n'est pas également doté[1054]. »

Selon lui, ce rapport à la « nature », suggérant un certain rapport à la connaissance, un ensemble de compétences acquises lors d'une socialisation secondaire et une confiance dans le lien entretenu entre savoir et action, mènerait à dépolitiser l'écologie : « l'intellectualisme du récit de l'effondrement » entretiendrait une « coupure sociale » entre ceux bénéficiant de moyens matériels suffisant pour « s'auto-affecter » à partir de la perspective d'un effondrement, et ceux qui « pris à la gorge[1055] » souffrent déjà de conditions de vie dégradées. Plus encore, ces savoirs « libéraux », dans le cas des effondristes, portent sur des entités globales : la réflexion se place sur des temporalités vastes (les temporalités géologiques de l'Anthropocène), des espaces non moins immenses (les bouleversements étudiés sont considérés sur l'ensemble du globe

[1053] Voir les trajectoires de politisation des effondristes présentées en partie II à partir des travaux de Sylvie Ollitrault. S. OLLITRAULT, « Les écologistes français, des experts en action », art. cit.

[1054] Maxime CHEDIN, « Capitalisme, climat, effondrement : Figures d'une dépolitisation », 08/10/2022, disponible sur https://institutmomentum.org/capitalisme-climat-effondrement-figures-d-une-depolitisation, consulté le 11 février 2023.

[1055] *Ibid.*

terrestre), et peut pousser à observer des politiques internationales. La question de l'échelle joue ici un rôle important. En effet, si Maxime Chédin suggère que cette approche de la « nature » est dépolitisante, ce n'est pas seulement parce qu'elle nécessite de mobiliser des savoirs libéraux. C'est aussi parce qu'elle porte davantage sur le Système-Terre, dans sa globalité, que sur l'observation et l'expérience de la dégradation des milieux de vie, plus directement tangible. L'échelle adoptée pour observer le ravage environnemental, trop large, n'offrirait que peu de prise aux individus pour que ceux-ci aient le sentiment de pouvoir agir. Dès lors, la collapsologie serait symptomatique d'une écologie des riches, une écologie portée par des individus ayant jusqu'alors profité du système productiviste. Cela expliquerait en partie la faible représentation, dans notre échantillon, des questions de race et de genre, tout comme le traitement singulier que les effondristes offrent aux inégalités de classe[1056].

On pourrait être tenté de croire que Maxime Chédin, en avançant que le discours de la collapsologie repose sur une approche intellectuelle et désincarnée du désastre environnemental, remobilise un argument déjà bien éprouvé, selon lequel l'écologie n'intéresserait tout simplement pas les classes populaires et populations racisées[1057]. Celles-ci, confrontées à la pauvreté, au racisme, aux violences policières, seraient trop occupées quotidiennement à survivre. Un contre-argument avance au contraire que ces populations mènent d'ores et déjà des initiatives politiques en faveur de l'environnement, lesquelles sont déconsidérées par des milieux écologistes et institutionnels composés de personnes blanches et aisées[1058]. Mais l'argumentation de Maxime Chédin concerne moins l'écologie en général qu'une écologie spécifique : celle s'inscrivant dans l'héritage direct de l'écologie scientifique, et adoptant volontiers une tonalité catastrophiste. En effet, il propose de distinguer trois écologies : celle « des sciences, du GIEC, des courbes et des points de rupture du système-Terre, qui domine le débat politique, le mouvement climat et les théories de l'effondrement », celle « culturelle, des relations, des

[1056]Si les effondristes soulignent bien l'articulation existante entre préoccupations environnementales et justice sociale, la sociologie de notre échantillon indique que les personnes issues de milieux défavorisés sont pourtant minoritaires. Ainsi, les inégalités sociales sont pensées depuis des classes aisées. Plus encore, pour certains collapsologues, ces inégalités doivent justement être gommées par l'effondrement systémique. Nous y reviendrons dans le dernier chapitre de cette thèse.

[1057] Pour rappel, le terme « racisé » qualifie les personnes faisant l'expérience du racisme.

[1058] À ce sujet, voir les travaux de Fatima Ouassak ou encore de Renda Belmallem : Fatima OUASSAK, *Pour une écologie pirate. Et nous serons libres*, Paris, La Découverte, 2023 ; Renda BELMALLEM, *Penser l'écologie depuis les quartiers populaires. Enjeux politiques de l'impact de Front de mères au sein du champ écologique*, mémoire de recherche en sciences politiques, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2020.

cosmologies non-modernes, du réapprentissage de l'attention aux vivants non-humains » et celle qui chercherait à « repenser la crise écologique à partir de nos vies sociales, prises dans des rapports et des contraintes de subsistance, de production, de domination [1059] ». Sa critique d'une écologie dépolitisée et désincarnée ne concerne que la première écologie ici citée, qui offre la part belle aux sciences, et dans laquelle s'inscrit la collapsologie.

L'hypertrophie de la représentation politique de l'écologie scientifique : Une mise en compétition de différentes approches de l'écologie ?

La collapsologie relèverait donc d'une écologie scientifique peinant à s'incarner – dans le sens premier du terme : cette écologie ne résonnerait pas dans les corps, ne reflèterait en rien l'expérience sensible des individus. Si cette écologie peut sembler trop austère, rappelons cependant que les collapsologues cherchent précisément à hybrider cette parole scientifique en faisant référence à leurs propres émotions. Voilà qui pourrait donner une épaisseur sensible à cette écologie des courbes et des points de rupture. Sans renoncer aux courbes, les collapsologues essayent de souligner ce qu'elles dissimulent, à savoir la réalité des corps déjà affectés par ces savoirs « libéraux », par la perspective d'un effondrement[1060], comme la réalité des corps ébranlés par les premières manifestations de cet effondrement et celles à venir. Comment interpréter cette place offerte, dans le discours des collapsologues, aux émotions ? Pourquoi tenter d'incarner ces constats et hypothèses scientifiques ? On pourrait d'abord y lire un aveu d'échec : s'il faut hybrider de la sorte la parole scientifique, c'est qu'effectivement, les courbes, rapports et diagnostics relatifs au Système-Terre ne se reflètent guère dans le quotidien des individus. Nous pourrions y lire une tension œuvrant au sein de l'écologie politique : cette famille politique se construit d'un côté sur une écologie scientifique, et de l'autre, sur une approche théorique et militante portant une critique sociale. Or, se pourrait-il que ces deux dimensions, plus qu'elles ne s'articulent, entrent progressivement en compétition[1061] ?

[1059] M. CHEDIN, « Capitalisme, climat, effondrement », art.cit.

[1060] Pablo Servigne fait par exemple référence à ses propres émotions et transformations corporelles : « Face à ce sujet toxique, moi, j'ai maigri. On en a pleuré, on était dans la colère… » François MEURISSE, « Pablo Servigne : « Les plus individualistes crèveront les premiers » », *Terraeco*, 19/02/2016, disponible sur https://www.terraeco.net/spip.php?article64497, consulté le 10 février 2021.

[1061] Nous avons déjà souligné, en nous appuyant sur les travaux de Sylvie Ollitrault, combien les différentes trajectoires d'adhésion à l'écologie reflétaient différentes conceptions de celle-ci. Sylvie

Il se pourrait alors que la collapsologie, en s'efforçant de résoudre ces clivages, en révèle plutôt la prégnance. Pourquoi ces tensions entre différentes approches de l'écologie demeurent-elles et s'affirment-elles jusqu'à entrer en concurrence, comme le laisse suggérer Maxime Chédin ? Là encore, il nous faut revenir à l'histoire de l'institutionnalisation de l'écologie politique. Elle aura d'abord, comme nous l'avons déjà montré, transformé le militantisme vert pour faire des écologistes des « experts [1062] ». Plus encore, à mesure que les acteurs politiques et économiques se sont saisis des questions environnementales et climatiques, à travers différents sommets et congrès internationaux, la part scientifique de l'écologie aura peut-être primé sur son projet idéologique. Cette institutionnalisation concerne l'écologie politique, certes, mais aussi, plus spécifiquement, l'écologie catastrophiste. Les propositions théoriques d'un Günther Anders, riches d'implications politiques, auront vite été évincées : du catastrophisme, nous n'aurons gardé que l'approche par les entités globales, qu'elles soient territoriales ou temporelles. Le projet de l'écologie aura alors été amputé de sa dimension idéologique, restreint à sa dimension scientifique.

Ainsi, l'importance des sciences dans la construction politique des effondristes, et les questions qui s'en dégagent, nous renseignent quant à une possible mise en compétition de différentes approches de l'écologie politique. L'héritage catastrophiste de l'écologie politique, restreint à sa dimension scientifique et réactivé par la collapsologie, encouragerait cette mise en concurrence. Les réceptions du discours sur l'effondrement systémique traduisent cette hypertrophie de la représentation politique de l'écologie scientifique, mais elles esquissent également, comme nous allons le voir, les prémices d'une crise de confiance envers les sciences.

OLLITRAULT, *Militer pour la planète , op.cit*; S. OLLITRAULT, « Les écologistes français, des experts en action », art. cit.

[1062] S. OLLITRAULT, « Les écologistes français, des experts en action », art. cit.

B) <u>Un dialogue doublement brisé : la parole scientifique, entre sacralisation et discrédit</u>

La starification des scientifiques et experts

Il nous faut revenir encore une fois sur cette expression singulière, selon laquelle il faudrait « écouter la science » et, bien souvent dans les faits, les experts. Cette formule présuppose en effet un dialogue entretenu entre différents acteurs ; citoyens, politiques, scientifiques. Or, nous identifions deux tendances contradictoires dans le rapport à la science qu'entretiennent les effondristes, nous laissant penser que ce dialogue pourrait être doublement brisé. On observe d'abord une progressive starification des scientifiques et experts. Dans cette première tendance, le dialogue est brisé dans le sens où l'écoute accordée aux scientifiques et experts, comme les questions qui leur sont posées, changent de nature. Ces derniers ne sont plus écoutés comme des interlocuteurs certes singuliers, mais disposant d'une dignité égale à celle d'autres locuteurs : leur parole acquiert une autorité particulière. De la même manière, il n'est plus demandé aux scientifiques de communiquer sur leur seule production, d'expliquer en quoi celles-ci nous concernent en dehors du seul champ scientifique[1063], mais bien de dicter une conduite à adopter. Ici, « écouter la science » prend un tout autre sens. Dans nos entretiens, cette posture n'est pas ouvertement revendiquée. Elle se devine plutôt, elle se laisse entrevoir, à la marge, à travers différents comportements, comme la fierté revendiquée d'avoir côtoyé tel ou tel expert, ou encore la tendance à énumérer les noms des personnalités comme autant d'arguments d'autorité. Cette tendance, encore discrète en entretiens, ne se confirme réellement qu'en observant les communautés effondristes numériques.

Sur les réseaux sociaux, on observe en effet un engouement manifeste pour certains experts, s'incarnant dans la création de pages dédiées à ces personnalités, où sont publiés des entretiens, des montages humoristiques et *memes*[1064] valorisant l'argumentation ou différentes spécificités des experts concernés. Comme le note Clément Jeanneau, ce phénomène est particulièrement parlant autour de la personne de

[1063] I. STENGERS, *Apprendre à bien parler des sciences. La vierge et le neutrino, op. cit.*

[1064] Les *memes* sont des images, montages ou courtes vidéos massivement repris et détournés sur internet et les réseaux sociaux. Leur dimension humoristique est revendiquée, mais à travers l'humour, ces *memes* peuvent aussi prendre des aspects plus politiques.

Jean-Marc Jancovici, souvent mentionné en entretien et adulé sur les réseaux sociaux[1065]. Pablo Servigne, avant de faire l'objet d'une entreprise de disqualification académique, est lui aussi loué sur les réseaux sociaux : si les éloges à son égard sont tournés avec humour, l'adoration devenant elle-même un ressort comique, le phénomène reste néanmoins surprenant[1066]. Ce glissement, de la considération de la parole des scientifiques à une starification et sacralisation des scientifiques eux-mêmes, repose d'abord sur un processus de personnification. On passe de « la science » à la figure du scientifique ou de l'expert, incarnée par des individus bénéficiant d'une large couverture médiatique et dont l'adoration est soutenue par la viralité des réseaux sociaux. Mais que dissimule ce recours à l'humour ? Pour certains commentateurs de la collapsologie, à l'instar d'Antoine Dubiau, les milieux effondristes relèveraient d'une forme de scientisme[1067]. Les sciences dites « dures », très largement convoquées dans la construction de la conscience environnementale des effondristes, l'emporteraient sur toute autre forme de production de la connaissance, jusqu'à pouvoir répondre seules à des questionnements politiques. On assisterait ainsi à une extension du domaine scientifique, recouvrant le débat citoyen. Cette starification des scientifiques pourrait éventuellement s'expliquer par la sociologie des effondristes, parmi lesquels on trouve de très nombreux ingénieurs et étudiants en école d'ingénieurs. Leur trajectoire de politisation répond au modèle scientifique que présente Sylvie Ollitrault : la conviction écologiste se construit moins à partir d'une critique sociale que d'un intérêt soutenu pour les sciences.

De la critique de l'articulation entre science et intérêts privés à la méfiance envers toute forme de discours scientifique

Il existe une deuxième tendance, qui entre en contradiction avec la première mais participe également d'une rupture dans un supposé dialogue entre communauté scientifique, citoyens et politiques. Pour une partie des effondristes rencontrés, la parole des scientifiques est mise en doute. Cependant, il faut distinguer deux niveaux dans cette

[1065] Clément JEANNEAU, « Regard sur le phénomène Jean-Marc Jancovici », *Signaux faible*s, 26/12/2020, disponible sur https://signauxfaibles.co/2020/12/26/regard-sur-le-phenomene-jean-marc-jancovici/, consulté le 10 février 2021. Voir aussi : Loïs MALLET, *Perspectives françaises de décroissance énergétique au regard du positionnement des associations environnementales*, mémoire de recherche en science politique, Sciences Po, Sorbonne Université / Pierre et Marie Curie, Paris, 2020.

[1066] Un grand nombre d'images humoristiques mettent en scène cette adoration : des tee-shirts arborant le visage de Pablo Servigne, de nombreux commentaires douteux sur sa « beauté ».

[1067] A. DUBIAU, « La collapsologie ou la critique scientiste du capitalisme », art.cit.

remise en question. Dans un premier cas, on observe une critique de l'articulation entre la science et d'autres entités, mais pas une remise en cause de la science elle-même. Ainsi, nombreuses sont les personnes qui interrogent l'idée selon laquelle la science serait « désintéressée », en soulignant les liens existants entre production scientifique, intérêts industriels et/ ou intérêts politiques. Ils fustigent ainsi une forme de détournement des sciences, frisant la corruption : la production scientifique serait *a minima* instrumentalisée, voire, conçue et orientée pour servir des intérêts particuliers. Nadia, de passage sur la Commune Imaginée du Bandiat, évoque son goût pour les plantes médicinales et médecines « alternatives » en interrogeant les liens entre enjeux financiers et problématiques de santé :

> « C'est toujours une remise en question du capitalisme, de l'État, du mode de fonctionnement actuel. Comme l'éducation, le soin, se soigner, c'est des choses hyper importantes pour moi et hyper fortes dans nos constructions. On est entretenus dans une certaine façon de penser et dans une grosse dépendance[1068]. »

Son inquiétude concernant la médecine est double : Nadia exprime à la fois une méfiance relative au poids des laboratoires pharmaceutiques sur les enjeux sanitaires, et une crainte quant à la perte de connaissances permettant de se soigner dans le cas où un effondrement systémique mettrait à mal le système de santé. Ces doutes, concernant ici l'indépendance des savoirs médicaux, s'appliquent également aux sciences sociales. Martin suggère ainsi que l'histoire, en tant que science, puisse être « un peu biaisée » pour servir un roman national. Cela se ressentirait, selon lui, jusque dans les milieux scolaires : « Je trouvais qu'on racontait vraiment l'histoire des vainqueurs, on restait vraiment concentré sur les sociétés occidentales[1069] ». Enfin, Pablo Servigne complète cette critique du développement contemporain des sciences, lorsqu'il énonce les raisons qui l'ont poussé à quitter le monde universitaire pour devenir chercheur indépendant :

> « Il y avait cette sensation que je faisais un métier génial mais… Deux points. Le premier point, c'est que j'étais dans ma tour d'ivoire, et l'impression de… que mon sujet, tout le monde s'en foutait [...]. Donc j'avais l'impression d'être dans ma tour d'ivoire, à faire des trucs inutiles même si c'était génial. Et deuxième problème [...], c'était la compétition. Entre « *publish* / *operish* » et entre les pairs, pour l'accès aux postes, pour la compétition, tout ça c'est pas du tout mon truc, les systèmes compétitifs. J'ai vu la recherche changer en dix ans, de 2000 à 2010, j'ai vu ce virage, compétition, course à la publication, *ranking* des universités, des chiffres, des notations des scientifiques par rapport à l'impact [...]. Et pour moi c'était très désagréable et je me suis dit que je voulais parler au grand public.

[1068] Nadia, *Entretien réalisé le 23/10/2020*.
[1069] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.

> [...] Demander l'argent à des gens, pas pouvoir faire ce qu'on veut… Je voulais gagner en liberté en quittant ça[1070]. »

Ici, l'auteur de *Comment tout peut s'effondrer* fustige à la fois une forme de désengagement des sciences vis-à-vis de la vie de la cité, et son évolution, tendant vers une plus forte compétitivité, et nécessitant donc, pour financer des travaux, de se tourner vers des acteurs économiques entravant potentiellement l'indépendance de la recherche.

Cette critique de la science est loin d'être inédite. Isabelle Stengers, dans *Apprendre à bien parler des sciences,* avant de montrer les limites de cette critique de l'activité scientifique, s'attache à en retracer l'argumentation en mobilisant le mythe de la « poule aux œufs d'or » :

> « Tous les penseurs critiques des sciences s'accordent à décrire le mensonge que constituait [la logique du développement des sciences modernes], ce qu'on appelle le modèle linéaire : la poule laissée libre de chercher comme elle veut, ses œufs qui sont d'or pour les innovations technico-industrielles qui en découlent, le progrès général qui en résulte et justifie que les pouvoirs étatiques nourrissent la poule[1071]. »

La philosophe présente d'abord le récit construit de l'indépendance de la science : elle pourrait à la fois être « libre de chercher comme elle veut », en fixant elle-même les questions auxquelles elle entend répondre, pour servir des finalités qui lui sont propres. Malgré cette absence d'obligations extérieures à elle-même, elle bénéficierait de moyens conséquents de la part de pouvoirs publics qui n'interviendrait pas dans son activité. Si la « poule » est malgré tout « nourrie », c'est bien que ces œufs sont d'or, mais ceux-là ne déterminent pas l'essentiel de son activité qui demeure libre. L'Etat trouverait un intérêt presque accidentel dans le développement des sciences. Or, ce mythe que décrivent en filigrane les effondristes rencontrés, relèverait du « mensonge » :

> « Ce régime de savoir se caractérise bien plutôt par des relations d'une intensité nouvelle et massive entre intérêts académiques, étatiques, militaires et industriels. On pourrait dire alors que ce qui est détruit aujourd'hui était le mensonge d'une autonomie des sciences se présentant comme « désintéressée » [1072]. »

Il s'agit là d'une critique légitime des contraintes auxquelles se heurtent les scientifiques, dont les travaux sont soumis à des besoins financiers fixés par des intérêts divers et souvent extérieurs à la seule communauté académique. Isabelle Stengers, pourtant, se refuse à faire de la destruction de ce « mensonge » une « victoire de la lucidité critique ». En effet, il pourrait se loger au cœur de cette critique un autre mythe, celui d'une « science

[1070] Pablo SERVIGNE, *Entretien réalisé le 21/03/2024*, en visioconférence, 2024.
[1071] I. STENGERS, *Apprendre à bien parler des sciences, op. cit.* p.8-9.
[1072] *Ibid.* p.13.

« bonne en elle-même » » mais pervertie par ses rapports au pouvoir, et à qui devrait être restituée sa liberté de produire des connaissances fiables au service de tous [1073] ». Ainsi, l'idée d'une science qui, non pervertie, serait par essence digne de confiance et indifférente aux intérêts que ses productions suscitent relève à ses yeux d'une « utopie [1074]».

On remarque une seconde critique de la science. Cette fois, il ne s'agit pas de décrier une seule corruption des sciences perverties par des intérêts particuliers, mais bien de condamner la science elle-même, considérée comme toujours intrinsèquement manipulatrice. Ce deuxième positionnement, s'incarnant dans une méfiance envers toute forme de science et envers les scientifiques eux-mêmes, s'apparente à un autre mythe également évoqué par Isabelle Stengers : une « anti-utopie » selon laquelle les « sciences sont liées par essence au pouvoir », et donc « partie-prenante d'une entreprise d'arraisonnement, de soumission au calcul et à la manipulation[1075] ». Sur nos terrains, c'est encore la médecine qui se trouve ciblée par ces accusations, ce qui s'explique notamment par le contexte dans lequel nous avons réalisé notre enquête, entre pandémie de Covid19 et montée du complotisme. Ainsi, Gaspard s'érige particulièrement contre les médecins et décideurs politiques dirigés par des « manœuvres lobbyesques » qui viseraient à « créer une famine », après avoir « inventé et lâché exprès » le virus du Covid19. Il imagine également ce que doit entraîner, selon lui, la pandémie :

> « Quand les fourgons blancs vont débarquer, les gens ils vont les mettre en ligne, le moindre qui tousse, embarqué, tu le revois plus jamais[1076]. »

Ces deux critiques de la science, mises en perspectives par les travaux d'Isabelle Stengers, n'esquissent pas de véritable continuité. L'une reste fidèle à la promesse d'une science qui pourrait être « bonne » si non pervertie, l'autre l'associe intrinsèquement à un pouvoir manipulateur. Ce qu'elles ont en commun, c'est une lecture essentialiste de « la science », à laquelle est prêtée de bonnes ou de mauvaises intentions.

Nous voilà face à un paradoxe. D'un côté, le rapport à la « nature » des effondristes est largement tributaire de leur rapport à la science. Pour beaucoup de nos enquêté·es, l'inaction serait liée à la méconnaissance de données scientifiques, de telle

[1073] *Ibid.* p.14.
[1074] *Ibid.* p.14.
[1075] *Ibid.* p.15
[1076] Gaspard, *Entretien réalisé le 06/03/2020*.

façon qu'il est particulièrement nécessaire de mettre en œuvre des démarches de vulgarisation scientifique. De l'autre côté, l'injonction à « écouter la science » se heurte à une double difficulté : la parole scientifique, sacralisée ou discréditée, peine à être véritablement prise en compte. Tout l'enjeu, dès lors, est de rétablir les conditions d'un dialogue politique avec les acteurs scientifiques. Or, une telle démarche suggère de questionner la représentation publique de ces scientifiques, et, peut-être, l'image que les milieux scientifiques se donnent d'eux-mêmes.

3. La collapsologie, une tentative de remettre en politique les sciences

A) Les débats autour de la collapsologie, interrogeant les mécanismes de production du savoir face à l'urgence écologique

Jeter le trouble dans les milieux scientifiques : les ambiguïtés du geste de la collapsologie

La collapsologie soulève de nombreux débats au sein même des milieux scientifiques. Sa scientificité est remise en question, tout comme la légitimité académique de ses auteurs. Notre objectif n'est pas d'intervenir directement dans ces questionnements : nous nous garderons bien de nous pencher sur la méthodologie décriée de la collapsologie, pour en évaluer la pertinence ou les défaillances. Nous proposons plutôt d'appréhender ces débats sous un autre angle. En recontextualisant le geste de la collapsologie dans les dynamiques traditionnelles de production de savoir, nous comprendrons en quoi elle dérange tant les milieux universitaires. La production des connaissances scientifiques observe en effet une temporalité lente et rythmée par un certain nombre d'épreuves, qui permettent de vérifier la solidité des résultats obtenus. Ainsi, comme le rappelle Bruno Villalba, la communication publique sur ces résultats n'arrive traditionnellement que dans un second temps, succédant à la « confrontation

entre pairs [1077] ». Or, les auteurs de la collapsologie ne respectent pas cette temporalité. La publication en 2015 de *Comment tout peut s'effondrer* se donnait un double objectif : alerter les populations quant à un risque d'effondrement et appeler les chercheurs à se saisir de l'hypothèse proposée, pour construire une science de l'effondrement faisant dialoguer différentes disciplines scientifiques. Dès lors, le geste de la collapsologie connaît une forme d'ambiguïté, s'adressant aussi bien aux scientifiques qu'à un public non-initié aux approches et méthodologies des sciences. Cette nouvelle « science » n'est pas encore construite qu'elle se double déjà d'une entreprise de vulgarisation. Cela constitue une première rupture, non-négligeable, dans les dynamiques de production du savoir.

Par ailleurs, s'ajoute au trouble la critique des sciences que porte la collapsologie. Les collapsologues, tout en revendiquant leurs statuts de scientifiques, dénoncent le développement contemporain des sciences, articulé à des logiques industrielles productivistes, tout comme l'autorité acquise par cette science considérée comme dévoyée - une diatribe reprise sur nos terrains d'étude. Les collapsologues entendent alors remédier à ce détournement des sciences : c'est ainsi, peut-être, que l'on peut comprendre la volonté affichée par Pablo Servigne de « décloisonner les frontières des sciences [1078]». Il s'agit certes d'interroger les conditions de dialogue des sciences entre elles, mais aussi et plus encore les frontières de la scientificité elle-même, pour laisser toute personne passionnée par le sujet de l'effondrement mener ses propres recherches. Dès lors, l'entreprise de vulgarisation et de démocratisation des sciences qu'entend porter la collapsologie se métamorphose pour venir questionner la singularité de l'activité scientifique et les fondements de la scientificité. Mais à quelles conditions les personnes non-initiées aux pratiques scientifiques peuvent-elles effectivement participer à la production de ces savoirs singuliers ? Ceux-ci sont-ils toujours aussi singuliers ? Notons également que cette critique de la science, comme cette volonté de la rendre plus accessible, peut aussi alimenter la starification de certains experts. Là où les sciences semblent perverties, le scientifique qui en souligne lui-même les travers et entreprend, à sa façon, de démocratiser la production du savoir peut être glorifié. C'est en partie le cas

[1077] Bruno VILLALBA, *Les Collapsologues et leurs ennemis*, *op.cit*. p.54. Nous revenons ici sur un aspect rapidement évoqué dans la première partie de notre travail, qu'il nous faut désormais développer à l'aune de nos résultats.

[1078] Pablo SERVIGNE, « Collapsologie - Conférence de Pablo Servigne au CESE », Paris, 27/03/2019, disponible sur https://www.youtube.com/watch?v=rUYbJFSiZA0, consulté le 06 mars 2022.

concernant la réception du travail de Pablo Servigne, qui lui vaut les foudres de la communauté scientifique et l'extrême sympathie de certains publics. Pour le dire rapidement, Pablo Servigne confirmerait les critiques adressées à la science, tout en incarnant la possibilité d'une « bonne science », se refusant aux intérêts d'un pouvoir en place pour profiter au plus grand nombre.

Ainsi, le geste de la collapsologie est ambivalent. Il s'agit à la fois de fonder une nouvelle science, en appelant les chercheurs à participer à sa construction, tout en court-circuitant le fonctionnement traditionnel des mécanismes de production du savoir pour vulgariser des hypothèses, avant même que celles-ci aient été véritablement considérées par la communauté académique, dans des cercles plus confidentiels. De la même manière, la collapsologie critique le développement des sciences, tout en étant portée par des scientifiques : elle contribue à inscrire dans les représentations collectives un bras de fer entre « bonne » et « mauvaise » science, redoublant peut-être alors les dynamiques d'essentialisation des sciences. C'est pourquoi le discours sur l'effondrement systémique, tel qu'il est défendu par les collapsologues, jette effectivement le trouble dans les milieux scientifiques, suscitant de vifs débats. Faut-il en conclure que la collapsologie est à l'origine de cette potentielle crise de confiance envers les sciences dont nous observons les prémices ? Ce serait sans aucun doute lui donner trop de poids. Peut-être y participe-t-elle, involontairement. Mais il est plus probable encore que le geste de la collapsologie tente précisément de s'emparer de cette crise de confiance, pour tenter d'y apporter des réponses, même maladroites.

Les milieux scientifiques confrontés à leurs propres difficultés : comment « réimpliquer » les sciences ?

En créant la collapsologie, Pablo Servigne explique avoir désiré rejouer le geste des premiers fondateurs de l'écologie scientifique[1079]. Concrètement, cela signifie que le collapsologue espérait faire dialoguer différents champs de recherche pour avoir une vision plus systémique des risques pouvant affecter les sociétés thermo-industrielles, et investir des pistes politiques, économiques et sociales pour y répondre. Rejouer ce geste

[1079] Pablo SERVIGNE, « La collapsologie dans son histoire », séminaire exceptionnel de l'Institut Momentum à l'occasion de ses dix ans, Vitry-sur-Seine, 15/10/2022. P. SERVIGNE, *Entretien réalisé le 21/03/2024*, *op. cit.*

fondateur, c'est aussi réaffirmer que la science doit être « impliquée [1080] ». En effet, nous avons montré combien l'écologie scientifique se voulait une science consciente et critique de ses impacts politiques et sociaux[1081]. Or, le développement contemporain des sciences transforme cette dimension autocritique de l'activité scientifique. D'un côté, une écologie des sciences, excédant l'écologie scientifique (au sens strict du terme), bénéficie d'une sur-représentation qui met l'accent sur les constats scientifiques plus que sur les moyens politiques nécessaires à une transition écologique. D'un autre côté, l'articulation complexe entre les sciences et le développement industriel vient questionner les finalités de l'activité scientifique. Dès lors, il semble que les sciences se soient « désimpliquées » : poursuivant des intérêts dictés par les sphères économiques, elles ne s'interrogeraient plus sur leurs conséquences sur la cité. Voilà qui vient effectivement briser la confiance que les citoyens peuvent lui accorder. Or, nous soutenons que la collapsologie, à sa façon, tente justement d'esquisser une approche des sciences visant à les « réimpliquer » dans la vie de la cité. Le geste des collapsologues soulève deux problématiques de taille, qui sont à l'œuvre dans la crise de confiance envers les sciences. La première porte sur les conditions nécessaires pour réinstaurer un dialogue démocratique autour des sciences : comment « mettre en politique[1082] » les sciences ? S'agit-il de réaffirmer le poids des sciences dans la prise de décision politique ? Une telle démarche, au moins technocratique, ne risque-t-elle pas d'exacerber la crise de confiance que connaissent les sciences en coupant les citoyen·nes de la prise de décision politique ? Ou s'agit-il au contraire de déconstruire la singularité de l'activité scientifique ? Mais ne risque-t-on pas alors de pencher dans une forme de relativisme pour soutenir que tous les savoirs observent une égalité d'identité ? Ces interrogations agitent donc les milieux scientifiques, en questionnant les conditions de leur participation à la vie politique.

La deuxième problématique que la collapsologie soulève est relative aux conditions de production du savoir face à l'urgence environnementale et climatique. Si les collapsologues ne respectent pas les temporalités traditionnelles de l'activité scientifiques, c'est qu'ils constatent bien d'un temps qui leur manque : il y a urgence, selon eux, à se saisir du sujet de l'effondrement. Les bouleversements écologiques doivent-ils mener les milieux scientifiques à transformer leurs méthodes de travail pour

[1080] J.-P. DELEAGE et L. COUTELLEC, « L'écologie scientifique, une science impliquée ? », art. cit.

[1081] *Ibid.* voir notre première partie sur la construction de l'écologie politique à partir de l'écologie scientifique.

[1082] I. STENGERS, *Apprendre à bien parler des sciences*, *op. cit*.

répondre à la temporalité des transformations environnementales et climatiques ? Cette seconde interrogation n'est pas étrangère à la première. Dans *Apprendre à bien parler des sciences*, Isabelle Stengers souligne combien la catastrophe écologique vient bousculer l'articulation entre les sciences et ses « alliés », acteurs étatiques et capitalistes, tout en mettant en crise la représentation publique de cette articulation :

> « Le pari selon lequel la prise en main par les « alliés » peut laisser intacte la « représentation publique » de la science, qui tient le « public » à distance respectueuse et met les sciences « hors politique » est d'ores et déjà mis à l'aventure. Certes, le public, au sens moyen du terme, reste à sa place, mais les moyennes n'ont de sens que dans une situation stable, alors que nous sommes en période de turbulence, marquée par l'entrée en scène de groupes qui apprennent à sortir du rôle de bénéficiaire reconnaissant qui leur était assigné, et ce sur un mode assez nouveau, écologiquement significatif [1083]. »

Les turbulences environnementales et climatiques permettent aux « publics » des sciences, les citoyen·nes qui devraient bénéficier à terme de ses innovations, d'en douter. Le doute est d'autant plus grand que les « médiateurs usuels chargés de « rassurer le public » », alliés des sciences, « se sont mis à balbutier, incapables d'ignorer que les grands discours qui se perpétuent « au plus haut niveau » sur la science moteur de progrès parlent désormais dans le vide [1084] ». Plutôt que d'abandonner cette première représentation publique des sciences, déjà fragilisée par les bouleversements écologiques, les acteurs scientifiques et leurs proches interlocuteurs s'y attachent. Ils se refusent à mettre en partage les débats qui les animent, craignant ce que décrit encore Isabelle Stengers :

> « Si nous « leur » racontons la science « telle qu'elle se fait », ils perdront confiance, et s'ils perdent confiance, rien ne les défendra contre l'irrationalisme » Il faut savoir mentir, ou enjoliver, lorsque l'on a affaire à des enfants, et jamais, au grand jamais, les adultes ne doivent se disputer devant eux [1085] ! »

La métaphore de l'enfance traduit combien les citoyens et citoyennes sont mis à l'écart de l'activité scientifique : ils et elles ne doivent pas avoir besoin de comprendre des débats qui ne les concerneraient pas. Les scientifiques redoutent eux-mêmes cette mise en partage de leurs propres hésitations, qui remettraient en question l'autorité dont ils bénéficient. Or, ces publics mis à distance des sciences s'intéressent de plus en plus à ses errements, à ses doutes face aux dérèglements environnementaux et climatiques. Dès lors, en faisant exister ces deux problématiques intrinsèquement liées (comment réimpliquer les sciences ? qu'est-ce que le désastre écologique fait aux sciences ?) la collapsologie

[1083] *Ibid.*p.105.
[1084] *Ibid.* p.105.
[1085] *Ibid.*p.106.

tente précisément de travailler sur la crise de confiance envers les sciences que nous avons décrite.

B) *« Mettre en politique » les sciences : l'écologie politique peut-elle rejouer son geste fondateur ?*

La persistance d'une représentation publique des sciences pourtant fragilisée par la catastrophe écologique globale : Gouverner à partir des faits scientifiques

Si ces interrogations concernent les milieux scientifiques, elles ne sont pas sans conséquences pour l'écologie politique. En effet, peu de familles politiques se trouvent à ce point historiquement liées à l'activité scientifique : l'écologie politique s'est construite en interrogeant la pertinence et la solidité du clivage construit entre le champ de la science et du politique. Elle s'est développée dans un espace hybridant deux territoires singuliers, pour en révéler la porosité[1086]. La collapsologie revient sur cette articulation fondatrice entre l'écologie scientifique et le contenu idéologique écologiste : se demander comment « réimpliquer » les sciences dans la vie de la cité, alors même que le désastre environnemental fait rage, c'est se demander quelle place l'écologie politique entend offrir aux sciences dans son projet démocratique. Quelles voies les réceptions de la collapsologie esquissent-elles alors pour « réimpliquer » les sciences ? Nous avons observé deux mouvements contradictoires au sein des milieux effondristes, contenus dans cette expression passionnante selon laquelle il faudrait « écouter la science ». Premièrement, les personnes rencontrées réaffirment leur foi envers les sciences : « écouter » la science, c'est prendre acte des faits qu'elle décrit, pour s'en emparer dans un second temps. Dans ce deuxième moment, il conviendra d'apposer des réponses politiques auxdits faits scientifiques, pour gouverner depuis ces savoirs. Ce premier mouvement que nous décrivons tente ainsi de réaffirmer l'autorité de la représentation

[1086] L'écologie politique, en ce sens, s'apparente à un écotone. Sous ce terme, les écologues comprennent une zone tout à fait singulière, où deux écosystèmes, distincts mais voisins, entrent en contact : un rivage, une lisière de forêt, une dune côtière. La faune et la flore de ces écotones est plus riche, plus diverse, que celle présente dans chacun de ces écosystèmes. Certaines espèces ne peuvent d'ailleurs vivre que dans ces écotones. L'équilibre de ces espaces est pourtant fragile, puisque ceux-ci s'étendent sur des périmètres restreints, aux frontières des deux écosystèmes qui la composent. Pour filer la métaphore, nous pourrions suggérer que l'écologie politique, en tant qu'écotone, est aujourd'hui confrontée à son appauvrissement parce qu'elle peine à réarticuler les deux territoires dont elle est à l'interstice. Dès lors, la collapsologie en questionne les conditions de préservation. Je remercie Pascale Bosboeuf de m'avoir fait découvrir les écotones, espaces fascinants et poétiques.

publique des sciences, pourtant déjà fragilisée par la catastrophe écologique globale, pour gouverner depuis des faits scientifiques, en s'appuyant sur eux. Il s'agit dès lors de rejouer la « fable galiléenne[1087] » décrite par Isabelle Stengers, selon laquelle le champ scientifique aurait une forme d'autonomie : la distinction opérée entre « les faits d'un côté, les valeurs à propos desquelles il appartiendrait au « public » de se déterminer de l'autre[1088] », se trouve ainsi redoublée. On renoue avec une conception assez classique de l'éthique scientifique, selon laquelle « une fois les « faits » établis, un « vrai débat démocratique » décide de ce qui regarde « le reste »[1089] ». Le « vrai débat démocratique » ne concerne pas la production du savoir en lui-même, mais les conséquences à en tirer pour la vie de la cité, lesquelles seront alors définies à l'aide d'experts, orientant la prise de décision. Ainsi, dans ce premier mouvement esquissé par les réceptions de la collapsologie, les sciences doivent être le point de départ, le support de l'activité politique, mais non son objet. Il s'agit moins d'interroger politiquement les scientifiques et leurs pratiques, que de réfléchir à partir des faits qu'ils établissent. L'activité politique s'articule donc à celle scientifique, tout en conservant une rupture : le langage des sciences n'est guère traduit en termes politiques pour tenter de comprendre en quoi celles-ci nous concernent, mais transformé en préconisations orientant les politiques[1090].

De la représentation publique des sciences à l'intelligence publique des sciences : Questionner politiquement les scientifiques

Pourtant, la crise de confiance dans le rapport aux sciences que nous avons décrite touche bien les milieux effondristes que nous avons côtoyés. Plus encore, les auteurs de la collapsologie fustigent l'éthique scientifique traditionnelle, évoquée plus haut : ils rappellent combien les scientifiques ne doivent plus être « neutres » et appellent les non-initiés à s'emparer des recherches sur l'effondrement systémique[1091]. L'ambiguïté de leur

[1087] I. STENGERS, *Apprendre à bien parler des sciences, op. cit.* Isabelle Stengers montre en effet que les thèses de Galilée, et la façon dont il pense leur réception, participent à construire un « territoire scientifique » qui se pense en autonomie d'autres types de connaissances : le champ scientifique « conquiert un savoir enfin valide là où en préexistaient que des opinions arbitraires, là où prévalaient des bavards en conflits » p.89.

[1088] *Ibid.* p.108.

[1089] *Ibid.* p.108.

[1090] *Ibid.* Isabelle Stengers reprend à Bruno Latour la distinction entre « matters of fact » et « matters of concern ».

[1091] P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer, op. cit* ; P. SERVIGNE, *Entretien réalisé le 21/03/2024, op. cit* ; R. STEVENS, *Entretien réalisé le 12/03/2024, op. cit.*

geste, qui court-circuite les mécanismes traditionnels de production du savoir, livre aux yeux de tous les débats agitant les milieux scientifiques concernant l'hypothèse d'un effondrement : si les collapsologues cherchent à construire une nouvelle science, force est de constater que celle-ci s'exhibe dans ses tâtonnements, en appelle à d'autres types de savoirs, ne se refuse pas à hésiter devant des « publics » jusqu'alors tenus à distance des controverses scientifiques. L'effondrement systémique et la production de savoirs le concernant doit, selon les collapsologues, tous nous concerner. Il se pourrait alors que les collapsologues renoncent à la représentation publique traditionnelle des sciences, pour plaider pour d'autres régimes de savoir.

Selon nous, les collapsologues rejouent les questionnements développés par Isabelle Stengers. La philosophe décrit les transformations que les bouleversements écologiques doivent selon elle entraîner dans le rapport entre les scientifiques, leurs « alliés » et les « publics » de cette alliance :

> « L'approche écologique impose donc ici ses propres exigences ; elle demande une mise sur le même plan de l'ensemble des protagonistes intéressés ou menacés par une innovation d'origine scientifique ; elle demande qu'ils soient reconnus comme hétérogènes et pas opposés sur un mode qui conserve la fable des origines, avec la mise dans le même sac (éthique) de tout ce qui n'est pas scientifique[1092] .»

Pour incarner cette nouvelle approche, et pour répondre à ses exigences, la philosophe propose le concept « d'intelligence publique des sciences », présenté dans un article « Pour une intelligence publique des sciences [1093]», publié en 2011, puis dans *Une autre science est possible !*[1094], en 2013. Elle donne plusieurs caractéristiques de cette « intelligence publique ». Premièrement, s'il est question d'intelligence, c'est donc que les publics des sciences doivent en comprendre quelque chose : mais quoi ? Selon elle, il ne s'agit pas de disposer d'un bagage scientifique permettant de saisir les méthodologies des sciences, ce qui devrait prétendument permettre aux citoyens de mieux accepter les innovations scientifiques. Ainsi, les collapsologues auraient tort d'appeler les citoyens à s'adonner au même type de pratiques que les scientifiques. Non, il s'agit plutôt de comprendre ce qui, dans l'activité scientifique, nous concerne. Isabelle Stengers esquisse alors un « rapport intelligent, c'est-à-dire intéressé mais lucide [1095] » entre les

[1092] I. STENGERS, *Apprendre à bien parler des sciences. op.cit.* p.108.

[1093] Isabelle STENGERS, *Une autre science est possible ! Manifeste pour un ralentissement des sciences*, Paris, La Découverte, 2013.

[1094] Isabelle STENGERS, « Pour une intelligence publique des sciences », art. cit.

[1095] I. STENGERS, « Pour une intelligence publique des sciences », art. cit.

scientifiques et leurs publics. Les savoirs scientifiques devraient être mis à l'épreuve, en dehors du seul milieu scientifique, par des collectifs citoyens connaisseurs, capables d'interroger les scientifiques sur leurs activités et leurs conséquences. La question de la compétence du public, de ces collectifs citoyens, est délicate : la philosophe n'envisage pas que chacun puisse devenir compétent sur tous les domaines du champ scientifique. Elle envisage davantage un « amatorat distribué », soit :

> « une multiplicité de connaisseurs assez dense pour que ceux qui ne sont pas connaisseurs dans un domaine puisse savoir que si jamais ce domaine devait les concerner, ils pourraient l'approcher de manière intelligente grâce au milieu de connaisseurs qu'il s'est déjà formé à son propos [1096] .»

Cette intelligence publique des sciences doit permettre aux scientifiques de trouver d'autres alliés que ceux déjà évoqués ici. L'intelligence publique des sciences permettrait ainsi de réimpliquer les sciences dans la vie de la cité, en formant de nouveaux liens entre citoyen·nes et scientifiques. Dès lors, « mettre en politique[1097] » les sciences, ce n'est plus gouverner à partir des faits scientifiques, mais questionner politiquement l'activité scientifique. La science n'est plus le support autonome du politique, mais une entité, parmi d'autres, autour de la table : on en reconnaît la spécificité tout en assumant que d'autres types de savoirs doivent être mobilisés dans la prise de décision politique[1098]. Nous proposons de trouver dans la collapsologie un appel à la mise en place de tels dispositifs.

Ainsi, la collapsologie et ses réceptions citoyennes et institutionnelles peuvent d'abord révéler une crise de confiance dans le rapport entre la science et ses publics, crise exacerbée par la surreprésentation, médiatique et politique, de l'écologie des sciences. Cependant, le geste des collapsologues tente précisément d'interroger et de résorber cette crise, en soulevant des problématiques déterminantes pour le développement des sciences et en envisageant d'autres types de relations possibles entre citoyens et acteurs scientifiques. Dès lors, cette lecture de la collapsologie pousse l'écologie politique à s'interroger sur son articulation fondamentale avec l'écologie scientifique : peut-elle

[1096] *Ibid.*

[1097] Nous reprenons cette expression à Isabelle Stengers. « Ralentir les sciences, c'est réveiller le chercheur somnambule », *Écologie & politique,* 48-1, 2014, p. 61-74.

[1098] Bien sûr, notre propos n'est pas de défendre que la collapsologie puisse incarner une telle intelligence publique des sciences : bien au contraire, sa réception montre bien que, pour certains, il s'agirait de gouverner depuis les sciences, en réaffirmant alors le rôle des ingénieurs dans la prise de décision politique. Nous proposons plutôt une lecture de la collapsologie nous poussant à plaider pour ce type de dispositifs.

rejouer son geste fondateur en réimpliquant les sciences dans la vie de la cité ? Quelle place entend-t-elle offrir aux sciences dans son projet démocratique ? Vise-t-elle à réaffirmer l'autorité des scientifiques, pour gouverner depuis les sciences ? Ou plutôt à les questionner, pour comprendre non pas comment gouverner, mais comment leurs savoirs peuvent concerner la cité ?

Ces questionnements relatifs à la juste place des savoirs scientifiques dans la vie de la cité nous détournent un temps de l'alternative que nous avons suivi jusqu'à présent, selon laquelle l'écologie politique serait soit une idéologie politique à part entière, soit un ensemble de discours et de pratiques hétérogènes articulés à la nécessité de lutter contre le capitalisme productiviste. Bruno Latour dépasse cette distinction en proposant de considérer l'écologie politique depuis sa méthode, où se trouve selon lui sa véritable singularité. Pour lui, l'écologie politique présente l'intérêt de redéfinir à la fois la « nature », en lui substituant un ensemble de relations complexes liant humains et non-humains, et la politique, en donnant à voir des situations complexes, révélant ces liens d'interdépendance et leur fragilité[1099]. Ainsi, il s'agit de faire émerger ces nouvelles alliances politiques entre humains et non-humains via l'enquête et l'expérimentation, mettant en dialogue autour d'une même entité des acteurs divers :

> « Pour obtenir une agitation politique, il faut ajouter de l'incertitude de sorte que les acteurs, qui savaient jusqu'ici ce que pouvait ou non supporter une rivière, se mettent à en douter suffisamment. Le mot doute n'est d'ailleurs pas adéquat, car il donne l'impression de scepticisme, alors qu'il s'agit plutôt d'une situation d'enquête, de recherche et d'expérimentation, bref, d'un apprentissage collectif sur les associations possibles entre choses et gens sans que ni les uns ni les autres puissent dorénavant servir de simples moyens aux autres[1100]. »

En suspendant nos certitudes quant aux liens existants entre humains et non-humains, en adoptant pour principe supérieur commun une « prudence[1101] » concernant ces relations, l'écologie politique permet de mettre autour de la table une diversité d'acteurs soucieux d'en suivre le devenir. Ainsi, citoyen·nes et scientifiques pourraient s'engager ensemble dans une démarche « d'apprentissage collectif » proche de ce qu'Isabelle Stengers appelle « intelligence publique des sciences ».

[1099] Bruno LATOUR, « Moderniser ou écologiser. À la recherche de la Septième Cité », *Ecologie & politique : sciences, culture, société*, 13, 1995, p. 5-27.

[1100] *Ibid.* Bruno Latour mobilise ici l'impératif catégorique kantien, reformulé en fin de citation.

[1101] *Ibid.*

Conclusion : Raviver la méthode de l'écologie politique

Le rapport à la « nature » des effondristes est largement déterminé par leur rapport à la science. Elle joue un rôle prépondérant dans la construction de leur conscience environnementale et climatique, ce qui se reflète dans les trajectoires de politisation des personnes rencontrées. Les effondristes soulignent ainsi l'importance de la vulgarisation scientifique pour sensibiliser aux enjeux environnementaux et, espèrent-ils, pour passer collectivement à l'action. Ce faisant, ces personnes réactivent bel et bien une tradition de l'écologie catastrophiste, telle que nous l'avons présentée à partir des travaux d'Ivo Rens et Jacques Grinevald[1102]. Pourtant, cette entreprise se heurte à une difficulté : entre sacralisation et discrédit, la parole scientifique peine à entrer en dialogue avec d'autres types de savoirs. Nous discernons alors une crise de confiance envers les sciences, en partie liée à l'institutionnalisation du catastrophisme et à une surreprésentation de l'écologie scientifique dans l'espace public. Or, face à cette crise, la collapsologie peut selon nous se comprendre comme une tentative, consciente ou non, de « mettre en politique » les sciences. L'écologie politique pourrait s'en inspirer, pour rejouer son geste fondateur et revendiquer une singularité non seulement idéologique, mais méthodologique. Pour Isabelle Stengers, il s'agirait de faire « bégayer[1103] » les experts, en confrontant leurs savoirs à d'autres types de connaissances encore. En d'autres termes, il s'agit de réimpliquer les sciences dans la vie de la cité, sans que cette dernière ne se trouve subordonnée à la seule activité scientifique. Ainsi, l'écologie politique proposerait une méthode pour définir collectivement des contextes considérés comme invivables et pour construire des savoirs sur ces situations. Du point de vue du problème de théorie politique qui nous intéresse, raviver cette méthode de l'écologie politique présente l'intérêt d'en singulariser encore la proposition, en interrogeant à la fois les fondements idéologiques de l'activité scientifique et les fondements scientifiques de l'activité politique[1104].

[1102] J. GRINEVALD et I. RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art. cit.

[1103] Isabelle STENGERS, « 2. L'emprise de la bifurcation », *in Réactiver le sens commun*, Paris, La Découverte, 2020, p. 43-73.

[1104] Comme le rappellent Rens et Grinevald : « Ce n'aura pas été l'un des moindres mérites du catastrophisme actuel que de dialectiser les notions d'idéologies et de science en les relativisant toutes deux dans le cadre historique de la problématique mondiale. » J. GRINEVALD et I. RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », art. cit. p.320/321.

Chapitre 8. Une lecture écoféministe de la collapsologie : Élargir le front de l'écologie politique depuis l'angle de la famille

Au cours de notre enquête, certaines personnes rencontrées ont indiqué se mobiliser, face à un effondrement systémique, avec et pour leurs proches. Comment comprendre cette idée ? La politisation des effondristes serait-elle soutenue par des liens d'affection ? Pour le comprendre, nous avons étudié la façon dont les collapsonautes investissent (ou non) les principes identitaires les plus traditionnellement observés, de classe, de race et de genre. Dès lors, il semblerait que nos enquêté·es se détournent de ces catégories pour en avancer d'autres, relatives à l'âge et à la parenté. Cette politisation soutenue par le souci de ses proches a pu être décriée par les détracteurs de la collapsologie, la réduisant à une forme de repli sur soi. Une telle lecture des préoccupations et revendications des effondristes repose sur un présupposé : face à un effondrement, se soucier de celles et ceux qu'on aime ne peut que difficilement donner lieu à un projet politique émancipateur. Ces commentateurs avanceront qu'on ne peut trouver dans cet élan du cœur qu'un sentiment spontané, sympathique et infrapolitique, voire les racines d'un discours paranoïaque et xénophobe, menant à des logiques survivalistes excluantes (1). L'argumentation de ce chapitre entend précisément démontrer le contraire. Les réceptions de la collapsologie nous invitent en effet à questionner la notion de « famille », pour en faire le point de départ d'une reconstruction du projet politique écologiste. Ainsi, nous observerons les approches traditionnellement rencontrées du lien entre écologie et famille, pour en souligner les manques (2). Enfin, nous esquisserons quelques éléments relatifs à une redéfinition écoféministe de la famille. En filigrane, nous comprendrons que le motif de la famille peut constituer un véritable levier stratégique pour l'écologie politique, puisqu'il lui permet d'élargir son front de lutte en faisant émerger des alliances politiques fécondes et en motivant une diversité de discours et pratiques de résistance face à la destruction de nos liens d'affection (3).

1. Une politisation des catégories d'âge et liens de parenté : Protéger sa famille, une revendication alimentée par la collapsologie

A) Les principes identitaires de classe, race et genre, inégalement investis par les effondristes

Les inégalités de classe, pensées depuis des milieux aisés ?

Pour mieux cerner les engagements effondristes, nous avons observé à la fois la lecture des dominations avancées par ces personnes et la façon dont elles s'autodéfinissent : expriment-elles une conscience de classe, de race ou de genre ? Quels liens construisent-elles entre ces oppressions systémiques et le désastre environnemental ? Les effondristes mobilisent inégalement ces principes identitaires : la question de la classe sociale est très souvent évoquée en entretien, là où d'autres motifs, à commencer par celui de la race, sont bien moins traités. Ainsi, chez les personnes présentant un parcours d'engagement à dominante politique, les inégalités de classe sont fréquemment évoquées, et ce depuis deux angles. Dans un premier cas, nos interlocuteurs soulignent leurs origines familiales modestes. Jean-Luc Gleyze rend compte de son parcours politique en rappelant le milieu dont il est issu :

> « Je suis issu d'une famille très modeste, une famille d'ouvriers, qui travaillaient dans des scieries. Donc ma mère empilait les planches et mon père les transportait jusqu'à Bordeaux. [...] Moi c'était plutôt l'approche sociale qui m'avait sensibilisé au niveau du PS. Ce qui est lié à la fois à ces origines extrêmement modestes et à la conscience de classe, quelque part, que j'avais acquise sans trop le savoir au cours de mon adolescence, et en le découvrant au début de mon activité professionnelle. C'était plutôt cette question de justice sociale, d'égalité républicaine, de droits pour tous qui me motivaient[1105]. »

Dans un second cas, bien plus majoritaire, les personnes rencontrées ne font pas référence à de mêmes origines sociales. Ils affichent pourtant une conviction : la crise environnementale serait intrinsèquement liée à des inégalités de classe. Les militants et militantes d'*Extinction Rebellion* le martèlent : « On peut pas faire d'écologie sans justice sociale, parce qu'en fait c'est les inégalités qui créent cette crise écologique, et les rapports de domination.[1106] ». Il est également rappelé que « ceux qui vont se prendre

[1105] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.
[1106] Arya, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.

l'effondrement le plus fort et en premier, c'est les moins bien lotis[1107] ». Parfois, et comme nous l'avons déjà affirmé, c'est un engagement social qui mène à l'écologie : c'est le cas pour Tamak, qui rappelle qu'il avait « des centres d'intérêts plutôt marqués sur la justice sociale, plus que sur l'environnement[1108] » avant de rejoindre XR. Même chose pour Martin, qui rappelle que « XR, ça a commencé en même temps que les gilets jaunes[1109] », pour Florent, arrivé au Bandiat après avoir activement participé à ce mouvement des gilets jaunes[1110], et pour Lola, qui rejoint *Youth For Climate* après avoir été « pas mal engagée dans le social[1111] ». De la même manière, Julie Chabaud est arrivée aux problématiques environnementales progressivement, en travaillant d'abord sur l'anticipation des risques sociaux, dans le cadre d'une thèse de doctorat[1112]. Ainsi, sur notre panel, plus de la moitié des interrogés désigne les inégalités sociales comme intrinsèquement liées au désastre écologique. Reste à comprendre comment cette conviction affichée se traduit politiquement, pour un panel d'enquêtés majoritairement composé de personnes issues de classes moyennes à aisées.

Si le motif de la classe existe bien sur nos terrains, à la fois comme principe identitaire et comme objet de revendications politiques, il arrive que cette question soit traitée très différemment par les pères de la collapsologie. Yves Cochet s'oppose ainsi fermement à l'idée selon laquelle les populations les plus pauvres seraient les premières victimes de l'effondrement. Selon lui, si l'on considère un effondrement véritablement catastrophique et non pas catabolique, le choc doit être tel qu'il contribue à « déstratifier [1113]» la société. Face à un tel bouleversement, les classes les plus aisées perdraient leurs privilèges, peinant comme les autres populations à se protéger. Plus encore, les populations les plus pauvres, selon Yves Cochet, seraient plus résilientes, ayant développé depuis plus longtemps des mécanismes d'entraide et une forme de débrouillardise. Cette idée divise profondément les milieux effondristes et explique l'émergence d'un grand nombre de critiques envers la collapsologie. Pour l'ancien Ministre, ce débat repose sur un quiproquo sur la définition adoptée de l'effondrement :

[1107] Tamak, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.

[1108] *Ibid.*

[1109] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.

[1110] Florent, *Entretien réalisé le 04/03/2020*, Piégut-Pluviers, 2020. Le prénom de la personne enquêtée a été modifié.

[1111] Lola, *Entretien réalisé le 23/10/2020*.

[1112] J. CHABAUD, *Entretien réalisé le 14/03/2022*.

[1113] Y. COCHET, *Devant l'effondrement, op. cit.*

les populations les plus défavorisées seraient bien les premières victimes des bouleversements progressifs (inondations et vagues de chaleurs liés au dérèglement climatique, par exemple), mais pas face à un choc mondial et systémique[1114].

Le genre et la race, des réflexions marginales chez les effondristes

Les questions de genre sont moins bien représentées que celles de classe. Évoquées à la marge dans plusieurs entretiens, seules deux personnes s'attardent véritablement sur les inégalités hommes/femmes et sur les oppressions vécues par les communautés LGBTQIA+. Nadia raconte que son engagement écologiste a succédé à un militantisme féministe et pour le droit des personnes migrantes. Son féminisme a « toujours été là », même si elle n'utilise ce terme que progressivement, à la suite de lectures :

> « Je me suis jamais laissée faire par un mec, j'ai jamais accepté d'être mise de côté, je me suis pas laissée faire par cette pression qu'on peut avoir… enfin à un moment peut-être que je suis entrée dans la pression, par exemple du maquillage, s'habiller, en tant que femme, s'épiler tout ça, et puis à un moment ça m'a tout simplement fait chier. Au moment où je commençais à le faire je me suis demandée pourquoi, je me suis posée la question au lycée [...] C'est à partir de la fac, des études supérieures, où j'ai commencé à m'intéresser vraiment [au féminisme] à lire des trucs[1115]. »

De fil en aiguille, par le biais de rencontres, de manifestations, elle découvre le féminisme et mûrit, avec des amies, le projet d'ouvrir un lieu pour accueillir les femmes migrantes et minorités persécutées. Ce lieu, elle l'imagine rythmé par la vie communautaire et le travail agricole, dans une perspective écologique - c'est pourquoi elle se rend au Bandiat, dans l'objectif de s'inspirer de cette initiative[1116]. De son côté, Delphine Batho fustige le sexisme qui continue de marquer la politique française et qui n'épargne pas les milieux de gauche. Elle remarque également combien les sphères effondristes demeurent très masculines, alors que les problématiques d'entraide et de résilience sont plus facilement associées aux femmes[1117]. Il est vrai que les milieux effondristes sont régulièrement accusés de faire preuve d'un certain virilisme[1118].

[1114] *Ibid.* ; Y. COCHET, *Entretien réalisé le 04/07/2022*.

[1115] Nadia, *Entretien réalisé le 23/10/2020*.

[1116] *Ibid.*

[1117] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*.

[1118] Sur les réseaux sociaux, je découvre par exemple un montage, réalisé par un jeune auteur et activiste se réclamant de la collapsologie, dans lequel il se présente aux côtés de plusieurs « héros » de l'effondrement – Pablo Servigne, Yves Cochet, Arthur Keller… - dont les visages ont été placés sur des

Enfin, parmi les principes identitaires et rapports d'inégalités les moins interrogés, figure le motif de la race et des inégalités territoriales entre les Nords et les Suds[1119]. Sur l'ensemble de notre panel, nous ne rencontrons qu'une personne soulevant la question de la colonisation européenne et ses effets, laquelle reste évoquée à la marge, au détour d'une phrase, dans trois autres entretiens. Il s'agit là encore de Nadia, qui dit être anticolonialiste et préoccupée par le droit des migrants pour deux raisons. D'abord, elle estime que ses convictions lui viennent de son milieu familial :

> « Je pense qu'au niveau des migrants, [mon engagement] ça a toujours été quelque chose de présent parce que mon père est marocain. Ducoup, je comprends pas pourquoi on accepte certaines personnes et pas d'autres[1120]. »

Elle explique aussi avoir grandi à la Réunion, puis à Tahiti. Arrivée ensuite en France métropolitaine pour suivre des études d'économie et de droit, elle constate de fortes disparités territoriales, par exemple en matière de santé. Elle s'interroge alors quant au fait « qu'en tant qu'occidentaux on ait tous les soins, et de l'autre côté non.[1121] » Elle en tire une critique de la logique étatique et avance que la centralisation n'a « aucun sens » :

> « moi qui vient des DOM -TOM, là ça se voit dix mille fois plus encore. [...] Dans les DOM-TOM, c'est assez… voilà… beaucoup de questions se posent, pour un gouvernement qui y a jamais mis les pieds ou qui vient en mode « c'est ma terre »[1122] »

Ces inégalités une fois soulignées, il nous faut constater que la problématique du racisme, pourtant déterminante pour penser les quartiers populaires et les inégalités de classe évoquées par de nombreux effondristes, n'est pas soulevée par nos enquêtés. Cela est certainement lié à la sociologie de notre panel, et, plus largement, à celle des

---

corps bodybuildés et armés, façon Avengers. Pas une seule femme n'est présente dans cet univers guerrier, et l'on trouve, parmi les faciès, celui de Piero San Gorgio. Il s'agit là d'une figure du survivalisme et proche de l'extrême droite négationniste – il donne des conférences auprès d' « Egalité et Réconciliation », fondé par Alain Soral. Il est aussi l'auteur de plusieurs livres sur l'effondrement et le survivalisme, dont un se voulant dédié aux femmes : *Femmes au bord de la crise*, qui rend compte de quinze témoignages de femmes *preppers*. Si cet ouvrage se donne pour objectif de faire entendre des voix féminines, force est de constater, comme le souligne Zoé Carle dans son article « Men versus Wild : masculinités survivaliste», que la pensée de Piero San Giorgio essentialise les femmes et les ramène à une définition bien éprouvée et profondément antiféministe : « [Piero San Giorgio] avance plutôt une forme hybride d'évolutionnisme social qui justifie la « spécialisation naturelle » et la complémentarité au sein du couple, qu'il décrit comme « la plus petite unité de production de toute société ». Les femmes, déterminées biologiquement par leur rôle reproductif, sont préposées aux tâches domestiques, pendant que les hommes chassent et cueillent. ». Voir : Piero SAN GIORGIO, *Femmes au bord de la crise*, Paris, Broché, 2014. Zoé CARLE, « Contre-révolutions écologiques », *Revue du Crieur*, N° 8-3, 2017, p. 44-61.

[1119] Pour rappel, par le terme de « race », nous faisons référence à la construction sociale des catégories raciales. Voir à ce sujet les travaux de Magali Bessone : M. BESSONE, *Sans distinction de race? Une analyse critique du concept de race et de ses effets pratiques*, *op. cit.*

[1120] Nadia, *Entretien réalisé le 23/10/2020*.

[1121] *Ibid.*

[1122] *Ibid.*

collapsologues : nous ne rencontrons, au cours de notre enquête, que très peu de personnes racisées. Nicolas Voisin, interrogé sur sa perception de ces milieux, souligne également l'homogénéité raciale et sociale des communautés effondristes, qui constitue selon lui une véritable faiblesse de la collapsologie qui ne s'adresserait guère qu'à des classes moyennes et aisées blanches[1123].

En définitive, les effondristes rencontrés durant notre étude sont inégalement concernés par les problématiques de classe, de race et de genre. La question de la classe sociale reste prégnante, mais l'articulation à construire entre écologie et justice sociale continue d'être pensée depuis des milieux plutôt aisés. La question du genre et de la race, dans notre panel, demeurent encore très marginales. Ces constats vont dans le sens des critiques maintes fois adressées à la collapsologie, décriant un discours ne pouvant affecter qu'une partie de la population ayant jusqu'alors profité du système capitaliste productiviste, s'inquiétant de la perte de son propre confort[1124].

B) ***Face à l'effondrement, l'affirmation de nouveaux principes identitaires : la « jeunesse » comme catégorie politique ?***

Dynamiques d'hétéro-qualification de la jeunesse

Si les effondristes n'investissent que peu des principes identitaires relatifs à la classe, à la race et au genre, ils et elles investissent un autre motif identitaire : l'âge. Face à un effondrement systémique, les inquiétudes portent sur les générations les plus jeunes, maintes fois évoquées en entretien comme dans notre corpus documentaire. Cette inquiétude pour les jeunes repose sur deux arguments. D'une part, les enfants et adolescents seraient particulièrement vulnérables puisqu'étant précisément des enfants, peu autonomes et dépendant d'adultes pour subvenir à leurs besoins vitaux. D'autre part, les plus jeunes seraient plus particulièrement concernés par cet effondrement puisqu'il viendrait freiner leurs projets et envies, alors même qu'au tout début de leurs existences, ils et elles n'auraient pas encore eu l'occasion de « faire leurs vies ». Dans ce second cas, on s'inquiète de ne pouvoir offrir aux jeunes générations les mêmes conditions de vie, les

[1123] N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.

[1124] Pour ne prendre que quelques exemples de cette critique déjà évoquée ici : B. ZITOUNI et F. THOREAU, « Contre l'effondrement », art.cit. ; N. CASAUX, « La collapsologie comme lamentation bourgeoise de l'effondrement de la civilisation », art.cit.

mêmes opportunités, que celles dont ont bénéficié leurs aînés. On renoue alors avec un motif important de la pensée jonasienne, le principe de responsabilité théorisé par Hans Jonas étant pensé depuis un souci des « générations futures », selon une formule devenue centrale au sein de l'argumentaire écologiste. On pourrait alors envisager que ce principe soit reformulé depuis une perspective contemporaine, non sans opérer à un déplacement : face à un effondrement systémique, il ne s'agirait plus seulement de penser aux « générations futures », mais à celles présentes.

Mais avant de détailler la façon dont les effondristes font émerger un principe identitaire fondé sur des critères d'âge et de génération, adoptons d'abord quelques nuances. Premièrement, il n'est pas aisé de définir la « jeunesse ». Thierry Bloss et Isabelle Feroni, pour ne citer que ces deux sociologues, soulignent les ambiguïtés de cet objet dans leur article « Jeunesse : Objet politique, objet biographique [1125] ». Premièrement, le périmètre de la jeunesse est délimité par les politiques publiques de façon aléatoire, que ce soit à partir de classes d'âge fixées arbitrairement, ou à partir d'attributs et de problématiques (la scolarité, la qualification) qui peuvent gommer la complexité sociale de cette jeunesse. Deuxièmement, cet objet supporte des représentations sociales contradictoires selon les contextes. Laurent Thévenot souligne aussi cet aspect dans un article intitulé « Une jeunesse difficile[1126] » : les jeunes se voient tantôt décriés pour leur improductivité et leur immaturité sociale qui confinerait à la délinquance, tantôt loués pour leurs capacités d'innovation et enthousiasme[1127]. Ainsi, la « jeunesse » peine à trouver une cohérence autre que celle-ci : des individus auraient en commun de se trouver au début de leur existence, dans un même âge de la vie, dans un contexte historique semblable. Il s'agit là d'une définition fort souple, mettant l'accent sur un effet générationnel qui, là encore, passe sous silence les disparités sociales et territoriales qui affectent lesdits « jeunes ». Dès lors, la réalité de cette catégorie pourrait reposer sur des dynamiques discursives : les « jeunes » ne forment véritablement un public de l'effondrement que dans le sens où ils et elles se trouvent désignés comme tels par d'autres acteurs, et notamment par des acteurs publics et politiques.

[1125] Thierry BLÖSS et Isabelle FERONI, « Jeunesse : objet politique, objet biographique », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, 6, 1991.

[1126] Laurent THEVENOT, « Une jeunesse difficile », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 26-1, 1979, p. 3-18.

[1127] *Ibid.*

Dans le cas du Département, ce rapprochement entre effondrement et jeunesse opère tout naturellement, puisque ces organisations politiques et administratives comptent, parmi leurs compétences, l'action sanitaire et sociale en faveur de l'enfance, la gestion des collèges et les politiques jeunesse. Ainsi, lors de la séance plénière du 16 décembre 2019, Jean-Luc Gleyze rappelle les ambitions du Département en matière de résilience depuis cet angle spécifique. Il évoque la *Déclaration des droits de l'enfant*, un « texte qui nous oblige toutes et tous » et qui « engage l'avenir de l'être humain [1128] », et déclare :

> « Alors, Mesdames et Messieurs, quand j'entends :
>
> « Je vais connaître la fin du monde »,
>
> « De toute façon, tout est foutu »,
>
> « Vous ne nous laissez aucun avenir »,
>
> Quand j'entends dans la bouche d'enfant des propos aussi définitivement désespérés, comment ne voulez-vous pas que dans la responsabilité qui est la mienne je n'enclenche pas un sursaut ? [...] Si je ne devais vous citer qu'un seul principe [de cette déclaration des droits de l'enfant], ce serait donc le deuxième :
>
> Principe 2 : L'enfant doit bénéficier d'une protection spéciale et se voir accorder des possibilités et des facilités par l'effet de la loi et par d'autres moyens, afin d'être en mesure de se développer d'une façon saine et normale sur le plan physique, intellectuel, moral, spirituel et social, dans des conditions de liberté et de dignité. Dans l'adoption de lois à cette fin, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération déterminante.
>
> Dans la responsabilité qui la mienne aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, j'ai décidé d'inscrire notre collectivité dans le respect de ce principe[1129]. »

On peut supposer que l'efficacité politique de l'articulation construite entre jeunesse et perspective d'effondrement repose sur plusieurs éléments. La charge émotionnelle qu'elle provoque, de surcroît pour les personnes qui ont des enfants, n'est d'abord pas à négliger. Puis, cette place offerte aux jeunes permet de réaffirmer l'importance de l'échelon départemental et, plus largement du politique. Delphine Batho ne dit d'ailleurs pas autre chose : « Je travaille pour les jeunes, pour maintenant, je ne travaille pas pour le futur mais pour les aider maintenant [1130] ». Cette attention accordée à la jeunesse dénote d'une volonté de se mettre à l'écoute, selon Julie Chabaud, « des premiers concernés » par la question de la résilience, celles et ceux qui héritent aujourd'hui, et au début de leur vie,

[1128] J.-L. GLEYZE, *Discours du Président du Département de la Gironde M. Jean-Luc Gleyze. Séance plénière, budget primitif, le lundi 16/12/2019*, *op. cit*.

[1129] *Ibid.*

[1130] D. BATHO, *Entretien réalisé le 18/01/2023*.

d'un monde irrémédiablement dégradé [1131]. Ainsi, les jeunes sont d'abord désignés comme formant un public de victimes face à un problème-effondrement. C'est pourquoi Jean-Luc Gleyze s'entretient avec des militants et militantes de *Youth for Climate* et organise leur rencontre avec 500 maires de Gironde. En effet, affirme-t-il, « cette jeunesse a une façon d'exprimer les choses qui n'est pas la nôtre, et c'est porteur d'avenir. Il faut écouter, c'est pour eux qu'on fait ça.[1132] ». Les jeunes sont à la fois désignés comme groupe social particulièrement affecté par le désastre à venir, et en même temps, comme porteurs de revendications et de solutions politiques face à cet horizon sombre.

Dynamiques d'auto-qualification de la jeunesse

Si l'effondrement, dans les discours des personnalités politiques rencontrées, doit en priorité affecter « les jeunes » d'aujourd'hui, force est de constater que ceux-ci peuvent aussi revendiquer cette étiquette pour souligner combien cette perspective les concerne plus particulièrement encore que les générations passées. On passe ainsi d'une dynamique d'hétéro-qualification à une dynamique d'auto-qualification : les « jeunes » mettent eux-mêmes en avant leur jeunesse. Martin, âgé de vingt ans et engagé avec XR, développe cet aspect :

> « Être jeune avec cette conscience-là, ça a été plusieurs passages [...]. Au début j'ai été vraiment en colère contre les générations d'avant. Franchement, ça se sait depuis longtemps, et les gens auraient pu agir avant, avec un peu de volonté. Mais c'est pas tellement ça qui m'impacte le plus, c'est le fait que ça arrive avec le passage à l'âge adulte, la construction de soi. Enfin je le vois encore plus avec les lycéens qui sont à fond dans les mouvements climats [...]. On se projette dans quelque chose de totalement différent que les générations passées, ou on ne se projette pas, dans mon cas[1133]. »

S'il on pourrait croire qu'un véritable conflit générationnel émerge à partir de la question de l'effondrement, cette idée est largement nuancée par le collectif Quantité Critique. Leur enquête sociologique menée auprès des jeunes engagés dans les marches pour le climat révèle que ceux-ci ne sont que très rarement en conflit avec leurs parents ou grands-parents, qui, globalement, partageraient les idées de leurs enfants[1134]. Voilà qui nous

[1131] J. CHABAUD, *Entretien réalisé le 14/03/2022*.

[1132] J.-L. GLEYZE, *Entretien réalisé le 02/12/2022*.

[1133] Martin, *Entretien réalisé le 05/03/2020*.

[1134] Quantité CRITIQUE, « La mobilisation des jeunes ne témoigne pas d'une diversification sociale », *Le Monde*, 18/04/2019, disponible sur https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/04/18/greves-pour-le-climat-la-mobilisation-des-jeunes-ne-temoigne-pas-d-une-diversification-sociale_5452130_3232.html, consulté le 18 mai 2020.

conforte dans notre idée selon laquelle cette catégorie politique que serait la jeunesse existerait d'abord (voire, exclusivement) discursivement. Pourtant, Martin souligne une spécificité pour les générations les moins âgées confrontées à la perspective d'un effondrement ; un autre imaginaire, une perspective plus sombre. Ce faisant, Martin ne parle pas que pour lui et met au contraire en lumière cette dynamique collective d'auto-qualification. La jeunesse se revendique comme tel et peut même se mobiliser à partir de ce principe identitaire. Ainsi, le collectif auditionné par Jean-Luc Gleyze revendique bien cette identité, l'inscrivant jusque dans son nom : *Youth for Climate.* Le collectif, dès lors, communique largement depuis cet angle et joue des diverses appréciations de la jeunesse traditionnellement développées[1135]. La réalité de cette « jeunesse », comprise comme catégorie politique, excède une seule pratique discursive. La jeunesse, ici, se meut en une « génération » éventuellement prête à s'engager politiquement, ou, selon les termes du sociologue Gérard Mauger, en un « groupe mobilisé [...] ou mobilisable », qui partage « les mêmes représentations, dispositions et pratiques [...], uni au moins par le sentiment de contemporanéité, un état d'âme, une mentalité, des souvenirs, des réminiscences [1136] ».

Ainsi, la perspective d'un effondrement systémique fait émerger de nouveaux principes identitaires, parmi lesquels la catégorie de la « jeunesse » est bien représentée. La construction de cette catégorie est ambigüe, résultant d'une activité politique qui réaffirme le sens de son action et légitime ses institutions en pointant la fragilité des jeunes, tout en leur confiant une part de responsabilité dans la construction des réponses politiques à apporter au désastre. Ce faisant, lesdits jeunes peuvent parfois revendiquer ce motif identitaire, qui leur permet d'exister dans le débat public au nom de leur supposée jeunesse partagée.

[1135] Voilà qui est parlant dans les différents appels à la grève pour le climat rédigés par le collectif. Si la jeunesse est traditionnellement associée à la scolarité (ce qui découle d'un travail des institutions politiques qui articulent des catégories d'âge à des attributs et à des problématiques pour construire des politiques publiques), les « jeunes » manifestants revendiquent cette association pour mieux la retourner. Ainsi, en matière d'environnement, la jeunesse se trouverait du côté des sachants et le gouvernement de celui des élèves : il s'agit de « donner une leçon » aux décideurs politiques, de leur « rendre la copie » les vendredis dans la rue, et ainsi de suite. De la même manière, les jeunes de *Youth for Climate* retournent le stigmate associé à une jeunesse perçue comme immature et irresponsable, en avançant que ce sont « les adultes » qui manquent de rationalité. YOUTH FOR CLIMATE, *Site internet de Youth for Climate*, disponible sur https://youthforclimate.fr/, consulté le 31 octobre 2023.

[1136] Gérard MAUGER, « Jeunesse : essai de construction d'objet », *Agora débats/jeunesses*, 56-3, 2010, p. 9-24.

C) ***Face à l'effondrement, la politisation des liens de parenté et d'affection***

Se mobiliser en tant que parents

Le motif de la jeunesse s'articule souvent, dans notre enquête, à celui des enfants et de la parenté. Les effondristes, découvrant la collapsologie, réorientent ou réaffirment leurs comportements politiques à partir de l'inquiétude qu'ils nourrissent pour les êtres qui leurs sont chers, à commencer par leurs enfants. Yves Cochet, dans le livre *Sauver la Terre* écrit en 2003 avec Agnès Sinaï, en avait déjà l'intuition :

> « Si les bourgeois texans comprennent qu'ils vivent aujourd'hui en détruisant la santé future de leurs enfants, il est possible que le monde change grâce au tabou que constitue l'infanticide [1137]. »

Ici, l'ancien ministre de l'Environnement détourne le motif des « générations futures » pour lui donner une épaisseur intime et plus directement émotionnelle en soulignant un lien de parenté directe, plutôt qu'en évoquant des « générations » indistinctes. Si les individus rencontrés lors de notre étude sont bien loin des « bourgeois texans », leurs liens d'affection et la parentalité sont souvent au cœur de leur engagement écologiste. En effet, nombreux sont les effondristes qui, en entretien, soulignent d'eux-mêmes l'importance de cette parentalité par rapport à la collapsologie. Pour eux, être parent, c'est à la fois s'inquiéter davantage face à l'effondrement, en prendre mieux conscience, et trouver une motivation nouvelle à un engagement politique ou associatif[1138]. Céline rappelle :

> « Faut bien comprendre que c'est pas un sujet très neutre, parce que plus on ouvre les yeux, plus ça réveille potentiellement des angoisses existentielles sur soi, la famille, les enfants, et ça peut être assez violent. Avant les vacances de Noël, on fait les cadeaux … on voit pas ça de la même manière. C'est dur à encaisser. Puis mince, comment on en est arrivés là [1139] ? »

Si l'ancienne collaboratrice de Jean-Luc Gleyze a bien conscience de cet aspect, c'est qu'elle se trouve elle-même touchée par ces questions, en tant que mère. Progressivement, le « on » laisse la place au « je » : « maintenant encore quand je regarde les enfants je suis inquiète [1140] ». De la même manière, Flora raconte les réactions des agents face aux

---

[1137] Yves COCHET et Agnès SINAÏ, *Sauver la terre*, Paris, Fayard, 2003.
[1138] G. POINSENET, *Entretien réalisé le 04/02/2022* ; N. VOISIN, *Entretien réalisé le 06/02/2020*.
[1139] Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023*.
[1140] *Ibid.*

conférences de sensibilisation de Grégory Poinsenet et construit un même lien entre perspective d'un effondrement systémique et contextes familiaux :

> « Il y a toujours une ou deux personnes qui pleurent. Parce que c'est dur. Après, on ne sait pas l'histoire familiale à laquelle on touche, c'est des gens qui ont des petits enfants, des enfants[1141]. »

Camille abonde en ce sens : « je suis devenue maman et c'est pas neutre dans ma prise de conscience sur le sujet[1142] ». En dehors du département de la Gironde, Tamak, militant chez XR, raconte une scène quotidienne récemment vécue, le plongeant dans des réflexions douloureuses :

> « j'ai un petit qui a 2 ans et demi et avec ma compagne c'est une vraie question, fonder une famille… j'en discutais avec ma voisine hier, elle me demandait « alors, un deuxième ? » et je lui disais « oui, non » c'est un frein, psychologiquement, penser à ça… c'est une catastrophe [1143].»

Les personnes rencontrées s'intéressent donc à la collapsologie parce qu'ils s'intéressent à l'avenir de leurs enfants et s'inquiètent du soin qu'ils pourront effectivement leur porter. Dès lors, on assiste à l'émergence de différents types d'engagements – être parent, d'après Tamak, « démultiplie [les] motivations [1144] ».

Si les effondristes se mobilisent en tant que parents soucieux de la survie et de l'émancipation de leurs enfants, ce positionnement ouvre la voie à différentes revendications politiques. Ici, c'est une agent territoriale et maman qui, après avoir longuement travaillé sur la notion de résilience territoriale, décide de se réorienter, au sein du Département de la Gironde, sur les thématiques de santé et de santé environnementale. Là, c'est une employée de bureau fatiguée du rythme de vie parisien, venue s'installer provisoirement au Bandiat avec l'espoir de pouvoir bientôt acheter un terrain où s'installer avec sa fille, pour lui offrir un cadre de vie plus proche de la nature et plus épanouissant, avec un accès plus direct à une alimentation saine. Ou encore, c'est ce militant écologiste et anarchiste qui décide d'ouvrir des jardins potagers dédiés aux enfants de son quartier, pour les initier aux savoirs manuels et pour créer du lien social et intergénérationnel. Autant de projets qui pourraient exister indépendamment du fait d'avoir des enfants, mais dont le bien-fondé se trouve rappelé par ces parents découvrant

[1141] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021*.

[1142] Camille BECK, *Entretien réalisé le 02/12/2022*, Bordeaux, 2022.

[1143] Flora, *Entretien réalisé le 31/03/2021* ; Céline, *Entretien réalisé le 16/05/2023* ; Tamak, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.

[1144] Tamak, *Entretien réalisé le 04/03/2022*.

la perspective d'un effondrement. Ces revendications portant sur la santé, l'alimentation, la proximité de la « nature », trouvent une cohérence globale, puisqu'elles esquissent un cadre dans lequel lesdits parents peuvent effectivement subvenir aux besoins vitaux des jeunes générations. Plus encore, ces revendications trouvent un même point commun : garantir la subsistance des enfants nécessite d'avoir un accès à la terre, qu'il s'agisse d'un bout de jardin, individuel ou partagé, en pleine ville ; ou d'un terrain, à soi ou mis en commun avec d'autres, à la campagne[1145].

Protéger les siens, mais à quel prix ?

Ainsi, la perspective d'un effondrement systémique entérine l'idée selon laquelle il y aurait urgence à protéger les siens, les êtres qui nous sont chers, face à un ensemble de menaces. Dans un contexte d'effondrement systémique, quels doivent être ces dangers, qui joueront sur la définition que l'on se donne de la « protection » ? Ils sont multiples. On pense par exemple aux pénuries de ressources alimentaires. Ainsi, s'assurer de la survie des êtres qui nous sont chers, ce peut être cultiver son propre jardin, comme constituer un stock de nourriture encore disponible, au détriment, peut-être, d'autres familles que la sienne[1146]. Ce n'est pas tout. « Protéger sa famille » dans un contexte d'effondrement, ce peut être se protéger non plus d'une pénurie, mais bel et bien et directement des autres, affectés comme nous par le manque. Souvenons-nous de Gaspard, s'inquiétant de la possible intrusion d'individus dans son potager et envisageant de construire un mirador : on touche là à une forme de survivalisme qui trace littéralement les frontières du territoire des siens, à défendre des « autres ». Ce repli sur la communauté aimée se meut progressivement en une logique martiale, et l'on s'interroge à juste titre sur les extrémités auxquelles elle peut mener.

[1145] Sur la Commune Imaginée du Bandiat, la question arrive très vite, dès lors que l'on se présente : le nouvel arrivant a-t-il pour projet de s'installer, quelque part, sur un bout de terrain ? Et beaucoup des conversations tournent autour de cet enjeu : avoir un accès à la terre. Cette importance de l'accès à la terre est au cœur du projet de la Suite du Monde, puisque, comme nous l'avons déjà dit, il s'agit à la fois, selon ses fondateurs, de préserver des terres qui pourraient éventuellement être accaparées et exploitées par une agriculture industrielle ou par des projets d'aménagements du territoire, et d'offrir à celles et ceux qui le désirent un ancrage territorial, sans conditions d'ordre économique.

[1146] La pandémie de Covid-19 aura d'ailleurs donné lieu à des scènes étonnantes, incarnant bien cet exemple : mouvements de foule aux portes des supermarchés, rayons vidés, pénuries de pâtes et produits hygiéniques… L'on commence à comprendre que la protection des siens, avant les autres, posent d'importantes questions d'équité et de partage des ressources.

C'est que l'idéologie sécuritaire dissimulée derrière la volonté de se protéger et de protéger ceux qu'on aime peut pousser les individus à « vivre en proie[1147] », selon une expression reprise à Elsa Dorlin. Dans *Se défendre : une philosophie de la violence*, la philosophe évoque le roman *Dirty Week-end* de Helen Zahavi, mettant en scène une femme assassinant les hommes qui cherchent à l'agresser[1148]. Sans décrier la teneur féministe du roman, son potentiel subversif et encapacitant pour les femmes, Elsa Dorlin s'interroge plus largement sur l'extension contemporaine de ce mouvement visant à attaquer, pour se défendre, celui que l'on perçoit comme une menace :

> « Quand les proies se mettent à chasser, elles ne deviennent pas chasseurs à leur tour. Elles se défendent par nécessité. Toutefois, dans la généralisation d'un tel monde de prédation, c'est à la transformation de tou.te.s en proie que l'on assiste. C'est l'éradication de toute altérité ou, plutôt, le rabattement du possible dans l'ordre de la menace et du danger ; c'est aussi l'éradication de toute conflictualité politique[1149]. »

La protection peut facilement entraîner un glissement vers le « meurtre paranoïaque[1150] » en fonction de nos perceptions de ce qui fait ou ne fait pas menace, et surtout, de qui est ou n'est pas menaçant. Face et dans un effondrement, « vivre en proie », c'est courir le risque non plus de se « défendre par nécessité », mais de devenir « chasseur ». On passe d'un repli sur soi, d'une logique préférentielle visant à garantir d'abord la survie de ceux qu'on aime, à une attaque envers un tiers perçu comme dangereux. Or, ce glissement peut tout à fait se comprendre comme le prolongement et l'aboutissement d'une volonté protectrice. Ainsi, la « protection de sa famille », au détriment des autres et même contre les autres, peut aisément devenir le prétexte à des comportements discriminants. Ensuite, la logique de la protection nécessite également de s'interroger sur la répartition des rôles sociaux que celle-ci dessine. Autrement dit, qui doit protéger qui ? Nous avons vu combien les milieux effondristes peinent à s'approprier les questions de genre, peu évoquées par nos enquêtés. Plus encore, la perspective d'un effondrement aura bel et bien profité à l'affirmation, dans les milieux survivalistes, d'une virilité armée dédiée à la protection des siens, et notamment de celles et ceux perçus comme plus vulnérables, les femmes et les enfants. Ce qui peut être à craindre à travers la volonté de « protéger sa famille », c'est donc le renforcement et l'essentialisation des rôles sociaux[1151]. Dans un

---

[1147] Elsa DORLIN, *Se défendre. Une philosophie de la violence*, Paris, La Découverte, 2017.

[1148] *Ibid.* p.200-211 ; Helen ZAHAVI, *Dirty week-end*, trad. fr. Jean ESCH, Paris, Libretto, 1991.

[1149] E. DORLIN, *Se défendre. Une philosophie de la violence*, *op. cit.* p.209.

[1150] *Ibid.* p.211.

[1151] La construction sociale et politique de la « famille » a ainsi fait émerger au fil des siècles la figure du père, comprise comme sujet politique et juridique : le père est celui qui a autorité, qui protège son foyer, et à une autre échelle, le père est le bon citoyen, qui joue au sein d'une famille le rôle d'interface

contexte d'effondrement, protéger sa famille face au manque et face aux autres peut mener à renforcer ces clichés : femmes et enfants, perçu-es comme innocents et vulnérables, devraient se méfier de la menace qui les guettent tout en déléguant la responsabilité de leur sécurité à un tiers, le père ou l'époux, celui-là même qui, dans de nombreux cas, peut être à l'origine de violences intrafamiliales.

2. L'écologie politique face à la notion de famille : Entre dépolitisation et politiques réactionnaires ?

A) Réinvestir politiquement la notion de famille : Une proposition douteuse ?

La difficile approche de la notion de « famille »

Les effondristes ont à cœur de protéger leurs proches et leurs familles face à un effondrement systémique. L'écologie politique peut-elle seulement répondre à cette préoccupation ? S'emparer politiquement de la notion de famille présente plusieurs problèmes. D'abord, le terme soulève d'importantes difficultés de définition[1152].Cet aspect n'aura pas échappé aux théoriciens – et surtout, aux théoriciennes – de la famille,

entre l'intimité du cocon familial et le monde extérieur, celui du travail et de la vie politique. Réciproquement, la vulnérabilité des femmes et des enfants peut faire l'objet d'une même essentialisation. Les travaux de sociologie sur les droits des femmes et ceux des enfants montrent ainsi combien les politiques de prévention des violences qui leur sont faites viennent naturaliser leur dénuement. En ne s'interrogeant que trop peu sur la construction structurelle de l'apparente vulnérabilité des femmes et enfants, ces politiques inscrivent résolument femmes et enfants du côté de celles et ceux qui demandent à être protégés et en sont incapables eux-mêmes. Vincent ROMAGNY (DIR.), John D. ALAMER, Jenny KITZINGER, Ghislain LEROY et Tal PITERBRAUT-MERX, *et al.*, *Politiser l'enfance*, Paris, Burn out, 2023, p.47.

[1152] Le dictionnaire du *Petit Robert* comprend sous ce terme « les personnes apparentées vivant sous le même toit, le père, la mère et les enfants », désignant ainsi les familles nucléaires partageant un même lieu, mais aussi « l'ensemble des personnes liées entre elles par le mariage et par la filiation ou, exceptionnellement, par l'adoption », soulignant alors la nature juridique ou biologique des liens développés au sein d'une famille, ou encore « la succession des individus qui descendent les uns des autres, de génération en génération ». Cette dernière définition réaffirmant toujours la dimension biologique des familles. Ces trois premières acceptions du terme font respectivement de la famille un foyer privé, une institution reposant sur le mariage et la parentalité, et une généalogie. La famille comme foyer privé et comme institution sont étroitement liées : elles convergent toutes deux vers la construction d'un « idéal familial » socialement et politiquement construit, et mis au service d'idéologies politiques. COLLECTIF, Alain REY et Josette REY-DEBOVE, *Dictionnaire Le Petit Robert de la langue française*, Paris, Le Robert, 2016.

comme le remarque Michelle O'Brien dans *Abolir la famille. Capitalisme et communisation du soin* lorsqu'elle tente, elle aussi, de donner une définition de cette notion. Pour certaines, la famille sera « le cadre privilégié de la reproduction idéologique et de la socialisation », le « cliché ou fantasme brandi en défense de diverses positions politiques réactionnaires », une « institution produisant avant tout de l'atomisation et de l'isolement », un « système de « parenté biogénétique » », une « catégorie juridique », ou encore une « métaphore de l'appartenance nationale [1153] ».

Il nous faudra, dans ce chapitre, considérer ces définitions s'accordant à tenir la famille pour une institution fondée sur la biologie et servant des projets politiques peu émancipateurs, tout en reconnaissant également que la famille, pour beaucoup, continue d'être le lieu privilégié du soin et de l'amour réciproque. C'est que cet objet présente un nœud, inextricable et passionnant, que reflète bien son étymologie. Le terme « famille » nous vient du latin « familia », qui signifie la « domesticité » ou encore la « maisonnée », et est lui-même dérivé de « famulus », soit « le serviteur ». La « familia » désigne ainsi l'ensemble des esclaves qui composent une demeure habitée et qui en assurent le maintien. Penser la famille, c'est penser un lieu, la maisonnée, et ses conditions de reproduction[1154]. Mais l'étymologie du terme lui donne une coloration plus particulière encore. Penser la famille, c'est s'attaquer aux rapports de subordination et de domination qui existent entre les êtres qui la composent, notamment relatifs à la prise en charge des tâches nécessaires à la subsistance. Nous pourrions donc tenir la famille pour l'espace où l'on se trouve à la fois esclave d'un maître, en l'occurrence le père, le maître de maison, le chef de famille ; et esclave de nos besoins primaires. Or, au fil des siècles, ces liens interpersonnels renvoyant à l'esclavage ont peu à peu été définis comme des liens d'amour. La famille a été perçue comme l'endroit dans lequel on vient se ressourcer, le lieu depuis lequel les enfants bénéficient d'une bonne éducation leur permettant, plus tard, d'être des adultes épanouis. La famille est donc à la fois le lieu premier de la contrainte, où l'on expérimente la domination, et celui depuis lequel nous sommes censés nous réaliser. À quelles conditions la famille pourrait-elle être redéfinie dans une perspective vraiment émancipatrice ? Et d'ailleurs, est-ce seulement possible et souhaitable ? Mais

[1153] M. E. O'BRIEN, *Abolir la famille. Capitalisme et communisation du soin*, trad. fr. Antoine SAVONA, Paris, La Tempête, 2023. p.35.

[1154] La référence faite à la « maisonnée » nous évoque les travaux de Geneviève Pruvost à ce sujet, portant notamment sur les sociétés paysannes. G. PRUVOST, *Quotidien politique*, *op. cit.*

jouons d'abord le jeu des détracteurs de la collapsologie, en observant les dangers que soulève un réinvestissement politique du motif de la famille.

La construction de l'idéal familial : L'affirmation d'une institution malfaisante

Pour mieux comprendre les réticences bien fondées des détracteurs de la collapsologie, qui observent comme nous l'émergence d'une revendication portant sur la « protection » de la « famille », il nous faut retracer la construction sociale et politique d'un « idéal familial » profitant à la reproduction d'une société capitaliste et productiviste. Premièrement, il s'agit bien là d'un « idéal » dans le sens où il érige un modèle de famille idéalisé au détriment d'autres, dont la dévaluation vient refléter et perpétuer les oppressions systémiques qui traversent la société. Il est, par définition, excluant et peu regardant de la diversité des entités réelles qui revendiquent le terme de famille. En effet, l'« idéal familial » est une construction sociale et politique qui repose, en premier lieu, sur la destruction d'une pluralité de manières de faire famille. Toujours dans *Abolir la famille*, Michelle O'Brien en donne sa propre définition, en soulignant combien il rejoue des oppressions systémiques :

> « La famille est un idéal normatif, structuré par la race, la sexualité, la classe et le genre. [...] La famille comme idéal normatif relie trois dimensions principales : une image culturelle et un fantasme psychique ; une forme particulière et privilégiée de foyer familial historiquement caractéristique de la classe capitaliste et blanche ; un régime de règles enracinées dans les politiques publiques. Dans l'idéal familial, la dimension politique matérielle, dépendante de la classe et de la race, et permettant aux gens de former des familles, est liée au statut social, à l'imaginaire culturel et aux politiques gouvernementales[1155]. »

A travers cette définition, Michelle O'Brien entend montrer comment l'idéal de famille contemporain, à savoir la famille nucléaire reposant sur le couple hétérosexuel, s'affirme à partir d'un premier mouvement d'exclusion d'autres formes d'organisations familiales. Son étude commence au XIXème siècle, alors que les campagnes occidentales se vident progressivement pour répondre aux besoins croissants de l'industrialisation. Elle y voit une première opération de destruction des familles paysannes : un constat partagé avec Geneviève Pruvost, qui évoque dans *Quotidien politique* le dépeuplement des maisonnées, autrefois ouvertes à des formes de parentèles élargies et liées les unes aux autres, ; leur resserrement autour du couple et la redirection de l'essentiel des charges de

[1155] M. E. O'BRIEN, *Abolir la famille. Capitalisme et communisation du soin*, *op. cit.* p.53.

la subsistance vers les femmes, selon une répartition des tâches toujours plus genrée[1156]. Si les familles paysannes dépérissent, les populations ouvrières, tournées vers l'industrie, se trouvent également empêchées dans leur désir de faire famille, comme le souligne O'Brien : « les conditions de la production industrielle empêchaient tout simplement les prolétaires de former des familles stables [1157] ». Parallèlement, dans les pays colonisés, tel que dans les plantations des Caraïbes évoquées par Michelle O'Brien, les familles noires sont détruites par un ensemble de politiques esclavagistes racistes. Pour ne prendre qu'un exemple, « l'aliénation natale » désigne une pratique développée par les propriétaires d'esclaves, qui séparent les parents et leurs enfants[1158]. Ainsi, l'idéal familial, au XIXème siècle, exclut les personnes noires et pauvres pour asseoir la domination d'une forme sociale unique de la famille : celle bourgeoise, blanche, propriétaire[1159].

Les luttes des mouvements ouvriers, de la fin du XIXème siècle jusqu'au XXème siècle, permettent peu à peu de redéfinir cet idéal pour faire reconnaître la dignité des familles ouvrières blanches. Ces familles prolétaires s'appuient pourtant sur le couple hétérosexuel et sur un revenu masculin, et donc sur une division genrée du travail domestique. La redéfinition de cet idéal n'en demeure pas moins excluante, valorisant encore l'hétérosexualité et marquant la suprématie blanche[1160]. Ainsi :

> « Tout ce qui s'écarte de l'idéal familial est accueilli avec scepticisme ou ridiculisé, dénoncé comme pathologique, parfois violemment attaqué. Cet idéal familial raciste s'oppose à des Autres, racisés ou queer, contre lesquels il se définit. Pareilles constructions idéologiques reposent sur des oppositions binaires au moyen desquelles il ne s'agit pas seulement de produire l'idéal familial, mais aussi de définir ce qui s'y oppose, c'est-à-dire celles et ceux dont les corps et les désirs sont considérés comme déviants : les très pauvres, les personnes queer, les travailleurs et travailleuses du sexe, les Noirs, les Autochtones, les « étrangers » et les sujets colonisés[1161]. »

[1156] G. PRUVOST, *Quotidien politique : Féminisme, écologie, subsistance*, *op. cit.*

[1157] M. E. O'BRIEN, *Abolir la famille. Capitalisme et communisation du soin*, *op. cit.* p.93. Elle évoque l'omniprésence et la brutalité du travail, la précarité et le traitement des enfants intégrés aux équipes des usines.

[1158] *Ibid.* p.107.

[1159] *Ibid.* p.22.

[1160] Michelle O'Brien s'appuie ainsi sur les travaux de Patricia Hill Collins, de Tiffany Lethabo King et de Hortense Spillers pour démontrer combien la famille se développe comme un idéal raciste dirigé contre les mères noires. Celui-ci serait toujours à l'œuvre aujourd'hui, à travers les services de protection de l'enfance qu'elles assimilent à une « police des familles » : la majorité des enfants américains arrachés à des foyers précarisés sont effectivement noirs. Plutôt que d'accompagner ces familles, cette « police » contribuerait à « empêcher certaines personnes de former un foyer autour de la famille », et à « déstabiliser et affaiblir encore plus les relations de soin entre personnes noires ». *Ibid.* p.55.

[1161] *Ibid.* p.55.

Si l'idéal familial peut éventuellement se recomposer au fil des siècles, il n'empêche que celui-ci, par définition, demeure excluant.

La construction de cet « idéal familial » sert symboliquement et concrètement un projet politique fondé sur le renforcement mutuel d'un sentiment patriotique et du capitalisme productiviste. C'est tout le sens du « Travail, Famille, Patrie » du régime de Vichy. Ainsi, la famille se comprend premièrement comme une unité de production et de consommation, permettant la reproduction constante de la société capitaliste. Deuxièmement, elle constitue un réservoir démographique utile à l'affirmation de la puissance économique et militaire d'un pays, via l'instrumentalisation des ventres des femmes. Comme le souligne encore Michelle O'Brien, travailleurs, consommateurs et soldats « n'apparaissent pas comme par magie » : « quelqu'un a dû porter dans son ventre puis enfanter chaque travailleur, s'en occuper quand il était bébé, puis enfant [1162] ». La famille est la condition de possibilité à l'affirmation du « travail » et de la « patrie ». Ce à partir de la procréation, mais aussi de l'éducation, dans laquelle se joue la transmission d'un ensemble de compétences nécessaires au travail, un ensemble de valeurs, de traditions et de normes nécessaires à une certaine vision de la vie en société et dictées par cet idéal. « Protéger sa famille », ici, c'est chercher à défendre un ordre social et politique ne fonctionnant qu'en s'appuyant sur des oppressions de race, de classe et de genre. Plus encore, l'idéal de la famille, tel que nous l'avons présenté, contribue à masquer la réalité des violences intrafamiliales ; celles psychologiques, verbales, physiques et sexuelles, des maris sur leurs épouses, des pères sur leurs enfants, et ainsi de suite. Tout l'enjeu est alors de comprendre s'il s'agit d'élargir le spectre de la famille, pour la redéfinir depuis les expériences contrariées du soin décrites plus haut, ou s'il faut plutôt tout à fait l'« abolir [1163] ».

[1162] *Ibid.* p.38.
[1163] M. E. O'BRIEN, *Abolir la famille. Capitalisme et communisation du soin*, *op. cit.*

B) ***Peut-on vraiment, depuis l'angle de la famille, transformer la société dans une perspective écologiste ?***

La parentalité, un levier stratégique pour transformer la société ?

Face à ces différents arguments, on pourrait être tenté d'abandonner tout à fait la réflexion sur la famille et sa possible redéfinition. Qu'est-ce que cela pourrait apporter à l'écologie politique ? Pourtant, nous tenons à persister dans cette voie pour plusieurs raisons. D'abord, s'il on prend au sérieux l'hypothèse d'un effondrement systémique s'incarnant dans la défaillance des institutions politiques, il y a fort à parier que la famille demeure la dernière institution sociale tenant encore fermement debout quand tout s'écroule. Si les collapsologues envisagent que quelques communautés locales, ayant d'ores et déjà atteint une forme d'autonomie alimentaire et énergétique, puissent constituer des îlots de résilience dans un contexte d'effondrement, force est de constater que celles-ci sont encore très peu nombreuses. Pour la majorité des populations, il s'agirait de s'organiser et de survivre avec celles et ceux qui nous entourent au quotidien : des voisins, peut-être, et les personnes constituant le foyer dans lequel on vit – sa famille, pour celles et ceux qui en ont une. S'interroger sur cette institution, sur ces travers comme sur ses possibles évolutions, devient donc une nécessité logique pour penser les conditions de survie non plus de quelques communautés, mais d'une majorité des populations.

Plus encore, et au-delà de cette seule perspective effondriste, il se pourrait que la famille constitue un levier stratégique pour repenser l'ensemble de notre société dans une perspective féministe et écologiste. bell hooks en avait la conviction dès les années 1980 : la question de la famille doit selon elle être au cœur des préoccupations des mobilisations féministes. En 1982, dans *De la marge au centre : Théorie féministe,* bell hooks s'interroge sur les conditions nécessaires à la création d'un féminisme de masse, transformant les structures politiques et sociales[1164].Elle identifie deux problématiques importantes pour soutenir les mouvements féministes : le « droit des enfants à avoir accès à des soins et à une éducation réelles et optimales de la part de leurs parents et des autres

[1164] On reconnaît bien là l'attachement de bell hooks aux parentèles élargies, également vantées dans d'autres textes, comme dans son essai À *propos d'amour.* bell HOOKS, *De la marge au centre - théorie féministe,* trad. fr. Noomi B. GRÜSIG, Cambourakis, 1982 ; bell HOOKS, *À propos d'amour,* trad. fr. Alex TAILLARD, Paris, Divergences, 2022.

personnes en charge de leur éducation » et la « restructuration de la société afin que ce ne soient plus exclusivement les femmes qui aient à donner cette attention [1165] ». Ici, la notion de famille se trouve élargie pour inclure dans l'éducation des enfants non seulement les parents, biologiques ou adoptifs, mais aussi d' « autres personnes » [1166] : il s'agit là d'une première piste pour redéfinir la famille. Puis, la théoricienne féministe fait de la famille le levier d'une transformation féministe de la société (à partir des questions relatives à l'éducation des enfants, transformer la société) et la finalité de cette transformation (transformer la société pour appuyer les droits des enfants et l'émancipation des mères). Soucieuse de l'application concrète et stratégique de ses propositions, bell hooks propose de placer les structures d'éducation et d'accueil des enfants aux cœur des préoccupations militantes [1167]. La problématique du soin des enfants et de leurs droits permettrait de faire converger les féministes issues de différentes traditions militantes, mais plus encore, de rassembler les femmes et les hommes autour d'une même préoccupation. Prendre soin des enfants, voilà un projet apparemment fédérateur et un motif à partir duquel il devient possible de repenser nos modèles de société[1168]. À travers cette revendication concrète et *a priori* consensuelle, poursuivant le bien-être des enfants, on entrevoit la possibilité de commencer à transformer plus profondément la société.

Des « générations futures » aux « enfants réels »

La question des enfants, et par extension, de la parentalité et de la famille, serait donc stratégique pour tout projet politique puisque rassembleuse. Cette idée pose pourtant trois problèmes. Premièrement, le même motif des enfants pourrait tout à fait être

[1165] *Ibid.* p.254.

[1166] bell HOOKS, *À propos d'amour*, *op.cit.*

[1167] « Dans la mesure où ce sont les femmes qui assument en majeure partie la parentalité, la nécessité de garderies et de centres sociaux publics financés par l'argent des impôts, avec des équipes constituées paritairement de travailleuses et de travailleurs, doit rester une revendication féministe majeure et urgente. (…) Le futur militantisme féministe pourrait se servir de cette problématique comme d'une plateforme rassembleuse (en particulier dans l'intérêt de la construction d'un mouvement féministe de masse) » bell HOOKS, *De la marge au centre - théorie féministe*, *op. cit.* p.256-257.

[1168] Quelques décennies plus tard, les travaux et initiatives de Fatima Ouassak paraissent s'inscrire dans le prolongement de la démarche de bell hooks. En proposant d'adopter une alternative végétarienne dans les cantines scolaires, la politologue et militante espère garantir aux enfants l'accès à une alimentation saine, moins prédatrice pour l'environnement, et plus inclusive pour les jeunes ne souhaitant pas manger de viande pour des raisons personnelles, politiques ou religieuses. Fatima OUASSAK, *La puissance des mères*, Paris, La Découverte, 2020.

employé pour légitimer des politiques réactionnaires, comme nous l'avons déjà suggéré plus tôt. Lee Edelman dans *No Future. Queer theory and the Death Drive,* théorise le « futurisme reproductif » et ses travers, que Tal Piterbraut-Merx résume dans son article « Conjurer l'oubli : Pour une réminiscence politique de nos enfances » :

> « L'Enfant, désigné comme le bénéficiaire potentiel de toute politique, entérine la reproduction de l'ordre symbolique : c'est pour nos enfants, au nom de ceux-ci, qu'il faudrait lutter et s'élever contre (les réformes du système du mariage, les politiques écologiques, les transformations sociales diverses et variées, etc.). À cette projection futuriste, Edelman oppose la satisfaction de la jouissance dans l'instant. Occuper l'espace de la négativité, c'est ainsi refuser de s'engager pour une temporalité qui n'est pas la nôtre, et qui s'efface à mesure qu'on la rejoint. C'est renoncer à agir politiquement en fonction d'un futur hypothétique incarné dans l'enfance[1169]. »

Ainsi, faire de la famille le pilier de la transformation de nos sociétés mènerait à affirmer des politiques réactionnaires, tout en renforçant la répartition des rôles sociaux traditionnellement observés dans une famille, et par conséquent, ne transformerait rien du tout. Cependant, et comme le remarque Tal Piterbraut-Merx, la thèse du « futurisme reproductif » se désintéresse de « l'enfant réel ». Cette position n'engage pas à une réflexion sur les oppressions que connaissent dès aujourd'hui les enfants. Le repli dans la « jouissance de l'instant », renonçant à « agir politiquement » pour une « temporalité qui n'est pas la nôtre », pourrait éventuellement mener à une forme de démission du politique, tout en contribuant à renforcer des « projections erronées, incorrectes et déformées[1170] » de l'enfance, puisque celle-ci n'est tout bonnement pas considérée.

De ce premier problème en découlent deux autres. Premièrement, en quoi la problématique des enfants pourrait-elle être plus spécifiquement portée par un projet politique écologiste ? En quoi l'écologie politique serait-elle plus particulièrement intéressée par ce motif, en comparaison avec d'autres idéologies ? Nous avançons que l'écologie, depuis ses débuts, place au cœur de son ambition politique la question de l'enfance, à travers le motif des « générations futures ». L'écologie politique s'est construite en affirmant qu'il nous faut préserver l'environnement afin d'offrir aux générations à venir les mêmes conditions d'existence que celles dont ont bénéficié les générations passées ; les mêmes possibilités de subsistance, les mêmes capacités à s'autodéterminer et à choisir entre plusieurs trajectoires politiques. Elle est donc

---

[1169] Lee EDELMAN, *No Future : Queer Theory and the Death Drive*, Durham, NC, Duke University Press, 2004 ; T. PITERBRAUT-MERX, « « Conjurer l'oubli : Pour une réminiscence politique de nos enfances » », *in Politiser l'enfance*, *op.cit.* p.34.

[1170] T. PITERBRAUT-MERX, « « Conjurer l'oubli : Pour une réminiscence politique de nos enfances » », art. cit. p.34.

particulièrement tendue vers l'avenir, s'intéressant précisément à cette « temporalité qui n'est pas la nôtre ». C'est ici que nous arrivons à notre second problème : comment s'emparer de cette temporalité ? Comment affirmer les droits de celles et ceux qui n'ont pas encore accès au débat politique, sans projeter sur ces subjectivités en devenir des idées préconçues ? Le projet de l'écologie politique se heurterait constamment à l'indétermination de ces dites « générations futures », qui, par définition, ne seraient pas encore en mesure de faire entendre leurs voix. Plus encore, le motif des « générations futures », échouant à s'incarner, pourrait nous mener à idéaliser ces générations à venir en rejouant des clichés de l'enfance et de la jeunesse, tout en renforçant l'autorité et la possible domination des générations les plus âgées, précisément sorties de l'enfance. Les « générations futures », entre métonymie de l'avenir et fantasme de la page blanche, dessinent une population aux contours flous, des cohortes d'individus n'existant qu'à travers la vulnérabilité et l'innocence qu'on leur prête.

Face à ce problème, une solution pourrait consister à déplacer la question des « générations futures » pour la reformuler depuis les « enfants réels » évoqués par Tal Piterbraut-Merx : ceux qui existent déjà. Il ne s'agit plus de penser les conditions d'existence d'êtres encore à venir, mais de considérer les oppressions déjà vécues par les enfants, les entraves déjà existantes à leur épanouissement. Parmi celles-ci, compteront aussi bien les problématiques de santé environnementale, d'accès à l'alimentation, à un logement, aux soins et à l'éducation, que celles relatives à leurs capacités d'individuation face aux dynamiques capitalistes et néolibérales qui restreignent les imaginations et possibilités d'autodétermination, qui limitent la capacité des êtres à être, tout simplement, et dès le plus jeune âge. Autant de questions que l'écologie politique entend précisément traiter. Ainsi, au « futurisme reproductif » qui pourrait s'incarner dans un dévoiement du motif des « générations futures », vient s'opposer un rapport critique à la quotidienneté : il s'agit d'envisager ce qui, dans le présent, fait violence aux enfants[1171].

Récapitulons. Certains effondristes se politisent à partir de leurs liens d'affection, de leurs craintes pour leurs enfants. Or, la problématique de la famille pourrait être rassembleuse, la prise en charge des enfants appelant à questionner l'organisation de la société entière. L'écologie politique serait par ailleurs particulièrement à même d'endosser les problématiques liées à l'enfance, puisque celle-ci revendique, depuis des

[1171] *Ibid.*

décennies, son intérêt pour les conditions d'existence des « générations futures ». On peut d'ailleurs s'interroger : l'écologie politique n'a-t-elle pas d'ores et déjà traité la question de la famille ?

C) Approches environnementalistes et néomalthusiennes de la famille

La dépolitisation des liens entre famille et écologie : la restriction de l'écologie au domestique

La famille n'est pas vraiment un motif central des réflexions des pères de l'écologie politique européenne, qui ne l'abordent que rarement directement. En 1980, André Gorz, dans ses *Adieux au prolétariat*, s'intéresse à la façon dont les transformations du travail et la précarité viennent frapper de plein fouet les relations familiales, et plaide alors pour une répartition plus égalitaire des tâches domestiques[1172]. De la même manière, le motif de la famille transparaît à plusieurs reprises dans les travaux d'Ivan Illich. Dans *La convivialité,* écrit en 1973, Illich la considère depuis le prisme du « paradoxe des institutions » : la famille est une institution qui doit à la fois assurer le bien-être des individus et qui, tout à la fois, leur impose un ensemble de normes limitantes – constat que nous partageons, déjà rappelé dans ces pages[1173]. Il propose alors de repenser nos liens interpersonnels et familiaux depuis l'angle de la « convivialité », pour permettre à la famille d'enfin devenir une entité émancipatrice et fondée sur des relations plus égalitaires. Pareillement, *Une société sans école,* publié deux ans plus tôt, pose les bases d'une réflexion sur le traitement de l'enfance et de l'éducation, qui touche indirectement à la question de la famille : Illich y plaide pour une forme de déscolarisation, puisque l'école, dans son articulation à l'Etat, aurait pour objectif la production d'enfants dociles, futurs citoyens zélés et amputés de tout esprit critique[1174]. Si les travaux d'Ivan Illich ne peuvent que très difficilement être étiquetés d' « écoféministes », rappelons quand même que ceux-ci seront en partie repris par les théoriciennes et militantes qui s'en réclament, et qui y trouvent un pensée critique du quotidien[1175]. Le motif de la famille demeure

[1172] André GORZ, *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée, 1980.
[1173] I. ILLICH, *La Convivialité, op. cit.*
[1174] I. ILLICH, *Une société sans école, op. cit.*
[1175] Geneviève Pruvost, travaillant sur des « féminismes de la subsistance », se réfère à Ivan Illich.

pourtant marginal au sein de la pensée écologique. Plus encore, l'institutionnalisation de l'écologie politique achève de marginaliser ce motif, pour reformuler la question de la famille en des termes moins subversifs. Dès lors, au-delà de ces premiers écrits, nous identifions trois principales approches existantes des liens entre écologie et famille, que nous proposons d'appeler respectivement environnementaliste, néo-malthusienne et écoféministe.

Il existe une première approche des liens entre écologie et famille que nous nommerons « environnementaliste », et non écologiste, dans le sens où elle témoigne d'une prise en charge sectorielle et peu politique des enjeux environnementaux qui fait reposer sur les familles la responsabilité des dommages écologiques[1176]. Ici, les familles sont considérées comme des foyers privés et des unités de consommation : c'est justement cette consommation qu'il s'agit de raisonner, afin d'amoindrir ses impacts sur l'environnement. On observe par exemple l'essor d'un mouvement « zéro déchet », parfois encouragé par des politiques publiques au sein d'écoquartiers, soutenant les familles dans leur volonté de réduire leurs ordures domestiques. Bien sûr, ces initiatives sont louables et doivent être soutenues. Cependant, elles ne nous semblent pas pouvoir constituer la seule base à une transformation plus radicale de la société, dans une perspective vraiment écologiste. En effet, ces démarches, si elles devaient à elles seules incarner les liens entre famille et écologie, présentent à nos yeux plusieurs travers. D'abord, elles invitent à penser l'écologie depuis le seul prisme de la consommation, alors que c'est bien notre système de production qui mérite d'être en premier lieu questionné pour réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement et le climat. Puis, ces initiatives, aussi vertueuses soient-elles, courent le risque de tracer une frontière entre les « bons » et les « mauvais » foyers, sans prendre en compte les inégalités sociales qui affectent les familles de façon différenciée[1177].

A ces premières limites s'en ajoute encore une, qu'il nous faut considérer avec attention. Faire peser la responsabilité de la transition écologique sur les familles consiste selon à dépolitiser à la fois la famille et l'écologie. En effet, la famille est ici restreinte à une seule unité de consommation : il n'est pas question d'interroger les travers de cette

[1176] Nous reprenons ici la distinction établie entre écologisme et environnementalisme par Andrew Dobson, puis par Luc Semal, et déjà évoquée ici. L. SEMAL, *Face à l'effondrement*, *op. cit.*

[1177] La révolte des Gilets Jaunes, qui explose en France à partir de la fin 2018, incarne bien ce problème.

institution. Plus encore, il s'agit selon nous d'une dépolitisation de l'écologie, puisqu'on la confine au seul domaine du domestique. Pour mieux comprendre cet aspect, nous proposons de nous appuyer à nouveau sur la discussion entretenue entre Bruno Latour et les deux sociologues Luc Boltanski et Laurent Thévenot. Dans leur livre *De la justification,* ils avancent que les agents justifient leurs positionnements et actions en faisant référence à des systèmes de valeurs déjà bien éprouvés, qu'ils nomment « cités[1178] ». Chaque cité présente sa propre conception du « bien commun », d'un principe supérieur devant régir les comportements collectifs. À partir de celui-ci, découle un ensemble de valeurs glorifiées ou dévaluées selon les cités. De la même manière, chaque cité fait émerger un type de sujet spécifique, qui s'exprimera à l'occasion d'épreuves. Ainsi, chaque cité esquisse une « économie de la grandeur » : les êtres et leurs actions sont plus ou moins nobles, plus ou moins « grands » ou « petits », en fonction du prisme à travers lequel on les observe. Ils identifient alors six cités : de l'opinion, de l'inspiration, civique, marchande, industrielle, et enfin, domestique – cette dernière cité, on le devine, est bien celle de la famille. Bruno Latour, dans son article « Moderniser ou écologiser. À la recherche de la Septième Cité[1179] », reprend alors ce cadre théorique pour s'interroger sur la place qu'occupe l'écologie dans la typologie proposée par Luc Boltanski et Laurent Thévenot. Est-elle prise en charge par ces différentes cités, ou constitue-t-elle bel et bien une « septième cité », esquissant alors sa propre « économie de la grandeur » ?

Bruno Latour envisage d'abord que l'écologie puisse être prise en charge par la cité domestique. Celle-ci est régie par un principe supérieur commun qui doit être « l'engendrement des générations [1180] », elle s'appuie sur des valeurs telles que le respect de la famille et des aînés, la bonne tenue du foyer, la transmission intergénérationnelle, et par extension, l'ancrage territorial, des traditions. Les êtres sont invités à affirmer leurs subjectivités en tant que parents, à l'occasion d'épreuves que constituent, par exemple, les « réunions de famille[1181] » et autres rites domestiques. Ainsi, la cité domestique produit sa propre conception de la grandeur. Bruno Latour explique en quoi selon lui, cette cité pourrait être capable de traiter les enjeux écologiques :

[1178] Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur,* Paris, Gallimard, 2022.

[1179] B. Latour, « Moderniser ou écologiser. À la recherche de la Septième Cité », art. cit.

[1180] *Ibid.*

[1181] *Ibid.*

> « La plus grande partie des affaire entendues – dans le cas du paysage, de l'eau et des déchets – se rapportent sans difficulté à la cité domestique. Il s'agit de défendre un terroir, un patrimoine, une tradition, un lignage, contre le caractère insensé, déterritorialisé, apatride, monstrueux, d'une entreprise économique ou technique. À partir de ces principes de justification, on peut dénoncer sans scrupule la cité industrielle et, chose nouvelle, la cité civique[1182]. »

Si la cité domestique peut traiter des affaires environnementales, force est de constater, selon Bruno Latour, que ce registre de justification a été, à travers « deux cents ans d'esprit républicain et révolutionnaire » peu à peu dévalué. Le sociologue et philosophe envisage alors que l'originalité de l'écologie puisse précisément résider dans cette revalorisation du domestique :

> « Grâce à l'écologie, le monde domestique redevient en partie la chose publique qu'il était avant la république. L'alliance curieuse entre conservateurs, conservateurs du patrimoine et conservateurs de la nature s'explique alors aisément. Contre la cité civique ou industrielle, une autre justification reprenait de la fraîcheur après des centaines d'années de dénonciations impitoyables. En attaquant une ligne de TGV, un jardin, un nid d'oiseau rare, une vallée épargnée par la banlieue, on pouvait enfin être réactionnaire et moderne. Bref, l'originalité de l'écologie n'était qu'une apparence provisoire, le temps de réhabiliter la cité privée. [...] L'état de grandeur est donné par l'ancienneté, par la durée, par la familiarité. L'état de petitesse par le déracinement des arbres comme des gens[1183]. »

En faisant exister des motifs oubliés par les idéologies du progrès technique, l'écologie semble d'abord singulière. Mais cette apparence d'originalité s'estompe vite, à mesure que l'on croit reconnaître, derrière les argumentaires écologistes, la rhétorique de la cité domestique, déjà bien éprouvée quoiqu'un peu oubliée. Cette restriction ignore alors l'ambition idéologique des militants écologistes, qui portent un regard original sur l'ensemble de notre système de production et de consommation, sur les inégalités sociales et les conditions d'émancipation des humains, et non sur la seule défense apolitique de l'environnement. Ainsi, réduire les liens entre famille et écologie à une entreprise de responsabilisation des foyers privés, en charge de réduire leur impact sur l'environnement, est largement insuffisant. Une telle initiative dépolitise l'écologie tout en se refusant à penser la famille comme un objet paradoxal et central pour transformer nos sociétés : on est loin des préoccupations soulevées par André Gorz et Ivan Illich.

[1182] *Ibid.*p.9.
[1183] *Ibid.* p.10.

La famille comme enjeu démographique : Le néo-malthusianisme et ses limites

Observons une deuxième approche de notre problème, qui se distingue radicalement de la première et résonne très fortement avec la collapsologie : il s'agit du néo-malthusianisme, qui traite depuis l'angle démographique (mais pas seulement) les liens entretenus entre écologie et famille. En effet, les théories de l'effondrement, bien avant la collapsologie, s'inquiètent des effets de la surpopulation sur les équilibres environnementaux et sur le climat. Le rapport Meadows, par exemple, s'appuie largement sur ces questions démographiques pour théoriser différents scénarios d'évolution des sociétés occidentales[1184]. Avant même la publication de ces modélisations, Paul Ehrlich publie, en 1968, *The Population Bomb*, qui évoque la surpopulation mais aussi les niveaux de richesse[1185]. Enfin, William Catton, dans *Overshoot : The Ecological Basis of Revolutionary Change*, rappelle également, en 1980, le poids de la croissance démographique sur la « capacité de charge » des écosystèmes terrestres, lesquels font l'objet d'un « dépassement[1186] » (*overshoot*). Dès lors, l'idée selon laquelle il faudrait encadrer et limiter la natalité, héritée du XIXème siècle, se réaffirme au sein des écologistes des années 1970 et 1980, dans une perspective qualifiée, parfois à tort, de « malthusienne », et qui soulève de très nombreuses critiques. Cette revendication portant sur une limitation des naissances s'épuise progressivement, jusqu'à connaître un léger regain, quoique toujours marginal, avec le développement de la collapsologie. Rappelons d'abord combien la doctrine malthusienne, théorisée au XIXème siècle, est profondément réactionnaire. Dominique Bourg et Kerry Whiteside la résument ainsi dans leur article « Écologies politiques : essai de typologie » :

> « À leurs yeux, ce sont les pauvres qui devraient démographiquement décroître et qui menacent par leur surpopulation la survie de tous. Sont rejetés l'universalisme des règles morales et l'héritage du christianisme en matière d'attention prioritaire aux plus démunis. En revanche, le mode de vie des classes dominantes et des pays industriels n'est nullement dénoncé, alors même qu'il est à l'origine de l'explosion des flux d'énergie et de matière à compter des années cinquante[1187]. »

Reformulée dans un contexte contemporain, cette idée nauséabonde revêt pleinement sa dimension raciste : les populations non-occidentales, les plus pauvres et connaissant

[1184] D. MEADOWS, D. MEADOWS et J. RANDERS, *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, *op. cit.*

[1185] Paul R. EHRLICH, *The Population Bomb. Population control or race to oblivion ?*, New-York, Ballantine Books, 1968.

[1186] William CATTON, *Overshoot : The Ecological Basis of Revolutionary Change*, Champaign, University of Illinois Press, 1980.

[1187] Dominique BOURG et Kerry WHITESIDE, « Écologies politiques : essai de typologie », art.cit.

souvent des taux de natalité plus élevés, se trouvent stigmatisés[1188]. C'est à ce titre que les discours sur l'effondrement réinvestissant parfois les questions démographiques rencontrent de vives critiques.

Pour Mathilde Szuba, dans son article « Revisiter le malthusianisme ? [1189] », le spectre de Malthus fonctionne pourtant comme une caricature disqualifiante pour les écologistes qui s'aventureraient à soulever la question de la démographie. Or, il convient de distinguer la doctrine malthusienne du XIXème siècle du courant néo-malthusianien français du XXème siècle. La politiste évoque alors, en s'appuyant sur les travaux de Francis Ronsin, d'« irrespectueux disciples, qui corrigèrent les préconisations de Malthus pour faire de la limitation volontaire des naissances une stratégie d'agitation sociale et révolutionnaire »[1190]. Leur argumentaire, que retrace Mathilde Szuba, pourrait se résumer en une phrase : limitation des naissances et révolution sociale iraient de pair. En effet, les enfants se destinent à devenir des travailleurs, et leur augmentation risquerait d'accentuer le chômage et la misère. De la même manière, limiter les naissances, ce serait réduire le nombre de potentiels soldats, et donc la guerre[1191].

Le néo-malthusianisme pose pourtant encore plusieurs problèmes pour penser les liens entre écologie et famille sous un angle émancipateur. La première limite de cette approche est selon nous la suivante : elle participe à faire de l'expérience de la maternité

[1188] Ce sont elles qui devraient décroître démographiquement, et non les populations blanches. Les collapsologues évoquant la surpopulation se verront alors qualifiés de « malthusiens » et d' « écofascistes ». Ce dernier terme, popularisé par les récents travaux d'Antoine Dubiau et de Pierre Madelin, soulève de nombreux fantasmes. Pierre Madelin tente de caractériser plus rigoureusement cet « écofascisme » dans *La tentation écofasciste, écologie et extrême droite*. Cette pensée politique, notamment développée par la Nouvelle Droite dans les années 70, comprend alors plusieurs éléments : une forme d'autoritarisme, une importante composante identitaire et raciste, et enfin, une dimension sacrificielle. Au nom d'une entité jugée supérieure, comme par exemple les équilibres écosystémiques, une population sera désignée comme surnuméraire, perturbante. Dans notre contexte actuel, ce sont alors les populations non-occidentales, les personnes migrantes et racisées, qui se trouveront pointées du doigt, discriminées, violentées. P. MADELIN, *La tentation écofasciste, op. cit*. A. DUBIAU, *Ecofascismes, op. cit*

[1189] Mathilde SZUBA, « Revisiter le malthusianisme ? », *Ecorev' - Revue Critique d'Écologie Politique*, 2008.

[1190] *Ibid.* ; Francis RONSIN, *La Grève des ventres, propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Aubier - Flammarion, 1980.

[1191] Enfin, Mathilde Szuba rappelle combien les néo-malthusiens espèrent convaincre les femmes : « D'une part elles étaient les premières victimes de l'obscurantisme en matière de sexualité, exposées aux grossesses répétées et avortements clandestins, et d'autre part, il fallait obtenir leur soutien pour freiner la croissance démographique. Partageant la conception des féministes les plus radicales de l'époque, qui revendiquent pour les femmes la propriété totale de leurs corps, et donc le droit de choisir leurs grossesses, les néo-malthusiens estiment que le néo-malthusianisme est un combat féministe. » Plusieurs figures du féminisme rejoignent alors le mouvement, à l'instar de Gabrielle Petit, qui fonde en 1904 le journal *La Femme affranchie*, et certaines appelant à une « Grève des ventres ». M. SZUBA, « Revisiter le malthusianisme ? », art. cit.

le cœur des oppressions que connaissent les femmes. Bien entendu, le courant néo-malthusien visant avant tout à limiter les naissances, ne pouvait guère argumenter autre chose, et il faut bien considérer l'époque à laquelle celui-ci s'exprime pour se garder d'en faire une critique anachronique. Mais alors que ce mouvement s'épuise progressivement, la conception d'une maternité limitante demeure, bien tenace, dans les mouvements féministes blancs des décennies qui suivirent. On la retrouve reformulée derrière l'idée selon laquelle devenir mère arracherait les femmes aux potentialités qu'ouvrent le monde du travail. Or, tenir la maternité pour nécessairement limitante, c'est se priver des hypothèses et analyses issues des mouvements féministes noirs, et rappelés par bell hooks en 1982 :

> « Dans les débuts du mouvement de libération des femmes contemporains, les analyses féministes reflétaient les préjugés de race et de classe des participantes. Des femmes blanches de la classe moyenne ayant suivi des études supérieures défendaient l'idée que la maternité constituait un obstacle majeur à l'émancipation des femmes, que c'était un piège qui confinait les femmes à la maison, entravées par le ménage, la cuisine et l'éducation des enfants. Certaines d'entre elles considéraient tout bonnement la maternité et l'éducation des enfants comme le cœur de l'oppression des femmes. Si les femmes noires avaient exprimé leurs visions de la maternité, celle-ci n'auraient pas été désignée comme un obstacle majeur à notre liberté en tant que femmes[1192]. »

Au contraire, pour les femmes noires, qui ont « toujours travaillé », « dans les champs, dans les usines, dans les blanchisseries, dans les maisons des autres », la maternité est un « labeur humanisant ». C'est à travers celle-ci que les femmes peuvent s'affirmer « en tant qu'être humain exprimant de l'amour et de l'attention, alors que l'idéologie suprémaciste blanche prétendait que c'étaient là les signes précis d'une humanité dont les personnes noires étaient incapables [1193] ». Ainsi, une première limite du néo-malthusianisme pourrait tenir dans sa dimension féministe affichée, qui comporte quelque chose d'accidentellement féministe. D'ailleurs, et comme le souligne Mathilde Szuba, « les féministes de l'époque sont surtout des hommes[1194] ». On pourrait ajouter des hommes blancs, rejoints par quelques féministes blanches. Aujourd'hui, un « néo-néo-malthusianisme », qu'envisage d'ailleurs la politologue, ne pourrait en aucun cas être pensé par une minorité de personnes, *a fortiori* par des hommes, sans qu'on y perçoive, à juste titre, une énième tentative de déposséder les femmes de leurs propres corps.

[1192] bell HOOKS, *De la marge au centre - théorie féministe*, *op. cit.* p.243

[1193] *Ibid.* p.243.

[1194] M. SZUBA, « Revisiter le malthusianisme ? », art. cit.

Une seconde limite du néo-malthusianisme repose dans sa conception de la famille. Ici, la « famille » est moins tenue pour une unité de consommation que pour une unité de production. Il faut concéder qu'il y a dans cette approche de la famille quelque chose d'effectivement subversif : on reprend une conception traditionnelle de la famille pour mieux la retourner, pour mieux l'abolir. Cela explique d'ailleurs le succès du néo-malthusianisme auprès des milieux anarchistes, qui y voient un levier d'émancipation vis-à-vis de l'Etat[1195]. Pourtant, cette approche de la famille ne peut pas complètement nous permettre de traiter le paradoxe qui nous intéresse. Le néo-malthusianisme conçoit que la famille puisse être le reflet d'un ensemble de violences qui lui sont extérieures, mais ne décortique pas fondamentalement les violences internes aux foyers privés et les logiques contradictoires que développe la famille. Pour comprendre ces violences intra-familiales qui pourraient être matricielles, alimentant toutes les autres, et pour s'en émanciper, il faut en effet commencer par reconnaître que la famille, pour de très nombreuses personnes, est une condition nécessaire de la survie, de la subsistance quotidienne, et un refuge affectif. Ainsi, le néo-malthusianisme ne peut pas constituer à lui seul une perspective émancipatrice pour penser les liens entre écologie et famille, puisque celui-ci, depuis le seul prisme de la limitation des naissances, échoue selon nous à penser les ambiguïtés de la famille : ce n'est pas son objet.

3. La collapsologie, une invitation à repenser la famille dans une perspective écoféministe

A) Redéfinir la famille depuis une approche écoféministe

Les apports d'une approche écoféministe de la famille

Une troisième approche des liens entre famille et écologie politique a été développée par les écoféministes. Adoptons d'abord quelques précautions : l'écoféminisme supporte différentes branches théoriques et pratiques, un peu vite rassemblées derrière un seul et même terme[1196]. S'il vaut mieux évoquer des

[1195] *Ibid.*

[1196] Si le néologisme est forgé par Françoise D'Eaubonne en 1970, il ne serait « toutefois pas correct de réduire la notion à celle que l'on présente aujourd'hui comme la fondatrice du mouvement »,

écoféminismes, plus qu'un écoféminisme, soulignons également que certaines théoriciennes et militantes féministes et écologistes ne revendiquent pas cette étiquette, tout en développant des réflexions qui en sont fort proches[1197]. Geneviève Pruvost, dans *Quotidien Politique : Féminisme, écologie, subsistance,* parle plus volontiers de « féminisme de la subsistance [1198] » :

> « Si toutes les pensées que j'ai réunies sous l'appellation de féminisme de la subsistance ne se revendiquent pas de l'écoféminisme, si certaines s'ignorent, elles ont en commun de croiser une perspective de genre et une « perspective de subsistance » qui réévaluent les notions de modernisation, d'autonomie et d'émancipation féministe à l'aune de l'autogouvernement des sociétés de chasseurs-cueilleurs et des sociétés paysannes. La lutte pour l'égalité entre les sexes, sur le plan du droit, de l'accès à l'éducation et au travail, est à leurs yeux indissociable d'une critique radicale de la société de consommation, de l'industrialisation et du capitalisme[1199]. »

La sociologue avance qu'à l'intersection de l'écologisme et du féminisme se trouve une même interrogation concernant la « subsistance », comprise comme « l'autoproduction » pour répondre à « des besoins élémentaires ». En reprenant ce motif, Geneviève Pruvost s'inscrit d'ailleurs dans le prolongement direct des théorisations de Veronika Bennholdt-Thomsen et Maria Mies, qui revendiquent une vision du monde écoféministe. Dans *The Subsistence Perspective : Beyond the Globalized Economy,* elles affirment en effet que notre actuel système de production et de consommation ne se maintient que par l'exploitation d'un ensemble de groupes minorisés, parmi lesquels les femmes, et plaident pour une relocalisation des économies fondée sur la subsistance[1200].

En quoi les écoféministes et « féministes de la subsistance » nous permettent-elles d'envisager avec pertinence les liens entretenus entre famille et écologie ? Selon nous, cette approche présente l'intérêt de politiser ces deux motifs tout en refusant de les restreindre à des définitions trop simples. Notre ambition n'est pas de reproduire un seul

---

rappelle justement Caroline Lejeune. Avant même que le terme existe, des mouvements féministes et écologistes dénoncent la double oppression des hommes sur les femmes et sur les écosystèmes, l'imbrication du patriarcat et du productivisme, et la façon dont les femmes, notamment issues des Suds, se trouvent affectées par les dommages environnementaux. À partir de ce tronc commun, la pensée écoféministe développe différents courants : certains appellent de leurs vœux une forme plus marquée de spiritualité, d'autres défendent plutôt un écoféministe matérialiste, et ainsi de suite. Caroline LEJEUNE, « Françoise d'Eaubonne en son temps », *in Naissance de l'écoféminisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021, p. 9-24.

[1197] On pense par exemple à Silvia Federici. Voir notamment : Silvia FEDERICI, *Par-delà les frontières du corps,* Paris, Divergences, 2020.

[1198] Geneviève PRUVOST, « Penser l'écoféminisme. Féminisme de la subsistance et écoféminisme vernaculaire », *Travail, genre et sociétés*, 42-2, 2019, p. 29-47.

[1199] Geneviève PRUVOST, « Féminisme de la subsistance : la base matricielle des sociétés premières », *in Quotidien politique, op.cit.* p. 91-119.

[1200] Maria MIES et Veronika BENNHOLDT-THOMSEN, *The Subsistence Perspective : Beyond the Globalized Economy*, London, Zed Books Ltd, 1999.

et unique discours écoféministe sur la famille, mais plutôt de présenter les quelques éléments que nous en retenons. Cette perspective est intéressante en raison de son postulat de base, qui nous permet d'inscrire la famille au cœur même d'une réflexion écologiste : le patriarcat et le productivisme fonctionnent selon une logique de renforcement mutuel, constituent les deux revers d'une même médaille. En comparaison avec le néo-malthusianisme, cet énoncé est à la fois plus large que le lien souligné entre maternité et productivisme, nous invitant à penser l'ensemble des oppressions que subissent les femmes, et plus directement tourné vers la recherche de leur émancipation. Dès lors, l'écoféminisme permet de penser la « famille » selon différents prismes : à la fois comme une institution malfaisante, comme un refuge affectif, comme une cellule engendrant sa propre capacité de reproduction via la prise en charge de besoins primaires. En adoptant l'ensemble de ces définitions, l'écoféminisme permet aussi de dépasser la seule approche biologique de la famille, pour s'intéresser aux familles « choisies » et aux nouvelles formes de parentalités existantes. Par ailleurs, l'écoféminisme présente à nos yeux un autre intérêt : elle se range définitivement du côté de l'écologie politique, en refusant de réduire l'écologisme à une seule défense apolitique de l'environnement. Par définition, l'écologie politique que défendent ces femmes doit se donner pour objectif l'émancipation des êtres, l'affirmation de subjectivités multiples, l'abolition des rapports de domination. Ainsi, en adoptant cette lunette, il est possible de distinguer au sein de la notion de « famille » ce qui est effectivement porteur pour les individus et ce qui est destructeur. Nous pouvons reformuler notre problème initial (à savoir, comment faire de la famille un espace d'émancipation alors même que celle-ci a été construite comme une institution malfaisante au service d'idéologies conservatrices ?), en différents paradoxes auxquels nous tâcherons de répondre.

D'un côté, la famille repose sur des liens de tendresse réciproques et doit garantir aux individus une sécurité affective : la famille est le lieu de l'amour. À cette première conception de la sécurité s'en ajoute une autre, comprise comme sécurité matérielle, puisque la famille suggère la prise en charge d'un ensemble de tâches domestiques pour répondre à nos besoins primaires. Pourtant, la famille entretient aussi, et en même temps, une série de rapports de subordination et de domination (les maris sur les femmes ; les adultes sur les enfants) qui en font un lieu particulièrement violent. De la même manière, en tant qu'institution se définissant par rapport à un « idéal familial », elle oppose à l'épanouissement des individus un ensemble de normes et d'attentes patriarcales et

aliénantes. La famille fait donc coexister en son sein amour et sécurité matérielle, mais aussi violence et restriction de la liberté. Pour espérer remédier à ces tensions et redéfinir la famille, il s'agit d'abord de retravailler notre conception de l'amour en l'inscrivant résolument du côté de la libération. Par conséquent, si l'amour doit être redéfini depuis un idéal de liberté, il nous faut également redéfinir cet idéal, en le pensant dans un cadre théorique qui reconnaît le labeur nécessaire à la subsistance. Ces tensions, identifiées en décortiquant la famille, font émerger de grands concepts de la théorie politique : sécurité et liberté sont mis face à face. Ces notions constituent d'ailleurs des valeurs substantielles des démocraties occidentales[1201]. Il se pourrait ainsi que la famille puisse constituer un terrain d'expérimentation adéquat pour repenser des valeurs substantielles de la démocratie.

A partir de la famille, repenser la tension entre sécurité et liberté

La notion de « sécurité » connaît bien des définitions et conceptualisations. Considérée depuis le prisme de la famille, celle-ci se décline selon deux dimensions, l'une affective, l'autre matérielle. La sécurité affective pourra alors être rapprochée, dans un premier temps, du concept peu opérant « d'amour ». Or, voilà une notion bien difficile à appréhender. Dans son essai À *propos d'amour*, bell hooks souligne une « confusion » autour du terme, qui ne paraît pas supporter de définition communément admise ; un flou conceptuel qui, selon elle, « est à la source de notre difficulté à aimer [1202] ». Elle propose alors de caractériser l'amour comme « la volonté de s'étendre soi-même dans le but de nourrir sa propre croissance spirituelle ou celle d'autrui [1203] ». Premièrement, cette « volonté » n'est donc pas un sentiment instinctif, mais un « acte », un choix : « On n'est pas obligé d'aimer, on le décide [1204] ». Si l'amour désigne un acte plus qu'une seule émotion, cela signifie qu'il doit avoir des conséquences matérielles et concrètes, et « il devient clair qu'on ne peut pas à la fois aimer une personne et se montrer blessant-e ou

[1201] D'ailleurs, ce sont précisément ces principes démocratiques qui se trouvent mis en compétition en temps de crise : chaque catastrophe, qu'il s'agisse d'attentats terroristes ou d'une pandémie mondiale, vient questionner l'articulation entre « sécurité » et « liberté », selon des définitions changeantes, mais toujours dans un même bras de fer. On renoue ainsi avec l'un des chantiers de la théorie politique environnementale identifié par Luc Semal, consistant à retravailler ces grandes notions depuis un prisme environnemental. L. SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », art. cit.

[1202] bell HOOKS, *À propos d'amour*, *op. cit*. p.29.

[1203] *Ibid.* p.29.

[1204] *Ibid.* p.29.

maltraitant-e [1205] » : l'amour peut être observé quotidiennement. Dans la même optique, si aimer est toujours un « choix », il s'agit là d'un acte de liberté, à travers lequel les êtres affirment leur subjectivité. Deuxièmement, selon cette définition de l'amour, il ne peut se donner pour idéal que la « croissance spirituelle » de soi et d'autrui, à savoir son épanouissement, son affirmation, qui lui permettront d'effectuer à son tour différents choix : l'amour, ici, est conçu comme nécessairement tenu vers l'accroissement de la liberté de l'être chéri. Aimer, dès lors, est à la fois un acte de liberté et un ensemble d'actions quotidiennement répétées dans l'intérêt de la liberté d'autrui. Cette définition contribue d'abord à résoudre la tension entre sécurité affective et restriction de la liberté.

Par ailleurs, cette définition est proche de l'éthique du « care » (ou du « soin » en français), réinvestie par les féministes et écoféministes à partir des travaux de la philosophe et psychologue Carol Gilligan[1206]. L'éthique du *care* peut se comprendre comme une « théorie morale contextuelle » : les situations interpersonnelles ne sont plus régies depuis un seul ensemble de règles et de normes juridiques, mais depuis la « recherche d'un équilibre entre le souci de soi et le souci des autres », s'éprouvant dans des contextes précis. Loin de se limiter à un seul effort de compassion envers autrui, le « soin » doit s'incarner dans un ensemble de pratiques quotidiennes. Dès lors, penser nos liens affectifs depuis l'angle du soin permet non seulement de dépasser la tension entre sécurité affective et restriction de la liberté, mais aussi de réintégrer pleinement la sécurité matérielle dans le champ de l'amour. Aimer, ce n'est pas seulement faire des câlins à ses enfants et leur adresser des mots tendres, mais aussi répondre à leurs besoins primaires. Ainsi, l'on peut redéfinir la famille comme une communauté fondée sur la pratique de soins, poursuivant et incarnant un idéal d'épanouissement affectif et physique des membres de ladite communauté.

La notion de « liberté » connaît elle aussi un très grand nombre de théorisations. Lorsqu'on observe ce concept à l'aune de la famille, deux principales définitions s'en dégagent. Premièrement, nous comprenons sous ce terme l'émancipation des individus, dont l'épanouissement ne doit pas être entravé par l'exercice d'un pouvoir limitant, confinant à la domination. C'est en ce sens que la liberté doit être à la fois l'origine de la

[1205] *Ibid.* p.30.

[1206] Carol GILLIGAN, « Le care, éthique féminine ou éthique féministe ? », *Multitudes*, 37-38-2-3, 2009, p. 76-78 ; Carol GILLIGAN, *In a Different Voice. Psychological Theory and Women's Development*, Cambridge, Harvard University Press, 2016.

famille (en affirmant qu'aimer est un « choix » à travers lequel un individu affirme sa subjectivité) et l'objectif qu'elle poursuit (selon la conception de l'amour que nous avons présentée). Cette première approche de la liberté se rapproche alors d'une forme de « libération » s'opposant à la coercition. Mais la liberté, considérée depuis l'angle de la famille, peut aussi prendre un autre sens. Si la notion de famille suggère la prise en charge de la subsistance de ses membres, force est de constater que cette charge peut être inégalement répartie entre les individus. Certains se trouveront donc « délivrés » d'une charge comprise comme un « fardeau », détournant d'activités jugées plus nobles, plus intellectuelles ou créatives. C'est en tout cas la proposition d'Aurélien Berlan, qui expose dans *Terre et liberté : la quête d'autonomie contre la délivrance* les différents foyers de sens de la notion de liberté [1207]. Selon lui, les démocraties occidentales reposent sur une définition de la liberté qui correspond à un idéal de « délivrance » : il faut se délivrer des contraintes matérielles liées au travail reproductif, en en confiant la charge à des populations opprimées, femmes et peuples colonisés. À cette « délivrance », Aurélien Berlan oppose, comme Geneviève Pruvost, le concept « d'autonomie », ainsi défini :

> « Derrière l'autonomie que j'ai opposée à la délivrance, ce n'est pas le concept kantien d'autonomie (morale) qu'il faut voir mais plutôt la Selbstständigkeit, la capacité à se prendre en charge, individuellement et collectivement, au lieu de s'en remettre à des organisations extérieures qui, inévitablement, finissent par prendre en main la gestion de nos vies[1208]. »

Cette autonomie est à la fois matérielle et politique, et plus encore, elle n'est politique que si elle est d'abord matérielle. Substituer à un idéal de délivrance un idéal d'autonomie suppose alors plusieurs renversements dans notre conception de la liberté. D'abord, elle fait de la subsistance le pilier d'une possible émancipation politique : le « fardeau » se transforme en une responsabilité permettant de s'affirmer comme sujet politique. L'autonomie matérielle est doublement libératrice, puisqu'elle doit abolir l'oppression exercée sur des groupes minorisés qui prennent en charge non pas leur propre subsistance, mais celle des autres, tout en nous permettant de résister à un pouvoir exercé par un tiers. La famille, revisitée depuis le prisme de l'autonomie, nous pousse alors à répartir plus équitablement la charge de la subsistance, tout en reconnaissant sa dimension paradoxalement émancipatrice. La famille tend à devenir une communauté autonome.

[1207] A. BERLAN, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, Paris, La Lenteur, 2021.

[1208] Aurélien BERLAN, « Autonomie et délivrance. Repenser l'émancipation à l'ère des dominations impersonnelles », *Revue du MAUSS*, 48-2, 2016, p. 59-74.

Pour résumer, la « sécurité », pensée depuis la famille et dans une perspective écoféministe, doit devenir une pratique réciproque de soins, à travers laquelle les membres d'une communauté cherchent à accroître la capacité de ses membres à s'affirmer comme « libres ». Cette « liberté » doit alors désigner à la fois un mouvement de libération des êtres face à des normes patriarcales et un ensemble de pratiques violentes, et l'affirmation de l'autonomie matérielle et politique des individus. Ainsi, s'il on reconnaît que la subsistance, comme l'affirme Geneviève Pruvost, est « une action directe sur le vivre-ensemble et le bien vivre » et donc « la fin et le moyen de l'action politique [1209] », et s'il on admet que la famille est étymologiquement et historiquement liée à cette subsistance, la placer au cœur des préoccupations écologistes semble bel et bien nécessaire. Revisiter notre conception de la famille en ce sens, c'est expérimenter quotidiennement une autre approche de valeurs démocratiques.

B) Redéfinir ou abolir la famille ?

Élargir les définitions de la famille

Nous avons exposé les fondements de ce que nous tenons pour une redéfinition théorique de la famille, dans une perspective écoféministe. Nous nous heurtons pourtant à présent à une double difficulté. D'abord, le terme de « famille » convient-il vraiment pour qualifier ces nouvelles cellules de soin ? Ne sommes-nous pas en présence d'une autre forme d'organisation sociale, qui occupe les fonctions positives traditionnellement associées à la famille tout en excédant son seul périmètre ? Et deuxièmement, comment soutenir concrètement l'affirmation et la multiplication de ce type d'organisations collectives répondant aux préoccupations des effondristes ? Autrement dit, à quelles conditions, non plus théoriques mais bien pratiques, peut-on effectivement transformer la « famille », voire la dépasser ? En effet, les « féministes de la subsistance » et écoféministes qui expérimentent d'ores et déjà ce type d'organisation ne revendiquent pas nécessairement la notion de « famille », voire s'en dissocient fermement. Toute la question est de savoir s'il faut plutôt élargir notre approche de la famille, quitte à en hypertrophier le concept, ou s'il faut tout bonnement « abolir la famille[1210] », selon la

[1209] G. PRUVOST, *Quotidien politique, op. cit*. p.330.
[1210] M. E. O'BRIEN, *Abolir la famille, op. cit.*

formule de Michelle O'Brien. Cette interrogation doit entraîner des conséquences stratégiques pour les militants et militantes écologistes qui souhaiteraient, face à un effondrement systémique, redéfinir le projet politique de l'écologie. Observons ces deux voies, en nous gardant bien de trancher en faveur de l'une ou de l'autre, avant de considérer ce que celles-ci partagent inévitablement.

La première piste consiste à élargir le spectre de la « famille » en combattant méthodiquement « l'idéal familial » que nous avons décrit plus tôt et en offrant une même reconnaissance et de mêmes droits à celles et ceux qui revendiquent un désir de famille. Cette piste a pour conséquence directe d'élargir le front de l'écologie politique, en s'intéressant plus directement aux problématiques des individus et groupes d'individus qui souffrent de cet « idéal familial ». C'est qu'aujourd'hui encore, toutes les familles ne sont pas reconnues comme telles et ne disposent pas des mêmes droits et moyens, en France et ailleurs. Fatima Ouassak, dans ses deux ouvrages *La puissance des mères* et *Pour une écologie pirate,* s'intéresse aux entraves que connaissent les familles vivant en quartiers populaires, souvent racisées, issues de l'immigration et partagées entre une terre française qui leur est confisquée, et une terre des ancêtres lointaine, parfois inconnue[1211]. Elle montre comment les enfants de quartiers populaires se voient confisqués de leur statut d'enfants, puisque les jeunes garçons, notamment, seront perçus comme menaçants dès lors qu'ils investissent les rues de leurs quartiers. Elle évoque aussi des « politiques d'étouffement [1212]» : les pollutions de l'air, plus importantes en quartiers populaires, la présence policière et l'architecture convergent pour étouffer les individus et les enfants racisés. Ces politiques, qu'incarnent bien les « hauts murs blancs » des cités, « n'ont d'autre fonction que d'humilier les enfants, de leur faire comprendre, et même incorporer l'idée qu'ils sont indésirables [1213] ». En adoptant l'angle de la famille, Fatima Ouassak entend alors redéfinir le projet de l'écologie politique pour penser l'écologie depuis les quartiers populaires.

De la même manière, en travaillant le motif de la famille pour en élargir le spectre et déconstruire un « idéal familial » malfaisant, l'écologie politique pourrait redéfinir son projet politique et élargir son front de lutte en s'intéressant plus directement encore aux

[1211] F. OUASSAK, *La puissance des mères, op. cit* ; Fatima OUASSAK, *Pour une écologie pirate. Et nous serons libres*, Paris, La Découverte, 2023.

[1212] F. OUASSAK, *Pour une écologie pirate, op. cit*. p.73.

[1213] *Ibid*.p.77.

revendications féministes, à celles des personnes LGBTQ+ et des personnes trans, portant à la fois sur l'accès à la parentalité et la reconnaissance des familles « choisies ». Sous ce terme, nous comprenons les cellules de soin qui se forgent par-delà la seule parentalité biologique, voire par-delà la parentalité tout court. Dès lors, notre lecture écoféministe de la collapsologie tente de faire converger les revendications des effondristes, exprimant leur volonté de prendre soin des êtres qui leurs sont chers, et celles de groupes minorisés et entravés dans leur désir de faire famille librement, humiliés par un « idéal familial » que l'écologie politique aura pour tâche de combattre. Élargir le spectre de la famille permettrait alors d'agir sur l'écologie politique elle-même, laquelle s'alimenterait d'une diversité de fronts de lutte.

Comprenons-nous bien. Il ne s'agit en aucun cas, ici, d'instrumentaliser les problématiques et revendications portées par ces personnes marginalisées, qui constitueraient un potentiel réservoir de voix dans une logique électoraliste. Il s'agit plutôt de transformer substantiellement l'écologie politique en confiant sa redéfinition à ces personnes - ce qu'elles font d'ores et déjà, comme le prouve l'exemple des communautés écoféministes auxquelles s'intéresse Geneviève Pruvost. Elargir le front de l'écologie politique en en confiant la redéfinition à ces groupes minorisés, c'est reconnaître que l'écologisme, en tant que pensée politique, et les écologistes, en tant que militants, ne sont pas naturellement, toujours déjà, acquis à des revendications sociales, féministes et anti-racistes. C'est encourager l'écologie politique à se reconstruire depuis une diversité de revendications politiques, qui feront émerger différentes recompositions et hybridations idéologiques. Un tel projet passe par un ensemble de pratiques, allant de la formation des militants et militantes écologistes aux problématiques relatives aux oppressions systémiques, à la création d'alliances entre différents collectifs militants. Ces convergences existent actuellement : on pense par exemple au travail commun engagé par Alternatiba et le Collectif Adama[1214]. Elles soulèvent aussi de nombreuses questions, étudiées par Renda Belmallem, puisque ces collectifs se heurtent à un racisme quotidien, à des traitements différenciés de la part des médias et institutions[1215]. Ces convergences, et les difficultés qu'elles connaissent, nous permettent encore une fois de nuancer l'idée selon laquelle l'écologisme présenterait une doctrine stabilisée et acquise par tous ces

[1214] Alternatiba est une association écologiste ; le Collectif Adama a été créé suite au meurtre d'Adama Traoré par la police française le 19 juillet 2016. Renda BELMALLEM, *Penser l'écologie depuis les quartiers populaires. Enjeux politiques de l'impact du Front de Mères au sein du champ écologique, op.cit.*

[1215] *Ibid.*

militants, allant dans le sens d'une reconnaissance des oppressions systémiques. Ainsi, multiplier et chérir ces alliances pourraient permettre de vivifier l'écologie politique, en l'invitant à revendiquer sa diversification théorique.

Abolir la famille ?

Une autre piste, plus directement révolutionnaire, consiste à tendre progressivement vers une abolition de la famille. Il s'agit de lui substituer des formes plus larges de communautés, fondées sur des pratiques de soin réciproques et un idéal d'autonomie, en abandonnant une bonne fois pour toute le terme de « famille ». Michelle O'Brien plaide très directement pour cette voie, en argumentant que « la famille choisie et la diversité familiale, qui méritent toutefois d'être défendues, n'incluent pas les innombrables façons dont les gens peuvent choisir de se rapporter les uns aux autres [1216] ». Se référer à la notion de famille, même en la redéfinissant et en tâchant d'en élargir le spectre, limiterait toujours toute transformation de la société. On pourrait nuancer cette idée en argumentant que l'élargissement du spectre de la famille permet justement, et progressivement, de tendre vers son abolition. Geneviève Pruvost souligne l'évolution des cellules familiales :

> « La chance historique des transformations de la cellule familiale, c'est qu'en étant très réduite (le plus souvent aux parents et à quelques enfants, sans cohabitation intergénérationnelle, ni parentèle étendue), elle ne fait plus monde. [...] Divorce, famille recomposée, emménagement des enfants à distance des parents obligent à élargir le cercle des amis[1217]. »

Si les familles évoluent dans leurs formes traditionnelles, les familles choisies, composées depuis le « cercle des amis », gagnent du terrain. Cette transformation permet de penser des pratiques de soin et formes d'organisation sociale pouvant se passer tout à fait de la notion de « famille ». Mais l'hypothèse de l'abolition de la famille excède largement la seule reconnaissance des diversités familiales : en envisageant la redirection du soin vers d'autres formes d'organisations sociales plus larges, cette proposition tend vers d'autres formes d'abolition encore, à commencer par celle de l'Etat. Or, nous retrouvons là encore un point de clivage de l'écologie politique, dont la pensée de l'Etat et le rapport à ses institutions demeure pétri d'ambivalences. Ainsi, la proposition de Michelle O'Brien, comme celle de Geneviève Pruvost, convergent et plaident pour des formes

[1216] M. E. O'BRIEN, *Abolir la famille, op. cit.* p.238.
[1217] G. PRUVOST, *Quotidien politique, op. cit.* p.330.

d'organisations politiques se passant d'Etat et revêtant une dimension libertaire[1218]. L'une appelle de ses vœux la création de « communes », l'autre s'intéresse, entre autres, aux propositions biorégionalistes. Dès lors, la piste de l'abolition de la famille au profit de communautés et devant entraîner l'abolition de l'Etat resserre le projet politique écologiste. Il ne s'agit plus, ici, d'encourager la diversification théorique et pratique de l'écologie politique, mais de reconstruire son projet idéologique autour de sa branche libertaire.

C) Avant toute chose, « politiser l'enfance[1219] »

Réinvestir politiquement l'enfance

Ces deux voies diffèrent dans l'horizon qu'elles se donnent, l'une s'avérant plus réformiste que l'autre, et peut-être aussi plus aisément accessible dès aujourd'hui. Elles n'ont pas non plus les mêmes implications pour l'écologie politique. La piste de la reconnaissance de la diversité familiale ouvre l'écologie politique à une multiplicité d'hybridations théoriques possibles, là où la piste de l'abolition de la famille, indissociable d'une condamnation de l'Etat, tend vers une redéfinition libertaire du projet idéologique écologiste. Ces deux propositions ont pourtant des points communs : elles participent d'une redéfinition substantielle de la « sécurité » et de la « liberté ». Plus encore, elles nécessitent toutes deux un même effort : se mettre à hauteur d'enfant. En effet, pour commencer dès maintenant à transformer très concrètement la « famille », il semble pertinent de s'attaquer d'abord aux rapports de parentalité qu'elle suggère dans sa forme traditionnelle. Cela signifie à la fois définir la famille au-delà de cette seule parentalité, et comprendre quelles sont les oppressions que les adultes exercent, de manière structurelle, sur les enfants ; lesquelles façonnent alors leurs représentations du monde social jusque dans l'âge adulte. Dès lors, pour transformer la société depuis une redéfinition de la famille, peut-être nous faut-il commencer par « politiser l'enfance [1220] ». Un tel projet peut étonner. Après tout, et comme le souligne Vincent

[1218] Dans le sens du municipalisme libertaire de Murray Bookchin. Voir par exemple Murray BOOKCHIN, *Pouvoir de détruire, pouvoir de créer, op.cit.*

[1219] V. ROMAGNY, J. D. ALAMER, J. KITZINGER, G. LEROY et T. PITERBRAUT-MERX, *Politiser l'enfance, op. cit.*

[1220] *Ibid.*

Romagny, l'enfance peut être perçue comme « le moment de la vie auquel on devrait épargner les querelles partisanes et sur lequel il importe de faire consensus »[1221]. Pourtant, et comme nous le suggérions à travers la thèse du « futurisme reproductif », l'enfance fait déjà l'objet de « combats, polémiques et instrumentalisations politiques »[1222]. Pour relancer le projet de l'écologie politique autour d'une réflexion critique de la famille, il convient de réinvestir cet objet en se demandant quelles oppressions connaissent les enfants, celles et ceux qualifiés et reconnus juridiquement comme « mineurs ».

Réfléchir au lien entre politique et enfance engage à considérer trois échelles. Michel Foucault, dans *Les Anormaux, Cours au Collège de France.1974-1975* propose de comprendre l'art de gouverner, tel qu'il se développe jusqu'au XVIIIème siècle, depuis le prisme du « gouvernement des enfants [1223] ». En effet, et comme le souligne Rémi Lenoir dans sa lecture du texte foucaldien, le gouvernement de l'Etat, lorsqu'il repose sur une organisation du pouvoir souverain, est associé à celui de la famille, qui s'exerce sur les enfants. Il revient à l'Etat de

> « gérer comme il faut les individus, les biens, les richesses, comme on peut le faire à l'intérieur d'une famille, comme peut le faire un bon père de famille qui sait diriger sa femme, ses enfants, ses domestiques [1224].»

Le gouvernement des enfants est le modèle sur lequel s'appuie la souveraineté de l'Etat. Cependant, en raison du développement des sciences notamment, les formes de gouvernementalités évoluent pour laisser place à un autre type de pouvoir : le « système disciplinaire [1225] », plus normatif encore qu'un système souverain, la « discipline » désignant une « force positive d'incitation, d'orientation[1226] » des individus. Dans ce type de système, la famille, autrefois modèle de gouvernementalité, en devient l'instrument, le lieu depuis lequel il devient possible d' « injecter » les enfants dans des « appareils disciplinaires [1227]», parmi lesquels l'école ou le service militaire. Les enfants éprouvent

[1221] *Ibid.* p.19.

[1222] *Ibid.* p.19.

[1223] Michel FOUCAULT, *Les Anormaux. Cours au Collège de France, 1974-1975*, Paris, Seuil, 1999.

[1224] Rémi LENOIR, « Famille et sexualité chez Michel Foucault », *Sociétés & Représentations*, 22-2, 2006, p. 189-214 ; M. FOUCAULT, *Les Anormaux. Cours au Collège de France, 1974-1975*, *op. cit*.

[1225] R. LENOIR, « Famille et sexualité chez Michel Foucault », art. cit ; M. FOUCAULT, *Les Anormaux. Cours au Collège de France, 1974-1975*, art.cit.

[1226] R. LENOIR, « Famille et sexualité chez Michel Foucault », art. cit ; M. FOUCAULT, *Les Anormaux. Cours au Collège de France, 1974-1975*, art.cit.

[1227] R. LENOIR, « Famille et sexualité chez Michel Foucault », art. cit ; M. FOUCAULT, *Les Anormaux. Cours au Collège de France, 1974-1975*, *op. cit*.

alors, dans et au dehors de la famille, un ensemble de dispositifs de disciplines qui participent des oppressions qu'ils connaissent, qui jouent sur leurs capacités à affirmer leurs subjectivités et qui assujettissent leurs corps. Ce type de pouvoir, caractérisant les sociétés jusqu'au XXème siècle, évolue encore sous l'effet de la mondialisation et l'accélération des échanges, pour tendre vers ce que Gilles Deleuze appelle des « sociétés de contrôle ». Les institutions disciplinaires, fermées sur elles-mêmes et se fixant leurs propres visées normatives, voient leurs frontières s'effacer pour étendre insidieusement la logique disciplinaire à la société entière : « De l'individu *effectivement discipliné*, nous sommes passés à l'individu *potentiellement contrôlable* [1228] ». Politiser l'enfance, dans l'objectif de libérer les enfants des violences qu'ils connaissent, c'est donc placer la réflexion à trois niveaux, correspondant aux trois types de pouvoir qu'ils rencontrent. C'est, premièrement, remettre en question la souveraineté des parents au sein de la cellule familiale[1229]. Deuxièmement, politiser l'enfance, c'est questionner le pouvoir disciplinaire qu'exercent sur eux les institutions prenant en charge une partie de leur éducation, par exemple en repensant le modèle de l'école, compris par Tal Piterbraut-Merx comme relevant d'une « captation temporelle » : le temps du jeu, de l'expérience, du rêve, se voient raccourci face au temps scolaire, où l'apprentissage peut parfois être violent. On retrouve d'ailleurs dans cet argument la critique de l'école que développe Ivan Illich[1230]. Enfin, troisièmement, politiser l'enfance, c'est interroger leurs capacités à résister à un potentiel contrôle diffus dans nos sociétés contemporaines. Cela signifie que prendre au sérieux les violences connues par les enfants ne peut pas se limiter à quelques « réformes juridiques ou pédagogiques isolées, mais doit l'être à travers une réflexion critique sur l'ensemble des institutions sociales [1231] ».

[1228] Didier OTTAVIANI, « Foucault - Deleuze : de la discipline au contrôle », *in* Emmanuel DA SILVA (dir.), *Lectures de Michel Foucault. Volume 2 : Foucault et la philosophie*, Lyon, ENS Éditions, 2003, p. 59-73.

[1229] C'est, par exemple, apprendre aux enfants qu'ils ont le droit de contrôler leurs propres corps, en refusant de « faire un bisou » pour un oui ou pour un non, comme invitent à le faire plusieurs campagnes de prévention. Bien sûr, on ne peut pas inviter les enfants à s'affirmer sans interroger, réciproquement, les postures des adultes. Pour Tal Piterbraut-Merx, il s'agit ainsi de « déstabiliser la hiérarchie de pouvoir au sein de l'institution familiale ». Cette déstabilisation peut aussi être alimentée par des formes de parentèles élargies, incluant des personnes tierces de confiance dans le champ de la « famille », tout comme par la désarticulation du lien construit entre procréation, gestation et droits juridiques. V. ROMAGNY, J. D. ALAMER, J. KITZINGER, G. LEROY et T. PITERBRAUT-MERX, *Politiser l'enfance*, *op. cit.* p.51 et suivantes.

[1230] I. ILLICH, *Une société sans école*, *op. cit.*

[1231] *Ibid.* p.59.

Des enfants qui désarment

Cette réflexion à trois échelles nous inspire deux réflexions. Premièrement, on pourra argumenter que cette redéfinition de la famille à « hauteur d'enfant », présente un double inconvénient : ne sommes-nous pas, en tant qu'adultes, en train de projeter à nouveau sur l'enfance l'image que l'on s'en fait ? Plus encore, est-il nécessaire d'être parent, de faire un enfant pour véritablement éprouver cette redéfinition de la famille ? Si l'enfance nous semble être le bon point de départ pour réinventer la famille et donc, à terme, la société, nous nous devons d'observer ces deux arguments de poids. Nous proposons de les surmonter en adoptant une proposition de Tal Piterbraut-Merx. Rencontrant ces mêmes difficultés, celui-ci souligne la singularité des rapports de domination entre adulte et enfant : tous les adultes ont autrefois été des enfants. Iel en appelle alors à une « réminiscence politique[1232] » de notre enfance : les adultes sont invités à se souvenir l'enfant qu'ils ont été, à se remémorer très exactement les dispositifs disciplinaires rencontrés, pour mieux envisager leur transformation. Deuxièmement, si les « familles » que nous imaginons, redéfinies dans une logique écoféministe, adoptent une telle approche de l'enfance, il se pourrait qu'elles deviennent un lieu d'apprentissage de « l'attitude critique » chère à Michel Foucault et déjà évoquée dans ces pages. Parce qu'elle doit venir mettre en crise l'exercice de la gouvernementalité, cette attitude se comprend alors comme un « art de n'être pas tellement gouverné [1233] ». Les « familles », ou autres formes de cellules de soin que nous envisageons ici, pourraient alors à la fois apprendre aux enfants l'art d'aimer, fondé sur le respect d'autrui et de sa liberté, celui d'être autonome, de prendre en charge une partie des tâches relatives à la subsistance, tout en leur apprenant à faire l'exercice d'une telle attitude. Cela signifie leur ménager l'espace nécessaire à l'expression d'une possible désobéissance, leur permettre d'effectivement « ne pas tellement être gouverné ». Par ailleurs, cette attitude de défiance éprouvée depuis des « contre-conduites » toujours « locales et stratégiques », nous avait semblé absolument centrale dans les pratiques de résistance écologistes qui nécessitent de développer un rapport critique au pouvoir, qu'il soit politique, économique ou technoscientifique.

[1232] T. PITERBRAUT-MERX, « « Conjurer l'oubli : Pour une réminiscence politique de nos enfances » », art. cit.

[1233] *Ibid.*

Face à un effondrement systémique, les individus rencontrés s'inquiètent donc pour les êtres qui leurs sont chers, et cherchent à « protéger leurs familles ». Ils se demandent ce que deviendront leurs enfants, ou se gardent d'en faire, parfois contre leurs désirs. Et en effet, à quoi bon tenter d'éduquer des enfants dans un monde qui, tant sur le plan environnemental et climatique que démocratique, semble s'effondrer ? Pour espérer répondre aux préoccupations de nos enquêté·es, pour envisager « protéger sa famille » sans tomber dans un survivalisme xénophobe et violent, il nous faut réinventer la famille, et pour cela, retravailler nos rapports à l'enfance. Il nous faut envisager que les enfants puissent se soustraire à leur prétendue « vulnérabilité » intrinsèque, considérer que les enfants sont capables de désobéir. Plus encore, nous ne proposons rien de moins que de faire de la « famille », ou de ces cellules de soin que chacun nommera comme il l'entend, le lieu depuis lequel adultes et enfants apprennent à désobéir lorsque nécessaire. Lorsque nécessaire : lorsqu'une entité affirme un peu vite avoir une autorité légitime sur les individus, lorsque des relations de soins réciproques se trouvent menacées de disparaître, lorsque les êtres se trouvent entravés dans leurs capacités à être. Autrement dit, nous proposons de redéfinir la « famille » non pas pour la « protéger », mais pour renouer collectivement avec des capacités de « désarmement » de politiques écocidaires et réactionnaires. Nous proposons de la redéfinir non pour réhabiliter un idéal familial se déclinant en politiques natalistes, mais pour refuser fermement l'instrumentalisation de nos liens affectifs par des projets idéologiques ennemis.

Conclusion : Élargir les frontières de l'écologie politique

Alors que nous écrivons ces lignes, le motif de la famille est réinvesti par une diversité de forces politiques. Les partisans de la droite et de l'extrême-droite affirment un idéal familial raciste face à des flux migratoires dont l'envergure et les effets se trouvent fantasmés. À droite encore, le Président de la République française Emmanuel Macron a prononcé le 16 janvier 2024 un discours appelant au « réarmement démographique » de la France, renvoyant violemment au « futurisme reproductif [1234]» de Lee Edelman, dans un vocabulaire martial réaffirmant la famille comme cellule de

[1234] L. EDELMAN, *No Future*, *op. cit*.

production de travailleurs et de soldats. Ces débats contemporains nous confortent dans l'idée selon laquelle la famille et les enjeux qui s'y rattachent constituent un pilier dans les orientations (conservatrices, réactionnaires ou progressistes) que se donnent les sociétés. L'écologie politique serait à même, selon nous, de s'emparer de cet objet de façon originale et efficace, en se refusant à l'instrumentaliser et en la reconceptualisant très largement. En plaçant au cœur de son projet démocratique une approche critique de la famille et sa redéfinition substantielle, l'écologie politique pourrait par ailleurs se redéfinir elle-même. Considérer que des revendications *a priori* non-environnementales, portant sur le droit des personnes à se définir elles-mêmes, doivent être au cœur de l'écologie politique, c'est admettre que cette articulation ne peut que difficilement être présentée comme déjà et durablement acquise. C'est inviter l'écologie politique à faire son auto-critique, et la rappeler constamment à son attachement à l'égale dignité des êtres, lui interdisant d'envisager, au nom de n'importe quel prétendu principe supérieur commun, des politiques sacrificielles[1235]. C'est envisager la possibilité de reconstruire l'écologie politique depuis différentes hybridations idéologiques, portées par celles et ceux qui combattent dès aujourd'hui un « idéal familial » humiliant, pour défendre la dignité de leurs liens d'affection.

[1235] P. MADELIN, *La tentation écofasciste*, *op. cit*.

Recomposer l'écologie politique depuis la collapsologie

En introduction de cette dernière partie, nous nous interrogions quant à d'éventuels apports de la collapsologie à l'écologie politique. Il se peut qu'un de ces premiers apports soit humain, la collapsologie entraînant, comme nous l'avons vu au cours de notre deuxième partie, des conversions au militantisme vert. Mais plus encore, nous défendons ici une approche singulière de la collapsologie : nous tenons notre objet pour un révélateur, exhibant à la manière d'une loupe grossissante les tensions théoriques de l'écologie politique elle-même. Ces conflits internes portent sur la construction politique du temps que l'écologie politique entend adopter pour soutenir son projet démocratique, entre « délai » et « durée », comme sur la place à accorder aux sciences, entre gouvernement des experts et « amatorat distribué ». De la même manière, en observant le traitement offert par l'écologie politique à la famille, et plus spécifiquement aux familles empêchées, nous questionnons la façon dont l'écologie politique prend en charge (ou manque à prendre en charge) les oppressions systémiques qui traversent nos sociétés occidentales. Mais si notre approche de la collapsologie contribue à placer l'écologie politique face à ses tensions théoriques, nous y trouvons une invitation à restructurer et réaffirmer son projet démocratique. Ainsi, plus que d'affirmer que la collapsologie dépolitise l'écologie politique, comme le soutiennent ses détracteurs, nous envisageons qu'elle puisse en révéler les manques, certes, mais pour mieux en remotiver le projet. Nous proposons donc plusieurs lectures de la collapsologie, depuis lesquelles s'esquissent différentes pistes de restructuration de l'écologie politique. En réaffirmant une eschatologie catastrophiste, l'écologie politique pourrait singulariser davantage son propos idéologique. En rejouant son geste fondateur, visant à créer un dialogue politique avec les sciences, elle pourrait souligner sa spécificité méthodologique et continuer de faire émerger de nouveaux objets politiques. Enfin, à ces deux pistes relevant de la singularisation, s'articule une dernière voie : celle d'un élargissement possible du front de lutte de l'écologie politique depuis le motif de la famille, donnant lieu à des hybridations idéologiques diverses et excédant de simples récupérations politiques opportunistes.

Conclusion et perspectives

Notre recherche a été guidée par une interrogation : la collapsologie restreint-elle l'écologie politique à la seule recherche de la survie, ou peut-elle au contraire contribuer à en retravailler et en réaffirmer le projet démocratique ? Pour espérer répondre à ce questionnement, encore fallait-il se confronter plus précisément aux trois piliers problématiques qui le composent. D'abord, quelle est la véritable nature du lien unissant la collapsologie et ses publics ? Le discours sur l'effondrement systémique exerce-t-il une emprise sur celles et ceux qui le reçoivent ? Ensuite, quelle articulation entre catastrophe et politique la collapsologie développe-t-elle ? Oppose-t-elle au politique un événement catastrophique, l'effondrement, qui doit en saper les conditions de possibilités ? Ou peut-on tenir la collapsologie pour une réactivation de l'écologie catastrophiste, proposant de réorienter le politique depuis le prisme heuristique de la catastrophe ? Plus encore, quelles conceptions de l'écologie politique peut-on tenter d'approfondir à partir de la collapsologie ? Est-il possible de s'appuyer sur la collapsologie pour réaffirmer la singularité idéologique de l'écologie politique, ou pour encourager ses hybridations théoriques et pratiques ? Pour répondre à ce foyer problématique, nous avons procédé en plusieurs temps. En étudiant la construction de l'écologie politique et l'émergence de la collapsologie, nous avons identifié plusieurs axes analytiques, relatifs aux temps, à la nature, à la science et au politique, mais aussi aux dynamiques de diffusion de la collapsologie, aux différentes conceptions de l'effondrement et aux trajectoires de politisation des effondristes. Puis, nous avons enquêté au sein de différents milieux effondristes, dans l'objectif de mieux cerner la façon dont ils s'emparent de la collapsologie, et pour offrir une assise sociologique à la théorie politique. Enfin, en nous appuyant sur nos résultats, nous avons proposé différentes lectures de la collapsologie profitant selon nous à une recomposition et une réaffirmation de l'écologie politique.

Les résultats de notre enquête empirique convergent pour souligner l'agentivité et les capacités interprétatives des effondristes[1236]. En effet, alors même que la collapsologie exercerait selon ses détracteurs une emprise sidérante sur ses publics, il se trouve que son

[1236] Notre étude va donc dans le sens de l'argumentation de Laurence Allard, Alexandre Monnin et Cyprien Tasset, démontrant combien les recompositions que connaît la perspective d'un effondrement systémique lorsque différents publics s'en emparent, viennent s'opposer à la supposée emprise de la collapsologie sur ceux-là. L. ALLARD, A. MONNIN et C. TASSET, « Est-il trop tard pour l'effondrement ? », art. cit.

discours s'épuise progressivement, à l'échelle des organisations collectives comme à l'échelle des individus, pour laisser place à de nouveaux mots d'ordre. De la même manière, les effondristes développent des conceptions éminemment plurielles de l'effondrement lui-même, leurs appréciations de la collapsologie évoluant à mesure qu'ils et elles passent à l'action collective. C'est donc que la découverte de la collapsologie constitue bien une étape dans des trajectoires de politisation diverses, étape durant laquelle les effondristes réorientent leurs représentations et comportements politiques pour affirmer davantage leurs préoccupations environnementales et climatiques. Ainsi, nous nous opposons à l'idée selon laquelle la collapsologie serait nécessairement démobilisante, constituant un obstacle à différentes « contre-conduites ». Au contraire, nous envisageons jusqu'à l'émergence d'une nouvelle génération d'écologistes s'engageant depuis la collapsologie, non sans la réinterpréter. Cette nouvelle génération d'écologistes présente plusieurs spécificités. Chez les effondristes, comme Bruno Villalba en avait d'ailleurs l'intuition[1237], les principes identitaires avancés pour espérer mobiliser et construire une conflictualité politique reposent moins sur des rapports de classe, de race ou de genre, que d'âge – catégorie politique alors discursivement construite. De la même manière, les bifurcations observées chez les personnes enquêtées semblent souvent motivées par le souci de protéger leurs proches, plus que par l'adhésion à des discours explicitement politiques et critiques de l'ordre social. Cela ne signifie pourtant pas que les effondristes restreignent le politique à une seule quête de survie pour une poignée d'individus aimés : ils et elles manifestent au contraire une faim de démocratie s'incarnant dans des engagements divers, politiques, associatifs, communautaires. D'ailleurs, si les institutions politiques nationales et internationales sont remises en question par les effondristes, les institutions locales ne connaissent pas le même traitement : ils et elles renouent ainsi avec l'ambition décentralisatrice de l'écologie politique des années 1970.

Ce faisant, les réceptions de la collapsologie observées durant notre enquête nous renseignent quant à la permanence de tensions théoriques au sein de l'écologie politique, exacerbées par le soudain développement de sa branche catastrophiste. À partir de ces tensions, les différentes lectures de la collapsologie que nous avons développées se veulent autant de pistes possibles de recomposition de l'écologie politique. Premièrement, la grande diversité des « régimes du futur » mobilisés par les effondristes nous renseigne

[1237] B. VILLALBA, *Les Collapsologues et leurs ennemis, op. cit.*

peut-être davantage sur l'écologie politique et sur l'histoire de son institutionnalisation, que sur la collapsologie elle-même. En effet, si l'écologisme, en tant qu'idéologie, peut peiner à affirmer sa singularité, c'est qu'il continue de se heurter à la prégnance d'un idéal développementaliste porté par les institutions, se reflétant dans notre enquête, et ne permettant pas de réinscrire le politique dans un cadre théorique reconnaissant les limites planétaires[1238]. L'écologie politique se trouve alors prise entre plusieurs constructions politiques du temps : laquelle entend-elle défendre ? Face à l'idéal développementaliste, l'eschatologie catastrophiste portée par la prophétie d'effondrement bouscule les représentations traditionnelles de l'ordre du temps et mène à des engagements préfiguratifs. Nous proposons donc de comprendre la collapsologie comme une stratégie pour adopter un autre cadre temporel orientant l'activité politique, le « délai », permettant à l'écologie politique de singulariser sa proposition idéologique. Deuxièmement, les rapports à la science des effondristes révèlent une relative crise de confiance envers les discours scientifiques, qui se heurtent à leur sacralisation comme à leur critique essentialiste. Ici encore, nous nous trouvons face à une tension inhérente à l'écologie politique elle-même : son institutionnalisation a été accompagnée d'une sur-représentation de l'écologie scientifique à laquelle elle s'articule historiquement. L'écologie politique est-elle donc en mesure de surmonter cette crise de confiance ? Le geste des collapsologues jette le trouble dans la représentation publique des sciences, de telle sorte que nous comprenons la collapsologie comme une tentative pour réimpliquer les sciences dans la vie de la cité. En rejouant son geste fondateur, consistant à construire un dialogue véritablement politique entre acteurs scientifiques, citoyens et citoyennes, l'écologie politique pourrait ainsi singulariser sa proposition politique en revendiquant une méthode qui lui est propre. Enfin, si les effondristes investissent le motif de la famille, réinscrire cette thématique au cœur de l'écologie politique constitue un projet pour le moins ambivalent, menaçant de réduire l'écologie au domestique, voire de lui donner une coloration xénophobe et réactionnaire. Voilà qui engage pourtant à une réflexion sur la façon dont l'écologie politique s'empare ou non des oppressions systémiques : en s'intéressant aux familles empêchées, et en tâchant de redéfinir la famille depuis une perspective écoféministe, l'écologie politique pourrait élargir son front de lutte et

[1238] La permanence de cet idéal, pour rappel, a déjà été travaillée par Bruno Villalba et Luc Semal. L. SEMAL et B. VILLALBA, « Chapitre 4. Obsolescence de la durée. La politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », art. cit.

hybrider son contenu idéologique pour résolument s'ancrer du côté des luttes portées par les personnes minorisées.

Cette étude espère contribuer à deux chantiers distincts. Le premier est méthodologique. L'analyse des critiques adressées à la collapsologie montre en effet combien la délimitation de cet objet semble parfois hasardeuse. Pour mieux l'étudier, il s'avère judicieux d'en saisir les spécificités, notamment discursives, dans l'objectif de mieux en identifier les publics. En effet, il se pourrait que la collapsologie gagne à être analysée depuis le prisme de ses réceptions, en considérant ses effets concrets sur les trajectoires de politisation des individus. Cette recherche peut donc se comprendre comme une invitation à offrir aux études sur la collapsologie un cadre méthodologique plus marqué. Le deuxième chantier auquel cette thèse espère avoir contribué relève plus largement de la théorie politique environnementale et comprend deux branches. La première consiste à prolonger et reformuler les débats concernant la définition de l'écologie politique, en articulant singularisation et élargissement théorique. La seconde entend opposer au réductionnisme politique que le catastrophisme menacerait d'entraîner une revalorisation des engagements préfiguratifs qu'il motive effectivement : la perspective d'un effondrement systémique ne signe en rien l'effondrement du politique. Notre thèse avance ainsi que la collapsologie ne condamne guère le projet démocratique de l'écologie politique à une seule quête de survie. Au contraire, selon notre lecture de la collapsologie, l'hypothèse d'un effondrement systémique pousse l'écologie politique à réaffirmer son ambition démocratique. Notre recherche esquisse ainsi les contours de ce qui pourrait s'apparenter à une écologie non plus de la survie, mais de l'invivable : il s'agit certes de penser le politique depuis la catastrophe, mais pour mieux discerner les conditions de possibilité d'une vie suffisamment bonne au cœur du désastre, pour laquelle il s'agit bien de se battre et d'étirer, encore et tant que possible, le temps qu'il nous reste.

Soulignons enfin quelques limites de cette recherche. Concédons d'abord que l'enquête, dans sa dimension empirique, ne traite que très peu de la question du nucléaire, pourtant déterminante dans la construction de l'écologie catastrophiste. Voilà qui nous semble en partie lié à nos terrains d'enquête : en investissant d'autres espaces, à l'instar du *Shift Project* ou encore du très jeune parti politique Equinoxe, porté par des ingénieurs pronucléaires, il aurait certainement été possible de nous confronter davantage à cette question. Quel rôle la collapsologie joue-t-elle peut-être au sein de ces organisations ? Quelles conceptions de l'effondrement y trouve-t-on ? Et quelles approches de l'écologie

politique ? Voilà qui invite à mener de nouveaux travaux, s'inscrivant dans le prolongement des réflexions par exemple portées par Cyprien Tasset et interrogeant la politisation des ingénieurs. De la même manière, notre enquête nous a mené à interroger les motifs de la famille et de l'enfance, qui *a priori* nous semblaient éloignés de notre objet, la collapsologie. Il nous semble que cette dimension pourrait encore être approfondie. En effet, au terme de notre étude, nous cultivons une intuition et une envie largement alimentées par notre découverte des travaux de Tal Piterbraut-Merx : penser l'écologie politique depuis le prisme des « enfants réels [1239] ».

[1239] Tal PITERBRAUT-MERX, « « Conjurer l'oubli : Pour une réminiscence politique de nos enfances » », *in Politiser l'enfance*, *op.cit.*

Bibliographie générale

Ouvrages

Hicham-Stéphane AFEISSA, *La fin du monde et de l'humanité : Essai de généalogie du discours écologiste*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014.

Laurent AILLET et Laurent TESTOT (DIR.), *Collapsus. Changer ou disparaître ? Le vrai bilan sur notre planète*, Paris, Albin Michel, 2020.

Frédérique AÏT-TOUATI, Camille DE TOLEDO, Bruno LATOUR (ET AL.), *Le fleuve qui voulait écrire : Les auditions du parlement de Loire*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2021.

Dominique ALLAN MICHAUD, *L'Avenir de la société alternative : les idées 1968-1990*, Paris, L'Harmattan, 1989.

Pierre ALPHANDERY, Pierre BITOUN et Yves DUPONT, *L'équivoque écologique*, Paris, La Découverte, 1991.

Anne-Claude AMBROISE-RENDU, Steve HAGIMONT, Charles-François MATHIS et Alexis VRIGNON, *Une histoire des luttes pour l'environnement : Trois siècles de débats et de combats, XVIIIe- XXe siècle*, Paris, Textuel, 2021.

Günther ANDERS, *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?*, trad. fr. Christophe DAVID, Paris, Allia, 2018.

Günther ANDERS, *Le temps de la fin*, trad. fr. Christophe DAVID, Paris, L'Herne, 2007.

Günther ANDERS, *L'obsolescence de l'homme : Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle (1956)*, trad. fr. Christophe DAVID, Paris, L'Encyclopédie des Nuisances, 2002.

Günther ANDERS, *L'obsolescence de l'homme : Sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*, trad. fr. Christophe DAVID, Paris, Fario, 2011.

Günther ANDERS, *La Menace nucléaire : Considérations radicales sur l'âge atomique*, trad. fr. Christophe DAVID, Paris, Le Serpent à plumes, 2006.

Paul ARIES, *Désobéir et Grandir : vers une société de décroissance*, Montréal (Québec), Écosociété, 2009.

Isabelle ATTARD, Floréal ROMERO et Pinar SELEK, *Agir ici et maintenant : Penser l'écologie sociale de Murray Bookchin*, Saint Germain sur Ille, Editions du Commun, 2019.

Serge AUDIER, *La société écologique et ses ennemis : Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2017.

Myriam BAHAFFOU, *Des paillettes sur le compost. Ecoféminismes au quotidien*, Paris, Le passager clandestin, 2022.

Aurélien BARRAU, *Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité*, Paris, Broché, 2019

Jérôme BASCHET, *Basculements. Mondes émergents, possibles désirables*, Paris, La Découverte, 2021.

Brian BAXTER, *Ecologism : An Introduction*, Edinbhurg, Edinburgh University Press, 1999.

Stéphane BEAUD et Florence WEBER, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2010.

Veronika BENNHOLDT-THOMSEN et Maria MIES, *La subsistance : une perspective écoféministe*, trad. fr. Annie GOUILLEUX, Paris, La Lenteur, 2022.

Aurélien BERLAN, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, Paris, La Lenteur, 2021.

Oscar BERGLUND et Daniel SCHMIDT, *Extinction Rebellion and Climate Change Activism : Breaking the Law to Change the World*, Cham, Springer Nature Switzerland AG, 2020.

Henri BERGSON, *Durée et Simultanéité. À propos de la théorie d'Einstein*, Paris, Presses Universitaires de France, 1968.

Magali BESSONE, *Sans distinction de race ? Une analyse critique du concept de race et de ses effets pratiques*, Paris, Vrin, 2013.

Jean-Claude BESSON-GIRARD (DIR.), *Entropia. Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, Paris, Parangon, 2006.

Benoît BOHY-BUNEL, *Une critique anticapitaliste de la collapsologie*, Paris, L'Harmattan, 2023.

Alexandre BOISSON, Philippe DESBROSSES et André-Jacques HOLBECQ, *Face à l'effondrement, si j'étais maire ? Comment citoyens et élus peuvent préparer la résilience*, Paris, Yves Michel, 2019.

Christophe BONNEUIL et Jean-Baptiste FRESSOZ, *L'événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2013.

Dominique BOURG, *Une nouvelle Terre*, Paris, Desclée de Brouwer, 2018.

Dominique BOURG et Kerry WHITESIDE, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris, Seuil, 2010.

Dominique BOURG et Alain PAPAUX (DIR.), *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris,

Presses Universitaires de France, 2015.

Luc BOLTANSKI et Laurent THEVENOT, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 2022.

Murray BOOKCHIN, *Changer sa vie sans changer le monde. L'anarchisme contemporain entre émancipation individuelle et révolution sociale*, trad. fr. Xavier CREPIN, Marseille, Agone-Contre-Feux, 2019.

Murray BOOKCHIN, *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*, trad. fr. Catherine BARRET, Montréal (Québec), Écosociété, 1993.

Murray BOOKCHIN, *Pouvoir de détruire, pouvoir de créer : Vers une écologie sociale et libertaire*, trad.fr. Helen ARNOLD, Daniel BLANCHARD et Renaud GARCIA Paris, L'Échappée, 2019.

Murray BOOKCHIN, *Pour un municipalisme libertaire*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2018.

Dominique BOURG, Pierre-Benoît JOLY et Alain KAUFMANN, *Du risque à la menace : Penser la catastrophe*, Paris, Broché, 2013.

Michel BOSQUET et André GORZ, *Ecologie et liberté*, Paris, Galilée, 1977.

Pascal BRUCKNER, *Le fanatisme de l'apocalypse ; sauver la Terre, punir l'Homme*, Paris, Gallimard, 2013.

Judith BUTLER et Frédéric WORMS, *Le vivable et l'invivable*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021.

Alice CANABATE, *L'écologie et la narration du Pire. Récits et avenirs en tensions*, Paris, Editions Utopia, 2021.

Paul CARY, Nadia GARNOUSSI et Yann LE LANN, *Questionner l'effondrement : Reconfigurations théoriques et nouvelles pratiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2022.

Hugo CARTON, Pablo SERVIGNE, Agnès SINAÏ et Raphaël STEVENS, *Petit traité de résilience locale*, Paris, Charles Léopold Mayer, 2015.

William CATTON, *Overshoot : The Ecological Basis of Revolutionary Change*, Champaign, University of Illinois Press, 1980.

Cornelius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Points, 1999.

Dipesh CHAKRABARTY, *Après le changement climatique, penser l'histoire*, trad.fr. Pierre-Emmanuel DAUZAT et Aude DE SAINT-LOUP, Paris, Gallimard, 2023.

Gauthier CHAPELLE et Pablo SERVIGNE, *L'effondrement (et après) expliqué à nos enfants … et à nos parents*, Paris, Seuil, 2022.

Gauthier CHAPELLE et Pablo SERVIGNE, *L'entraide : L'autre loi de la jungle*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2017.

Gauthier CHAPELLE, Pablo SERVIGNE, Raphaël STEVENS, *Une autre fin du monde est possible. Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*, Paris, Seuil, 2018.

Bernard CHARBONNEAU, *Le Feu vert : Autocritique du mouvement écologique*, Paris, L'Échappée, 2022.

Bernard CHARBONNEAU et Jacques ELLUL, *La Nature du combat. Pour une révolution écologique*, Paris, L'Échappée, 2021.

Pierre CHARBONNIER, *Abondance et liberté*, Paris, La Découverte, 2020.

Pierre CHARBONNIER, *La Fin d'un grand partage. Nature et société de Durkheim à Descola*, Paris, CNRS, 2015.

Francis CHATEAURAYNAUD et Josquin DEBAZ, *Aux bords de l'irréversible : Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Pétra, 2017.

Francis CHATEAURAYNAUD, *Argumenter dans un champ de forces : Essai de balistique sociologique*, Paris, Pétra, 2011.

Antoine CHOLLET, *Les temps de la démocratie*, Paris, Dalloz, 2011.

Yves CITTON et Jacopo RASMI, *Générations collapsonautes : Naviguer par temps d'effondrements*, Paris, Seuil, 2020.

Yves COCHET, *Pétrole apocalypse*, Paris, Fayard, 2005.

Yves COCHET et Agnès SINAÏ, *Sauver la terre*, Paris, Fayard, 2003.

Yves COCHET, *Devant l'effondrement : Essai de collapsologie*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2020.

Yves COCHET, Agnès SINAÏ et Benoît THEVARD, *Le Grand-Paris après l'effondrement. Pistes pour une Île-de-France biorégionale*, Marseille, Wildproject, 2020.

Boris CYRULNIK, *Resilience : How your inner strength can set you free from the past*, New-York, Tarcher, 2011.

Giacomo D'ALISA, Federico DEMARIA et Giorgos KALLIS, *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2015.

Christophe DAVID et Karin PARIENTI-MAIRE, *Günther Anders. Agir pour repousser la fin du monde*, *Tumultes* 28/29, Paris, Kimé, 2007.

Françoise D'EAUBONNE, *Le Féminisme ou la mort. Femmes en mouvement*, Paris, Horay, 1974.

Françoise D'EAUBONNE, *Le Féminisme : Histoire et actualité*, Paris, Alain Moreau, 1972.

Bertrand DE JOUVENEL, *L'art de la conjecture*, Paris, Hachette, 1972.

Jean-Paul DELEAGE et Michèle DESCOLONGES (DIR), *Penser les effondrements. Critique d'un discours dominant*, Paris, Les Editions du Bord de l'Eau, 2022.

René DESCARTES, *Discours de la méthode*, Paris, Flammarion, 2000.

Philippe DESCOLA, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2015.

Jared DIAMOND, *Collapse : How Societies Choose to Fail or Succeed*, New York, Penguin Books, 2005.

Moses DOBRUSKA et Josep RAFANELL I ORRA, *Fragmenter le monde : Contribution à la commune en cours*, Paris, Divergences, 2020.

Andrew DOBSON, *Green Political Thought*, London-New York, Routledge, 1990.

Brian DOHERTY et Marius DE GEUS, *Democracy and Green Political Thought. Sustainability, Rights and Citizenship*, London-New York, Routledge, 1996.

Elsa DORLIN, *Se défendre. Une philosophie de la violence*, Paris, La Découverte, 2017.

John DRYZEK, *The Politics of the Earth: Environmental Discourses*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

John DRYZEK et David SCHLOSBERG, *Debating the Earth : The Environmental Politics Reader*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

Antoine DUBIAU, *Ecofascismes*, Caen, Grévis, 2022.

Jean-Pierre DUPUY, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible devient certain*, Paris, Seuil, 2004.

Jean-Pierre DUPUY, *La marque du sacré*, Paris, Champs- Flammarion, 2010.

Jean-Pierre DUPUY, *Petite métaphysique des tsunamis*, Paris, Points, 2015.

Dorothée DUSSY, *Le Berceau des dominations : Anthropologie de l'inceste*, Paris, Pocket, 2013.

Robyn ECKERSLEY, *Environmentalism and Political Theory : Toward an Ecocentric Approach*, Albany, State University of New York Press, 1992.

Lee EDELMAN, *No Future : Queer Theory and the Death Drive*, Durham, Duke University Press, 2004.

Paul R. EHRLICH, *The Population Bomb. Population control or race to oblivion ?*, New-York, Ballantine Books, 1968.

Silvia FEDERICI, *Par-delà les frontières du corps*, Paris, Divergences, 2020.

Malcolm FERDINAND, *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Paris, Seuil, 2019.

Michaël FŒSSEL, *Le temps de la consolation*, Paris, Seuil, 2015.

Michaël FŒSSEL, *Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique*, Paris, Seuil, 2012.

John Bellamy FOSTER, *Marx écologiste*, trad. fr. Aurélien BLANCHARD, trad. fr. Joséphine GROSS et trad. fr. Charlotte NORDMANN, Paris, Éditions Amsterdam/Multitudes, 2011.

Michel FOUCAULT, *Le Gouvernement de soi et des autres, Cours au Collège de France. 1982-1983*, Paris, Gallimard/Seuil/EHESS, 2008.

Michel FOUCAULT, *Les Anormaux. Cours au Collège de France, 1974-1975*, Paris, Seuil, 1999.

Michel FOUCAULT, *Dits Et écrits : 1954-1988. Vol. 4.*, Paris, Gallimard, 1994.

Michel FOUCAULT, Daniele LORENZINI et Arnold I. DAVIDSON, *Qu'est-ce que la critique ? Suivi de La culture de soi*, Paris, Vrin, 2015.

Jean-Marc GANCILLE, *Ne plus se mentir. Petit exercice de lucidité par temps d'effondrement écologique*, Paris, L'échiquier, 2019.

Renaud GARCIA, *La Collapsologie ou l'écologie mutilée*, Paris, L'échappée, 2020.

Nicholas GEORGESCU-ROEGEN, *La Décroissance - Entropie - Écologie - Économie*, trad. fr. Jacques GRINEVALD et trad. fr. Ivo RENS, Paris, Sang de la Terre, 2006.

Carol GILLIGAN, *In a Different Voice. Psychological Theory and Women's Development*, Cambridge, Harvard University Press, 2016.

Françoise GOLLAIN, *André Gorz. Pour une pensée de l'écosocialisme*, Paris, Le passager clandestin, 2014.

Robert E. GOODIN, *Green Political Theory*, Cambridge, Polity, 1992.

André GORZ, *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée, 1980.

André GORZ, *Eloge du suffisant*, Paris, Presses Universitaires de France, 2019.

André GORZ, *Ecologica*, Paris, Galilée, 2008.

Frédéric GRABER et Fabien LOCHER, *Posséder la nature : Environnement et propriété*

dans l'histoire, Paris, Amsterdam, 2022.

David GRAEBER, *Comme si nous étions déjà libres*, trad.fr. Alexie DOUCET Montréal, Lux, 2014.

Frédéric GROS, *Le principe sécurité*, Paris, Gallimard, 2013.

Félix GUATTARI, *Les Trois Écologies*, Paris, Galilée, 1989.

Haud GUEGUEN et Laurent JEANPIERRE, *La perspective du possible. Comment penser ce qui peut nous arriver, et ce que nous pouvons faire*, Paris, La Découverte, 2022.

Paul GUILLIBERT, *Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail*, Paris, Amsterdam, 2023.

Paul GUILLIBERT, *Terre et capital. Pour un communisme du vivant*, Paris, Amsterdam, 2021.

Emilie HACHE, *De la génération. Enquête sur sa disparition et son remplacement par la production*, Paris, La Découverte, 2024.

Emilie HACHE, *RECLAIM. Recueil de textes écoféministes*, trad. fr. Emilie NOTERIS, Paris, Cambourakis, 2016.

François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Points, 2015.

Tim HAYWARD, *Constitutional Environmental Rights*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

Graeme HAYES et Sylvie OLLITRAULT, *La désobéissance civile*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

John HERSEY, *Hiroshima ; Lundi 6 août 1945, 8h15*, trad.fr. Georges BELMONT et Pascale HAAS, Paris, Broché, 2011.

bell HOOKS, *À propos d'amour*, trad.fr. Alex TAILLARD, Paris, Divergences, 2022.

bell HOOKS, *De la marge au centre - théorie féministe*, trad. fr. Noomi B. GRÜSIG, Paris, Cambourakis, 1982.

Rob HOPKINS, *Manuel de Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, trad. fr. Michel DURAND, Montréal (Québec), Écosociété, 2010.

Ivan ILLICH, *La Convivialité*, Paris, Points, 2014.

Ivan ILLICH, *Une société sans école*, Paris, Seuil, 2003.

Vladimir JANKELEVITCH, *Traité des vertus Tome 1 ; le sérieux de l'intention*, Paris, Gallimard, 2011.

Karl JASPERS, *La Bombe atomique et l'avenir de l'homme*, trad. fr. Edmond SAGET, Paris, Buchet-Chastel, 1963.

Hans JONAS, *Le principe de responsabilité : Une éthique pour la civilisation technologique*, trad. fr. Jean GREISCH, Paris, Champs, 1995.

François LAPLANTINE, *La description ethnographique : L'enquête et ses méthodes*, Paris, Armand Colin, 2015.

Julien LANGUMIER, *Survivre à l'inondation : Pour une ethnologie de la catastrophe*, Lyon, ENS Éditions, 2008.

Catherine LARRERE et Raphaël LARRERE, *Penser et agir avec la nature : Une enquête philosophique*, Paris, La Découverte, 2015.

Catherine LARRERE et Raphaël LARRERE, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Aubier - Flammarion, 1997.

Catherine LARRERE et Raphaël LARRERE, *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, Paris, Premier Parallèle, 2020.

Serge LATOUCHE, *La Décroissance*, Paris, Que sais-je ?, 2019.

Serge LATOUCHE, *Le pari de la décroissance. Penser et consommer autrement pour une révolution culturelle*, Paris, Fayard, 2022.

Serge LATOUCHE, *Les précurseurs de la décroissance. Une anthologie*, Paris, Le passager clandestin, 2016.

Bruno LATOUR, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 2004.

Bruno LATOUR, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte, 2017.

Bruno LATOUR, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 2006.

Bruno LATOUR et Nikolaj SCHULTZ, *Mémo sur la nouvelle classe écologique. Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même*, Paris, La Découverte, 2022.

Sylvain LAURENS, *Une politisation feutrée Les hauts fonctionnaires et l'immigration en France*, Paris, Belin, 2009.

Michael LÖWY, *La révolution est le frein d'urgence : Essais sur Walter Benjamin*, Paris, Editions de L'éclat, 2019.

Pierre MADELIN, *La tentation écofasciste. Écologie et extrême droite*, Montréal (Québec),

Écosociété, 2023.

Andreas MALM, *L'Anthropocène contre l'histoire : Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, trad.fr. Etienne DOBENESQUE, Paris, La Fabrique, 2018.

Donella MEADOWS, Dennis MEADOWS et Jorgen RANDERS, *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, 1972.

Carolyn MERCHANT, *La nature comme femme - et sa destruction par la science moderne*, trad. fr. Margot LAUWERS, Marseille, Wildproject, 2024.

Maria MIES et Veronika BENNHOLDT-THOMSEN, *The Subsistence Perspective : Beyond the Globalized Economy*, London, Zed Books Ltd, 1999.

Jason MOORE, *Capitalism in the Web of Life : Ecology and the Accumulation of Capital*, Londres, Verso, 2015.

Heiner MÜLLER, *Hamlet-machine*, Paris, Les Editions de Minuit, 1979.

Arne NÆSS, *Vers l'écologie profonde*, trad. fr. Dominique BELLEC, Marseille, Wildproject, 2017.

Maggie NELSON, *De la Liberté. Quatre chants sur le soin et la contrainte*, trad. fr. Violaine HUISMAN, Paris, Seuil / Editions du sous-sol, 2022.

Michelle E. O'BRIEN, *Abolir la famille. Capitalisme et communisation du soin*, trad. fr. Antoine SAVONA, Paris, La Tempête, 2023.

James O'CONNOR, *Natural Causes : Essays In Ecological Marxism*, New-York, Guilford Publications, 1998.

Sylvie OLLITRAULT, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.

Dmitry ORLOV, *The Five Stages of Collapse : Survivors' Toolkit*, Gabriola, New Society Publishers, 2013.

Fatima OUASSAK, *Pour une écologie pirate. Et nous serons libres*, Paris, La Découverte, 2023.

Fatima OUASSAK, *La puissance des mères. Pour un nouveau sujet révolutionnaire*, Paris, La Découverte, 2020.

Thierry PAQUOT, *Le quotidien urbain. Essais sur les temps des villes*, Paris, La Découverte, 2001.

Thierry PAQUOT, *Désastres urbains. Les villes meurent aussi*, Paris, La Découverte, 2019.

Philippe PELLETIER, *Effondrement et capitalisme vert : La collapsologie en question*, Paris, Broché, 2020.

David PEPPER, *Eco-Socialism : From Deep Ecology to Social Justice*, London -New York, Routledge, 1993.

Geneviève PRUVOST, *Quotidien politique : Féminisme, écologie, subsistance*, Paris, La Découverte, 2021.

Walter REID, David SALT et Brian WALKER, *Resilience Thinking: Sustaining Ecosystems And People in a Changing World*, Washington, DC, Island Press, 2006.

Kenneth REXROTH, *Le communalisme. Les communautés affinitaires et dissidentes, des origines jusqu'au XXème siècle*, trad.fr. Hervé DENES et Philippe MORTIMER, Montreuil, L'Insomniaque, 2019.

René RIESEL et Jaime SEMPRUN, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, L'Encyclopédie des Nuisances, 2008.

Thierry RIBAULT, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, Paris, L'Échappée, 2021.

Vincent ROMAGNY (DIR), John D. ALAMER, Jenny KITZINGER, Ghislain LEROY, Tal PITERBRAUT-MERX (ET AL.), *Politiser l'enfance*, Paris, Burn-Août, 2023.

Francis RONSIN, *La Grève des ventres, propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Aubier - Flammarion, 1980.

Hartmut ROSA, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, trad. fr. Thomas CHAUMONT, Paris, La Découverte, 2010.

Piero SAN GIORGIO, *Femmes au bord de la crise*, Paris, Broché, 2014.

Luc SEMAL, *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes*, Paris, Presses Universitaires de France, 2019.

Pablo SERVIGNE, Raphaël STEVENS et Yves COCHET, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Seuil, 2015.

Pablo SERVIGNE et Raphaël STEVENS, *Aux origines de la catastrophe : Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2020.

Pablo SERVIGNE, *Nourrir l'Europe en temps de crise : Vers des systèmes alimentaires résilients*, Arles, Actes Sud, 2017.

Jonathan SCHELL, *Jonathan Schell : The Fate of the Earth, The Abolition, The Unconquerable World*, New-York, Library of America, 2020.

James C. SCOTT, *La domination et les arts de la résistance : Fragments du discours subalterne*, trad. fr. Olivier RUCHET, Paris, Amsterdam, 2019.

Dominique SIMONNET, *L'écologisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979.

Agnès SINAÏ (DIR), *Économie de l'après-croissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

Agnès SINAÏ, *Réhabiter le monde. Pour une politique des biorégions*, Paris, Seuil, 2023.

Agnès SINAÏ, *Politiques de l'Anthropocène. Penser la décroissance Économie de l'après-croissance Gouverner la décroissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.

Isabelle STENGERS, *Résister au désastre*, Marseille, Wildproject, 2019.

Isabelle STENGERS, *Apprendre à bien parler des sciences. La vierge et le neutrino*, Paris, La Découverte, 2023.

Isabelle STENGERS, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte, 2009.

Isabelle STENGERS, *Une autre science est possible ! Manifeste pour un ralentissement des sciences*, Paris, La Découverte, 2013.

Joseph TAINTER, *The Collapse of Complex Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

Virginie TOURNAY, *Le vivant est-il gouvernable ? Le politique à l'épreuve d'un monde saturé de traces*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aude, 2024.

Virginie TOURNAY, *Sociologie des institutions*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.

Graham TURNER et Gabriel SALERNO, *Aux origines de l'effondrement*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021.

Bruno VILLALBA, *Les Collapsologues et leurs ennemis*, Paris, Le Pommier, 2021.

Christiane VOLLAIRE, *Pour une philosophie de terrain*, Saint-Etienne, Créaphis, 2017.

Claudia VON WERLHOF, *Wenn die Bauern wiederkommen : Frauen, Arbeit und Agrobusiness in Venezuela*, Bremen, Broché, 1985.

Eric VUILLARD, *La guerre des pauvres*, Arles, Actes Sud, 2019.

Julien WOSNITZA, *Pourquoi tout va s'effondrer*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2018.

Erik Olin WRIGHT, *Utopies réelles*, trad. fr. Vincent FARNEA et trad. fr. Joao Alexandre PESCHANSKI, Paris, La Découverte, 2017.

Helen ZAHAVI, *Dirty week-end*, trad. fr. Jean ESCH, Paris, Libretto, 1991.

Joëlle ZASK, *Quand la forêt brûle : Penser la nouvelle catastrophe écologique*, Paris, Premier Parallèle, 2019.

Philippe ZITTOUN, *La fabrique politique des politiques publiques. Une approche*

pragmatique des politiques publiques, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

Articles de revues et chapitres d'ouvrages

William ACKER, « Aires d'accueil des *gens du voyage* : un racisme environnemental ? », *in* Philippe BOURSIER et Clémence GUIMONT (DIR.), *Écologies. Le vivant et le social*, Paris, La Découverte, 2023, p. 341-348.

Hicham-Stéphane AFEISSA, « Les habits verts de l'apocalypse », *in* Nicolas JOURNET (DIR.), *Les grands mythes : Origine, Histoire, Interprétation*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2017, p. 144-149.

Dominique Allan MICHAUD, « L'écologisme, quelle pensée, quel projet ? », *in* Michel BOYER, Guy HERZLICH, Bruno MARESCA, Bernard GUIBERT et Martine BERLAN-DARQUE *L'Environnement, question sociale*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 167-174.

Laurence ALLARD, Alexandre MONNIN et Cyprien TASSET, « Est-il trop tard pour l'effondrement ? », *Multitudes*, 76/3, 2019, p. 53-67.

Günther ANDERS, « Une contestation non-violente est-elle suffisante ? », trad. fr. Guillaume PLAS, *in* Christophe DAVID et Karin PARIENTI-MAIRE, *Günther Anders, Agir pour repousser la fin du monde*, *Tumultes* 28/29, Paris, Kimé, 2007, p.220 -237.

Paul ARIES, « Le dépassement a déjà commencé : les modes de vie populaires au secours de la planète », *EcoRev' - Revue Critique d'Écologie Politique*, 43/1, 2016, p. 21-32.

Grégoire AUTIN, « Ouverture des possibles : Utopies concrètes et pratiques préfiguratives », *Possibles*, 2016, p. 90-101.

Éric AGRIKOLIANSKY, « Chapitre 6 - Les "carrières militantes". Portée et limites d'un concept narratif », *in* Olivier FILLIEULE, Florence HAEGEL, Camille HAMIDI et Vincent TIBERJ (DIR.), *Sociologie plurielle des comportements politiques : Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 167-192.

Michel BARRILLON, « Les marxistes, Marx et la question naturelle. Notes sur l'improbable écomarxisme », *Écologie & politique*, 47/2, 2013, p. 115-143.

Yannick BARTHE, Damien de BLIC, Jean-Philippe HEURTIN, Éric LAGNEAU, Cyril LEMIEUX, Dominique LINHARDT, Cédric MOREAU DE BELLAING, Catherine REMY et Danny TROM, « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 103/3, 2013, p. 175-204.

Jérôme BASCHET, « Une "première révolution européenne" ? Y a-t-il eu des révolutions dans l'occident médiéval ? », *in* Ludivine BANTIGNY, Quentin DELUERMOZ, Boris GOBILLE, Laurent JEANPIERRE et Eugénia PALIERAKI (DIR.), *Une histoire globale des révolutions*, Paris, La Découverte, 2023, p. 170-186.

Soulé BASTIEN, « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches Qualitatives*, 27/1, 2007, p.127-140.

Aurélien BERLAN, « Autonomie et délivrance. Repenser l'émancipation à l'ère des dominations impersonnelles », *Revue du MAUSS*, 48/2, 2016, p. 59-74.

Isaiah BERLIN, « La théorie politique existe-t-elle ? », *Revue française de science politique*, 11/2, 1961, p. 309-337.

Marc BESSIN, « 18. Le trouble de l'événement : la place des émotions dans les bifurcations », *in* Michel GROSSETTI, Marc BESSIN et Claire BIDART (DIR.), *Bifurcations : Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2009, p. 306-328.

Marc BESSIN, Claire BIDART et Michel GROSSETTI, « 1. Les bifurcations, un état de la question en sociologie », *in* Michel GROSSETTI, Marc BESSIN et Claire BIDART (DIR.), *Bifurcations : Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2009, p. 23-35.

Joëlle BISSONNETTE, « Chapitre 13. Vivre ou suivre la méthode ? Le dilemme de l'entretien », *in* Jean-Luc MORICEAU et Richard SOPARNOT (DIR.), *Recherche qualitative en sciences sociales : S'exposer, cheminer, réfléchir ou l'art de composer sa méthode*, Caen, EMS Editions, 2019, p. 227-231.

Alban BENSA et Éric FASSIN, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, 38, 2002, p. 5-20.

Alexandra BIDET, « Faut-il « avertir de la fin des temps pour exiger la fin des touillettes » ? Les ressorts de l'engagement écocitoyen », *Multitudes*, 76, 2019, p.134-41.

Enka BLANCHARD, Fabrizio LI VIGNI, et Cyprien TASSET, « Theories of Global Collapse : Closing Down or Opening Up the Futures? », *Journal of Futures Studies*, 27/1, 2022, p.1-14.

Thierry BLÖSS et Isabelle FERONI, « Jeunesse : objet politique, objet biographique », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, 6, 1991, p.1-23.

Christophe BONNEUIL, « La modernisation agricole et le capitalisme industriel », *Terrestres*, 29/07/2021, disponible sur https://www.terrestres.org/2021/07/29/la-modernisation-agricole-comme-prise-de-terre-par-le-capitalisme-industriel/, consulté le 10 février 2024.

Dominique BOURG, « I. Rien ne change, tout change. Nous n'avons rien vu venir ! », *in* Jean-Michel FOURNIAU, Loïc BLONDIAUX, Dominique BOURG, Marie-Anne COHENDET (DIR.), *La démocratie écologique : Une pensée indisciplinée*, Paris, Hermann, 2022, p. 27-34.

Dominique BOURG, « Chapitre 1. Des fondement et fonction de la désobéissance civile », *in* Dominique BOURG, Clémence DEMAY et Brian FAVRE (DIR.), *Désobéir pour la Terre :*

Défense de l'état de nécessité, Paris, Presses Universitaires de France, 2021, p. 13-24.

Dominique BOURG, « Chapitre 4. Anthropocène, questions d'interprétation », *in* Rémi BEAU et Catherine LARRERE (DIR.), *Penser l'Anthropocène,* Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 63-76.

Dominique BOURG, « Changements environnementaux globaux et défi pour la démocratie », *in* François GEMENNE (DIR.), *L'Enjeu mondial. L'environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 251-262.

Dominique BOURG, « Dommages transcendantaux », *in* Dominique BOURG, Pierre-Benoît JOLY et Alain KAUFMANN (DIR.), *Du risque à la menace : Penser la catastrophe*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 109-126.

Dominique BOURG et Kerry WHITESIDE, « Écologies politiques : essai de typologie », *La Pensée écologique,* 1/1, 2017.

Dominique BOURG ET Corinne LEPAGE, « Chapitre 3. Le défi démocratique », *in Le choix du pire, de la planète aux urnes*, Paris, Presses Universitaires de France, 2017, p. 139-164.

Charles BOYER, « L'éthique de Hans Jonas contre l'utopie (marxiste) », *Le Philosophoire*, 42/2, 2014, p. 197-213.

Zoé CARLE, « Contre-révolutions écologiques. Quand les droites dures investissent la défense de la nature », *Revue du Crieur,* 8-3, 2017, p. 44-6.

Gaëlle CLAVANDIER, « Un retour de la catastrophe sur la scène scientifique ? Enjeux et débats », *Communications*, 96/1, 2015, p. 93-105.

Hugo CARTON, « Chapitre 7. Une approche critique du concept de résilience », *in* Agnès SINAÏ (DIR.), *Penser la décroissance : Politiques de l'Anthropocène I,* Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 159-180.

Sylvie CATELLIN, « L'abduction : une pratique de la découverte scientifique et littéraire », *Hermès, La Revue*, 39/2, 2004, p. 179-185.

Patrice CAILLEBA et Johanna EDELBLOUDE, « Chapitre 1. De l'idée à l'idéologie politique », in Frédéric DOSQUET, *Marketing et communication politique*, Caen, EMS Editions, 2017, p. 9-85.

Daniel CEFAÏ, « Sociologie des mobilisations collectives et des problèmes publics », *Annuaire de l'EHESS. Comptes rendus des cours et conférences*, 2012, p. 492-493.

Daniel CEFAÏ, « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », *Sociologie et sociétés*, 41/2, 2009, p. 245-269.

Gilles CHANTRAINE, « Chapitre 2. Professionnalisation : réaffiliation, carrière, révolte », *in Par-delà les murs : Expériences et trajectoires en maison d'arrêt*, Paris, Presses Universitaires de France, 2004, p. 79-132.

Jean CHAMEL, « Faire le deuil d'un monde qui meurt : Quand la collapsologie rencontre l'écospiritualité », *Terrain*, 2019, p. 68-85.

Pierre CHARBONNIER, « Splendeurs et misères de la collapsologie : Les impensés du survivalisme de gauche », *Revue du Crieur*, 13/2, 2019, p. 88-95.

Pierre CHARBONNIER, Bruno LATOUR et Baptiste MORIZOT, « Redécouvrir la terre », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 33, 2017, p. 227-252.

Francis CHATEAURAYNAUD et Josquin DEBAZ, « Agir avant et après la fin du monde, dans l'infinité des milieux en interaction », *Multitudes*, 76/3, 2019, p. 126-132.

Francis CHATEAURAYNAUD et Cathy DUBOIS, « Et si la climatologie devenait une science sociale comme les autres ? À propos du colloque « Entre connaissance et action : regards croisés sur les enjeux climatiques et environnementaux » », *Natures Sciences Sociétés*, 27/1, 2019, p. 63-72.

Antoine CHOLLET, « Pour l'écologie, pour la démocratie », *EcoRev'- Revue Critique d'Écologie Politique*, 47/1, 2019, p. 19-33.

Antoine CHOLLET, « Temps de la démocratie, temps de l'utopie », *Tumultes*, 49/2, 2017, p. 31-44.

Antoine CHOLLET et Romain FELLI, « Le catastrophisme écologique contre la démocratie », *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement*, 15/2, 2015.

Isabelle CLAIR, « Nos objets et nous-mêmes : connaissance biographique et réflexivité méthodologique », *Sociologie*, 3/13, 2022.

Yves COCHET, « Chapitre 3. L'Anthropocène change-t-il la pensée politique ? », *in* Rémi BEAU et Catherine LARRERE (DIR.), *Penser l'Anthropocène*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018 Presses de Sciences Po, 2018, p.5 1-61.

Yves COCHET, « Chapitre 1 - Ce que l'effondrement révèle de la nature humaine : Un projet de reconstruction locale de la sécurité », *in* Agnès SINAÏ et Mathilde SZUBA (DIR.), *Gouverner la décroissance : Politiques de l'Anthropocène III,* Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 395-411.

Claudine COHEN, « Jean-Paul Deléage, Histoire de l'écologie. Une science de l'homme et de la nature », *Annales*, 48/2, 1993, p. 410-411.

Jean-Claude COMBESSIE, « IV. Sondages, échantillons », *in La méthode en sociologie*, Paris, La Découverte, 2007, p. 45-54.

Emeline COMBY et Yves-François LE LAY, « Les trajectoires discursives et politiques des inondations du fleuve Sacramento : entre risque et catastrophe, entre ici et ailleurs », *Annales de géographie*, 726/2, 2019, p. 31-57.

Paula COSSART, « Le communalisme comme « utopie réelle » », *Participations*, 19/3,

2017, p. 245-268.

Roser CUSSO et Corinne GOBIN, « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politique*, 88, 2008, p. 5-11.

René DAVAL, « Le pragmatisme américain. Charles Sanders Peirce (1839-1914), William James (1842-1910), John Dewey (1859-1952), George Herbert Mead (1863-1931) », *in* Alain CAILLE, Christian LAZZERI et Michel SENELLART (DIR.), *Histoire raisonnée de la philosophie morale et politique : Le bonheur et l'utile*, Paris, La Découverte, 2001, p. 640-648.

Christophe DAVID et Dirk RÖPCKE, « Günther Anders, Hans Jonas et les antinomies de l'écologie politique », *Écologie & politique*, 29/2, 2004, p. 193-213.

Muriel DARMON, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 82/2, 2008, p. 149-167.

Jean-Paul DELEAGE et Léo COUTELLEC, « L'écologie scientifique, une science impliquée ? », *Écologie & politique*, 51/2, 2015, p. 55-64.

Catherine DEKEUWER et Julie HENRY, « Philosophie pratique de terrain : Quelle posture de recherche ? », *Éthique, politique, religions*, 15, 2020, p.131-145.

Yves DELOYE et Florence HAEGEL, « Chapitre 12 - Politisation. Temporalités et échelles », *in* Olivier FILLIEULE, Florence HAEGEL, Camille HAMIDI et Vincent TIBERJ (DIR.), *Sociologie plurielle des comportements politiques : Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 321-346.

Andrew DOBSON, Luc SEMAL, Mathilde SZUBA et Olivier PETIT, « Andrew Dobson: trajectories of green political theory. Interview by Luc Semal, Mathilde Szuba and Olivier Petit », *Natures Sciences Sociétés*, 22/2, 2014, p. 132-141.

Andrew DOBSON, « Representative Democracy and the Environment », *in* William M. LAFFERTY et James MEADOWCROFT (DIR.), *Democracy and the Environment. Problems and Prospects*, Cheltenham, Edward Elgar, 1998, p. 131-135.

Dominique DRON, « La résilience : un objectif et un outil de politique publique Son apparition en France, et quelques perspectives », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 72/4, 2013, p. 12-16.

Jean-Pierre DUPUY, « Penser les évènements extrêmes », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 57/1, 2010, p. 10-15.

Jean-Pierre DUPUY, « 22. Le Futur bifurque-t-il ? Vers une nouvelle science du futur », *in* Michel GROSSETTI, Marc BESSIN et Claire BIDART (DIR.), *Bifurcations : Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2009, p. 373-386.

Jean-Pierre DUPUY, Olivier MONGIN, Marc-Olivier PADIS et Nathalie LEMPEREUR,

« D'Ivan Illich aux nanotechnologies. Prévenir la catastrophe ? », *Esprit*, 2/2, 2007, p. 29-46.

Jean-Pierre DUPUY et Catherine HALPERN, « La sagesse du pire », in Véronique BEDIN (DIR.), *Philosophies et pensées de notre temps*, Paris, Editions Sciences Humaines, 2011, p. 77-83.

Jean-Pierre DUPUY, « Contre les collapsologues et les optimistes béats, réaffirmer le catastrophisme éclairé - AOC media », *AOC media - Analyse Opinion Critique*, 12/11/2020, disponible sur https://aoc.media/opinion/2020/11/11/contre-les-collapsologues-et-les-optimistes-beats-reaffirmer-le-catastrophisme-eclaire/, consulté le 10 février 2021.

Jean-Pierre DUPUY, « Les paradoxes de la prophétie de malheur. Critique de la collapsologie », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 98/2, 2020, p. 18-21.

Jacques ELLUL, « Le rôle médiateur de l'idéologie », *in Démythisation et idéologie*, Paris, Aubier - Flammarion, 1973, p. 335-354.

Olivier FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, 51/1/2, 2001, p. 199-215.

Olivier FILLIEULE et Bernard PUDAL, « 8. Sociologie du militantisme.Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », *in Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 163-184.

Fabrice FLIPO, « Bientôt il sera trop tard », *Ecologie & politique : sciences, culture, société*, 56/1, 2018, p. 119-132.

Fabrice FLIPO ET Ramachandra GUHA, « Les idéologies de l'écologisme », *Mouvements*, 77/1, 2014, p. 34-47.

Fabrice FLIPO, « Qu'est-ce que l'écologisme ? », *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie*, 12, 2017, p.1-15.

Fabrice FLIPO, « La décroissance : une utopie au présent », *Mouvements*, 41/4, 2005, p. 36-42.

Fabrice FLIPO, « Marxisme, lutte des classes et écologisme », *Actuel Marx*, 55/1, 2014, p. 162-176.

Fabrice FLIPO et Quentin HARDY, « Écofascisme : notion éclairante ou piège idéologique ? », *Terrestres*, 2023, disponible sur https://www.terrestres.org/2023/05/16/ecofascisme-notion-eclairante-ou-piege-ideologique/, consulté le 12 septembre 2023.

Michaël FŒSSEL, « La raison de l'apocalypse », *Critique*, 783/784/8, 2012, p. 666-676.

Michaël FŒSSEL, Frédéric WORMS, Simon LEPLATRE et Marc-Olivier PADIS, « La

catastrophe est-elle une politique ? », *Esprit*, 5, 2011, p. 54-70.

Jo FREEMAN, « The Tyranny of Structureless », 1972, disponible sur www.jofreeman.com, consulté le 10 février 2021.

Olivier GADEAU, « Brève chronologie de la médiatisation de la collapsologie en France (2015-2019) », *Multitudes*, 76/3, 2019, p. 121-123.

Anne-Line GANDON, « L'écoféminisme : une pensée féministe de la nature et de la société », *Recherches féministes*, 22/1, 2009, p. 5-25.

Florent GAUDEZ, « De l'abduction créative comme méthode sémio-anthropologique au service de la sociologie de la connaissance et des représentations », *Sociedade e Estado*, 20, 2005, p. 13-22.

Claudine GAUTHIER, « Messianismes et millénarismes », *Archives de sciences sociales des religions*, 56, 2011, p. 43-59.

François GEMENNE et Marc VERZEROLI, « Naviguer la Terre à l'âge de l'anthropocène : quels enjeux climatiques et énergétiques à horizon 2030 ? », *Revue internationale et stratégique*, 118/2, 2020, p. 99-107.

Carol GILLIGAN, « Le care, éthique féminine ou éthique féministe ? », *Multitudes*, 37/38/2/3, 2009, p. 76-78.

Martine GIRARD, « Pour un usage pondéré de "La crainte de l'effondrement" », *in* Dominique BOURDIN et Dominique TABONE-WEIL (DIR.), *Planète en détresse : fantasmes et réalités*, Paris, Presses Universitaires de France, 2022, p. 63-80.

Alain GRANDJEAN, « Chapitre 8. Les crises actuelles : signes de la fin de l'humanité ou d'une métamorphose ? », *in* Gérald HESS et Dominique BOURG (DIR.), *Science, conscience et environnement : Penser le monde complexe*, Paris, Presses Universitaires de France, 2016, p. 263-298.

Jacques GRINEVALD et Ivo RENS, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », *in Pour une histoire qualitative. Études offertes à Sven Stelling-Michaud*, Genève, Presses Universitaires Romandes, 1975, p. 283-321.

Haud GUEGUEN et Laurent JEANPIERRE, « 9. Une autre fin du monde est possible ? », *in La perspective du possible : Comment penser ce qui peut nous arriver, et ce que nous pouvons faire*, Paris, La Découverte, 2022, p. 253-279.

Stéphane HABER, « Le néolibéralisme est-il une phase du capitalisme ? », *Raisons politiques*, 52/4, 2013, p. 25-35.

Emmanuel HACHE, « Effondrement, adaptation ou prospérité à l'heure du changement climatique », *Revue internationale et stratégique*, 109/1, 2018, p. 191-198.

Camille HAMIDI, « Chapitre 13 - Associations, politisation et action publique. Un monde en tensions », *in* Olivier FILLIEULE, Florence HAEGEL, Camille HAMIDI et Vincent TIBERJ (DIR.), *Sociologie plurielle des comportements politiques : Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 347-370.

Bridget HANNA, « Bhopal : catastrophe et résistances durables », *Vacarme*, 34/1, 2006, p. 133-137.

Donna HARAWAY, « Anthropocène, Capitalocène, Plantationocène, Chthulucène. Faire des parents. », *Multitudes*, 65, 2016.

Mathieu HAUCHECORNE, « Faire du terrain en pensée politique », *Politix*,100/4, 2012, p. 149-165.

Valentine HELARDOT, « 8. Vouloir ce qui arrive ? Les bifurcations biographiques entre logiques structurelles et choix individuels », *in* Michel GROSSETTI, Marc BESSIN et Claire BIDART (DIR.), *Bifurcations : Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement* Paris, La Découverte, 2009, p. 160-167.

Manon HIM-AQUILLI, « « Alors que nous on s'acharne à dire que c'est un système » : enjeux militants de la construction d'un locuteur collectif en AG anarchiste », *Mots. Les langages du politique*, 122, 2020, p. 93-110.

Crawford S. HOLLING, « Resilience and Stability of Ecological Systems », *Annual Review of Ecology and Systematics*, 4, 1973, p. 1-23.

François JARRIGE, « Penser l'effondrement. Catastrophe, écologie et histoire », *Écrire l'histoire. Histoire, Littérature, Esthétique*, 15, 2015, p. 185-189.

Clément JEANNEAU, « Regard sur le phénomène Jean-Marc Jancovici », *Signaux faible*s, 26/12/2020, disponible sur https://signauxfaibles.co/2020/12/26/regard-sur-le-phenomene-jean-marc-jancovici/, consulté le 10 février 2021.

Vanessa JEROME, « Engagement et carrières militantes chez Les Verts - EELV : un éternel recommencement ? », *EcoRev' - Revue Critique d'Écologie Politique*, 42/1, 2015, p. 48-54.

Michel JUFFE, « La résilience : de quoi, à quoi et pour quoi ? », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 72/4, 2013, p. 7-11.

Christian KLEIN, « Entre hier et aujourd'hui. Les figures du traître dans le théâtre de Heiner Müller », *Recherches Germaniques*, 16/1, 1986, p. 177-193.

Claudette LAFAYE et Laurent THEVENOT, « Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature », *Revue française de sociologie*, 34/4, 1993, p. 495-524.

Catherine LARRERE, « "Femmes, écologie et engagements politiques du Sud au Nord" : actualité de l'écoféminisme », *Natures Sciences Sociétés*, 30/3/4, 2022, p. 290-298.

Catherine LARRERE, Raphaël LARRERE et Nicolas BOULEAU, « Les transitions

écologiques à Cerisy », *Natures Sciences Sociétés*, 24/3, 2016, p. 242-250.

Cecilia LARTIGUE, « Crédible et objectif ou intime et émouvant : une analyse des stratégies discursives des vidéos de Youtube autour de l'environnement », *Questions de communication*, 38/2, 2020, p. 409-440.

Bruno LATOUR, « Les nouveaux cahiers de doléances. À la recherche de l'hétéronomie politique », *Esprit Presse*, 03/2019, p.103-113.

Bruno LATOUR, « Moderniser ou écologiser. À la recherche de la Septième Cité », *Ecologie & politique : sciences, culture, société*, 13, 1995, p. 5-27.

Laurie LAUFER, « Expérience de subjectivation et désubjectivation dans l'œuvre de Chloé Delaume », *in* Roberto ACEITUNO (DIR.), *Revue française de psychanalyse. La Folie ordinaire*, 83, 2019, p. 223-235.

Sandra LAUGIER, « Le care comme critique et comme féminisme », *Travail, genre et sociétés*, 26/2, 2011, p. 183-188.

Michèle LECLERC-OLIVE, « 19. Enquêtes biographiques entre bifurcations et événements. Quelques réflexions épistémologiques », *in* Michel GROSSETTI, Marc BESSIN et Claire BIDART (DIR.), *Bifurcations : Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement* Paris, La Découverte, 2009, Paris, La Découverte, 2009, p. 329-346.

Caroline LEJEUNE, « Françoise d'Eaubonne en son temps », *in* Françoise D'EAUBONNE, *Naissance de l'écoféminisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021, p. 9-24.

Frédérick LEMARCHAND, « Pour dépasser le concept de risque », *in* Dominique BOURG, Pierre-Benoît JOLY et Alain KAUFMANN (DIR.), *Du risque à la menace : Penser la catastrophe*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 127-144.

Rémi LENOIR, « Famille et sexualité chez Michel Foucault », *Sociétés & Représentations*, 22/2, 2006, p. 189-214.

Alice Le ROY, « Chapitre 8. Gouverner les biens communs pour sortir de la démesure », *in* Agnès SINAÏ (DIR.), *Penser la décroissance : Politiques de l'Anthropocène I*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 181-194.

Enzo LESOURT, « Réconcilier souveraineté individuelle et vie en société : la société écologiste d'André Gorz et la société conviviale d'Ivan Illich », *Natures Sciences Sociétés*, 21/3, 2013, p. 307-314.

Hugo LETICHE, « Chapitre 11. Les sphères de la recherche : la voix, le terrain, la théorie », *in* Jean-Luc MORICEAU et Richard SOPARNOT (DIR.), *Recherche qualitative en sciences sociales : S'exposer, cheminer, réfléchir ou l'art de composer sa méthode*, Caen, EMS Editions, 2019, p. 213-216.

Michel LETTE, « Le tournant environnemental de la société industrielle au prisme d'une histoire des débordements et de leurs conflits », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 113/1,

2012, p. 142-154.

Louis LOURME, « L'apocalypse qui vient », *La Vie des idées*, 2013, disponible sur https://laviedesidees.fr/L-apocalypse-qui-vient-2234, consulté le 5 mai 2020.

Michael LÖWY, « Écosocialisme et planification démocratique », *Écologie & politique*, 37/3, 2008, p. 165-180.

Michael LÖWY, « Développement des forces productives ou subversion de l'appareil de production ? Une perspective écosocialiste », *Ecologie politique*, 32/1, 2006, p. 53-59.

Michael LÖWY et Agnès SINAÏ, « Décroissance, écosocialisme : comment répondre à la question écologique ? », *Ballast*, 7/1, 2019, p. 54-69.

Michel LUSSAULT, « Chapitre 12. Porter attention aux espaces de vie anthropocènes. Vers une théorie du *spatial care* », Rémi BEAU et Catherine LARRERE (DIR.), *Penser l'Anthropocène*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 199-218 .

Jacques LUZI, « La collapsologie au crible de l'écoféminisme de subsistance », *Écologie & politique*, 64/1, 2022, p. 71-87.

Loïs MALLET et Benoît THEVARD, « La biorégion en Île-de-France : une société écologique post-rupture », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 107/3, 2022, p. 48-52.

Éric MARLIERE, « Chapitre 6. La méthode "collaborative" ou "participative" à l'épreuve des "terrains sensibles" », *in* Jean-Sébastien ALIX, Michel AUTES et Eric MARLIERE (DIR.), *Le travail social en quête de légitimité*, Rennes, Presses de l'EHESP, 2020, p. 131-140.

Nicolas MARQUIS, « La résilience comme attitude face au malheur : succès et usages des ouvrages de Boris Cyrulnik », *SociologieS*, 2018.

Patrick MATAGNE, « Aux origines de l'écologie », *Innovations*, 18/2, 2003, p. 27-42.

Gérard MAUGER, « Jeunesse : essai de construction d'objet », *Agora débats/jeunesses*, 56/3, 2010, p. 9-24.

Alexis METZGER, « "Le catastrophisme climatique est nécessaire." », *in Catastrophes climatiques*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2021, p. 153-158.

Maria MIES, « L'écoféminisme, unité et diversité », *in* Christine VERSCHUUR (dir.), *Genre, mouvements populaires urbains et environnement*, Genève, Graduate Institute Publications, 2007, p. 41-43.

Henri MICHEL, « Chapitre IV - La capitulation japonaise », *in La Seconde Guerre mondiale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, p. 410-430.

Jean-Luc MORICEAU et Richard SOPARNOT, « Chapitre 1. S'exposer, cheminer, réfléchir.

Composer sa méthode qualitative », *in Recherche qualitative en sciences sociales*, Caen, EMS Editions, 2019, p. 9-23.

Anne MUXEL, « Les jeunes et la politique : entre héritage et renouvellement », *Empan*, 50/2, 2003, p. 62-67.

Érik NEVEU, « V. De « nouveaux » mouvements sociaux ? », *Repères*, 5, 2011, p. 61-69.

Javier NUNEZ-MOSCOSO, « Et si l'on osait une épistémologie de la découverte ? La démarche abductive au service de l'analyse du travail enseignant », *Penser l'éducation*, 33, 2013, p. 57-80.

Sylvie OLLITRAULT, « L'invention de l'écologie politique : la candidature de René Dumont », *in* Gilles RICHARD et Jacqueline SAINCLIVIER (DIR.), *Les partis à l'épreuve de 68 : L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 249-259.

Sylvie OLLITRAULT, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, 51, 2001, p.105-130.

Sylvie OLLITRAULT et Bruno VILLALBA, « 67. Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises », *in* Michel PIGENET et Danielle TARTAKOWSKY (DIR.), *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2014, p.716-723.

Didier OTTAVIANI, « Foucault - Deleuze : de la discipline au contrôle », *in* Emmanuel DA SILVA (DIR.), *Lectures de Michel Foucault. Volume 2 : Foucault et la philosophie*, Lyon, ENS Éditions, 2003, p. 59-73.

Patrick PERETTI-WATEL, « II. Une « culture du risque » ? », *in La société du risque*, Paris, La Découverte, 2010, p. 20-44.

Éric POMMIER, « Le sens de la vie chez Hans Jonas », *Études*, 418/4, 2013, p. 485-495.

Jean-Yves PRANCHERE, « La "théorie politique" : entre philosophie de la politique et politique dans la théorie », *Revue française de science politique*, 71/5/6, 2021, p. 745-764.

Geneviève PRUVOST, « Changer d'échelle : penser et vivre depuis les maisonnées », *Terrestres*, 05/01/2022, disponible sur https://www.terrestres.org/2022/01/05/changer-dechelle-penser-et-vivre-depuis-les-maisonnees/, consulté le 10 février 2022.

Geneviève PRUVOST, « Penser l'écoféminisme. Féminisme de la subsistance et écoféminisme vernaculaire », *Travail, genre et sociétés*, 42/2, 2019, p. 29-47.

Christophe RAMAUX, « Quelle théorie pour l'État social ? Apports et limites de la référence assurantielle. Relire François Ewald 20 ans après L'État providence », *Revue française des affaires sociales*, 1, 2007, p. 13-34.

Frédéric RAMBEAU, « III. Les apories de la subjectivation politique », *in Les secondes vies du sujet. Deleuze, Foucault, Lacan*, 2016, p. 81-119.

Sandrine REVET, « Le risque négocié. Conflits et ajustements autour de la reconstruction de Vargas (Venezuela) », *Autrepart*, 37/1, 2006, p. 163-181.

Paul RICŒUR, « Science et idéologie », *Revue Philosophique de Louvain*, 72/14, 1974, p. 328-356.

Élodie ROS, « Des militants de la décroissance. Les nouveaux militants de l'économie alternative, rupture de références et similitude d'engagement », *L'Information géographique*, 76/1, 2012, p. 28-41.

Sandrine ROUSSEAU, « Chapitre 9 - Un modèle social robuste face aux contraintes environnementales », Agnès SINAÏ et Mathilde SZUBA (DIR.), *Gouverner la décroissance : Politiques de l'Anthropocène III,* Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 195-218.

Nicole ROUX, « Habiter autrement, un autre rapport au temps », *Écologie politique*, 48/1, 2014, p. 37-47.

Gabriel SALERNO, « L'effondrement de la société industrielle, et après ? », *Futuribles*, 427/6, 2018, p. 61-81.

Silja SAMERSKI, Ivan ILLICH et Jean ROBERT, « Critique de la pensée du risque », *Esprit*, 8/9/8, 2010, p. 204-210.

Jean SEGUY, « Messianismes et Millénarismes. Ou de l'attente comme catégorie de l'agir social », *in* François CHAZEL (DIR.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, p. 111-121.

Luc SEMAL, « Chapitre 8. Les chantiers de la théorie politique verte », *in* Guillaume BLANC, Élise DEMEULENAERE et Wolf FEUERHAHN (DIR.), *Humanités environnementales : Enquêtes et contre-enquêtes*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2017, p. 181-200.

Luc SEMAL, « Une mosaïque de transitions en catastrophe. Réflexions sur les marges de manœuvre décroissantes de la transition écologique », *La Pensée écologique*, 1/1, 2017.

Luc SEMAL, « Chapitre 6. Politiques locales de décroissance », *in* Agnès SINAÏ (DIR.), *Penser la décroissance : Politiques de l'Anthropocène I*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p.139-158.

Luc SEMAL et Mathilde SZUBA, « Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence », *Mouvements*, 63/3, 2010, p. 130-136.

Luc SEMAL et Bruno VILLALBA, « Chapitre 4. Obsolescence de la durée. La politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », *in* Franck-Dominique VIVIEN, Jacques LEPART et Pascal MARTY (DIR.), *L'évaluation de la durabilité*, Versailles, Editions Quæ, 2013, p. 81-100.

Léna SILBERZAHN, « Sommes-nous « insensibles » au ravage en cours ? De « l'écologie sensible » à la lutte contre les dispositifs de désensibilisation », *Symposium*, 6/1, 2022, p. 77-105.

Agnès SINAÏ, « Logiques de l'effondrement : du schisme de réalité à une géographie de l'atterrissage », *Écologie & politique*, 64/1, 2022, p. 21-35.

Olivier SOUBEYRAN, « Chapitre 16 / Résilience, démodernisation forcée et changement climatique », *in* Denis CHARTIER et Estienne RODARY (DIR.), *Manifeste pour une géographie environnementale. Géographie, écologie, politique*, Paris Presses de Sciences Po, 2016, p. 401-426.

Isabelle STENGERS, « Pour une intelligence publique des sciences », *Alliage*, 69, 2011, p.24-34.

Isabelle STENGERS, « Ralentir les sciences, c'est réveiller le chercheur somnambule », *Écologie & politique*, 48/1, 2014, p. 61-74.

Isabelle STENGERS, « 2. L'emprise de la bifurcation », *in Réactiver le sens commun. Lecture de Whitehead en temps de débâcle*, Paris, La Découverte, 2020, p. 43-73.

Mathilde SZUBA, « La fin de l'abondance, encore. Lire aujourd'hui la presse du choc pétrolier de 1973 », *Raisons politiques*, 90/2, 2023, p. 23-35.

Mathilde SZUBA, « Chapitre 5. Régimes de justice énergétique », *in* Agnès SINAÏ (DIR.), *Penser la décroissance : Politiques de l'Anthropocène I*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021, p. 105-121.

Mathilde SZUBA, « Revisiter le malthusianisme ? », *Ecorev' - Revue Critique d'Écologie Politique*, 2008.

Cyprien TASSET, « L'effondrement et ses usagers. Éclectisme et réception d'une vulgarisation hétérodoxe en écologie scientifique », *Zilsel*, 10/1, 2022, p. 73-103.

Cyprien TASSET, « Les « effondrés anonymes » ? S'associer autour d'un constat de dépassement des limites planétaires », *La Pensée écologique*, 3/1, 2019, p. 53-62.

Laurent THEVENOT, « Une jeunesse difficile », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 26/1, 1979, p. 3-18.

Peter A. VICTOR, « Croissance », *in* Giacomo D'ALISA, Federico DEMARIA, Giorgos KALLIS (DIR.), *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin, 2015, p.173-181.

Bruno VILLALBA, « L'assèchement des choix. Pluralisme et écologie : », *La Pensée écologique*, 1/1, 2017.

Bruno VILLALBA, « Au fondement matériel de la démocratie », *Revue Projet*, 344/1, 2015, p. 56-63.

Bruno VILLALBA, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », *Écologie & politique*, 40/2, 2010, p. 95-113.

Bruno VILLALBA, « Gérer les ruines irréversibles. Limites institutionnelles de la collapsologie », *Écologie & politique*, 64/1, 2022, p. 37-55.

Jean VIOULAC, « § 10. Catastrophisme et philosophie », *in Anarchéologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2022, p. 165-176.

Audric VITIELLO, « La démocratie radicale entre action et institution », *Raisons politiques*, 75/3, 2019, p. 63-93.

Luke YATES, « Rethinking Prefiguration: Alternatives, Micropolitics and Goals in Social Movements », *Social Movement Studies*, 14/1, 2015, p. 1-21.

Benedikte ZITOUNI et François THOREAU, « Contre l'effondrement : agir pour des milieux vivaces », *L'entonnoir*, 13/12/2018, disponible sur https://www.entonnoir.org/2018/12/13/contre-leffondrement/, consulté le 08 janvier 2019.

Jean ZIN, « Qu'est-ce que l'écologie-politique ? », *Ecologie politique*, 40/2, 2010, p. 41-49.

Thèses et mémoires

John BARRY, « Green Political Theory: Nature, Virtue and Progress », thèse en sciences politiques, Glasgow, University of Glasgow, 1996.

Maxime BELLO, « Survivre à la modernité en temps de crise écologique » Thèse de sociologie en cours, Paris, Paris 10, 2018.

Renda BELMALLEM, « Penser l'écologie depuis les quartiers populaires. Enjeux politiques de l'impact du Front de Mères au sein du champ écologique », mémoire de sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2021.

Jean CHAMEL, « "Tout est lié" : Ethnographie d'un réseau d'intellectuels engagés de l'écologie (France-Suisse) : de l'effondrement systémique à l'écospiritualité holiste et moniste », thèse d'anthropologie, Lausanne, Université de Lausanne, 2018.

Flore D'AMBROSIO-BOUDET, « De l'espèce humaine : affronter l'urgence écologique avec Robert Antelme et Hans Jonas » Thèse de philosophie, Paris, Paris 10, 2018.

Margot GIACINTI, « "Quand il n'y a pas mort d'homme". Socio-histoire du féminicide en France (1791 – 1976) », thèse de sciences politiques, Lyon, Ecole Normale Supérieure, 2023.

Cannelle GIGNOUX, « Antagonisme, propriété, nature : un retour sur les usages des Manuscrits de 1857 - 1858 de Marx à l'heure de la crise écologique », Paris, Université Paris 8, en cours.

Loïs MALLET, « S'engager sans espoir : L'héritage catastrophiste de Günther Anders », mémoire de recherche en philosophie, Paris, Paris 4, 2022.

Elsa RICHARD, « L'action publique territoriale à l'épreuve de l'adaptation aux changements climatiques : Un nouveau référentiel pour penser l'aménagement du territoire ? », thèse en aménagement du territoire, Tours, Université François Rabelais de Tours, 2013.

Anne RUMIN, « Attendre l'effondrement. Les temporalités politiques dans le discours de la collapsologie », mémoire de sciences politiques, Paris, Sciences Po, 2018.

Léna SILBERZAHN, « Penser la peur au temps des catastrophes. Matériaux féministes pour une autodéfense affective », thèse en sciences politiques, Paris, Sciences Po, 2023.

Mathilde SZUBA, « Gouverner dans un monde fini : des limites globales au rationnement individuel, sociologie environnementale du projet britannique de politique de Carte carbone (1996-2010) », thèse de science politique, Paris, Université Panthéon Sorbonne Paris 1, 2014.

Rapports, séminaires et conférences

Delphine BATHO, « Faire campagne pour la décroissance : retours critiques d'expérience », 08/01/2022, disponible sur https://institutmomentum.org/faire-campagne-pour-le-decroissance-retours-critiques-dexperience, consulté le 10 septembre 2023.

Maxime CHEDIN, « Capitalisme, climat, effondrement : Figures d'une dépolitisation - Institut Momentum », 08/10/2022, disponible sur https://institutmomentum.org/capitalisme-climat-effondrement-figures-d-une-depolitisation, consulté le 11 septembre 2023.

CORE WRITING TEAM, Hoesung LEE et José ROMERO, *Climate Change 2023: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Geneva, Switzerland, IPCC, 2023.

Yves COCHET, « L'effondrement, catabolique ou catastrophique ? », séminaire de l'Institut Momentum, 27/05/2011, disponible sur : https://institutmomentum.org/l-effondrement-catabolique-ou-catastrophique ; consulté le 10 septembre 2023.

Yves COCHET, « Précisions sur la fin du monde - Séminaire de l'Institut Momentum », 18/11/2023, disponible sur https://institutmomentum.org/precisions-sur-la-fin-du-monde , consulté le 11/08/2024.

Julie DUMONT, « Synthèse du Bilan de concertation réalisé par la garante de concertation Julie Dumont », Bordeaux, 2020, disponible sur https://www.gironde.fr/sites/default/files/2020-09/SyntheseBilan-panel-garante.pdf, consulté le 10 septembre 2023.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Entrer en résilience. Guide pratique pour les communes et leurs groupements (version longue)*, Bordeaux, 2021.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Panel citoyen Résilience - Gironde. Participer*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Règles du jeu - Résilience en Gironde*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Plateau de jeu - Résilience en Gironde*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Jeu de cartes - Résilience en Gironde*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Gironde résiliente. Contribution du Département de la Gironde pour anticiper et s'adapter aux changements environnementaux et sociétaux*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Dossier de presse. Séance plénière du Conseil départemental du 16 décembre 2019. Le Département vote un budget 2020 de 1,87 milliard d'euros pour la Gironde*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE et DELPHI, *Co-initier un nouveau modèle d'anticipation et de gestion de crise à partir de notre vécu et en se centrant sur le soin aux plus fragiles*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Entrer en résilience. Guide pratique pour les communes et leurs groupements*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Communiqué de presse. "Comment agir ensemble dès maintenant face aux changements environnementaux et sociétaux ? " - Un panel citoyen girondin s'engage dans la stratégie de résilience territoriale du Département*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport d'activité 2020*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, « Les échos des rencontres panel citoyen. Compilation des échos des 8 séquences déc.2019 - juin 2020 », Bordeaux, 2019/2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Dossier de presse. Séance plénière du lundi 24 juin 2019. Budget supplémentaire 2019. La gironde, laboratoire d'innovations sociales,*

écologiques et démocratiques, Bordeaux, 2019.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *De la graine à l'assiette. Rapport de la Commission environnement et développement durable, 2016-2017*, Bordeaux, 2017.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport du conseil général du 26 juin 2014*, Bordeaux, 2014.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport sur la situation en matière de développement durable du département de la Gironde*, Bordeaux, 2014.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport du conseil général du 25 mars 2010*, Bordeaux, 2010.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport du conseil général du 18 décembre 2006*, Bordeaux, 2006.

FRANCE MINISTERE DE L'INTERIEUR, « Etat des lieux - nouvelles tendances des dérives sectaires. », 01/03/2021, disponible sur https://www.miviludes.interieur.gouv.fr/sites/default/files/publications/francais/MIVILUDES-RAPPORT2021_web_%2027_04_2023%20_0.pdf, consulté le 17 juillet 2023.

GENERATION ECOLOGIE, *Déclaration de principes. Annexe à l'article 1er des statuts de Génération Ecologie*, Lyon, 2021, disponible sur https://generationecologie.fr/wp-content/uploads/2021/08/Declaration-de-principes-Generation-Ecologie-2021-juillet.pdf, consulté le 10 février 2022.

GENERATION ECOLOGIE, *Motion d'orientation adoptée lors de la 12ème convention nationale le 9 septembre 2018. Re-Génération Ecologie*, Nantes, 2018, disponible sur https://generationecologie.fr/wp-content/uploads/2019/01/PDF-Motion-dorientation-de-G%C3%A9n%C3%A9ration-Ecologie.pdf, consulté le 10 février 2022.

Jean-Luc GLEYZE, *Discours du Président du Département de la Gironde M. Jean-Luc Gleyze. Séance plénière, budget primitif, le lundi 16/12/2019*, Bordeaux, 2019.

LA SUITE DU MONDE, *Document d'information synthétique. Emission de parts sociales et titres participatifs*, 2019, disponible sur https://www.lasuitedumonde.com/, consulté le 19 mai 2020.

LA SUITE DU MONDE, *« La Suite du Monde » Société coopérative d'intérêt collectif. Statuts*, 2019, disponible sur https://www.lasuitedumonde.com/, consulté le 19 mai 2020.

Pablo SERVIGNE, « La collapsologie dans son histoire », séminaire exceptionnel de l'Institut Momentum à l'occasion de ses dix ans, Vitry-sur-Seine, 15/10/2022.

Pablo SERVIGNE, « Collapsologie - Conférence de Pablo Servigne au CESE », Paris, 27/03/2019, disponible sur https://www.youtube.com/watch?v=rUYbJFSiZA0, consulté le 06 mars 2022.

Articles de journaux et magazines

Victorine DE OLIVEIRA, « La critique de Michaël Fœssel. “La collapsologie ignore les rapports de forces” », *Philosophie Magazine*, 2020, disponible sur https://www.philomag.com/articles/la-critique-de-michael-foessel-la-collapsologie-ignore-les-rapports-de-forces, consulté le 10 septembre 2023.

Sonya FAURE, « Collapsologie [nom] : du latin, collapsus, « tombé d'un seul bloc» », *Libération*, le 11/05/2015, disponible sur : https://www.liberation.fr/debats/2015/06/11/collapsologie-nom-du-latin-collapsus-tombe-d-un-seul-bloc_1327524/ , consulté le 20 octobre 2022.

Jean-Baptiste FRESSOZ, « La collapsologie : un discours réactionnaire ? », *Libération*, 07/11/2018, disponible sur : https://www.liberation.fr/debats/2018/11/07/la-collapsologie-un-discours-reactionnaire_1690596/, consulté le 12 octobre 2019.

Jacques IGALENS, « La collapsologie est-elle une science ? », *The Conversation*, 23/11/2017, disponible sur http://theconversation.com/la-collapsologie-est-elle-une-science-87416, consulté le 17 avril 2023.

François MEURISSE, « Pablo Servigne : « Les plus individualistes crèveront les premiers » », *Terraeco*, 19/02/2016, disponible sur https://www.terraeco.net/spip.php?article64497, consulté le 10 février 2021.

Anne-Sophie NOVEL « La science-fiction imagine la fin des temps pour mieux l'exorciser », *Le Monde*, 27/12/2017, disponible sur : https://www.lemonde.fr/tant-de-temps/article/2017/12/27/la-science-fiction-imagine-la-fin-des-temps-pour-mieux-l-exorciser_5234901_4598196.html, consulté le 21 octobre 2022.

Jules PREVOST, « Un panel de citoyens réfléchit aux solutions anti-effondrement », *La gazette des communes*, 27/01/2021, 27/01/2021, disponible sur https://www.lagazettedescommunes.com/717536/un-panel-de-citoyens-reflechit-aux-solutions-anti-effondrement/, consulté le 11 septembre 2024.

Catherine VINCENT, « Les collapsologues en font-ils trop ? », *Le Monde*, 29/11/2019, disponible sur https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/11/29/les-collapsologues-en-font-ils-trop_6020948_3232.html, consulté le 23 avril 2023.

Sites internet et billets de blog

ADRASTIA, *Site internet de l'association Adrastia*, https://www.adrastia.org/, consulté le 7 février 2024.

Nicolas CASAUX, « Le problème de la collapsologie », 28/01/2018, disponible sur https://www.partage-le.com/2018/01/28/8648/, consulté le 18 octobre 2020.

Nicolas CASAUX, « Quelques petits problèmes concernant le discours d'Aurélien Barrau », 03/10/2018, disponible sur https://www.partage-le.com/2018/10/03/quelques-petits-problemes-concernant-le-discours-daurelien-barrau-par-nicolas-casaux/, consulté le 18 octobre 2020.

Nicolas CASAUX, « La collapsologie comme lamentation bourgeoise de l'effondrement de la civilisation », 19/08/2020, disponible sur https://www.partage-le.com/2020/08/19/la-collapsologie-comme-lamentation-bourgeoise-de-leffondrement-de-la-civilisation-par-nicolas-casaux/, consulté le 18 octobre 2020.

Jérémie CRAVATTE, « L'effondrement, parlons-en... Les limites de la "collapsologie". », *Barricade*, 04/2019 disponible sur https://www.barricade.be/publications/analyses-etudes/effondrement-parlons-limites-collapsologie, consulté le 21 octobre 2022.

Antoine DUBIAU, « La collapsologie ou la critique scientiste du capitalisme », *Perspectives printanières*, 17/03/2019, disponible sur https://perspectives-printanieres.info/la-collapsologie-ou-la-critique-scientiste-du-capitalisme/, consulté le 27 mars 2022.

EXTINCTION REBELLION, *Site internet d'Extinction Rebellion* disponible sur, https://base.extinctionrebellion.fr/login, consulté le 10 septembre 2023.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Site internet du Département de la Gironde*, disponible sur https://www.gironde.fr/, consulté le 10 septembre 2023.

INSEE, *Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine*, disponible sur https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908417, consulté le 10 septembre 2020.

LA SUITE DU MONDE, *Site internet de la Suite du Monde*, disponible sur https://www.lasuitedumonde.com/, consulté le 19 mai 2020.

MOOT POINTS, *Site internet de MoOt Points*, disponible sur https://www.moot-points.com/, consulté le 9 septembre 2023.

Loïc STEFFAN, « Portrait rapide des collapsonautes », 19/11/2018, disponible sur http://loic-steffan.fr/WordPress3/portrait-rapide-des-collapsonautes/, consulté le 10 septembre 2023.

YOUTH FOR CLIMATE, *Site internet de Youth for Climate*, disponible sur https://youthforclimate.fr/, consulté le 31 octobre 2023.

Table des matières détaillée

REMERCIEMENTS **2**

SOMMAIRE SYNTHETIQUE **4**

LISTE DES ACRONYMES **7**

AVANT-PROPOS **8**

INTRODUCTION GENERALE **9**

1. Face à l'effondrement systémique *10*

L'inventaire du désastre qui ne sera pas fait 10

Courte histoire de la collapsologie 14

2. La collapsologie peut-elle profiter à l'écologie politique ? *17*

La collapsologie confisque-t-elle l'agentivité de ses publics ? 17

Quelle articulation entre catastrophe et politique la collapsologie suggère-t-elle ? 19

La collapsologie vide-t-elle l'écologie politique de son contenu idéologique ? 23

3. La collapsologie, une écologie sans politique *27*

La supposée emprise de la collapsologie sur ses publics, nuancée par de premières études sociologiques 27

La collapsologie, rejouant les débats soulevés par l'écologie catastrophiste 30

La collapsologie, rouvrant une controverse de théorie politique environnementale 35

4. Questionner l'écologie politique depuis la collapsologie : Une enquête au sein des milieux effondristes *39*

PREMIERE PARTIE **43**

UNE ENQUETE A L'INTERSECTION DE L'ECOLOGIE POLITIQUE ET DE LA COLLAPSOLOGIE **43**

LA COLLAPSOLOGIE SIGNE-T-ELLE L'ECHEC DE L'ECOLOGIE POLITIQUE ? **44**

CHAPITRE 1. LA CONSTRUCTION DE L'ECOLOGIE POLITIQUE : UNE IDEOLOGIE A PART ENTIERE ? **46**

1. L'écologie politique, une approche inédite du politique *47*

A) La déstabilisation de la cosmologie naturaliste occidentale 47

L'articulation fondamentale de l'écologie politique à l'écologie scientifique 47

Vers la fin d'un « grand partage » ? 49

B) Une approche critique de la promesse émancipatrice de la modernité politique 51

Se délivrer des despotes… 51

… et des contraintes naturelles 53

C) Une approche critique de la notion de « progrès » 56

La modernité politique, construite depuis un idéal de « progrès » 56

La « durée », une construction politique du temps obsolète 57

2. La singularisation idéologique de l'écologie politique *59*

A) Construire la singularité idéologique de l'écologie politique : L'écologisme selon Andrew Dobson 59
Une idéologie politique à part entière 59
Affirmer la spécificité idéologique de l'écologisme : Un souhait normatif 61
B) Critique de l'anthropocentrisme et relecture des rapports de domination 63
Une critique du rapport prédateur à la nature 63
Une relecture des oppressions entre les humains 64
C) Critique de la croissance et revalorisation du local 67
Une critique de la croissance économique 67
Une réflexion critique sur les formes et échelles d'organisation démocratique, débouchant sur la revalorisation du local 70
3. La diversification théorique de l'écologie politique 74
A) Tensions théoriques et stratégiques au sein d'une nébuleuse écologiste 74
L'écologie politique : une idéologie, vraiment ? 74
Une « nébuleuse » écologiste 77
B) L'institutionnalisation de l'écologie politique, exacerbant ses tensions 80
Compétitions identitaires et trajectoires de politisation hétérogènes 80
De la campagne électorale de René Dumont à l'institutionnalisation de l'écologie : La dilution du projet écologiste ? 82
C) Penser l'écologie politique depuis ses multiples « contre-conduites » 86
A l'origine de l'engagement écologiste, une « attitude critique » ? 86
L'écologie politique comme « art de ne pas tellement être gouverné » 89
CHAPITRE 2. LA NAISSANCE DE LA COLLAPSOLOGIE : UNE REFORMULATION DE LA PERSPECTIVE CATASTROPHISTE 94
1. Des eschatologies millénaristes au catastrophisme nucléaire de Günther Anders ... 95
A) La pensée de la catastrophe depuis le motif de l'Apocalypse 95
« Désamorcer la caricature », une nécessité partagée avec Luc Semal 95
Des « équivalences discursives » entre les discours apocalyptiques et les discours écologistes à teneur catastrophiste 98
B) L'émergence du catastrophisme nucléaire : Penser la fin de l'humanité depuis un contexte historique spécifique avec Günther Anders 100
La bombe atomique, une rupture ontologique 100
Une pensée du « temps qui nous reste » : le « délai » 103
2. Les redéfinitions du catastrophisme et ses controverses 107
A) Une « contagion » du catastrophisme nucléaire au catastrophisme écologique 107
Vers la catastrophe écologique globale 107
Les reformulations du catastrophisme : La construction du catastrophisme éclairé 109
B) Les tensions autour du catastrophisme actuel : Le catastrophisme est-il idéologique ? . 113
Le catastrophisme au service de l'idéologie des classes dominantes ? 113
Le catastrophisme selon Jacques Grinevald et Ivo Rens : Un phénomène idéologique 117
3. La spécificité de la collapsologie : Un resserrement de la perspective catastrophiste autour du motif de l'effondrement systémique 122

A) Les théorisations de l'effondrement systémique depuis les années 1970 122
Le rapport Meadows, première modélisation de l'effondrement systémique 122
Alimenter l'hypothèse d'un effondrement systémique à partir de l'analyse des effondrements passés 124
B) Renouveler et réaffirmer le motif de l'effondrement systémique en langue française : La naissance de la collapsologie 126
L'importation en France du motif de l'effondrement systémique : le rôle de l'association Adrastia et de l'Institut Momentum 126
La nouvelle focalisation de la perspective catastrophiste francophone autour du motif de l'effondrement systémique 132
CHAPITRE 3. ENQUETER EN ECOLOGISTE SUR LA COLLAPSOLOGIE 136
1. Du succès médiatique de la collapsologie à sa disqualification académique et militante 137
A) Des débuts tâtonnants de la collapsologie à son « adoubement » médiatique 137
La discrète parution de Comment tout peut s'effondrer et ses premiers relais 137
Le succès croissant de la collapsologie 139
B) La critique scientifique de la collapsologie 143
La critique de la scientificité de la collapsologie 143
La critique de la légitimité académique des collapsologues 147
C) La critique politique de la collapsologie 148
Un discours qui efface les rapports de pouvoir et perpétue les dominations 148
Un discours qui ne fait émerger aucune proposition politique et condamne à l'inaction 151
2. Hypothèses de recherche et posture méthodologique 153
A) Les limites de la disqualification de la collapsologie 153
La définition à géométrie variable de la collapsologie : Un défaut méthodologique dans les critiques adressées à la collapsologie 153
Des hypothèses de recherche qui prennent le contre-pied des critiques de la collapsologie 157
B) Offrir une assise empirique à la théorie politique 161
Théorie politique et approches empiriques 161
Une théorie politique partiellement inductive 166
C) Délimiter le périmètre de la collapsologie et de ses publics 168
Se munir de critères révélateurs de l'influence de la collapsologie 168
Une théorie politique située 170
3. Présentation de l'enquête : Echelles d'observation, outils méthodologiques et axes d'analyse 173
A) Des organisations collectives s'inspirant de la collapsologie : initiatives institutionnelles et citoyennes 173
Observer des bifurcations collectives 173
La stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde et la « Commune Imaginée du Bandiat » de la « Suite du Monde » 175

B) Des individus s'emparant de la collapsologie : parcours biographiques sous l'angle du politique 177

Observer des bifurcations individuelles 177

L'ensemble des relations qui composent l'enquête 179

C) Synthèse des axes et points d'analyse mobilisés 181

Diffusion, interprétation et appropriation de la collapsologie 181

Articulation entre la collapsologie et les objets constants de l'écologie politique 182

ÉCLAIRER LES APPORTS POSSIBLES DE LA COLLAPSOLOGIE A L'ECOLOGIE POLITIQUE 187

DEUXIEME PARTIE 188

VERS UNE NOUVELLE GENERATION D'ECOLOGISTES ? 188

COMMENT LES EFFONDRISTES S'EMPARENT-ILS DE LA COLLAPSOLOGIE ? 189

CHAPITRE 4. LES DYNAMIQUES DE DIFFUSION DE LA COLLAPSOLOGIE : UN CATASTROPHISME GRAND PUBLIC . 190

1. Présentation générale des espaces enquêtés 191

A) Présentation générale de la stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde 191

Présentation générale du Département de la Gironde et de son Agenda 21 191

Présentation générale de la stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde 194

B) Présentation générale de la « Commune Imaginée du Bandiat » de la « Suite du Monde » 200

Présentation générale de la « Suite du Monde » 200

Présentation générale de la « Commune Imaginée du Bandiat » 205

2. L'influence de la collapsologie sur les espaces enquêtés : Une nécessaire critériologie 208

A) Approche générale du discours de la collapsologie 208

Des « équivalences discursives » entre discours apocalyptiques, catastrophistes et collapsologiques 208

Une entreprise de vulgarisation qui anticipe sa réception 216

B) Des initiatives citoyennes et institutionnelles d'inspiration collapsologique : Vers un « réseau collapso » nouvel-aquitain ? 221

Permanences discursives sur les espaces enquêtés 221

Jeux d'acteurs relatifs à la collapsologie sur les terrains choisis : un « réseau collapso » en Nouvelle-Aquitaine ? 228

3. La diffusion de la collapsologie sur les espaces enquêtés : Une rumeur qui s'estompe 230

A) Les leviers de la diffusion de la collapsologie : Entre bouche-à-oreille et recours à des entrepreneurs de la collapsologie 230

Une rumeur collapsologique : Un bouche-à-oreille encouragé par une effervescence médiatique 230

Des professionnels de la collapsologie ? 233

B) L'effacement progressif du discours de la collapsologie : Distance critique ou discours empêché ? 236
Le recul de la collapsologie au profit d'autres mots d'ordre : Réflexivité des effondristes ... 236
La collapsologie comme « texte caché » ? ... 240
CHAPITRE 5. LES RECEPTIONS PLURIELLES DE LA COLLAPSOLOGIE : UNE PERSPECTIVE CATASTROPHISTE REINTERPRETEE ... 246
1. Qui sont les effondristes ? Un essai de typologie ... 247
A) Les trajectoires à dominante scientifique : Le scientifique libertaire ... 247
Un portrait type du collapsonaute ? ... 247
Une intuition confirmée par la science ... 249
Critiquer l'ordre social depuis des fondements scientifiques ... 251
B) Les trajectoires à dominante politique : Le socialiste reconverti ... 253
De nouvelles perspectives pour une gauche en perte de vitesse ? ... 253
Confirmer et réorienter des convictions politiques ... 254
C) Les trajectoires à dominante réactive : Le parent inquiet ... 257
Effondrements intimes et craintes pour ses proches ... 257
S'engager avec et pour ses proches ... 259
2. Réceptions et interprétations du discours de la collapsologie ... 260
A) La découverte de la collapsologie : Une remise en question des modes de vie ? ... 260
Des ruptures biographiques ... 260
Une expérience de désubjectivation ? ... 263
B) La réinterprétation de la collapsologie : Trois conceptions de l'effondrement ... 265
Des recompositions dans l'adhésion à la perspective de l'effondrement systémique ... 265
Trois conceptions de l'effondrement ... 267
3. Une écologisation des représentations et comportements politiques ? ... 271
A) Une crise de confiance envers la politique spécialisée aux échelles nationales et internationales 271
La critique de la défaillance de la politique spécialisée ... 271
La critique d'une classe politique corrompue par « le jeu du pouvoir » ... 274
B) Une faim de politique ... 276
Une démission du politique ? ... 276
Ecologisation des convictions et comportements politiques ... 278
C) La revalorisation de la politique locale ... 281
La revalorisation des institutions politiques locales : le rôle des maires et élus départementaux ... 281
Un engagement politique local à la marge des institutions : Pratiques associatives et contestataires, modes de vie communautaires ... 283
RECONNAITRE L'AGENTIVITE DES EFFONDRISTES ... 286
TROISIEME PARTIE ... 287
RECOMPOSITIONS ECOLOGISTES FACE A L'EFFONDREMENT SYSTEMIQUE ... 287

QUELS APPORTS DE LA COLLAPSOLOGIE AU PROJET DEMOCRATIQUE DE L'ECOLOGIE POLITIQUE ? 288

CHAPITRE 6. UNE LECTURE ANDERSIENNE DE LA COLLAPSOLOGIE : SINGULARISER L'ECOLOGIE POLITIQUE DEPUIS LE CATASTROPHISME 290

1. Imaginer, prophétiser, anticiper l'effondrement : La grande diversité des régimes du futur mobilisés par les effondristes 291

A) Imaginer l'effondrement systémique : De la prospective à la prévision 291

De la prospective à l'anticipation des risques 291

De l'anticipation des risques à leur prévision 294

B) Annoncer l'effondrement systémique : De la prophétie à l'urgence 295

La prophétie de l'effondrement catastrophique 295

De l'urgence à la valorisation du présent 296

C) S'organiser face à l'effondrement systémique : De l'anticipation à la préfiguration 300

De l'anticipation de l'effondrement catabolique à la quotidienneté critique 300

Vers la préfiguration 305

2. L'écologie politique, prise entre la durée et le délai : quelle construction politique du temps adopter ? 307

A) La permanence de la durée, portée par les logiques prévisionnistes 307

La reproduction de l'idéal développementaliste : Un présentisme aveuglant 307

La permanence de la durée 310

B) La prophétie pour défaire la durée 311

La prophétie d'effondrement, une rupture dans nos représentations du temps 311

La prophétie condamne-t-elle à un présentisme démobilisant ? 313

C) Derrière la prophétie, le délai ? 315

La prophétie, une tentative pour affirmer le délai ? 315

Le délai : penser l'invivable plutôt que la survie 317

3. La collapsologie, une stratégie pour réhabiliter une eschatologie catastrophiste subversive 319

A) Les effets préfiguratifs de la prophétie : Une eschatologie révolutionnaire ? 319

Les expérimentations préfiguratives permises par le délai 319

Vers une révolution feutrée ? 321

B) Vers des usages stratégiques de la prophétie ? 322

La prophétie comme parrêsia ? 322

La prophétie comme stratégie pour terrifier les puissants 324

CHAPITRE 7. UNE LECTURE CONSTRUCTIVISTE DE LA COLLAPSOLOGIE : AFFIRMER LA METHODE DE L'ECOLOGIE POLITIQUE DEPUIS UNE APPROCHE POLITIQUE DES SCIENCES 328

1. Des trajectoires d'engagement largement marquées par la science 329

A) Une lecture inquiète de la situation environnementale et climatique 329

Éprouver le désastre : La « nature » comme milieu de vie 329

Projeter le désastre : De l'effondrement environnemental à l'effondrement systémique ... 331

B) … construite depuis un rapport scientifique à la « nature » 333

Déchiffrer le désastre : La « nature », intermédiée par l'activité scientifique 333

Quantifier le désastre : La nature comme ensemble de ressources 336
C) « Il faut écouter la science » : une tentation technocratique ? 338
Considérer la science pour alimenter le débat citoyen et éclairer la décision politique 338
Des scientifiques aux experts 340
2. L'écologie politique face à une crise de confiance envers les sciences : Quelle articulation entre science et politique ? *343*
A) La collapsologie comme hypertrophie de l'écologie scientifique ? 343
La politisation par la science : Une écologie des riches ? 343
L'hypertrophie de la représentation politique de l'écologie scientifique : Une mise en compétition de différentes approches de l'écologie ? 345
B) Un dialogue doublement brisé : la parole scientifique, entre sacralisation et discrédit .. 347
La starification des scientifiques et experts 347
De la critique de l'articulation entre science et intérêts privés à la méfiance envers toute forme de discours scientifique 348
3. La collapsologie, une tentative de remettre en politique les sciences *352*
A) Les débats autour de la collapsologie, interrogeant les mécanismes de production du savoir face à l'urgence écologique 352
Jeter le trouble dans les milieux scientifiques : les ambiguïtés du geste de la collapsologie 352
Les milieux scientifiques confrontés à leurs propres difficultés : comment « réimpliquer » les sciences ? 354
B) « Mettre en politique » les sciences : l'écologie politique peut-elle rejouer son geste fondateur ? 357
La persistance d'une représentation publique des sciences pourtant fragilisée par la catastrophe écologique globale : Gouverner à partir des faits scientifiques 357
De la représentation publique des sciences à l'intelligence publique des sciences : Questionner politiquement les scientifiques 358
CHAPITRE 8. UNE LECTURE ECOFEMINISTE DE LA COLLAPSOLOGIE : ÉLARGIR LE FRONT DE L'ECOLOGIE POLITIQUE DEPUIS L'ANGLE DE LA FAMILLE 363
1. Une politisation des catégories d'âge et liens de parenté : Protéger sa famille, une revendication alimentée par la collapsologie *364*
A) Les principes identitaires de classe, race et genre, inégalement investis par les effondristes 364
Les inégalités de classe, pensées depuis des milieux aisés ? 364
Le genre et la race, des réflexions marginales chez les effondristes 366
B) Face à l'effondrement, l'affirmation de nouveaux principes identitaires : la « jeunesse » comme catégorie politique ? 368
Dynamiques d'hétéro-qualification de la jeunesse 368
Dynamiques d'auto-qualification de la jeunesse 371
C) Face à l'effondrement, la politisation des liens de parenté et d'affection 373
Se mobiliser en tant que parents 373
Protéger les siens, mais à quel prix ? 375

2. L'écologie politique face à la notion de famille : Entre dépolitisation et politiques réactionnaires ? *377*
A) Réinvestir politiquement la notion de famille : Une proposition douteuse ? 377
La difficile approche de la notion de « famille » 377
La construction de l'idéal familial : L'affirmation d'une institution malfaisante 379
B) Peut-on vraiment, depuis l'angle de la famille, transformer la société dans une perspective écologiste ? 382
La parentalité, un levier stratégique pour transformer la société ? 382
C) Approches environnementalistes et néomalthusiennes de la famille 386
La dépolitisation des liens entre famille et écologie : la restriction de l'écologie au domestique 386
La famille comme enjeu démographique : Le néo-malthusianisme et ses limites 390
3. La collapsologie, une invitation à repenser la famille dans une perspective écoféministe 393
A) Redéfinir la famille depuis une approche écoféministe 393
Les apports d'une approche écoféministe de la famille 393
A partir de la famille, repenser la tension entre sécurité et liberté 396
B) Redéfinir ou abolir la famille ? 399
Élargir les définitions de la famille 399
Abolir la famille ? 402
C) Avant toute chose, « politiser l'enfance » 403
Réinvestir politiquement l'enfance 403
Des enfants qui désarment 406
RECOMPOSER L'ECOLOGIE POLITIQUE DEPUIS LA COLLAPSOLOGIE 409
CONCLUSION ET PERSPECTIVES 410
BIBLIOGRAPHIE GENERALE 415
Ouvrages 415
Articles de revues et chapitres d'ouvrages 426
Thèses et mémoires 439
Rapports, séminaires et conférences 440
Articles de journaux et magazines 443
Sites internet et billets de blog 443
TABLE DES MATIERES DETAILLEE 445
TABLE DES ILLUSTRATIONS : LES TABLEAUX 454
TABLE DES ILLUSTRATIONS : LES FIGURES 455
ANNEXES 456
ANNEXE 1 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE 457

ANNEXE 2 : TALON SOCIOLOGIQUE DES PERSONNES RENCONTREES 464

ANNEXE 3 : LISTE DES DOCUMENTS RELATIFS AUX DEUX TERRAINS PRINCIPAUX 470

RESUME 473

Table des illustrations : Les tableaux

TABLEAU 1: L'ECOLOGIE POLITIQUE COMME PRISME ANALYTIQUE ET CRITIQUE DES IDEES POLITIQUES : SCIENCES, NATURE, TEMPS ET POLITIQUE. A. RUMIN, 2024. 59

TABLEAU 2 : L'ECOLOGIE POLITIQUE COMME IDEOLOGIE : SCIENCES, NATURE, TEMPS ET POLITIQUE. A. RUMIN, 2024. 74

TABLEAU 3: L'ECOLOGIE POLITIQUE COMME « ART DE NE PAS TELLEMENT ETRE GOUVERNE » : SCIENCES, NATURE, TEMPS ET POLITIQUE. A. RUMIN, 2024. 92

TABLEAU 4 : EQUIVALENCES DISCURSIVES IDENTIFIEES PAR HICHAM-STEPHANE AFEISSA ENTRE DISCOURS APOCALYPTIQUES ET DISCOURS ECOLOGISTES. A. RUMIN, 2024. 99

TABLEAU 5 : ESSAI DE TYPOLOGIE DES DISCONTINUITES FORMANT LA CATASTROPHE ECOLOGIQUE GLOBALE. A.RUMIN, 2024. 108

TABLEAU 6 : LES EVOLUTIONS DE DEFINITION DE L'EFFONDREMENT SYSTEMIQUE SELON LES AUTEURS INSPIRANT LES COLLAPSOLOGUES. A. RUMIN, 2024. 131

TABLEAU 7: LA PERSPECTIVE CATASTROPHISTE, DANS TOUTE SA DIVERSITE, QUESTIONNE LES OBJETS CONSTANTS DE L'ECOLOGIE POLITIQUE. A. RUMIN, 2024. 135

TABLEAU 8 : SYNTHESE DES HYPOTHESES DE RECHERCHE. A. RUMIN, 2024. 161

TABLEAU 9: SYNTHESE DES AXES ET POINTS D'ANALYSE RETENUS. A. RUMIN, 2024. 185

TABLEAU 10 : RAPPEL DES GRANDES ETAPES DE L'AGENDA21 DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE. A. RUMIN, 2024. 193

TABLEAU 11 : SYNTHESE DES QUATRE AXES PRIORITAIRES POUR LA RESILIENCE GIRONDINE. A. RUMIN,2024. 199

TABLEAU 12 : RAPPEL DES GRANDES ETAPES DE LA STRATEGIE DE RESILIENCE TERRITORIALE DE LA GIRONDE, ENTRE 2018 ET 2021. A. RUMIN,2024. 199

TABLEAU 13 : GRANDES ETAPES DE LA CREATION DE LA SUITE DU MONDE. A. RUMIN, 2024. 205

TABLEAU 14 : SYNTHESE DES « EQUIVALENCES DISCURSIVES » IDENTIFIEES PAR HICHAM-STEPHANE AFEISSA APPLIQUEES A LA COLLAPSOLOGIE, A. RUMIN, 2024. 215

TABLEAU 15: CRITERIOLOGIE ADOPTEE POUR RECONNAITRE L'INFLUENCE DE LA COLLAPSOLOGIE DANS LES DISCOURS DEVELOPPES DANS LES INITIATIVES OBSERVEES, A. RUMIN, 2024. 220

TABLEAU 16: SYNTHESE DES ELEMENTS DISCURSIFS OBSERVES SUR LES CORPUS DE DOCUMENTS RELATIFS AUX TERRAINS RETENUS, DENOTANT UNE INFLUENCE DE LA COLLAPSOLOGIE, A. RUMIN 2024. 227

TABLEAU 17: TROIS CONCEPTIONS DE L'EFFONDREMENT. A. RUMIN, 2024. 270

TABLEAU 18 : CORRELATIONS ENTRE LES TRAJECTOIRES D'ENGAGEMENT EFFONDRISTES ET LES CONCEPTIONS DE L'EFFONDREMENT. A. RUMIN, 2024. 271

TABLEAU 19:REGIMES DU FUTUR ET CONCEPTIONS DE L'EFFONDREMENT. A. RUMIN, 2024. 307

TABLEAU 20 : LA PERMANENCE DE LA DUREE AU SEIN DE L'ECOLOGIE POLITIQUE. A. RUMIN, 2024. 311

TABLEAU 21 : LE DELAI, AFFIRME AU SEIN DE L'ECOLOGIE POLITIQUE DEPUIS LA PROPHETIE. A. RUMIN, 2024. 317

Table des illustrations : Les figures

FIGURE 1: LA REACTUALISATION DU SCENARIO STANDARD RUN DU RAPPORT MEADOWS PAR GRAHAM TURNER. 123

FIGURE 2 : PHOTOGRAPHIE D'UNE AFFICHE PUBLICITAIRE DANS LES COULOIRS DU METRO DE PARIS, STATION BELLEVILLE. A.RUMIN, 2018. 141

FIGURE 3 : SCHEMA REPRODUISANT LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE ADOPTEE. A. RUMIN, 2024. 168

FIGURE 4 : « FACILITATION GRAPHIQUE REALISEE SUITE AUX ECHANGES ENTRE LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT ET LES MEMBRES DU PANEL », ISSUE DES ECHOS DES RENCONTRES DU PANEL CITOYEN, SEANCE 7 DU VENDREDI 27 JUIN 2020, AU SORTIR DU CONFINEMENT. 222

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées par ordre chronologique

	Enquêté-e	*Présentation synthétique de la personne rencontrée*	*Date de l'entretien*
1	Clément Montfort	Clément a trente ans lorsque je le rencontre pour la première fois dans le cadre d'un mémoire de recherche. Après des études de sciences politiques, il s'est redirigé vers le journalisme. Il a produit plusieurs documentaires relatifs à l'environnement avant de découvrir la collapsologie. Pour lui, ce fut un véritable choc, entrainant comme chez beaucoup sidération et obsession. Il décide alors de créer la web-série *Next*, qui lui vaut une certaine notoriété au sein des milieux effondristes, et organise plusieurs rencontres entre collapsonautes. Avec le temps, il prend ses distances avec la collapsologie et produit e nouveaux documentaires, notamment sur le soin.	2017
2	Nicolas Voisin	Nicolas a la quarantaine et vit en région parisienne. Il est le co-fondateur de la SDM, qui se veut une proposition concrète face à la perspective d'un effondrement systémique. Autrefois entrepreneur dans le domaine du numérique, des aléas professionnels et l'expérience de Nuit Debout l'ont mené à se consacrer progressivement au militantisme, à sa parentalité, à l'animation de jardins partagés et autres lieux collectifs.	06/02/2020 ; 14/02/2020
3	Marine (le prénom a été modifié)	Marine a la trentaine depuis peu, elle est comédienne et vit à Bordeaux. Elle a découvert la collapsologie via son copain, Gaël, et reste prudente à l'égard de ce discours. Elle découvre le Bandiat et XR, qui ne lui semblent pas correspondre à ses besoins et envies, avant de proposer elle-même sur le territoire girondin un projet associatif mêlant arts, sciences et politique. Son travail associatif et artistique la mène notamment à réfléchir à l'endométriose.	03/03/2020
4	Florent (le prénom a été modifié)	Florent réside au Bandiat pendant plusieurs mois avant de le quitter pour rejoindre d'autres projets. Bien qu'il s'intéresse à la collapsologie, il n'est pas particulièrement venu sur la CIB pour se préparer à un effondrement, mais plutôt pour tenter d'explorer un mode de vie collectif suite à son engagement au sein des Gilets Jaunes, qu'il juge décisif. Il est très intéressé par le communalisme, l'éducation populaire, les forêts.	04/03/2020
5	Maxime (le prénom	Maxime a entre 25 et 30 ans, autrefois pâtissier dans un établissement parisien, il a décidé de quitter son emploi et cette ville pour acquérir d'autres savoirs	04/03/2020

	a été modifié)	artisanaux et expérimenté des modes de vie collectifs et libertaires. C'est ainsi qu'il est arrivé à la CIB, où il espère notamment découvrir l'ébénisterie. Il ne s'intéresse pas vraiment à la collapsologie, et craint au contraire que celle-ci ne joue sur la composition sociologique du Bandiat.	
6	Martin (le prénom a été modifié)	Martin a 19 ans quand je le rencontre, il a interrompu ses études de commerce au fur et à mesure qu'il découvrait la collapsologie et le militantisme. D'abord engagé chez Alternatiba, il va rejoindre XR. Il se rend sur le Bandiat dans l'objectif d'en observer le fonctionnement, pour à son tour, plus tard, vivre de façon collective et travailler à atteindre une forme d'autonomie.	05/03/2020
7	Gaspard (le prénom a été modifié)	Gaspard a la trentaine et est un membre très actif du Bandiat où il vit depuis 2019, après avoir fait plusieurs métiers. Il espère y trouver un espace à lui et un accès à la terre. Il s'investit particulièrement dans le travail de permaculture et aimerait atteindre une autonomie alimentaire. Il dit avoir eu très tôt l'intuition d'un effondrement à venir, ce dans quoi la collapsologie le conforte. Il se montre très critique envers la société contemporaine, le monde du travail, les scientifiques et la politique spécialisée.	06/03/2020
8	Juliette (le prénom a été modifié)	Juliette est comédienne et amie de Marine. Lorsqu'elle et son copain ont découvert la collapsologie, ils ont décidé de partir tous les deux à la campagne pour développer une activité de maraîchage. Cependant, l'isolement qu'ils y rencontrent, comme la difficulté du travail agricole, les épuisent considérablement. Ils reviennent donc vivre à Bordeaux et se disent toujours marqués par cette expérience.	07/03/2020
9	Jean-François Louineau	Jean-François a 50 ans quand nous le rencontrons, il est Directeur du Conseil permanent de la transition énergétique et du climat à la Région Nouvelle-Aquitaine. Rencontré lors d'un colloque, j'ai réalisé avec lui un entretien exploratoire dans le but de mieux cerner les spécificités environnementales et politiques de la Nouvelle-Aquitaine, où se trouvaient plusieurs des espaces enquêtés. Nous avons également évoqué son propre intérêt pour la collapsologie et pour la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, sur laquelle il a écrit un essai.	27/03/2020
10	Arthur (le prénom a été modifié)	Arthur a un peu plus de 25 ans et a suivi des études d'ingénieur. Il est passionné par la collapsologie et les questions énergétiques. Issu d'une famille dont il souligne l'orientation politique marquée à droite, la perspective d'un effondrement le motive à réorienter	24/04/2020

		sa carrière professionnelle, sa pratique du vote, ses habitudes alimentaires, et à s'intéresser à XR.	
11	Nadia (le prénom a été modifié)	Nadia a un peu plus de 25 ans et vient d'achever des études de droit. Elle se rend à la CIB pour y travailler en woofing et, par la même occasion, d'inspirer du lieu et acquérir de nouveaux savoirs manuels. Féministe et antiraciste, elle est également écologiste, et s'intéresse à la collapsologie sans être pour autant convaincue par la perspective d'un effondrement systémique brutal à venir.	23/10/2020
12	Lola (le prénom a été modifié)	Lola vient d'avoir le baccalauréat. Elle a été très touchée par les discours de la collapsologie et par les catastrophes récentes qu'elle a observées (mégafeux, COVID), qui lui ont donné un sentiment de fin du monde. Pour y remédier, elle se rend sur la CIB dans l'espoir de rencontrer de nouvelles personnes et d'acquérir de nouvelles compétences manuelles. Elle est aussi engagée dans plusieurs associations et collectifs, dont certains écologistes. Plus tard, elle aimerait devenir réalisatrice.	23/10/2020
13	Martine (le prénom a été modifié)	Martine est à la retraite depuis peu. Issue d'une famille communiste et très politisée, elle revendique cet héritage et aimerait renouer avec. Elle est donc venue au Bandiat pour éprouver un mode de vie plus communautaire. Elle trouve la composition du groupe très masculine.	24/10/2020
14	Flora (le prénom a été modifié)	Flora a suivi des études en sciences politique avant de se tourner vers l'action publique. Elle a notamment travaillé en tant qu'agent sur la stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde. Elle est aussi membre de XR et a été très marquée par la collapsologie avant de peu à peu s'en démarquer.	31/03/2021
15	Grégory Poinsenet	Grégory a la quarantaine et a travaillé dans l'agroalimentaire avant de s'intéresser au développement durable. Il réoriente alors sa carrière professionnelle et travaille un temps pour la Fondation Nicolas Hulot. En découvrant la collapsologie, il décide de créer ses propres structures associatives (Sorry Children) et professionnelles (MoOt Points). Il propose ainsi des conférences et ateliers autour de l'effondrement et de la résilience, en s'inspirant des écrits de Servigne et Stevens, avec qui il a un peu travaillé. Le Département de la Gironde a fait appel à lui pour intervenir plusieurs fois auprès des agents, citoyens et élus.	04/02/2022
16	Gaël (le prénom a	Gaël a la trentaine et est comédien. Il a découvert la collapsologie dans une période douloureuse de sa vie et s'y est intéressé avec passion, avant de prendre ses	11/02/2022

	été modifié)	distances avec ce discours. Comme sa copine, Marine, il est allé visiter le Bandiat et a contacté XR. Il porte aujourd'hui un projet associatif en Gironde, mêlant arts, sciences et politique, inspiré des travaux de Bruno Latour. Dans le cadre de ce projet, il s'intéresse beaucoup à la notion de famille.	
17	Tamak (pseudo)	Tamak a la trentaine et est éducateur spécialisé. Il s'est toujours intéressé aux questions sociales mais ne s'est véritablement politisé qu'en se heurtant aux questions environnementales et climatiques notamment présentées par la collapsologie. Il milite au sein d'XR avec sa femme. Il se montre critique envers la politique spécialisée, sauf à une échelle locale. Avoir un enfant le conforte dans son militantisme.	04/03/2022
18	Arya (pseudo)	Arya vient d'avoir trente ans et elle travaille dans un hôpital. Elle a rejoint XR avec son copain. Elle est sensible aux discours de la collapsologie dans lesquels elle trouve une critique possible de l'Etat. Elle est très critique de la politique spécialisée et manifeste son intérêt pour l'anarchisme.	04/03/2022
19	Julie Chabaud	Après des études en sciences politiques et une thèse sur les risques sociaux, Julie se tourne vers la fonction publique, jusqu'à devenir la responsable de la Mission Agenda 21, missionnée sur la stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde. Elle constitue une interlocutrice privilégiée pour comprendre sa genèse et ses objectifs. Elle trouve la collapsologie efficace pour bousculer et donc faire adopter de plus hautes ambitions. Elle s'inquiète quant au mainstreaming qui lui semble menacer les notions de résilience et de sobriété.	14/03/2022
20	Olivier « Le Collapso »	Olivier a 35 ans, il a suivi des études scientifiques et est diplômé de plusieurs masters (développement durable, communication), et a créé une chaîne YouTube de vulgarisation sur l'effondrement. Il a vécu 12 ans à Paris avant de rejoindre le Bandiat où il espérait atteindre une autonomie alimentaire. Il a finalement quitté la CIB, estimant que l'objectif de préparation à l'effondrement n'y était pas assez rigoureusement poursuivi. La collapsologie le conforte dans des intuitions antérieures.	24/05/2022
21	Yves Cochet	Yves a 76 ans quand nous l'écoutons (à noter que cet entretien a été réalisé avec Loïs Mallet). Aujourd'hui retraité, il a été mathématicien, enseignant à Rennes, et a occupé différentes fonctions politiques (conseil municipal de Rennes, député européen d'EELV, ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement sous le gouvernement de Lionel Jospin). Il a longtemps milité au sein de différentes	04/07/2022

		associations environnementales, telle que l'association pour l'Eau et les Rivières de Bretagne (anciennement APPSB) ou encore les Amis de la Terre. Ses parents étaient eux-mêmes politisés et militants, il les rattache à des « chrétiens de gauche ». Il estime devenir « collapso » à partir de 2002/2003, en travaillant la littérature portant sur l'effondrement, la décroissance et le catastrophisme et en rejoignant la revue *Entropia*. Il a cofondé l'Institut Momentum, dont il est aujourd'hui le président. Il a activement contribué à l'émergence de la collapsologie en France et dit croire à un effondrement brutal à venir très bientôt.	
22	Jean-Luc Gleyze	Jean-Luc vient d'une famille d'ouvriers et a grandi dans la campagne girondine. Il manifeste une forte conscience de classe. Il a suivi des études en sciences politiques avant de devenir fonctionnaire territorial, puis de se lancer dans une carrière politique au PS. Il est aujourd'hui président du Département de la Gironde. Il a construit sa conscience environnementale en vivant près de la forêt, en pratiquant la chasse et en s'intéressant aux volcans. Il a été très marqué par les feux de forêts que connaissent la Gironde et a publié un livre à ce sujet. Il s'intéresse à la collapsologie et évoque à plusieurs reprises publiquement l'effondrement. Il est particulièrement sensible aux problématiques des plus jeunes.	02/12/2022
23	Camille Beck	Camille est collaboratrice de Jean-Luc Gleyze. Normande d'origine, elle a suivi des études en sciences politiques et a rapidement rejoint les MJS. Elle découvre le sujet de l'effondrement en travaillant sur la stratégie de résilience du département. Elle souligne les apports de la collapsologie pour avoir une approche systémique des risques et y voit un potentiel levier de prise de conscience, voire de politisation.	02/12/2022
24	Aymeric (le prénom a été modifié)	Aymeric a 23 ans, il travaille au sein du cabinet de Jean-Luc Gleyze. Il a suivi des études littéraires en classe préparatoire aux grandes écoles. Il est passionné de politique et de poésie. Il a découvert la collapsologie via son activité professionnelle et n'y a pas trouvé une révélation aussi forte que d'autres. Il est surtout marqué par la transformation des paysages qu'il a observé enfant.	02/12/2022
25	Henri	Henri est retraité de la fonction publique et a longtemps travaillée en Nouvelle-Aquitaine. Il a grandi dans une famille très politisée et s'est toujours intéressé à la politique. Il a découvert la collapsologie via les séminaires de l'Institut	09/12/2022

		Momentum et porte un vif intérêt à la notion d'effondrement. Il a rejoint le projet associatif porté par Gaël et Marine et suggère un lien possible entre ce projet et la perspective d'un effondrement systémique.	
26	Delphine Batho	Delphine a 50 ans quand je fais son entretien, après l'avoir rencontrée via un séminaire de l'Institut Momentum. Elle est présidente de Generation Ecologie et députée des Deux-Sèvres. Elle a été candidate à l'élection présidentielle de 2022, durant laquelle elle a défendu sa conception de la décroissance. Elle se revendique autodidacte : après le baccalauréat, son engagement politique a selon elle pris le dessus sur les études. Elle a longtemps milité au PS, mais rompt avec ce parti pour un ensemble de raisons. Elle souligne notamment la permanence d'un mythe productiviste au sein de cette formation politique. Elle émet quelques réserves face à la collapsologie, dans laquelle elle craint de trouver une vision mécaniste de l'histoire, mais s'intéresse particulièrement aux effondrements depuis 2018.	08/02/2023
27	Céline (le prénom a été modifié)	Céline a été collaboratrice de Jean-Luc Gleyze. Elle a suivi une formation en sciences politiques, avant de rejoindre le PS, puis de travailler en tant que conseillère politique au sein d'une commune de Gironde, puis au Département à partir de 2015. Elle s'intéresse à la politique depuis l'enfance, bien qu'elle ait grandi dans une famille peu politisée. La collapsologie a été pour elle un véritable choc qui l'inquiète notamment pour l'avenir de ses enfants, et, de manière générale, pour les personnes les plus vulnérables. Elle pense important d'articuler la perspective d'un effondrement à des initiatives concrètes de résilience.	16/05/2023
28	Corinne Martinez	Corinne est élue PS depuis 2015 au département de la Gironde et elle travaille sur le sujet de la résilience depuis 2017. Elle manifeste de nombreuses réserves à l'égard de la collapsologie, même si elle trouve qu'il s'agit là d'un discours utile pour faire choc. Elle distingue bien l'effondrement environnemental, dont elle s'inquiète beaucoup (elle mentionne alors les incendies girondins) d'un effondrement des institutions.	17/05/2023
29	Raphaël Stevens	Raphaël a la quarantaine, il a suivi des études de commerce en Belgique et a travaillé sur le biomimétisme et le développement durable avant de trouver ces approches trop peu radicales. Il suit alors une formation en « sciences holistiques » en Angleterre et s'intéresse alors à la notion	12/03/2024

		d'effondrement et de résilience. Il a grandi dans une famille très portée sur les sciences (parents pharmaciens). Il a rencontré Pablo Servigne via son ami Gauthier Chapelle en 2011 : s'est avec lui qu'il a créé la notion de collapsologie. Il se dit très curieux et autodidacte. Il trouve qu'il faut sortir la science de sa tour d'ivoire.	
30	Pablo Servigne	Pablo a 46 ans quand je fais son entretien. Il est connu pour avoir créé la notion de collapsologie et a beaucoup été médiatisé à cette occasion. Il a suivi des études scientifiques, soutenant une thèse de doctorat sur les fourmis, avant de quitter l'université, fatigué d'un milieu qu'il juge trop compétitif. Il milite depuis l'adolescence dans différentes associations, participe à de nombreuses manifestations et écrit dans des revues anarchistes. Il mentionne d'ailleurs volontiers ses convictions libertaires. Il a connu un grave accident durant l'enfance et estime avoir été trop longtemps dissocié de son corps et de ses émotions ; il entend donc dorénavant travailler davantage sur les affects.	21/03/2024

Annexe 2 : Talon sociologique des personnes rencontrées

Enquêté-e	Nicolas	Marine	Florent	Maxime	Martin
Classe d'âge	40-45	30-35	35-40	25-30	20-25
Genre	M	F	M	M	M
Situation familiale	Célibataire avec enfant	En couple	Célibataire	Célibataire	NR[1240]
Etudes supérieures	non	oui	NR	oui	oui
Domaine d'études	NR	Théâtre	NR	Pâtisserie	Commerce
CSP[1241]	8	3	8	8	8

Enquêté-e	Gaspard	Juliette	Jean-François	Arthur	Nadia
Classe d'âge	30-35	30-35	50-55	25-30	25-30
Genre	M	F	M	M	F
Situation familiale	Célibataire	En couple	NR avec enfant	En couple	Célibataire
Etudes supérieures	non	oui	NR avec enfants	oui	oui
Domaine d'études	NR	Théâtre	Sciences politiques	Sciences de l'ingénieur	Droit
CSP	8	3	3	3	8

Enquêté-e	Lola	Martine	Flora	Grégory	Gaël
Classe d'âge	20-25	65-70	30-35	45-50	30-35
Genre	F	F	F	M	M
Situation familiale	Célibataire	NR	NR	En couple avec enfant	En couple
Etudes supérieures	NR	oui	oui	oui	oui
Domaine d'études	NR	NR	Sciences politiques	Sciences de l'ingénieur ; commerce	Droit ; théâtre
CSP	8	7	5	2	3

[1240] NR : Non renseigné. La personne rencontrée n'a pas souhaité évoquer cet aspect ou celui-ci ne rentre pas dans les catégories proposées.

[1241] CSP : Catégorie socioprofessionnelle. Pour rappel : 1) Agriculteurs exploitants ; 2) Artisans, commerçants, chefs d'entreprise ; 3) Cadres et professions intellectuelles supérieures ; 4) Professions intermédiaires ; 5) Employés ; 6) Ouvriers ; 7) Retraités ; 8) Autres personnes sans activité professionnelle.

Enquêté-e	Tamak	Arya	Julie	Olivier	Yves
Classe d'âge	30-35	30-35	45-50	35-40	75-80
Genre	M	F	F	M	M
Situation familiale	En couple avec enfant	En couple	NR	Célibataire	NR avec enfant
Etudes supérieures	NR	oui	oui	oui	oui
Domaine d'études	NR	NR	Sciences politiques	Sciences de l'ingénieur ; sciences politiques ; communication	Mathématiques
CSP	4	4	3	2	7

Enquêté-e	Delphine	Jean-Luc	Camille	Aymeric	Henri
Classe d'âge	50-55	55-60	35-40	20-25	65-70
Genre	F	M	F	M	M
Situation familiale	NR avec enfant	En couple avec enfant	En couple avec enfant	NR	En couple avec enfant
Etudes supérieures	non	oui	oui	oui	oui
Domaine d'études	NR	Sciences politiques	Sciences politiques	Lettres	Sciences de l'ingénieur
CSP	3	3	3	5	7

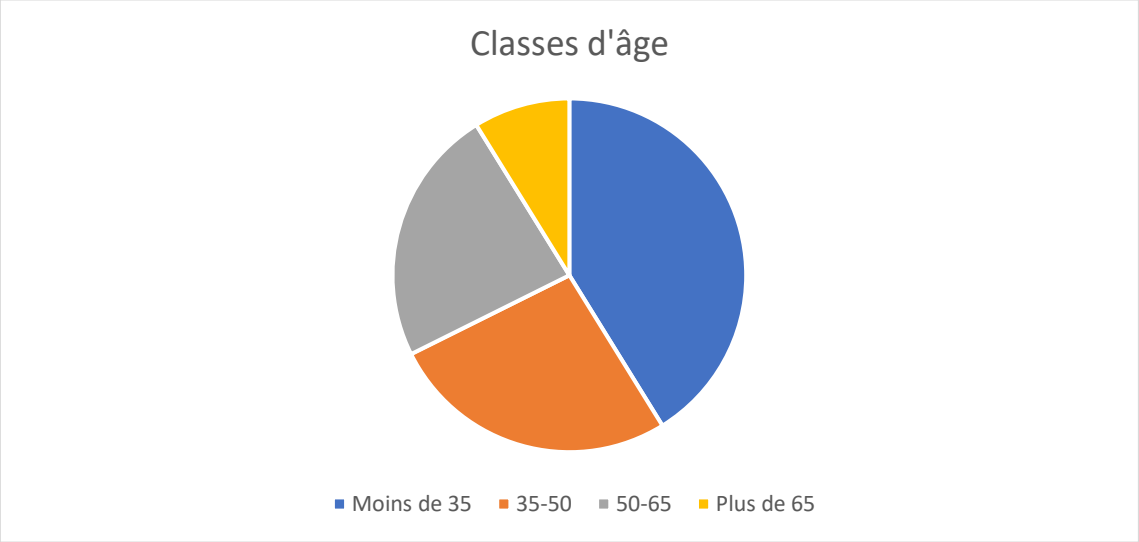
Enquêté-e	Céline	Corinne	Raphaël	Pablo	Clément
Classe d'âge	40-45	55-60	45-50	45-50	30-35
Genre	F	F	M	M	M
Situation familiale	En couple avec enfant	En couple avec enfant	En couple avec enfant	En couple avec enfant	NR
Etudes supérieures	oui	oui	oui	oui	oui
Types d'études	Sciences politiques	NR	Commerce ; sciences de l'ingénieur	Sciences de l'ingénieur	Sciences politiques
CSP	3	3	3	3	3

- **Bilan classe d'âge**

-25	25-30	30-35	35-40	40-45	45-50	50-55	55-60	60-65	65-70	+70
3	3	8	3	2	4	2	2	0	2	1

-35	35-50	50-65	+65
14	9	8	3

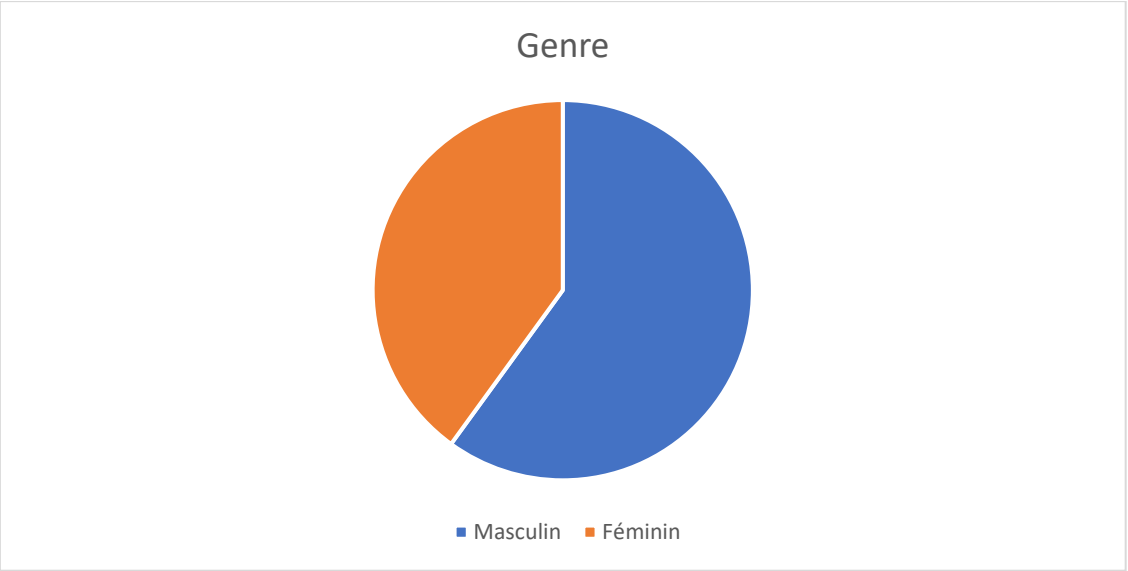
-50	+50
23	7



L'échantillon présente une large majorité de personnes ayant moins de 50 ans, soit un peu plus des deux tiers des personnes rencontrées (23/30). Parmi ces 23 personnes, plus de la moitié ont moins de 35 ans (14) : cela signifie que presque la moitié de notre échantillon a moins de 35 ans.

- **Bilan genre**

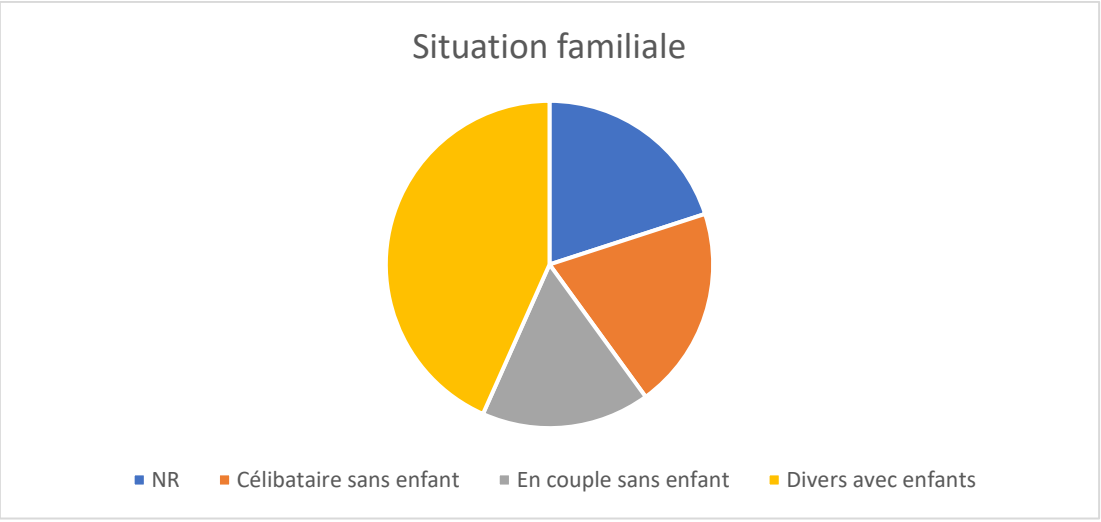
NR	M	F
0	18	12



L'échantillon présente une légère majorité de personnes s'identifiant au genre masculin, soit un peu plus de la moitié de notre échantillon (18/30).

- **Bilan situation familiale**

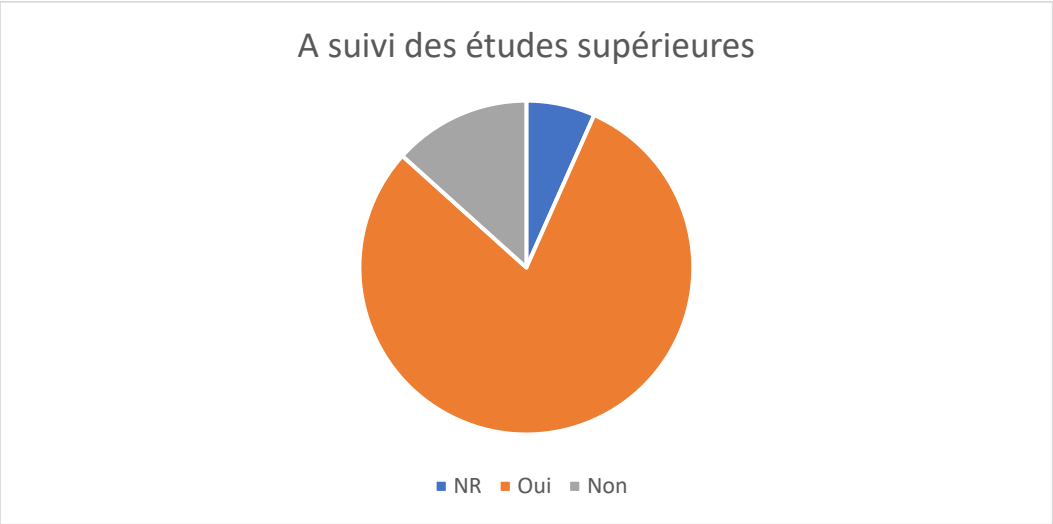
NR	Célibataire sans enfant	En couple sans enfant	X avec enfant
6	6	5	13



Presque la moitié des personnes rencontrées ont des enfants (13/30).

- **Bilan études**

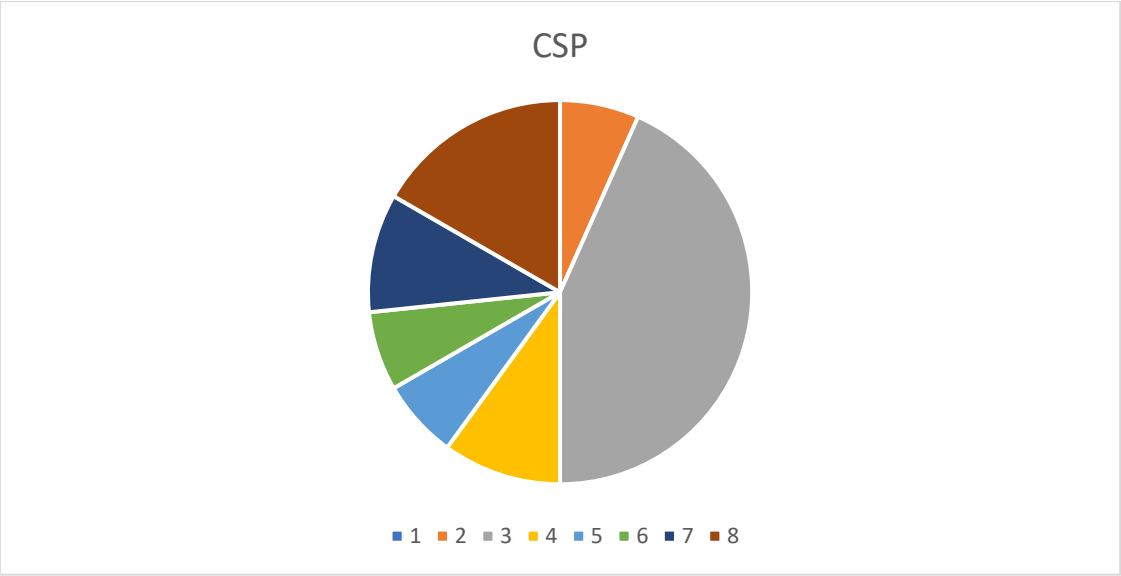
NR	A suivi des études supérieures	N'a pas suivi d'études supérieures
2	24	4



Une très large majorité des personnes rencontrées ont suivi des études supérieures (23/30). Parmi ces personnes, 10 ont reçu une formation en droit ou sciences politiques, soit un tiers de l'échantillon. Cela est notamment lié au terrain adopté en Gironde (6 personnes concernées). 7 personnes ont reçu une formation en sciences de l'ingénieur et/ou disciplines en sciences dites « dures ».

- **Bilan CSP**

1	2	3	4	5	6	7	8
0	2	13	3	2	2	3	5



L'échantillon présente une très large majorité de personnes relevant de la catégorie socio-professionnelle 3, à savoir les cadres et professions intellectuelles supérieures (13/30), soit plus d'un tiers des personnes. Puis, est bien représentée la catégorie 8, à savoir autres ou sans activité professionnelle (5/30). Parmi ces personnes, 3 sont encore étudiantes ou viennent d'achever leurs études.

- **Bilan du talon sociologique**

L'échantillon présente une majorité de personnes ayant moins de 50 ans, voire moins de 35 ans, s'identifiant au genre masculin, ayant suivi des études supérieures et relevant de la catégorie socio-professionnelle 3, relative aux cadres et professions intellectuelles supérieures. Plus d'un tiers des personnes rencontrées ont un ou des enfants.

Annexe 3 : Liste des documents relatifs aux deux terrains principaux

Liste des documents relatifs à la stratégie de résilience du Département de la Gironde :

Julie DUMONT, « Synthèse du Bilan de concertation réalisé par la garante de concertation Julie Dumont », Bordeaux, 2020, disponible sur https://www.gironde.fr/sites/default/files/2020-09/SyntheseBilan-panel-garante.pdf, consulté le 10 septembre 2023.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Entrer en résilience. Guide pratique pour les communes et leurs groupements (version longue)*, Bordeaux, 2021.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Panel citoyen Résilience - Gironde. Participer*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Règles du jeu - Résilience en Gironde*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Plateau de jeu - Résilience en Gironde*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Jeu de cartes - Résilience en Gironde*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Gironde résiliente. Contribution du Département de la Gironde pour anticiper et s'adapter aux changements environnementaux et sociétaux*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Dossier de presse. Séance plénière du Conseil départemental du 16 décembre 2019. Le Département vote un budget 2020 de 1,87 milliard d'euros pour la Gironde*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE et DELPHI, *Co-initier un nouveau modèle d'anticipation et de gestion de crise à partir de notre vécu et en se centrant sur le soin aux plus fragiles*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Entrer en résilience. Guide pratique pour les communes et leurs groupements*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Communiqué de presse. "Comment agir ensemble dès maintenant face aux changements environnementaux et sociétaux ? " - Un panel citoyen girondin s'engage dans la stratégie de résilience territoriale du*

Département, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport d'activité 2020*, Bordeaux, 2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, « Les échos des rencontres panel citoyen. Compilation des échos des 8 séquences déc.2019 - juin 2020 », Bordeaux, 2019/2020.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Dossier de presse. Séance plénière du lundi 24 juin 2019. Budget supplémentaire 2019. La gironde, laboratoire d'innovations sociales, écologiques et démocratiques*, Bordeaux, 2019.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *De la graine à l'assiette. Rapport de la Commission environnement et développement durable, 2016-2017*, Bordeaux, 2017.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport du conseil général du 26 juin 2014*, Bordeaux, 2014.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport sur la situation en matière de développement durable du département de la Gironde*, Bordeaux, 2014.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport du conseil général du 25 mars 2010*, Bordeaux, 2010.

FRANCE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, *Rapport du conseil général du 18 décembre 2006*, Bordeaux, 2006.

Jean-Luc GLEYZE, *Discours du Président du Département de la Gironde M. Jean-Luc Gleyze. Séance plénière, budget primitif, le lundi 16/12/2019*, Bordeaux, 2019.

MOOT POINTS, *Site internet de MoOt Points*, disponible sur https://www.moot-points.com/, consulté le 9 septembre 2023.

Jules PREVOST, « Un panel de citoyens réfléchit aux solutions anti-effondrement », *La gazette des communes*, 27/01/2021, 27/01/2021, disponible sur https://www.lagazettedescommunes.com/717536/un-panel-de-citoyens-reflechit-aux-solutions-anti-effondrement/, consulté le 11 septembre 2024.

Liste des documents relatifs à la « Commune Imaginée du Bandiat » de la « Suite du Monde » :

LA SUITE DU MONDE, *Archives du Bandiat*, Piégut-Pluviers, 2020.

LA SUITE DU MONDE, *Site internet de la Suite du Monde*, disponible sur https://www.lasuitedumonde.com/, consulté le 19 mai 2020.

LA SUITE DU MONDE, *Document d'information synthétique. Emission de parts sociales et titres participatifs*, 2019, disponible sur https://www.lasuitedumonde.com/, consulté le

19 mai 2020.

LA SUITE DU MONDE, *« La Suite du Monde » Société coopérative d'intérêt collectif. Statuts*, 2019, disponible sur https://www.lasuitedumonde.com/, consulté le 19 mai 2020.

Résumé

La « collapsologie », qui se veut une science de l'effondrement systémique, est un néologisme créé en 2015 par Pablo Servigne et Raphaël Stevens dans leur ouvrage *Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*. Les bouleversements environnementaux et climatiques, entraînant guerres, famines et pandémies, devraient selon eux mener la « civilisation thermo-industrielle » à disparaître dans un futur proche. Si les théories de l'effondrement préexistent largement à la seule collapsologie, celle-ci a pour particularité d'en vulgariser efficacement le contenu pour s'adresser à un large public. La collapsologie rencontre alors un succès médiatique certain, avant de se heurter à une entreprise de disqualification académique et militante qui en souligne les insuffisances, notamment sur le plan politique. En agitant le spectre effrayant de l'effondrement, la collapsologie exercerait une emprise sur des publics sidérés, tout en annihilant l'ambition idéologique de l'écologie politique, confrontée au développement soudain de sa branche catastrophiste la plus controversée. Dès lors, la collapsologie réduit-elle le projet démocratique de l'écologie politique à une seule recherche de survie ? À partir d'une enquête empirique menée dès 2019 au sein de différents milieux effondristes, la thèse décrit plutôt l'émergence d'une nouvelle génération d'écologistes, certes marqués par la collapsologie mais exerçant pleinement leurs capacités interprétatives et agentivité. Les spécificités de cette politisation effondriste questionnent pourtant bien la cohérence idéologique de l'écologie politique, en en révélant plusieurs tensions théoriques et stratégiques, portant par exemple sur le rapport au temps ou à la science. Ce faisant, la thèse propose une lecture singulière de la collapsologie : en convoquant le politique depuis le prisme de la catastrophe, le discours sur l'effondrement systémique pourrait mener l'écologie politique à faire face à ses ambiguïtés, pour recomposer et réaffirmer son projet démocratique.

« Collapsology », which claims to be a science of systemic collapse, is a neologism coined in 2015 by Pablo Servigne and Raphaël Stevens in their book *Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*. Environmental and climatic changes, leading to wars, famines and pandemics, should, according to them, lead to the disappearance of « thermo-industrial civilisation » in the near future. While theories of collapse largely pre-date collapsology, it has the particularity of efficiently popularising its content to reach a wide audience. Collapsology enjoyed considerable media success, before meeting with an academic and activist disqualification that highlighted its weaknesses, particularly in political terms. By raising the frightening spectre of collapse, collapsology is seen as exerting a hold over a stupefied public, while annihilating the ideological ambition of political ecology, faced with the

sudden development of its most controversial catastrophist branch. Does collapsology reduce the democratic project of political ecology to a quest for survival ? On the basis of an empirical research conducted from 2019 within various effondrist circles, our thesis describes instead the emergence of a new generation of ecologists, marked by collapsology but fully exercising their interpretative capacities and agentivity. The specific features of this politicisation do, however, call into question the ideological coherence of political ecology, by revealing a series of theoretical and strategic tensions, concerning, for example, the notion of time and science. The thesis proposes a singular reading of collapsology : by invoking politics through the prism of catastrophe, the discourse on systemic collapse could lead political ecology to confront its ambiguities, in order to recompose and reaffirm its democratic project.